



HAL
open science

**L'immigration sud-américaine en Espagne :
transfiguration d'une société vécue par les citoyens et
vue à l'écran**

Isabel Ferrer

► **To cite this version:**

Isabel Ferrer. L'immigration sud-américaine en Espagne : transfiguration d'une société vécue par les citoyens et vue à l'écran. Sociologie. Université de la Réunion, 2014. Français. NNT : 2014LARE0009. tel-01144356

HAL Id: tel-01144356

<https://theses.hal.science/tel-01144356>

Submitted on 21 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITE DE LA REUNION



UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

UFR DE LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

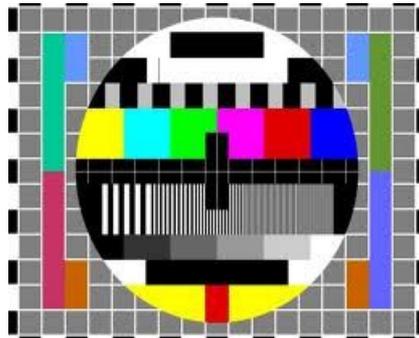
THÈSE DE DOCTORAT EN ÉTUDES HISPANIQUES ET HISPANO-AMÉRICAINES

PRÉSENTÉE PAR ISABEL FERRER MARCHITE

SOUS LA DIRECTION DE M. LE PROFESSEUR JEAN-PIERRE TARDIEU

L'immigration sud-américaine en Espagne

Transfiguration d'une société vécue par les citoyens et vue à l'écran



JUIN 2014

COMPOSITION DU JURY

M. Bernard LAVALLE, Professeur émérite à l'Université Paris III - Sorbonne-Nouvelle

Mme. Brigitte NATANSON, Professeure à l'Université d'Orléans

M. Jean-Pierre TARDIEU, Professeur émérite à l'Université de La Réunion

M. Michel WATIN, Professeur à l'Université de La Réunion

A Olivier, por ser.

A Julia, por estar.

A mis padres y a mi hermano, por su amor y su confianza incondicionales.

A los que no se resignan, a los que se indignan.

REMERCIEMENTS

Les années passant, nous nous privons d'un privilège que l'on reconnaît volontiers aux enfants: celui de grandir. Dans la langue, lorsqu'elle fait référence aux adultes, d'autres termes moins sympathiques se substituent à cette notion, qui évoquent plutôt l'usure et l'érosion due au passage du temps. La joie que me procure avoir écrit cette thèse est telle que j'ose vous dire que je grandis.

Ce travail est le résultat visible de ma dernière poussée de croissance. Les transformations, personnelles et intellectuelles, qu'elle a induites en moi font désormais partie de mon parcours. Je remercie chaleureusement le professeur Jean-Pierre Tardieu, mon premier contact avec l'Université de la Réunion. J'ai eu la chance d'assister à ses cours et l'honneur de bénéficier de son aide et son soutien en tant que directeur de thèse. Je souhaite qu'il soit assuré que son dévouement à la recherche et au partage des connaissances sont pour moi une source d'inspiration.

Je remercie mes parents, Inocencio et Encarnación, toujours aussi fiers de me voir grandir, et mon petit frère, Eduardo, si grand à mes yeux. Ce sont eux mes racines, ma terre natale, mon pays.

Les personnes dans mon entourage qui me sont chères ont compris que la croissance exige souvent des moments de solitude. Je les remercie tous, mes amis et ma famille Roustant, de me les avoir accordés et de m'accueillir à nouveau, quand je reviens vers eux.

Olivier, quand je me vois dans tes yeux je sais ce que j'aimerais devenir. Ce travail est le nôtre. Merci de tout mon cœur. Merci Julia, ma fille. N'oublie pas les mots du poète: «Tu destino está en los demás / tu futuro es tu propia vida / tu dignidad es la de todos».

Sommaire

SOMMAIRE.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
INTRODUCTION.....	7
I LA RÉALITÉ OBJECTIVE. UNE SOCIÉTÉ CHANGEANTE.....	25
II LA RÉALITÉ SYMBOLIQUE. LA TÉLÉVISION: LE MONDE DE L'AUTRE CÔTÉ DU MIROIR.....	194
III LA RÉALITÉ SUBJECTIVE. INTERNET ET LA RÉALITÉ VIRTUELLE, OXYMORE ET UTOPIE.....	371
CONCLUSION.....	539
TABLE DES MATIÈRES.....	556
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	560

Avant-propos

Je suis née en Espagne et, pendant les vingt-deux premières années de ma vie, le nombre d'heures passées devant le poste de télévision augmenta au même rythme que le medium affirmait sa suprématie sur les autres sources d'information ou de divertissement et que l'influence de l'image dans la construction de l'imaginaire collectif croissait. De la prise de conscience de l'influence de la «caja tonta» sur la vie des gens naquit mon choix d'adulte, qui fut de l'éteindre pour mieux comprendre les mécanismes de fabrication de l'opinion, et le besoin d'écrire cette thèse. L'école publique offrit aux enfants de ma génération, la première née sous la démocratie fraîchement redécouverte, une vision pour le moins tronquée de l'histoire espagnole. Le pacte du silence s'était substitué à la censure de telle sorte que les leçons concernant les sombres années qui venaient de s'écouler figuraient invariablement à la fin de nos manuels d'histoire. L'impasse sur ces chapitres, jugés dangereux car susceptibles de faire vaciller une réconciliation juchée sur des piliers faits de silence et d'amnésie imposée, était le signe de l'époque qui s'ouvrait pour le pays et pour une conscience collective que rien n'avait préparé au changement.

C'est contre cette vision de l'éducation et de la formation des citoyens que je m'insurge et contre elle que je défends le besoin de sortir l'opinion publique espagnole de l'acceptation béate de la version officielle. Le songe de la raison, une anesthésie générale dont la télévision était chargée d'administrer la dose quotidienne, s'empara des Espagnols et produisit le monstre de la xénophobie. La société de consommation sut tirer profit de la placide torpeur où plongeait la population lors des années du «miracle économique». L'opinion publique maintenue dans un état d'immaturité, ne put s'adapter aux transformations déjà effectives dans les pays voisins, ainsi qu'à l'échelle mondiale. L'arrivée des immigrants supposa un

bouleversement pour un peuple qui n'avait connu dans son histoire que la position de migrant. L'intégration des étrangers dans une société construite sur le repli identitaire et la phobie de l'altérité ne pouvait que mal se passer, faisant ressurgir, pour ce qui est des immigrés provenant d'Amérique Latine, des préjugés et des stéréotypes de l'époque coloniale.

Nous remonterons vers le passé, celui des Espagnols et celui des media, pour parler de l'évolution et des changements opérés chez les uns comme chez les autres et, surtout, dans les relations tissées entre eux, qui sont au cœur de la société. L'objectif est de rapprocher certains phénomènes: d'une part, fruit du triomphe fulgurant de la société de la communication, l'«écranisation» de la société et la «spectacularisation» du monde; d'autre part, le renversement des flux migratoires en Espagne. Les étrangers qui, dès le milieu des années 90, affluent en masse vers un pays qui a brûlé sa modernité par les deux bouts, connaîtront d'abord les années fastes de la postmodernité, puis les affres de la crise. Les Espagnols n'étaient pas prêts à se transfigurer, à devenir une nouvelle société multiethnique et multiculturelle. Les plaies du colonialisme se remettent à saigner au contact avec ces Sud-américains qui constituent le collectif d'immigrés le plus important en Espagne.

Introduction

Persée s'enveloppait dans un manteau de brouillard pour poursuivre les monstres. Nous, nous couvrons de notre rabat de brouillard nos oreilles et nos yeux, pour ne pas voir les monstruosités, pour ne pas les entendre et pour pouvoir les nier.

Karl Marx, *Le Capital*

Lo siento mucho, me he equivocado y no volverá a ocurrir.

Juan Carlos I, rey de España

«Hoy las ciencias adelantan que es una barbaridad...». C'est le sympathique vieillard, Don Hilarión, qui philosophe de la sorte dans *La verbena de la Paloma*¹. Dans le théâtre populaire espagnol, ce personnage est l'archétype de l'homme «castizo», incarnation du truand affable, profondément imprégné de la culture, des traditions et des croyances de sa terre natale. A l'instar de Don Hilarión, le «castizo» s'exprime volontiers par des aphorismes et des lieux communs où le peuple distille sa sagesse séculaire. Toutes proportions gardées entre cette version comique et l'autre, philosophique, Miguel de Unamuno, parle de la voix de l'homme intra-historique². Et c'est à Unamuno lui-même que l'on attribue la phrase «¡Qué inventen ellos!», exprimant la position de l'intellectuel dans le débat qui l'opposait à certains de ses contemporains, Ortega y Gasset entre autres, dans le débat autour de «l'eupéanisation de l'Espagne» ou «l'hispanisation de l'Europe» qui occupait les élites espagnoles au début du XX^e siècle.

La marche de l'histoire est inéluctable, mais il est des époques qui, par la nature des événements qui s'y produisent ou par leur concentration, donnent l'impression d'une accélération temporelle et font apparaître le caractère irrévocable du changement. La culture populaire se fait écho des sentiments complexes que cela provoque chez l'être humain qui, contraint de renoncer à une toute puissance illusoire, se voit ramené à son effroyable fragilité. Les penseurs analysent ces

1 *La verbena de la Paloma* ou *El boticario y las chulapas y celos mal reprimidos* est une zarzuela composée par Tomás Bretón sur un livret de Ricardo de la Vega, qui fut jouée pour la première fois à Madrid en 1894.

2 UNAMUNO DE, M., *En torno al casticismo*, Biblioteca Nueva, Madrid, 1996.

phénomènes, passant les sentiments, aussi bien que la réalité qui les entoure, au crible de l'intelligence et de cette connaissance héritée qu'est la culture. Les controverses à propos de l'identité et le débat sans fin sur les bienfaits et les dangers du progrès sont les fruits d'un questionnement inhérent à l'être pensant et conscient de sa finitude que nous sommes.

Le temps passe, la connaissance avance, le monde se transforme, la société se transfigure et l'individu, lui, demeure obsédé par sa permanence, menacé de dissolution. En effet, que ce soit sur le plan matériel ou sur celui de l'esprit, que l'on aborde la question à l'échelle individuelle ou à celle de la société, dans quelle mesure peut-on continuer d'affirmer la survie d'un corps alors que le renouvellement cellulaire, idéologique et structurel a oblitéré jusqu'au dernier de ses traits constitutifs? La confrontation autour de ce vieux débat philosophique est, avec la diversité des opinions exprimées, la preuve que la pensée et le changement sont le propre de l'homme.

La pensée est la source du doute et du désarroi. Mais c'est elle aussi qui confère à l'homme sa liberté. Les régimes totalitaires savent l'importance de brimer l'intelligence et d'interdire le débat. De même, ils connaissent l'urgence d'arrêter le temps, de le suspendre, puisque, si le changement est caractéristique de la vie, ils nécessitent, eux, de l'immobilisme pour se perpétuer. Le régime franquiste ne fit pas exception et, pendant plus de quarante ans, il s'appliqua à figer la société espagnole au stade où il l'avait plongée, à maintenir le peuple dans l'ignorance du progrès et de l'existence de l'autre. «El sueño de la razón produce monstruos» disait Goya, ce clairvoyant «afrancesado». Les «monstres», de leur côté, ont tendance à substituer les slogans à la pensée: «¡Una, Grande y Libre!», «¡Una Patria, un Estado, un Caudillo!», «Por el Imperio hacia Dios», «Si eres español, habla español», etc. Les exemples ne manquent pas de l'endormissement de l'esprit critique, de l'abolition de la réflexion, du recours obstiné à la phrase péremptoire et de la négation radicale de la diversité. Et ces phrases bercèrent des générations d'Espagnols atteints de malnutrition intellectuelle.

L'histoire contient des exemples qui suffisent à montrer l'instabilité des catégories que les pronoms «nous» et «eux» cherchent à délimiter. L'incapacité de ces mots à contenir des groupes humains, qui n'est pas sans rappeler celle des frontières, apparaît comme une évidence pour peu que l'on questionne la réalité. Les nations se sont bâties sur le principe de l'identité commune et elles multiplient les signes d'appartenance qui délimitent, du moins en termes de géo-politique, un «nous». Mais les régionalismes et les guerres civiles sont la preuve que l'intolérance fait fi de la nationalité et des origines communes. Lorsque le «nous» se fractionne chacune de ses parties voit dans les autres l'ennemi à combattre. La Guerre Civile espagnole ne dérogea pas à cette règle, ni la dictature de Franco à celle de l'exaltation des différences qui séparent et des préjugés qui stigmatisent. Lorsqu'elle éclate et qu'elle est au service du pouvoir, la haine bâtit des murs qui séparent et des croyances qui isolent.

Mais nous remonterons encore plus loin dans le passé, pour mieux comprendre le présent. Si pendant des décennies l'on put croire que les guerres d'indépendance et la formation des nations américaines avaient sonné le glas des relations entre ces dernières et leur ancienne métropole, les Espagnols reprirent le chemin de l'Amérique vers le milieu du XIX^e siècle, poussés par la misère et attirés par des politiques d'immigration mises en place par certains pays d'Amérique du Sud en vue de séduire des colons d'origine européenne. Ce phénomène reçut le nom d'«émigration de la dernière chance» et la figure du «gallego» devint une partie intégrante du paysage outre-marin. Bartolomé Bennassar nous donne un aperçu de la nature des relations entre les locaux et les migrants:

[On assiste à] l'apparition en Espagne du personnage du *gancho*, agent recruteur venu d'Amérique pour proposer des contrats plus ou moins dignes de foi aux candidats à l'immigration. Bientôt on verra fleurir dans la presse de Buenos Aires des petites annonces «gallego à vendre!»³.

3 BENNASSAR, B., *Histoire des Espagnols*, Robert Laffont, Paris, 1995, p. 1028.

Dans les premières années du XX^e siècle, l'Amérique demeure la Terre promise qui continue d'attirer des Espagnols et de les accueillir dans le giron de son économie en constante expansion. A la veille de la grande crise économique, le pourcentage des immigrants espagnols en Argentine ne cesse d'augmenter par rapport aux chiffres de l'immigration totale (20,31% en 1900 contre 36,99 en 1910 et 48,9% en 1920⁴). Le nombre d'immigrés espagnols dépasse celui des immigrés d'origine italienne, ce à quoi il faut ajouter une volonté plus forte chez les premiers que chez les seconds de s'installer de manière définitive dans la terre d'accueil.

La crise des années 30 met fin à ce flux migratoire, mais il reprendra son cours, bien que marqué d'un autre sceau, après la défaite républicaine de 1939. Les milliers d'Espagnols qui partirent vers l'exil furent confrontés au déracinement, en proie au sentiment de deuil, même si les gouvernements de gauche d'Amérique Latine leur tendaient les bras. Les «navires de l'espoir»⁵ ne les conduisaient pas, cette fois-ci, vers El Dorado. Ces Espagnols qui quittaient une démocratie en déroute n'avaient pas de modèle à imposer aux habitants de l'autre rive de l'océan et l'appât du gain n'était pas le moteur de leur démarche. Les relations qui devaient se tisser cette fois-ci entre Espagnols et Sud-américains étaient d'une autre nature et cela venait enrichir le panel des liens historiques entre les peuples hispanophones.

La migration est un fil rouge qui unit l'Espagne à l'Amérique Latine à travers l'histoire, depuis le 12 octobre 1492. Ce lien a pu se faire plus discret à certains

4 BENNASSAR, B., *op. cit.*

5 C'est ainsi qu'on appelait les bateaux qui permirent aux Espagnols de s'exiler, notamment vers l'Amérique. L'Ipanema et le Mexique naviguèrent vers les terres mexicaines, le Winnipeg vers le Chili, le Massilia vers l'Argentine, etc. Voir la page web «e-xiliad@s. España en una maleta», Ministerio de Empleo y Seguridad Social, Secretaría General de Inmigración y Emigración. Dirección General de Migraciones. URL: <http://www.exiliadosrepublicanos.info/fr/histoire-exile>

moments, sans pour autant jamais disparaître. C'est ainsi que, en le suivant, nous ferons un bond dans le temps pour nous retrouver au beau milieu des années 90. La situation politique et économique a radicalement changé en Espagne et le pays, traditionnellement émetteur de migrants, devient, soudainement, un des principaux récepteurs. Après la courte période de prospérité qui ouvrit la dernière décennie du millénaire, une crise économique qui résultait de la Guerre du Golfe et de la flambée du prix du pétrole, finit par atteindre l'Espagne, après avoir sévi sur ses voisins européens. La récession se manifeste principalement par l'augmentation du taux de chômage (qui bat ses records en 1993) et par le déficit du système de sécurité sociale (en 1995 le Congrès établit une distinction entre pensions contributives, à la charge de l'Etat, et non-contributives, financés par les cotisations). Mais ceci est le prélude d'une autre ère, celle des dix années, entre 1997 et 2007, qui bouleverseront l'Espagne et qui changeront définitivement sa physionomie.

Cette période est celle de l'inversion du flux migratoire: pour la première fois de son histoire l'Espagne devient un pays récepteur de migrants. Si jusqu'en 1985 72% des immigrants qui arrivait en Espagne étaient originaires de pays riches, en 1997 les provenants des pays du sud deviennent majoritaires. Parmi eux, des millions de Sud-américains tenteront l'aventure, motivés, d'une part, par la dégradation de leurs conditions de vie dans leurs pays d'origine et, d'autre part, par la promesse d'un avenir meilleur. Néanmoins, face à cette arrivée massive et soudaine d'immigrés, et malgré les efforts affichés pour évoluer, pour oublier le passé et pour rattraper le retard qui la tenait à l'écart des autres nations européennes, l'Espagne voit ressurgir, au contact de ces étrangers dont la langue lui rappelle l'Histoire, des fantômes que la post-modernité peine à contenir. «Nous» face à «eux». S'agissant des immigrants sud-américains, comment maintenir les barrières, les catégories, qui semblent tellement nécessaires à ceux qui craignent l'invasion, l'abolition des différences et l'anéantissement de l'identité? Par leur confession catholique et par leur langue, ces immigrants sud-américains que l'on qualifie par ailleurs de «préférés des Espagnols», ne seraient-ils pas, parce que plus insaisissables, perçus comme plus dangereux que les autres?

Les thèses eugénistes sont désormais révolues. Mais un autre type de racisme, puisant ses forces tantôt dans l'hétérophilie tantôt dans l'homophilie, a pris la relève. Le culte de la différence pour ce qu'elle a d'essentiel, de déterminant et d'intrinsèque, se cache derrière la première option. L'éloge de l'assimilation des étrangers reste tapi dans la seconde. Ce sont les deux faces de la négation d'une nature humaine commune et de la distinction entre nature et culture. Les immigrés hispanophones font les frais de ces contradictions dont le point commun est une vision ego-centrée, méritant tour à tour d'être considérés comme les immigrés préférés des Espagnols ou discriminés en raison de leur accent. Jorge Semprún se rappelle ses premiers temps en exil, alors que, ne maîtrisant pas entièrement la langue française, il ne parvenait pas à se débarrasser de son «accent détestable», qu'il vivait comme un stigmaté. Nous pouvons supposer un niveau de langue au moins correct chez le jeune Semprún (à l'époque scolarisé dans le prestigieux lycée parisien Henry IV). Il gardera néanmoins, puisqu'il le consignera dans ses mémoires bien d'années plus tard, le souvenir cuisant de la moquerie d'une boulangère xénophobe:

Mon accent détestable ne m'avait pas seulement interdit d'obtenir le croissant ou le petit pain que je désirais, il m'avait retranché aussi de la communauté de langue qui est l'un des éléments essentiels d'un lien social, d'un destin collectif à partager⁶.

«Nous» face à «eux»: une histoire vieille, peut-être, comme le monde. En Espagne cette opposition et la peur de l'autre n'ont pas attendu l'arrivée massive d'étrangers pour faire irruption, de même qu'elles ne se sont pas éteintes à l'arrivée de la démocratie. Les exemples de préjugés sont nombreux et certains sont entrés dans le folklore: les gens du nord *versus* les gens du sud (de l'Espagne), moroses les uns, insouciantes et fainéantes les autres; les péninsulaires *versus* les iliens, stressés les premiers, indolents les seconds; les castillans *versus* les Catalans, centralistes et

6 SEPRÚN, J., *Adieu, vive clarté*, Gallimard, Mesnil-sur-l'Estrée, 1998, p. 132-133.

indépendantistes respectivement. L'énumération n'est pas exhaustive, loin s'en faut, mais elle préfigure la réaction des Espagnols face aux étrangers, redevenant un «nous» par le truchement du repli identitaire. L'étape suivante est la division des immigrés par catégories censées justifier le degré de rejet que l'on manifesterà à leur égard: les catholiques s'intègrent mieux que les musulmans, ceux qui ont des coutumes proches des espagnoles s'adaptent plus facilement, ceux qui parlent espagnol... Et pourtant, les difficultés d'intégration que rencontre le collectif des immigrés d'origine sud-américaine met en évidence la difficulté de la société espagnole à dépasser les anciens schémas, à renoncer à l'assimilation et à avancer vers l'interculturalité.

Après la longue période de catalepsie que fut le franquisme, la société espagnole connaîtra un processus d'ouverture et de modernisation qui annonce sa transfiguration radicale et irrévocable. Du coup d'Etat contre la II^e République à la démocratie, avec le retour de la monarchie; de l'isolationnisme voulu par le dictateur à l'ouverture des frontières; de l'exode républicain et l'émigration économique à l'accueil des migrants. L'Espagne avait atteint la modernité avec sa transition «exemplaire» et son entrée dans la Communauté Européenne. Mais il lui en fallait plus pour se débarrasser de son complexe d'infériorité. Elle se voua au libéralisme pour devenir, aux yeux du monde entier, le pays du miracle économique. Pour des millions d'étrangers qui s'acheminèrent vers ce sol prospère d'où les bâtiments jaillissaient sans fin, l'Espagne survitaminée de la décennie prodigieuse était la version postmoderne de «la tierra de Jauja»⁷.

L'adage qui affirmait que l'Europe se terminait avec les Pyrénées était obsolète. L'économie traversait une période de prospérité qui semblait promise à une éternelle santé. La spéculation allait bon train et l'inflation aussi. Le prix du terrain augmentait de façon exponentielle, ainsi que les bénéfices des entreprises. L'argent coulait à flots. La télévision régnait en maître sur toute autre source d'information et l'écran déversait, jour et nuit, des programmes de divertissement. Dans les chaînes publiques, les journaux télévisés se contentent la plupart du temps de diffuser les messages euphorisants qui émanent des responsables politiques. Du reste, la course à l'audimat réduit la distance censée séparer ce service public des télévisions privées.

⁷ Pays de Cocagne.
16 / 596

Pendant ce temps, une génération d'Espagnols (beaucoup de ses membres abandonnant prématurément les études pour prendre part à la fête) se prépare à devenir «nininis». L'économie espagnole absorbe sans problème la main-d'oeuvre étrangère. La société, quant à elle, ne s'adapte pas au même rythme.

Et voici que, soudain (mais, n'était-ce pas prévisible?), la crise survient. L'inimaginable devient réel et l'abstraction de la haute finance se matérialise, avec des effets bien concrets sur la population. 2008 marque la limite entre la postmodernité, cette époque de la «bulle» et de l'insouciance, et ce que nous nommerons ici la méta-postmodernité, une nouvelle ère où le pays assiste à la faillite du système en vigueur. Le gouvernement applique des mesures de restriction budgétaire qui limitent la protection sociale et rendent plus difficile l'accès aux services de l'Etat. Le pendant de l'accroissement de l'instabilité personnelle et matérielle a été, chez les Espagnols, l'exacerbation des tensions entre les individus, l'augmentation de l'intolérance et la résurgence de certains préjugés concernant les étrangers.

L'ère d'expansion de l'empire espagnol est révolue. L'époque où la métropole exerçait sa domination vis-à-vis de ses colonies semble lointaine et la vision que les habitants du Vieux Monde avaient de ceux du Nouveau caduque. Et pourtant, lorsque la prospérité de l'économie espagnole attire les migrants sud-américains par millions, ni le partage de la langue, ni les liens historiques et culturels facilitent leur intégration effective. La débâcle économique exacerbe les tensions et les ressortissants des pays d'Amérique Latine, fussent-ils installés en Espagne depuis de nombreuses années, sont ramenés à la catégorie d'intrus, de profiteurs du système. Le vent de la crise vient souffler sur un feu dont on avait peut-être négligé la surveillance, mais qui ne s'était jamais éteint. Les forums de discussion sur Internet regorgent d'exemples racistes et xénophobes, mais, dès que le sujet de l'immigration sud-américaine est abordé, les réactions sont d'une rare violence et le contenu de ces commentaires met en évidence un phénomène de rémanence dans les préjugés et dans les stéréotypes hérités du colonialisme.

Et pourtant, en pleine tourmente, un mouvement social naît qui attirera tous les projecteurs sur ces milliers de personnes qui occupent l'espace public. La Puerta del Sol de Madrid et, très vite, les places et les rues d'innombrables villes dans toute l'Espagne se remplissent d'indignés qui, à l'instar de ceux qui l'avaient fait un certain dimanche 15 mai 2011, ont éteint leur téléviseur et sont allés dans la rue. «Les propositions des Indignés sont utopiques», ont dit certains. «Ce n'est qu'un feu de paille, il ne durera pas», a-t-on affirmé. «Ils n'ont aucune chance de changer quoi que ce soit» avons-nous entendu. Nul ne pourrait prévoir l'avenir et il serait bien imprudent de faire des pronostics sur un phénomène contemporain aussi changeant qu'insaisissable. Néanmoins, nous pensons, avec le professeur Carlos Taibo entre autres, que le 15-M est, à bien des égards, un mouvement citoyen sans précédent dans l'histoire des Espagnols, pour ce qu'il a de remise en question radicale du système et d'exigence de démasquer le pouvoir des media, pour mieux s'affranchir de leur emprise.

Les Indignés clament leur vœux de conquérir l'espace public pour en faire un lieu de rencontre et de débat. Ils dénoncent la manipulation de la réalité faite par les grands media et la manière dont ils façonnent l'opinion publique. Dans une société dite de la connaissance, quiconque s'insurgerait contre la rétention d'information serait rangé dans la catégorie des adeptes de la théorie du complot. En effet, à l'ère de la globalisation et de l'instantanéité, les téléspectateurs et les internautes ont accès à un flux continu d'informations mêlant sujets graves et légers, un flot qui submerge le spectateur pour mieux lui faire désirer le doux réconfort du divertissement. Impossible de comprendre la métamorphose de la société espagnole sans parler de l'histoire de la télévision, née sous le franquisme, et de tous ses descendants. C'est seulement avec le consentement de la population (si tant est qu'elle ait pu s'exprimer) que l'écran est parvenu à coloniser chaque foyer, devenant une arme de désinformation massive dont le plus fou des dictateurs n'aurait pas osé rêver.

Dans les premiers temps de la démocratie, la télévision donna quelques signes louables de son envie, et de sa capacité, à produire des œuvres de qualité et à

rendre la culture et le débat accessibles aux spectateurs, remplissant ainsi sa mission de service public. Mais l'enthousiasme et les nobles aspirations qui accompagnèrent la démocratie dans ses premiers pas s'effacèrent devant l'appât du gain, au moment où l'argent devint l'idole sacrée. Paradoxalement, ce fut au moment où la société espagnole entra dans une phase de changements sans précédent dans l'histoire moderne que la télévision publique fit marche arrière pour s'enfermer dans le conservatisme. Ceci, allié avec l'influence grandissante de ce média sur l'opinion publique, aura des conséquences néfastes. Au fur et à mesure que les immigrants font leur apparition, puis s'installent sur le sol espagnol, la télévision, qui se targue de montrer au spectateur le reflet de la réalité, révèle son incapacité à s'accommoder de ce phénomène.

L'image négative des étrangers à l'écran suscite la vive réaction des associations qui luttent contre le racisme et les autres formes de discrimination. Des chartes à l'usage des professionnels des médias sont rédigées et ses signataires s'engagent à surveiller leurs pratiques lorsqu'ils évoquent le sujet de l'immigration. La télévision publique n'est pas en reste dans cette évolution et l'expression ouverte des préjugés devient rare, aussi bien à l'écran que sur d'autres supports. Mais, parallèlement, un virage vers la «spectacularisation» du monde s'opère dans l'univers de l'audiovisuel qui n'épargnera pas les chaînes d'Etat. Ces dernières renoncent vite à la mission qui, par leur appartenance au service public, devrait être leur priorité: celle d'apporter du divertissement et de l'information de qualité, avec des émissions où la diversité qui est, de fait, celle de la société espagnole serait montrée et l'interculturalité encouragée.

TVE rejoint les chaînes privées dans la production de programmes racoleurs, fut-ce au dépit du bon goût, et dans la course au record d'audience. L'image de la société que l'écran propose, à défaut de satisfaire toute une portion du public restée hors cadre, s'ajuste au format le plus conventionnel. C'est ainsi, en encourageant le moins de risques, que les responsables des chaînes télévisées confortent les annonceurs dans leur choix de combler les immenses espaces publicitaires dont les émissions se voient lardées. Les professionnels de la télévision se font les porte-

parole non autorisés du public et décident de lui offrir du spectacle et de l'émotion, ceci, disent-ils, pour l'aider à se remettre de sa journée et se délasser en oubliant ses préoccupations. Il n'est pas étonnant que, dans ce noble but, des sujets dont le traitement ferait appel à la réflexion ou qui pourraient susciter la controverse soient écartés. L'immigration en fait partie, *a fortiori* en temps de crise. Les étrangers, au même titre que les chômeurs et les dissidents, ont du mal à se couler dans le moule orné de paillettes. La conséquence en est leur progressive disparition de la «fresque écranique».

Le gouffre se creuse entre la réalité de la rue et celle que les Espagnols contemplant pendant un nombre croissant d'heures par jour, lorsqu'ils rentrent chez eux et qu'ils se retrouvent face à l'écran. Mais les bannis se tiennent prêts à reconquérir l'espace public et ils s'emparent des nouvelles technologies et de l'Internet pour sortir de l'invisibilité. Alors que la crise sévissait depuis trois ans, les assistants à une manifestation dans les rues de Madrid refusent de se disperser et, de façon aussi imprévue que majoritaire, ils décident de rester sur la Puerta del Sol, qui devient l'emblème photogénique de la contestation «anti-système».

Chez les partisans de ce Mouvement du 15-M qui venait de naître, la contestation des mesures politiques adoptées par le gouvernement espagnol rejoint la remise en question du capitalisme et les propositions fusent, dans un bain d'utopie que certains décrient et que d'autres reconnaissent comme point de départ commun à tous les changements sociaux profonds. Les immigrés ne sont pas nombreux dans les rangs des contestataires. Mais les Espagnols, rejoignant ce mouvement, rejettent résolument la vision que les media majoritaires se sont appliqués à construire et qui fait de l'immigration un problème et des immigrés une horde d'envahisseurs. Sur le net, espace choisi par les activistes de longue date et les indignés sans histoire, les blogs et les forums parlent des lois concernant l'accueil des étrangers comme relevant d'un choix politique dont les conséquences doivent être imputables aux responsables. On y défend un autre modèle de société fondé sur le droit à la libre circulation et sur l'interculturalité comme source d'enrichissement pour les populations en contact.

Les Indignés font basculer l'Espagne dans une autre ère, celle de la méta-postmodernité, que nul ne pourrait décrire de façon exhaustive et péremptoire. Ce que nous osons avancer, à l'observation des changements qui s'opèrent dans la société espagnole actuelle, c'est que les media traditionnels, avec la télévision comme figure de proue dans notre monde indéniablement dévot de l'image, ne conviennent plus à bon nombre de leurs anciens fidèles. Et ces derniers se détournent vers le cyberspace dans la recherche d'un espace d'information, mais aussi de communication et de partage, au-delà des frontières et des intérêts qui façonnaient l'opinion publique.

L'inversion du flux migratoire qui attire les Sud-américains vers l'Espagne constitue une variation dans les relations entre les pays hispanophones. Dans ce sens il ne s'agirait ici que d'un nouvel épisode qui rappelle l'interdépendance des nations séparées par l'océan Atlantique et indissolublement liées par l'histoire. Cependant, la conjoncture mondiale et le contexte espagnol lui-même génèrent des conditions particulières qui font coïncider l'arrivée des immigrants sud-américains en Espagne avec un moment décisif de l'histoire du pays et, peut-être aussi des relations entre les peuples. Nous remonterons dans le temps pour mieux nous centrer ensuite sur cette étape que nous avons nommée la méta-postmodernité, ère qui suit l'explosion de la bulle immobilière, qui marque la ligne d'inflexion pour une économie et pour une société en crise.

Notre hypothèse principale sera celle de l'invisibilité des immigrants dans la télévision publique espagnole. De celle-ci découleront d'autres qui exploreront la difficulté pour ce médium à aborder et à intégrer sereinement le sujet de l'immigration, gouverné comme il l'est par la recherche des bénéfices et voué au divertissement et au conservatisme. L'appartenance au service public n'exonère pas les deux chaînes de TVE des impératifs qui dominent le monde de l'audiovisuel. Nous avançons aussi la responsabilité des pouvoirs publics dans la persistance des préjugés, qui sont le résultat de la confluence néfaste de la privation de liberté, à laquelle le peuple espagnol fut soumis pendant les longues années de la dictature, et de l'absence d'une volonté politique offrant aux citoyens la possibilité de se défendre par la formation de l'esprit critique, face au déferlement de l'économie mondialisée.

Notre étude est articulée en trois parties, qui sont également les trois plans de l'interaction entre l'individu et l'environnement ou, transposant cela à l'échelle collective, puisqu'il ne pourrait pas en être autrement chez l'être humain, indéfectiblement grégaire, entre la société et cette suite d'événements que l'on

appelle l'Histoire. Dans la première partie nous analyserons ce que nous avons nommée «réalité objective»: les faits qui constituent l'histoire récente de l'Espagne et des nations sud-américaines, que l'économie mondialisée et le déséquilibre Nord-Sud mettent en contact par le biais des migrants. Nous nous intéresserons au modèle social résultant des événements politiques qui se sont succédés pour donner naissance à l'Espagne postmoderne, à la façon dont prospérité et immigration se conjuguent dans les années de croissance économique et à la gestion de l'altérité, aussi bien par les pouvoirs publics qu'au sein de la population espagnole, lorsque le poids spécifique du collectif des immigrés rend ce débat inévitable.

Dans la deuxième partie, celle qui porte sur la réalité symbolique, nous nous appliquerons à comprendre les mécanismes par lesquels les idéologies s'emparent des media et la façon dont ces derniers contribuent à la fabrication de l'opinion publique. Ayant constaté la fascination que les récits exercent sur l'individu, nous retracerons l'évolution du petit écran en Espagne, pour comprendre l'imbrication entre cette forme particulière de montrer le monde et la construction de l'opinion publique. Notre attention se portera plus précisément sur la télévision publique. Nous examinerons sa participation à la diffusion d'une image normalisée des immigrés et l'adéquation entre la réalité symbolique et la réalité objective, indispensable à la construction d'une société interculturelle.

Finalement, nous étudierons la réalité subjective, construction sociale qui résulte de la juxtaposition des deux plans précédemment évoqués: les événements concrets et le récit médiatique de ces derniers. Nous verrons comment, dans l'ère méta-postmoderne, une partie de l'opinion publique réclame le dépassement de l'influence des media traditionnels, s'empare des nouvelles technologies et occupe aussi bien les lieux publics que le cyberspace. Les Indignés revendiquent leur droit à la parole et à l'image, en même temps qu'ils font apparaître la figure de l'immigré et le besoin d'en tenir compte dans un projet de société inclusif. De ce fait, la réalité subjective de l'époque méta-postmoderne présenterait une plus grande adéquation entre la réalité objective (où la présence des étrangers et notamment des Sud-américains en Espagne est d'une importance incontestable, malgré les retours aux

pays d'origine que la crise a encouragés) et une réalité symbolique qui n'est plus exclusivement le fait des media classiques et notamment de la télévision.

I La réalité objective. Une société changeante

I.I: A l'aube de la postmodernité (années 90)

[...] hubo que buscar algo para empezar, algo que empujara hacia arriba, el hidrógeno, el helio, el gas que consigue que se eleve el globo aerostático, porque lo importante en ese momento, antes de elegir el rumbo, es subir; si no asciendes, si no tocas el cielo y miras la tierra abajo, como un pañuelo a cuadros, no hay viaje, hay que subir aunque no sean más que unos palmos, unos pocos metros, el cielo, al fin y al cabo, empieza un par de palmos por encima de tu cabeza, pero tienes que notarte arriba, aunque sólo sea unos pocos metros, y entonces sientes que ya puedes elegir el rumbo.

Rafael Chirbes, *Crematorio*

«Aquellos que no recuerdan el pasado, están condenados a repetirlo» disait Jorge Santayana⁸. Une transition vers la démocratie que tout le monde s'accordait pour qualifier d'exemplaire devait permettre à l'Espagne d'oublier l'opprobre d'une guerre civile et d'une dictature castratrice, alors que le progrès frayait son chemin chez les voisins européens. Le pays se redressait encore péniblement, songeait à panser ses blessures, alors que les années 80 firent leur entrée fracassante, s'imposant, envahissant l'espace et les esprits, offrant au monde l'image d'une Espagne nouvelle. Comme ses femmes, elle changeait ses vêtements endeuillés contre un prêt-à-porter aux couleurs chatoyantes. Comme ses hommes, elle voulait bien admettre son goût pour le football et pour la corrida, deux leviers du contrôle de l'opinion publique dont le franquisme sut si bien se servir. Mais il n'était pas question de renoncer à ces divertissements ni de se morfondre dans la honte. Il fallait faire du neuf avec du vieux. Et cette Espagne qui s'était figée à un niveau de développement dont bien des nations voisines ne gardaient qu'un lointain souvenir, ne manquait pas d'ingéniosité dans le domaine. Et c'est ainsi qu'elle comptait s'offrir à l'admiration du monde entier, de ceux qui, l'ayant longtemps tour à tour plainte, méprisée ou regardée avec condescendance, allaient s'émerveiller devant la Movida, les gitanes promues chanteuses au Festival de l'Eurovision, les toreros jet set devenus des symboles du mariage entre tradition et modernité. De la couleur sur les visages exsangues, dans les défilés de ces couturiers dont on s'arrachait les dernières créations, sur les écrans enfin débarrassés de la censure. De la musique pour oublier ce silence qui avait tant duré. Du bruit. Un air de nouveauté, un air de liberté, un air de changement.

8 Cette phrase appartient à *La razón en el sentido común*, le premier des cinq volumes qui composent *La vida de la razón o fases del progreso humano*. Reprise par Winston Churchill, elle est gravée dans le marbre près de la porte d'entrée du camp d'Auschwitz.

Mais la société espagnole sembla ignorer qu'un pays peut changer de gouvernement sans que ses traditions politiques se voient transformées dans leur essence. La Constitution qui fut votée en 1978 reconnaissait les identités régionales et donnait leur charte de légitimité aux différentes langues, ainsi qu'aux multiples voix voulant s'exprimer. L'heure n'était pas encore à l'accueil des migrants provenant d'autres pays, mais l'Espagne ouvrit ses portes à de nombreux Espagnols qui avaient fait le choix de migrer ou qui avaient dû s'exiler. Franco était mort, et la dictature avec lui. Seuls ceux qui avaient constitué le noyau dur autour du Caudillo, Carrero Blanco, José Antonio Girón, Alonso Vega et Arias Navarro pour ne citer que les plus fidèles, s'efforçaient de croire à la promesse de leur leader au moment de la promulgation de la loi de Succession, en 1969, prétendant que tout était «atado y bien atado». Les autres avaient attendu dans l'ombre, sans trop savoir ce qui adviendrait ensuite. La société espagnole, qu'un père oppresseur avait empêché d'atteindre la majorité, se trouvait soudain orpheline et mère à son tour d'une démocratie. Elle n'avait pas senti cet enfantement dont elle avait parfois cessé de rêver, que tout le monde se précipitait déjà pour la féliciter, pour chanter les louanges de ce nouveau-né. Une autre oligarchie permanente, celle du régime monarchique, succéda au régime dictatorial.

On peut connaître le nombre de victimes d'un conflit, d'une guerre, d'une répression par la force. Il est plus difficile de savoir quelles sont les idées que le totalitarisme a tuées et quelles sont les constructions collectives qu'il a empêché de naître. Parmi les causes des problèmes actuels en Espagne et du déséquilibre qui secoue sa société figure la perte de certaines habitudes mentales, celles que tout peuple prétendant vivre en démocratie se doit d'avoir acquises, dans un processus dont nul ne saurait se dispenser sous peine de se forger un avenir incertain. Les Espagnols, dans l'euphorie collective qui s'était emparée du pays dans la décennie des années 80, et dans la frénésie de consommation et de croissance qui suivit, dans les années 90, remirent peu de choses en question. Une trentaine d'années plus tard, ils s'indignent et se révoltent contre le système, contre les pères de la démocratie qu'ils accusent d'avoir perverti la mission politique, d'en avoir fait mauvais usage, de s'être transformés en classe: la classe politique. Ils les accusent d'avoir formé une caste, une oligarchie éphémère.

La fin de l'Histoire a déjà été annoncée. La mort des idéologies aussi. «Courtermisme» est un néologisme issu de l'imagination journalistique pour désigner l'incapacité de bon nombre d'hommes politiques à entreprendre une réflexion sur des sujets qui dépassent le laps de temps de leur mandat. Il en résulte une société à l'image de ses politiques, où la médiocrité règne (*aurea mediocritas*: telle semble être la devise). Les Espagnols connurent plusieurs décennies de privations de tout ordre. En moins d'une génération ils s'enrichirent et, toutes catégories sociales confondues, ils furent en proie à un appétit démesuré, à une boulimie de consommation. Les années 70 touchaient à leur fin et l'Espagne s'était donné un but: devenir moderne. Voitures, toilettes achetées à Paris pour les plus fortunés et au *Corte Inglés* pour les autres, appartements dotés d'ascenseur, chauffage central, électroménagers, meubles en formica et autres signes de cette qualité de vie que l'on découvrait avec délice et que la modernité rendait immédiatement indispensables. L'objectif fut atteint, et même au-delà des espérances: l'Espagne des années 80 était refaite à neuf, elle brillait de mille feux, elle était irrésistible et le monde entier parlait de la Movida. Elle ne se contentait pas d'être moderne, elle incarnait la modernité.

En 1982, avec le PSOE de Felipe González, la gauche arrivait au pouvoir. La même année l'Espagne organisait la Coupe du Monde de Football, occasion rêvée pour exhiber sa nouvelle image à la télévision. Celle-ci occupait déjà une place d'honneur dans la plupart des foyers et elle diffusait ce que l'on convint d'appeler la nouvelle «culture de masse» durant un nombre d'heures croissant. Sur le plan économique, le système hérité du franquisme n'était pas compétitif et le taux de croissance, maintenu par un système social désormais obsolète, ne tarda pas à s'effondrer. Le solde de l'émigration devint négatif à cause des nombreux retours. Les jeunes arrivaient sur un marché du travail qui avait connu un taux de chômage négligeable et qui le voyait grimper jusqu'au 16,4% de la population active en 1982. Pour faire face à cette situation, qui s'ajoutait à une crise internationale, les socialistes espagnols menèrent une politique social-démocrate.

Certaines de leurs décisions, qui furent favorablement accueillies, ne sont pas sans en rappeler d'autres plus récentes: la doctrine de la protection du travail renonça à bon nombre de ses principes en faveur des entreprises, qui se devaient d'être toujours plus efficaces. Des mesures de rigueur budgétaire limitèrent les dépenses publiques. Mais, malgré tout, l'Etat continuait d'assurer la protection des citoyens en augmentant sa participation aux allocations de chômage. L'Espagne réduisait son endettement extérieur et ouvrait ses frontières. Elle trouvait sa place sur le marché international et se découvrait une passion pour la construction. Des chantiers pharaoniques comme ceux des Jeux Olympiques de Barcelone et de l'Exposition Universelle de Seville, en 1992, offrent encore un exemple qui justifie la mise en relation entre cette folle période où le pays faisait son entrée dans la post-modernité et l'époque actuelle.

Des lumières aveuglantes et des zones d'ombre qui sont l'héritage du passé. Des plaies qui n'ont jamais été soignées, faute de moyens ou de courage, dans un présent au rythme frénétique. Bartolomé Bennassar dit, en parlant de cette période:

Plus que jamais peut-être, ce pays dont la modernisation s'est effectuée à grande vitesse, impose l'image d'une société contradictoire. Nation jeune où la classe politique, les créateurs et, de plus en plus, les décideurs économiques, [...] ont une moyenne d'âge inférieure à celle des autres pays d'Europe, l'Espagne n'a pu résoudre le problème du chômage des jeunes [...] et connaît un véritable effondrement de la natalité [...]. Alors que l'intérêt pour la politique était vif parmi les jeunes dans les années 1977-1979, il a presque disparu depuis [...]. Constat de désenchantement cruel dans un pays où la démocratie est vieille de moins de trois lustres. Il reste donc à la nouvelle Espagne à rendre à une partie de la jeunesse des raisons de vivre. L'avenir en dépend bien plus que du succès des célébrations de 1992⁹.

Un vieil adage rappelle qu'il est nécessaire de bien connaître les limites de son pouvoir afin de ne jamais s'approcher des bornes, où l'impuissance pourrait se

9 BENNASSAR, B., *Histoire des Espagnols*, Robert Laffont, Paris, 1992, p. 978-979.

manifester. Les rêves, et aussi les cauchemars, ont une fin. Le miracle économique espagnol succomba sur le terrain miné où il s'était bâti. Le radicalisme est souvent le fruit de la déception et la nature humaine semble s'y réfugier lorsqu'elle est à la recherche de mesures urgentes. Mais nous ne pouvons pas ignorer les causes, lointaines et profondes, de ces maux. Rappelons à ce sujet les paroles de Gustave le Bon:

Lorsque les raisons psychologiques des événements et leur complication seront mieux comprises, bien peu d'hommes instruits consentiront à se dire radicaux¹⁰.

I.1.1. Construction d'un modèle de société

Toute société doit sa stabilité et sa continuité à la capacité qu'elle a à se transformer tout en gardant la trace de signes collectifs reconnaissables. Le choix de cette époque pour démarrer une réflexion sur la société nous semble justifié par la rupture avec le modèle traditionnel qu'elle représente. À ce stade de son devenir, la société est sur le point de dépasser ce qu'elle avait si ardemment désiré: la modernité. Le corps se tend, se contorsionne, tirailé par des forces invisibles. Les crises seront dépassées et d'autres suivront. Mais nous ne serons à même de les comprendre que si nous nous arrêtons pour examiner les traces, les cicatrices ou les plaies encore ouvertes laissées par d'anciens combats.

Le sociologue américain Daniel Bell, qui partage avec le Français Alain Touraine la paternité d'un courant sociologique que l'on a nommé «postindustrialisme», décrivait une ère à venir où les éléments immatériels – la

10 LE BON, G., *Les incertitudes de l'heure présente*, Ernest Flammarion, Paris, 1923, p. 15.

connaissance et l'information – règneraient en maîtres. Bell proclamait, dès les années 60, la fin des idéologies, trait distinctif d'une nouvelle organisation sociale née du dépassement du paradigme industriel. Les pays riches pouvaient compter sur l'avènement d'un large consensus que le progrès allait rendre possible, en garantissant le confort matériel pour tous. Il faut toutefois préciser que cette théorie, développée dans son ouvrage de 1973 *Vers la société post-industrielle: essai de prospective sociologique*, ne tarderait pas à être remise en cause par l'auteur lui-même qui, dès 1976 s'inquiétait des effets pervers de la société de consommation dans *Les contradictions culturelles du capitalisme*.

Francis Fukuyama animait le début des années 90 d'une vive polémique autour de son concept de «la fin de l'histoire» (dans une série d'articles portant le titre de *La fin de l'histoire?*, puis dans son livre *La fin de l'histoire et le dernier homme*). Selon cette thèse, une ligne rouge marquait non pas la fin des événements mais celle de l'évolution de la pensée humaine, pour ce qui est des grands principes fondamentaux qui régissent l'organisation politique et sociale. Cette actualisation de la pensée hégélienne supposait la maîtrise par l'homme postmoderne d'un certain nombre de principes fondamentaux qui ne sauraient subir que des variations marginales. Une fois acquis un certain niveau de conscience sociale, dont les institutions seraient la preuve matérielle, et si l'on considère l'histoire comme un processus par lequel l'humanité finit par accéder à la satisfaction de ses aspirations, il serait, en effet, inimaginable de la voir rebrousser chemin vers des états antérieurs. Fukuyama parle du développement d'un «mécanisme» où plusieurs facteurs se conjuguent: le libéralisme favorise le développement des richesses, ce qui, à son tour, favorise la recherche scientifique et ses applications, lesquelles permettent d'accroître à nouveau la richesse. Le désir suscité par le mode de vie que la richesse permet d'atteindre œuvrera ensuite efficacement à la diffusion des régimes économiques dont le fonctionnement vise à en générer davantage.

Les défenseurs de la doctrine économique libérale, qui faisait son entrée triomphale dans les années 90 clamaient, forts de cette pensée et du succès dont ils jouissaient, l'absurdité de toute remise en question d'un modèle capable de subvenir

aux besoins de tous. Il serait absurde, en plus d'inutile, de vouloir l'en empêcher. Ainsi, toute velléité de rationalisation de l'économie en fonction des besoins réels et tenant compte des ressources disponibles était aussitôt frappée de discrédit. Le bien fondé de ces aspirations, éminemment consommatrices, que le nouveau modèle se targuait de pouvoir combler, n'était guère remis en cause que par quelques trouble-fêtes. Compétitivité et profit: telle était la clef de la réussite. La transposition de cette vision postmoderne au terrain de l'humain poussait le travailleur à l'individualisme et faisait de l'usager un client, du citoyen un consommateur. L'ultralibéralisme et son lot de privatisations eurent leur pendant dans le devenir social. On assistait à l'abandon du collectif, au dénigrement des structures publiques et à la montée du scepticisme, voire de l'incrédulité, quant aux fonctions régulatrices de l'Etat.

Notre objectif ici n'est pas de distribuer des blâmes ou des satisfecit aux différentes familles politiques. Nous n'analyserons pas, non plus, des résultats obtenus par les doctrines économiques qui façonnèrent ces années et celles qui suivirent, ni la justesse des réflexions qui conduisirent à les adopter. Nous nous contenterons de pointer les conséquences de ce que l'on peut qualifier de *totalitarisme idéologique*. Entendons par cela une apparente tolérance qui prône la disparition des idéologies, qui nie toute distinction entre droite et gauche. Le monde occidental, et l'Europe en particulier, s'y perdait dans les années 90. Les citoyens ne remettaient pas en cause le besoin de travailler de plus en plus pour se procurer tous ces biens que l'industrie ne cessait de produire en nombre croissant. De retour dans leurs foyers, la télévision les attendait pour les divertir, pour leur tendre un miroir flatteur, pour confirmer la mort des luttes sociales et des idéologies, pour leur rappeler le besoin de consommer.

Les grenouilles, plongées dans une casserole remplie d'eau tiède placée sur le feu, s'endorment placidement sans songer à s'échapper. D'après Freud la civilisation se construit sur le renoncement à l'instinct. La postmodernité parvient à se hisser sur ses deux jambes: le culte de l'argent roi et la recherche du plaisir. Les doctrines néolibérales et les media constituent des appuis essentiels. Mais le déséquilibre de cette fin de siècle est annonciateur de la chute de ce monde postmoderne.

I.1.1.1. Sur la scène internationale

L'hypothèse de la fin de l'histoire réapparaissait peu avant la chute du mur de Berlin, après avoir évincé les dictateurs de la péninsule ibérique (Franco et Salazar), de la Grèce (les colonels) ou d'Amérique Latine (les juntes). L'éclatement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide renforçaient la sensation que le monde était entré dans une nouvelle phase où démocratie et libéralisme ne connaîtraient plus d'entraves, où le conflit armé n'était qu'un fantôme du passé. La Guerre du Golfe et celle qui déchira l'ex-Yougoslavie ne tardèrent pas à démontrer d'une part qu'il n'en était rien et, d'autre part, que certains s'étaient emparés de la théorie de la fin des idéologies avec des fins on ne peut plus idéologiques.

Le déclin de l'idéologie communiste encourage un grand nombre de pays d'Occident à se convertir au libéralisme. La République Populaire de Chine s'ouvre au commerce international. Autant de changements qui redéfinissent l'équilibre des puissances et qui débouchent sur la globalisation et sur l'instauration de ce que l'on appela le «nouvel ordre économique mondial». Dans son discours du 11 septembre 1990 au Congrès, George Bush expliquait le caractère inévitable de l'intervention américaine face à la décision de Saddam Hussein d'envahir «son voisin nullement méfiant et beaucoup plus faible, le Koweït». Le Président Bush exalte le courage de l'armée américaine et le devoir de la nation toute entière de voler au secours de ceux dont on bafoue les droits, afin de garantir, de concert avec les autres pays démocratiques, l'équilibre mondial. Nous nous contenterons d'un extrait de ce modèle d'hypocrisie:

Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment exceptionnel et extraordinaire. La crise dans le golfe Persique, malgré sa gravité, offre une occasion rare pour s'orienter vers une période historique de coopération. De cette période difficile [...], un nouvel ordre mondial, peut voir le jour: une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère où tous les pays du monde, qu'ils soient à l'Est ou à l'Ouest, au Nord ou au Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie. [...] Aujourd'hui, ce nouveau monde cherche à naître. Un monde tout à fait différent de celui que nous avons connu. Un monde où la primauté du droit remplace la loi de la jungle. Un monde où les Etats reconnaissent la responsabilité commune de garantir la liberté et la justice. Un monde où les forts respectent les droits des plus faibles¹¹.

11 Discours du président américain George W. Bush au Congrès, le 11 septembre 2001. URL:

<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/irak/posusa01>

Cet Occident qui avait tant espéré l'effondrement des régimes communistes à l'Est et la destruction de l'Union soviétique a cru l'espace d'un instant que, ces objectifs atteints, tout allait être pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais il ne tarda pas à s'apercevoir du contraire. L'ennemi n'était plus univoque. Désormais, il avait pris la forme d'un monstre aux multiples visages: la drogue, les mafias, le sida, la prolifération nucléaire, les migrations, etc. Autant de spectres insaisissables qui, dans le tumulte hystérique qui agite la société postmoderne, finiront par éclater en particules de plus en plus fines, qui nous entourent, que l'on respire. La peur, elle aussi dans sa version postmoderne, est devenue un nuage toxique qui plane au dessus de tous les hommes. Elle justifiera bon nombre de décisions prises dans le but de se protéger de l'autre, contre qui on n'a de cesse de nous mettre en garde.

Les citoyens constatent l'incapacité des dirigeants à expliquer les règles du jeu et à les maîtriser. Le tant annoncé «nouvel ordre mondial», on le sait maintenant, est mort-né. La société, comme lors de précédentes époques de transition, se demande si elle ne s'achemine pas vers le chaos. Dans cette dernière décennie qui précède l'entrée dans le III^e millénaire, l'incertitude semble être l'unique certitude. Au sein du Vieux Continent, les nations s'interrogent, après la laborieuse approbation du Traité de Maastricht, sur le bien fondé de cette adhésion qui exige l'abandon de certaines parcelles de leur indépendance. L'Europe occidentale constitue, avec l'Amérique du Nord et le Japon, une puissante triade. Mais cette domination est déjà rongée par un phénomène qui gagne la planète: la mondialisation de l'économie. Le monde est à la recherche d'une nouvelle stabilité et subit de plein fouet la force de ces deux dynamiques contradictoires de fusion et de fission.

D'une part certains Etats cherchent à s'allier, à fusionner avec d'autres dans le but de constituer des ensembles qui facilitent les échanges entre eux, surtout économiques: l'Union Européenne en est un parfait exemple. Mais ce ne fut pas un cas unique, car d'autres groupes de pays cherchèrent à s'unir pour défendre des intérêts communs: en Amérique du Nord (Alena) et du Sud (Mercosur), en Afrique du Nord (UMA), en Asie (APEC), etc. Les accords de libre échange se multiplient alors et les Etats conviennent de signer des accords pour réduire les barrières douanières,

afin de faciliter le commerce. Cependant, en parallèle, ces mêmes alliances œuvrent au renforcement des politiques sécuritaires. D'autre part l'interaction des pays produit des phénomènes de fission, de dislocation. Nous avons déjà cité l'exemple de l'Union soviétique, auquel se rajoutent d'autres comme la Yougoslavie ou encore la Tchécoslovaquie. Et, à chaque fois, les fractures ravivent d'anciennes blessures: les nouvelles frontières artificiellement créées sont contestées et on entend gronder l'irrédentisme et les surenchères nationalistes.

Appliqué avec une rigueur implacable au cours des années 80 aux Etats-Unis par Ronald Reagan et au Royaume-Uni par Margaret Thatcher, le libéralisme a entraîné de brutales conséquences sociales. Aggravation des inégalités, augmentation du chômage, désindustrialisation, dégradation des services publics. La liste est longue et elle contient tous ces problèmes qui, selon les prophètes du monétarisme, allaient être automatiquement résolus par «la main invisible du marché» et par la croissance macroéconomique. Ceci n'empêcha pas que des aventuriers, des nouveaux riches, parvenus au rang de capitaines d'industrie, soient proposés par le pouvoir et les media comme modèles à suivre, emblèmes de la réconciliation collective avec le capital et l'entreprise. On assista à l'apothéose des *golden boys*. C'était avant le dégonflement de la «bulle» financière et les faillites qui se sont succédées en cascade. Avant que ces mêmes écrans qui avaient consacré les nouvelles idoles ne nous donnent à voir leurs incroyables escroqueries, propres à l'économie-casino. De nombreuses personnalités autrefois citées en modèle ont été inculpées et se sont retrouvées en prison. Les héros étaient des tricheurs. De Robert Maxwell à Bernard Tapie, en passant par l'ineffable Ruíz Mateos espagnol.

Malgré tous ces ravages sociaux constatés et tous ceux à venir, le modèle néolibéral s'exporte. Le Nord l'impose au Sud par les grandes organisations financières comme la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International. Les indicateurs macroéconomiques – et parmi eux celui qui deviendra précepte central de la nouvelle religion: la croissance – se sont érigés en repère suprême. Bien d'acquis sociaux seront sacrifiés sur leur autel. Sans cela, nous dit-on, point de salut. On a l'impression qu'à cette époque commence l'agonie du système culturel et de

représentations du monde occidental. Pour Edgar Morin, dans cette passe incertaine, face aux bifurcations historiques, les grandes décisions n'ont pas encore été prises.

On ne sait pas où l'on va. On ne sait pas s'il y aura des grandes régressions, si des guerres en chaîne ne vont pas se développer. On ne sait pas si un processus civilisateur amènera à une situation planétaire plus ou moins coopérative. L'avenir est très incertain¹².

Arrivées à ce carrefour, les règles culturelles fondamentales qui rythment la vie et la pensée des hommes changent, tout est bouleversé. Il faut comprendre, mais pour l'heure les sociétés continuent de naviguer dans la postmodernité sans but précis et sans une claire représentation de leur avenir. Le progrès technique et l'expansion de certains foyers qui polarisent une activité économique exigeante ne sont pas sans conséquences sociologiques de l'expansion: l'exode rural, le culte des loisirs et l'intronisation des media audiovisuels feront office d'exemples représentatifs pour illustrer la chute des structures sociales séculaires et le bouleversement des anciennes références culturelles. La culture de masse triomphant, sous la forme que nous servent les grands media et la publicité, la société postmoderne est en proie à l'homogénéisation et à la destruction des particularités nationales. L'influence du modèle nord-américain croît dans les mêmes proportions. Le fameux *American way of life* a fasciné le monde entier. Ce modèle n'avait pas attendu la fin du siècle pour exercer son influence mais, comme le fait noter Edgar Morin, cette homogénéisation des mœurs, cette standardisation culturelle rendue visible par la prolifération de jeans, tee-shirts, westerns, soap operas et shows, n'est que l'aspect le plus imagé d'un processus généré au sein de tous ces pays touchés par la marchandisation.

L'industrie standardise tout ce qu'elle produit; le développement technobureaucratique frappe d'anomie tout ce dont il s'empare; l'urbanisation écervelée

12 Edgar Morin cité dans RAMONET, I., *Géopolitique du chaos*, Editions Galilée, coll. Folio/Actuel, 1997, Mesnil-sur-l'Estrée, p. 191-192.

désintègre les anciennes communautés et atomise la société pour en faire une «foule solitaire». Sinistre constat pour faire le bilan de cette période qui s'ouvrait avec la fin de la guerre froide et avec tant de promesses de prospérité. Beaucoup plus optimiste était le président tchèque Vaclav Havel, qui avait vu son pays accomplir la Révolution de Velours, lorsqu'il annonçait une réconciliation proche entre la morale et l'Histoire. Comme lui, d'autres intellectuels croyaient à une société basée sur des vertus démocratiques où l'essentiel ne serait pas le profit mais le sens de la communauté et le respect de l'autre.

I.1.1.2. En Espagne

Nous citerons les propos de Linz: «En España parece obligado que la investigación sociológica tenga una fuerte componente histórica... para que podamos apreciar y entender el cambio social y las crisis de legitimidad del orden político y social, ésta es la tarea primordial del sociólogo español»¹³. Notre objectif ici n'est pas, *stricto sensu*, l'étude sociologique. Nous ne nous apprêtons pas non plus à entamer une analyse économique, ni politique. Mais le regard du sociologue, enrichi par les données de l'économiste et par l'avis du politologue, nous sera fort utile pour comprendre, et tel est notre but, l'incidence des décisions politiques et des mesures économiques dans la construction d'une société.

Le 1er janvier 1986, l'Espagne dirigée par le gouvernement socialiste de Felipe González devient un des pays membres de la Communauté Economique Européenne (CEE). Sur le plan économique, celui qui nous intéressera dans un premier temps,

13 LINZ, J. J., «Reflexiones sobre la sociedad española», in GINER S., *España, sociedad y política*, Espasa Calpe, Madrid, 1990.
38 / 596

ceci supposa l'ouverture à la concurrence et le besoin de moderniser le système afin de le rendre apte au contact avec l'extérieur. Il fallait rattraper le temps perdu, toutes ces années pendant lesquelles le régime franquiste avait réussi à maintenir le pays dans une autarcie asphyxiante et que ni sa dernière phase, celle du «desarrollismo», ni le début de l'ouverture dans les années de la Transition, ne suffisaient pas à faire oublier. L'énergie qui émanait de l'intérieur séduisait les investisseurs étrangers. L'Etat dépensait aussi sans compter car l'Espagne devait briller de mille feux lors de ses deux rendez-vous avec le monde programmés pour 1992: les Jeux Olympiques de Barcelone et l'Exposition Universelle de Séville. Le moral des marchés boursiers ne connaissait pas le doute, les foyers consumaient, la valeur de l'immobilier augmentait encore et encore.

Cette économie florissante s'était marqué des objectifs qui confirmeraient son entrée dans une nouvelle ère, le trait tiré sur le passé et la légitimité de sa position aux côtés des grandes nations démocratiques européennes. Il fallait réduire le déficit public, l'inflation et le taux de chômage. La réforme d'un code du travail qui exhalait encore une odeur rance semblait aussi nécessaire. La dette publique diminuait. Le taux de chômage descendait: de 24,4% à 15% en trois ans. L'inflation parvint à passer sous la barre des 3%. Force est de constater que les relations dans le monde du travail, dans la jeune démocratie espagnole, furent fondamentalement changées. A la longue tradition de répression de la contestation et de proscription du syndicalisme succéda la culture du pacte social. Mais les avancées sociales furent bien timides comparées aux réformes qui virent le jour sur le plan politique ou économique, tenus pour prioritaires par les élus. Que ce fût par la difficulté à en finir avec des vieilles configurations, si solidement ancrées dans le pays, et avec des privilèges restés hors d'atteinte d'une refonte sociale inachevée; ou que ce fût par manque de courage de la part des décisionnaires au moment où le monde s'émerveillait d'une (re)naissance de l'Espagne que l'on voulut croire indolore, le pays saignait, manifestement, toujours par les mêmes plaies: la désindustrialisation, l'état de sous-développement du monde rural, la condition de la femme et les difficultés de ces dernières pour accéder au monde du travail et à l'espace public, etc.

Mais ces questions devront encore attendre, le volontarisme réformiste de l'époque ne les ayant pas jugées prioritaires. D'autant plus qu'une crise provoquée essentiellement par l'augmentation du prix du pétrole comme conséquence de la Guerre du Golfe, qui frappait déjà les voisins européens, n'allait pas tarder à traverser les Pyrénées. Dès 1993, après une courte étape de croissance, l'Espagne connaîtra une récession. Le taux de chômage augmenta de façon spectaculaire: de 16% à 24% en un an, les entreprises virent leurs bénéfices se réduire drastiquement, le montant de la dette publique s'élevait à 68% du PIB et le déficit de l'ensemble des Administrations Publiques dépassait les 7% dudit PIB. En 1995 un autre problème exigeait de nouvelles mesures: la Sécurité Sociale devenait déficitaire, affichant un solde négatif dans ses comptes. Le 6 avril le Congrès vota le Pacte de Tolède. Les prestations sociales seraient désormais financées par des sources distinctes: les prestations dites non-contributives allaient devenir la charge de l'Etat, tandis que les contributives seraient assurées par des cotisations. Ce changement n'est pas anodin, car il suppose le passage d'un système par répartition universelle à un autre qui réserve quelques unes de ses prestations aux travailleurs ayant cotisé. Certains y voient plutôt une ouverture déguisée à la privatisation. Problèmes économiques et usure provoquée par l'exercice du pouvoir s'allièrent contre les socialistes, donnant la victoire à la droite lors des élections de 1996.

A partir de 1997 s'ouvrait une nouvelle étape de prospérité qui devait durer dix ans. Une décennie pendant laquelle le taux de croissance espagnol dépassait systématiquement la moyenne européenne. Le parti de droite au gouvernement, le *Partido Popular* de José María Aznar, se démarquant des programmes du gouvernement précédent, qui avait misé sur l'investissement public, initie un processus de privatisation de grandes entreprises jusqu'alors restées dans le giron de l'Etat: Argentaria, Telefónica, Endesa ou Repsol entre autres. L'adhésion de l'Espagne à l'Union Monétaire en 1994 allait créer un climat de confiance qui favorisait les investissements. Ces derniers devaient s'allier à la bonne santé des entreprises et à la facilité d'obtention du crédit, qui poussait les Espagnols vers un objectif devenu leitmotiv de la postmodernité: la fièvre de la consommation en général et de l'achat de maisons en particulier. C'était le début de la spéculation immobilière: le prix des logements augmenta de 30% pendant la durée de vie de cette bulle. Les décisions économiques prises pendant cette phase d'optimisme méritent l'enthousiasme qu'une partie des experts n'hésitait pas à témoigner. «En primer lugar porque han impuesto unas reglas del juego más abiertas, y una mayor libertad en una economía como la española que arrastra secularmente el intervencionismo y el proteccionismo como reglas fundamentales del quehacer económico y, en segundo lugar, porque esta apertura y liberación son irreversibles, ya que no está en manos de ningún político la posibilidad de dar marcha atrás»¹⁴.

14 DE LA DEHESA, G., in *Economistas*, 66/67, 1995, p. 20.

Cette manne commença à attirer bon nombre de migrants vers l'Espagne. Nous aurons l'occasion plus tard de revenir sur l'inversion du bilan migratoire du pays, mais contentons-nous pour le moment de signaler que cette arrivée massive d'étrangers fut un des ingrédients de la prospérité du pays pendant la période qui nous occupe. Parmi les nouveaux arrivants, beaucoup d'hommes allaient participer à l'expansion du secteur de la construction, tandis que de nombreuses femmes immigrées s'occuperaient des tâches ménagères et de l'aide aux personnes (jeunes enfants ou personnes âgées) favorisant l'accès des Espagnoles au travail rémunéré. Elles se voyaient ainsi libérées d'un système peu égalitaire et qui reposait sur les familles (c'est à dire sur les femmes) pour la prise en charge des dépendants. Et en fin de compte, tous, Espagnols et étrangers, par la consommation, allaient prolonger l'essor de l'économie espagnole, tout en laissant croître dans une impunité apparente le germe de ce qui entraînera, quelques années plus tard, l'arrêt brutal du système.

Une analyse sur le bien fondé des décisions prises par les responsables politiques espagnols dépasse le but de cette étude, qui se centrera, rappelons-nous, sur les répercussions des mesures politiques et économiques et sur leur influence dans les changements sociaux. Ainsi, prenant appui sur ces considérations économiques et sans prétendre avoir épuisé la question, nous avancerons que les bouleversements politiques et économiques auxquels nous faisons allusion ici constituent le bouillon de culture dans lequel, par un processus d'une rapidité fulgurante qui contraste avec la paralysie de la période précédente, l'Espagne devint moderne le temps d'une décennie, celles des années 80 qui, comme la Movida, sut mourir jeune pour devenir un mythe. Elle se remettait à peine de la grande fête qu'elle se préparait, dès le début des années 90, à partager le grand festin de la postmodernité. Et c'est dans cette étape qui précède la postmodernité que l'Espagne forgera sa splendeur et sa décadence. Splendeur, nous la lui accorderons sans peine, parce qu'elle sortit d'un état proche du sous-développement économique, social et intellectuel pour atteindre la prospérité, emboîter le pas à ses voisins démocrates et redécouvrir le pluralisme. Mais décadence si l'on mesure l'écart entre les objectifs visés et les but atteints dans le domaine social, si l'on considère la persistance des inégalités et, enfin, si l'on admet que certaines questions ne furent jamais abordées. Les responsables politiques chargés de faciliter la transition vers la démocratie

arguaient de l'urgence de la refonte de l'économie et du besoin immédiat de tourner la page. Lorsque l'économie prit son envol d'autres considérèrent que le confort qui comblait le citoyen l'avait sans doute rendu amnésique. Le débat nécessaire qui aurait pu s'engager entre les Espagnols de tout bord, censés construire ensemble un nouveau pays, et bientôt le partager avec des étrangers, fut reporté *sine die*.

Il serait vain néanmoins de nier les progrès, évidents dès que l'on compare la société espagnole des années 70 avec celle de l'entrée dans la modernité et, plus encore, avec celle des années 90 qui préfigurent déjà l'accès de l'Espagne à la postmodernité. Ces Espagnols qui vivaient, même à la fin du franquisme, sous l'emprise d'un modèle forgé pendant l'après guerre (économie fermée, structures sociales et familiales ankylosées, autoritarisme, protection sociale assimilée à la charité chrétienne et confiée essentiellement aux œuvres de bienfaisance, etc) allaient découvrir la vie dans une démocratie libérale qui s'ouvrait résolument à l'Europe, et bientôt à la mondialisation, dans une société qui voulait se réinventer, qui rêvait d'être métropolitaine et cosmopolite. Mais, les années 90 avançant, le pays n'échappe pas à une ambiance de crise de fin de cycle qui se répand au niveau international. Certains accusaient la société espagnole de tendre vers une sorte de relativisme moral qui, sous un vernis d'ouverture et de tolérance, cache une indifférence et un individualisme croissant. Témoignent de cela une tolérance affichée envers l'homosexualité, l'avortement ou l'égalité des sexes, qui contraste avec une montée du racisme et de la xénophobie, une stagnation dans le partage des tâches et des responsabilités dans les ménages, un désenchantement pour la politique et un désengagement de la vie associative.

L'activité des associations nous semble être un paramètre intéressant pour l'observation des changements sociaux. En Espagne elle avait connu une période d'engouement, vers la fin des années 70, avec le besoin de lutter contre un franquisme dont on commençait à percevoir les fissures. Avec l'avènement de la démocratie, les partis politiques prirent, au moins les citoyens le pensèrent ainsi, le relais de leurs revendications sociales. Les associations et les ONG perdent de l'importance et elles sont reléguées au rôle de consultants, comme le fait noter dès

1989 *Colectivo Ioé*¹⁵. L'Etat-Providence cristallise les aspirations des Espagnols. Les années 90 apportent un regain d'enthousiasme qui situe l'activité associative au niveau de sa meilleure époque. Un rapport de la *Fundación Encuentro* datant de 1998 souligne même l'implication des jeunes dans ce domaine¹⁶. Cependant, précise-t-on dans ce même rapport, c'est la multiplication des associations sportives, éducatives ou artistiques qui contribue le plus au bon résultat final. Certains parlent de la mort annoncée du monde associatif; d'autres le disent condamné à se restreindre à l'écologie et aux grandes causes humanitaires qui situent les problèmes sur un plan abstrait, lointain et teint d'utopie romantique.

Au sein des familles les relations changent aussi. La démocratie appliquée au domaine privé et la sécularisation des relations sonne le glas de la famille espagnole traditionnelle, autoritaire, catholique et patriarcale. Le cadre juridique pour que le changement devienne possible a été posé dès les premiers moments de la démocratie. Mais la crise économique qui sévissait à ce moment-là retarda l'émancipation de la femme, élément qui promettait d'être déclencheur de la modernisation de la famille¹⁷. Un vent de démocratisation souffle également au sein du couple, même si, encore une fois, la coïncidence entre valeurs et opinions d'une part et comportements sociaux d'autre part est loin d'être parfaite. Les enquêtes brossent un portrait de l'Espagne comme étant un des pays les plus égalitaires d'Europe (compte tenu des différences selon le niveau éducatif et socioprofessionnel, la tranche d'âge observée, l'appartenance au monde urbain ou rural, ou encore les affinités politiques). Et pourtant la réalité quotidienne semble être tout autre et les inégalités s'y perpétuer. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne la génération de ceux qui ont appris les règles de socialisation pendant la période

15 Colectivo Ioé, «Participación ciudadana y voluntariado social», Madrid, 1989.

16 CESC-Fundación Encuentro, Madrid, 1989.

17 ALBERDI ALONSO, I., *La Nueva familia española*, Taurus, Madrid, 1999.

franquiste (les retraités des années 90), l'évolution vers d'autres modes de fonctionnement se faisant plus évidente parmi les jeunes. Entre les deux reste la génération de ceux qui vécurent leur enfance pendant le franquisme et leur première jeunesse dans les dernières années de la dictature ou pendant la transition. Sa socialisation s'est faite au moment du culte de la société de consommation, elle a atteint un niveau éducatif supérieur à celui de ses parents et affiche des opinions théoriquement favorables à la modernisation et à l'égalité des sexes. Les femmes de cette génération ont eu accès au monde du travail et elles ont retardé l'âge de la première maternité pour ne pas perdre leur place dans la course à la compétitivité (choix qui témoigne de l'incapacité du système à rendre compatible le rôle de femme active avec celui de mère, entraînant dans la plupart des cas le renoncement au premier en faveur du second). L'homme accepte de participer aux tâches domestiques qu'il considère les plus «neutres», les moins féminines selon le système en vigueur à l'époque précédente, et à condition que cette collaboration soit entendue comme une aide et non pas comme une co-responsabilité. En définitive, les études et les sondages autorisent un certain optimisme quant à l'évolution de la société, mais ils ne disent pas tout sur le long chemin qui reste à parcourir sur la voie de la modernisation.

Une des tendances observées dans ce processus de modernisation est le report du moment de l'émancipation des jeunes. Comme c'est souvent le cas lorsqu'un phénomène social devient assez important pour que l'on puisse le dire significatif, plusieurs facteurs coïncident pour le créer. Dans le cas qui nous occupe, intervient premièrement, dans un contexte économique de crise, une croissante précarisation de l'emploi (la relance économique, devra attendre 1993 et elle se fera grâce à la généralisation des contrats à durée déterminée dont la faible réglementation leur valut le nom de «contratos basura»). Cette instabilité entraîne la difficulté d'accès au logement, que ce soit en propriété ou locatif. La culture familiale espagnole privilégie la première formule, certainement comme un vestige de la société traditionnelle et à forte composante rurale où le patrimoine familial, qu'il appartenait à chacun de faire croître, garantissait le bien être des générations à venir. Comme conséquence de tout cela, les jeunes restent plus longtemps chez leurs parents. Ces derniers, comme nous le verrons un peu plus tard, donnent une image

quelque peu trompeuse de tolérance et de respect de l'indépendance des jeunes adultes que sont devenus leurs enfants. Cette impression de liberté acquise sans les contraintes qu'implique l'entrée dans la vie active et adulte n'encourage pas à l'autonomie. Le degré de satisfaction des jeunes vis-à-vis de leur quotidien familial passe d'une note de 7,43 à un 7,58 sur 10 entre 1981 et 1990¹⁸. Les jeunes se plaisent dans le domicile familial, entourés de tous les biens de consommation auxquels ils n'auraient pas accès dans l'immédiat s'ils devaient prendre leur indépendance. De quoi pourraient-ils rêver encore?

I.1.2. «España va bien»? Prospérité et xénophobie

L'Espagne, au sommet de sa prospérité économique, fut le troisième pays au monde en nombre de kilomètres d'autoroutes, le deuxième en kilomètres de voie ferrée pour l'AVE (le train à haute vitesse espagnol), le premier pays d'Europe en nombre d'aéroports¹⁹. Tout allait pour le mieux. «España va bien», répéta par trois fois José María Aznar dans une même allocution, le 3 mars 1997 (et il n'en fallut pas plus pour en faire un classique). Quelques années plus tard, alors que son parti se

18 Données de l'INE (Instituto Español de Estadística) pour l'enquête sur la population active de 1990.

19 Dans un entretien pour un reportage télévisé intitulé «Cuando éramos ricos», le professeur de l'Université de Barcelone Germà Bel répond cela lorsqu'on lui demande d'expliquer ce que l'Espagne s'était offert en tant que «nouveau riche»: «Aves. Y terminales aeroportuarias que dejan patidifusos y con la boca abierta a los viajeros que llegan a ellas [...]. [...] En España tenemos un problema de fe religiosa en las infraestructuras que ha llevado durante 20 años a creer que si haces una infraestructura la van a usar. [...] ¡Hay aeropuertos que cargan 15 pasajeros al mes, hay estaciones de alta velocidad que no son usadas!» (reportage du 10/10/11, appartenant à l'émission *Salvados*, diffusé par la chaîne espagnole privée LaSexta. URL: <http://www.lasexta.com/videos/salvados/2011-octubre-10-2011101000022.html>).

trouvait désormais dans l'opposition, l'ancien président se montrait beaucoup plus inquiet dans les colonnes d'un journal:

¿Qué le pasa a España? ¿Cómo es posible que en sólo unos años mi país haya pasado de ser el «milagro económico» de Europa a convertirse en su «problema económico»? ¿Qué le ha sucedido a la economía que hace sólo unos años crecía más de un 3 por ciento anual, incluso cuando Alemania, Francia e Italia presentaban un crecimiento cero? En la actualidad es la única economía de los cinco países más grandes de Europa que todavía experimenta un crecimiento negativo. Todas estas preguntas me causan una gran tristeza y una honda preocupación por el presente y el futuro de mi país. Hace sólo seis años, España creaba seis de cada diez nuevos puestos de trabajo en la zona euro, las cuentas del Gobierno registraban superávit, su reserva de deuda pública decrecía rápidamente y sus multinacionales se extendían por toda Europa, Latinoamérica y Estados Unidos. Mi respuesta a todas las preguntas sobre España es clara: el país está sufriendo la crisis política más grave de su historia reciente. Las tribulaciones económicas y la falta de confianza en España son fruto del déficit de credibilidad del Gobierno. El elevado precio que está pagando ahora el pueblo español es lo que ocurre cuando los políticos se niegan a reconocer sus errores²⁰.

Prenons cela pour un aveu: il y a des hommes politiques qui rechignent à reconnaître leurs erreurs. Dix ans après plus rien ne subsiste de ce miracle économique que le monde entier admirait. Pourtant, en 2007, en pré-campagne électorale qui culminera avec la victoire du PSOE, le candidat José Luis Rodríguez Zapatero faisait dans la métaphore sportive: «Se podría decir que en esta Champions League de las economías mundiales, España es la que más partidos gana, la que más goles ha metido y la menos goleada. Esa es la realidad»²¹.

C'est bien cette réalité, la réalité objective, que nous avons le plus grand mal à cerner derrière les discours. Il ne s'agit pas pour nous ici d'établir les responsabilités des uns et des autres. Ce qui nous intéresse est la vision qui prend racine dans cette

20 AZNAR, J. M., «¿Qué le pasa a España», in *ABC.es*, 14 décembre 2010. URL: <http://www.abc.es/20101214/opinion-colaboraciones/pasa-espana-20101214.html>

21 José Luis Rodríguez Zapatero lors d'une réunion du groupe parlementaire socialiste, en septembre 2007, où il faisait un bilan des quatre premières années de son gouvernement.

époque du «miracle économique», dont les uns cherchent à s'attribuer la paternité et que les autres ne remettront pas en question. La croissance du PIB et de la consommation deviennent le pouls de la société que l'on surveille soigneusement. La société capitaliste connut l'industrialisation et la production sériée. Le credo de la société postmoderne est le néo-capitalisme et il exige que la consommation devienne massive, qu'elle touche toutes les catégories, quitte à diminuer la qualité des produits et à écourter leur durée de vie pour que la machine tourne encore. Quitte aussi à inventer la vente à crédit et à élever les objets, touchés par la baguette magique de la publicité, à la catégorie de symboles.

La haute bourgeoisie espagnole, sans jamais perdre de vue ses intérêts de classe, effectua son entrée dans l'étape démocratique, puis dans la modernité et dans la postmodernité, tout en gardant des traits distinctifs que, dans un moment où le paraître était devenu une philosophie de vie, le reste de la société cherchait à copier. Dans une version populaire des grandes familles de rentiers, les Espagnols furent pris de passion pour l'accès à la propriété. L'achat d'un logement devint une priorité, même pour les jeunes, phénomène qui ne se vérifiait pas dans d'autres pays développés. Un autre trait bourgeois que la masse populaire imita, et que la haute bourgeoisie tenait de l'aristocratie depuis le moment où elle la remplaça aux commandes de l'économie, était le culte de l'image. Le paraître, «el aparentar». Pour les uns c'était montrer qu'ils étaient riches. Pour les autres, qu'ils pouvaient avoir accès à des produits, à des marques, à des parcelles de ce luxe qui pour certains était le quotidien et pour eux le rêve jamais très loin du bout des doigts. Les lignes qui suivent, même si la citation est un peu longue, expriment avec beaucoup de lucidité le phénomène de transformation de la société postmoderne par la consommation.

El principal rasgo de la sociedad española actual seguramente sean la delgadez y fragilidad del suelo sobre el que se levanta. Y debajo de este suelo, un vacío cultural y aun moral. Un vacío que nace de la falta de continuidad, de la ruptura. Una ruptura que se hizo en dos fases brutales y consecutivas: primero, la guerra civil y la amputación, mediante un verdadero genocidio de las minorías más activas y preparadas, pueblo a pueblo y ciudad a ciudad. Y luego, aquel cuerpo social debilitadísimo y aterrorizado se vio obligado a metamorfosearse y exiliarse del rural al arrabal [...]. Nada sobrevivió a esos 40 años, ni la poca cultura cívica ganada por las clases intelectuales urbanas, ni la memoria y el orgullo de las clases trabajadoras, ni la cosmovisión y la identidad de los campesinos. Sólo sobrevivió el

instinto de supervivencia, elevado al absoluto. Y disueltas previamente todas las estructuras cívicas, la supervivencia sólo podía canalizarse de forma individual o a través de la familia. [...] Los rasgos de la familia tradicional son el ADN de nuestra cultura cívica: personas fuertes afectivamente, con expresiones abundantes de afecto y momentáneo altruismo, individualistas pero gregarios, y con un desprecio por los bienes comunes y un incivismo profundo. Quizá seamos más generosos que otras sociedades, pero somos peores ciudadanos. [...] A cada familia se le ofreció el pan blanco, becas para los hijos, las gradas de los campos de fútbol y la quiniela del domingo. A cambio, los dueños del pan, de las becas, de las gradas y de la quiniela pedían no la amnesia, pues no se produce de modo voluntario, sino algo peor: la traición al pasado, a la propia identidad. Negar lo vivido. El pan por la dignidad, o al menos por la sumisión. Y la sumisión crea súbditos. Pero la democracia, la vida nacional, la crea la ciudadanía, las personas libres que pactan la convivencia sobre derechos y deberes. Ésos que corren en motos que braman o en GTs atronantes sin importarles atropellar a niños o ancianos son nietos de los que antes iban caminando o en burro a trabajar la finca, o luego en bici o motocicleta a la obra. Fuimos siervos embrutecidos y somos brutales consumidores. Y el consumidor dionisiaco, guiado únicamente por el deseo, es el enemigo del ciudadano apolíneo, que pretende un equilibrio entre sus deseos y lo posible y deseable²².

L'Espagne projetait son image d'opulence au-delà de ses frontières. De loin, il était encore plus difficile de faire la différence entre réalité et publicité mensongère. C'est alors que, pour la première fois dans son histoire, l'Espagne voit s'inverser son taux migratoire: ce pays d'émigrés contraints d'aller trouver ailleurs des conditions de vie plus favorables attira soudainement, avec sa prospérité, des candidats à l'immigration. C'est à partir des années 90 que l'on commence à parler de l'Espagne comme d'un pays récepteur. Mais à cette époque, malgré la transition vers la démocratie et la modernisation de l'économie, il y avait plus d'Espagnols à l'étranger que de migrants sur le sol espagnol. Parmi ces derniers, 72% provenaient de pays riches en 1985, 53% dix ans plus tard. Seulement à partir de 1997 les migrants venus des pays du sud deviendront majoritaires²³.

22 DE TORO, Suso, «La nación española», in *elpais.com*, 23 septiembre 2005. URL: http://elpais.com/diario/2005/09/23/opinion/1127426408_850215.html

23 ACTIS, W., PEREDA, C., DE PRADA, M. A., *Inmigración, escuela y mercado de trabajo. Una radiografía actualizada*. Fundación La Caixa, 2002: www.estudioslacaixa.es
48 / 596

Le collectif des migrants originaires des pays d'Amérique Latine est celui qui contribue le plus au changement du paysage social espagnol, dans un contexte qui associait la présence croissante d'étrangers dans le pays, la diversification de leurs origines et l'augmentation du nombre de situations irrégulières. Un tiers des immigrés résidant en Espagne est d'origine sud-américaine et plusieurs causes confluent pour expliquer ce fait. Premièrement, il faut parler du changement des patrons de migration pour ces personnes qui au début du nouveau millénaire, et notamment à partir des attentats du 11 septembre 2001, substituent l'Espagne et sa florissante économie à leur destination traditionnelle, les Etats-Unis. Le chiffre des natifs d'Amérique Latine qui résidaient en Espagne était de 708.700 personnes en 2001, quatre fois plus qu'en 1991, 70% d'entre eux provenant d'Equateur, Colombie et Argentine. Dans les premières années du XXI^e siècle le nombre des ces immigrés ne fait que croître et d'autres nationalités (les Boliviens et les Paraguayens par exemple, qui historiquement n'avaient jamais migré vers l'Espagne) s'ajoutent aux trois pionnières²⁴.

La combinaison de deux forces, d'attraction et de répulsion, expliquent l'importance de l'émigration dans les pays d'Amérique Latine. Les conditions adverses dans les sociétés d'origine provoquent le départ de leurs citoyens, confirmant les conséquences néfastes de certaines politiques qui, au lieu de servir au développement, creusent les inégalités et font de ces pays des émetteurs de main d'œuvre. Mais il faudra tenir compte d'un autre facteur pour comprendre pourquoi le choix l'Espagne comme destination est aussi généralisé chez ces migrants: les politiques d'admission et de régularisation des immigrés sud-américains en Espagne menées par les différents gouvernements qui se succèdent à la tête du pays. Dans un rapport réalisé pour la OIM (Organización Internacional para las Migraciones),

24 INE (Instituto Nacional de Estadística), «Avance del Padrón Municipal a 1 de enero del 2011», 4 avril 2011. URL: <http://www.ine.es/prensa/np648.pdf>
49 / 596

Marcela Cerrutti et Alicia Maguid citent différents auteurs qui soutiennent la thèse d'une volonté de la part des responsables politiques espagnols de limiter l'accueil de migrants provenant d'Afrique en privilégiant celui des Sud-américains:

El aumento de la inmigración de latinoamericanos responde en gran parte a una voluntad política de favorecer su ingreso en detrimento de población africana -en especial de Marruecos-, y es interpretado en términos de «los preferidos» o de «substitución étnica» en el sentido de que frente a la necesidad de mano de obra inmigrante, es preferible recibir a aquéllos que comparten una cosmovisión del mundo más cercana a la local, tanto en relación al idioma y a la religión como a otros aspectos de la cultura hispana. [...] esta preferencia se refleja en el aumento de los permisos concedidos a latinoamericanos en los últimos años, en especial con los procesos de regularización de 2000 y 2001, y en la firma de varios acuerdos bilaterales²⁵.

A un moment où l'important est de consommer, plus il y a de consommateurs pour faire tourner la machine, mieux se porte l'économie. Dès l'ouverture des frontières, des étrangers à qui on a du mal à appliquer le terme d'immigrés allèrent s'installer en Espagne. Extravagants, progressistes, des individus aux mœurs quelque peu relâchées mais, avant tout, prêts à investir leurs devises étrangères en échange d'une place sous le soleil espagnol. C'est ainsi qu'ils apparaissaient dans les films à partir des années 60. La xénophobie n'a pour l'instant guère l'occasion d'aller au-delà du regard condescendant ou moqueur dont on gratifie ces étrangers toujours associés d'une certaine façon aux touristes dont le teint hâlé rivalise avec leur accoutrement bariolé.

Quant aux étrangers originaires de pays pauvres, victimes déjà d'un rejet croissant dans les pays européens atteints par la crise économique qui les gagne tous, les uns après les autres, ils continuent d'affluer en grand nombre vers

25 CERRUTTI, M. Et MAGUID, A., «Migrantes sudamericanos en España, tendencias recientes y perfil de sus migrantes», *Migrantes sudamericanos en España: panorama y políticas*, Cuadernos Migratoiros, n°1, OIM (Organización Internacional para las Migraciones), Oficina Regional para América del Sur, Buenos Aires, 2011, p. 21-22.

l'Espagne. Celle-ci, comme nous le verrons plus tard, sera sommée par l'Europe d'appliquer le règlement communautaire pour éviter que ce nouveau membre ne devienne une porte ouverte à l'immigration. La récession économique ne épargnera pas l'Espagne et à ce moment là, comme les autres, elle se tournera vers les étrangers pour les accuser de venir voler le pain des locaux. Il faudra attendre 2000 pour que l'*Observatorio Español del Racismo y de la Xenofobia* (OBERAXE) voit le jour et pointe du doigt le problème de la xénophobie, qui couvait dans la société espagnole depuis quelque temps. Avant cette date, un silence règne sur la question. Indifférence ou culpabilité de la part de l'Etat et des chercheurs? Du côté des citoyens il s'agit, dirait-on, d'une peur de l'autre dans la mesure où il peut compromettre le confort atteint, parce qu'il rappelle aux nouveaux riches qu'avant ils étaient pauvres. «Nuevorriquismo» et droitisation des positionnements politiques seront deux tendances héritées de la période de croissance économique qui marqueront la société espagnole et préfigureront un cadre défavorable à l'intégration des immigrés.

Pendant la période où l'Espagne n'opposait pas beaucoup d'obstacles à l'admission des étrangers la législation fut particulièrement favorable à l'égard des Sud-américains:

Salvo en el caso de los nacionales de Perú, que ya a inicios de la década de 1990 se les requería la visa, recién se comienza a exigir este requisito a los colombianos en 2002, a los ecuatorianos en 2003 y a los bolivianos en 2007. Al resto de los sudamericanos no se les requiere el visado hasta la fecha. Respecto a los derechos de los inmigrantes, las dos leyes de extranjería promulgadas en 2007 (Ley Orgánica 4/2000 y Ley Orgánica 8/2000) posibilitaron el acceso a la salud y a la educación de los inmigrantes con el único requisito de estar inscritos en el Padrón Municipal de Habitantes. Aja (2006) sostiene que la primera Ley introdujo profundos cambios respecto a la legislación anterior al establecer un estatuto claro de derechos para los extranjeros, incluyendo el derecho a la reagrupación familiar y tendiendo a la igualdad entre derechos de los residentes legales y los nacionales. La reforma introducida en la segunda Ley 8/2000 significó una modificación parcial en relación a los derechos sociales y mantuvo la cláusula antidiscriminatoria aunque restringió los derechos políticos de los inmigrantes e impuso mayores requisitos para el visado y el permiso de residencia permanente²⁶.

26 CERRUTTI, M. Et MAGUID, A., *ibid.*

Au sein du collectif des immigrants sud-américains, que l'on a tendance à considérer comme une masse homogène, des groupes formés par les individus de même nationalité réagissent de manière distincte dans le processus d'installation dans la société espagnole. Leur comportement est influencé par les liens historiques qui unissent leurs pays respectifs et l'Espagne. Néanmoins, Argentins, Uruguayens et Péruviens dans un premier temps, suivis des Colombiens et des Equatoriens, et encore après des Boliviens et des Paraguayens, les migrants sud-américains sont nombreux à suivre la tendance qui pousse les travailleurs du Sud vers le Nord, dans un flux que la mondialisation semblait être emmenée à entretenir. Le modèle libéral crée un marché global où le flux des produits et des capitaux serait suivi de celui des travailleurs. Seulement, ces deux mouvements se produisent dans des sens opposés et, alors que la croissante libéralisation de l'économie est le signe de la modernisation, les déplacements des personnes demeurent restreints et sous contrôle.

I.1.2.1. Etre jeune, espagnol et postmoderne

Nous ne parviendrons pas à comprendre le fonctionnement de notre société, ni celui des segments qui la composent, si nous négligeons le poids déterminant de la culture sur le quotidien, sur cette réalité que nous avons convenu d'appeler «objective». Chaque élément de la culture dans laquelle nous sommes plongés nous influence et nous guide, y compris ceux que nous souhaiterions bannir. En permanence nous opérons des choix. Mais ces choix concernent une série limitée de possibilités, que nous acceptons ou rejetons selon des critères sur lesquels aucune règle universelle ne prévaut. La liberté individuelle guide nos choix. En démocratie nul ne saurait tolérer l'ingérence extérieure, dans des domaines que nous considérons privés, pas plus que l'imposition d'un certain type de comportement dans nos relations interpersonnelles comme le choix de nos amis ou de nos partenaires amoureux, l'appartenance à une organisation ou à un parti politique, etc. Et pourtant il est des conditionnements qui agissent bel et bien sur les êtres sociaux que nous sommes, des idées dominantes qui orientent notre vision du monde et des

autres, des mécanismes qui agissent sur les décisions que nous prenons. Il n'est pas toujours aisé de les déceler, d'en reconnaître les effets, voire d'en analyser les causes. C'est le travail du sociologue, de l'anthropologue, de l'historien, de l'intellectuel, du chercheur. Et aussi du citoyen.

L'Espagne vécut une guerre civile et une dictature érigée sur la victoire du camp conservateur. Elle devait traverser une longue période de sous-développement matériel et de misère culturelle qui lacérerait durablement son tissu social. La période qui s'ouvrait avec le coup d'Etat du Général Franco était le début de la fin. De l'autre côté du tunnel, la modernisation qui attendrait encore avant d'initier sa marche imparable. A l'exception d'un petit nombre d'historiens, les penseurs espagnols obéirent à une consigne jamais écrite qui leur interdisait l'examen de cette page de l'Histoire des Espagnols. Et pourtant nous savons aujourd'hui à quel point cet effort est indispensable à la compréhension de la société espagnole contemporaine.

Les faiseurs de la balbutiante démocratie espagnole s'appliquaient à effacer les traces de l'ancien système et imitaient l'enviable modernité des autres pays, mais sans tenir compte des processus qu'ils avaient dû traverser pour y parvenir. Ce fut une grave erreur de la part des responsables politiques et des intellectuels, que la société paya au prix fort. En ce sens, ils prolongeaient une logique qui avait déjà été mise en place par les élites franquistes. Celles-ci, sentant le socle du régime s'effriter et le caudillo faiblir, avaient lancé le pays dans une course aux réformes économiques et les Espagnols dans les bras grand ouverts de la société de consommation. L'avènement de la démocratie introduit des changements significatifs dans la vie de ceux qui gardaient encore le souvenir du temps passé. Mais les séquelles perduraient, ainsi que des contradictions nées du rapide passage d'un système à un autre, et elles ne pouvaient pas se résorber spontanément.

La génération des parents socialisés pendant l'autarcie franquiste, élevée dans des valeurs traditionnelles, allait engendrer des enfants éduqués selon ces mêmes valeurs, mais qui allaient connaître l'époque de relative ouverture du régime, en tout cas aux capitaux et aux investissements étrangers. Les descendants de cette

génération du «desarrollismo», nés en démocratie et formés sous des valeurs modernes, seront les premiers à élever leurs enfants selon un système de valeurs similaire à celui qui avait présidé à leur éducation. Nous adopterons les concepts et la terminologie de la sociologue Margaret Mead²⁷, qui explique le passage d'un modèle «postfiguratif», dans lequel les enfants apprennent en observant leurs parents, à un autre «préfiguratif», qui inverse la vapeur faisant des parents les disciples de leurs enfants dans un monde qui a subi une transformation profonde et soudaine. Selon cette logique, les parents appartenant à la dernière de nos catégories, ceux qui, nés en démocratie, élevaient leurs enfants dans ce même contexte, se trouveraient dans une situation que nous appellerons «cofigurative», qui reprendrait le chemin de la «postfiguration», les nouvelles générations tirant des enseignements de l'observation des anciennes, l'autoritarisme en moins. L'obéissance absolue que les enfants devaient aux parents selon le schéma de la famille traditionnelle de la période franquiste pourrait alors évoluer vers un fonctionnement plus adapté à l'air du temps démocratique qui entrait par les fenêtres, désormais grand ouvertes, de l'Espagne.

Notre hypothèse est que, à la place de cette entente intergénérationnelle qui, au-delà des conflits prévisibles et même salutaires qu'exige la construction de l'identité du jeune, promettait d'être plus sereine que par le passé, une barrière invisible se dressa qui allait durablement séparer la société des parents de celle des enfants. Lorsque l'autorité parentale n'admettait pas la négociation, les relations restaient figées par l'impossibilité de dialogue. Ceci rendait le quotidien faussement stable et l'évolution envisageable, ce dont on s'accommodait fort bien puisque tel était le mode de fonctionnement de la société toute entière. Les jeunes des années 80 découvraient la liberté d'expression et de mouvements sous les yeux de parents qui cherchaient encore l'équilibre après une rupture heureuse mais non moins traumatisante avec un passé qu'ils avaient tous connu, qu'il n'était guère convenable

27 MEAD, M., *Cultura y compromiso*, Gedisa, Barcelone, 1980.

d'évoquer et dont il fallait d'urgence abolir les principes. Ces jeunes se sentent tiraillés entre, d'une part, des discours moralisateurs, l'héritage de la morale catholique qui avait marqué la société espagnole de son empreinte répressive et de l'idée qu'elle se faisait du bien et du mal, et, d'autre part, la tentation de s'abandonner à la consommation et au divertissement, irrésistibles chants de sirène qui subjuguèrent déjà leurs parents.

Une autre hypothèse secondaire nous permettra d'avancer vers le diagnostique de certains traits qui définissent la jeunesse postmoderne. A partir de là, nous chercherons à établir une correspondance entre des causes et des effets, afin de comprendre les mouvements sociaux actuels et à cerner le modèle de société en devenir. Revenons donc à cette nouvelle hypothèse. Les parents de la démocratie, aveuglés par l'éclat de la modernité, ne se rendirent pas compte qu'ils étaient dans un schéma de «cofiguration». Ainsi, ils appliquèrent dans l'éducation de leurs enfants le principe de la tolérance absolue qui régissait les rapports dans le système «postfiguratif», mais dont l'utilisation irréfléchie s'avérerait dangereuse, au même titre que l'autoritarisme avait été castrateur. La génération des années 80 devait composer avec les contradictions de leurs aînés qui, à leur tour, ne faisaient que renforcer des comportements qu'ils ne tarderaient pas à réprouver avec des discours stéréotypés à propos de la jeunesse. Cette jeunesse dont la Movida est une métonymie qui l'a rendue visible, peuple la nuit, consomme des drogues licites et illicites, multiplie les partenaires sexuels grâce à des codes sociaux affranchis de l'ancien conventionnalisme et à la généralisation de la contraception. Ils vivent ce que leurs grands parents condamnaient à l'unisson et que leurs parents s'étaient déjà pris à rêver, sans jamais le réaliser. Ils ont complété la transition sur le plan culturel et social.

La voie est toute tracée pour qu'une bande de «bakaladeros», «rappers», «rokers», «skinheads puros», «skinheads redskins», «skinheads sharps», «punkies», «heavies», «mods», «pijos», «calorros», «skaters» et autres «neohippies» fasse irruption. Ce sont les jeunes des années 90: ce sont les postmodernes. Pour les adultes, avec leur panoplie de ceintures à clous, vestes en cuir, tatouages,

maquillages outrageux, cheveux coiffés en crêtes improbables ou crânes rasés, ce sont, au mieux, des oiseaux exotiques; au pire, des espèces dangereuses qu'il est urgent de cataloguer et de tenir à l'écart. «Vagos», «caraduras», «andrajosos», «desgreñados», «drogatas», «piojosos», «melenudos», «aprovechados»²⁸. Cette jeunesse connaît pour la première fois depuis longtemps en Espagne un accès massif à la culture et à l'information. L'ouverture au monde que la politique du pays permet désormais les met en contact avec l'extérieur, élargit leur horizon. Les jeunes femmes vivent un degré de participation dans la vie publique et de co-responsabilité au sein du couple dont leurs doyennes n'auraient pas osé rêver.

Le portrait comporte aussi des zones d'ombre non négligeables. La consommation de drogues illicites augmenta et les ravages qu'elle produisit sur cette génération ont été suffisamment décrits. Cependant, il convient de remettre en cause la désignation de cette consommation, qui par ailleurs n'atteint pas l'ensemble de la jeunesse, comme étant un marqueur social qui coupe cette génération des précédentes et qui leur renvoie une image, mille fois reproduite par les media, hautement nocive. La consommation de produits illicites avait été quasi nulle pendant la période d'autarcie de l'Espagne et, vers la fin du franquisme, le recours à des drogues, dont l'usage était largement répandu dans d'autres pays depuis le XIX^e siècle, s'insinue. Nous n'allons pas minimiser ce fait. Il est vrai que les drogues, lorsqu'elles finissent par faire leur entrée dans la société espagnole, apportent leur lot de ravages, notamment parmi les jeunes. Mais, l'alerte sociale amorce sa montée en puissance dès 1968, alors que la consommation (de cannabis et LSD essentiellement) restait minoritaire. Le syntagme «le problème de la drogue» envahit

28 Fainéants, profiteurs, crasseux, ... Nous aurons saisi l'idée transmise par ces termes dont la langue d'origine reflète encore mieux la charge symbolique. Précisons que les «marginiaux» ne manquent pas d'inspiration pour désigner le camp opposé: «convencionales», «domesticados», «burgueses», «borregos», «culos gordos», ...

les conversations et obnubile l'opinion publique. Les media finiront de lier de manière presque indissociable cette obsession à l'image de la jeunesse. Franco était mort, mais le souvenir de toutes ces années d'ostracisme vivait encore dans une société peu habituée au recul critique et à la tolérance. Une société qui n'avait pas le temps de parcourir le chemin vers la maturité, que l'on avait infantilisée et à qui on enjoignait maintenant de grandir, vite. Dans sa thèse doctorale du milieu des années 90, Domingo Comas Arnau dresse un tableau intéressant de la façon dont les préjugés parviennent à infiltrer l'opinion publique, cette construction dont nous devons nous occuper plus tard dans cette étude, et deviennent performatifs:

Pero a pesar de que el uso de cualquier droga ilegal [...] fue siempre minoritario, la sociedad española las consideró siempre como la más genuina representación de «la juventud». [...] La cultura tradicional estaba desapareciendo, la modernidad estaba ahí y la forma más popular de caracterizar el cambio cultural que se estaba produciendo eran las drogas ilegales: durante dos décadas las drogas ilegales representan en el imaginario social la transición entre un viejo modelo cultural y la realidad, atractiva pero no exenta de peligros, de la modernidad²⁹.

Et Comas Arnau de poursuivre:

Casi se podría decir que mientras se mantengan las actuales posibilidades de consumo [...] la estabilidad social parece garantizada por muchos años. Pero, ¿qué harían estos jóvenes si comenzaran a imaginar una identidad propia? Especialmente si tal identidad supusiera una reacción contra la idea de una generación «perdida e inhibida» con la que les bombardean los medios de comunicación³⁰.

Nous nous autorisons ici une image champêtre: les vigneronns maîtrisent une technique consistant à disposer des rosiers dans leurs champs de vignes, au bout de chaque allée. Le passant profite de cette belle combinaison de raisins et de roses. Il aurait tort de s'en priver. Mais ce n'est pas le sens de l'esthétique qui guide le paysan. Il utilise les rosiers, espèce très sensible aux maladies végétales, comme

29 COMAS ARNAU D., *Los jóvenes y el uso de las drogas en la España de los años 90*, thèse pour le doctorat de Sciences Politiques et de Sociologie de l'Université de Madrid, 1994, p. 33.

30 COMAS ARNAU D., *op. cit.*, p. 38.

témoin de la bonne ou mauvaise santé du vignoble. La société est le vignoble; sa jeunesse les rosiers prêts à s'embraser, à réagir face aux dysfonctionnements. Elle pourra s'abrutir dans la consommation, que ce soit de drogues illicites ou de n'importe quel autre produit que la société autorise et érige en symbole de réussite. Mais que ceux qui s'obstinent à blâmer cette jeunesse «perdue» et «inhibée» guettent les premiers symptômes, car, lorsque les roses perdront leurs pétales, il ne restera que très peu de temps avant que la maladie se propage.

Malgré la démocratisation et le développement économique, il ne manquait pas dans l'Espagne des années 90 des voix qui, renouvelant l'angoisse de fin de cycle, s'inquiétaient d'une ambiance sociale et culturelle délétère. Discours critique polyphonique où des réflexions élaborées se mêlaient à de simples affirmations. Intellectuels, penseurs plus ou moins radicaux, théologiens et autres «télélogues» (nouvelle variante de l'intellectuel tout terrain qui officie sur les plateaux de télévision), ils commentent tous azimuts les changements qui secouent la société: l'augmentation de l'inégalité, la corruption des hommes politiques (très vite sortis de l'état de grâce), l'influence de cette oligarchie financière, héritière de l'aristocratie espagnole qui ne poussa pas sa fidélité au caudillo à l'extrême de se laisser ensevelir dans sa tombe. Peut-on sincèrement s'étonner du désenchantement des jeunes?

Mais qu'on ne s'y méprenne pas: le désappointement d'une bonne partie de la jeunesse postmoderne ne se traduit pas en indifférence. Pour peu que l'on s'intéresse à ses réactions, que ce soit à travers la voie associative (mouvements pacifistes, écologistes, artistiques, etc.) ou à titre individuel, nous y trouverons la dissidence. Bien plus que la prévisible opposition générationnelle, ces jeunes postmodernes, qui ont tout mais à qui on annonce la fin de l'histoire, l'inutilité du rêve et l'obligation de se plier au nouveau modèle mondialisé, se parent de signes extérieurs qui font esquisser aux adultes un sourire condescendant. Sous les blousons en cuir cloutés ils se construisent et, par opposition, ils désignent l'Autre, le renvoient en bloc revoir sa copie. La contestation postmoderne fut ludique, artistique, culturelle et non violente. Elle fut populaire et minoritaire à la fois: populaire parce qu'elle n'appartenait pas aux élites mais à l'homme de la rue; minoritaire parce qu'elle ne concernait que des

groupes urbains bien précis et parce qu'elle ne réussit pas à déclencher la réaction des autres groupes ou couches de la société.

I.1.2.2. Etre immigré dans l'Espagne postmoderne

Tous les espaces vitaux ne garantissent pas des conditions de vie favorables à ceux qui les peuplent; toutes les sociétés n'offrent pas un cadre propice à l'épanouissement des individus dont elles se composent. Le déséquilibre entre les attentes et la possibilité de les combler génère de l'insatisfaction et peut conduire l'être humain, chez qui le nomadisme reste un réflexe atavique, à migrer. En dépit du danger et même du bon sens, des hommes traversèrent l'océan et s'en allèrent bâtir leurs vies loin du sol qui les avait vu naître. Ils venaient du Nord et la terre promise, dont ils ne savaient rien mais dans laquelle ils plaçaient tant d'espoirs, se trouvait au Sud. Quelques siècles plus tard, ce déplacement à la recherche d'un territoire, d'un contexte social plus favorable, d'un idéal fait de réalité et de rêve, pousse les populations du Sud vers le Nord. Les conquistadors espagnols, le génocide des nations amérindiennes, la légende noire, la colonisation, les guerres d'indépendance et la fin de l'empire où le soleil ne se couchait jamais. De l'histoire ancienne. Tout cela appartient au passé que les livres d'histoire ont copieusement consigné.

Les migrants originaires des pays d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud qui commençaient à affluer massivement vers l'Espagne en 1990 n'étaient pas ceux que Christophe Colomb nomma «indiens» par méprise. Les Espagnols qui les recevaient ne vivaient plus à la fin du Moyen Age mais en pleine et florissante postmodernité. Mais l'être humain, dirait Guillermo Cabrera Infante, est composé essentiellement de mémoire. Cette mémoire est faite de fictions, de souvenirs et d'oubli. A l'échelle individuelle comme à l'échelle collective, chaque personne et chaque peuple a sa propre mémoire. Lorsque les individus se retrouvent pour partager un même territoire, il ne faut pas négliger l'incidence de l'interaction entre les mémoires des uns et des autres. Il nous semble essentiel d'en tenir compte dans

la construction d'une société composite qui réunira des identités diverses. En tout cas si l'objectif est de combattre la xénophobie, le désir d'assimilation, le communautarisme et toutes les manifestations de la peur de l'Autre.

Essayons de nous représenter le pays que ces nombreux migrants avaient choisi comme destination, la société qu'ils allaient trouver en arrivant en Espagne. La forte expansion de l'économie entre 1986 et 1991 multiplia par deux le nombre d'étrangers entrants. Ces derniers, attirés par la possibilité de trouver un emploi, mais aussi par la protection sociale que l'Etat peut leur offrir, commencent à envisager une installation durable et non plus un court séjour. Mais entre 1991 et 1995, après cette courte période qui autorisait l'optimisme, une deuxième crise de l'emploi frappait l'Espagne dont la gravité dépassa celle des années 80. Luis Garrido Medina la décrit comme suit:

La desagrarización, la obsolescencia productiva de las empresas anticuadas junto con la de muchos de sus empleados, y la incapacidad de los trabajadores sin formación para reconvertir sus cualificaciones, han provocado la nutrida desaparición de puestos de trabajo de los niveles bajos y los empleos manuales de unas empresas industriales con mayores carencias, si cabe, de capital tecnológico y organizativo que las de capital humano de sus obreros. Las consecuencias fueron el bloqueo de la integración laboral, el paro masivo y las jubilaciones (e incapacitaciones) anticipadas, que expulsaron de la ocupación a los mayores en mayor medida aún que la forma en la que se impidió la incorporación al empleo a los jóvenes³¹.

Le rythme d'entrée des migrants se stabilise du fait du ralentissement de la croissance économique, avant de reprendre sa courbe ascendante dès 1996, avec les premiers signes de reprise. Les nouvelles générations d'Espagnols n'ont connu autre chose que l'Etat providence, leur niveau d'études dépasse amplement celui de leurs parents et ils aspirent à des postes à la hauteur de leur qualification, désertant

31 GARRIDO MEDINA, L., «La inmigración en España», in GONZÁLEZ, J. J. et REQUENA, M., *Tres décadas de cambio social en España*, Alianza Editorial, Madrid, 2008, p.138.

d'autres secteurs moins prestigieux. Dans les années 80 l'agriculture avait pâti de cela et il en sera de même dans les années 90 pour la construction, l'hôtellerie et le service aux personnes. Garrido Medina explique: «no es tanto que los que no estudian rechacen los trabajos que se corresponden con su nivel de formación, [...] sino que cada vez con mayor frecuencia los españoles se forman a un mayor nivel para huir de esos trabajos»³².

Le marché du travail se trouve ainsi divisé en deux parties distinctes. La première concerne les postes exigeant une formation et un certain niveau d'expertise; ces postes commencent à manquer. La seconde est celle des emplois non qualifiés; elle a été désertée par les Espagnols et ce seront les immigrés qui occuperont ces postes-là. Leur arrivée permet de combler un vide qui aurait fortement pénalisé le pays qui, de surcroît, avait choisi un modèle de développement basé sur l'immobilier et le tourisme. La main d'œuvre étrangère est la bienvenue. L'idée du besoin de réglementer l'entrée des migrants ne gagnera l'Espagne qu'à l'orée du nouveau millénaire, comme le prouve la valse des lois sur l'immigration (trois versions différentes de la *Ley de Extranjería* se succèdent entre 2000 et 2003) et le débat social que la question suscitera. Nous faisons allusion précédemment à la «droitisation de la société», phénomène qui pour certains signifie un glissement des opinions vers l'extrême droite, une radicalisation, et pour d'autres un mouvement vers la droite de toutes les positions politiques³³. Dans les deux cas, pour l'Espagne, cette tendance qui se fit particulièrement visible dans les années de croissance économique, eût comme résultat la diffusion et la banalisation de préjugés xénophobes. Au moment même où l'affluence d'immigrés contribuait fortement au

32 GARRIDO MEDINA, L., *op. cit.*, p. 142.

33 Comme l'explique Alain Garrigou: «Ce n'est point que l'axe médian du débat politique déplacé vers la droite repousse mécaniquement celle-ci vers l'extrême droite, mais les luttes partisans conduisent forcément à une surenchère dans la recherche des différences ». GARROGOU, A., *Manuel anti-sondages. La démocratie n'est pas à vendre!*, La ville brûle, Montreuil-sous-Bois, 2011. 61 / 596

développement économique, la société espagnole couvait le virus de la méfiance. Et voici que les partis politiques, après avoir admis tacitement la fin des idéologies pour se placer côte-à-côte sous le drapeau du libéralisme triomphant, utilisaient ces bas instincts à des fins électoralistes. Des discours de plus en plus stigmatisants à propos des étrangers faisaient la surface, décomplexés, prônant la préférence nationale et la sécurité, critiquant tous azimuts les étrangers, les délinquants, les assistés, les fonctionnaires...

Quid de l'immigré? L'aventure qu'il a entreprise le pousse à revoir à la baisse son niveau d'exigence en ce qui concerne le salaire et les conditions de travail que lui offre le pays d'accueil. Il est prêt à accepter des emplois nécessitant une qualification inférieure à la sienne ou même nulle. Il accorde la plus grande importance à la protection sociale, nous l'avons mentionné, aux prestations que l'Etat met à la disposition de sa famille et à l'accès à une meilleure éducation pour ses enfants. Outre le bien-être matériel, ceux qui ont fui des pays dont le système politique privait le citoyen de sa liberté d'expression et mettait même en danger la vie des dissidents, consentent à beaucoup d'efforts en échange d'un cadre plus démocratique.

Ces considérations nous permettent de comprendre que, malgré les difficultés inhérentes à toute migration, le bilan de ceux qui faisaient partie de ces premiers flux arrivés en Espagne fut positif. C'est cette vision très positive, sinon idyllique, que les immigrants transmettent (le portrait réel parfois embelli pour correspondre à l'image flatteuse de l'aventurier à qui la chance sourit en récompense de ses efforts). À ceux qui hésitent à les suivre, ils diront que leur vie est bien meilleure dans ce pays récepteur. Bien d'autres traverseront la frontière encouragés par cette affirmation, qui est en réalité un mensonge par omission: c'est le niveau de vie des Espagnols qui est supérieur; les immigrants, quant à eux, considèrent que la possibilité de l'atteindre dans un futur, de concevoir un projet de vie qui autorise autre chose que la vision à court terme, constitue déjà une raison suffisante à leur démarche, justifiant les efforts et les concessions présents. Cette même confiance dans un avenir où les besoins continueront d'être satisfaits et les droits fondamentaux garantis a permis aux Espagnols d'entrer dans la postmodernité d'un pas décidé. Mais voilà que cette

assurance est ébranlée par la peur que suscite l'arrivée massive de migrants sur leur territoire.

Certains ont appliqué à l'étude des effets des mouvements migratoires des théories inspirées du libéralisme économique. Ainsi, diront-ils, de même que le marché est capable de s'auto-réguler les migrations opèrent, par un mécanisme de vases communicants, le transfert de population des régions défavorisées vers d'autres plus développées. Ceci devrait entraîner un rééquilibrage des forces bénéfiques pour chacune des parties en présence et, par conséquent, une augmentation de l'efficacité et de la richesse dans l'ensemble du système. Voilà qui est censé rassurer ceux qui craignent l'accentuation des inégalités dans le pays d'accueil et la baisse des salaires due à l'augmentation d'une masse de salariés devenus plus vulnérables et enclins à accepter des conditions de travail désavantageuses, voire complètement abusives. Or, la réalité est plus complexe et l'application des lois prônant la libre circulation des biens et services se heurte à des restrictions qu'il serait dangereux de négliger. Les individus, réduits par cette logique à une masse de travailleurs et, par le truchement d'une métonymie significative, à de la main d'œuvre, ne constituent pas des ensembles homogènes et ils ne sont donc pas interchangeables. Du moins, cela ne se fait pas sans coûts. Lorsqu'un phénomène migratoire suffisamment important se produit, ce sont deux sociétés qui se verront transformées: celle qui voit partir les émigrants et celle qui les reçoit, transformés en immigrés.

Ces considérations n'occupaient pas une place prépondérante dans l'Espagne des années 90, toute acquise aux doctrines libérales. Malgré les phases de ralentissement de la croissance, le libéralisme du marché faisait flamber l'économie et ravissait aussi bien les experts que le simple citoyen. Parmi ces étrangers qui, de plus en plus nombreux gagnent les frontières espagnoles, les ressortissants des pays d'Amérique Latine initient l'inversion du mouvement humain qui relia jadis l'Espagne et l'Amérique. La base culturelle commune, la langue et la religion partagées sont autant de facteurs qui encouragèrent des hommes et des femmes à s'investir dans un projet qui, néanmoins, n'est pas sans risques. Le migrant doit faire face aux

difficultés personnelles qu'entraîne le changement des repères culturels, puisque les différences subsistent même entre hispanophones, ainsi que l'éloignement des attaches familiales et sociales. En outre, il doit pouvoir assumer les dépenses liées à son voyage et à son ultérieure installation.

Comme nous le disions précédemment, le migrant est prêt à accepter une baisse dans son statut social, et des conditions de vie et de travail précaires en échange d'un avenir plus favorable que celui qui lui était promis dans son pays d'origine. Les Sud-américains qui entreprenaient de migrer vers cette Espagne postmoderne appartenaient majoritairement à des catégories socio-professionnelles d'un niveau moyen ou élevé. Plus tard viendront les discours alarmistes de ceux qui voient dans l'immigration une invasion de nécessiteux. Avec un taux de fécondité de plus en plus bas et un vieillissement de sa population, l'Espagne, à l'instar de ses voisins européens, rencontre des problèmes inédits: la masse salariale peine à couvrir les besoins de protection sociale qui élargit sa couverture et qui repose sur le principe de la répartition; l'emploi croît à un rythme qui excède celui de la croissance végétative. Le régime franquiste qui se targuait d'autosuffisance, s'accommodait bien de la sortie de millions d'Espagnols vers des pays étrangers capables d'absorber le surplus de main d'œuvre qu'une économie sous-développée ne pouvait pas nourrir dans leur propre pays. A cette même période, seulement la charité venait secourir les indigents, laissant la famille prendre en charge tous les autres aspects, allant de l'accompagnement à la protection de ses membres, dont l'Etat se désengageait sans ambages. Vers la fin de l'ère franquiste et dans les premières années de la démocratie, la protection sociale garantie par l'Etat s'étendit à un nombre croissant de domaines, favorisant une plus grande égalité sociale.

La société espagnole accueille ces immigrés sud-américains doués d'un capital humain qui les rendait intéressants. Par capital humain nous entendons les qualités qui minimisent le risque de choc au moment du contact entre le migrant et la société d'accueil, tout en optimisant ses chances de contribuer positivement au développement de cette dernière. L'absence de mobilité sociale et l'instabilité politique propre des sociétés qu'ils quittaient encourageaient les Sud-américains à

franchir l'océan. 56% de ces migrants qui affluaient vers l'Espagne dans les années 90 venaient de pays en voie de développement. L'éventail des principaux pays émetteurs est restreint: Maroc, Equateur, Colombie, Argentine et Bolivie tiennent le haut de l'affiche. Ces deux indications viennent confirmer la théorie qui dit que la migration concerne essentiellement ceux qui peuvent assumer les risques et dont le capital humain réduit les obstacles. Elles expliquent aussi le climat de relative sérénité qui entourait l'arrivée de ces premiers migrants.

Au fur et à mesure, le programme des sommets qui réunissaient périodiquement l'Espagne et les nations sud-américaines, les *Cumbres Iberoamericanas*, reflétait un intérêt croissant pour le sujet de la migration et la naissance du besoin d'observer l'incidence du phénomène sur les sociétés d'un côté et de l'autre de l'océan. L'Espagne est prise entre deux feux. D'une part, les liens historiques qui la rapprochent de l'Amérique Latine lui imposent de participer à la réflexion sur les avantages et les inconvénients de cette tendance naissante, qui s'annonce d'ores et déjà évolutive et durable. Les fonds que les migrants envoient à leurs familles aident au développement des pays d'origine, disent certains politiques qui n'hésitent pas à encourager activement la migration, tout en s'exhonorant de la tâche de travailler efficacement pour le bien-être social. L'appauvrissement intellectuel causé par la fuite de cerveaux vers d'autres terrains plus fertiles est le lourd tribut à payer, opinent d'autres, pour les pays incapables de subvenir aux besoins, qu'ils soient matériels, culturels, intellectuels ou de tout autre ordre, de leurs citoyens. Mais, par ailleurs, son entrée dans la Communauté Européenne impose à l'Espagne d'appliquer des mesures restrictives pour le contrôle de l'immigration.

Le premier d'une longue série de textes concernant l'immigration, la première *Ley de Extranjería*, datant de 1985, fait naître l'expression de «immigrants extra-communautaires», qui souligne l'altérité du migrant, justifiant la création d'un statut social et juridique particulier. C'est aussi le point de départ, même si les effets ne se feront sentir qu'un peu plus tard, de la vision de l'immigration comme un problème et une menace pour le bien-être et la sécurité des locaux. En 1991 se crée la *Dirección*

General de Migraciones et, en 1992, une commission qui traitera des questions d'immigration (*Comisión Interministerial de Extranjería*); 1994 est l'année du premier *Plan por la Integración Social de los Inmigrantes*; en 1996 voit le jour le décret d'application de la *Ley de Extranjería* qui introduit des modifications considérables en matière de droit des migrants, particulièrement des ressortissants de pays sud-américains. Ils obtiennent la nationalité espagnole dès qu'ils peuvent justifier de deux ans de résidence régulière sur le sol espagnol (contre une période exigible de dix ans pour les autres migrants). Des accords d'égalité de traitement les mettent à l'abri de la préférence nationale, qui peut être appliquée dans d'autres cas où un citoyen espagnol et un étranger se trouveraient en concurrence sur le marché du travail. Les Sud-américains ont droit aux cartes de séjour réservées aux membres de la Communauté Européenne, ce qui les dispense de l'obtention de permis de travail et les protège de la clause de priorité nationale. Par l'application du principe du *ius sanguinis* et du *ius solis*, les descendants d'Espagnols nés à l'étranger (c'est le cas de nombreux migrants sud-américains) peuvent retrouver l'exercice des droits qui sont garantis pour tout ressortissant espagnol.

Ces deux dernières mesures témoignent tout particulièrement d'un traitement spécial réservé, en vertu des liens historiques et culturels, aux migrants hispaniques. L'accès à la nationalité espagnole conditionne fortement l'intégration et représente un critère de stratification des migrants. 62% des personnes qui reçurent la nationalité espagnole entre 1992 et 2005 étaient originaires d'Amérique Latine. Ces migrants virent l'accès et l'installation facilités par des accords bilatéraux dont certains dénonçaient la vocation à faire ressurgir des relations coloniales. Il est fort à parier que de telles considérations n'effleuraient pas l'esprit de ces Equatoriens, de ces Colombiens, de ces Argentins ou encore de ces Boliviens des premiers flux vers le vieux continent. Ils avaient trouvé le courage pour quitter leur pays en se promettant d'y retourner dans un futur proche. Beaucoup d'entre eux finiront par s'installer durablement en Espagne. Ils constitueront un socle qui encouragera d'autres à tenter leur chance dans ce pays où ils semblent être les bienvenus. C'est en tout cas de qui se dégage des accords politiques signés en vertu des besoins économiques et du discours social qui les sacre «immigrants préférés des Espagnols».

Cependant, dès les premiers temps de leur présence en Espagne, il est des signes qui témoignent des difficultés d'intégration. Nous faisons référence à la prolifération des lieux de rencontre où ces migrants se donnent rendez-vous «entre eux», groupés par nationalités et à l'écart des locaux et des autres étrangers. Il en est de même pour l'apparition des bandes latines, imitation de celles qui sévissent en Amérique Latine et qui seront pour beaucoup (aidées par la propension des media à l'amalgame) dans la détérioration de l'image des Sud-américains. Autant d'indices qui montrent le danger du choix idéologique et politique qui fut celui de l'Espagne, confrontée par la même occasion à la gestion d'un phénomène migratoire où la tendance historique s'inversait et à la mise en contact de deux sociétés qui n'avaient pas encore réglé certaines questions du passé. Le fait de favoriser l'installation et l'accès à la nationalité espagnole en fonction du partage de traits communs (langue, religion et phénotype) avantage dans un premier temps les migrants provenant des anciennes colonies espagnoles. Mais la préférence de la similitude a son pendant moins aimable qui est le rejet de la différence. Une société qui place sous le signe de l'homophilie le premier contact avec des immigrés se réserve un avenir de xénophobie, surtout lorsque les temps ne seront plus au plein emploi et que le nombre des migrants se sera multiplié, faisant augmenter leur poids relatif dans la société.

I.1.3. La gestion de l'altérité

Ce que l'on désigne comme «le collectif des immigrés», appellation générique qui produit une impression d'homogénéité, cache en vérité des différences qui conditionnent l'intégration de ces étrangers dans le pays d'accueil. Ainsi, certains critères contribuent à la constitution de groupes inégalement perçus par les Espagnols. La langue en est un des plus significatifs et, en fonction de cela, trois groupes se profilent: celui des hispanophones, celui des étrangers possédant une langue dite prestigieuse (il s'agit principalement de ressortissants de pays européens et des Etasuniens) et, finalement, celui des étrangers pour qui la langue sera une barrière, un obstacle supplémentaire à l'intégration (essentiellement Africains et

Asiatiques). La religion est un facteur non moins déterminant: les étrangers qui partagent le culte catholique sont perçus par les Espagnols comme étant plus proches d'eux; les hindouistes et les bouddhistes, dont on méconnaît le plus souvent les pratiques parce que trop éloignées de la culture locale, occupent une place intermédiaire; les musulmans, suscitant un plus fort rejet, peuvent être tenus davantage à distance en raison de leur appartenance religieuse et du mode de vie que l'on y associe. Les liens historiques entre les nations façonnent également le présent des peuples emmenés une nouvelle fois à se côtoyer. Parfois la persistance du souvenir d'un passé colonial explique aussi bien la présence de certains collectifs dans un pays que les attentes et l'attitude envers la société autochtone des individus qui les composent. Enfin, la situation juridique et administrative contribue fortement au degré d'intégration des étrangers et au regard que les natifs, les Espagnols en l'occurrence, portent sur eux.

Compte tenu de l'importance du flux de migrants qu'elle reçoit et de la jeunesse du phénomène, les sondages ont tendance à présenter l'Espagne, comme un pays tolérant. Certains parlent de tolérance passive. Nous trouvons cette nuance révélatrice et elle attire notre attention sur deux états de faits que les changements que secouent la société pourraient altérer. Premièrement, un grand pourcentage de ceux qui se disent favorables à l'accueil de migrants établissent un lien direct entre cela et la croissance que l'on peut escompter dans une économie prospère qui reçoit de la main d'œuvre supplémentaire pour l'alimenter. Ceux-là même qui ne cachent pas une vision utilitariste de la migration, ne soutiennent pas des politiques visant à l'intégration effective de ces personnes venues d'ailleurs et ils minimisent les poussées de racisme et de xénophobie dont elles peuvent être victimes. Luis Garrido Medina décrit ainsi l'attitude des Espagnols dans ces premières années où l'immigration devient un fait de société suffisamment important pour que les premiers heurts et les premières théories émergent:

[...] la tolerancia que caracteriza a los españoles es una actitud de tolerancia pasiva, cuyo significado concreto es el siguiente : una actitud genérica favorable a los inmigrantes, la confianza en que contribuyan al enriquecimiento del país, así como en poder llegar a una especie de coexistencia pacífica con ellos pero sin apoyar políticas a favor de su integración ni en contra del racismo. Esta tolerancia pasiva parece, por tanto, la actitud propia de una sociedad todavía poco familiarizada con el fenómeno migratorio, predispuesta a la aceptación, pero que mantiene una actitud de cautela y

Afin d'interpréter correctement les données des sondages qui relativisent le rejet des étrangers en Espagne, il faut tenir compte d'une seconde circonstance: les immigrés que l'Espagne commence à recevoir dans les années 90 proviennent majoritairement d'Amérique Latine, trait distinctif marqué qui perdure jusqu'à nos jours, malgré tous les changements qui se sont opérés depuis dans le paysage humain espagnol. Revenant aux critères auxquels nous faisons allusion plus haut, force est de constater que ce collectif réunit toutes les conditions nécessaires pour devenir, comme cela semble être le cas, les immigrés préférés des Espagnols. Et pourtant c'est bien eux que l'on appelle «sudacas», «panchitos», «chamaquitos», «palacagüinos», «legos», «aventuras», «indígenas», «chicanos», «chewbaccas», «wassis», «perusians», «boliches», «conquitos» et autres «latinos».

Ils partagent avec les Espagnols l'usage d'une même langue et la pratique majoritaire de la religion catholique. Leur passé lie ces peuples et il témoigne d'une longue tradition de déplacements d'un côté à l'autre de l'océan. Des conditions juridiques particulières expliquent l'accès à la nationalité espagnole ou du moins à des conditions régulières de séjour et de travail facilitées pour les ressortissants des anciennes colonies espagnoles. Les relations diplomatiques et politiques que continuent d'entretenir les pays de départ avec celui d'arrivée ont aussi maintenu dans l'imaginaire collectif un lien de parenté symbolique. La tradition migratoire favorise l'accueil des nouveaux par les réseaux sociaux déjà forgés permettant, par une assise plus solide dans un environnement favorable, une meilleure prédisposition et des chances d'intégration accrues. Pourquoi alors cette attitude qui peine à être autre chose que de la tolérance passive en temps de prospérité, avant que le nombre de migrants ne devienne trop important pour alarmer les locaux?

34 GARRIDO MEDINA, L., *ibid.*

La structure familiale est le socle anthropologique qui conditionne la personne dans sa construction idéologique. Les doctrines sont des discours construits de façon rationnelle et consciente, qui doivent traverser le tissu familial, être filtrées par lui avant d'atteindre l'individu. Ceci génère une sorte de déterminisme familial qui explique la persistance de certaines visions déformantes érigées en système complexe et parvenues au rang d'attitudes vitales. Il existe plusieurs types de famille. A chacune ses propres doctrines et, pour ce qui nous intéresse, à chacune son propre racisme. La famille espagnole est de type nucléaire et égalitaire, ce qui en fait un bouillon de culture parfait pour un racisme de type impérialiste, visant la domination et l'assimilation de l'autre. La culture judéo-chrétienne qui l'imprègne lui dicte le respect de l'égalité et de la fraternité. Malheureusement l'histoire regorge d'exemples où ces préceptes, et l'aspiration à une universalité mal comprise, ont été confondus avec l'ethnocentrisme. Le racisme, dans sa version la plus virulente, manifeste la haine des différences tenues pour irréconciliables qui séparent les individus entre-eux. Mais, sous couvert d'égalité, «l'assimilationnisme» vise l'uniformisation.

Dire que les Sud-américains sont les immigrés favoris des Espagnols et accompagner ce verdict d'arguments qui mettent en avant la ressemblance comme garantie d'une intégration réussie implique une stigmatisation de la différence qui, selon la même logique, deviendrait un obstacle à la cohabitation d'individus issus de cultures non identiques. Dans la société espagnole, plusieurs générations ont grandi dans l'exaltation patriotique et dans la méfiance de tout ce qui, venant de l'extérieur, ne pouvait être que corruption. C'est ainsi que, à l'aube de la postmodernité, le pays ayant connu un essor économique qui fait de lui un El Dorado qui se serait trompé de rive, les nouvelles générations d'Espagnols découvrent l'accueil des étrangers. Ces étrangers qui affluent vers un pays placé sous le signe de l'homophilie reçoivent un message clair: se fondre dans la masse, renoncer à son identité est le meilleur moyen de mener à bien cette étape d'un processus, celui du projet migratoire, sur lequel ils ont fondé tant d'espoirs.

I.1.3.1. Racisme et xénophobie

Dès le début des années 90, les murs de la capitale espagnole et ceux de beaucoup d'autres villes, partout dans le pays, se réveillaient souvent recouverts d'affiches ou souillés d'inscriptions qui ne laissaient aucun doute quant aux sentiments de leurs auteurs: «stop a la inmigración», «los españoles primero», «luchar contra la invasión» ou encore «negros fuera». Lucrecia Pérez, Dominicaine de 33 ans, Noire, avait parcouru ces rues madrilènes à la recherche d'un emploi. L'année 1992 touchait à sa fin quand elle crut avoir atteint son but: Lucrecia avait enfin décroché un emploi, précaire et sous payé, de domestique. Elle ne le gardera que 20 jours. «La eché porque no servía para el trabajo. No sabía ni lo que era un grifo, ni un cuarto de baño. Y la lavadora era otro mundo...», se souviendra plus tard son ancienne employeuse. Malade, sans revenus et ruinée après avoir investi toutes ses économies dans un aller simple vers la terre promise, Lucrecia Pérez se réfugie avec d'autres compatriotes dans les locaux d'une discothèque abandonnée, dans le beau quartier d'Aravaca. La nuit du 13 novembre 1992 la jeune femme partage son repas avec trois compagnons d'infortune lorsque quatre individus cagoulés pénètrent dans leur cachette, d'un coup de pied dans la porte. L'un d'entre eux fait feu et tue Lucrecia.

Le jeune garde civile Luis Merino Pérez et ses deux complices néonazis furent arrêtés un mois plus tard pour être jugés et condamnés en 2001. La moitié des 550.000 étrangers résidant à ce moment-là en Espagne était des Européens tandis que l'autre moitié était composée essentiellement de Sud-américains et d'Africains. Les ONG estimaient à 300.000 le nombre de ceux qui avaient réussi à entrer de façon illégale. Quelques mois avant ce meurtre, le gouvernement de Felipe González avait impulsé la régularisation de 110.000 migrants, ce qui, en cette année des Jeux Olympiques et de l'Exposition Universelle, ne manqua pas de susciter une levée de boucliers de l'extrême droite, de certains groupuscules se déclarant néonazis et de ceux qui voyaient dans l'arrivée de migrants une menace. Le ministère de l'Intérieur dut reconnaître l'émergence d'une idéologie radicale de haine raciste qui se traduisait par des agressions de plus en plus fréquentes à l'encontre des immigrés.

Vingt ans après ce crime, le quotidien espagnol *El País* rappelle les faits et offre un entretien avec la fille de Lucrecia Pérez, âgée de six ans à la mort de sa mère. À 26 ans et sur le point de devenir mère à son tour, Kenia Carvajal a quitté la République Dominicaine pour tenter sa chance en Espagne, un pays qui, d'après elle, n'est plus raciste comme il l'était au moment où sa mère dut migrer. «Tenía que morir alguno para que cambien las cosas», se résigne la jeune femme. Et elle insiste: «La muerte de mi madre sirvió para que haya menos racismo en España». Et l'auteur de l'article de conclure:

La muerte de Lucrecia Pérez fue, sin duda, el primer asesinato racista ocurrido en España. La repulsa social y ciudadana contra este hecho fue de tal calibre y de tal contundencia que incluso los grupúsculos políticos de claro tinte ultraderechista se vieron obligados a suavizar su discurso xenófobo. Muy posiblemente la sangre de Lucrecia sirvió como antídoto contra el veneno que hace 20 años había empezado a expandirse peligrosamente por España. Y tal vez evitó su propagación³⁵.

Si dans les années 60 le débat autour de la validité scientifique des arguments racistes subsistait, les avancées bio-anthropologiques ne tarderont pas à oblitérer le doute. Comme le disait le philosophe français Pierre-André Targuieff, «dès lors le débat ne pouvait que cesser, faute de légitimité théorique qui vienne soutenir les postulats dits «racistes»: l'anti-racisme s'opposait au racisme comme l'autorité scientifique s'oppose aux délires pervers et archaïques»³⁶. C'est le triomphe de l'anti-racisme né de l'Illustration, à peine momentanément remis en cause par des marginaux adeptes de la théorie des races distinctes et biologiquement inégales devant prouver leur supériorité vis-à-vis des autres. Ce que la science vient de

35 DUVA, J., «Un antídoto contra el veneno racista», in *elpais.com*, 10 novembre 2012. URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/11/10/actualidad/1352578252_476699.html et NOGUERA C., «Kenia Carvajal, hija de Lucrecia Pérez, habla del asesinato racista hace 20 años», in *elpais.com*, 10 novembre 2012.

URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/11/10/actualidad/1352560928_581520.html

36 TARGUIEFF, P.-A., *La force du préjugé, Essai sur le racismes et ses doubles*, Editions La Découverte, Paris, 1987.

réfuter se comptera désormais parmi les croyances irrationnelles et généralement inavouables publiquement.

Ainsi va le débat lorsque, dans la décennie suivante, des divisions nées au sein de la communauté scientifique sèment le trouble dans l'opinion publique. Les partisans du déterminisme héréditaire s'allient face aux scientifiques qui se déclarent anti-racistes. Le doute plane à nouveau: soit les scientifiques se trompaient en posant les bases pour l'analyse de la question, soit celle-ci est plus complexe qu'on eût voulu l'admettre. Voici que préjugés et idéologies politiques venaient se mêler de l'avancée de la connaissance. Le racisme se fraye une autre voie qui est celle de l'inégalité des êtres humains, défendue par les psychologues valorisant le poids de l'hérédité, attaquée par ceux pour qui l'influence du milieu environnant reste prépondérante. Il s'agit ici de ce que l'on appelle un racisme «différentialiste», fondé sur des bases culturalistes³⁷.

Le vieux démon du racisme colonialiste, paternaliste et autoritaire, caché derrière le masque beaucoup plus présentable de la défense d'une identité propre à chaque peuple, ne demande pas mieux pour ressusciter. Dans l'Espagne moderne des années 70 et 80, le discours qui enferme la méfiance et le rejet de l'autre, se soumet à une opération de chirurgie plastique. Dans cette société qui rêve de légitimer sa place dans la grande famille européenne, des mots lestés d'un passé que l'on essaie de faire oublier, ces mots comme «race» et «sang», sont remplacés par d'autres comme «culture». Mais ce déplacement sémantique cache mal la nouvelle version du thème anti-universaliste dont il s'agit. Sous le drapeau de «l'égalité dans la différence», qui peine à dissimuler des jugements de valeur et des classements hiérarchisés, défilent les partisans des thèses néo-racistes et de la séparation entre

37 TARGUIEFF, P.-A., *ibid.*

les cultures, les ennemis du métissage et de l'interculturalité.

Les étrangers qui se rendent de plus en plus nombreux en Espagne dès le début des années 90, devront trouver leur place dans une ambiance de crise économique qui dément les augures, certainement beaucoup plus favorables, dont les compatriotes ayant déjà migré leur avaient fait part. En supplément, ils vont trouver un climat social où cette nouvelle forme de racisme a déjà commencé à creuser des sillons dans l'opinion publique, chez des Espagnols qui, regardant autour d'eux dans la rue, trouvent que le «problème de l'immigration» devient bien visible. Voici un brillant exemple de la façon dont, grâce à la désinformation, un argument peut servir la cause opposée à celle qu'il avait vocation de soutenir: le droit à la différence devient la base de théories racistes, avec ses deux versions, l'hétérophilie et l'homophilie. La première est l'éloge de la différence en ce qu'elle a d'essentiel, de déterminant et de définitif. Ainsi, des caractéristiques psychosomatiques attribuées à la race servent à cerner tout individu, à prévoir quel sera son comportement et, par conséquent, à le catégoriser. La distinction entre nature et culture, et l'idée même d'une condition humaine commune, sont abolies. L'être humain considéré selon son appartenance à une race déterminée devient représentant d'un groupe qui lui confère son identité. L'affirmation exclusive des différences nourrit la crainte de voir la diversité culturelle mourir aux mains d'une homogénéisation décadente. Deux solutions s'offrent à ceux qui voudraient lutter contre cette «gangrène». Nous empruntons les termes de Lévi-Strauss qui parlait d'anthropophagie (racisme impérialiste ou colonialiste dont l'idéal est l'assimilation) et d'anthropoémie (racisme qui vise l'expulsion de l'autre au-dehors du corps social).

Dans les années 60 les migrants n'étaient pas les seuls à affluer vers l'Espagne. Des investisseurs, principalement européens, états-uniens et japonais, comptant bien profiter du vent favorable aux affaires qui soufflait sur le pays, injectaient des capitaux prêts à être investis dans la création d'entreprises. Des rentiers et des retraités originaires du nord de l'Europe viendront les rejoindre. Plus tard, l'évolution favorable du pays se confirmant, un troisième groupe arrive, formé par une main d'œuvre relativement bien qualifiée. La décision de migrer est le

résultat d'un calcul des avantages liés à l'installation dans un pays devenu politiquement stable et à l'économie émergente. Beaucoup de Sud-américains appartiennent à cette catégorie. Vénézuéliens, Chiliens et Argentins dominent un collectif fortement féminisé, de classe moyenne, possédant un droit d'entrée et de séjour sur le territoire espagnol et pour qui l'accès au marché du travail serait la voie vers l'intégration sociale.

Ces étrangers bénéficient, au moins dans un premier temps, de postulats qui se veulent tolérants, de cette sorte de vulgate anti-raciste qu'est la thèse de «l'égalité dans la différence», d'autant plus applicable lorsque la différence est minime et qu'elle ne touche pas à des questions délicates comme la religion. Deux faits historiques font la particularité de la relation entre les Espagnols et les immigrés d'origine sud-américaine. D'une part les restes d'un complexe de culpabilité diffus, lié au passé impérialiste qui unit l'Espagne et ces nations qui furent ses anciennes colonies. D'autre part, le désir d'oublier l'histoire récente, celle du franquisme et de sa haine pour ces nations américaines qui accueillirent aussi chaleureusement les millions d'Espagnols fuyant la dictature.

Mais les Sud-américains se comptent aussi, aux côtés des Africains, des Asiatiques et des originaires de l'Europe de l'Est, parmi les membres d'un autre groupe, celui des migrants en situation de précarité. Ils ont quitté des pays frappés par la corruption et la misère sociale, ils ont consenti à des efforts considérables pour échapper au sort qui leur était réservé et ils sont contraints d'accepter des conditions de vie et de travail souvent déplorables et d'alimenter une économie souterraine qui ne cesse de croître et qui devient la face cachée de la rutilante Espagne postmoderne. Le miracle économique espagnol puise dans ce réservoir une main d'œuvre soumise. Quelles que soient leurs aptitudes et leurs qualifications, ces étrangers remplissent les tâches les moins cotées chez les Espagnols et sont souvent victimes d'abus. En position de faiblesse, il devient habituel de les voir occuper le bas de l'échelle sociale et professionnelle, fait qui renforce l'idée de leur inaptitude pour de plus hautes responsabilités.

L'homogénéité ethnique et économique entre les migrants et les locaux décroît si l'on avance de la première à la dernière catégorie d'immigrés, des investisseurs et des rentiers venus de pays riches aux travailleurs issus des pays pauvres. Le rejet dont ils sont la cible augmente dans le même sens. Les premiers visés par ce que l'on commence à nommer «le problème de l'immigration» ne sont pas ceux que le phénotype, la position socio-professionnelle, le logement et les pratiques culturelles rendent peu visibles dans l'ensemble de la société espagnole. Les stygmates de l'altérité semblent marquer plus fortement ceux dont les traits distinctifs (physiques et culturels) empêchent le mimétisme avec la population majoritaire. Mais être hispanophone et de confession catholique ne garantit pas l'invisibilité qui semble être l'injonction lancée par la société espagnole à ceux qui voudraient s'y implanter. Nous en voulons pour preuve l'exclusion séculaire des gitans. La place que l'individu se voit assigner dans l'échelle sociale, contraint par les circonstances défavorables qui entourent son arrivée dans le pays d'accueil, conditionne fortement l'image que la société se forgera des migrants, considérés en tant que collectif que la précarité et la privation de protection sociale rend homogène.

I.1.3.2. Les difficultés de l'intégration

Les nombreux Argentins qui commençaient à s'installer en Espagne dès la fin des années 80 étaient sans contredit blancs de peau et ils jouissaient de l'image favorable que leur conférait le fait d'être originaires du plus européen des pays d'Amérique Latine. En revanche, Lucrecia Pérez, que les media érigèrent en symbole et en représentante d'une toute autre catégorie d'immigrés, était Dominicaine et Noire. Mais ce fait, s'il suffit probablement à susciter la haine de ses agresseurs, n'explique pas la méfiance croissante dans certains secteurs de la société espagnole. L'histoire dramatique à laquelle nous nous sommes référés met en évidence l'immense gouffre qui séparait cette femme dominicaine des Espagnols devenus ses voisins. Elle avait beau parler espagnol, elle n'en était pas moins éloignée des us et coutumes de la société moderne que ne l'eût été un Africain ou un Asiatique. Ces différences culturelles et le décalage entre ce que Lucrecia incarnait et l'Espagne

prospère devenaient une frontière transparente mais pour autant non moins infranchissable qui la tenait en marge de la société et qui la condamnait à la précarité. L'histoire de cette jeune femme ressemble à celle de tant d'autres personnes qui, comme elle, entreprennent de migrer guidées davantage par le désespoir que par un choix personnel.

Lucrecia et ses compagnons d'infortune étaient certainement en proie à ce que le Docteur Joseba Archótegui décrirait en 2002 comme un «stress chronique et multiple». Le syndrome d'Ulysse n'avait pas encore été nommé dans ces premiers temps de l'immigration en Espagne, mais il faisait déjà ses premières victimes³⁸. Dès le début de ce qui allait devenir un flux migratoire ininterrompu, les migrants étaient victimes d'une dépression caractérisée, pas encore répertoriée par la science, résultat de leur difficulté à faire face aux différents deuils. Parmi eux, certains affectent moins les migrants d'origine sud-américaine. C'est le cas du deuil du contact avec la langue maternelle et du deuil de sa propre culture (pratique d'une religion, mode de vie, nature des relations humaines, fêtes, mesure du temps, etc.). En revanche il est d'autres deuils qui atteignent ce collectif de migrants au même titre que n'importe quel autre. Il s'agit des deuils de la proximité de la famille et des êtres chers, du lien avec une terre natale, souvent idéalisée dans la distance, de la position socio-économique, de l'appartenance à un groupe ethnique d'origine et même du deuil de la sécurité physique et de l'intégrité personnelle. Ce stress, préviendra Joseba Archótegui pour attirer l'intérêt de la communauté scientifique et de la société en général sur ce problème pressant, peut être intense, selon les ressources du migrant

38 Le Syndrome d'Ulysse, est la pathologie de l'immigrant souffrant de stress chronique et multiple. Il s'agit d'une affection grave qui sera décrite et répertoriée à partir des études du Docteur Archótegui en 2002 (ARCHÓTEGUI, J., *La depresión en los inmigrantes, una perspectiva transcultural*, Editions Mayo, Barcelone, 2002). En 2003 le Parlement Européen jugea nécessaire de réunir une commission internationale pour traiter du problème qui, depuis, fait partie des programmes de recherche de plusieurs universités espagnoles et étrangères.

et les circonstances qui entourent son arrivée dans le pays récepteur. Comme nous le verrons plus tard, l'Espagne en pleine tourmente financière fait peser sur les épaules des immigrés une partie considérable du poids de la crise qui l'étouffe³⁹. Cela étant dit, les années 90 eurent aussi leur lot de difficultés d'intégration. Outre une crise économique, bien que moins importante que celle qui sévira sur le plan mondial, et qui aura l'effet d'un ras-de-marée sur l'Espagne à partir de 2007, la cohabitation s'annonçait difficile.

L'argent que les premiers migrants envoient à leurs familles, ainsi que des récits parfois fantaisistes qui parlent de leur réussite, encouragent d'autres compatriotes à tenter la même aventure. L'investissement personnel et familial pour assumer le coût financier et psychologique que suppose la migration explique que, dans une première phase, ce soient les candidats les mieux armés qui quittent le pays. Seulement, la détérioration des économies locales faisant son chemin, d'autres suivront dont les chances de réussite sont plus minces et le risque de subir les attaques xénophobes plus élevé. La proximité culturelle entre les ressortissants des pays d'Amérique Latine et les Espagnols, étant indéniable, elle a été surestimée au point de devenir un obstacle à la prise en compte du traumatisme de la migration. Ce processus implique un changement brutal dans la vie de l'individu, fait le plus souvent accompagné par la perte du soutien social et familial qui l'entourait dans son

39 A en croire les critères d'évaluation retenus pour candidats à l'obtention de la nationalité espagnole (selon les mesures que le gouvernement du *Partido Popular* envisageait en mars 2012), la maîtrise de la langue et la connaissance de la culture et du mode de vie du pays d'accueil sont reconnues comme étant des paramètres permettant de mesurer le degré d'intégration d'un immigré. Malheureusement ce constat se traduit en mesure de sélection des individus, et rarement en point de départ pour une politique d'intégration ambitieuse qui réduise la souffrance et le risque d'exclusion. Voir l'article de Vera Gutiérrez Calvo in GUTIÉRREZ CALVO, V., «Los extranjerios que pidan la nacionalidad pasarán un test de español y de "integración"» in *elpais.com*, 29 mars 2013. URL:http://politica.elpais.com/politica/2013/03/28/actualidad/1364498021_107921.html
78 / 596

pays d'origine. Des études réalisées sur des groupes d'immigrés de nationalités diverses montrent que, quel que soit le degré de ressemblance entre la culture du migrant et celle du pays d'accueil, des pathologies psychiques apparaissent qui sont liées à la perte de repères que toute migration implique. Ces problématiques deviennent plus importantes dès que, les crises économiques aidant, les motifs qui poussent à la prise de décision penchent du côté de l'urgence et du désespoir.

Une fois en Espagne, confrontés à des difficultés qu'ils n'avaient peut-être pas prévues aussi importantes et aussi nombreuses, ils se regroupent dans les mêmes quartiers, des banlieues autrefois occupées par les Espagnols qui quittaient leur campagne appauvrie. Ces quartiers d'ouvriers, excroissances autour du cœur bourgeois du centre ville, concentrent aujourd'hui les étrangers les plus défavorisés dans des logements bon marché. Des enfants d'origine diverse se retrouvent dans les mêmes écoles qui, surpeuplées et manquant de moyens pour faire face à des besoins bien spécifiques, peinent à tirer profit de cette multiculturalité tant vantée par les politiciens en campagne électorale. Nombre de familles espagnoles use de toutes les stratégies à leur portée pour sortir leurs enfants de ces écoles au rabais. Le soutien gouvernemental aux écoles privées sous contrat, devenues une parade contre la mixité non souhaitée, le leur permet. Après les cours les jeunes se retrouvent dans les squares, forment des groupes homogènes, cherchent dans la revendication de leurs origines un moyen de bâtir leur identité. Dangereux terreau pour le communautarisme que ce repli et cette union dans l'opposition à l'autre.

On les avait sommés de se fondre dans la masse. Tâche ardue quand on se trouve confiné en marge d'une la société dont, contre toute attente, on ne partage pas les codes. Certains jeunes refusent de grandir dans l'invisibilité que leurs parents avaient dû accepter comme frais de douane. La précarité et l'absence de repères favorisent le conflit dans ces quartiers peuplés majoritairement d'immigrés. La peur diffuse de l'étranger trouve le prétexte qui la justifie. Comme le montrent les accès de violence qui éclatent çà et là dès les années 90, l'absence d'une analyse des multiples facteurs qui se conjuguent dans cette période de transformation profonde de la société laisse la voie libre aux préjugés. La répétition des stéréotypes négatifs,

systématiquement associée à l'image de l'étranger que les media diffusent, les affûble tous du même «sambenito».

Les points communs entre les Espagnols et les immigrants sud-américains sont certes nombreux. Cependant la situation de fragilité dans laquelle l'exode a placé ces derniers semble justifier leur ralliement au camp des étrangers. La position socio-professionnelle et le niveau des revenus sont des critères de classement des individus bien plus évidents qu'une quelconque histoire commune entre des nations ou même que le partage d'une langue ou d'une religion. Les Argentins arrivés en Espagne quelques années ou quelques décennies avant le grand flux migratoire bénéficiaient d'un degré de bienveillance et de saine curiosité supérieur à celui que susciteront d'autres migrants. Vénézuéliens, Chiliens, Argentins, Colombiens, Equatoriens, etc., ceux qui franchiront en grand nombre les frontières de l'Espagne à partir de la moitié des années 90 se verront très vite appliquer l'étiquette de «sudaca», seront observés comme un phénomène potentiellement dangereux et placés sous un signe commun, déchus de leur individualité et réduits à un élément du «problème de l'immigration».

Les migrations internationales supposent rarement un premier contact entre les sociétés impliquées dans le processus. Cela implique la resurgence de fantômes du passé, la réactualisation d'une relation née à une autre époque. Dans le cas des migrations économiques, c'est à dire des plus fréquentes après les premiers temps où dominait l'accueil de dissidents et d'intellectuels d'Amérique Latine, il ne faut pas négliger la nature des relations Nord-Sud. Parmi les frontières qui délimitent les territoires il en est une, des plus importantes, qui divise le monde en deux zones: celle des pays riches et industrialisés et celle des pays pauvres et aux économies éternellement dépendantes des premiers. L'augmentation des mouvements migratoires et le sens de ce flux, du sud vers le nord, est le résultat et la preuve que la migration devient un problème dans la mesure où elle est causée par l'inégalité croissante entre les pays du Nord et ceux du Sud, provoquée par un développement irresponsable et inique.

Au bout d'une chaîne qui ne tient pas compte du facteur humain, les immigrés arrivent sur une terre étrangère et, étant de plus en plus nombreux et le phénomène semblant confirmer sa vocation à se pérenniser, ils doivent faire face à un rejet de plus en plus manifeste. Les Sud-américains, malgré leurs atouts qui font d'eux des candidats de choix à l'intégration réussie, n'échappent pas au rejet et, comme les autres, ils tendent au repli communautaire. Chez des immigrés au phénotype différent de celui des locaux et à la culture très éloignée de l'espagnole, le retrait vis-à-vis d'une société au sein de laquelle ils ne peuvent pas passer inaperçus est vu comme inévitable. Certains d'entre eux partagent l'idée que les différences justifient la séparation; d'autres accusent ces Espagnols qui craignent ce qu'ils méconnaissent et qui les réduisent à la catégorie de sous-hommes, corvéables à souhait; d'autres encore s'accrochent à l'espoir d'une amélioration de la situation dans l'avenir, et pensent que leurs enfants, nés en Espagne, connaîtront de meilleures conditions de vie. En revanche chez les originaires d'Amérique Latine le discours est à l'auto-culpabilisation. Se trouvant moins affublés que d'autres migrants de caractéristiques considérées handicapantes pour l'intégration mais vivant pourtant dans le même repli communautaire, ils auront tendance à dire que ce sont eux qui ne fournissent pas les efforts nécessaires. Ils préfèrent cela plutôt que de renoncer à l'espoir d'une société future où leurs enfants seront considérés comme des citoyens de plein droit⁴⁰.

Dans l'Espagne des années 90 les immigrés se retrouvaient groupés dans des secteurs qui devenaient mono-ethniques. Chez ces migrants en situation irrégulière

40 Voir à ce propos l'analyse des chercheurs de *Colectivo Ioé*, qui répertorient les différents discours développés par les immigrés face aux difficultés d'intégration dans la société réceptrice, l'espagnole en l'occurrence. Ils parlent de: «repliegue étnico asumido: sé que soy lo que soy», «repliegue coyuntural de los jóvenes asiáticos: se va a arreglar» et «discurso autoinculpatorio: es que nosotros no nos integramos». PEREDA, C., PRADA, M.A., ACTIS, W., ORTI, M., *Discursos de la población migrante en torno a su instalación en España*, coll. Opiniones y Actitudes, n° 64, Centro de Investigaciones Sociológicas, Madrid, mai 2010.

et ayant fui une vie difficile, une vision fataliste prolifère qui sert les intérêts de certains employeurs malhonnêtes. En 2004 un rapport élaboré pour la Commission des Droits de l'Homme constate le nombre croissant de migrants en situation précaire sur le territoire espagnol et il l'attribue à la confluence entre la situation des sociétés d'origine et certaines caractéristiques de l'économie espagnole. Voici un aperçu des conclusions de Gabriela Rodríguez Pizarro, responsable de ce rapport:

La Relatora Especial cree que las dificultades en frenar la inmigración irregular se deben a muchos factores, entre ellos la difícil situación económica y política de los países de origen y la visión que los migrantes tienen de España y Europa como un paraíso de oportunidades. Algunos son engañados por las redes del tráfico; sin embargo, otros son empujados a intentar la suerte por familiares y amigos que ya viven y trabajan de forma regular o irregular en España o en otros países europeos. La Relatora Especial observó que existe una fuerte necesidad de trabajadores migrantes en algunos sectores de la economía española, como el sector agrícola y el trabajo doméstico y que muchos migrantes irregulares acaban siendo explotados en la economía sumergida⁴¹.

España ha establecido un sistema de cuotas laborales dirigido a subsanar la escasez de mano de obra a corto y a largo plazo. El Gobierno contrata trabajadores extranjeros sólo desde sus países de origen en virtud de convenios bilaterales. [...] Representantes oficiales, ONG e iglesia destacaron que a veces se da una situación paradójica: frente a una necesidad de trabajadores y a la disponibilidad de trabajadores extranjeros en situación irregular que no trabajan o trabajan en la economía sumergida, la ley no permite su regularización. Como pudo apreciar la Relatora Especial, la situación se complica cuando los empleadores contratan irregularmente a los migrantes, pues además de que sus derechos se ven menoscabados, se genera un sentimiento adverso hacia estas personas por aceptar condiciones laborales inadecuadas a estándares nacionales⁴².

Chez les immigrés Sud-américains, les hommes trouvent très souvent un emploi dans la construction ou dans l'hôtellerie et, plus minoritairement, dans l'agriculture. Les femmes se destinent majoritairement au service aux personnes, un

41 Comisión de Derechos Humanos, *Grupos e individuos específicos: trabajadores migrantes*. Informe presentado por la Relatora Especial, Sra. Gabriela Rodríguez Pizarro, de conformidad con la resolución 2003/46 de la Comisión de Derechos Humanos, 14 janvier 2004, p. 2.

42 Comisión de Derechos Humanos, *op. cit.*, p. 16-17.

secteur qui les prive fréquemment de toute protection, comme l'indique le rapport que nous citons ici:

Durante su visita, la Relatora Especial expresó su preocupación por la situación de los trabajadores agrícolas en El Ejido, pendiente de resolver, así como por las condiciones laborales y por los frecuentes ataques de grupos xenófobos en contra de los trabajadores. El sector doméstico es donde trabajan la mayoría de las mujeres migrantes regular o irregularmente en España. La situación de estas trabajadoras, según pudo apreciar la Relatora Especial, es compleja. Muchas trabajan irregularmente, sin seguridad social que les cubra y con vulnerabilidad constante a ser explotadas. Aquellas otras que sí trabajan regularmente, se encuentran en una situación menos vulnerable, pero no por ello exentas de posible explotación y siempre dependientes de la renovación de su contrato para poder renovar su permiso de residencia⁴³.

D'autres femmes migrantes ont recours à la prostitution, entrant dans une zone de non-droit qui les rend particulièrement vulnérables:

La Relatora Especial conoció como los casos de tráfico y trata se agravan en el caso de las mujeres que son obligadas a prostituirse. Si bien, algunas aceptan el trabajo como medio de subsistencia y para conseguir dinero para pagar la deuda en el país de origen, otras, según informaron, se ven explotadas y en situación casi de esclavitud. Estas mujeres están privadas de documentación y de libertad de movimiento, bajo amenazas contra su persona o familiares en el país de origen [...]. La Relatora Especial consultó a una autoridad competente sobre el estado jurídico de las trabajadoras sexuales y se le respondió que el ejercicio de la prostitución en España es "alegal", es decir no está ni prohibido ni regulado por la ley⁴⁴.

Derrière la soumission des immigrés aux exigences inacceptables de l'économie souterraine et derrière le repli communautaire défensif, avec des discours qui oscillent entre l'auto-inculpation et l'exaltation des différences, se cache l'espérance que tous ces efforts n'auront pas été vains. Si les problèmes d'intégration que ces immigrés connaissent venaient de leur propre incapacité à s'adapter convenablement et non pas du racisme des Espagnols, si la situation de précarité

43 Comisión de Derechos Humanos, *op. cit.*, p. 17.

44 Comisión de Derechos Humanos, *op. cit.*, p. 17-18.

n'était que temporaire, il leur serait alors permis de rêver à un avenir meilleur pour eux ou, du moins, pour leurs enfants. Des enfants qui obtiendront, avec l'accès à la nationalité espagnole, la clef de la citoyenneté.

I.2: L'entrée dans le nouveau millénaire (années 2000 à 2007)

Hay muchas maneras de matar.
Pueden meterte un cuchillo en el vientre.
Quitarte el pan.
No curarte de una enfermedad.
Meterte en una mala vivienda.
Empujarte hasta el suicidio.
Torturarte hasta la muerte por medio del trabajo.
Llevarte a la guerra, etc...
Sólo pocas de estas cosas están pohibidas en nuestro Estado.

Bertolt Brecht, *Muchas maneras de matar*

Pour comprendre le fonctionnement d'une société il est indispensable de s'intéresser à la composition de la population, ainsi qu'aux tendances démographiques. Parmi ces dernières le taux migratoire s'avère d'une importance déterminante. De son étude et interprétation dépend l'adoption de mesures qui auront une incidence sur la structure sociale et, en définitive, qui agiront sur la vie des personnes. En ce qui concerne l'Espagne, l'étude de sa démographie révèle des transformations profondes qui s'opèrent dès la fin du XX^e siècle. Des marqueurs fondamentaux tels que le solde démographique et le solde migratoire se situent à des niveaux équivalents à ceux des autres pays développés.

La tendance démographique se confirme dans ce début du XXI^e siècle: le solde migratoire est négatif et le solde naturel diminue. Dans ces premières années du nouveau millénaire l'Espagne bat tous ses records de densité démographique, devenant le vingt-huitième pays le plus peuplé au monde et un des plus peuplés de la Communauté Européenne, seulement devancé par l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie. Le slogan «Spain is different» appartient bel et bien au passé⁴⁵. L'Espagne a effectué sa transition démographique et sa société, au regard de sa composition et des mouvements qui l'animent, est comparable à celle de ses homologues européens. A ce propos, Miguel Requena affirme:

Al final de este proceso [de transición demográfica] España se presenta como una sociedad con una estructura y un comportamiento demográfico perfectamente equiparable al de otros países avanzados⁴⁶.

45 Cette formule du ministre de Franco Manuel Fraga, visant à favoriser le tourisme via la diffusion d'une image stéréotypée du pays appartient bel et bien au passé. Néanmoins, dans l'actualité, le fréquent recours à une autre expression, «la marca España», n'est pas sans rappeler, à notre avis, cette vision réductrice et empreinte d'hétérophilie.

46 REQUENA, M., «Bases demográficas de la sociedad española», *Tres décadas de cambio social en España*, Alianza Editorial, Madrid, 2008, p. 33.

Dans sa réflexion, ce sociologue espagnol explique aussi:

[...] el factor más importante del reciente cambio de tamaño de la población española ha sido, con mucho, un saldo migratorio positivo, es decir la masiva llegada de inmigrantes. Mucho menor es el peso del otro factor, el crecimiento natural [...]⁴⁷.

L'Espagne n'est plus le pays que ses habitants quittaient par millions pour s'en aller tenter leur chance ailleurs, en Amérique, comme ce fut le cas au début du XX^e siècle, ou dans les pays du nord de l'Europe dans les années 60. La reprise de l'emploi, amorcée dans la décennie précédente et qui, malgré un moment de récession, se confirme dans ce début de millénaire (plus de 800.000 nouveaux emplois créés en 1999 et autant l'année suivante)⁴⁸ génère un climat de confiance. Des facilités dans l'obtention de titres de séjour et de permis de travail marquent aussi cette étape. Deux facteurs qui confluent pour générer ce que l'on nomme «efecto llamada»⁴⁹. Parallèlement, depuis certains secteurs de la société s'élèvent des voix qui, face au débordement des prévisions concernant le nombre d'arrivants,

47 REQUENA, M., *op. cit.*, p. 32.

48 LEBRANCÓN NIETO, J., Desempleo y ciclo económico en España, 1977-2012. Una aproximación a las causas del alto nivel de desempleo y de su casi total sincronización con el ciclo, universidad de Santiago de Compostela, 2013.
URL:http://www.uam.es/otros/jaeet13/comunicaciones/14_Macroeconomia_y_MT1/Lebrancon_Nieto.pdf

49 Les analyses des mouvements migratoires qui adoptent une perspective économique montrent comment le déséquilibre en terme de salaires et de capital disponible entre pays émetteurs et récepteurs de migrants sont à l'origine de ces flux humains, se combinant pour créer ce que l'on nomme en Espagne «el efecto llamada». Comme l'expliquent Francisco Javier Moreno Fuentes et María Bruquetas Callejo, il faut ajouter à ce phénomène d'autres éléments tels que les réseaux sociaux, les conditionnements politiques et institutionnels, les liens historiques entre les pays ou encore les conditions environnementales pour avoir de meilleures chances de cerner les tenants et les aboutissants des migrations. Voir MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *Inmigración y Estado de Bienestar en España*, Coll. Estudios Sociales, n°31, Obra Social La Caixa, Barcelone, 2011.

exigent une remise en question du cadre légal. Mais s'attaquer au sujet de l'immigration semble être un exercice périlleux auquel les hommes politiques ont du mal à s'atteler. Les lois se succèdent (trois différentes entre 2000 et 2003) et l'anomie législative ne fait qu'accroître l'impression de perte de contrôle et le sentiment de méfiance.

Une autre transformation importante se produit à l'orée du nouveau millénaire concernant une structure qui est à la base de la société, la famille. Nous reproduirons un extrait de la contribution de Teresa Jurado à l'analyse du changement social dans l'Espagne postindustrielle.

La familia se considera una parte importante de la estructura social, ya que es una institución que tiene múltiples relaciones con otros elementos importantes de la estructura social como son el Estado y la economía. La familia influye, por ejemplo en el campo de la economía, a través de la oferta de mano de obra más o menos cualificada, a través de la demanda de bienes de consumo o mediante las estrategias de colocación de sus miembros en la estructura social. Las desigualdades sociales y la movilidad social están muy marcadas por el origen familiar de los individuos, ya que es en la infancia cuando se crean las bases de las futuras oportunidades vitales de los individuos. Por un lado la familia favorece la continuidad de la estructura social mediante la colocación de sus hijos en posiciones sociales que permitan garantizar o aumentar el estatus social de sus miembros y, por otro lado, la familia, y en las últimas décadas sobre todo las mujeres, son actores importantes del cambio social. A su vez, la familia de las sociedades postindustriales depende cada vez más de la regulación por el estado de muchas de sus formas y pautas, por ejemplo a través de la normativa sobre el divorcio, la política de empleo, la política de educación y muchas otras⁵⁰.

L'addition de ces changements qui intéressent la démographie et la famille espagnole nous conduit à penser que l'Espagne entre dans le XXI^e siècle revêtant son nouveau costume de postmodernité. Des transformations importantes, qui s'opèrent avec un retard de dix ou quinze ans par rapport à d'autres pays développés, secouent vigoureusement les piliers de la société. Cependant, à y regarder de plus

50 JURADO, T., «Las nuevas familias españolas», *op. cit.*, p. 59.

près, il semblerait que certains de ces changements ne s'effectuent qu'en surface. Il est des domaines où les avancées ne sont plus à prouver. L'amélioration de la condition de la femme, l'accès à l'éducation et à l'emploi, le contrôle de la natalité, la privatisation des normes familiales et la démocratisation des relations interpersonnelles au sein de la famille et dans le couple en sont quelques exemples. Le catholicisme, dit nominal, des Espagnols permet à l'individu des arrangements avec la morale préconisée par l'Eglise. Cela donne une impression de tolérance à l'espagnole que le monde entier encense (le traitement accordé à l'homosexualité en est un aperçu). Mais il est des barrages solidement ancrés dans l'inconscient collectif qui ont du mal à céder à la pression de la modernisation. Nous parlons entre autres de la division sexuée des rôles, dans les foyers et dans l'espace public, de l'accès à l'autonomie pour les jeunes, du partage des tâches domestiques et de l'investissement dans l'éducation des enfants, de la possibilité de conciliation d'un travail rémunéré et d'une vie de famille et, nous ne pouvons pas l'oublier, de l'acceptation de l'autre et de la capacité à vivre dans l'interculturalité.

La sécularisation, l'importance croissante accordée à l'individu et à l'épanouissement personnel, ainsi que la prospérité économique ont permis de franchir une ligne de non retour. Mais l'Espagne postmoderne a du mal à suivre sur le plan politique les changements qui redessinent le visage de la réalité objective. Ces années, pas si lointaines, où le développement semblait pouvoir s'étendre jusqu'à l'infini, où la croissance n'avait pas plus de limites que l'ambition des entrepreneurs qui s'affairaient à défigurer le pays, couvaient le germe des conflits à venir. Les politiques publiques misent sur le court terme et leur myopie condamne l'Espagne, un pays où l'économie et les inégalités augmentent au même rythme. Pour les citoyens, richesse et bien-être ne vont pas de paire. Goerlich et Mas, s'appuyant sur une étude de l'économie des foyers réalisée en 2001 (*Encuesta Continua de Presupuestos Familiares*), pointent déjà le problème, allant jusqu'à parler d'inversion de la tendance égalitariste de la décennie précédente⁵¹. Inégalité, précarité,

51 GOERLICH et MAS, cités par SALIDO CORTES, O., in «Desigualdad y pobreza», *op. cit.*, p. 222.

économie souterraine. Voilà la face cachée de l'Espagne postmoderne et éblouissante. Celle qui attire les immigrants de plus en plus nombreux.

I.2.1. Quand nous étions riches⁵². Développement et mondialisation

Après les changements structuraux qui s'étaient opérés dans la décennie précédente, l'Espagne s'apprêtait à faire son entrée dans le bal de la macroéconomie. Avec son adhésion à la Communauté Economique Européenne (1986), le pays embrasse les règles de la mondialisation qui rendent les économies interdépendantes. Dans un premier temps, les effets combinés de l'entrée de l'Espagne dans le marché européen et de l'évolution de l'économie nationale, à savoir, la croissance démographique et l'explosion du marché immobilier, sont à l'origine d'une période de splendeur. De la même façon, la décadence survient quand, dans un contexte où les difficultés assombrissent l'horizon partout dans le monde, ces mêmes tendances s'inversent. En 2000 l'économie mondiale bénéficie simultanément de taux de croissance élevés et d'une inflation relativement basse. Au même moment le PIB espagnol augmente de 4,1%, c'est-à-dire, d'un dixième de plus que l'année précédente. Ledit PIB crût de 3,5% en moyenne annuelle dans la période faste, comprise entre la fin des années 90 et le début de l'année 2008⁵³.

L'entrée dans le nouveau millénaire se faisait sous des auspices on ne peut plus favorables. L'Espagne créait de l'emploi, elle réduisait le déficit public et se

52 «Cuando éramos ricos» est le titre d'un reportage diffusé par la chaîne privée la *Sexta Tv*, dans le cadre de l'émission *Salvados* dont il sera objet plus loin.

53 Selon les rapports comptables officiels de 2000 (*Contabilidad Nacional Trimestral* (CNTR) de l'Institut National de Statistiques (INE)).

rapprochait du tant rêvé équilibre budgétaire. Son commerce extérieur se portait bien et les deux fleurons de son économie, le secteur tertiaire et le bâtiment, semblaient promis à une jeunesse et à une bonne santé éternelles. Dire qu'en 2002 l'Agence de notation *Moody's* accordait à l'Espagne le très prisé Triple A est dire à quel point le pays pouvait se targuer d'être parmi les plus prospères de la planète, aux côtés des Etats-Unis et de l'Allemagne. Ce que la fameuse agence vient récompenser avec cette distinction ce sont les efforts d'assainissement des finances publiques et l'avenir radieux garanti par la fraîchement approuvée Loi de Stabilité Budgétaire (2001). Une autre agence de notation, aussi reconnue que la précédente, *Standard & Poors*, n'est pas en reste pour placer l'Espagne à la tête de l'Europe dans le classement des perspectives les plus prometteuses. Elle s'autorise un seul bémol, notant l'éventuel impact négatif que le vieillissement de la population pourrait avoir. Mais, qui voudrait écouter des mauvais présages quand le temps est au développement et à la croissance mondialisée?⁵⁴

En 2007 l'Espagne vivait encore dans l'abondance et dans une insouciance, réelle ou fictive. Elle n'allait pas tarder à découvrir que le prix à payer est très élevé. En février 2007 le quotidien *El País* rappelle les excellents chiffres de l'année 2006, qui ne démentent pas la croissance constante de l'économie nationale. Dans le même article le journal reproduit les propos de Pedro Solbes, qui était alors second

54 Ce que le public semble vouloir ignorer, en accord avec des écrans qui ne veulent pas montrer, certains auteurs tentent de le coucher sur le papier de leurs romans ou des journaux. Rafael Chirbes (qui pourtant observe, pessimiste: «Nadie se dará por aludido con una novela») en est un exemple, avec *Crematorio*, son roman adapté pour devenir série télévisée à grand succès diffusée par *Canal+*. Chirbes, ne semble pas entièrement satisfait de l'adaptation de son œuvre. Il déclare, dans un article: «Han cogido la novela y han hecho su lectura [...]. [La novela] pretende ser una catarsis a partir del lenguaje. [...] La televisión necesita tensión e intriga. Son lenguajes y cosas distintas». Voir HERMOSO, B., «Fuego real en el «crematorio» de Chirbes», in *elpais.com*, 7 mars 2011. URL: http://elpais.com/diario/2011/03/07/cultura/1299452402_850215.html
91 / 596

vice-président du gouvernement socialiste de Rodríguez Zapatero et ministre de l'Economie. Il se fait écho des déclarations qui émanent de sa propre équipe gouvernementale et qui qualifient d'excellente la santé financière d'une Espagne qui devance les plus grandes puissances mondiales en termes de croissance. Il faut surveiller l'inflation, accorde le ministre, juste avant de rassurer les Espagnols:

El titular de Economía ha añadido que, por los datos de enero y febrero de que ya dispone el Ministerio, «no hay signos de desaceleración» y la economía está manteniendo una misma tendencia de crecimiento. Pero Solbes ha matizado que «en economía no hay nada permanente» y podría haber «alguna dificultad antes o después». El vicepresidente segundo ha reconocido que persisten ciertas sombras que pueden amenazar el crecimiento económico, como la inflación y el déficit exterior⁵⁵.

La crise est tellement improbable qu'elle n'est pas nommée en tant que telle. Pour nier son existence on a recours à l'euphémisme «desaceleración» (la réduction de la charge anxigène est obtenue par l'apposition d'un préfixe qui semble uniquement destiné à nuancer le concept positif). Des difficultés qui peuvent paraître tôt ou tard? Des ombres qui planeraient sur la croissance? Non. Nous sommes en 2007 et tout va pour le mieux.

I.2.1.1. Le miracle économique espagnol et ses problèmes sociaux en gestation

Une des conséquences les plus visibles de la mondialisation a été la subordination des sociétés à la finance. Dans le cas de l'Espagne, elle est pour beaucoup dans sa phase ascendante, et aussi dans sa chute. Des mouvements de capitaux sans ancrage dans l'économie réelle et une envolée de ce que les banques se plaisaient à appeler des «produits financiers novateurs», qui permirent, dans un

55 Agencias, «La economía española creció un 3,8% en 2006», *in elpais.com*, 13 février 2007. URL: http://economia.elpais.com/economia/2007/02/13/actualidad/1171355573_850215.html

premier temps, de financer un déficit extérieur qui augmentait inexorablement et un endettement des foyers qui dépassait les limites du bon sens. Un nouveau régime macroéconomique qui semblait profiter à l'Espagne. Au moins avant qu'elle ne voit la bulle exploser. Notre objectif ici n'est pas de juger du bien fondé des décisions économiques, mais de voir en quelle mesure elles accompagnent des choix politiques et comment, ensemble, ils préfigurent un modèle de société. Comprendre ce modèle nous délivre de l'état de la pensée unique, qui tente de nous faire croire que le résultat obtenu est le seul possible et que les mesures adoptées ne peuvent ni être remises en cause ni s'interrompre.

S'il est vrai que l'état des finances d'un pays conditionne la vie de ses citoyens, il n'en est pas moins que la démographie influence à son tour l'économie. Le moment d'expansion de l'économie espagnole fut aussi le résultat d'une croissance démographique rendue possible par la transformation du solde migratoire. Depuis les années 90 l'Espagne n'était plus un pays de migrants et le besoin de capital humain motiva l'Etat à accepter, et même à encourager, l'arrivée de migrants (plus de 4,5 millions d'entrées entre 2001 et 2007). Le développement régnait en maître et la croissance était le seul mot d'ordre. Ce type de croissance basé presque uniquement sur l'immobilier finira par biaiser la structure productive. Mais avant que cela ne survienne, avant que cette croissance dans le déséquilibre ne passe facture, les étrangers continuaient d'affluer jusqu'aux frontières espagnoles, grand ouvertes pour accueillir toute la main d'œuvre nécessaire au bon fonctionnement de la machine, lancée à vive allure. Ces immigrés, jeunes et en âge de travailler, faisaient baisser la moyenne d'âge nationale et garantissaient le relai des générations que le vieillissement de la population autochtone avait mis en danger.

Le premier qui caractérise cette phase de croissance démographique est que, à la différence de celle des années 90, cette fois-ci elle n'implique pas une augmentation du taux de chômage. En 1991 la population active espagnole était de 13 millions de personnes et le volume de demandeurs d'emploi de 2,5 millions, ce qui situait le taux de chômage à 16,3%. En 1994 ce taux avait augmenté et il était de 24,1%, soit 3,8 millions de personnes. En 2007 le taux de chômage a baissé jusqu'à

8,3%, soit 1.8 million d'individus. Une autre caractéristique fait la particularité de ces années, nous l'avons brièvement évoquée précédemment: l'activité se concentre sur les services et sur la construction. En 1991 ces secteurs représentaient 56,5% et 10,3% de l'offre d'emploi respectivement. En 2007 ils avaient atteint 66,2% et 13,3%, alors que l'industrie passait de 23% en 1991 à 16% en 2007⁵⁶.

Des constructions perçaient le sol de partout, faisant la fierté des politiciens de tout bord. Ces derniers se succédaient à la tête d'un pays à l'économie déchaînée; ils posaient volontiers devant des bâtiments intrigants, aussi bien par leurs lignes futuristes que par leur fonctionnalité; ils donnaient leur accord pour des chantiers pharaoniques qui dépassaient toujours le budget initial et qui ne remplissaient que rarement le rôle qui leur avait été assigné, s'avérant néanmoins utiles à l'étalage de la richesse et à l'exhibition de la puissance. Voilà tout un pays fraîchement laïque qui se prosterne aux pieds d'une idole dorée. C'est le miracle économique. C'est l'hallucination collective. Ce culte postmoderne guidé par le matérialisme ne croit pas ce qui est invisible aux yeux. C'est pour cela que ses croyants se lancent dans la course à la construction et à l'achat de biens immobiliers: ils cherchent à confirmer le bien fondé de leur choix, de leur adhésion inconditionnelle au capitalisme effréné, au néo-libéralisme, à la mondialisation et au développement aveugle. Dans un podium mondial, cette Espagne «miraculeuse» aurait occupé la troisième marche grâce au nombre de kilomètres d'autoroute construits, deuxième pour les kilomètres de voie ferrée pour trains à grande vitesse (AVE) et ses aéroports, comparés à ceux des voisins européens, lui auraient valu la médaille d'or⁵⁷.

56 Données extraites de ALONSO PÉREZ, M. et FURIO BLASCO E., «La economía española», in *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*. Document mis en ligne sur le site *revues.org*, juin 2010. URL : <http://ccec.revues.org/3212>
94 / 596

A croire que le peuple a besoin d'opium pour supporter la vacuité de son existence. A croire que ceux qui le condamnent à la vacuité ce sont les mêmes qui se chargent de lui fournir anesthésiants et psychotropes. Nouvelle décennie, nouvelle drogue (de design, pourrions-nous dire). Finies les années 90. A l'aube du troisième millénaire l'Espagne se dit que celui-ci sera postmoderne ou qu'il ne sera pas. Elle bâtit, elle investit, elle consomme. Elle brûle la vie par les deux bouts. Elle se dit que l'époque des regrets est révolue, que le passé est clos, que le présent est le meilleur des mondes et que l'avenir lui appartient. L'avenir que les Espagnols bâtiront ensemble.

Ensemble? Peut-être trop fiers de leur modèle de société pour le remettre en cause, peut-être trop lâches pour oser critiquer le système qui les a engloutis, peut-être conscients déjà de l'espérance de vie réduite du monde qu'ils vont leur léguer, les adultes entreprennent de blâmer leurs enfants. Au-delà du conflit intergénérationnel qui a toujours animé les relations entre jeunes et anciens, nous assistons à une véritable chasse aux sorcières, à la naissance d'un discours dangereusement anti-jeune qui impose comme légitime et même comme la plus

57 Ces informations ouvrent le reportage «Cuando éramos ricos», qui dénonce précisément les excès de cette époque et se force de mettre en relation les choix qui y furent faits (dont les pouvoirs publics ne semblaient pas douter) et la crise qui démolit l'économie espagnole peu de temps après. Accompagnant ces données qui s'impriment à l'écran, une voix off scande des phrases prononcées par des présidents de gouvernement espagnols: «lo hemos demostrado porque en 25 años hemos dado un gran salto» (José María Aznar); «nuestra economía está entre las primeras del mundo y cada vez estamos más cerca del nivel de los países más ricos de Europa» (Mariano Rajoy); «Se podría decir que en esta Champions League de las economías mundiales, España es la que más partidos gana, la que más goles ha metido y la menos goleada. Esa es la realidad» (Zapatero). Une série d'images montrant des constructions impressionnantes et une musique futuriste viennent souligner une critique déjà suffisamment claire. Nous ajouterons que le contraste entre de tels discours et les images d'expulsion du domicile qui peuplent les journaux serait tout aussi parlant, bien que moins amusant.

élémentaire des précautions une méfiance face à ceux que l'on affuble de tous les noms et à qui l'on prête tous les vices.

A l'époque où l'Espagne était un pays pauvre, les enfants s'accrochaient à l'âge béni de l'insouciance aussi longtemps qu'ils le pouvaient. Lorsque, poussés par le besoin de subvenir à leurs besoins et à ceux de la famille ils quittaient l'enfance, c'était pour entrer, presque sans transition, dans l'âge adulte. Seulement une société débarrassée des stigmates de la misère et du sous-développement pût s'offrir une adolescence. Et voilà que les adolescents espagnols, ayant accès à tout ce que la société de consommation a de meilleur, épris de leurs téléphones portables, de leurs chaînes hi-fi, de leurs ordinateurs et autres merveilles, deviennent objet d'inquiétude, sinon la cible de la colère des aînés. Ils sont insouciants, frivoles, ils ne savent pas ce qu'ils veulent ou ils ne veulent rien. Ils ne veulent surtout pas étudier et, de la main de leurs parents égotiques, métonymiques, qui ne supportent pas l'idée que leurs rejetons puissent échouer, ils remplissent les cabinets des psychologues. C'est un de ces experts en psychologie infantile et juvénile qui dit:

Son los adolescentes del siglo XXI, que nos presentan su angustia investida de impasividad, de ausencia de deseo, sin quejas, sin demandas; solamente se escucha «un no, un iporque no!» ante la demanda familiar de estudiar, es el único ápice de lo subjetivo, es decir, de lo que le es propio en su discurso. Estos adolescentes se nos presentan en las consultas desubjetivizados, acordonados a las sesiones clínicas por imperativo materno, sostenidos por la intolerancia del Otro, un otro que no puede soportar la falta en ser que la imagen de su hijo representa para ellos: nadie quiere ser un «fiasco de padre» en una sociedad que sostiene la educación a la altura de una imposición social, o dicho de otro modo, el temor a padecer un hijo o hija conflictivos, «un garbanzo negro», se hace tan tangible que las consecuencias son nefastas: una sobreprotección, una absorción angustiante que no deja respirar, desear⁵⁸.

58 HALCÓN ASÍS, J.,M., «Del fracaso escolar y otros síntomas contemporáneos», in *Gaceta de Psicología*, Ilustre Colegio Oficial de Psicólogos de Andalucía Oriental, décembre 2006, n° 39. URL: <http://www.cop.es/delegaci/andoriental/Download/Publicaciones/Gaceta39.pdf>
96 / 596

Ce clinicien reprend le terme que d'autres ont utilisé, celui de «parents métonymiques». Il désigne une catégorie de parents (bon nombre de postmodernes s'y reconnaîtront) obsédée par la «technique de la parentalité»⁵⁹. Ces parents sont pris de panique et écrasés par le poids de la culpabilité quand ils considèrent que leur descendance n'est pas l'image même de la réussite. Le système productiviste qui les entoure et qui les anime leur dit qu'ils n'ont pas produit en quantité et en qualité suffisante. La connaissance et les compétences qu'ils ont su transmettre ne sont pas à la hauteur. En revanche, leur héritage est fait de peurs et de frustrations. Et c'est contre cette vision que les jeunes s'insurgent. La révolte des uns et l'incompréhension des autres créent la ligne de faille qui menace de couper le lien entre les générations.

Dans les écoles, jadis d'une apparente homogénéité, les enfants et les jeunes espagnols côtoient des pairs qui, bien qu'ils leur ressemblent à bien des égards, ont une histoire familiale différente de la leur. Ce sont les enfants des immigrés. L'école est l'institution qui les regroupe tous, au milieu des Espagnols de souche: ceux qui sont nés en Espagne (que l'on nommera bientôt «deuxième génération», expression ô combien absurde désignant des individus qui n'ont jamais migré), les fraîchement naturalisés et les «illégaux».

Le nouvel ordre économique international et son credo, la mondialisation, ne seront pas sans conséquences sur les migrations qui, à leur tour, modifieront la structure sociale des pays qu'elles intéressent. Qui dit mondialisation économique dit mobilité et flexibilité de tous les facteurs qui interviennent dans la production. La main d'œuvre ne fait pas figure d'exception: le travail se mondialise et les migrations

59 «Estos padres pegados a la producción constante y absorbente de sentido, de explicaciones, de argumentaciones, de información; son padres preocupados por la "técnica de la paternidad"», HALCÓN ASÍS, J.,M., *ibid.*
97 / 596

à échelle internationale augmentent. Dans ce début des années 2000 il ne reste pratiquement plus aucun pays que les flux trans-nationaux n'aient pas touché. Paradoxalement, cette nouvelle dynamique, issue d'un système économique dont on ne se lasse pas de vanter les mérites, s'accompagne de politiques migratoires restrictives qui s'attribuent le contrôle des individus, transformés en «main d'œuvre étrangère». Ces mesures ne sont pas un frein à l'immigration, mais elles imposent leurs conditions. S'il est vrai que certains pays (par exemple en Asie) ne font pas un secret de leur volonté de lutter contre l'implantation de minorités ethniques, la plupart des nations, conscientes de l'atteinte aux Droits de l'Homme que cela supposerait, invoquent des motivations liées aux besoins du marché de l'emploi, limitant l'accès des étrangers au précieux permis de travail. Ceci n'empêche pas les autres de tenter leur chance dans l'illégalité, privés de toute possibilité d'intégration et de normalisation de leur situation personnelle et familiale. L'économie souterraine espagnole, face cachée d'un miracle qui prend les airs d'un tour de prestidigitacion, y a puisé sa force de travail. Francisco Javier Moreno Fuentes et María Bruquetas Callejo expliquent le poids de l'économie souterraine en Espagne, touchant notamment les secteurs qui se nourrissent essentiellement de main d'œuvre étrangère:

Una parte importante de las oportunidades de empleo para los trabajadores inmigrantes se halla en la economía sumergida (Círculo de Empresarios, 2010). Por su propia naturaleza, se desconoce la dimensión precisa de las actividades económicas que escapan a la acción reguladora e impositiva del Estado en España, aunque diversas estimaciones coinciden en cuantificarlas entre un 20 y un 23% del PIB (Alañón y Gómez, 2004). Este dato situaría a nuestro país, junto con Grecia e Italia, en la franja superior de los países de la OCDE en relación con la magnitud de su economía sumergida, cuando la media de los países miembros de esta organización estaría aproximadamente en el 14% en 2010 (Schneider, 2010). La actividad económica sumergida se concentra fundamentalmente en la agricultura, la construcción, algunos sectores de la industria manufacturera (textil, calzado y juguetes) y particularmente en el sector de los servicios (restauración, limpieza, servicio doméstico y tareas de cuidado)(Baldwin-Edwards y Arango, 1999)⁶⁰.

60 MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *op. cit.*, p. 46.

I.2.1.2. Les immigrants et la loi: ce que les politiques sur l'immigration ne disent pas

La nationalité est un statut légal. Mais, au-delà de ça, c'est aussi la clé de voûte d'un système social qui s'en sert pour délimiter des catégories étanches. Natifs et naturalisés d'un côté: ce sont les citoyens, les ayant droit. Etrangers et sans-papiers de l'autre. Mais ces cloisons menacent de céder dans un monde en mutation, en mouvement perpétuel; dans un monde où toute personne, tout peuple, est migrant en puissance, susceptible à un moment ou à un autre de son histoire de connaître le déplacement. La mondialisation, conçue pour faciliter les transactions économiques, les flux financiers, a eu cet effet secondaire qu'est la perméabilisation, si non l'abolition, des frontières. Et avec cela, la généralisation des déplacements humains, sa diversification et son internationalisation. Le débat sur les migrations se fraye un chemin même chez les nations peu habituées à le voir prendre le devant de la scène. Nul ne peut minimiser l'importance de cette question ni l'urgence de s'atteler à une gestion du phénomène. Non pas qu'il faille parer à un danger pesant sur l'homogénéité ethnique et culturelle de la société espagnole, comme certains secteurs s'escrieront à faire croire, mais parce qu'un débat sur la démocratie s'impose et que la question de la place de l'immigré ne saurait pas en être exclue.

Assise à la table des grandes puissances du Nord, fière de sa démocratie (dont on ne remet pas en cause le fonctionnement, de peur d'être assimilé à ceux qui doutent de son bien fondé), voilà que l'Espagne se voit contrainte à l'examen de conscience. Si la démocratie implique la prise de décisions communes, dans un pays où les témoins vivants pouvant raconter les affres de la répression sont nombreux, il est un débat qui paraît incontournable: quelle place accorder à ceux qui arrivent pour rester, qui font déjà partie de la société espagnole et qui, privés d'une reconnaissance des mêmes droits et devoirs, risquent de constituer une caste d'infra-citoyens.

Croire qu'avant l'arrivée des immigrants l'Espagne était une société homogène est une chimère. Les rivalités entre les régions illustrent une vérité universelle: la peur de l'autre se nourrit de préjugés et se complaît dans l'ignorance. Une fois de

plus, dans le cas espagnol, le passé d'intolérance et la tentative de tourner la page, laissant au temps le soin de panser des plaies ouvertes, est une circonstance aggravante dont il faut tenir compte. A l'ère de la mondialisation, des media, des réseaux sociaux en tout genre, d'autres fantasmes viennent rejoindre la traditionnelle angoisse face à la perte d'une identité nationale dont on aurait beaucoup de mal à tracer les contours. L'Espagne, pas plus que les autres nations, tiraillée pas des revendications régionalistes («nacionalismos», glissement sémantique hautement significatif), ne sait se définir sinon par opposition à l'Autre. Les régions les plus riches ont tendance à juger excessive la charge que leur impose un système basé sur la redistribution des biens. Le récent épisode indépendantiste en Catalogne, qui s'incarna une nouvelle fois le 11 septembre 2012 (lors de la Diada, fête du catalanisme) avec ces milliers de manifestants réclamant un référendum pour la sécession, n'a certainement pas dit son dernier mot. Ce conflit séculaire témoigne de la difficulté à vivre ensemble et prouve que ce portrait d'une Espagne à l'identité homogène, avant l'arrivée des étrangers, n'était qu'un trompe-l'œil.

Une politique de régularisations s'était mise en branle depuis les années 90, qui virent le nombre de Sud-américains installés en Espagne se multiplier par six. Mais on peut affirmer que l'an 2000 marque encore un point d'inflexion dans ce domaine. Si dans les années 80 la proportion d'étrangers recensés allait de 0,52% de la population totale (en 1981) à 0,63% (en 1989), à la fin des années 90 le pourcentage était de 1,60%. En 2001 l'on a déjà atteint 3,33%, et 11,61 en 2007 (pour aller jusqu'à 12,2% en 2010, avec 5.708.940 étrangers résidant en Espagne parmi les 49 millions d'habitants que compte le pays⁶¹). Le taux d'immigration y est un des plus élevés au monde, quatre fois celui des Etats-Unis et huit fois celui de la France. Dans ce début de millénaire, l'Espagne est devenue la terre d'accueil choisie par des millions de personnes. Ceci fait que certains Espagnols se prennent à

61 «Revisión del Padrón Municipal», pour l'INE (Instituto Nacional de Estadística), 2007 et 2010.

regretter une prétendue unité perdue, une identité nationale que les étrangers viennent fouler aux pieds.

La réalité des flux migratoires oblige à un changement de perspective. Est-il acceptable que l'on subordonne la régularisation administrative des étrangers, et leur accès à la citoyenneté, à une vision utilitariste qui brandit un concept abscons d'identité nationale? Peut-on privilégier les besoins supposés du marché du travail au détriment de la reconnaissance de l'universalité de certains droits fondamentaux? Dans le tourbillon de mesures concernant les immigrés qui se déchaîne à partir de l'an 2000 en Espagne, il n'y a pas de place pour une réflexion sur la citoyenneté. Celle-ci, nous semble-il, ne peut en aucun cas être un privilège qui accompagne l'accès au marché du travail comme c'est le cas pour de nombreux étrangers. Leur situation reste à légaliser, leurs droits à prouver. Leur condition de citoyen reste à délimiter: au mieux, ils peuvent aspirer à y être assimilés, par un contrat provisoire: la *Ley de Extranjería*. Cette dernière ne dissimule pas une vision instrumentale de la migration et le caractère purement conjoncturel des arguments qui prônent soit l'ouverture des frontières soit des mesures restrictives, mais toujours en fonction de la tolérance présumée du marché, le prouve bien.

Presque 40% des personnes recensées nées à l'étranger viennent d'Amérique Latine. Beaucoup d'entre elles ont obtenu la nationalité espagnole, ce qui les exclut du décompte des étrangers nécessitant un titre de séjour. Fin 2007, 3.979.014 immigrants étaient en possession de titres et accréditations en cours de validité. 39% des étrangers qui les détenaient venaient de la Communauté Européenne, 30% d'Amérique Latine, 21% d'Afrique, 6% d'Asie et 3% de pays européens n'appartenant pas l'UE. Juste après la naissance de l'espace Schengen, en 1985, l'Espagne signe sa

première loi sur l'immigration⁶², les socialistes (PSOE) sont au pouvoir et le pays sur le point d'entrer dans ce que l'on nommait alors la CEE. Des années plus tard, dans une nouvelle version de la loi⁶³, il était question des droits et des libertés des étrangers résidant sur le territoire espagnol, ainsi que de leur intégration sociale. L'éphémère loi de 2000 fut saluée par ceux qui réclamaient un effort dans le sens de l'intégration des étrangers. Ainsi, Fernando Bravo López dit:

Este proyecto de nueva «Ley de Extranjería» se configuraba como una reacción a la anterior de 1985 en cuanto extendía la cantidad de derechos reconocidos a los extranjeros, tanto en situación regular como irregular, a la vez que hacía más fáciles los trámites para obtener la residencia permanente. Se perfilaba así como una ley receptiva a la incorporación rápida, por decirlo de alguna manera, de los extranjeros a la sociedad española⁶⁴.

Mais la droite espagnole ne tarde pas à critiquer cette loi et certains de ses hommes politiques associèrent le conflit raciste de El Ejido à ce changement dans la législation favorisant, selon eux, l'immigration illégale et accentuant le sentiment de rejet chez la population locale. C'était l'arrivée massive d'immigrés qui avait dépassé le seuil de tolérance des habitants de cette ville andalouse, expliquaient les détracteurs de la nouvelle loi, comme si de tels actes pouvaient trouver une justification.

A partir de esta Proposición de Ley, consensuada entre todos los miembros de la mencionada Comisión parlamentaria, se acelera y se «calienta» el debate político en torno a la inmigración. Y todo provocado por el cambio de postura que se produce en el Partido Popular, que, de haber sido parte en la elaboración consensuada de la Proposición, pasa a situarse en contra de ella tal y como había salido de la Comisión [...] destacados miembros del Gobierno se manifiestan en contra de la Proposición de Ley porque, decían, «provocaría una llegada masiva de inmigrantes» y sería contraria a los acuerdos adquiridos con la Unión Europea en los Consejos Comunitarios de Schengen y Tampere. Este cambio

62 Ley Orgánica de Extranjería 7/1985

63 Ley Orgánica de Extranjería 4/2000

64 BRAVO LÓPEZ, F., «Legislación de Extranjería en el debate político», in *Atlas de la inmigración marroquí en España*, Taller de Estudios Internacionales Mediterráneos (TEIM), Madrid, 2004, p. 109. URL: <http://www.uam.es/otroscentros/TEIM/Observainmigra/Atlas%202004%20inicio.htm>
102 / 596

de postura en el Gobierno provocó un aluvión de críticas y, si cabe, mayor apoyo hacia la ley entre los grupos principales de la oposición. [...] Algunos miembros del Gobierno achacaron a la nueva ley el crear un marco jurídico que favorecía la inmigración ilegal, produciendo entre la población autóctona mayor rechazo hacia los inmigrantes, y dando lugar a conflictos sociales como los ocurridos en El Ejido. De esta forma se justificaban las agresiones contra los inmigrantes atendiendo al concepto de «umbral de tolerancia», que, a juicio de los responsables políticos de la localidad almeriense, así como de los del PP, se había rebasado ampliamente en el caso ejidense, sobre todo por la presencia «masiva» de inmigrantes irregulares⁶⁵.

Fort de sa victoire écrasante aux élections générales de mars 2000, le *Partido Popular* (PP) entreprend ce que, dans certains secteurs politiquement opposés, l'on appela la «contre-réforme». Cette nouvelle loi⁶⁶ fut signée en décembre 2000, malgré l'indignation des partis de l'opposition et d'un ample secteur de la société. A partir de février 2002 la procédure d'établissement des permis de travail pour des personnes résidant en Espagne de forme irrégulière cessa, ce qui condamna à l'illégalité des centaines de milliers d'entre elles.

Depuis l'an 2000⁶⁷, le regroupement familial n'est plus une modalité de visa mais un droit reconnu à la population étrangère, même si des restrictions seront apportées là aussi par la suite (établissement d'une période de deux ans pendant laquelle les conjoints ne peuvent pas dissoudre leur union et limitation des membres de la famille pouvant bénéficier du regroupement). Certaines normes favorisent les migrants sud-américains, en vertu des liens historiques entre les nations de part et d'autre de l'Océan. Ceci concerne par exemple l'accès à la nationalité espagnole, que les Sud-américains peuvent réclamer après seulement deux ans de résidence régulière et continue (contre les dix ans exigés aux autres migrants). Des accords de double nationalité, signés à l'époque où c'étaient les Espagnols qui entreprenaient le

65 BRAVO LÓPEZ, F., *ibid.*

66 Ley Orgánica de Extranjería 8/2000

67 Ley Orgánica de Extranjería 4/2000

voyage vers l'Amérique, permettent de conserver sa nationalité d'origine après acquisition de la nationalité espagnole. Par le principe du *ius sanguis* et du *ius solis*, l'Etat espagnol reconnaît la nationalité espagnole aux enfants et aux petits enfants des Espagnols nés à l'étranger, ce qui explique que beaucoup des descendants d'Espagnols nés en Amérique Latine possèdent la double nationalité. Lorsqu'ils vont s'installer en Espagne ils sont comptabilisés comme revenants («retornados»), et non pas comme immigrés.

De même, il existe d'autres accords que l'Espagne signa avec le Chili, le Pérou et l'Equateur au même moment que les précédents («acuerdos de igualdad de trato»). Si le compromis a été rompu depuis avec l'Equateur en raison de l'augmentation du nombre de migrants provenant de ce pays, il subsiste avec les autres, protégeant leurs ressortissants de la clause de priorité nationale qui bénéficie aux Espagnols sur le marché du travail. Comme les ressortissants européens, les natifs de l'Argentine, du Vénézuéla, de l'Uruguay, du Brésil, du Paraguay et du Mexique sont autorisés à pénétrer sur le territoire espagnol sans visa (pour un séjour inférieur à trois mois).

Avec ces politiques d'affinité ethnique l'Etat octroie aux migrants un degré de citoyenneté différent en fonction du lieu de naissance. Seront privilégiés à ce jeu ceux dont les origines, dont l'identité, seront jugées comme étant plus proches du pays récepteur, l'Espagne en l'occurrence. Par ce biais, les politiques d'immigration s'érigent en administratrices de la citoyenneté et servent de justification légale à la stratification des droits. Pour ce qui est du collectif des migrants sud-américains, l'application de cette préférence en vertu d'une affinité ethnique absconse a des relents de colonialisme mal soldé. Nous n'en serons pas surpris si nous tenons compte d'un fait: la fin des administrations coloniales ne coïncide pas avec la décolonisation du monde. La mondialisation, avec sa logique capitaliste, nécessite cette vision hiérarchisante qui divise le monde et qui explique l'existence de forts et de faibles, qui justifie l'exploitation du Sud par le Nord (nous nous autorisons une simplification hâtive). Continuité de l'expérience coloniale passée dans cette doctrine triomphante et postmoderne. Le dominant possèderait des caractéristiques justifiant

sa supériorité. Les politiques qui accordent une préférence aux immigrés sud-américains, descendants d'Espagnols et d'Européens en général, les distinguant des autres personnes qui partagent leur sort, témoignent de la persistance de la croyance en la supériorité européenne. C'est en fonction de leur plus fort degré «d'européanité» que certains migrants reçoivent un traitement différent. La ressemblance entre cette vision de l'accès aux Droits et certaines théories racistes, dont il est rare de se vanter publiquement, est troublante.

I.2.2. La place de l'immigré dans la société postmoderne. L'Espagne est-elle un pays raciste?

L'entrée de l'Espagne dans le cercle des démocraties prospères coïncida, nous l'avons dit, avec sa naissance au rôle de terre d'accueil. Nous ajoutons que les principes idéologiques en vogue à ce moment-là conditionneront le rôle que des millions d'immigrés pourront aspirer à se forger au sein de la société espagnole. De plein pied dans la postmodernité, vouée corps et âme à la logique marchande et forte de son succès matériel, l'Espagne contemplait d'un regard purement instrumentaliste ces étrangers qui venaient accouraient vers elle en grand nombre. Du calcul du seuil de tolérance du marché et de la comparaison entre coûts et bénéfices engendrés par cette main d'œuvre découlait le chiffre des admissions. L'immigration, envisagée de la sorte, se réduit à une question de remplacement, de suppléance faite par des éléments extérieurs en ce qui fait provisoirement défaut dans le marché du travail, le but étant de ne jamais ralentir le fonctionnement de la machine économique. Les migrants constituent le stock auquel les pays riches, dont l'Espagne, peuvent avoir recours à moindre coût pour pallier une désaffection des autochtones pour certains secteurs, un déséquilibre dans la pyramide générationnelle qui tend vers le vieillissement et une perte de population qui mettrait en danger la protection sociale basée sur la répartition.

Seulement à la regarder de plus près on découvre que cette masse salariale se compose d'hommes et de femmes, tributaires de ces politiques tantôt d'ouverture, lorsque l'on considère que leur présence est requise pour combler un vide, tantôt de fermeture des frontières et de durcissement des conditions de régularisation, dès que l'on se met à craindre un débordement causé par un supposé «efecto llamada». Faire entrer les immigrés dont on a besoin, dont l'économie (ou un certain type d'économie) a besoin. Ne pas se laisser déborder. Ne pas perdre son identité, ne pas lui permettre de se diluer. Bien leur faire entendre, à ces étrangers, que leur présence est temporaire, comme leur contrat de travail. Au mieux, leur reconnaître des droits que, mettant de côté la régression des années du franquisme, les syndicats conquièrent déjà pour les travailleurs espagnols quelques décennies auparavant.

Cette vision exclusivement guidée par l'intérêt économique rend difficile, sinon impossible, une intégration satisfaisante du collectif immigré. Quand le contrat de travail est la clé qui permet l'accès à la citoyenneté, ouvrant droit à ce que la condition d'être humain devrait garantir par elle-même, les étrangers ont deux alternatives. La première, la clandestinité, est la plus problématique. La seconde est réservée aux détenteurs de tous les laissez passer officiels, qui ne leur garantissent qu'une intégration partielle. Ceci est vrai même pour ces immigrés sud-américains que l'on décide de placer du bon côté de la barrière en cas d'application de la préférence nationale (encore un exemple de discrimination légalisée pour une raison aussi aléatoire que le lieu de naissance). En sus, tous les immigrés sont susceptibles de se rejoindre dans une condition d'infra-citoyenneté du moment où la société est pourvue d'un plafond de verre qui bloque les perspectives d'amélioration de la situation personnelle, et même l'accès à des conditions de vie dignes, pour ceux qui ne sont pas nés sur le territoire national. L'ascenseur social pour les immigrés semble en panne. Quel que soit leur pays d'origine et quels que soient les liens, réels ou imaginaires, qui les rattachent au pays d'accueil, tous les immigrés sont, d'abord, reliés entre eux et en même temps à un poids qui les tire vers le bas de l'échelle sociale. La société espagnole prend son élan vers la postmodernité lestée de cette incapacité à envisager le Nous.

En 1982 ouvre ses portes une association, *Fundación Secretariado Gitano*, dont le but est de pallier le manque d'intérêt des différents gouvernements au sujet de l'intégration des gitans en Espagne. Ce collectif, à qui le castillan n'a pas trouvé d'étiquette équivalente à la française «gens du voyage», réside de forme stable dans le pays depuis le XV^e siècle. La législation en vigueur pendant le franquisme en faisait des suspects potentiels. Aujourd'hui la loi ne les discrimine pas, mais les problèmes d'intégration demeurent, ainsi que les stéréotypes et la méfiance mutuelle. Différences culturelles? Ethniques? Difficile d'y croire en ce qui concerne un collectif installé depuis des temps immémoriaux sur le sol espagnol et qui incarne, à lui tout seul, l'image folklorisante que l'Espagne s'est plu à cultiver en deçà et au-delà de ses frontières. Immense paradoxe lorsqu'on songe aux problèmes d'intégration jamais résolus⁶⁸.

Une enquête commandée par le *Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales* (désormais *Ministerio de Empleo Seguridad Social*), en 2007, montrait que 42% des gitans se sentaient discriminés et qu'un tiers d'entre eux considérait que, en raison de leur appartenance ethnique, ils avaient beaucoup plus de mal à trouver un logement ou un travail, deux piliers de l'intégration sociale⁶⁹. Les Espagnols sont-ils tous racistes? Même avant l'arrivée récente des immigrants, voyaient-ils chez les gitans

68 L'enquête «Actitudes frente a la inmigración y cambio de valores», effectuée en 2008 par Tomás Calvo Buezas, directeur du CEMIRA (Centro de Estudios sobre Migraciones y Racismo) auprès d'un public scolaire (avec 10.507 individus interrogés), dévoilait l'inquiétante adhésion de certains jeunes à des thèses racistes et xénophobes. Les gitans se voient associés aux Marocains et aux Chinois dans la catégorie des moins appréciés. Nous constatons l'association des gitans aux étrangers et nous interprétons la récurrence de ces réponses intolérantes parmi les jeunes, dont le rapport sus-cité s'inquiète, comme le signe de la transmission intergénérationnelle des préjugés. Voir CALVO BUEZAS, T., «Datos más significativos sobre la encuesta escolar 2008: Actitudes frente a la inmigración y cambio de valores», CEMIRA, 2008. URL: http://www.gitanos.org/upload/97/08/Racismo_Ante_la_Inmigracion___Encuestas_Escolares_1986-2008_.pdf

uniquement des danseurs de flamenco, des diseuses de bonne aventure ou des voleurs de poules? Certainement pas. Et pourtant il n'en est pas moins vrai que le rejet de l'autre préexistait, tout prêt à projeter ses phobies sur ceux qui allaient venir d'ailleurs, de loin ou de plus près, étant complètement différents ou porteurs de traits reconnaissables et de liens de parenté. Peur ancestrale ou séquelles du franquisme, l'Espagne postmoderne ne se crée pas du néant mais à partir d'un passé d'intolérance, de peur, voire de haine affichée contre la différence⁷⁰.

I.2.2.1. Intégration, invisibilité et communautarisme

Le mot «immigré» annule la diversité, réduit les différences qui existent entre des individus, venus de tous horizons et aux parcours hétérogènes. La particularité semble devancée par un critère plus puissant qui les réunit: ils ne sont pas nés «ici», ils viennent «d'ailleurs». Et ce sont des déictiques qui conditionnent la vie de ces millions de personnes qui, réduites à se définir par le seul trait que la société

69 Enquête du CIS (*Centro de Investigación Sociológica*). Voir MORÁN, C., «El 42% de los gitanos sienten rechazo al entrar en algunos lugares públicos», in *elpais.com*, 13 avril 2007. URL: http://elpais.com/diario/2007/04/13/sociedad/1176415204_850215.html

70 Evidemment des cas d'intégration réussie de collectifs étrangers existent en Espagne, mais ils font rarement l'objet des émissions des télévisions commerciales. Ces dernières en revanche relayent abondamment les événements violents, jouant le jeu d'un certain type de discours politique qui s'appuie sur la crainte et sur la méfiance à des fins électoralistes. Les idéologies fondées sur la haine raciale restent minoritaires et soulèveraient l'indignation d'amples secteurs si elles étaient reprises par les media. En revanche, les effets de discours qui alimentent la peur de l'autre peuvent s'avérer tout aussi nocifs. Rappelons qu'en France Marine Le Pen, dont les scores dépassent largement ceux obtenus par son père, Jean-Marie Le Pen, doit son succès au remplacement des thèses eugénistes du patriarcat par une pseudo défense de l'intérêt commun et des valeurs républicaines.

réceptrice semble apte à percevoir en elles, chercheront à se positionner entre eux et vis-à-vis des autochtones. Jusqu'en 1991 le volume des immigrés en Espagne augmentait presque exclusivement grâce aux «retornados», ces Espagnols nés à l'étranger qui revenaient au pays, le leur ou celui de leurs parents. Dans les mêmes dates, le chiffre d'immigrés en situation irrégulière était estimé autour du 20%. Cependant, l'alarme sociale concernant la perméabilité des frontières ne gagnera l'opinion publique qu'à partir de l'application de la première *Ley de Extranjería*, en 1985, qui focalisait son attention sur une certaine catégorie d'étrangers (provenant de pays extérieurs à la Communauté Européenne). Ceci établissait une hiérarchie parmi les migrants et alimentait le virus de la peur et de la méfiance qui, déjà inoculé dans la société espagnole, continuait de ronger certains esprits.

Ressortissants de pays ayant signé des accords bilatéraux avec l'Espagne, étrangers bénéficiant de traitements particuliers en vertu des liens historiques ou politiques entre les Etats, immigrés sans étiquette particulière ou encore «illégaux» condamnés à esquiver contrôles et reconduites à la frontière. Une hétérogénéité qui s'efface derrière les chiffres et les statistiques, mais qui conditionne fortement l'arrivée dans le pays, l'installation et les perspectives d'intégration de chacune de ces personnes et de ces groupes. Le processus migratoire peut se décomposer en trois phases. En amont, la pré-migration, moment de gestation du projet. Deuxièmement le transit ou cycle migratoire proprement dit. Enfin, la dissolution de la condition de migrant. Le temps est un paramètre d'une grande importance en ce qui concerne l'intégration des étrangers dans une société réceptrice. L'Administration impose des délais différents, selon des critères auxquels nous faisons allusion précédemment, pour l'obtention des précieux sésames: carte de séjour, permis de travail, autorisations temporelles ou permanentes, etc. Le parcours est rarement linéaire. Le plus souvent il est semé d'obstacles, lesté de lourdeurs bureaucratiques, parsemé d'attentes infructueuses et de «vides juridiques» qui suspendent le vie de familles entières.

Parallèlement, les histoires de vie suivent leur cours. Les migrants, au lendemain de leur arrivée, établissent des liens interpersonnels avec ceux qui

partagent le même itinéraire vital qu'eux et aussi avec les membres de la société d'accueil. Des relations qui donnent lieu à des attitudes différentes concernant la cohabitation, le travail et l'exercice de la citoyenneté. Pour ce qui est de la cohabitation entre individus, nous pouvons établir trois comportements distincts⁷¹. La réclusion micro-sociale se caractérise par un repli micro-groupeal entre parents, proches ou personnes provenant du même pays en réponse à des attitudes de rejet, réelles ou ressenties, lors des premiers moments d'installation dans le pays d'accueil. D'autres migrants optent pour une tentative d'assimilation à la culture majoritaire, celle-ci pouvant prendre la forme de l'adaptation du mode de vie à celui qui est perçu comme dominant dans le nouvel environnement, pouvant aller jusqu'à la reproduction des discours de préférence nationale et l'acceptation des hiérarchies sociales. Une troisième attitude est celle qui oppose l'individualisme à la ségrégation, acceptant la diversité sans pour autant atteindre le degré de tolérance qui est propre de la seconde position, qui implique la reconnaissance active de la différence, la défense du métissage et le rejet explicite de toute forme de discrimination pour des critères pouvant être ethniques, sexistes ou de quelque sorte que ce soit.

En ce qui concerne le monde professionnel, dans la phase initiale de leur installation, les immigrés ont tendance à accepter une division ethnique et hiérarchisée du travail. Cette attitude est nettement majoritaire parmi les personnes en situation irrégulière qui nourrissent l'économie souterraine et font tourner la machine du travail clandestin. Soumission et vision fataliste qui emplissent la vie de ces personnes de relents de féodalité. L'obtention d'un permis de travail et d'un contrat en bonne et due forme favorise le passage à une autre conception des relations personnelles dans l'univers du travail. Les migrants qui accèdent à ce statut

71 Concepts que nous empruntons à PEREDA, C., PRADA, M.A., ACTIS, W., ORTI, M., (Colectivo Ioé) *Discursos de la población migrante en torno a su instalación en España*, coll. Opiniones y Actitudes, n° 64, Centro de Investigaciones Sociológicas, Madrid, mai 2010.
110 / 596

envisagent un rapport de complémentarité entre salariés. Une situation juridique régularisée et des revenus stables sont aussi la clé de la consommation, dans une société qui garantit un certain nombre de services à ses citoyens et qui étend sur eux une couverture protectrice.

Les immigrés provenant de pays d'Amérique Latine n'ont cessé d'affluer vers l'Espagne depuis l'amorce du renversement des flux migratoires. Dans cette période de développement économique, et malgré les restrictions introduites par la loi, les ressortissants des anciennes colonies espagnoles ne sont pas ceux à qui l'on oppose le plus d'obstacles pour l'obtention des titres de séjour, et même pour l'accès à la nationalité espagnole. Leur culture, leur langue, leur religion et, pour beaucoup d'entre eux, leur phénotype, ne devrait pas en faire la cible privilégiée des hétérophobes craignant la «contamination». L'accès à la citoyenneté et l'usage que les immigrés sont en droit d'en faire révèlent que le processus d'intégration est enclenché. La clandestinité qui touche parfois, au moins pendant la première étape de leur cycle migratoire, les ressortissants de pays africains ou asiatiques, condamne ces migrants à l'isolement et au repli communautaire. Le collectif des Sud-américains est moins frappé par cette situation.

L'Espagne du miracle économique les a accueillis. Leur situation juridique et administrative a été régularisée. Ils ont trouvé un emploi leur permettant de se frayer un chemin vers l'idole sacrée de la consommation. Ils ont poursuivi un rêve qui les poussait à quitter la terre natale et à se couper des liens qui faisaient leur ancrage social. Le prix à payer, en sus du déracinement et de la perte de repères, a été l'acceptation de la subordination. Immigrés «préférés» des Espagnols, ils ont dû vite comprendre que ce douteux privilège ne tenait qu'à leur capacité à rester à leur place, à ne pas dépasser la frontière invisible qui les séparait de ceux qui n'avaient pas à réclamer l'accès à une citoyenneté qui n'est ni une garantie universelle ni un droit accompagnant tacitement l'installation légale dans le pays, mais que la société espagnole concède, seulement selon certains critères et en fonction de conventions arbitrairement établies.

Méritocratie et individualisme sont le maître mot que le libéralisme triomphant impose à la société espagnole. Une économie en plein essor absorbe une grande quantité de main d'œuvre immigrée. L'acceptation forcée de conditions qui enfreignent les droits des travailleurs (qui sont le fruit des avancées sociales dans les sociétés dites évoluées) est le lot de beaucoup d'immigrés en situation irrégulière. Le sort des Sud-américains est, généralement, différent. Parvenant avec une relative aisance à obtenir les clés qui donnent accès à la reconnaissance légale, ils obtiennent plus facilement un emploi. Le rêve espagnol pouvait, par conséquent, leur sembler à portée de la main. Du moins au début du nouveau millénaire, alors que rien ne paraissait pouvoir arrêter une Espagne lancée dans la course effrénée au développement. Le pays voulait se bâtir un paysage à la hauteur de ses délires d'opulence et les travailleurs immigrés comptaient tirer leur épingle du jeu.

Des autoroutes à perte de vue, des aéroports jusque dans des petites villes de province, des gares futuristes, des hôtels, des auditoriums, des tours d'appartements, des lotissements résidentiels, des bâtiments de design, des villes entières pour des Espagnols prêts à s'arracher le mètre carré de terrain à n'importe quel prix. Et pour les touristes venus du monde entier, toujours plus nombreux, attirés autant par le soleil que par l'éclat de cet autre astre: la postmodernité à l'espagnole. Le nombre d'immigrés représente bien une menace au yeux de certains et les écrans reproduisent régulièrement des images qui les montrent, nombreux et prêts à tout, menaçant de faire vaciller cette immense bulle dorée qui les attire encore et toujours. Mais il n'en sont pas moins nécessaires au système: la construction et le secteur des services se nourrit en grande partie de cette main d'œuvre.

Ces migrants n'ont pas tardé à constater la différence entre le mirage de cet El Dorado ibérique qui leur parvenait jusque dans leur pays d'origine et la réalité, où guettent la précarité et l'exclusion. Ils ont vu néanmoins leurs conditions de vie s'améliorer. L'Etat providence leur garantit l'accès à des services et à un degré de protection sociale qu'ils ne pouvaient pas espérer avant de traverser l'océan. Leurs enfants sont scolarisés et, malgré des stratégies d'évitement que bon nombre de

parents espagnols mettent en œuvre et qui produisent des ghettos pour immigrés dans certains quartiers et dans certaines écoles, ils grandiront dans un pays qui tend vers la mixité sociale. C'est l'objectif: l'intégration différée. Le prix à payer est celui de l'invisibilité.

Ces immigrés sud-américains, le collectif étranger le plus important en nombre, toutes nationalités confondues, n'occupent pas la première position sur la liste des attaques racistes. Ils aspirent à l'obtention de la nationalité espagnole, ce qui équivaut à une reconnaissance tacite de la légitimité d'un système où la préférence nationale subsiste. Ils peuvent, à terme, devenir Espagnols, mais l'accès à la citoyenneté passe par l'acceptation du rôle régulateur d'un Etat qui se réserve le droit d'établir une hiérarchie entre locaux et étrangers. Ces derniers, dans l'attente du papier magique qui marquera leur passage à la catégorie préférentielle, se voient réduits à la flexibilité, à la subsidiarité, à l'acceptation de la priorité accordée aux autres dans l'utilisation des ressources disponibles (emploi, logement, prestations sociales, etc.) et, en fin de comptes, à la subordination légale vis-à-vis de ceux qui sont nés du bon côté de la frontière.

Une société multi-culturelle exige l'effacement de l'opposition entre locaux et immigrés, ce qui impliquerait une transformation de la vision du monde que toute société devrait chercher à amorcer chez ses citoyens, quelle que soit leur origine. L'Espagne de la postmodernité accueillait physiquement des millions d'étrangers qui allaient transformer le paysage humain et qui, petit à petit et avant que le pays ne se l'avoue, faisaient partie de la société. Mais la multi-culturalité n'était qu'un rêve et les immigrés, privés d'un schéma inclusif, tombaient eux-mêmes dans un travers qui apparaît souvent chez les victimes de la stigmatisation: la revendication des signes qui leur valent la discrimination. Aussi, ils sont nombreux à s'inventer une pseudo-nationalité, reflet aliéné de la domination dont ils ont été l'objet et dont ils sentent encore les effets.

I.2.2.2. «Immigrés de deuxième génération»?

Chez certains voisins européens ayant une plus longue expérience en matière d'accueil d'étrangers, des études ont commencé à fleurir dans le paysage des sciences sociales qui montrent l'existence d'une problématique particulière liée aux enfants des premiers migrants installés dans la société réceptrice. Les années passant, une évidence s'est imposée: le temps ne suffira pas à parfaire l'intégration. Quelques décennies plus tard, l'Espagne fait l'expérience de l'impuissance face à des problèmes d'intégration et à des conflits qui opposent les Espagnols à... d'autres Espagnols. Nés de parents migrants, une partie de la jeunesse de ces débuts des années 2000 ne se sent pas espagnole à proprement parler, mais, venue au monde sur le sol ibérique, elle n'a jamais fait l'expérience du déplacement. La loi aura beau reconnaître et appliquer les principes du *ius solis* et du *ius sanguis*, la société espagnole découvre que le fait d'être né sur un territoire donné ne suffit pas à conférer à un individu son status de citoyen. De la même façon, une personne peut être espagnole sans jamais avoir eu à entreprendre la moindre démarche pour obtenir sa nationalité, et néanmoins demeurer à l'écart de la véritable citoyenneté, comme l'avaient été ses aînés.

Les enfants des migrants ont beau être nés dans le pays qui a accueilli leurs parents, ils semblent avoir hérité de leurs stigmates. Pour les désigner la langue a recours à une expression impropre: «immigrés de deuxième génération». Mais le seul défaut de cette tournure n'est pas d'être sémantiquement incorrecte. Coupant le terme «immigré» de son acception d'origine (celle qui lie la personne à un déplacement) pour en faire un épithète inhérent à une certaine catégorie d'individus, l'on circonscrit ces derniers à une nouvelle classe sociale différenciée: celle que constituent dans les sociétés réceptrices les migrants et leurs descendants. L'inclusion de cette appellation dans le langage courant implique la banalisation d'une idée pernicieuse: celle qui fait du collectif des migrants un secteur social stable, soumis aux lois du déterminisme et de l'hérédité, distinct et inférieur à celui des locaux.

A pesar de la polisemia del término segunda generación, las políticas de inmigración han reservado generalmente su uso para designar a los hijos de los trabajadores inmigrantes que han nacido o crecido en el país de residencia de sus padres y residen en él. Ampliamente utilizada en el lenguaje corriente, esta categorización introduce concomitantemente a la vez una marca social y étnica. Y es que en efecto no se aplica a todos los hijos de los extranjeros; solamente a los nacidos de trabajadores manuales que ocupan posiciones sociales subordinadas en las sociedades de acogida. Con ello se subraya la especificidad social y étnica de éstos no solamente con respecto a los jóvenes autóctonos, sino también con respecto a jóvenes extranjeros nacidos en medios más privilegiados. Se sobreentiende así que estos inmigrantes endógenos están destinados a reproducir el status ocupado por sus padres en las sociedades de residencia⁷².

Le constat d'échec qu'impose aux Etats-Unis l'examen de la situation de ces immigrés, que le pays avait attirés et absorbés, fait paraître, dès les années 50, une ample littérature. Elle reflète la préoccupation suscitée par le faible niveau d'intégration auquel sont parvenues ces générations de descendants de migrants. En particulier ce sont les mauvaises conditions de vie de la minorité noire qui mettent en évidence le caractère illusoire de l'égalité de chances que le pays se targuait d'offrir à tous ceux qui avaient accouru, séduits par le rêve américain. D'autres minorités de déshérités continuent de se former et ils menacent de rejoindre les afro-américains dans leur grogne croissante, s'unissant pour faire éclater le mythe patriotique.

L'Europe, qui avait suivi l'idée allemande du *gastarbeiter* (travailleur de passage), découvrait avec la crise de 1973 que la plupart des immigrés s'étaient établis de façon durable et ne profitaient pas des mesures qui encourageaient le retour vers leurs pays d'origine. Aucune réflexion spécifique ne surgit autour d'un problème flagrant qui est celui de la situation des enfants des immigrés, un des collectifs les plus touchés par la crise et chez qui les conflits d'identité et de

72 APARICIO GOMEZ, R., TORNOS CUBILLOS, A., *Hijos de inmigrantes que se hacen adultos: marroquíes, dominicanos, peruanos*, Documentos del Observatorio Permanente de la Inmigración, Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales, Secretaría de Estado de Inmigración y Emigración, Madrid, 2007, p. 21.
115 / 596

recherche de reconnaissance sociale opèrent comme une bombe à retardement. La fermeture des frontières pour entraver l'arrivée de nouveaux migrants sera la seule mesure adoptée suite à cette crise, qui inaugure l'association entre immigrés et difficultés financières, prompt à ressurgir à chaque nouvelle crise.

L'Europe avait imposé à l'Espagne, dès son entrée dans la Communauté Economique, des mesures restrictives concernant le contrôle des flux migratoires qui n'étaient pas en accord avec la situation réelle dans le pays. La peur de voir le continent se remplir de nécessiteux franchissant le seuil de la terre promise, dont l'Espagne était devenue le nouveau concierge, commanda dès le départ la politique nationale. A la différence des Etats-Unis, ce qu'il fallait préserver ce n'était pas l'idéal patriotique (que les inégalités ethniques démentent), mais la paix sociale. Celle-ci semblait garantie dans la mesure où, par temps clément dans le domaine économique, chacun, immigré ou Espagnol de souche, pouvait aspirer aux babioles que la société de consommation lui faisait miroiter. Les immigrés installés en Espagne franchissent les étapes de leur chemin de croix privé: ils occupent les places laissées vacantes par les Espagnols en bas de l'échelle sociale et ils renoncent à la contestation et même à l'exercice de leurs droits. Ils acceptent aussi l'invisibilité pour se faire pardonner d'être si nombreux à être venus d'ailleurs, pour ne pas exciter la peur et la haine de ceux qui seront un jour, ils l'espèrent ainsi, les égaux de leurs enfants. Mais ces derniers grandissent, et avec eux l'évidence de la lâcheté des pouvoirs publics et les conséquences néfastes d'une insertion sociale défectueuse.

Si s'intégrer signifie parvenir à trouver sa place dans la société d'accueil, et si l'on abandonne l'illusion de l'homogénéité de ladite société, il faudra admettre que l'intégration de l'immigré se fera à un niveau donné parmi les strates sociales. Plus la société est cloisonnée, plus l'intégration des nouveaux arrivants sera partielle. On a tendance à considérer comme plus réussie l'intégration qui situe les étrangers, à l'issue du processus de migration, dans les couches moyennes majoritaires. La situation des parents migrants déterminera de toute évidence les attentes de leur descendance vis-à-vis de leur environnement. Les enfants d'immigrés ont vu le jour du bon côté de la frontière, mais ils connaissent de près les difficultés liées à l'arrivée

dans un pays étranger. Ces fils de Sud-américains nés en Espagne n'auront pas à exercer le rôle d'intermédiaires entre l'administration et des parents qui n'en maîtrisent pas la langue, ils seront moins tiraillés que d'autres entre les repères appris à l'école et au contact de leurs camarades et des coutumes familiales totalement différentes. Et pourtant, indépendamment du racisme qu'ils pourront avoir à subir de la part de leurs concitoyens, l'anomie les guette au moins tout autant que les autres.

Le sentiment de non appartenance à la société semble gagner du terrain parmi les enfants d'immigrés en Espagne⁷³. Une étude qui tentait en 2009 de radiographier ces «nouveaux espagnols» formula une centaine de questions à des adolescents de plusieurs origines. 70% d'entre eux étaient liés familialement aux pays d'Amérique Latine⁷⁴. Les auteurs soulignent le fait que cette dominante latine confère à ce collectif des caractéristiques comparables à celle des migrants installés aux Etats-Unis et rend le cas espagnol différent de celui de ses voisins européens. «Puede decirse que la Latinoamérica del exterior crece hoy fundamentalmente en Estados Unidos y España», concluent les chercheurs espagnols et étasuniens. Ces universitaires diagnostiquent des problèmes d'identité chez ces jeunes dont seulement 30% se considèrent Espagnols, sachant que la question de la nationalité

73 Un article de *El País* titrait «Yo no me siento español», ce qui était censé représenter la position majoritaire chez les enfants d'immigrés en Espagne. Et les sous-titres d'ajouter: «Dos de cada tres hijos de inmigrantes rechazan la identidad nacional. La mayoría de los encuestados vive peleas interraciales en su colegio». Voir BORASTEROS, D., «Yo no me siento español», in *elpais.com*, 3 mars 2009. URL: http://elpais.com/diario/2009/03/03/madrid/1236083055_850215.html

74 APARICIO, R., PORTES, A. et HALLER, W., «La segunda generación en Madrid: un estudio longitudinal», Universidad Pontificia de Comillas, Madrid, 2009. Ce rapport synthétise des études préalables au sujet de l'adaptation sociale et économique des enfants d'immigrés en Espagne, grâce à un accord institutionnel entre les universités de Comillas (en Espagne) et Princeton (Etats-Unis).

est importante pour la moitié des personnes interrogées. 70,8% de ces adolescents accusent les Espagnols de se sentir supérieurs aux étrangers. Seulement 27% déclarent leur intention de rester en Espagne à l'âge adulte, tandis qu'un pourcentage équivalent opte pour les Etats-Unis. «En Amérique ces jeunes se sentent Américains, disent les auteurs de l'étude, mais la différence est qu'en Espagne ils savent que leurs parents leur ont dit qu'ils veulent rentrer au pays». Et ils ajoutent: «en Espagne on n'attache pas d'importance à l'Etat providence, et de l'autre côté de l'Atlantique, parce que tout est plus difficile pour eux, ils l'apprécient davantage»⁷⁵.

Dans une société comme l'espagnole que rien n'avait préparée à l'hétérogénéité ethnique qu'elle a connue de façon soudaine, l'école publique devrait constituer un moyen d'intégration et l'opportunité pour ces enfants issus de l'immigration d'accéder à des postes de responsabilité qui, en général, sont restés inaccessibles à leurs parents. Mais avant l'explosion de la bulle, au climax du «rêve espagnol» et au moment où l'argent de la construction coulait à flots, l'éducation et les diplômes que l'école pouvait délivrer faisaient grise mine. Un large secteur de la jeunesse, et parmi eux les enfants de ces immigrés déjà employés dans le bâtiment, élevée dans le culte de la consommation et hypnotisée par de la pacotille vantée en cœur par tous les écrans, quittait prématurément les bancs de l'école et montait sur les échafaudages qui tapissaient le paysage espagnol. Ils renonçaient ainsi, sans en être conscients, à la possibilité d'accéder à un statut différent de celui de leurs parents.

Stagnant dans la même infra-classe qui avait accueilli leurs parents à leur arrivée en tant qu'immigrés, ne se reconnaissant ni dans la culture familiale liée au

75 BORASTEROS, D., *ibid.*

pays d'origine ni dans l'espagnole, ces jeunes se regroupent et cherchent dans le repli communautaire l'essence qui puisse les définir en tant qu'individus, tout en leur procurant le reconfort de l'appartenance à un groupe. L'apparition des bandes latines dans les villes espagnoles (Latin Kings, Ñecas, Dominicans Dont't Play, Latinos de Fuego, Cangris, etc.), par imitation d'un phénomène de plus grande ampleur qui réunit sous le signe de la délinquance des jeunes dans les pays d'Amérique du Sud, est révélateur d'une problématique particulière concernant la recherche identitaire chez certains «immigrés sud-américains de deuxième génération» (le terme est ici employé à dessein pour évoquer leur difficulté à se positionner, à la croisée entre une nationalité espagnole acquise à la naissance et leurs origines).

La concentration de la population immigrée dans certaines zones périurbaines rend difficile l'objectif de passer inaperçu. Inclus dans les grands contingents de migrants qui affluaient pendant les années de l'essor économique de l'Espagne, les migrants avaient été nombreux à comprendre que, face à une inquiétude croissante des Espagnols, il n'était pas de meilleure stratégie que celle de l'invisibilité. Mais leurs enfants, nés sur le territoire national, investissent les espaces publics (ceux qui leur ont été accordés par une politique de la ville qui les a concentrés dans des zones périphériques). Les craintes de quelques secteurs de l'opinion publique espagnole semblent ainsi se confirmer par l'apparition, dans les squares et sur les terrains de sport de certains quartiers, de groupes de jeunes qui seront rapidement identifiés comme des «bandes». Le glissement vers l'acception la plus négativement connotée de ce terme, qui désigne des organisations criminelles dans certains pays d'Amérique Latine, ne se fait pas attendre. Les media feront le jeu de la xénophobie, relayant des informations qui associent indéfectiblement une certaine catégorie de jeunes, enfants d'immigrés sud-américains, aux forfaits commis par ce qu'ils n'hésitent pas à

cataloguer comme «bandes latines»⁷⁶.

Certains journalistes, faisant la sourde oreille aux chartes de bonne conduite dans la matière, ont continué de nourrir la peur. Nous nous contenterons d'un exemple: un article publié par le journal *El Mundo* en 2010. Nous considérons que ce texte incarne la mauvaise pratique journalistique et pour cela nous le citons, accompagné de quelques commentaires, sélectionnés parmi les 195 qu'il suscita chez des lecteurs qui, pour l'occasion, se montrent très éloquents. L'article ne cache pas son but alarmiste et il commence ainsi:

Un informe elaborado por la Comisaría General de Información de la Policía Nacional alerta del «significativo aumento tanto cualitativo como cuantitativo» de las bandas latinas delictivas en España. Según el documento, al menos seis pandillas se encuentran ya implantadas en territorio español a lo largo de 11 provincias.

Pour insister à peine trois lignes plus tard:

Desde el año 2000 en que se tiene conocimiento de la aparición de bandas organizadas de carácter latino en España y se detiene al líder de la recién creada Sagrada Tribu Atualpa Spain, de la banda Latin King, se ha observado un significativo aumento, tanto cuantitativo como cualitativo de las actividades de estos colectivos en nuestro país⁷⁷.

76 Les rapports de la Police montrent que le taux d'actes de délinquance attribué aux groupes de jeunes d'origine étrangère n'est pas plus élevé que celui que l'on peut imputer aux Espagnols, comme on peut le lire dans une étude officielle datant de 2005 («Programa de Actuación con Familias y Menores de Origen Extranjero en Situación de Riesgo», Grupo de trabajo sobre las claves interculturales para la prevención y gestión de conflictos juveniles grupales, Oficina para la Inmigración – IASS – ADCARA, Saragosse, 2005). Les conclusions publiées dans cette étude confirment l'influence des médias dans la construction d'une image négative de ce secteur de la jeunesse.

77 Europa Press, «Las bandas latinas se expanden», *El Mundo*, 15 juin 2010. URL: <http://www.elmundo.es/elmundo/2010/06/14/espana/1276532704.html>

Peu d'informations supplémentaires dans la suite de cette article, qui utilise la technique de la répétition comme moyen d'amplifier l'effet des mots. Aucune analyse non plus, mais une dangereuse introduction du mot «collectif», souvent employé dans l'expression «collectif des immigrés» et ici associé aux bandes latines. Sans qu'une fouille exhaustive du texte ne soit nécessaire, nous avançons qu'il révèle d'autres manquements graves à la déontologie et même au bon sens. On y trouve, par exemple, l'expression «bandas organizadas de carácter latino». Nous laisserons à chacun le soin de juger de la convenance de cette tournure qui fait de l'origine, «latino», une typologie dans le classement des bandes criminelles.

Les commentaires que nous reproduisons ci-dessous montrent l'adéquation de ton entre l'émetteur et les récepteurs de ce type de discours. Qui plus est, via Internet ces derniers trouvent une tribune pour l'expression de leurs opinions. Des jugements qui, visiblement, subissent très peu le contrôle du modérateur dont le rôle est, en règle générale, d'éviter les débordements:

¿A qué esperamos los españoles para acabar con esta gentuza?, ¿esta gente que hace en España ?... hasta hace muy poco los progres, te llamaban racista si decías algo en contra de esta lacra, ahora qué, ¿solucionamos el problema de una vez, o seguimos permitiendo la expansión de esta gentuza? Anónimo, 14 de junio, 18:56.

Pero a ver, si la solucion a este problema es muy facil, detencion inmediata de todos sus miembros y expulsion a sus respectivos paises de forma inmediata, o bien cadena perpetua o trabajos forzados para la comunidad, mira si es facil la solucion!!! Anónimo, 14 de junio, 18:58.

HACE TIEMPO QUE SUFRIMOS EL TERRORISMO Y TAMBIEN A ESTAS BANDAS. SÓLO NOS FALTA QUE NOS TRAIGAN MAS PROBLEMAS DE FUERA. LO QUE TIENEN QUE HACER LOS GOBIERNOS ES: QUE TODO EL QUE COMETA DELITOS EN ESPAÑA, QUE LO DESTIERREN A SU PAIS. PORQUE SI LOS METEN EN LA CARCEL, ENCIMA TIENEN DERECHO A QUEDARSE EN ESPAÑA. Y NO ES XENOFÓBIA SINO QUE QUIEN NO TRABAJE, NO COTICE Y NO RESPETE LAS LEYES: iiiFUERAAAAA!!!!!!!!!!!! Anónimo, 14 de junio, 19:00

Pero es que la solucion es tan simple que no la ven. A todo el que delinca, se le coge y se le encierra.Cuando haya unos cuantos,se les pone en un avion y vuelta a su pais.Facil. ¿No? Y si hay que cambiar leyes,pues se cambian y ya esta.Menos monsergas y mas eficacia. Si se quieren matar que lo hagan en sus paises. Charley, 14 de junio, 19:00.

La solución pasa por la expulsión inmediata de cualquier integrante, en lugar de invitarles a comer, darles ayudas y reconocerlos como asociaciones "culturales" como en Cataluña y Baleares. Expulsión inmediata de cualquier inmigrante delincuente. España no está para lujos. A ver que opción política tiene el valor de poner esta situación en su programa electoral. España está harta de inmigrantes, como lo estuvieron en sus días: Alemania, Suiza, Austria, países Bajos, Francia etc, que expulsaron a los españoles que no reunían condiciones, ahora urge una medida igual. Anónimo, 14 de junio, 19:09.

pués, como han proliferado exageradamente. la ley, también tiene que ser más contundente. deportar a los que cometan delitos o pertenezcan a la banda. pero, sí con esta están hablando, con estos hay que comprenderles y ayudarles socialmente, para que se integren, jaja. Anónimo, 14 de junio, 19:11.

dentro de poco se acostumbrarán los españoles a la violencia, a ver en sus periódicos por ejemplo "40 homicidios el fin de semana solo en Madrid" así como en Caracas, Medellín, etc. aquí en Caracas se dan casos barrios de puros colombianos y criadero de delincuentes no hacen bien a un país que los acepta se portan peor que la tierra de donde vienen que espera España para actuar espero por su país que no sea demasiado tarde. Anónimo, 24 de junio, 19:24⁷⁸.

Les media décrivent ces quartiers, scénario de violences et d'affrontements aux teintes racistes, comme des zones de non droit. Avec un tissu associatif réduit au néant, éloignés du centre névralgique qui concentre les hauts lieux de la vie culturelle et économique des villes, particulièrement touchées par les difficultés économiques qui sévissent dans les couches les plus défavorisées de la population, les jeunes issus de l'immigration font l'expérience de l'exclusion sociale. Ils découvrent que la frontière invisible qui les enferme sera encore plus difficile à franchir que celles que leurs parents eurent à traverser. Une étude de Rosa Aparicio et Andrés Tornos portant sur les comportements communautaires des enfants d'immigrés d'origine sud-américaine en Espagne, établit des distinctions entre les différents groupes de jeunes en fonction de l'activité principale ayant motivé leur création⁷⁹. Ainsi, ces chercheurs parlent de divertissement en groupe, pratique de sports, engagement politique, militantisme humanitaire ou religieux et exhibition

78 Nous n'avons apporté aucune correction à ces témoignages. L'orthographe et la syntaxe nous semblent être en parfait accord avec le contenu.

d'auto-identifications culturelles. Les membres des bandes latines, jeunes d'origine sud-américaine ou enfants d'immigrés, peuvent partager la pratique d'un sport ou activité de loisir (comportement commun à tous les groupes de jeunes) mais c'est la revendication de ce que nous appelions plus haut la pseudo-nationalité qui préside à la formation des ces bandes. Pour les groupes d'auto-expression culturelle l'objectif est d'afficher aussi visiblement que possible (au moyen de coiffures, accoutrements, maquillages, accessoires, attitudes et, éventuellement, idéologies dites «anti-système») l'adhésion à un style musical (rock, punk, etc.) dont l'individu tire un schéma identitaire complet. Mais, derrière l'exhibition ostentatoire des différences, ces jeunes sont tellement dépendants de la construction d'une image basée sur la consommation que la rupture avec le monde de leurs aînés n'est qu'apparente et leur rejet de l'establishment purement factice. Aparicio et Tornos expliquent cela:

Superficialmente vista, [es la opción] más opuesta a la continuidad cultural con las familias de sus progenitores. Pero a la vez, por causa de las conexiones que tiene con el territorio del consumo, integrada más en profundidad con las dinámicas subterráneas de esa cultura de sus familias, en que la diversidad de las opciones es la base de una especie de igualdad variada. Una igualdad dentro de la cual unos estilos valen más o menos tanto como otros, componiendo entre todos una especie de conjunto informe⁸⁰.

Les bandes latines présentent la particularité d'être des groupes ethniques. Les jeunes d'origine sud-américaine se sont regroupés, dans un premier temps, en fonction de cette appartenance commune au collectif des «latinos». Ensuite, lorsque l'intensification et la durabilité du phénomène migratoire fit augmenter leur nombre, ils se divisèrent par nationalités. Le travail des chercheurs de l'Université Pontificia de Comillas reproduit le témoignage d'un jeune colombien qui explique cete évolution:

[...] en mi colegio... los dos últimos años, ya que es cuando más inmigrantes han llegado, ya se han

79 APARICIO, R. et TORNOS, A., *Aproximación al estudio de las bandas latinas de Madrid*, Universidad Pontificia de Comillas, Madrid, 2009.

80 APARICIO, R. et TORNOS, A., *op. cit.*, p. 33.

ido colocando par nacionalidades o sólo los latinos. Bueno, al principio éramos todos un conjunto de latinos, entonces los latinos a un lado y los españoles por libre en otro. Pero claro, ya los latinos también van como aquí en España independentistas, entonces ya se iban independizando por países. Entonces ya no éramos todos los latinos, sino ya los dominicanos allí, los ecuatorianos allí, los colombianos en otro lado... por peleas o por tonterías. Entonces así nos fuimos dividiendo y tal vez quizás ahí fue cuando empezaron a surgir las bandas porque, yo que sé, a lo mejor uno se sentía inferior que otro, entonces quería sentirse superior y formar parte de algo. Entonces se fueron creando las bandas. [Entrevistador: ¿Los españoles también formaban grupos...?] Sí, pero, pero ya los españoles son más por, dejándose llevar por ideologías, ideologías de estas nazis y raras, sin ningún sentido⁸¹.

Les Espagnols s'uniraient selon des «idéologies», alors que les jeunes issus de l'immigration le feraient en fonction de leur origine, reproduisant des comportements racistes et xénophobes au service d'une lutte pour le pouvoir dans un territoire qu'ils partagent tous, comme ils partagent la difficulté à gérer l'altérité. Les leaders de ces bandes tentent de les légitimer en les déclarant anti-racistes, de la même façon qu'ils brandissent l'argument de la protection des plus faibles pour capter des adeptes. Mais, au-delà des simplifications médiatiques, les études consacrées à ces phénomènes de groupes à caractère ethnique révèlent qu'il s'agit avant tout d'une démonstration de force face à une société considérée comme une menace, et non pas d'une opposition effective ou encore moins d'une tentative de prise de pouvoir.

Chez les Espagnols «de souche» le sentiment de rejet point et il adopte des visages qui varient en fonction la place qu'ils occupent dans la société. Les jugements dictés par la peur et le désespoir ne sont pas rares chez les habitants de ces quartiers, jadis ouvriers, devenus le lieu de rencontre entre la misère sociale et l'immigration. D'autres condamneront ces propos, tout en s'estimant heureux de pouvoir habiter d'autres quartiers et de scolariser leurs enfants dans des écoles où les fils d'immigrés sont absents ou représentent une quantité négligeable.

81 APARICIO, R. et TORNOS, A., *op. cit.*, p. 58.

[...] es muy fácil viviendo en un barrio residencial confortable escandalizarse ante las actitudes xenófobas de quienes creen amenazado su estatus social y simbólico por la presencia de inmigrantes pobres y han de aprender a compartir recursos escasos, desde trabajo a plazas escolares, y a convivir con ellos en un espacio urbano con graves déficit de equipamientos [...].

Esa insistencia en la jerarquización del estatus simbólico aparece con frecuencia asociada a la sensación de fracaso y al resentimiento social de los grupos con movilidad social descendente. Es el racismo del *pequeño blanco*, nombre con el que se designaba a los blancos pobres racistas en el sur de los EEUU después de la Guerra de Secesión. Ese discurso puede producirnos tristeza, y también indignación cuando se utiliza para legitimar la agresión verbal y física contra los inmigrantes. [...] la xenofobia anida en el resentimiento social que produce la movilidad social descendente o la degradación de determinados espacios urbanos: suciedad, escasez de equipamientos, altas cifras de paro, crecimiento de la inseguridad producido por la pequeña delincuencia asociada a la inmigración...⁸²

I.2.3. Les politiques de coopération

L'Espagne entra dans le nouveau millénaire en même temps qu'elle embrassait la mondialisation. La société postmoderne fut celle de la mixité qu'imposait l'arrivée massive de migrants. Au moment où cette mondialisation est un fait, nous observons des réactions, favorables ou défavorables, de différents secteurs de la société civile et de ses représentants politiques. D'une part l'Espagne se voit concernée par les résolutions prises au niveau européen, en tant que membre actif de la Communauté Européenne depuis 1986. Le gouvernement socialiste de Felipe González signa l'entrée dans la cour des grandes nations européennes, suite à quoi l'Espagne connut une période de croissance qui sembla ne pas démentir les

82 ALVAREZ DORRONSORO, I., «Integración de los inmigrantes y actitudes en la sociedad receptora. ¿Quién tiene que cambiar más? (Una reflexión sobre la emergencia de la xenofobia)». URL: http://www.equintanilla.com/web_nueva/privado/imagenes/integracion_de_los_inmigrantes.pdf
125 / 596

pronostics des partisans de l'ouverture⁸³. C'était un pas de plus dans la postmodernisation d'une société qui avait payé un lourd tribut pour son passé dictatorial et sa politique isolationiste, voulue par le régime de Franco ou imposée par les autres nations⁸⁴.

En gage de sa volonté résolument démocratique et participative, et comme contrepartie à l'aide et au soutien qu'elle recevait de la communauté internationale, l'Espagne adopta des mesures qui, comme nous l'avons dit, dépassaient ses besoins et peut-être même ses désirs. Désormais, il n'est plus question de rester en marge de l'Histoire: l'Espagne sera de tous les Sommets, elle souscrira à toutes les résolutions et elle signera tous les accords engageant l'ensemble des pays décisionnaires, que ce soit à l'échelle européenne ou encore mondiale. Comme le rappelle Javier Rupérez en 2005 à l'occasion de l'anniversaire de l'incorporation de l'Espagne à l'ONU, l'observation du passé récent nous permet de tirer deux leçons:

Los cincuenta años transcurridos contienen al menos dos lecciones. La primera, ineludible e inolvidable, contiene una urgente demanda: la de que los españoles sean, seamos, capaces de arreglar

83 A compter de la date de son adhésion à la Communauté Européenne et pendant cinq ans, l'Espagne enregistra les taux de croissance les plus élevés de tous les pays membres. *In* PÉREZ S. (Coord), *Historia Visual del siglo XX*, Diario El País SA/Santillana, Madrid, 1998.

84 Le quatorze décembre 1995 l'Espagne entrait dans l'ONU (avec 15 autres pays qui, pour des raisons diverses, ne se comptaient pas parmi les fondateurs lors de la Conférence de San Francisco en 1945). Comme le précise Javier Rupérez, qui fut Sous-secrétaire Général du Comité contre le Terrorisme des Nations Unies et Ambassadeur d'Espagne aux Etats-Unis: «En el mismo momento España iniciaba el largo, complejo y accidentado camino de su normalización exterior. Apenas habían transcurrido ocho años desde que las mismas Naciones Unidas, en una de sus primeras decisiones, impusiera el bloqueo diplomático en contra del régimen de Franco. Habrían de transcurrir otros veintisiete antes de que la entrada de nuestro país en la OTAN -y cuatro años más tarde en la CEE- certificara la plena capacidad internacional de España». *In* RUPÉREZ, J., «España y las Naciones Unidas, cincuenta años después», pour Safe Democracy. URL: <http://spanish.safe-democracy.org/portada/espaaa-y-naciones-unidas-cincuenta-aaos-despuas.html>

nuestro patio doméstico de manera que nunca nos falte la cohesión nacional y democrática y que, con su disfrute, nunca más perdamos los trenes históricos que a nuestro alcance se ofrecen. Y la segunda, corolario de la primera, ofrece una simple comparación: la distancia que existe entre lo que fuimos y lo que somos. Y no se trata de recrearse beatíficamente en las diferencias si no de apreciar los esfuerzos desarrollados durante tanto tiempo por todos los españoles para conseguir lo que hace cincuenta años parecía sueño imposible y hoy muchos consideran ejemplo digno de emulación⁸⁵.

L'existence en Espagne d'organisations non gouvernementales pour le développement (ONGD à partir d'ici), sous des noms différents et adoptant des formes diverses, n'est pas un phénomène récent. Etant donné leur longévité, on ne peut pas les accuser d'être le produit d'un mécontentement purement circonstanciel, d'un effet de mode. Plus minoritaires au moment de l'expansion économique du pays qu'en temps de crise, ces collectifs tirèrent la sonnette d'alarme depuis l'avènement du modèle postmoderne (survenu avec la violence que nous avons évoquée, en réaction à la volonté isolationniste du franquisme). Cependant, l'écho qu'ils trouvaient était très limité dans une société énamourée de sa liberté fraîchement acquise. Politologues et historiens ne tarissaient pas d'éloges pour cette transition exemplaire vers la démocratie. Les media firent le reste dans l'encensement des «pères de la démocratie». Quel qu'eût été leur passé politique et quelle que fût l'ancienneté de leur compromis envers la démocratie, les hommes politiques s'érigèrent en classe («classe politique» étant une expression communément admise et fréquemment utilisée dans les media).

L'Espagne est désormais conviée aux sommets où les grandes nations signent des accords qui déterminent l'avenir des peuples. La mondialisation avance à grands pas et personne n'envisage une autre issue à ce fruit de la postmodernité. Mais les inégalités continuent de se creuser et l'abolition des frontières ne concerne de facto que les marchés et les transactions financières de haut vol. En Espagne, passé le

85 RUPÉREZ, J., *ibid.*
127 / 596

moment de l'émerveillement démocratique, les citoyens se désengagent de plus en plus de la politique. Cette désaffection en entraîne une autre: les Espagnols tournent le dos aux grands partis politiques (qui ne tardent pas à montrer leur capacité à fonctionner avec un minimum de participation citoyenne) et aux associations qui veillent aux questions sociales. Ces dernières peinent parfois à trouver des financements et le plus souvent à faire entendre leur discours⁸⁶.

Les ONGD sont suspectées de démagogie et il n'est pas rare d'entendre une voix qui s'insinue dans l'opinion publique et qui critique leur discours utopique. Leurs détracteurs mettent en cause le bien fondé de leurs propositions; d'autres secteurs de l'opinion, plus favorables aux positionnements défendus depuis leurs rangs, s'interrogent sur le degré de faisabilité de leurs propositions (encouragés par l'utilitarisme et la poursuite du résultat, propres à la société postmoderne). Au-delà de toute considération idéologique, nous soulignons ici le rôle de *Plataforma 2015 y Más* et d'autres organisations analogues. Elles posent des jalons qui peuvent rester enterrés pendant des années, prêts à jaillir lorsque le besoin de réinventer la société se fait sentir. La dissidence est une constante dans l'histoire de l'Humanité et les résultats n'ont pas toujours été corrélatifs à la naissance de la protestation.

86 Avec la crise on a vu la population se rapprocher des ONGD et de leurs positionnements impliquant une autre vision de la démocratie. Le triomphe de la postmodernité, avec son lot de libéralisme économique et sa vision de la mondialisation, suscita chez les associations non gouvernementales le besoin de réfléchir à un fonctionnement alternatif de la société. Comme nous l'évoquerons plus tard, les mobilisations citoyennes du 15-M reprendront ce discours longtemps délaissé et frappé d'un discrédit soigneusement cultivé par le pouvoir et les media majoritaires.

I.2.3.1. Les Objectifs du Millénaire, Sommet Mondial pour le Développement Social et Sommet de l'an 2000

Le Parlement Européen se réunit en février 1995 pour établir les priorités que l'Union européenne exprimera lors du Sommet Mondial pour le Développement Social qui aura lieu un mois plus tard, à Copenhague. Suite au Sommet, un programme d'action sociale à moyen terme fut adopté qui, comme on peut le lire sur le site officiel, «intègre les nombreuses propositions qui répondent aux engagements pris»⁸⁷. Le besoin exprimé de contribuer à «un progrès économique et social équilibré et durable au niveau international», guide la participation européenne.

Le développement social est reconnu comme étant indissociable de la démocratie et, autre information intéressante, la participation de la société civile dans la prise de décisions concernant l'avenir des nations est directement liée au respect des droits de l'homme. Après cette déclaration de principes nous pourrions avoir espoir que l'avenir soit placé sous le signe du dialogue social et de la démocratie participative. L'Union Européenne détaille un programme d'actions structurelles qui devront être prises en compte, aussi bien sur le plan national qu'international, «pour assurer la durabilité de la croissance et prévenir la formation d'inégalités trop grandes». Nous reproduisons dans son intégralité le texte officiel publié pour l'occasion et qui reste accessible sur Internet à tout citoyen désireux de s'intéresser à la politique européenne:

L'Union tient particulièrement aux objectifs suivants: 1: que tous les pays se fixent des objectifs de développement social concrets et échelonnés dans le temps en fonction de leur niveau de développement; 2: faire progresser les droits sociaux en poussant les États à ratifier les conventions de l'Organisation internationale du travail et à assurer un respect effectif de leur application; 3: que la réduction des inégalités excessives soit un objectif spécifique des politiques de développement social;

87 URL:http://europa.eu/legislation_summaries/employment_and_social_policy/international_dimensions_and_enlargement/c11902_fr.htm

4: que les politiques de coopération et d'assistance soient mieux coordonnées; 5: que les politiques recommandées par les institutions internationales, notamment le Fonds monétaire international et la Banque Mondiale, intègrent explicitement le développement social; 6: que la libre circulation internationale des capitaux contribue effectivement au développement.

Dans le cadre bilatéral, l'UE devrait s'engager à: 1: accorder, dans les programmes de coopération en développement convenus entre l'UE et ses partenaires, une priorité à la création d'emplois et à la lutte contre la pauvreté; 2: donner une priorité dans l'attribution de l'aide et des préférences commerciales aux pays qui s'engagent effectivement dans des stratégies de développement social concrètes et efficaces.

L'UE poursuivra ses efforts visant à l'éradication de la pauvreté et à l'intégration de toutes les composantes de ses sociétés (création massive d'emplois, prévention de l'exclusion sociale, revitalisation des systèmes de protection sociale). L'UE, premier donneur d'aide au développement, est déterminée à continuer à fournir une contribution substantielle à l'action internationale.

Dans un bilan de 1997 la Commission Européenne ne dissimule pas sa satisfaction, estimant avoir déjà largement répondu aux engagements souscrits à Copenhague. La route est longue, mais la voie est bien tracée, à en croire le discours officiel qui fixe cinq points prioritaires:

Développer la dimension sociale dans le cadre institutionnel international: la mondialisation entraîne une perte d'autonomie des politiques qui, à son tour, appelle une coopération internationale accrue au sein des grands fora (ONU, OIT, FMI, Banque mondiale, OMC, G7...).

Introduire le respect des droits sociaux fondamentaux et promouvoir le développement social et humain dans les accords bilatéraux: dans ses relations bilatérales et dans l'attribution de l'aide et des préférences commerciales, la Communauté devrait donner la priorité aux pays qui prennent des mesures concrètes pour respecter les engagements de Copenhague (promotion des droits fondamentaux des travailleurs, application des Conventions de l'OIT ou respect de ses principes). La Commission propose d'allouer, d'un commun accord, au moins 20 % de l'aide communautaire publique au développement aux programmes sociaux de base, avec au moins 20 % des dépenses publiques des pays en développement affectés aux mêmes objectifs.

Intégrer la lutte contre la pauvreté dans les actions de développement et poursuivre les initiatives contre l'exclusion sociale à l'intérieur de la Communauté. Dans le dialogue avec les pays en développement, la Communauté pourrait prendre systématiquement en compte une analyse de la situation en matière de pauvreté et une évaluation de l'action politique nationale en faveur de la lutte contre les inégalités. Par ailleurs, au sein de l'Union, il convient de s'assurer que les progrès économiques bénéficient à tous.

Maintenir l'emploi comme priorité des politiques économiques et sociales: la priorité accordée par l'Union à la lutte contre le chômage pourrait être utilement répercutée et confrontée à d'autres initiatives sur un plan international plus large (OIT, G7...).

Assurer le respect et la protection des immigrés, la lutte contre le racisme et la xénophobie: la Communauté entend prendre d'autres initiatives dans le cadre de l'Année européenne contre le racisme (1997).

Nous constatons que la question sociale figure en position privilégiée parmi les objectifs fixés par cette haute instance de la vie politique pour construire l'avenir de tous les citoyens. À côté des exigences indispensables à l'exercice de la démocratie, comme par exemple la participation directe des citoyens et le respect de l'intégrité de chacun au-delà des intérêts corporatistes ou privés, une mention spéciale est faite à la place des immigrés. Ceci vaut la reconnaissance de leur existence et souligne la nécessité de prévoir un modèle de société inclusif. Qui pouvait encore douter face au panorama, on ne peut plus optimiste, qui s'ouvrait à nous au moment de faire le bilan de la marche du monde à la fin du millénaire qui s'achevait et de préparer l'entrée dans le suivant?

Voyant dans le tournant du siècle un moment d'une haute signification symbolique, les Etats Membres des Nations Unies décident de se réunir à New York, du 6 au 8 septembre 2000, pour célébrer l'Assemblée du Millénaire, avec laquelle ils prétendaient réaffirmer le dynamisme de l'Organisation. À en croire les affirmations que l'on peut lire à ce propos sur la page web officielle de l'ONU⁸⁸, «ce sommet constitue une opportunité historique pour obtenir une entente sur le processus de réexamen du rôle des Nations Unies et des défis qui attendent l'Organisation dans le siècle à venir». De cette réunion naîtra la Campagne du Millénaire, un ambitieux projet, au moins dans la forme, que les Nations Unies prétendent mettre

88 Assemblée du Millénaire. URL: <http://www.un.org/french/millenaire/>
131 / 596

en place pour en finir avec l'inégalité dans un délai qui laisse rêveur et donne des sérieuses envies d'y croire. Avant 2015, comme le rappelle M. Ban Ki-Moon, Secrétaire Général de l'ONU, et selon un programme bien précis, les grands de ce monde auront trouvé le moyen et mis en œuvre les mesures nécessaires pour gommer les inégalités sociales et faire régner la paix et l'harmonie entre les peuples:

L'élimination de l'extrême pauvreté demeure l'un des grands défis de notre temps et constitue l'une des principales préoccupations de la communauté internationale. [...] Les objectifs du Millénaire pour le développement sont assortis de cibles à atteindre dans des délais précis, de façon à mesurer les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté monétaire, la faim, la maladie, l'absence de logements adéquats et l'exclusion tout en promouvant l'égalité des sexes, la santé, l'éducation et le respect de l'environnement. [...] Ces objectifs ambitieux mais réalisables indiquent la voie à suivre par la communauté internationale pour faire reculer l'extrême pauvreté d'ici à 2015 dans le cadre du programme global de l'ONU pour le développement⁸⁹.

Suite à ce qui que l'on désigna comme le Sommet du Millénaire, une liste comprenant huit points résumait l'essentiel du programme à accomplir avant l'échéance de 2015⁹⁰. L'angélisme des propositions, encore plus stupéfiant en combinaison avec le ton péremptoire employé (alors qu'un simple exercice de mémoire suffit à constater le faible poids de ces hautes instances à l'heure d'infléchir la politique des grandes nations lorsque celles-ci sont sommées d'agir contre leurs propres intérêts), explique le manque d'engouement des citoyens pour ce genre de manifestations. Mais ces considérations échappent à l'objectif qui est le nôtre. Nous nous concentrerons sur le huitième et dernier objectif, qui attire l'attention sur la nécessité de redessiner les lignes de forces qui président aux échanges entre les pays. Toujours selon les sources officielles, la communauté internationale s'efforcera

89 BAN KI-MOON, «Passer à l'action pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement», 25 juillet 2008. URL: <http://www.un.org/french/millenaire/>

90 1: Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2: assurer l'éducation primaire pour tous; 3: promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; 4: réduire la mortalité infantile; 5: améliorer la santé maternelle; 6: combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies; 7: Préserver l'environnement; 8: mettre en place un partenariat mondial pour le développement. *Ibid.*

de poursuivre six cibles:

Cible 8.A: répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et des petits Etats insulaires en développement; cible 8.B: poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire (le protectionnisme a été évité, en dépit d'une économie préoccupante, et cela grâce à une bonne coopération internationale). Les tarifs douaniers sur les produits agricoles en provenance des pays en développement ont encore baissé, mais restent inchangés pour les vêtements et le textile); cible 8.C: Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement; cible 8.D: en coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement; cible 8.E: en coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information et de la communication, soient à la portée de tous [...].

I.2.3.2. *Social Watch et Plataforma 2015 y Más*

Le nom de *Social Watch* désigne un réseau d'associations dont l'objectif affiché est de combattre la pauvreté et ses causes, ceci afin de mettre fin à toute forme de discrimination et de racisme, qu'ils estiment en lien direct avec l'inégalité et l'injustice sociale. «Nous avons un compromis avec la Paix, la justice sociale, économique et entre les sexes, et nous mettons l'accent sur le droit de chacun à ne pas tomber dans la pauvreté», écrivent-ils dans ce qui leur sert d'estrade pour se faire connaître et attirer sympathisants et adhérents, leur site Internet⁹¹. Ces associations constituées en plate-forme d'action citoyenne prétendent exercer une mission de vigilance sur les responsables politiques, aussi bien à l'échelle nationale qu'au niveau des plus hautes instances où se joue le destin de la planète, pour que les décisions adoptées et les compromis signés lors des grands sommets visant à éradiquer les inégalités soient respectés. Ces militants se sont engagés à surveiller la suite donnée au Sommet Mondial sur le Développement Social (Copenhague, 1995)

91 URL: <http://www.socialwatch.org/es>

et à la Déclaration des Objectifs du Millénaire (New York, 2000). Ils considèrent indispensable de rappeler aux gouvernements leur devoir d'agir en quête d'un type de développement durable, équitable et dont l'épicentre serait le bien-être des citoyens.

Quatre-vingt six pays dans le monde ont vu naître des associations qui déclinent l'initiative de *Social Watch*. C'est le rôle en Espagne de *Plataforma 2015 y Más*: ONGD de signe progressiste⁹², unies dans le but de faire respecter les engagements recueillis dans les Objectifs du Millénaire⁹³. A la défense de ces objectifs ils ajoutent l'intention de faire de la mondialisation le moyen de rendre leur dignité aux exclus. Dans leur déclaration de principes⁹⁴, ces associations mettent en exergue leur trajectoire de coopération avec les pays du Sud et attribuent le rôle de moteur du changement nécessaire aux «forces progressistes et à la société civile organisée des pays riches, en étroite relation avec celles des pays appauvris».

Les extraits de la déclaration de principes que nous citons ici résument une certaine façon de concevoir les relations entre les pays:

92 ACSUR Las Segovias, Asamblea de Cooperación por la Paz, CEAR, Cooperación Economistas Sin Fronteras, IEPALA, IPADE, ISCOD, MPDL, Paz y Tercer Mundo, Paz y Solidaridad et Solidaridad Internacional. Voir www.2015ymas.org. URL: http://www.2015ymas.org/index.asp#.UzpRkK1_urA

93 On peut lire dans leur déclaration de principes: «Queremos que estos objetivos se cumplan íntegramente. Pensamos que se ha agotado el tiempo de las declaraciones retóricas de buena voluntad. Para ello, pondremos todo lo posible de nuestra parte, pediremos a cada persona y colectivo que no olviden la suya y exigiremos a los gobiernos que cumplan con sus compromisos. Los objetivos mencionados, o los conseguimos entre todos y todas, con actuaciones concretas, o no se conseguirán». Plataforma 2015 y Más, «Declaración de Principios», in www.2015ymas.org, 15 avril 2002. URL: http://www.2015ymas.org/IMG/pdf/Anuario_2003_00_DECLARACION.pdf

94 Plataforma 2015 y Más, *ibid.*

Creemos que el protagonismo en el proceso de desarrollo recae en los pueblos del Sur, que sufren directamente las consecuencias del subdesarrollo. A sus fuerzas progresistas y a su sociedad civil organizada, con el apoyo de las del Norte, les corresponde defender las propuestas de cambio de las estructuras socioeconómicas, políticas y culturales que obstaculicen su camino hacia el desarrollo humano sostenible.

Creemos que esos cambios necesarios van a beneficiar a todos los pueblos, no sólo a los del Sur, pues la erradicación de la pobreza facilitará la consecución de la paz en el mundo, aumentará la estabilidad política y social mundial [...].

Creemos en la necesidad de ejercer presión política sobre los poderes públicos y los organismos internacionales, al igual que, en sentido contrario, la ejercen los sectores sociales privilegiados, cuyos intereses están ligados al mantenimiento del sistema vigente. Creemos que la presión ha de ser permanente, firme, propositiva y pacífica, y que ha de estar basada en el diálogo y la concertación.

Creemos en la pertinencia de apoyar procesos sociales transformadores, en los ámbitos de la democratización, la participación ciudadana y en el campo de las economías sociales o populares, haciendo de la Cooperación al Desarrollo una herramienta más eficaz y eficiente en la construcción de nuevas sociedades.

En déclarant leur vision «alternative» ils se placent dans une opposition au système néolibéral et à l'économie de marché. L'éducation, la justice, la sécurité et la protection de l'environnement, tels sont les objectifs qui devraient guider les pas de toute politique qui se serait fixé l'objectif d'accroître un certain type de richesse, la richesse «humanisante»⁹⁵. Toutes les associations qui intègrent la plate-forme sont progressistes. Certaines affichent une ferme volonté anti-capitaliste et n'hésitent pas à critiquer des décisions politiques libérales, tandis que d'autres se contentent de

95 Actuar en el nuevo territorio histórico de la globalización, con una visión alternativa de alcance mundial, significa propugnar formas de riqueza humanizadora (educación, justicia, seguridad, protección del medio ambiente) defendiendo espacios públicos de gestión controlados democráticamente que, frente a la lógica de la maximización de beneficios, no se calculan a escala mercantil. Voir Plataforma 2015 y Más, *ibid.*

défendre une vision humaniste de la gestion des communautés d'individus, que ce soit sur le plan national ou international. Il s'agit dans tous les cas de la lutte pour une mondialisation alternative, avec tout ce que cela implique de refus du modèle en vigueur, dont une des lignes directrices serait le besoin d'adopter une position commune pour le traitement de l'immigration⁹⁶.

Selon la vision humaniste qui est celle de ces ONGD, la migration est un droit inhérent à l'être humain que celui-ci a pu exercer depuis la nuit des temps. Il ne doit pas être soumis aux critères purement économiques qui, recherchant uniquement l'optimisation des profits, négligent les besoins des personnes. Lorsque ces associations affichent le traitement des migrations comme étant la première de leurs priorités, elles adoptent résolument une perspective inhabituelle qui fait apparaître des hommes et des femmes: les multiples visages de ce «capital humain», de ce flux que statistiques et media condamnent bien souvent à l'anomie. Contemplé dans l'ensemble des quinze objectifs de ces ONGD, le sujet de l'immigration cesse d'être «le problème de l'immigration», cette menace sourde qui guette à chaque frontière, toujours prête à déstabiliser les sociétés prospères.

96 L'immigration occupe la première position sur une liste qui compte quinze objectifs. Les autres sont: le contrôle du commerce d'armes et la réduction des dépenses militaires, une meilleure entente internationale pour la résolution de conflits armés, l'établissement de règles pour le commerce international qui avantagent les pays en développement, la définition d'un code éthique pour les entreprises internationales, la fin du surendettement externe des pays, la coopération internationale pour le développement et la mise en place de nouveaux instruments qui le rendent possible, la prévention de la généralisation des crises financières, des réelles avancées dans la lutte contre l'impunité, une gestion transparente, des politiques publiques favorisant le développement humain, la protection de l'environnement, l'égalité entre hommes et femmes et, finalement, la réforme des institutions financières internationales.

Afin d'obtenir un changement que ces militants considèrent non seulement possible mais indispensable, ils proposaient depuis le début de leur parcours un programme d'action mettant en avant la participation des citoyens dans la création du nouveau modèle de société. Ainsi, sur le plan national, ils se donnaient pour mission de promouvoir des débats publics, d'encourager la prise de conscience, personnelle et collective, et l'éducation à ce modèle de développement. Ils soutiennent, enfin, les publications et les études servant à mettre en évidence les vertus dudit modèle. Il incombera par la suite au citoyen instruit de participer activement dans la prise de décisions et d'exercer une vigilance sur l'action des gouvernements.

En effet, ces militants considèrent que l'exercice de la citoyenneté ne peut pas se limiter au vote au moment des rendez-vous électoraux. Aussi bien au niveau national qu'international, il est du devoir des citoyens d'exiger des élus une cohérence dans la prise de décisions et un engagement dans la défense des intérêts communs. *Plataforma 2015 y Más* formule explicitement sa demande d'implication active de la part des citoyens:

Ejercer presión política sobre las administraciones públicas y el Gobierno español exigiendo coherencia [...]. Ejercer presión política sobre otros gobiernos, aprovechando reuniones intergubernamentales de alto nivel -Unión Europea, G-8, Instituciones de Bretton Woods, sistema de Naciones Unidas- en demanda de «coherencia» entre el objetivo del desarrollo y otras políticas -comercio, finanzas, pesca, inmigración-⁹⁷.

Ces ONGD sont conscientes de l'importance vitale de la participation populaire dans la vie politique. Elles prônent inlassablement, aussi bien dans leurs déclarations de principes que dans chacun de leurs rapports, l'exercice d'une véritable citoyenneté. De l'affrontement entre les résultats d'une politique «financiarisée» et

97 *Plataforma 2015 y Más, ibid.*

les besoins réels des personnes surgissent les réactions de mécontentement donnant lieu, parfois, à des révoltes. Etant donné la critique qu'elles font de ce type de gestion et bien souvent du système capitaliste dans son ensemble, cela ne surprendra personne que ces ONGD soutiennent les protestations: «Llamaremos también a la ciudadanía a sumarse a las movilizaciones populares que consideremos oportuno apoyar»⁹⁸. Si la mondialisation, sous sa version libérale, a toujours été la cible de leurs critiques, ces associations célèbrent le surgissement d'une forme de «citoyenneté mondialisée».

Cette façon de concevoir l'avenir implique l'émergence d'un sentiment d'appartenance dépassant les frontières nationales. Ceci donnerait à chacun, sans distinction liée au lieu de naissance ou à la possession d'un quelconque titre ou permis, le droit et le devoir d'exiger une cohérence dans la prise de décisions sur des questions qui nous concernent tous⁹⁹. La citoyenneté ne serait donc plus un privilège lié à la naissance ou soumis à l'obtention de la nationalité. Les migrants auraient la possibilité d'effacer le stigmate de leur condition dans la mesure où, tout comme n'importe quelle autre personne résidant dans un pays, ils s'impliqueraient dans la vie sociale et politique.

98 Plataforma 2015 y Más, *ibid*.

99 «[...] surgimiento de una ciudadanía global que exige políticas coherentes con los problemas que afectan a toda la población del Planeta. [...] La solución sólo pasa por defender los derechos globales en un único mundo. [...]». Voir Social Watch, «La sociedad civil española postula políticas coherentes y ciudadanía global», in www.socialwatch.org, 31 mai 2012. URL: <http://www.socialwatch.org/es/node/14994>

I.3: L'ère méta-postmoderne (2007-?)

Tenía tan mala memoria que se olvidó que tenía mala memoria y se acordó de todo.

Ramón Gómez de la Serna, greguería

En 2007 la crise éclate. Elle s'impose comme une évidence que personne ne peut plus nier. Elle fut nommée, à grand renfort de compléments et épithètes: crise du système ou crise systémique. Le nouveau siècle atteignait à peine l'âge de raison qu'il montrait déjà une personnalité propre. La fin de l'Histoire ne sera pas pour ce début de millénaire non plus. Il est vrai que, après presque deux décennies de croissance et de changements politiques et sociaux, la postmodernité s'épuise et ses failles se font visibles. Les déséquilibres et les inégalités croissantes en font partie. Des pays dont l'économie semblait solide rencontrent désormais des difficultés qui font vaciller le modèle de société qu'ils s'étaient bâti autour d'un système que l'on croyait invincible, immunisé contre toute contagion.

Alors que, comme le décrit la théorie de l'effet papillon, tout changement entraîne d'autres qui, à leur tour, se répercutent sur des éléments inscrits dans le même système, les pays dits «émergents» gravissent les échelons qui mènent aux postes de commandement (d'après les experts, ils contrôleraient près de la moitié de l'activité économique mondiale¹⁰⁰). La postmodernité avait promis l'accès à la société de consommation à des millions de personnes qui n'y avaient jamais eu accès. Cependant, si l'ambition humaine n'a pas de limites, les ressources dont nous disposons ne sont pas infinies. Les guerres et les rivalités ne datent pas d'aujourd'hui, mais les enjeux sont désormais planétaires, ainsi que la course au contrôle des sources d'énergie et des ressources. Tout s'est mondialisé. Et la crise aussi. Nous appellerons ici méta-postmodernité cette nouvelle ère que l'humanité a inaugurée sous des auspices défavorables et qui semble contenir autant de contradictions que de tentatives d'évolution.

100 ONTIVEROS, E. et GUILLÉN, M., *Una nueva época, los grandes retos del S. XXI*, Galaxia Gutenberg, Madrid, 2012.

La croissance est l'objectif de bien de sommets; le développement est le mot d'ordre dans beaucoup de discours. De plus en plus de pays voient leur PIB s'accroître. Et pourtant l'ère de la méta-postmodernité naît sous le signe de l'inégalité. Si le vent favorable qui souffle sur les économies émergentes a fait que l'écart entre les pays se réduise, les inégalités au sein de chacun d'entre eux ne cessent de croître, avec tous les problèmes d'ordre social que cela entraîne. Les Nations Unies ont défini le développement humain comme le processus qui permet d'augmenter les opportunités des personnes pour mener une vie «productive et créatrice selon leurs besoins et leurs intérêts»¹⁰¹, avec la volonté de tenir compte des aspects qui ont trait à la vie personnelle des individus. Depuis 1997, le rapport annuel de l'ONU applique cette vision à l'évaluation de la pauvreté. Celle-ci n'est plus calculée uniquement en fonction des revenus, mais aussi selon les difficultés d'accès à des prestations considérées indispensables: la santé et l'éducation. Le degré d'exclusion sociale devient un paramètre essentiel de la nouvelle équation qui sert à calculer le taux de pauvreté de chaque société, aussi bien dans les pays émergents que dans ceux qui possèdent des finances assainies.

En 2007, d'après les critères que nous venons d'évoquer, l'Espagne était le deuxième pays le plus pauvre de l'Union Européenne selon des revenus et le sixième en termes de pauvreté humaine¹⁰². Et c'est à ce moment, sur cette base que d'aucuns se plaisaient à appeler, rappelons-le encore une fois, «le miracle économique espagnol», que la crise économique survint. Elle se propagea à grande vitesse, révélant les failles du système et, surtout, l'extrême vulnérabilité des gens. Après le krach des subprimes ou prêts immobiliers à risque aux Etats-Unis, peu de pays furent épargnés par l'onde expansive. De plus, la configuration financière

101 IVIE, «Indice de pobreza humana. Definición», *Capital Humano*, n° 121, Ivie (Instituto valenciano de investigaciones económicas), 2011.

102 Voir «El índice de pobreza humana en el contexto europeo», *ibid.*

préexistante peut accroître les effets dévastateurs sur certains pays. Ce fut le cas pour l'Espagne¹⁰³.

Le taux de chômage chez les jeunes de moins de 24 ans était, pour la période comprise entre 2007 et le deuxième trimestre de 2011, de 18,2%. Par ailleurs, les deux tiers des emplois détruits dans le même laps de temps appartenaient au secteur de la construction¹⁰⁴. La plupart de ces postes étaient occupés par des migrants¹⁰⁵. Les jeunes espagnols et les immigrés se comptent parmi les collectifs les plus touchés par la crise¹⁰⁶. Si les premiers peinent à trouver un premier emploi, ils sont nombreux parmi les seconds à l'avoir perdu. Chômage, précarité et, en définitive, exclusion. Des conditions de vie dégradées qui les repoussent, les uns et les autres, en dehors d'une société qui les regarde impuissante, tantôt en regrettant le peu d'espoir qu'elle a à leur offrir, tantôt en les accusant d'être la source de tous les maux. À l'époque où l'on parle de «déclassement des classes moyennes», une nouvelle classe est née et elle s'appelle le «précarariat». A ce propos, Alex Foti, l'homme politique italien, a dit: «le précarariat est à la firme post-industrielle ce que le prolétariat était à l'entreprise industrielle».

103 La capacité de récupération de chaque pays sera, elle aussi, inégale et semble confirmer la mauvaise gestion qui est celle de certains pays. En 2010 la UE-15 réussit à enrayer la destruction d'emplois, qui fut de -0,3%. en Espagne la chute continuait au rythme de -2% pour cette année, dépassant même celle du PIB. Voir IVIE, «Capital humano y empleo en tiempos de crisis», *Capital Humano*, n°122, Ivie, 2011. URL: <http://www.ivie.es/downloads/docs/ch/ch122.pdf>

104 Les emplois dans le secteurs de la construction se verront réduits de 42% pendant les trois premières années de la crise en Espagne. *Ibid.*

105 Dans la période de croissance, un quart des nouveaux emplois occupés par des étrangers était lié à la construction. Avec la crise la moitié de ces postes a disparu. Voir IVIE, «La población extranjera en el mercado de trabajo español», *Capital Humano*, n°125, Ivie, 2011. URL: <http://www.ivie.es/downloads/docs/ch/ch125.pdf>

106 Cf. Eurostat.

I.3.1. Mondialisation et crise mondiale

La mondialisation des finances influence comme on le sait la vie des citoyens de tous les pays du monde. Les transformations démographiques portent les traces de ces choix politiques et, en même temps, elles conditionnent la durabilité du modèle. Pour la première fois dans l'Histoire, nous voyons les pyramides démographiques des pays développés s'inverser. Le taux de natalité diminue et l'espérance de vie s'allonge: les sociétés vieillissent. La protection sociale, dans un système fondé sur la répartition, est menacée. Les mouvements humains n'en finissent pas de croître: des masses de migrants se déplacent à la recherche de conditions de vie plus favorables ou poussées par l'instinct de survie. Mais, dans un contexte de crise et de raréfaction des ressources, l'immigration est souvent perçue comme une menace. En même temps d'autres tentent de faire entendre leurs voix et disent que les migrants ne sont pas un danger mais la solution à bien des problèmes de la société réceptrice. Telle est l'opinion que défendit par exemple l'ex ministre socialiste Jesús Caldera, lors du *Forum Social Mondial* qui eut lieu à Dakar en 2011 et qui réunit des ONG du monde entier. A la question, posée lors d'un entretien fait à la radio espagnole, «l'immigration est-elle un problème ou une solution en temps de crise?», il répond:

Una solución siempre, siempre es una solución. Desde luego si se regula desde los criterios de legalidad y la relación de los flujos migratorios con los mercados laborales, que es lo que hemos hecho en España. La inmigración es un fenómeno universal en el espacio y en el tiempo. Sólo hay que ver que varios millones de españoles marcharon fuera de España. Creo que todos en nuestras familias y en nuestros entornos conocemos a emigrantes españoles que, por unas u otras razones, se marcharon. En el último siglo, entre finales del S.XIX y 1980 se fueron casi 7 millones de españoles. Por tanto es un fenómeno universal. Y si se regulan adecuadamente, si se regulan desde la cooperación, los flujos legales y la integración social es un fenómeno muy positivo. Todos los economistas en este momento lo ponen de manifiesto porque el mundo rico, el mundo desarrollado, el mundo avanzado se va a

enfrentar a una decadencia demográfica en los próximos años¹⁰⁷.

La durabilité du système est au cœur de tous des débats et elle inquiète fortement ceux qui prédisent des changements imminents et irréversibles à l'horizon de 2030. L'incidence de l'action humaine sur le climat aurait pour conséquence l'augmentation du prix des aliments (du double par rapport à 2012). La moitié de la population serait touchée par les problèmes d'accès à l'eau ou serait complètement privée du précieux liquide. Dans les pays développés comme dans les pays émergents une réflexion sur les sources d'énergie, mais aussi sur une production de biens et de services et une consommation plus respectueuses de l'environnement, s'impose. Les grandes nations en sont conscientes, mais elles se débattent entre ces considérations et le besoin de rester compétitives¹⁰⁸. Les nouvelles technologies ont été placées sous les projecteurs et l'on mise sur elles pour trouver des solutions. Mais sans un changement des comportements tout effort semble vain. La mondialisation a, jusqu'ici, concerné les transactions financières et les grandes opérations commerciales, mais elle n'a pas été échange entre les peuples ou généralisation de valeurs humanistes.

107 Entretien avec Jesús Caldera, ex ministre socialiste et Président de la *Fundación Ideas*, pour «Las Noticias» de *Radio Exterior de España*, le 10 février 2011.

108 Le journaliste espagnol Joaquín Estefanía commente dans l'article «Las dos tormentas» (URL: http://elpais.com/elpais/2013/01/25/opinion/1359110855_022653.html) le rapport sur les risques mondiaux pour 2013, émanation du World Economic Forum de Davos: «entre los principales problemas del planeta están, entre otros, las graves diferencias de renta y la falta de adaptación al cambio climático. Los que presentaron el informe subrayaron lo que está sucediendo: a medida que se prolonga la crisis financiera el mundo corre mayores riesgos porque aquella desvía la atención del cambio climático en un momento en que se producen fenómenos meteorológicos extremos [...]». Ello significa que la comunidad internacional centra los esfuerzos y los recursos en deshacer los riesgos socioeconómicos y margina la amenaza de la tormenta ambiental. Ambas tormentas entran en colisión».

Dans un système mondialisé, la crise se répandit à vive allure. En Espagne les deux partis majoritaires, PSOE et PP, s'employèrent longtemps à la nier, du moins lorsque l'alternance les plaçait au pouvoir. Les Espagnols le reprocheront à Rodríguez Zapatero et ceci lui vaudra sa défaite aux élections de 2008. Avant lui, le parti de droite avait déjà nié le problème qui planait sur le pays¹⁰⁹. Crise? Quelle crise? Depuis 2010 les socialistes entreprennent une politique d'austérité durement critiquée par le PP qui les accuse de s'acharner sur le sort des fonctionnaires, des retraités et des femmes. Mais le changement de gouvernement en 2012 n'enrailla pas le processus qui dégrade les conditions de vie des Espagnols: hausse des impôts, gel du SMIC, augmentation du temps de travail pour les fonctionnaires et stagnation de leur salaire, diminution des aides destinées aux jeunes (loyers réduits et prime de première installation) et aux personnes dépendantes, réforme du code du travail réduisant les garanties pour les travailleurs et augmentant le risque de précarité. Voilà quelques preuves bien concrètes qui parlent de l'existence d'une crise en Espagne.

109 «No existe una burbuja inmobiliaria [...] el concepto de burbuja inmobiliaria es una especulación de la oposición que habla insensatamente de la economía del ladrillo y olvida que la construcción es un sector fundamental para la economía del país [...]», déclarait Cristóbal Montoro (ministro de Hacienda y Administraciones Públicas). Voir EFE, «Montoro niega la existencia de la 'burbuja inmobiliaria'», *El Mundo*, 2 octobre 2003. URL: <http://www.elmundo.es/mundodinero/2003/10/01/Noti20031001124756.html>

«No hay burbuja inmobiliaria, sino una evolución de precios al alza, que se va a ir moderando con más viviendas de alquiler y más transparencia en los procedimientos de urbanismo», confirmait son coreligionnaire Luis de Guindos (ministro de Economía y Competitividad). Voir «Luis de Guindos: las cláusulas de salvaguarda de los salarios se deben ligar a la productividad, no al IPC», *ABC*, 2 novembre 2003. URL: http://www.abc.es/hemeroteca/historico-02-11-2003/abc/Economia/luis-de-guindos-las-clausulas-de-salvaguarda-de-los-salarios-se-deben-ligar-a-la-productividad-no-al-ipc_217920.html

I.3.1.1. L'économie en crise, des sociétés qui réagissent

En Décembre 2011 le CIS (*Centro de Investigaciones sociológicas*) publiait une enquête annonçant que 54,4% des Espagnols voyaient l'investissement dans le secteur public et dans les prestations sociales le seul moyen pour sortir de la crise, même si cela devait entraîner une augmentation des impôts. Seulement 23,3% de la population pensent qu'il est essentiel de réduire le déficit et la dette publique, même si cela implique une destruction d'emplois¹¹⁰. Après plusieurs années de déclin économique et de détérioration des prestations de l'Etat et de la protection sociale, le bilan montre le divorce consommé entre l'opinion publique et la classe politique espagnole. Le livre co-écrit par Vicenç Navarro, Juan Torres López et Alberto Garzón, *Lo que España necesita*, est un des nombreux témoignages à charge qui accusent les dirigeants de ne pas avoir su gérer la situation et, qui plus est, de l'avoir empirée par un comportement négligeant ou malhonnête qui, outre les conséquences matérielles, aurait l'effet de couper le peuple de ses élus et de souiller l'image de la démocratie participative.

Una de las principales características que está teniendo la actual crisis es que los poderes financieros, personas que forman parte de ellos o que los representan directamente, se están implicando mucho más directamente en la actividad gubernamental y no sólo tratan de influir en ella, como había ocurrido siempre, entre bambalinas, detrás de la tramoya. [...] Por primera vez, se ha producido un desembarco muy extendido y significativo de representantes del capital privado en la función pública y en áreas igualmente significativas. [...] Los mayores y más graves casos de corrupción se vienen produciendo allí donde la confusión entre intereses privados y públicos es mayor, cuando no están bien deslindadas las responsabilidades y cuando se deja que quienes sirven al interés privado definan a su antojo las necesidades públicas¹¹¹.

110 NAVARRO, V., TORRES LÓPEZ, J., GARZÓN, A., *Lo que España necesita*, Deusto, Bilbao, 2012.

111 NAVARRO, V., TORRES LÓPEZ, J., GARZÓN, A., *op. cit.*, p. 30 à 41.

La droite, alors dans l'opposition, critiqua les réformes mises en place par le PSOE dans le domaine du travail¹¹². Le 10 février 2012 le conseil des ministres présidé par Mariano Rajoy approuve par décret une réforme du code du travail qui facilite les licenciements en réduisant les indemnités¹¹³. Ce type de gestion que la droite comme la gauche ont alternativement adopté, s'inscrit dans la continuité d'un processus amorcé dans les années 80 et qui a comme maître-mot la «flexibilisation» des relations de travail. Les travailleurs se trouvent dépourvus de cadre sécurisant qui garantisse leurs droits (n'oublions pas que le statut de travailleur et la stabilité de l'emploi conditionne l'accès à la citoyenneté pour beaucoup d'entre eux) et l'on encourage au cas par cas la négociation des conditions de travail. Dans la pratique, dans une situation de crise mondialisée, les conditions de vie se dégradent et la précarité oblige. au-delà des opinions politiques, nous souscrivons à l'analyse faite par les auteurs de *Lo que España necesita*¹¹⁴ et nous apportons ici ces précisions pour ce qu'elles ont d'important dans la compréhension du mécontentement social et des mouvements sociaux qui ont eu lieu en Espagne.

112 «En un mercado que está perdiendo trabajadores sólo falta que a los empresarios se les facilite el despido», déclarait Esteban González Pons, porte-parole du PP, le 20 octobre 2011 dans *Los Desayunos de TVE*, une émission de la première chaîne de télévision publique.

«Lo que necesita España no es facilitar el despido, no es fomentar la salida, sino la contratación», disait Soraya Sáez de Santamaría, l'actuelle vice-présidente, alors porte-parole de son parti au Congrès, le 11 juin 2011 commentant dans un débat les mesures des adversaires politiques.

«Ha hecho una reforma laboral para el despido y no para el empleo», analysait Mariano Rajoy le 15 décembre 2010 au Congrès, à propos des décisions de Rodríguez Zapatero.

113 45 jours par année travaillée, dans la limite de 42 mensualités, en cas de licenciement non justifié. 33 jours, dans la limite de 24 mensualités, pour les contrats à durée indéterminée.

114 «A nuestro juicio la nueva reforma laboral se basa en el principio más reaccionario e injusto que puede tener una norma: tratar igual a los desiguales. Poniendo al empresario frente al trabajador individual, sin que a éste le pueda apoyar un convenio que es el resultado de un poder colectivo mucho mayor que el suyo propio, la consecuencia inevitable no va a ser otra que la degradación de las condiciones laborales». *Op. cit.*, p. 52.

D'après un rapport de l'OCDE le budget des familles s'est rétréci et les inégalités se sont accrues entre le milieu des années 90 et le milieu de la première décennie du XXI^e siècle¹¹⁵. Les personnes ont vu diminuer les prestations qu'elles recevaient de façon indirecte (santé, éducation, aides aux personnes dépendantes, bourses, etc.) ou différée (retraites). La période de croissance ne se traduit pas par une nette amélioration des conditions de vie des personnes dans les secteurs les plus défavorisés de la population. La mauvaise gestion de l'arrivée des migrants en est un exemple, avec ce qu'elle entraîna comme clandestinité et exclusion sociale pour des milliers d'individus: on estime à 900.000 le nombre de travailleurs illégaux en Espagne à la fin du mandat de José María Aznar, qui s'enorgueillissait tant de l'essor économique du pays et de son rayonnement international. La crise arriva et avec elle une récession qui justifia des mesures d'austérité que ces couches sociales fragiles furent les premières à ressentir¹¹⁶.

Pour faire face à la crise financière le gouvernement espagnol a cru opportun d'entreprendre une politique d'austérité¹¹⁷ fondée sur la réduction des dépenses. En mai 2010 José Luis Rodríguez Zapatero revient sur sa politique de dépense publique et il adopte une autre stratégie, celle de la consolidation fiscale¹¹⁸, qui sera poursuivie par son successeur à la tête du gouvernement, Mariano Rajoy, malgré les mises en

115 *Growing Unequal? Income Distribution and Poverty*, in OECD Countries, OCDE, 2008.

116 Nous faisons allusion aux découpes budgétaires qui concernent la santé (fin de la couverture universelle et de la gratuité de certains services), l'éducation et les aides sociales en général. Certaines restrictions vont à l'encontre, de façon directe ou indirecte, de l'égalité entre hommes et femmes: suppression de la scolarité entre 0 et 3 ans, réduction des prestations aux personnes en situation de dépendance et gel du salaire minimum, entre autres.

117 Le ministre des Affaires Etrangères traduit la pensée de nombre de ses opposants lorsqu'il utilise l'expression «presupuesto de guerra» pour parler du premier budget général de l'Etat du gouvernement de Mariano Rajoy.

garde d'un secteur des économistes¹¹⁹. Avec des réductions de 71% et de 85,9% pour la coopération au développement et pour les aides au monde rural respectivement, ces aires sont les plus touchées par les restrictions budgétaires. L'annulation des initiatives de soutien de l'emploi et une réduction drastique des fonds destinés à l'intégration des immigrés¹²⁰ confirment ce dont par ailleurs les décideurs n'ont jamais fait un secret: l'objectif du gouvernement est de réaliser un ajustement de 2,5 points sur le PIB en misant prioritairement sur une stratégie de réduction des dépenses¹²¹.

Il est de l'avis de certains qu'une partie de l'échiquier politique et financier espagnol actuel est l'héritier des pratiques clientélistes de l'ancien régime dictatorial.

118 En accord avec les mesures que prônait l'Union Européenne, l'Espagne s'engage à lutter contre son endettement, réduisant les dépenses et évitant qu'elles ne dépassent les recettes dans le budget de l'Etat. Le 23 août 2011 le Président Rodríguez Zapatero présenta le projet de réforme visant à introduire l'équilibre budgétaire dans le texte de la Constitution. L'alliance des deux partis majoritaires, PP et PSOE, (auxquels les voix de l'UPN vinrent s'ajouter), permit de dépasser le 90% de voix favorables parmi les députés et les sénateurs. Ainsi, malgré le mécontentement de ceux qui, appartenant à d'autres formations politiques, se plaignaient de ne pas avoir été consultés, la Constitution fut réformée sans avoir recours au référendum («Segunda reforma constitucional 2011»). URL: http://www.congreso.es/consti/constitucion/reforma/segunda_reforma.htm. Voir, à propos des réactions que suscite cette décision et la connivence entre les deux forces politiques opposées, l'article de Vera Gutiérrez Calvo et Ramón Muñoz in GUTIÉRREZ CALVO, V., et MUÑOZ, R., «Reforma exprés y sin referéndum», in *elpais.com*, 23 août 2011. URL: http://politica.elpais.com/politica/2011/08/23/actualidad/1314128715_080054.html

119 Les économistes du FMI Reda Cherif et Fuad Asanov disent que ces mesures sont risquées et qu'il serait préférable d'adopter une démarche plus progressive; de son côté, Paul de Grauwe pense que «le temps et l'intensité des programmes d'austérité ont été dictés par des sentiments de panique et de peur, au lieu d'être le résultat de processus de réflexion rationaux». Voir N. M. S., «Se cumplen tres años de políticas de austeridad en España: más pobre, endeudada y en recesión», in *20minutos.es*, 7 mai 2013. URL: <http://www.20minutos.es/noticia/1806327/0/tercer-aniversario/politica-austeridad/europa/>

Citons pour exemple Mariano Sánchez et ses propos: «Y así se formó un poder oligárquico muy potente que no sólo no ha desaparecido con la democracia, sino que incluso se ha fortalecido en los últimos años»¹²². Le franquisme fut, en effet, une période de suspension des avancées sociales dont jouissait l'ensemble des pays européens. En Espagne le ratio entre les dépenses publiques et le PIB était un des plus bas, comparable à celui d'autres pays en proie à des régimes totalitaires. Au moment de la transition la priorité fut donnée à la construction d'un système démocratique qui permette aux Espagnols de tourner la page et d'entrer dans une ère différente sous le signe de la démocratie:

[...] aunque dentro y fuera de España se quiere presentar la transición desde la dictadura como algo ejemplar y modélico, lo cierto es que no lo fue porque dejó en condiciones muy desiguales a los distintos grupos sociales: mantuvo el poder de los sectores que habían apoyado y soportado la dictadura y apenas si compensó a los que perdieron la guerra civil [...] y dejó en manos de los primeros no sólo la base material de la economía sino los medios de comunicación [...]»¹²³.

120 Le Conseil des Ministres vota le 30 mars 2012 la baisse de 67 millions d'euros dans le budget du Fondo de Integración de Inmigrantes, qui s'occupe de l'accueil des migrants et de l'éducation. SOS Racisme s'émeut de cette mesure qui signifie dans les faits la disparition de cette structure: La desaparición del Fondo supone paralizar cientos de planes de integración de municipios y Comunidades Autónomas, vacía de contenido importantes planes a nivel estatal como el Plan Estratégico de Ciudadanía e Integración 2011-2014 cuya ejecución queda en entredicho y va en contra de los acuerdos de la Unión Europea en esta materia [...]. Voir SOS RACISMO, «Sobre la eliminación de 67 millones de la dotación al Fondo de Integración de Inmigrantes», in *sosracismomadrid.es*, 2 avril 2012. URL: <http://www.sosracismomadrid.es/web/blog/2012/04/02/sobre-la-eliminacion-de-67-millones-de-la-dotacion-al-fondo-de-integracion-de-inmigrantes/>

121 Et ce malgré le fait que les dépenses espagnoles, considérées dans l'ensemble de l'activité économique, soient inférieures à la moyenne des autres pays européens: 45,6% du PIB en 2010, pour une moyenne européenne de 51,1%.

122 SÁNCHEZ, M., *Ricos por la patria. Grandes magnates de la dictadura, altos financieros de la democracia*, Plaza y Janés, Madrid, 2001.

123 NAVARRO, V., TORRES LÓPEZ, J., GARZÓN, A., *op. cit.*, p. 158 et 159.

Mais de toute évidence, à en juger par les mobilisations qui, sous des formes diverses, ont eu lieu depuis un certain jour de mai 2011, le mécontentement que provoque une politique obnubilée par la sauvegarde des intérêts financiers grandit. Parallèlement, une envie d'en découdre avec la vérité officielle qui a forgé l'opinion publique gagne un large secteur de la société espagnole. Les citoyens revendiquent dans la rue le droit de participer davantage à la vie démocratique tant vantée en Espagne. Les Espagnols ont été nombreux à descendre dans la rue pour protester contre ce qu'ils considèrent une amputation de leurs droits civiques. Ils s'indignent des nombreux cas de corruption et de mauvaise ou frauduleuse utilisation des fonds publics. Mais aussi, et surtout, ils réclament une participation plus active dans la prise de décisions qui les concernent tous, bien au-delà d'un passage sporadique par les urnes.

Le philosophe Slavoj Žižek¹²⁴ s'insurge contre l'utilisation des images des conflits dans des quartiers périphériques de certaines villes françaises. En France comme ailleurs, les media de grande diffusion inondaient inlassablement les foyers d'images terrifiantes et fascinantes de guérilla urbaine et de voitures en feu. Elles ont le pouvoir d'inoculer dans l'esprit collectif le sentiment d'insécurité. Pour des millions de citoyens-auditeurs l'agrégat de plusieurs concepts a l'air d'une évidence et c'est ainsi que le paradoxe naît et qu'immigration, chômage, précarité et autres facteurs d'exclusion sociale servent à justifier des remises en question de l'Etat protecteur. Les mots de Francisco Umbral nous semblent très opportuns pour expliquer cette situation:

Un pueblo, todo un pueblo, necesita un enemigo enfrente para ser grande. Al pueblo hay que darle un enemigo concreto, visible, fusilable, y no abstracciones. Sólo el que se inventa un buen enemigo se lleva detrás al pueblo. Un enemigo en el que concentrar todos los males y desgracias de la gente, que

124 ŽIŽEK, S., «Francia violenta, sociedad en peligro», in *Clarín.com*, 12 novembre 2005. URL: <http://edant.clarin.com/suplementos/cultura/2005/11/12/u-01088024.htm>

siempre es desgraciada. La gente pide un culpable, y a la gente hay que desviarla para que acierte equivocándose, no sea que dé con el verdadero¹²⁵.

Zizek invite à une autre réflexion qui, face à des situations de conflit social et même à ces images d'une violence toujours déplorable, tienne compte de la difficulté de certains individus à donner du sens à l'existence dans le contexte qui est le leur. Le philosophe parle de l'incapacité de l'individu méta-postmoderne à assumer une liberté qui l'effraye, de la tentation qui le guette de se replier sur d'anciens modes de fonctionnement, plus coercitifs, mais aussi plus rassurants, plus stables. Une conception frileuse de la démocratie qui, si l'on en croît les révoltes et les conflits sociaux qui se multiplient en Espagne et dans le monde, si l'on suit l'évolution de l'inégalité sociale que reflètent les statistiques, semble montrer ses limites.

I.3.1.2. Espagne: l'explosion de la bulle

A l'heure de ce que nous avons nommé la méta-postmodernité, le temps de la conquête des droits et de l'exaltation semble révolu. Les Espagnols des nouvelles générations sont nés libres d'exprimer leur opinion, mais l'exercice de la démocratie, lui, semble réduit à sa moindre expression. Après l'euphorie, le désengagement, et, pour finir, le désenchantement. Ce discours a été celui des manifestants qui se sont emparés des rues espagnoles, et aussi de certains intellectuels, parmi lesquels Zizek. Selon lui, l'humanité serait entrée dans l'ère «post-idéologique», caractérisée par le pragmatisme et par le dépassement des idéologies politiques, les deux facteurs précédents entraînant l'exacerbation des conflits ethniques. Ce philosophe va jusqu'à dire que ce sont bien les derniers conflits qui demeurent et auxquels on accorde de

125 UMBRAL, F., *Leyenda del César visionario*, Bibliotex, Madrid, 1991, p.69.

la légitimité. Il poursuit pointant la disparition du mot «travailleur», aussi bien du lexique politique actuel que du langage courant. A ce terme se sont substitués d'autres: «immigré» et/ou «travailleur immigré»¹²⁶ (Algériens en France, Turcs en Allemagne, Mexicains aux Etats-Unis, Equatoriens en Espagne, etc.). C'est ainsi que la problématique de l'exploitation du travailleur s'est transformée en drame de l'intolérance et du rejet de l'Autre.

Les inégalités s'accroissent et ce sont les plus démunis qui payent le prix fort des crises. Réactualisation de la lutte des classes? Effet secondaire de l'ordre libéral capitaliste?¹²⁷ Quoi qu'il en soit, plus personne ne peut se rassurer en pensant que les conflits et les drames humains nés de l'exclusion et de la pauvreté ne sévissent que dans le Tiers Monde dont ils seraient, comme on s'est efforcé de le croire aussi longtemps que l'on a pu, un mal endémique. Aujourd'hui, en regardant en face notre société et ses iniquités, nous savons que ce n'est pas le produit de la fatalité. Lorsqu'un pays lointain agonisait sous un soleil de plomb nous pouvions encore penser qu'il s'agissait d'une catastrophe naturelle. Mais l'Espagne dans la tourmente, si fière auparavant de son appartenance européenne, de sa réussite et de son entrée triomphale dans la modernité, a dû se rendre à l'évidence et reconnaître que c'est à l'action humaine qu'elle doit ce qu'elle est devenue.

126 ZIZEK, S., *ibid.*

127 Le journaliste Andrés Ortega titrait un de ses articles pour *El País* « El regreso de la lucha de clases ». Il s'exprimait ainsi : «De la mano de la última fase de la globalización, de la creciente desigualdad, de la crisis y del final de un modelo de crecimiento económico, la idea de la lucha de clases está de regreso en Occidente. Y esta vez vuelve de la mano no solo de analistas neomarxistas, sino de un financiero como George Soros, o de sociólogos que han alertado sobre lo que está ocurriendo en estas sociedades occidentales. La idea de lucha, conflicto o guerra de clases vuelve a los análisis. [...]». Voir ORTEGA, D., «El regreso de la lucha de clases», *in elpais.com*, 21 février 2008. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/02/20/vidayartes/1329766843_742941.html

Le sociologue français Camille Peugny, à qui l'on attribue le terme «déclassement», parlait déjà en 2007 de la déstabilisation de ces catégories autrefois considérées à l'abri des difficultés qui touchaient les classes populaires¹²⁸. Ce phénomène, que la crise a considérablement aggravé, concerne de plus en plus ce que l'on a traditionnellement appelé les classes moyennes. En Espagne, les travailleurs qui les composaient ont perdu leur emploi ou ils ont vu leurs revenus stagner. La précarité et l'incertitude se sont installées dans leurs vies. La méfiance s'y est bien souvent glissée aussi. Les «déclassés» auraient tendance à soutenir l'autoritarisme et ils prôneraient le retour à des valeurs traditionnelles et au repli nationaliste fondé sur une l'identité absconse. Les étrangers, les migrants, les travailleurs-immigrés, représentent une menace dans un contexte où l'emploi vient à manquer¹²⁹.

Mais, paradoxalement, les nombreux changements qui se sont produits ont rendu obsolètes les anciennes catégories dont on se servait pour décrire et expliquer les phénomènes sociaux. Les sociologues ont dû avoir recours au néologisme

128 PEUGNY, C., *La Mobilité sociale descendante. L'épreuve du déclassement*, thèse pour le doctorat de sociologie, IEP Paris, 2007.

129 Dans son ouvrage *Le déclassement* (PEUGNY, C., *Le déclassement*, Grasset, coll. Mondes vécus, Paris, 2009), Camille Peugny explique que le discours politique des déclassés insiste sur le nécessaire retour aux valeurs traditionnelles et se base également sur l'expression d'un racisme soulignant la présence massive d'immigrés, ces derniers étant vus comme les responsables des difficultés sociales et économiques. Les mobiles descendants rejettent majoritairement le libéralisme et ils se montrent attachés à la protection et à la régulation garanties par l'État. Cependant ils sont moins préoccupés par la nécessité de lutter pour la réduction des inégalités. Un besoin de protection se conjugue alors avec un souci de distinction vis-à-vis des populations plus modestes. Si le chômeur est vu comme une victime de la mondialisation, il est aussi perçu comme un «assisté». L'accent est mis sur le courage et la volonté individuels. Nous trouvons que le parallèle entre cette étude qui concerne la France des années 2000 et la situation espagnole récente est tout à fait possible.

«précariat», inspiré du terme «prolétariat», mais transposé à une époque où le concept de lutte de classes est arrivé à expiration (du moins il en serait ainsi à en croire Francis Fukuyama, qui annonçait la fin de l'histoire en même temps que l'avènement de la démocratie libérale. C'était avant que le philosophe et économiste ne se demande, comme il a pu le faire dans des articles plus récents, dans *Foreign Affairs*, si ladite démocratie libérale peut survivre au déclin des classes moyennes). Guy Standing, professeur de Sécurité économique à l'Université de Bath, en Angleterre, va plus loin dans la caractérisation de cette nouvelle catégorie sociale qu'est le précariat: «une nouvelle classe dangereuse»¹³⁰. Il explique comment cette classe s'est forgée dans l'ombre de la mondialisation pour ensuite émerger, au moment de l'explosion de la crise, en 2008. Des millions de personnes de par le monde groupées, après l'éclatement des anciennes structures de classe, sous le dénominateur commun de la dégradation de leurs conditions de vie et de l'incertitude concernant l'avenir. Standing estime que cette catégorie nouvelle voit ses rangs grossir de jour en jour et que, déjà, un quart des adultes dans les sociétés européennes peut y être rangé. Ce collectif de précaires est victime aussi d'exclusion sociale et culturelle. Les individus qui le composent sont peu ou pas formés (ce qui les sépare d'une autre catégorie, une sorte d'«élite» à laquelle appartiennent les travailleurs techniquement instruits).

Ce n'est pas une identité commune liée à l'activité réalisée qui constitue le socle commun du précariat. Ces nomades urbains (c'est ainsi que Guy Standing les a également désignés) changent d'occupation au gré du marché. Ceci rend impossible la survie d'un quelconque esprit corporatiste, jadis si présent dans le parcours vital et dans le positionnement social et politique de bon nombre de catégories socio-professionnelles. Frappés d'anomie et en proie à l'aliénation, ces personnes ont

130 STANDING, G., «¿Quién servirá de voz al precariado que está surgiendo?», in *sinpermiso.info*, 6 mai 2011. URL: <http://www.sinpermiso.info/textos/index.php?id=4212>
155 / 596

parfois été contraintes de quitter leur lieu de naissance et elles ont dû souvent s'adapter à un environnement hostile, au-dépens de leur santé psychique. Outre ces migrations internes, qui ne sont pas sans rappeler celles qui, dans les années 60, virent la population espagnole basculer de la campagne vers les villes, le concept de nomadisme social a vu le jour pour décrire ce que l'euphémisme «flexibilité» tentait de cacher. L'ascenseur social s'est inversé et ceux qui le prennent ne font que descendre. Nous avons là deux traits qui permettent d'unir sous la bannière du précarité les déclassés, les précaires espagnols, avec le collectif des migrants qui peuplaient déjà les couches les plus fragilisées de la société réceptrice. Espagnols de souche comme migrants à des stades différents de leur parcours d'installation dans le pays d'accueil, ils sont tous précaires et nomades.

Cette «classe dangereuse», bouillon de culture de l'extrémisme et du repli identitaire auquel nous faisons allusion, compte parmi ses membres les déshérités qui viennent d'ailleurs, en plus de ceux que chaque société continue de produire. L'immigration est, comme nous avons déjà eu l'occasion de le décrire, l'un des éléments ayant le plus contribué à la transformation de la société espagnole lors de ces deux dernières décennies. L'augmentation exponentielle du nombre d'immigrés vivant en Espagne se produisit au moment de la croissance économique du pays et ces étrangers nourrirent les secteurs sur lesquels reposait en grande partie l'essor économique, à savoir la construction et les services. Ils constituaient une masse de travailleurs abondante, flexible et bon marché. L'Espagne leur ouvrait ses frontières avec une relative facilité et la société les observait d'un œil peut-être sceptique, mais sans que des conflits graves ni des tensions excessives n'apparaissent.

Mais cette situation pourrait être en train de changer et ce ne serait pas la conséquence sociale la moins grave de la crise économique. Depuis 2008 on voit les mesures dites d'ajustement se succéder, parallèlement à une augmentation spectaculaire du taux de chômage. Les restrictions budgétaires concernent en grande partie les prestations sociales, ce qui ouvre le débat de la priorité nationale. L'accueil des migrants, mais aussi le rôle des étrangers déjà sur le sol espagnol est sujet d'une polémique qui s'est emparée des media et qui s'insinue, sous des formes diverses,

dans l'esprit collectif. Des visions tronquées, des conclusions hâtives et la résurgence de vieux préjugés qui trouvent en ce moment un terreau favorable, constituent un ennemi qui, fort de son mépris des données réelles, s'annonce difficile à vaincre.

Certaines analyses ont pour mission de prouver que la place des immigrés dans la société espagnole est autre que celle de l'assisté, bénéficiaire des prestations sociales qui met en danger la durabilité de l'Etat protecteur. Nous nous reporterons à celle de Francisco Javier Moreno Fuentes et María Bruquetas Callejo¹³¹. Dans un premier temps, les chercheurs examinent l'accès des immigrés à la santé, à l'éducation et aux aides sociales, pour conclure à l'inéquité d'un système qui fait peser les restrictions sur le collectif des plus défavorisés auquel ils appartiennent, creusant encore le gouffre de l'inégalité. Deuxièmement, l'étude mesure la participation de ce collectif de migrants au système fondé sur la répartition. Ainsi, elle établit l'importance de leur apport direct, à travers les charges sociales et les impôts. De façon indirecte, ces immigrés qui ont trouvé emploi, bien que souvent non régularisé, dans l'aide aux personnes, ont rendu possible l'incorporation à la vie active de nombre d'Espagnoles, palliant les défaillances d'un système incapable d'assumer le vieillissement de la population et l'entrée de la femme dans l'espace public¹³². Comme nous le disions précédemment, la protection sociale espagnole est basée sur ce que l'on a appelé le «familismo», qui exonère l'Etat de la prise en charge des personnes dépendantes¹³³. Ces situations, gérées comme des «affaires familiales», incombaient essentiellement aux femmes espagnoles¹³⁴, faisant obstacle à leur accès au travail rémunéré.

131 MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *op. cit.*

132 «Si comparamos la evolución española con la de otros países podemos comprobar que España es el país europeo que más ha incrementado su tasa de actividad femenina a lo largo de los últimos lustros, acercándose gradualmente a los parámetros de los países del modelo corporativista, si bien aún lejos de los patrones de los países del modelo socialdemócrata». MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *op. cit.*, p. 130.

Après huit ans de débat, le gouvernement approuva en 2006 une loi (dite *Ley de Dependencia*¹³⁵), qui resta pratiquement sans effet à cause de la crise économique et de la délégation des compétences aux différentes régions espagnoles, incapables d'assumer les dépenses nécessaires à la mise en place des mesures préconisées. C'est par conséquent un marché des soins majoritairement informel qui absorbe l'arrivée des immigré(e)s¹³⁶, contraintes d'accepter des conditions souvent abusives¹³⁷. Ces femmes, que certains chercheurs ont nommé «criadas de la globalización», proviennent de pays en voie de développement et elles occupent les places que d'autres femmes, issues de sociétés plus prospères, laissent vacantes¹³⁸.

133 «Datos comparativos de la OCDE para 2003-2004 muestran que en nuestro país un 20,7% de menores de hasta dos años asisten a guarderías, lo que está dos puntos por debajo de la media de países europeos. Sin embargo, la red de guarderías públicas en España atiende tan solo un 8,3% de los niños menores de tres años, mientras que las privadas atienden a un 10,7% (2006-2007). [...] la red de residencias públicas de proximidad y residencias asistidas para la tercera edad es notablemente limitada, mientras que absorbe la mayor parte de los recursos para instituciones de cuidado de larga duración (geriátricos, psiquiátricos, etc.) [...]. Además, pese al elevado volumen de personas muy dependientes residentes en hogares familiares, la ayuda a domicilio está escasamente desarrollada, tanto en términos de cantidad (horas semanales de ayuda ofrecidas) como de cobertura (en torno al 3-4% de la población)». MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *op. cit.*, p. 131-132.

134 «Según los datos de la encuesta EDDDES sobre protección de la dependencia, [...] un 61% de las personas que prestan cuidados personales viven en el hogar de la persona dependiente y pertenecen al mismo; además, la mayoría son familiares (60,5%), fundamentalmente hijas (58%). El bienestar o satisfacción vital (*well-being*) que se genera en las familias está producido sobre todo por mujeres». MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *op. cit.*, p. 128.

135 Ley de Promoción de la Autonomía Personal y de Protección de las Personas en Situación de Dependencia 39/2006.

I.3.2. Refaire ses valises¹³⁹: mouvements de capital humain

«Le stock de population étrangère chute de 0,3% en 2011», titre *Capital Humano* l'un de ses articles consacré à l'analyse de la crise sur la population immigrée en Espagne¹⁴⁰. L'étude poursuit expliquant que les effets de la crise se firent sentir sur ledit «stock» à partir de 2009, année où le chiffre d'arrivées diminua de manière sensible confirmant une tendance qui avait été amorcée déjà en 2006. L'observation du taux migratoire et la mise en relation de ce dernier et de la courbe de l'économie espagnole permettent d'affirmer que la présence d'immigrés est en

136 «Este nicho en el mercado de trabajo español está siendo ocupado en gran medida por mujeres inmigrantes, provenientes en primer lugar de América Latina, pero también de Europa del Este y en menor medida de Filipinas y Marruecos. [...] En 2004 el 91,7% de las altas de extranjeros en el régimen de hogar correspondía a mujeres. [...] Los datos de afiliación al régimen de hogar a 31 de diciembre de 2008 indican que un 65,3% de las inmigrantes empleadas en el sector son de procedencia latinoamericana. Los tres mayores colectivos nacionales son el ecuatoriano, el boliviano y el colombiano, con un 17,4%, 12,4% y 11,8%, respectivamente, del total de extranjeras empleadas en el régimen de hogar». MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *op. cit.*, p. 135-136.

137 «El mercado del cuidado acusa una segmentación laboral por nacionalidad: mientras que algunas nacionalidades se especializan en la limpieza en régimen externo y por horas, otras se dedican fundamentalmente al cuidado de ancianos o de niños en régimen interno. Esta segmentación laboral de las extranjeras refleja una jerarquía social de los empleos incluidos en el sector doméstico. Los empleos en régimen externo son socialmente más valorados y en su mayoría copados por trabajadoras autóctonas, mientras que los de régimen interno implican condiciones de trabajo más duras y a menudo abusivas. [...] La segmentación laboral de las inmigrantes está influida por los estereotipos étnicos de los empleadores autóctonos. Al elegir una empleada doméstica las familias autóctonas se basan en ideas sobre lo que debe ser un hogar y las cualidades necesarias para las tareas domésticas. Los distintos colectivos nacionales de inmigrantes están asociados en el imaginario colectivo con ciertas características que los hacen más o menos apropiados como cuidadores. [...] las latinoamericanas son consideradas «dulces», pero también «mentirosas» y «poco trabajadoras», sobre todo las ecuatorianas». MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *op. cit.*, p. 137 et 139.

lien direct avec la situation économique. Une telle analyse, prétendant confirmer par des données chiffrées des impressions empiriques, nous paraît significative dans la mesure où elle se place dans la continuité d'un discours auquel nous avons déjà fait allusion: celui qui associe migration et besoins du marché, immigrés et main d'œuvre. Certains passages de l'article que nous venons de citer exigent une relecture pour s'assurer qu'il s'agit bien de personnes et non pas de capitaux ou encore de marchandises (le nom de la revue, *Capital Humain*, annonce la couleur):

Las remesas es otra de las variables que se ha visto afectada por la crisis económica, no sólo ralentizando su evolución sino disminuyendo su valor como sucede en 2008 (-5%) y 2009 (-11%), este último el más crítico. A partir de 2010 se evidencia una recuperación pero sin duda a tasas muy

138 «Funcionando como «criadas de la globalización», las inmigrantes de países en vías de desarrollo están cubriendo los huecos que deja la inserción laboral de las mujeres autóctonas. De esta manera se constituye una «cadena global de cuidados», según la cual mujeres de regiones desfavorecidas emigran para cuidar de las familias de mujeres empleadas en el mercado regular de trabajo en países occidentales; a su vez, con el envío de remesas de dinero, las mujeres inmigrantes apoyan a los hijos que han dejado al cuidado de alguna familiar en el país de origen. Se puede hablar pues de «fuga de cuidados» emulando la expresión «fuga de cerebros» del lenguaje tradicional sobre migraciones». MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *op. cit.*, p. 140.

139 *El País* publica, dans sa version numérique, la rubrique «Maleta de vuelta» compilant des reportages sur des migrants que la crise en Espagne poussait au retour vers leurs pays d'origine. Voici quelques exemples: «Para vivir mal aquí vivo mal en mi país», in *elpais.com*, 10 juin 2011 (URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/06/10/actualidad/1339345173_164363.html), «¿Cómo iba a dejar al niño en la calle?», in *elpais.com*, 11 juin 2011 (URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/06/11/actualidad/1339434048_316234.html), «Vuelvo sin nada pero no es un fracaso, he ayudado mucho a mi familia», in *elpais.com*, 12 juin 2011 (URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/06/12/actualidad/1339527443_144473.html) et «Se acabó mi sueño español», in *elpais.com*, 13 juin 2011 (URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/06/11/actualidad/1339436223_416187.html).

140 «El stock de población extranjera cae un 0,3% en 2011 tras el intenso escenso del flujo migratorio producido desde 2009», in IVIE, *Capital Humano*, n° 132, 2011.

inferiores a las observadas antes de la contracción económica¹⁴¹.

Les effets conjugués de cette vision utilitariste de l'immigration et d'une politique peu prévoyante, qui ne gère l'installation des étrangers en Espagne que dans l'urgence et lorsqu'elle génère des situations conflictuelles qu'il devient impossible d'ignorer plus longtemps, n'a pas facilité l'intégration.

Con el asentamiento de grupos de población de origen extranjero han emergido nuevas necesidades sociales, relacionadas con el incremento de la demanda pero también con su diversificación. Esta situación ha superado en buena medida las actuaciones adoptadas por las administraciones públicas, caracterizadas por una insuficiente previsión. La respuesta de los poderes públicos ha sido de naturaleza eminentemente reactiva, improvisada y orientada sobre todo a responder a las necesidades más visibles por perentorias¹⁴².

Depuis le début de la crise, plus de 300.000 Espagnols ont quitté l'Espagne pour un autre pays européen ou pour d'autres destinations. Plusieurs pays d'Amérique Latine, comme l'Argentine, le Mexique ou le Brésil, figurent en haut de cette liste. Impossible de ne pas faire le lien avec d'autres moments de l'histoire¹⁴³. Les expressions telles que «fuite de cerveaux» ou «exil forcé» sont employées pour décrire la saignée que les migrations récentes représentent pour l'Espagne. Bon nombre de jeunes diplômés partent vers des pays qui n'hésitent pas à lancer des appels d'offre à leur intention. Certaines émissions des media nationaux abondent dans ce sens, diffusant les témoignages de migrants qui parlent de réussite à l'étranger. La réalité, bien évidemment, n'est pas faite que de réussite pour ces migrants, comme pour tous les autres¹⁴⁴.

141 IVIE, *Capital Humano*, *ibid*.

142 MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *op. cit.*, p.14.

143 Le titre de l'émission «España vuelve a emigrar», diffusée le 22 avril 2012 par *Radio Nacional de España*, dans la série de débats d'actualité que propose le programme *Futuro Abierto*, ne laisse aucun doute sur l'analogie qui est faite entre passé et présent.

En 2011, 450.000 personnes arrivaient pour s'installer en Espagne; 580.000 Espagnols partaient vivre à l'étranger. Le nombre d'Espagnols à la recherche d'un emploi à l'étranger doubla entre 2008 et 2010. Les jeunes sont nombreux à vouloir quitter un pays où le taux de surqualification dans l'industrie du nettoyage est, selon l'association d'entrepreneurs de ce secteur d'activité, le plus important d'Europe. Une analyse économique du phénomène explique que les flux migratoires sont le résultat d'un déséquilibre entre le pays émetteur et le récepteur en ce qui concerne les salaires et le capital humain disponible. La conséquence de ce déséquilibre est un effet d'appel, pouvant être renforcé par les réseaux sociaux, les accords politiques et les liens historiques entre les pays. Lorsqu'il y a confluence de ces éléments, nous nous trouvons face à un cas d'aller-retour comme celui qui existe depuis longtemps entre l'Espagne et l'Amérique Latine. L'Association des descendants de l'exil espagnol fait le lien entre le passé et le présent des migrations en Espagne. A travers le site Internet *exiliados.org*¹⁴⁵, elle propose aux jeunes Espagnols ou d'origine espagnole résidant à l'étranger des informations sur l'emploi, le logement ou les loisirs¹⁴⁶. La volonté de ne pas oublier le passé et d'inciter à la réflexion diachronique à propos des migrations et de l'exil est évidente¹⁴⁷.

Migrants d'hier ou d'aujourd'hui, ayant été contraints de quitter leur pays d'origine ou ayant fait le choix d'aller, l'espèrent-ils, vers un cadre de vie plus favorable. Ils jouent le rôle de fusible en temps de crise. Par leur position de faiblesse

144 En Norvège une association nommée Robin Hood s'est créée pour venir en aide aux «réfugiés de l'euro» (terme employé par la presse locale), dont la moitié sont des Espagnols.

145 URL: <http://exiliados.org/>

146 Le portail informatique Cext (pour «ciudadanía exterior»), qui se dit «el portal de los jóvenes españoles en el exterior», exprime sa volonté de briser l'isolement qui fut et qui continue d'être le lot de beaucoup de migrants: «Si eres joven y te interesa España, ¡únete ahora!», «Conoce a jóvenes como tú dentro y fuera de tu país», «Comparte, publica y valora experiencias e informaciones», «Comunícate con otros jóvenes, asociaciones y grupos».

dans le marché du travail, ils naviguent souvent entre l'économie souterraine et les contrats précaires. Par leur faible ancrage social dans le pays récepteur, ils sont exposés à l'invisibilité et à l'isolement. Tolérés dans des moments de croissance, ils s'attirent en temps de crise les critiques de ceux qui les jugent responsables de tous les maux et une menace pour la survie du système de couverture sociale. Espagnols à l'étranger ou étrangers en Espagne, même combat pour les uns comme pour les autres. Dure bataille et des chiffres derrière lesquels se cachent des parcours humains difficiles, loin des grandes déclarations rappelant les liens historiques ou des accords internationaux.

I.3.2.1. *Plan de Retorno Voluntario*: la peur de l'arrêt définitif du système

En 2007, le ministère du Travail et des Affaires Sociales, par un décret d'application d'une loi datant de 2003¹⁴⁸, précisait les conditions d'attribution des subventions par le Secrétariat d'Etat à l'Immigration et à l'Emigration¹⁴⁹. Ledit Secrétariat déclare avoir toutes les compétences pour l'accueil des migrants:

147 A partir de la page d'accueil de exiliados.org nous accédons, dans la rubrique «Exilio vivo», à l'article de Barbara Mullberry «Herminio Martínez, niño de la guerra civil: "Los jóvenes de hoy deberíais conocer la historia"». Une brève mais éloquente déclaration de principes y figure également: «La Asociación de descendientes del exilio español quiere que nos reencontremos todos en el camino, que hagamos un balance de nuestras vidas, para la memoria de nuestros hijos, los nietos del exilio, y para conocimiento de las nuevas generaciones de españoles. Que sepan que todavía estamos por ahí y lo que hemos hecho. Que sepan que desde otros países seguimos contribuyendo al papel de España en el mundo».

148 Ley General de Subvenciones 38/2003, publiée dans le BOE n° 276 du 18 novembre 2003.

149 Orden TAS/1043/07, publiée dans le BOE n°95 du 20 avril 2007.

El Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales, en virtud del Real Decreto 1600/2004, de 2 de julio, por el que se desarrolla la estructura básica del Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales tiene atribuidas, entre sus funciones el desarrollo, a través de la Secretaría de Estado de Inmigración y Emigración, de la política del Gobierno en materia de extranjería e inmigración, la planificación del desarrollo, mantenimiento y gestión del sistema de acogida integral, y promoción e integración para inmigrantes, solicitantes de asilo, refugiados, apátridas, personas acogidas al régimen de protección temporal y otros estatutos de protección subsidiaria.

Asimismo le corresponde la gestión de subvenciones destinadas a los programas para la promoción laboral, social, cívica y cultural de los colectivos citados, el control y seguimiento de los centros de migraciones, así como la gestión de iniciativas, fondos y planes de acción comunitarios que afecten a los mismos¹⁵⁰.

Fin 2008 le gouvernement espagnol approuva un projet d'aide au départ pour les étrangers qu'il appela *Plan de Retorno Voluntario* (PRV à partir d'ici). Pouvaient en bénéficier les ressortissants de pays extérieurs à la Communauté Européenne ayant signé des accords bilatéraux avec l'Espagne en matière de sécurité sociale. Le gouvernement leur garantissait un retour «entouré de toutes les garanties»:

El Gobierno de España ha puesto en marcha un Plan de Retorno Voluntario para aumentar la protección de los trabajadores y las trabajadoras inmigrantes que deseen volver a sus países de origen. Con esta nueva medida, todos aquellos inmigrantes en situación de desempleo y que procedan de países extracomunitarios con los cuales España haya firmado convenios bilaterales en materia de Seguridad Social, podrán asegurarse un retorno con las máximas garantías. En primer lugar, porque podrán cobrar por anticipado toda su prestación por desempleo y, en segundo lugar, porque podrán computar todas las cotizaciones realizadas en España y en su país de origen a efectos de su pensión futura¹⁵¹.

Les PRV propose l'aide financière sous forme de prise en charge des billets d'avion et de l'installation dans le pays récepteur. Il prévoit également d'autres types

150 URL: <http://www.empleo.gob.es/es/guia/leyes/OTAS104307.html>

151 URL: <http://extranjeros.empleo.gob.es/es/integracionretorno/subvenciones/retornoFrv/doc/informacion-programas-retorno2-convocatoria.pdf>

d'aide: des informations générales sur le pays d'origine; des informations personnalisées nécessaires selon les besoins particuliers; un accompagnement psychologique; dans des cas exceptionnels, des formations nécessaires pour accéder au marché du travail du pays cible et l'étude du projet du demandant, afin de conseiller ce dernier dans sa démarche.

Malgré la rapide détérioration de la situation économique en Espagne qui fut concomitante au PRV, celui-ci n'eût pas le succès escompté par le ministre de l'Emploi, Celestino Corbacho. Un premier bilan, un an après la mise en place du dispositif, montrait que seulement 8.700 demandes avaient été faites, ces dernières s'élevant à 9.800 en janvier 2010 et à 12.000 en avril de la même année. En mars 2011 le gouvernement réapprovisionne le PRV après 4 mois resté sans fonds, trouvant 2.000 étrangers en liste d'attente. Nonobstant, les prévisions du ministre Corbacho en 2008, qui annonçaient 100.000 départs, tarderaient 11 ans à se réaliser au rythme actuel.

Les ressortissants de pays d'Amérique du Sud figuraient depuis le début parmi les principaux bénéficiaires du PRV¹⁵² et ils représentaient, en 2011, 90% des demandeurs. En échange de l'aide que nous avons détaillée plus haut, les immigrants s'engagent à quitter l'Espagne dans un délai de 30 jours et à ne pas y retourner pendant 3 ans. En dépit des difficultés financières, cette condition les pousse à renoncer au retour tant encouragé, car il implique, après des années de résidence sur le territoire espagnol pour bon nombre d'entre eux, l'éloignement de l'endroit où

152 Equatoriens et Colombiens furent les principaux demandeurs, suivis des Argentins, Brésiliens, Péruviens et Chiliens. Cette information provient du site Internet «Ecuadorianos por el mundo». URL:http://www.ecuatorianosporelmundo.com/home/index.php?option=com_content&view=article&id=69:11440-inmigrantes-se-acogen-al-plan-de-retorno-a-su-pais&catid=35:ecuatorianos-en-espana&Itemid=54

se placent désormais leurs intérêts moraux. La plupart des pays d'Amérique Latine connaissent une croissance régulière depuis 2003, avec une augmentation de la quantité et de la qualité de l'emploi qui permettent de lutter contre les inégalités. Cependant, le retard dans le processus de modernisation des institutions prive les citoyens de l'accès à la justice sociale, ce qui constitue à la fois un moteur pour la migration et un frein pour le retour¹⁵³. Cet argument s'oppose à une vision des migrations uniquement calibrée par les besoins de l'économie et il met en évidence l'injustice des mesures qui ne tiennent compte que des intérêts financiers¹⁵⁴.

Les aides à l'installation et à l'intégration se sont transformées, en l'espace de quelques mois seulement, en prime au retour à la case départ. Mais les immigrés font preuve de pugnacité et le PRV n'atteint pas son objectif. «Les immigrés ont une grande capacité pour faire face à l'adversité», explique une étude du BID (*Banco Interamericano de Desarrollo*). Ceux qui restent se sacrifient et parviennent à faire vivre leurs familles dans les pays d'origine. Les chiffres concernant les envois

153 Cette situation est en train de changer, la crise en Espagne se montrant sévère et durable. Selon un rapport de l'INE, en 2012 109.283 Sud-américains quittèrent l'Espagne et son taux de chômage autour du 26% pour regagner leurs pays d'origine, qui figurent souvent parmi les économies émergentes. INE, «Avance de la Estadística del Padrón Continuo a 1 de enero de 2013», *Estadística del Padrón Continuo, año 2013*, 22 avril 2013. URL: <http://www.ine.es/prensa/np776.pdf>

154 Il faut noter que la gravité de la crise et l'éloignement des perspectives d'amélioration pourrait être en train de modifier cet état de choses. Un article publié par *elpais.com* et daté du 24 octobre 2012 (URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/10/24/actualidad/1351079750_081442.html), indiquait que 72,29% des Equatoriens résidant en Espagne souhaitaient retourner dans leur pays d'origine. Face à ce chiffre l'ambassadrice équatorienne, Aminta Buenaño, surprise, déclare que ses compatriotes veulent résister à la crise et faire partie de la solution. Cependant, poursuit-elle, force est de constater la haute vulnérabilité des immigrés en cette période difficile. D'après l'INE, 480.626 Equatoriens vivaient en Espagne en 2012, ce qui les plaçait en haut de la liste des hispanophones sur le sol ibérique.

d'argent le prouvent bien: après 6 mois de baisse consécutifs, les envois (*las remesas*) augmentèrent d'un 1,8% en 2009, par rapport à l'année précédente qui se termina avec une chute brutale d'un 20,6%. Le directeur de *Remesas.org*, Iñigo Moré explique que cela est possible parce que les immigrants vivent «à la limite de la subsistance»¹⁵⁵.

L'Espagne, et avec elle la Communauté Européenne qui aide au financement du PRV, fait un choix qui découle d'une certaine vision de l'immigration. Après avoir bénéficié de l'effet d'appel, que le déséquilibre entre les pays fait jouer en faveur des plus développés, et n'ayant pas accompli les investissements nécessaires à l'amélioration des conditions de vie pour les plus défavorisés, voici que les fonds publics sont utilisés pour encourager le départ de ceux qui ont servi l'économie dans ses jours heureux. Entre-temps, les envois d'argent n'ont jamais fait l'objet d'un suivi qui aurait pu s'avérer positif pour les sociétés réceptrices et qui aurait contribué au rééquilibrage Nord-Sud. Au contraire, l'importance de ces envois est grandissante, ce qui montre que le besoin reste intact, que les migrants doivent se sacrifier davantage pour les maintenir même en temps de crise et, finalement, que ce soutien venu de l'extérieur a parfois été l'alibi de certains gouvernements et des investisseurs privés prompts à se désengager de l'aide à la population.

L'argent envoyé par les migrants constitue une importante injection de capitaux dont bénéficient les pays d'Amérique Latine¹⁵⁶. Bien que les conséquences de ce transfert d'argent restent positives pour les économies réceptrices, certaines études montrent que les effets négatifs existent et qu'il ne convient pas de les

155 Propos recueillis par Europa Press in «Los inmigrantes viven "al límite de la subsistencia" para mantener las remesas, que remontan un 1,8%, según expertos», 7 mai 2010. URL: <http://www.europapress.es/epsocial/inmigracion-00329/noticia-inmigrantes-viven-limite-subsistencia-mantener-remesas-remontan-18-expertos-20100507125608.html>

négliger. Les «remesas» accentuent les inégalités sociales, dans la mesure où elles ne profitent pas aux couches les plus défavorisées de la population, dont les migrants sont rarement issus (ce qui rejoint un autre problème qui est celui de la «fuite de cerveaux»). La CEPAL (*Comisión económica para América Latina*) met en garde contre le désengagement des gouvernements qui ont intégré les envois d'argent des migrants comme une source de revenus de leurs pays:

La atención creciente que han despertado las remesas no debe dejar de lado el contexto en que se inscribe su dinámica. En 2002, la CEPAL advertía que estas no sustituyen a las políticas y programas sociales y que es preciso considerar los costos personales y sociales de la emigración que, entre otros, se manifiestan en numerosos casos de desintegración familiar y de niños que quedan a cargo de parientes o amigos. También se subrayó a los gobiernos de la región que paralelamente al envío de dinero a los países de origen, los migrantes enfrentan riesgos inherentes al traslado, a la inserción laboral y social y, en general, a las situaciones de vulnerabilidad de su vida cotidiana que se traducen en una difícil adaptación, como el aprendizaje de un nuevo idioma. No menos importantes, y al respecto la discusión continúa, son la dependencia que acarrearán las remesas para las familias y comunidades receptoras, así como las dificultades para prever la magnitud y regularidad de los flujos, siempre expuestos a los vaivenes del entorno económico y social de los países de origen y de destino y al comportamiento y la situación de los migrantes transcurrido un tiempo después de su emigración¹⁵⁷.

Wilensky et Lebeaux analysent en 1958 les différents niveaux d'effort auxquels les Etats sont prêts à consentir en matière de protection sociale, sachant que celle-ci

156 Pablo Fajnzylber et J. Humberto López expliquent: «Dado que se calcula que estos flujos fueron superiores a US\$ 50.000 millones en 2006, el continente es ahora el principal destino de este dinero. Hoy, las remesas son comparables con los flujos de inversión extranjera directa (IED) y seis veces mayores que la asistencia oficial para el desarrollo (AOD)». Voir FAJNZYLBBER, P., et LÓPEZ J., H., «*El impacto de las remesas en el desarrollo de América Latina*», in *siteresources.worldbank.org*

URL:http://siteresources.worldbank.org/INTLACINSPANISH/Resources/Remittances_and_Development_Ch_1_Spa.pdf

157 CEPAL, «Los efectos de las remesas», *América Latina y el Caribe: migración internacional, derechos humanos y desarrollo*, in *cepal.org*. URL: http://www.cepal.org/publicaciones/xml/9/34889/capitulo_III.pdf
168 / 596

évolue dans les sociétés qui se développent pour aller de la prise en charge de la dépendance et de la maladie jusqu'à d'autres domaines qui améliorent la vie des citoyens¹⁵⁸. Ainsi, ils parviennent à un recensement des pays, selon le modèle de protection qu'ils adoptent. D'après ces auteurs, les Etats peuvent être libéraux, conservateurs-corporatistes ou sociaux-démocrates, selon leur dépendance plus ou moins marquée vis-à-vis du marché et la possibilité qu'ont leurs citoyens de maintenir un certain niveau de vie indépendamment des fluctuations financières. Les pays anglosaxons, de signe libéral, offrent une protection très limitée et la dépendance des marchés est forte; dans les pays conservateurs d'Europe centrale, la protection sociale est liée au travail et au paiement des contributions et autres charges; les pays scandinaves s'inscriraient dans la social-démocratie, où l'Etat garantit une bonne couverture sociale et garantit l'emploi, sans que les aléas des finances aient une incidence sur ces principes.

Pour décrire le fonctionnement de l'Espagne il faut faire appel à une quatrième catégorie, dite «méditerranéenne», qui combine la protection sociale du modèle conservateur, dans des domaines tels que les retraites ou les prestations en cas de chômage, avec la visée universaliste de la social-démocratie en ce qui concerne l'éducation et la santé¹⁵⁹. Mais la crise économique peut être en train de changer cela pour nous rapprocher du modèle libéral. La fin de la couverture sanitaire universelle pour les immigrés en situation irrégulière¹⁶⁰ et certaines autres réformes comme la participation du patient au financement des médicaments et des soins¹⁶¹ et la privatisation des hôpitaux¹⁶² le montrent bien. Le gouvernement de Mariano Rajoy, par le Décret que publie le BOE du 4 Août 2012, décide de limiter l'assistance sans restrictions à «tous les Espagnols et aux étrangers résidant légalement en Espagne et à n'importe quelle personne ayant moins de 18 ans». La ministre Ana Mato

158 WILENSKY, H. et LEBEAUX, C., *Industrial society and social welfare*, Free Press, New York, 1965.

159 MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *op. cit.*

expliquait que cette mesure visait à contrer le «tourisme sanitaire». De nombreuses associations caritatives et des ONG, ainsi que des professionnels de la santé, ont manifesté leur inquiétude envers cette limitation de ce qu'elles considèrent des droits fondamentaux¹⁶³. Certaines déclarations des responsables politiques ont provoqué l'indignation populaire. Entre elles celle d'Ana Mato: «la tarjeta sanitaria para los españoles»¹⁶⁴, celle de José Ignacio Echániz, conseiller du ministère de la Santé: «No hay que olvidar que la sanidad pública ha sido fundamental para fomentar el efecto llamada»¹⁶⁵ ou encore celle du porte-parole du PP au Congrès, Alfonso Alonso: «El sistema sanitario no puede ser un coladero de inmigrantes»¹⁶⁶.

160 Le BOE du 24 juillet 2012 publie le recours que présenta devant le Tribunal Constitutionnel le Parlement de Navarre contre plusieurs articles de la loi du gouvernement de Mariano Rajoy (Real Decreto-ley 16/2012 du 20 avril) qui prévoit des restrictions dans l'accès aux prestations en matière de santé et d'éducation. Ce recours fût le premier à remettre en cause la constitutionnalité des réformes approuvées par le pouvoir central. Depuis, d'autres Communautés Autonomes non gouvernées par le PP ont présenté des recours à ce propos qui ont été admis et qui attendent le verdict. Voir EP. «El Constitucional admite el primer recurso contra los recortes de Rajoy», *elpais.com*, 24 juillet 2012 (URL :http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/07/24/actualidad/1343116677_022579.html) et FABRA, M., «El TC admite los recursos de Cataluña, Canarias y País Vasco contra los recortes», *elpais.com*, 23 février 2013 (URL: http://politica.elpais.com/politica/2013/02/22/actualidad/1361528215_623151.html).

161 Un portail émanant du gouvernement, www.copago.net, explique: «El copago sanitario es una fórmula en la que los pacientes tendrán que pagar una cantidad de dinero por recibir atención médica, así como también se pondría freno a la hora de subvencionar los medicamentos y de esta manera, luchar contra el abuso de los fármacos por parte de gran parte de la población». URL: <http://www.copago.net/>

162 La Présidente de la Communauté Autonome de Madrid, Esperanza Aguirre, ouvre la porte à la privatisation des hôpitaux publics dans sa juridiction. Suite à cette décision on voit se succéder en Espagne des manifestations de professionnels de la santé (les «marées blanches») et de citoyens. Une association s'est créée, l'Association pour la Défense de la Santé Publique Madrilène (ADSPM), qui lutte pour l'abandon de cette politique de privatisation.

L'exclusion des migrants en situation irrégulière de l'assistance sanitaire renvoie, encore une fois, à l'association entre immigrés et dépenses publiques. En temps de crise, toujours selon cette logique, il serait bénéfique de se délester de cette charge excessive qui pèse sur le système avant que celui-ci ne suffise plus à subvenir aux besoins de ses «vrais» citoyens. Un système social et politique fondé sur les Droits de l'Homme considérerait qu'il en est des universels et inaliénables, qui existent indépendamment des lois et des conjonctures. Cette reconnaissance s'opposerait aux restrictions concernant les migrations et il en découlerait l'acceptation du concept de citoyenneté transnationale, qui viendrait se substituer à celui de la nationalité, et même de la nation.

Mais le système espagnol plonge ses racines dans le très insuffisant modèle de protection sociale franquiste, une variante du corporatisme conservateur en vigueur dans d'autres pays européens. Depuis l'avènement de la démocratie, aucun gouvernement ne s'est vraiment attelé à la restructuration totale dudit système, les

163 Citons par exemple l'OMC (Organización Médica Colegial), la SEMFYC (Sociedad Española de Medicina de Familia y Comunitaria), Médicos del Mundo, Pueblos Unidos, Economistas sin Fronteras, FERINE (Federación Estatal de Asociaciones de Inmigrantes y Refugiados en España), etc. Voir EUROPA PRESS, «Asociaciones y ONG llaman a manifestarse contra la exclusión sanitaria de inmigrantes», in *epsocial*, 28 août 2012. URL: <http://www.europapress.es/epsocial/inmigracion-00329/noticia-asociaciones-ong-llaman-manifestarse-sabado-madrid-contr-exclusion-sanitaria-inmigrantes-20120828113007.html>

164 PUBLICO.ES/AGENCIAS, «Mato: "la tarjeta corresponde a los españoles"», in *Público.es*, 24 avril 2012. URL: <http://www.publico.es/espana/430731/mato-la-tarjeta-corresponde-a-los-espanoles>

165 SERVIMEDIA, «El consejero de Cospedal critica el pago de la sanidad a los rumanos retornados», in *elmundo.es*, 24 avril 2012. URL: <http://www.elmundo.es/elmundo/2012/04/24/espana/1335255485.html>

166 EFE/SERVIMEDIA, «El portavoz del PP dice que la sanidad no puede ser un "coladero" de inmigrantes», in *elpais.com*, 24 avril 2012. URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/04/24/actualidad/1335258991_986098.html

progrès se limitant à l'élargissement de certaines prestations. Ainsi, la famille est restée le socle sur lequel repose une société obsédée par la modernisation. Le faible engagement des politiques publiques sur le terrain social a renforcé la surexploitation du recours à la famille, faisant peser sur certains de ses membres, essentiellement des femmes, une responsabilité qui les coupait de l'espace public et d'un emploi reconnu, visible et rémunéré¹⁶⁷. L'incorporation massive de la femme espagnole au marché du travail coïncida avec l'arrivée des immigrés et elle devint possible en grande partie grâce à eux (et plus exactement aux femmes, en vertu de cette «fuite de bras», le pendant de celle des cerveaux, à laquelle nous faisons allusion auparavant). Ceci permet d'opposer, à ceux qui clament l'épuisement des ressources et qui menacent de l'arrêt définitif d'un système ouvert aux étrangers, l'argument de la contribution de ces derniers à la protection sociale pour tous¹⁶⁸.

167 Les politiques d'austérité adoptées en Espagne misent à nouveau sur la famille et, en ce sens, elles constituent un retour en arrière sur le plan des acquis sociaux. A cela il faut ajouter que la durée de la crise rend insuffisant le recours à la structure familiale pour palier le désengagement des politiques publiques. Voir à ce sujet «La familia se agota como recurso de subsistencia económica»(URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/11/07/actualidad/1352321271_197680.html). Dans cet article on fait allusion à la dernière étude publiée par la Fundación la Caixa, dans la collection Estudios Sociales, n° 35, qui porte le titre «Crisis y fractura social en Europa. Causas y efectos en España» (URL:http://obrasocial.lacaixa.es/deployedfiles/obrasocial/Estaticos/pdf/Estudios_sociales/vol35_es.pdf) et on cite certaines de ses conclusions: «Las políticas sociales han mostrado una reducida capacidad de compensar las desigualdades sociales que genera el mercado. [...] El recurso a la institución familiar presenta ya limitaciones obvias para cubrir todas las necesidades sociales que se van generando». Cette étude émane d'une entité bancaire. Nous soulignons le paradoxe.

I.3.2.2. Les Espagnols partent à l'étranger

L'augmentation du taux de chômage en Espagne depuis le début de la crise n'a d'égal que celle qui s'opère chez certains de ses voisins, comme la Grèce. La comparaison longtemps refusée avec ces mauvais élèves européens est aujourd'hui dépassée, puisque l'on ose même le rapprochement avec les pays ayant subi un traumatisme dans leur histoire récente: la Bosnie et la Serbie, qui se remettent de l'éclatement de l'ex Yougoslavie, l'Afrique du Sud, marquée des stigmates de l'apartheid qui ne prit fin qu'en 1994, l'Arménie, dévastée par une guerre, ou encore d'autres anciennes républiques soviétiques comme l'Estonie, la Lettonie ou la Lituanie¹⁶⁹. La destruction de l'emploi qui démarra avec les premières secousses de la crise, fin 2007, n'a pas cessé depuis, atteignant un dramatique record historique dans

168 «La inmigración ha actuado como un importante factor dinamizador de la economía española a lo largo de los últimos lustros y ha contribuido a consolidar el sistema de protección social en nuestro país. Entre 2001 y principios de 2008, creciendo a una media del 3,5% anual, el PIB español creó más de 4,5 millones de empleos netos (el 40% del total de los generados en la UE-15 en ese período), y aproximadamente la mitad de ellos fueron ocupados por extranjeros. [...] El informe elaborado por la Oficina Económica de la Presidencia del Gobierno en 2006 afirmaba que el 30% del crecimiento del PIB español entre mediados de los años noventa y la primera década del nuevo siglo fue consecuencia de la llegada y asentamiento de colectivos inmigrantes. El efecto positivo se elevaba hasta el 50% del crecimiento del PIB durante el período comprendido entre 2000 y 2005. Esta influencia positiva de la población inmigrante sería la suma de los efectos directos (aumento del consumo privado y demanda de vivienda, incremento de la tasa de actividad general, modificación de la estructura demográfica de la población española), así como de una compleja combinación de efectos indirectos sobre el PIB (incremento de la tasa de actividad de la población autóctona, flexibilización del mercado laboral, etc.)». MORENO FUENTES, F. J. et BRUQUETAS CALLEJO, M., *op. cit.* p. 145.

169 Manuel V. Gómez écrit: «La mayoría de países con el paro por encima del 20% se están recuperando de traumas históricos». GÓMEZ, M., V., «En compañía de Grecia y Sudáfrica», *in elpais.com*, 26 octobre 2012.
URL:http://economia.elpais.com/economia/2012/10/26/actualidad/1351233547_951003.htm
173 / 596

le troisième trimestre de 2012 où le chômage dépassa 25% de la population active¹⁷⁰.

La précarité et le risque d'exclusion sociale sont deux faits concomitants de la crise et leurs effets se font sentir partout en Europe, avec ses plus de 120 millions d'habitants victimes d'au moins une de ces situations: risque de pauvreté, privations matérielles sévères ou absence d'emploi rémunéré dans le foyer. Une personne sur dix vivant de cette façon réside en Espagne, ce qui place le pays en troisième position dans la liste du risque de pauvreté, seulement devancé par la Bulgarie et la Roumanie¹⁷¹. Ceci permet de douter de l'efficacité des politiques mises en place par le gouvernement espagnol et de son implication dans la lutte contre l'exclusion sociale, comme le stipule le plan Europe 2000 approuvé par tous les pays de la Communauté Européenne. L'EAPN (*Réseau Européen de Lutte contre la Pauvreté et contre l'Exclusion*) considère que l'objectif de réduire de 20 millions le chiffre de personnes en danger s'éloigne de plus en plus. Son directeur, Fintan Farrell a même déclaré que l'augmentation de la pauvreté est due à l'échec dans la gestion des vrais causes de la crise:

Estas causas incluyen la falta del tratamiento de problema, los crecientes niveles de desigualdad que se han visto favorecidos por la evasión fiscal, las formas insostenibles de capitalismo representados por los fondos de capital de riesgo, además de las posturas de competencia en vez de cooperación en materia de política social por parte de los Estados miembros¹⁷².

Nous regrettons que cet article ne soit pas allé plus loin dans l'analyse amorcée, puisque nous soutenons l'hypothèse de la responsabilité d'un traumatisme du passé jamais résolu dans les effets particulièrement dévastateurs de la crise actuelle en Espagne.

170 Selon la «Encuesta de Población Activa», réalisée par l'INE et publiée le 26 octobre 2012. URL: <http://www.ine.es/daco/daco42/daco4211/epa0312.pdf>

171 Selon les chiffres publiées par Eurostat, l'agence européenne de statistiques, le 3 décembre 2012. URL: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-03122012-AP/EN/3-03122012-AP-EN.PDF

L'ONGD *Intermon Oxfam*¹⁷³ propose une projection qui laisse peu de place à l'optimisme: trois générations d'Espagnols seront frappées pas le fléau de la crise et devront renoncer à des acquis dont bénéficiaient leurs aïeux en matière de protection sociale et même d'accès aux droits et d'exercice de la démocratie¹⁷⁴. Le portrait que l'on y dresse montre un pays où les inégalités s'accroissent, au point de faire vaciller la paix sociale. L'Espagne deviendra, à en croire à cette étude, un «système dual», un pays de riches et de pauvres. *Intermon Oxfam* établit un parallèle entre la situation espagnole actuelle et le passé des pays d'Amérique Latine lors de ce que l'on nomma la décennie perdue, regrettant par avance les affres de la crise sur les générations futures qui tarderont entre 15 et 25 années à retrouver un niveau de vie comparable à celui de 2008. Et l'ONGD d'ajouter: «Après deux décennies passées à dénoncer l'absence de couverture sociale pour les plus défavorisés dans ces régions du monde qui imposaient les mesures d'austérité et d'ajustement, avec de terribles conséquences, voici l'Espagne dans une situation identique»¹⁷⁵.

Les comparaisons entre l'Espagne méta-postmoderne et l'histoire récente des pays d'Amérique Latine vont bon train. Le philosophe argentin Ricardo Forster fait le lien entre le conformisme et la résignation avec laquelle ses concitoyens accueillirent les mesures économiques appliquées dans son pays lors de la crise des années 90 et l'attitude des Espagnols. Dans les deux cas, poursuit-il, le discours était économique

172 Fintan Farrell cité dans NOGUEIRA, C., et SAHUQUILLO, M., «El 27% de los españoles estaban en riesgo de pobreza o exclusión social en 2011», in *elpais.com*, 3 décembre 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/12/03/actualidad/1354532324_131240.html).

173 www.oxfamintermon.org URL: <http://www.oxfamintermon.org/es/quienes-somos>

174 Voir le rapport réalisé par Teresa Caverro pour Intermón Oxfam. CAVERO, T., «Crisis , desigualdad y pobreza», Intermón Oxfam, rapport n° 32, 13 décembre 2012. URL: http://www.oxfamintermon.org/sites/default/files/documentos/files/Informe_IO_Crisis_desigualdad_y_pobreza_300113.pdf

175 CAVERO, T., *ibid.*

et les décisions politiques présentées comme étant «inexorables». Le Péruvien Dante Trujillo, directeur et fondateur de la revue littéraire *Mal pensante*, dit que l'Europe reste pour bon nombre de Sud-américains le miroir où ils se regardent. Mais ce miroir est de plus en plus lointain et embué. Il affirme qu'une crise, aussi grave soit-elle, ne peut pas remettre en cause des siècles de croissance culturelle. Mais il ajoute que la décadence de l'Espagne dans l'actualité et la prospérité de l'Amérique Latine pourraient bien être en train d'inverser le schéma. Qui, se demande-t-il, des Espagnols ou des Sud-américains est aujourd'hui le bon sauvage? L'écrivain Uruguaïen Mauricio Rosencof s'étonne des images qui montrent des bennes à ordures cadenassées pour empêcher les gens d'aller se servir en aliments qui pourraient être en mauvais état. Ces personnes sont des Espagnols. «Eso, teóricamente debería dejarse para América», dit cet auteur¹⁷⁶.

La crise en Espagne pousse ses habitants au départ. Entre le mois de janvier et le mois de mars 2012, 27.000 Espagnols firent leurs bagages, chiffre qui double celui du premier trimestre de l'année précédente¹⁷⁷. Le nombre de départs dépasse déjà celui des arrivées et, parmi ces migrants, un sur cinq est de nationalité espagnole. Le démographe Andreu Domingo, du centre d'études Démographiques de l'Université Autonome de Barcelone n'en est pas surpris:

No me extraña. Es la factura de una crisis que ha derivado en ajuste estructural. [...] Desde finales de 2007 hasta 2010 la mala situación afectó sobre todo a los extranjeros y a partir de esa fecha, también a los españoles. Ahora ven que no hay un cambio de ciclo y sienten gran incertidumbre¹⁷⁸.

176 Cités par Francisco Perejil in PEREJIL, F., «Sudamérica ve una Europa paralizada por el miedo», in *elpais.com*, 17 octobre 2012. URL: http://internacional.elpais.com/internacional/2012/10/11/actualidad/1349974883_506596.html

177 Selon les estimations de l'INI in NOGUEIRA, C., «La crisis acelera la emigración de Españoles a Europa y América», in *elpais.com*, 16 avril 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/04/16/actualidad/1334595551_993723.html

178 Andreu Domingo cité dans NOGUEIRA, C., *ibid.*

Antonio Izquierdo, docteur en sociologie à l'Université de la Corogne, quant à lui, interprète ce départ comme un signe d'indépendance de la part des jeunes espagnols:

Los españoles se están yendo porque saben que la crisis va a durar tiempo. Es una señal de la autonomía y la emancipación de los jóvenes. Se ha roto el pacto de que el hijo no echa al padre del trabajo a cambio de que le mantenga en casa. En lugar de eso, los hijos se van a buscarse la vida porque la crisis dura demasiado¹⁷⁹.

En effet, ce sont majoritairement les jeunes qui choisissent l'option de la migration. Ils préfèrent les pays européens (le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne se comptant entre les destinations préférées), suivis de ceux d'Amérique (les Etats-Unis, l'Equateur, le Vénézuéla et l'Argentine en haut de la liste)¹⁸⁰. Un autre article publié en ligne par le quotidien *El País* révélait:

Aunque la mayoría de españoles no piensa moverse de su lugar de residencia, el 17% ha pensado en el último año en la posibilidad de vivir en otro país y otro tanto ha barajado mudarse a otra comunidad autónoma, según el Barómetro del Centro de Investigaciones Sociológicas del pasado febrero. Entre los ciudadanos que han barajado emigrar al extranjero, uno de cada cuatro se inclina por Alemania. Le sigue el Reino Unido —21%—, Francia —15%— y Estados Unidos —7,4%—. Puestos a irse fuera, los españoles prefieren Europa: el 27,5% estaría muy o bastante dispuesto a moverse dentro del continente, frente al 20,6% que optaría por otras zonas del mundo. El 36% admitiría vivir en otro lugar de España¹⁸¹.

179 NOGUEIRA, C., *ibid.*

180 Les envois d'argent vers leurs familles par les Espagnols émigrés deviennent une source de revenus non négligeable pour beaucoup d'entre elles. Mais l'association Remesas.org précise que ces envois ont augmenté principalement grâce aux «re-émigrés», c'est-à-dire ces étrangers qui obtiennent la nationalité espagnole et qui, maintenant, font parvenir une partie de leur salaire provenant d'un autre pays à leurs proches restés en Espagne. Et l'association d'ajouter: «Los españoles que más se están marchando son jóvenes de alta cualificación, que no envían dinero a sus familiares, hay muy pocos emigrantes nacidos en España (sic) que lo hagan». MARS, A., «Las remesas de dinero de emigrantes hacia España baten otro récord en 2012», in *elpais.com*, 28 mars 2013. URL:http://economia.elpais.com/economia/2013/03/28/actualidad/1364498588_480919.html

181 NOGUEIRA, C., *op. cit.*

Nous attirerons l'attention sur le choix du lexique: «préférer», «être favorable au déplacement», «opter pour», «admettre de vivre quelque part». Des euphémismes qui cherchent à dissimuler la situation dramatique qui préside à bon nombre de ces décisions. Des expressions bien différentes de celles qui racontent l'arrivée des migrants sudistes vers les pays du Nord, ou encore ceux de l'Est vers l'Ouest, et qui, à l'instar des émissions de télévision dont nous nous occuperons plus tard, déguisent en aventure les migrations ayant comme point de départ les pays dits «développés». Et pourtant, n'en déplaise à certains, les points communs entre les pays émetteurs de population migrante sont plus nombreux que les différences qui pourraient les opposer. Nous citerons à ce propos les mots de Ignacio Ramonet, non sans préciser qu'il est question des pays d'Amérique Latine, pour éviter toute confusion possible:

A la «décennie perdue» des années 1980 qui, sous la houlette du Fond Monétaire International et de la Banque Mondiale, a jeté les pays du sous-continent dans la spirale mortelle de la dette extérieure, succède la subordination des Etats et des peuples à la seule et mythique figure de la mondialisation néolibérale. Dès lors, l'économie décide de la politique. Et les diagnostics sont toujours les mêmes: la misère augmente, la faim, les déficits en matière d'éducation et de santé, la distribution inégalitaire des revenus, la concentration de la richesse, la violence généralisée¹⁸².

I.3.3. Le conflit social: pathologie, facteur de cohésion ou moteur de changement

Le philosophe et sociologue allemand Georg Simmel se rendit célèbre par ses études en macrosociologie dans lesquelles il renversait les théories d'interaction sociale en vigueur à la fin du XIX^e siècle. Un de ses plus grands apports à la compréhension des relations entre les groupes humains fut de considérer le conflit non pas comme simple modificateur des regroupements, mais comme forme de

182 RAMONET, I., «Age d'or», in *Le Monde Diplomatique*, décembre 2006.

socialisation. Ceci est possible dans la mesure où l'interaction entre individus est socialisation et que le conflit constitue une forme d'interaction. Ce sont les causes du conflit qui séparent, disait Simmel, alors que ce dernier relie et contribue à générer le lien social¹⁸³. La société est un corps dynamique au sein duquel les contraires se trouvent attirés et se rejettent par l'ensemble des forces, centrifuges et centripètes qui la sous-tendent. Comme dans tout système concurrentiel, les protagonistes du conflit social s'opposent tout en visant, de part et d'autre, le retour à l'unité. Et même si cela ne se fait pas sans sacrifice, le résultat sera le plus souvent la réévaluation du fonctionnement social.

Selon ce principe de combat et d'union inévitable et somme toute nécessaire de par sa fonction socialisante, les tensions entre locaux et étrangers, entre Espagnols et immigrés, contiendrait le germe de l'espoir pour la naissance d'une société qui sera le fruit d'une construction collective. Si, comme le prédit Simmel, du combat de tous contre tous peut naître celui de tous pour tous, nous pouvons nous demander quel sera le résultat des bouleversements que connaît la société métapostmoderne où, aux tensions séculaires entre groupes d'origine diverse, viennent s'ajouter celles que la crise produit ou accentue. Dans le cas de la société espagnole il ne s'agit pas tant d'opposition entre des groupes rivaux que de rencontre dans un conflit comme celui qui secoue le pays entre des collectifs qui jusqu'ici s'étaient contentés de se croiser en se frôlant à peine. Espagnols en situation de précarité et immigrés, ils se voient tous embarqués au bord du même navire et peut-être obligés de réfléchir ensemble à la solution la plus efficace pour empêcher qu'il ne coule.

La nouveauté de cette réaction de raliement qui semble s'être amorcée dans la société espagnole n'est pas sans inquiéter certains représentants du pouvoir politique

183 SIMMEL, G., *Le conflit*, Circe, Paris, 1992.

et médiatique traditionnel. Nous en voulons pour preuve la frénésie avec laquelle ils se sont empressés d'agiter le chiffon rouge des anciennes rancœurs entre voisins. Les séparatismes catalan et basque occupent très régulièrement la une des media. Parallèlement, «la cuestión catalana o vasca» a tendance à monopoliser le débat politique avec une ardeur directement proportionnelle au mécontentement social face à la mauvaise gestion ou aux cas de corruption avérés qui n'en finissent pas d'être dévoilés et qui mettent à mal la respectabilité des responsables politiques espagnols¹⁸⁴.

I.3.3.1. Les anti-système

Emile Durkheim constata comment les changements qui s'opéraient dans une société engagée dans le processus de modernisation mettaient à mal le modèle éducatif dans la mesure où celui-ci formait les esprits des jeunes générations selon des concepts déjà obsolètes. Dans ses cours, recueillis sous le titre *L'éducation morale*, le sociologue explique que le passage du modèle dominé par la pensée religieuse à un autre laïque exige un repositionnement de la part des chargés de

184 La rubrique «Independentismo», dans la version numérique du journal *El País*, contenait, au 1er mars 2013, presque 2800 articles sur cette question (le plus ancien étant daté du 25 octobre 1977). Les curieux de suivre l'évolution de la question y trouveront une bonne source d'information. Ce qui nous intéresse, outre cet effort documentaliste du quotidien, est de constater la virulence qui s'empare du débat au fur et à mesure que la crise s'aggrave, pour atteindre le point de rupture début 2013, avec la déclaration souverainiste approuvée par le Parlement catalan. Nous nous contenterons de citer quelques articles qui montrent, nous semble-t-il, la dangereuse utilisation d'un sujet qui, en temps de souffrance sociale plus que jamais, trouve un terreau favorable et ouvre la boîte des absurdités:

transmettre l'héritage culturel et civilisationnel¹⁸⁵. C'était le début du XIX^e siècle. Dans le cas de l'Espagne, nous avons déjà évoqué le poids de son passé et les effets de la dictature qui maintint l'Espagne dans l'état où la démocratie la trouva en arrivant, à bien des égards loin derrière ses voisins européens. Il a été également question précédemment de la façon dont les priorités furent gérées au moment de la Transition. Certains évoqueront cette période comme celle de l'apaisement des tensions fratricides, mais nous sommes d'avis qu'elle représente, au contraire, le pacte de l'amnésie collective et les blessures jamais guéries. Quoi qu'il en soit, la société espagnole ne fut pas capable de mener de front une modernisation culturelle et sociétale parallèle à celle qui se mettait en branle sur le plan politique. L'Eglise catholique conservera une forte emprise sur la société et sur l'éducation¹⁸⁶.

TRIAS SAGNIER, M., «Buscar legitimidad histórica en el aniversario de 1714 para un proyecto independentista es poco riguroso desde una perspectiva histórica», *in elpais.com*, 26 février 2013. URL: http://elpais.com/elpais/2013/01/30/opinion/1359557165_416932.html; GONZÁLEZ, M., «La patria vale más que la democracia», *in elpais.com*, 27 février 2013. URL: http://politica.elpais.com/politica/2013/02/27/actualidad/1361994938_586044.html; GONZÁLEZ, M., «Hipotético Estado de Necesidad», *in elpais.com*, 1 mars 2013. URL: http://politica.elpais.com/politica/2013/03/01/actualidad/1362092412_715970.html; EL PAIS, «País vasco y Cataluña arrancan el año redoblando la apuesta soberanista», *in elpais.com*, 2 janvier 2013. URL: http://politica.elpais.com/politica/2013/01/01/actualidad/1357042955_906296.html; EL PAIS, «Urkullu: «tiene que ser normal dialogar entre ideologías opuestas»», *in elpais.com*, 30 janvier 2013. URL: http://politica.elpais.com/politica/2013/01/30/actualidad/1359556085_712227.html; CUÉ, C., «Urkullu se distancia ante Rajoy de la deriva catalana», *in elpais.com*, 31 janvier 2013. URL: http://politica.elpais.com/politica/2013/01/30/actualidad/1359575483_951555.html; ELORZA, A., «El 'lehendakari' defiende que Euskadi crezca como nación en Europa», *in elpais.com*, 22 février 2013. URL: http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/02/22/paisvasco/1361532308_535362.html, ...

185 DURKHEIM, E., *L'éducation morale*, cours de sociologie dispensé à la Sorbonne en 1902-1903, document reproduit en version numérique par Jean-Marie Tremblay. URL: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

S'il est certain que le modèle n'a pas attendu le moment présent pour commencer à changer et que cela fait des années que l'Espagne n'est plus celle des premières années de la démocratie, et encore moins celle du franquisme, la postmodernité marque un point de non retour dans l'histoire sociale du pays. En ce qui concerne l'éducation, les mots que Durkheim écrivit en pensant à la société française nous semblent d'une étonnante actualité:

[Dans la morale religieuse] les devoirs les plus nombreux et les plus importants sont, non pas ceux que l'homme a envers les autres hommes, mais ceux qu'il a envers ses Dieux. Les obligations principales ne sont pas de respecter son prochain, de l'aider, de l'assister, mais d'accomplir exactement les rites prescrits, de donner aux Dieux ce qui leur est dû [...]. Mais, peu à peu, les choses changent. Peu à peu, les devoirs humains se multiplient, se précisent, passent au premier plan, tandis que les autres, au contraire, tendent à s'effacer¹⁸⁷.

186 Nous voulons pour exemple de la persistance de cette influence de l'Eglise Catholique sur l'Etat espagnol deux réformes récentes qui éloignent l'Espagne des autres démocraties non confessionnelles. Le premier est la réforme de la loi concernant l'enseignement religieux: l'ancienne LOE (Ley Orgánica de Educación) de 2006, qui obligeait les établissements scolaires à proposer la religion comme une matière, tout en laissant aux élèves la liberté de la choisir ou pas, est remplacée en 2013 par la LOMCE (Ley Orgánica para la Mejora Educativa), qui accorde à cet enseignement une pleine validité dans le cursus académique (la note obtenue intègre la moyenne de l'élève, au même titre que n'importe quelle autre matière, et elle est prise en considération pour l'attribution de bourses d'études). Le deuxième est la réforme de la loi sur l'avortement: la réforme proposée par le ministre Alberto Ruíz Gallardón limite les droits des femmes et, pour cela, elle a été considérée comme la plus restrictive de la démocratie. La forte opposition dont elle fera l'objet de la part d'un ample secteur de l'opinion, des responsables politiques des autres partis, aussi bien au niveau national qu'international (Soledad Puértolas, du PSOE, ira jusqu'à dire: «la ultraderecha y el nacionalcatolicismo han ganado la batalla»). Voir NOGUEIRA, C., «La ultraderecha y en nacionalcatolicismo han ganado la batalla», in *elpais.com*, 20 décembre 2013. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2013/12/20/actualidad/1387573574_707635.html), et même les réserves exprimées par certains membres du PP, n'empêcheront pas le vote favorable de l'avant projet de cette loi qui porte le nom de «Ley Orgánica para la protección de la vida del concebido y de los derechos de la mujer embarazada».

187 DURKHEIM, E., *op. cit.*, p.11.

Et il poursuit en parlant de l'éducation laïque que l'on accuse de tous les maux et dont on critique les effets pervers sur la formation d'une jeunesse que l'on blâme par la même occasion:

On l'a surtout conçue [l'éducation laïque], [...] comme une opération purement négative. Il a paru que, pour laïciser, pour rationaliser l'éducation, il suffisait d'en retirer tout ce qui était d'origine extra-laïque. Une simple soustraction devait avoir pour effet de dégager la morale rationnelle de tous les éléments adventices et parasites, qui la recouvraient et l'empêchaient d'être elle-même. Il suffirait d'enseigner, comme on a dit, la vieille morale de nos pères, mais en s'interdisant de recourir à aucune notion religieuse. Or, en réalité, la tâche était beaucoup plus complexe. Il ne suffisait pas de procéder à une simple élimination, pour atteindre le but qu'on se proposait; mais une transformation profonde était nécessaire¹⁸⁸.

[...] quand on entreprend de laïciser l'éducation morale. Il ne suffit pas de retrancher, il faut remplacer. Il faut découvrir ces forces morales que les hommes, jusqu'à présent, n'ont appris à se représenter que sous la forme d'allégories religieuses; il faut les dégager de leurs symboles, les présenter dans leur nudité rationnelle, pour ainsi dire, et trouver le moyen de faire sentir à l'enfant leur réalité, [...].

[...] Non seulement il faut veiller à ce que la morale, en se rationalisant, ne perde pas quelques-uns de ses éléments constitutifs, mais encore il faut que, par le fait même de cette laïcisation, elle s'enrichisse d'éléments nouveaux¹⁸⁹.

Se conduire moralement équivaut à agir selon un ensemble de règles pré-établies que la société s'est donnée. Ces règles ont comme but de guider les individus dans les situations qu'ils sont censés rencontrer au cours de leur existence. Mais, qu'en est-il des expériences nouvelles qui seront le fruit de changements qu'une morale archaïque n'aurait pas prévus? Les êtres formés sous de tels préceptes pourraient être tentés de les appliquer malgré la dissonance. Ou alors, constatant le désaccord, ils pourraient se révolter contre le système en vigueur et contre les responsables de sa transmission. Les jeunes Espagnols, qui expriment leur

188 DURKHEIM, E., *op. cit.*, p. 12.

189 DURKHEIM, E., *op. cit.*, p. 14.

mécontentement et qui refusent le monde qui leur est légué en héritage, provoquent la colère des aînés qui voient en cette dissidence un désaveu.

Les principes moraux ont comme mission de régulariser le comportement des hommes et il y a un intérêt à ce que les actions s'en tiennent à une certaine régularité qui œuvre à la longévité du système. «Voilà pourquoi -explique Durkheim- les irréguliers, les hommes qui ne savent pas s'astreindre à des occupations définies, sont toujours regardés avec méfiance par l'opinion»¹⁹⁰. Derrière le terme «irréguliers», à côté des immigrés (à qui nous avons pris l'habitude de voir apposer l'infamante étiquette), se trouvent désormais les jeunes¹⁹¹, ainsi que tous ceux qui ne peuvent pas «s'astreindre à des occupations régulières» parce qu'ils n'en ont pas. Autant d'individus qui, ne trouvant pas leur place dans la société et ne se sentant pas pris en considération dans le modèle en vigueur, entreprennent de le contester et finissent par donner raison à ceux qui les couvaient depuis longtemps d'un œil méfiant, ayant décelé en eux le germe de la révolte.

Jeunes, chômeurs, précaires, mécontents... Tous des anti-système? Sur les pancartes que brandissaient les manifestants de la Puerta del Sol de Madrid, de la Plaza de España, à Barcelone, ou encore dans les nombreux lieux publics où

190 DURKHEIM, E., *op. cit.*, p. 25.

191 Les media espagnols ont amplement contribué à la diffusion de cette vision. Nous citerons comme exemple une dépêche de l'agence de presse EFE, datée du 12 mai 2011, que de nombreux journaux relayèrent: «Le FMI alerta del fantasma de una generación perdida». Nous retenons l'article publié dans la version digitale du journal *El Heraldo de Aragón* (URL: http://www.heraldo.es/noticias/economia/el_fmi_alerta_del_fantasma_una_generacion_perdida.html), portant notre attention sur les réactions que les mots du FMI, qui traite les jeunes Espagnols de «generación perdida», suscitent chez les lecteurs. Le journal consigne des jugements d'une extrême virulence où les expressions méprisantes adressées aux jeunes se succèdent: «ninis», «perroflautas», «analfabetos funcionales», etc.

l'indignation grondait depuis ce 15 Mai 2011, se trouvait la réponse à cette question: «Nosotros no somos anti-sistema, el sistema es anti-nosotros». Le préfixe négatif dont on les affubla réunit des individus épars et créa des liens entre ces groupes qui, jusque là, n'avaient fait que se croiser sans jamais prendre conscience des points qui les rassemblaient. Le collectif était né. Le système et son credo libéral les avait habitués à la concurrence et eux, prisonniers de cette pensée qui leur avait été désignée comme étant la seule possible, ils avaient concentré leurs efforts dans la course à la compétitivité et à la consommation, une tâche épuisante qui laisse si peu de temps à la réflexion personnelle et qui a la vertu d'anesthésier l'esprit critique.

Cet état de choses fut interrompu par les prémices de l'effondrement du système. L'Espagne n'allait pas tarder à connaître la fin de ses «trente glorieuses» et le travail vint à manquer, circonstance aggravée par l'addition des demandeurs d'emploi nationaux et étrangers. Ces derniers devinrent la cible des attaques et ils furent rendus responsables de la pénurie de travail et, en dernière instance, de la mort annoncée du système. Les immigrants d'origine sud-américaine, ceux-là même que l'on avait désignés comme les «favorits» des Espagnols, s'attireront les critiques les plus acerbes. Selon un mécanisme déjà décrit par Georg Simmel lorsqu'il s'occupait des différentes formes de conflit, «l'existence de qualités communes et l'appartenance à un seul contexte social commun» peut servir à rendre un antagonisme plus virulent¹⁹². Ainsi, les liens historiques et les convergences culturelles qui rapprochent les pays du sous-continent américain de l'Espagne, pourraient être à l'origine d'une xénophobie particulièrement marquée qui s'est faite sentir au moment où la bulle menaçait d'éclater.

192 SIMMEL, G., *op. cit.*, p. 57.

Mais ce qui sépare peut être le point de rassemblement. Le jour où l'épuisement du modèle qui avait été adopté par l'Espagne postmoderne devint évident et que nul responsable politique ne put plus nier l'imminence de la crise, des courants dissidents commencèrent à se former qui prenaient exemple sur les luttes sociales d'Amérique Latine. Les intellectuels, d'un côté comme de l'autre de l'océan, ne manquèrent pas d'établir des liens, de revendiquer une histoire des peuples commune et des droits fondamentaux qui prévalent au-dessus des aléas financiers et des intérêts particuliers. Les immigrés, quant à eux, pas plus les sud-américains que les autres, ne jaillirent pas de l'ombre pour rejoindre les rangs des révoltés. La crise, nous l'avons déjà énoncé, faisait cible sur eux avec une intensité particulière et nous aurions pu nous attendre à les voir occuper une place visible, enfin, aux côtés des autres victimes, des Indignés, des anti-système. Il n'en fut rien. Comme nous le verrons plus tard, point ou très peu d'étrangers parmi les manifestants qui s'insurgeaient contre des mesures considérées xénophobes.

Et pourtant, l'espoir de voir ces mouvements sociaux devenir le germe d'une intégration effective des migrants dans la société espagnole nous semble permis. A ce titre, nous suivrons la pensée de Lewis Coser, sociologue fonctionnaliste et auteur de *Les fonctions du conflit social*¹⁹³, qui accorde au conflit la capacité d'être un facteur d'intégration sociale. Les groupes en tension voient par ce biais leur identité renforcée, car l'opposition permet de définir les traits caractéristiques de chacun, de délimiter les frontières qui mènent à la connaissance de soi. Le conflit peut aussi renforcer la cohésion au sein d'un collectif, augmentant le sentiment d'appartenance de ses membres et rendant plus évident le besoin de solidarité. Par ailleurs les actions collectives dans lesquelles les individus seront emmenés à participer créent des liens de sociabilité.

193 COSER, L., *Les fonctions du conflit social*, Presses Universitaires de France, Paris, 1982.

Nul ne pourrait encore prédire quel sera le visage définitif de l'Espagne métapostmoderne ni à quoi ressemblera la société qui est en devenir. Mais, si ces hypothèses se vérifient, ceux qui avaient été définis par une préfixation négative, les «anti-système», pourraient réussir l'épreuve de l'intégration à travers le conflit. Et l'ordre social qui en résultera sera d'autant plus légitime que ses règles seront acceptées par tous les groupes en présence, sans que les droits des uns ne prévalent sur ceux des autres pour des raisons d'appartenance ou d'origine. La contestation sociale, qui pour certains contribue au climat d'instabilité et ajoute des difficultés sur un chemin suffisamment semé d'embûches, est peut-être le point de départ d'un travail de remise en question de la solidité des piliers sur lesquels le système espagnol s'est hissé. Une base dont personne ne voulait admettre les fissures qui, entre-temps, grandissaient encore et encore.

I.3.3.2. «No nos representan»

Régulariser la conduite des individus, nous l'exposions précédemment, est une fonction essentielle de la morale. Toute société se dote d'un ensemble de règles et définit pour soi une certaine idée de l'autorité. La notion ainsi profilée acquiert un ascendant et elle jouit d'une puissance morale parmi les membres de ladite collectivité parce qu'ils lui reconnaissent une supériorité. Georg Simmel établissait deux conditions nécessaires pour qu'un individu atteigne un comportement moral. Premièrement, il doit accepter l'exercice de la morale comme quelque chose de quotidien, de régulier:

Puisque la morale détermine, fixe, régularise les actions des hommes, elle suppose chez l'individu une certaine disposition à vivre une existence régulière, un certain goût de la régularité. Le devoir est régulier, il revient toujours le même, uniforme, monotone même. [...] les devoirs ne consistent pas en actions d'éclat, accomplies de loin en loin, dans des moments de crises intermittentes. Les vrais devoirs sont quotidiens, et le cours naturel de la vie les ramène périodiquement¹⁹⁴.

194 DURKHEIM, E., *op. cit.*, p. 30.

Deuxièmement, dit-il:

Il faut que l'individu soit constitué de manière à sentir la supériorité des forces morales dont la valeur est plus haute que la sienne, et à s'incliner devant elles¹⁹⁵.

Les manifestants, les mécontents, les Indignés, les jeunes, les chômeurs, tous ceux qui brandissent pancartes et banderoles, ceux qui campent sur les places, ceux qui se donnent rendez-vous via les réseaux sociaux et qui se retrouvent, par milliers, pour entourer les bâtiments où le pouvoir s'exerce, ils lancent tous un cri unanime: «no nos representan». Le système comprend qu'il ne pourra pas les ignorer et il les étiquette, il les marque du sceau de l'ignominie, il les combat comme un organisme le ferait si certaines de ses cellules entreprenaient de muter et de l'attaquer. A cela les «anti-système» opposent des phrases lapidaires qui condensent un sentiment collectif et la colère mêlée de joie de ceux qui constatent, étonnés, qu'ils ne sont pas les seuls à se sentir seuls. Et ils sont même très nombreux. Nombreux mais désorganisés, dira-t-on. Sans chef de files, sans idéologie. Ils crient, cela défoule; ils campent et leurs villages improvisés prennent des allures de colonies de vacances; ils dialoguent, ils parlent d'un autre monde possible, ils se complaisent dans l'utopie et dans la rêverie collective. Rien de bien dangereux.

Ils revendiquent l'exercice de la morale comme quelque chose de régulier, refusant de la réserver à des occasions spéciales et de la dépoussiérer seulement «dans les moments de crises intermittentes», comprenant que les devoirs sont quotidiens et qu'il appartient au citoyen de participer activement à la défense du code de conduite fixé par la collectivité. Ils rejettent le préfixe qui fait d'eux des ennemis du système, des rebelles prêts à renverser l'édifice commun pour lui substituer on ne sait quelle forme de chaos. Non seulement ils reconnaissent

195 DURKHEIM, E., *ibid.*

l'existence de formes morales supérieures mais ils exigent qu'elles président à la politique nationale, qu'ils considèrent abandonnée à la merci des intérêts financiers. Si nous nous référons à nouveau au texte de Durkheim, nous y trouverons un argument à opposer à ceux qui accusent les révoltés d'avoir une conduite immorale, susceptible de mettre en danger les bases de la vie démocratique, et dépourvue de discipline et de cohérence, qualités indispensables à tout mouvement aspirant à être crédible:

Le sens de la régularité et le sens de l'autorité ne sont que deux aspects d'un seul et même état d'esprit plus complexe, que l'on peut appeler l'esprit de discipline. L'esprit de discipline, voilà donc la première disposition fondamentale de tout tempérament moral¹⁹⁶.

Le libéralisme sans bornes qui a présidé à la gestion politique et économique en Espagne lors de ces dernières décennies considère, lui, que toute loi n'est qu'une gêne, une entrave à la libre circulation des capitaux et un frein qui décourage les transactions financières que le marché suffit à réguler. C'est dans cet esprit que la société espagnole postmoderne s'est forgée, dans le déni de toute forme de règle communément admise, intimement intégrée par chacun et respectée par tous. C'est le nihilisme social, après des années de soumission aveugle au dogme religieux. Les Indignés réclament une autre vision de la politique et de la démocratie. Les individus qui se retrouvent groupés sous cette étiquette commune sont ceux que l'on croyait dépolitisés, indifférents à la vie politique et trop individualistes pour s'impliquer dans des actions collectives. Les Indignés surprennent leurs détracteurs faisant preuve d'un contrôle bien différent de celui qu'on leur oppose. Leur discipline n'est pas extérieure et matérielle, comme celle de la police, mais un instrument intrinsèquement lié à leur idée d'une conduite morale.

196 DURKHEIM, E., *ibid.*
189 / 596

Les jeunes ne s'intéressent à rien; les chômeurs se complaisent dans leur situation; les immigrés sont des assistés; les fonctionnaires sont des nantis; les Indignés sont des doux rêveurs, des utopistes, qui ne changeront rien. Parce que rien ne peut changer. Mais, après des années de mépris, peut-être à force de les sous-estimer ou de feindre de les ignorer, de nier leur individualité et de les entasser sous ce «ils» qui perd tout son sens quand il s'applique à un collectif qui n'en est pas un, ils sont devenus «nous». «No nos representan», disent-ils, retournant la troisième personne de l'anomie vers les autres, les représentants du pouvoir en place, et se réservant une première personne du pluriel qui contient une promesse d'intégration.

Carlos Taibo, professeur de Sciences Politiques à l'Université de Madrid et activiste engagé dans les mouvements sociaux, écrit cela à propos de cette masse insaisissable et imprévisible qui inquiète tant ceux qui voudraient la disséquer:

[los artifices de las muchas manipulaciones mediáticas] idearon una fórmula -la que hablaba de los «antisistema»- que pretendían retratase rápida y contundentemente a un puñado de gentes superficiales, airadas y violentas. [...] Vaya por donde las cosas han cambiado aquí de manera tan rápida y tan radical que lo que era un sambenito descalificador ha empezado a ser precibido como un elogio por muchos de los afectados, y acaso, y también, por muchos de los observadores neutrales. Y es que, habida cuenta de la miseria ingente de las reglas del juego que nos imponen, ¿no estamos obligados a ser orgullosamente antisistema?¹⁹⁷.

Le doute et le sentiment d'injustice ne parviennent par toujours à dépasser les frontières de l'individu ou du cercle restreint autour de lui. Dans la plupart des occasions, les mécanismes créés par la propre société (la consommation et le spectacle dont il sera question ultérieurement) suffisent à désamorcer la tension, à dissoudre le mal être dans l'acceptation de certaines souffrances, nécessaires à la continuité du système. Mais il est des moments qui voient le mécontentement se

197 TAIBO, C., *Nada será como antes*, Los Libros de la Catarata, Madrid, 2011, p. 39-40.

cristalliser, le doute devenir certitude et les individus s'unir dans l'action collective pour renouveler la mystérieuse opération par laquelle ce dont un groupe est capable dépasse l'addition de ce dont étaient capables ses membres. L'expression du doute implique une forme de violence. Mais ce n'est pas la violence dont les manifestants ont été accusés, celle que les forces de l'ordre s'emploient à contenir. Il s'agit de la décision de sortir du mutisme, de refuser l'invisibilité. Et lorsque cela se produit avec l'intensité qui a été celle des mouvements sociaux en Espagne, on peut répondre à ceux qui se demandent à quoi bon, persuadés de connaître déjà la réponse, que pour ces millions d'Indignés et peut-être pour tous ceux qui sont appelés à construire la société espagnole méta-postmoderne, «plus rien ne sera comme avant».

Les interactions sociales, qui pèsent de tout leur poids dans des moments de crise systémique, peuvent servir à la compréhension des individus qui y participent, mais aussi des processus qui régissent les relations entre eux. Enrico Mora Malo envisage les classes sociales non pas comme des produits mais comme des processus, comme des entités en devenir soumises aux influences des événements qui se succèdent et se superposent¹⁹⁸. Mais, de ce point de vue que nous trouvons excessivement restrictif, les classes sociales sont des formes d'interaction sociale en rapport indissociable avec la participation du sujet dans les processus de production:

Las clases sociales son, ante todo, formas de interacción social referidas a nuestra participación en las relaciones de producción. Eso no quita que los procesos de interacción den por resultado organizaciones colectivas, grupos informales,...¹⁹⁹

198 MORA MALO, E., *Las clases sociales como forma de interacción social. Una estrategia de aproximación*, thèse pour le doctorat de Sciences Politiques, Université Autonome de Barcelone, 2002.

199 MORA MALO, E., *op. cit.*, p.11.

Nous défendons ici l'idée que les mouvements sociaux qui se sont récemment produits dans la société espagnole s'affranchissent de la catégorisation d'après le système de production, qui plongeait ses racines dans le discours marxiste. Dans la société capitaliste la vision patriarcale prévaut et le fort cloisonnement des classes sociales, lié à un déterminisme social qui sème d'embûches l'ascension de ceux qui ne sont pas nés héritiers des moyens de production, la rend profondément inique. La crise et son lot de licenciements a contribué à la redéfinition des rôles en vertu de concepts différents. Et le résultat, nous le pensons, sera bien plus significatif que les «groupes informels». Si le système gouverné par les intérêts financiers et détaché de sa mission de protection des droits fondamentaux a pu être instauré et s'étendre comme il l'a fait, c'est parce que les individus avaient renoncé à leur rôle de citoyens (certains parce qu'ils ne croyaient plus au besoin de l'exercer, d'autres parce que leur nationalité étrangère leur interdisait de le revendiquer). La sociologue espagnol María Jesús Izquierdo explique que le capitalisme n'est pas quelque chose que les capitalistes font aux travailleurs, mais le processus selon lequel ils entrent en relation. Il en est de même pour le patriarcat: c'est l'effet des relations qui s'établissent entre les femmes, les hommes et leur descendance, qui considère les différences entre les sexes [...] comme étant préexistantes à ces relations et, par conséquent, autonomes²⁰⁰.

Nous ajouterons à cela, suivant la même logique qui guide la réflexion d'Izquierdo, que les dérives qui, en s'accroissant, ont conduit l'Espagne à la situation de grave crise économique dans laquelle elle se trouve, ne doivent pas être considérées comme quelque chose d'inéluctable. Ceci inciterait à abandonner la recherche d'un autre modèle social et réduirait les efforts collectifs à une recherche du paradis perdu. Mais les anti-système n'entendent pas se conduire de la sorte. Un système capitaliste, libéral et patriarcal a toutes les chances d'être xénophobe, par

200 Izquierdo citée par MORA MALO, *in* MORA MALO, E., *op. cit.* p. 21.

l'image de la réussite et des relations entre les uns et les autres qu'il véhicule. Les jeunes qui osent refuser le monde que l'on a voulu leur léguer, les exclus et tous ceux qui les soutiennent, se révoltent contre un système politique qui ne les représente pas, contre un modèle de société où ils ne trouvent pas leur place et peut-être, finalement, contre une idéologie qui encourage la méfiance et le rejet de l'autre. La crise a créé l'occasion de lutter contre le capitalisme et contre le libéralisme sauvage. Mais aussi contre d'autres manifestations de l'injustice telles l'ethnocentrisme.

II La réalité symbolique. La télévision: le monde de l'autre côté du miroir

II.1: La télévision en Espagne

Et sans doute notre temps... préfère l'image à la chose, la copie à l'original, la représentation à la réalité, l'apparence à l'être... ce qui est sacré pour lui, ce n'est que l'illusion, mais ce qui est profane c'est la vérité. Mieux, le sacré grandit à ses yeux à mesure que décroît la vérité et que l'illusion croît, si bien que le comble de l'illusion est aussi pour lui le comble du sacré.

Ludwig Feuerbach, *L'essence du christianisme*

La télévision en Espagne a pâti du retard que le franquisme imposa à la vie sociale et culturelle du pays. En revanche, quand le pays accède enfin à la modernité, son univers médiatique foisonne d'une multitude de diffuseurs de contenus télévisuels et il devient vite l'un des plus avancés et des plus riches d'Europe. Et aussi l'un des plus inextricables. L'explosion du paysage audiovisuel, la fragmentation des entreprises, ainsi que la variété des formats et des supports, rendent inapproprié le terme «télévision», au singulier. L'expansion de l'espace télévisuel en Espagne est inséparable de l'évolution de la démocratie dans ce pays. Ses contours et sa dynamique répondent à la fois à la politique constitutionnelle de décentralisation et à l'alternance gauche-droite qui s'est instaurée au sommet de l'Etat, au lendemain de la Transition. Les changements fulgurants qui ont secoué les piliers d'une Espagne qui semblait à tout jamais ancrée dans l'immobilisme affecteront le panorama audiovisuel et poseront les bases d'une relation parfois addictive, parfois coupable, mais toujours étroite, entre l'écran et ses utilisateurs.

Ignacio Salas, ancien Président de l'Académie de la Télévision espagnole, lorsqu'il fait le bilan des 50 premières années de vie du petit écran en Espagne, dénonce la diabolisation de ce dernier que ses fidèles, de plus en plus nombreux et fervents, dénigrent publiquement, tout en continuant de le regarder, dans une sorte de clandestinité majoritaire. La passion que la télévision inspire est, selon lui, seulement comparable à la virulence des attaques qui, depuis des milieux intellectuels, fusent à son encontre.

La tele, aún reconocida como icono incuestionable de nuestra época, es invariablemente juzgada como una vieja dama indigna a la que sobran méritos para incorporarse con letras de oro a la Historia Universal de la Infamia. Su imagen técnica se acerca progresivamente a la perfección, pero su imagen pública no puede ser más nefasta. Para sesudos y documentados educadores, sociólogos, psicólogos, pedagogos y analistas del medio, la tele es primaria, narcotizante, colonizadora y trivial. Destruye la complejidad del mensaje, reduce la comprensión del entorno y arrasa cualquier atisbo de veracidad. Desarrolla hábitos pasivos, atonta, embrutece e incita a la inactividad, insociabilidad y estupidez repetitiva. Fomenta el éxito rápido y el espíritu competitivo. Causa trastornos de sueño y propicia sedentarismo, obesidad, diabetes, rebeldía, agresividad, cinismo, marginación y violencia. Provoca una compleja disociación entre ficción y realidad, y propone un modelo de juventud narcisista, individualista, impúdica y presentista. Casi nada. [...] telefónicos, catequistas, integristas y salvapatrias consideran que es una ventana con vistas a un fétido patio de monipodio que se vanagloria de exhibir sus miserias, invitándonos machaconamente a convivir con el hedor; y apocalípticos, visionarios y apologetas del catastrofismo la tachan de sirvienta desleal, droga adictiva de consecuencias tan impredecibles como

inquietantes y utensilio aniquilador de consciencias que atenta continuamente contra la salud moral y cultural de los usuarios.

En definitiva, que, a todas luces, la gran matriarca del consumo es un arma de destrucción masiva mil veces mas demoledora que el gas sarín, y Telépolis, una pocilga infame que habría que cerrar por insalubre²⁰¹.

Les professionnels du medium audiovisuel se disent mal compris, limités dans leur liberté d'expression, contraints de soumettre leur créativité aux dictats du marché. Les spectateurs critiquent la médiocrité et même la vulgarité des émissions alors qu'ils sont nombreux à les regarder et que le nombre d'heures passées quotidiennement devant la télévision ne finit pas d'augmenter²⁰². Nous n'allons pas

201 SALAS, I., «El ciberchivo expiatorio» (préface) in VEIGA Y., et IBÁÑEZ I., *50 años de televisión en España*, Rama Lama Music, 2006, Madrid, p. 15 et 16.

Nous ne résistons pas à la tentation de citer les mots que Pierre Desproges dédiait à la télévision (française, en l'occurrence, mais quelle importance?), et qui, usant d'une acidité comparable, semblent répondre à ceux que nous citons plus haut: «la télévision, d'Etat ou pas, c'est déjà et ce fut toujours, la victoire de la merde sur la beauté des choses. La télévision, d'Etat ou pas, c'est déjà, ce fut toujours, pour ceux qui n'aiment pas ça, l'obligation de subir a longueur d'antenne les embrassades poilues des cromagnons footballistiques [...]. La télé, d'Etat ou pas, c'est la loi scélérate des hit-parades et des top 50, c'est à dire la loi des requins froids et des débiles anglomaniaques et fossoyeurs de la chanson qui pense. C'est le droit à l'apothéose pour les Ricaca Zaráï emperlousée et gloussante, reconvertie en dindon paramédicale et trempouse de culs dans des bidets de verveine. La télévision, d'Etat ou pas, c'est quand Lubitsch, Mozart, René Char ou Reiser, ou n'importe quoi d'autre qu'on puisse soupçonner d'intelligence sont programmés à la minuit pour que la majorité béate des assujettis sociaux puissent s'émerveiller des 20h30 en rotant son fromage du soir sur le spectacle irréel d'un hébété trentenaire figé dans un sourire définitif de hernie ventral et offrant des automobiles clé en main à des pauvresses arthritiques sans défense et dépourvu de permis de conduire. D'EtatEtat ou pas, la télé c'est comme la démocratie, c'est la dictature exercée par le plus grand nombre sur la minorité. Dommage qu'on est jamais rien trouvé de mieux que les drapeaux rouges ou les chemises noires pour en venir à bout.

202 Un nouveau record fut battu en 2012: les Espagnols regardèrent la télévision 246 minutes en moyenne par personne et par jour.

tenter de prouver la place très importante de la télévision dans la vie des individus (dans leur vie personnelle, dans celle de la famille, dans l'espace que d'autres activités culturelles ou de loisir devront lui disputer, etc.), car de nombreuses études l'ont déjà fait. Nous partons du constat que la télévision en Espagne, née à une époque de répression et de manipulation de la pensée, se révèle dès le début peu propice à l'épanouissement de la diversité et à la diffusion des idées humanistes. L'Espagne a changé et le pouvoir n'a plus de censeurs à sa solde pour contrôler les contenus des émissions télévisées. Mais la tyrannie de l'audimat impose sa loi et les marchés décident de bien de choses. Le divertissement reste le maître mot et le medium impose sa vitesse, sa vision fragmentaire, un ton léger devenu sa marque de fabrique à tous les programmes, à tous les sujets traités. Qu'en est-il, dans ce cas, des sujets qui ne se prêtent pas à l'amusement? Les débats d'une certaine complexité disparaissent ou doivent renoncer à la rigueur, sous le règne de la caricature et au manichéisme.

II.1.1. La vie est une fiction

L'Homme serait, d'après les scientifiques, le seul animal conscient de sa mort. Ceci dote notre existence d'un sens tragique dont nous laisserons à la psychologie le soin d'analyser des conséquences. Pour ce qui a trait à notre sujet d'étude, l'Homme serait le seul être capable de se représenter ce qu'est une vie entière, et cela, en d'autres termes, lui permet de concevoir le récit. L'être humain, en cela semblable à la nature, a horreur du vide; ne supportant pas l'absence de sens, il en fabrique. Il traduit et il métaphorise, toujours tiraillé entre sa condition animale, qui lui rappelle son inéluctable finitude, et cette capacité qui le rend unique. Si l'Homme a inventé la narrativité c'est peut-être pour éviter de plonger dans la folie ou le désespoir. C'est pour cela qu'il entreprend de raconter des histoires, aux autres et à soi-même. Et, dans nos sociétés désenchantées, un récit évolué nous permet de transformer la réalité objective en réalité symbolique, pour tenter de la comprendre, de la maîtriser, de nous en protéger. Nancy Huston résume cela comme suit:

La différence entre les singes et nous est exactement la différence entre l'intelligence et la conscience. Entre le *fait* d'exister et le *sentiment* d'exister. Entre «je veux faire ça» et «pourquoi suis-je là?» La conscience, c'est *l'intelligence plus le temps*, c'est-à-dire: la narrativité²⁰³.

La fonction première des histoires humaines est de créer un sentiment d'appartenance. Par conséquent, ces récits génèrent aussi de l'exclusion. La fierté, le lien social et la conscience d'un passé commun ont leur revers de la médaille que sont la xénophobie et la hiérarchisation des peuples selon leur appartenance ethnique et culturelle. Se liquer est, pour l'animal grégaire que nous sommes, un bon moyen d'assurer sa propre survie et celle du groupe. Les fictions partagées servent à cela. Mais le désarroi s'empare de celui qui ne se sent pas appartenir à l'histoire du groupe qui l'entoure, soit que sa présence n'y était pas prévue, soit qu'il renie les discours ambiants. Une trop forte identification au récit collectif peut conduire à la violence; un total détachement aussi.

Le cerveau est le réceptacle où se rencontrent toutes les histoires qui entourent l'être humain dès sa venue au monde, et même bien avant. Notre goût inné pour les histoires a été savamment exploité par tous ceux qui trouvaient un intérêt quelconque à l'adhésion du plus grand nombre à une pensée, à une doctrine. Les marchands du temple ont vite compris que les histoires faisaient vendre. Les publicitaires et les créateurs de spectacles en ont usé sans modération. Et, pour ce qui est de notre réflexion ici, les responsables des télévisions n'ont pas été en reste. Nous en voulons pour preuve les mots, on ne peut plus éloquents, de Patrick Lelay lorsqu'il était PDG de la chaîne publique française TF1: «[...] ce que nous vendons à Cola-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible»²⁰⁴. Lorsque la télévision s'empare de la création et de la diffusion de fictions, elle se doit d'attirer l'attention

203 HUSTON, N., *L'espèce fabulatrice*, Actes Sud, Paris, 2008, p. 22.

204 Francis Lelay interrogé en 2004, aux côtés d'autres importants PDG et hommes d'affaires, pour le livre *Les dirigeants face au changement*, Editions du Huitième Jour, Paris, 2004.

du spectateur. En ceci elle se place dans la continuité des conteurs, avant et après l'invention de l'imprimerie. Mais la société a évolué et les enjeux ne sont plus les mêmes.

Une étude réalisée par des chercheurs de l'Université Pompeu Fabra, à Barcelone, parle de «l'importance des émissions télévisées dans les processus de création des imaginaires et les stéréotypes sociaux qui confluent dans la façon dont le public perçoit, pense et vit la réalité sociale». Dans leurs conclusions, ils pointent une faille dont les conséquences, comme nous tenterons de le montrer ici, sont plus importantes que le manque d'intérêt qu'on lui a accordé pourrait le faire croire. Il s'agit de la présence, insuffisante et défailante, des immigrés dans les émissions des chaînes de télévision espagnoles, publiques comme privées. Les chercheurs catalans pointent «la casi nula representatividad pública de los inmigrantes», dans un article qui s'intéresse précisément aux fictions télévisuelles²⁰⁵. Nous sommes d'avis que ces conclusions peuvent s'appliquer à la programmation des télévisions espagnoles en général et, pour ce qui est de notre sujet, à celle des télévisions publiques en particulier. Compte tenu de la présence réelle des immigrés dans la société espagnole, un traitement inadéquat ou une utilisation perverse de leur image serait, nous semble-t-il, une source de confusion et de mauvaise appréhension de l'autre que la société espagnole ne devrait pas ignorer. Le monde réel se situe d'un côté de l'écran. De l'autre nous parviennent des fictions. Et ces dernières, qui nous fascinent, qui nous amusent, peuvent aussi, lorsqu'elles sont trop vraisemblables, être confondues avec la réalité elle-même. Nul n'est à l'abri de ce dérapage, car nous sommes, comme le dit si bien Nancy Huston, «l'espèce fabulatrice»:

205 Groupe UNICA (Unitat d'Investigació en Comunicació Audiovisual), «La imagen pública de la inmigración en las series de televisión españolas», in *Televisión e inmigración. La imagen pública de la inmigración en las series de televisión*, Université Pompeu y Fabra de Barcelone, 2004. URL: http://www.cac.cat/pfw_files/cma/recerca/quaderns_cac/Q23-24ruizferres_ES.pdf
200 / 596

Les fariboles sont précieuses, miraculeuses. Elles nous permettent, les yeux fixés sur l'idéal, de tenir le coup dans l'adversité. Les fariboles sont funestes, terrifiantes. Elles nous permettent, les yeux fixés sur l'idéal, d'ouvrir le gaz pour exterminer nos semblables. Dans les deux cas, la force conférée par les fictions est due à la présence des autres en nous. Elle vient des textes et des Arché-textes que nous avons absorbés, d'abord dans la famille, ensuite à l'école, à l'église, à l'Université, à la télévision, au cinéma... Tous ces textes, grâce à l'identification, ont façonné notre identité²⁰⁶.

II.1.1.1. La fiction identitaire

Les sociétés, configurations mobiles et changeantes, rencontrent à la fois le besoin et la difficulté de rassembler leurs membres hétéroclites sous une identité commune. C'est donc par besoin de gouvernabilité que la convention qui définit le groupe est créée. Les membres d'une société s'identifieront au groupe et, le cas échéant, ils seront persuadés du besoin de le défendre, de défiler sous un même drapeau, parce qu'un récit fondateur les fédère. La réalité objective, le passé commun des peuples, existent bel et bien, mais ce n'est que la version adoptée par l'Histoire qui sera transmise de génération en génération, déterminant le sentiment d'appartenance à une collectivité, à une religion, à une culture, à une nation. Le plus dangereux n'est pas d'inventer des histoires, mais de croire que celle que l'on nous raconte est l'unique possible, la seule dont on peut affirmer l'exactitude. Le risque, en définitive, serait de perdre de vue la distance qui sépare la réalité objective de la réalité symbolique.

Les Huns, les Mongols, les nazis, les membres du NKVD – barbares du Nord et du Sud, d'hier et d'aujourd'hui – étaient fermement convaincus de vivre dans le réel, alors que leur tête bourdonnait de mythes (historiques, biologiques, scientifiques) pour rationaliser, justifier et glorifier leurs déprédations, leurs massacres, leurs spoliations, leurs bains de sang. Les gens qui se croient dans le réel sont les

206 HUSTON, N., *op. cit.*, p. 128.

Toutes les civilisations ont cela en commun, quel que soit l'espace qu'elles ont occupé sur la planète ou le moment pendant lequel elles ont pesé sur son sol: elles ont toutes eu des histoires, une Histoire. Ces premières puisent leurs racines dans une époque toujours lointaine où se mêlent mythe et réalité; la seconde est la cristallisation des fictions dans la version que la collectivité valide. Au fil du temps une version s'est profilée, elle en a devancé d'autres, elle s'est figée, elle a atteint sa forme solide et transmissible de génération en génération. Le besoin de fabulation (de création de ce second niveau de réalité qu'est la fiction) est universel et il place les Hommes dans une catégorie qui les éloigne des autres espèces tout en les réunissant entre eux, au-delà de leurs différences. Et pourtant, ces fictions auxquelles les peuples se cramponnent pour se forger une image d'eux-mêmes finissent par les séparer, par les opposer. L'identité des personnes, l'identité nationale, autant de fictions élevées au rang de l'immuable.

Les migrants sont, eux aussi, issus d'une culture et celle-ci, parce que tel est son rôle et que c'est à cette fin que la longue série des siècles l'a bâtie, leur a prêté une identité. Dans leur enfance ils ont dû, eux aussi, entendre des récits qui les incluaient, qui leur expliquaient leur environnement. C'est toute cette configuration, faisant corps avec la personne, qui entre en contact avec les récits de la société réceptrice lorsque l'individu se déplace. Les deux réalités symboliques se trouvant face à face, mettent en évidence la fragilité du socle que l'on peut croire universel avant d'avoir été confronté au reste du monde. Pour ceux qui font l'expérience du déracinement (métaphore qui évoque le déchirement de l'individu coupé de sa culture), la croyance en l'univocité des récits n'est plus possible. Dans le meilleur des cas, cette expérience du contact enrichit les parties en présence. Dans beaucoup

207 HUSTON, N., *op. cit.*, p. 29.

d'autres cas, les immigrés doivent faire face à une société qui ne les prévoit pas dans ses fictions. Et il se peut aussi qu'ils soient confrontés à des récits qui leur réservent un rôle négatif.

Pour les individus de la société qui reçoit les migrants, le choc est également inévitable. Eux aussi, depuis leur naissance, ont été bercés d'histoires qui leur ménageaient une place à l'intérieur de plusieurs cercles concentriques. La famille d'abord, après l'école, le village ou le pays. Le périmètre s'élargit à mesure que la personne atteint, dans son évolution, le stade lui permettant de franchir le seuil qui mène de l'espace privé vers le public, à la rencontre des autres. Des Autres de plus en plus divers, de moins en moins familiers. Ainsi, quelques années plus tard, le nourrisson qui ne quittait guère les bras de ses parents est devenu un adulte qui, sauf dans des cas pathologiques, sera capable d'entrer en relation avec les autres membres de la société, de faire partie de la collectivité et de contribuer à son maintien. Mais ils n'en reste pas moins un «je», initialement entouré d'un «nous» rassurant, qui doit faire face à un «ils».

S'il est difficile pour le migrant de vivre dans une société qui ne parle pas de lui quand, dans ses récits, elle dit «nous», il l'est tout autant pour les autochtones d'accepter qu'ils n'ont aucun mérite à être nés à un endroit plutôt qu'à un autre²⁰⁸. Les rapports entre l'individu et les récits collectifs peuvent être de nature diverse. Mais le bouleversement qui se produit lorsque la rencontre entre des cultures différentes met en évidence le caractère artificiel des mythes fondateurs est indéniable. Lorsque cet événement est vécu comme un traumatisme, des tensions xénophobes ou racistes apparaissent. Les récits ou, comme nous l'avons exposé, l'affrontement entre ces histoires que les uns comme les autres vont défendre

208 Sous peine de devenir «les imbéciles heureux qui sont nés quelque part» de la chanson de Brassens.
203 / 596

comme étant les seules légitimes, sont à la base du conflit. Et ce sont aussi les récits qui vont alimenter les tensions, offrant une image de la réalité qui est, encore une fois, fiction. L'ethnocentrisme, peut-être inévitable, préside à la rencontre entre les Européens et les peuples amérindiens. L'erreur de Colomb n'a jamais été corrigée et le terme «indiens» continue de désigner les habitants de ce qu'il crût être les Indes. Le marin mourut sans prendre conscience de l'ampleur de sa découverte, sans savoir que ce n'était pas l'Asie mais un autre continent qu'il avait frôlé. Ses successeurs nommeront «nouveau monde» cette terre habitée par des civilisations millénaires, qui avaient bâti des cités, développé des structures sociales complexes et même réussi des expériences scientifiques comme celle de la manipulation des plantes, obtenant par la combinaison de plusieurs espèces sauvages, dont certaines toxiques, le maïs et la pomme de terre, qui leur avaient déjà permis de connaître la croissance démographique et qui allaient sauver l'Europe de la famine.

Les premiers Européens qui foulèrent le sol américain crurent sans doute arriver dans un pays de cocagne. Christophe Colomb avait sans doute compris que l'ambition était un puissant moteur et il en usa pour redonner espoir à ses hommes, lorsqu'ils se crurent perdus à tout jamais dans les rouleaux de l'océan. En Espagne Isabelle de Castille attendait avec impatience des nouvelles de l'aventurier. Elles arrivèrent sous forme de récit, où le Génois fit preuve une fois de plus de son talent comme narrateur. Ces quelques feuillets sortis de la plume de Colomb parvinrent à bouleverser la femme la plus puissante d'Europe. Ils furent traduits au latin, au français, à l'allemand et à l'italien et ils se répandirent comme une traînée de poudre. Ces lignes, authentique best-seller de l'époque, furent les premières responsables de la ruée vers l'Amérique. En 1493, dix-sept vaisseaux contenant plus de mille hommes s'en allèrent vers le «nouveau monde», animés par une ambition sans bornes qui allait marquer l'histoire commune des peuples qui se rencontraient. Les récits des conquistadors étaient empreints d'étonnement et d'admiration envers ces terres. Mais ils étaient aussi la voix du vainqueur qui fait l'Histoire à sa convenance. Lorsque les nations américaines obtiendront leur indépendance, elles écriront leurs propres récits, pour rétablir la vérité et pour se laver du portrait que l'opresseur avait fait d'elles. Des discours populistes se sont mêlés de cette volonté légitime, avec des paroles enflammées qui cachent mal leur envie de s'accaparer le pouvoir.

Chaque être humain est bercé dès sa naissance par les récits fondateurs de sa culture et il reçoit de l'inconscient collectif des représentations qui lui serviront comme repère pour tenter de comprendre le monde. Lorsque les individus sont emmenés à migrer, certaines de ces représentations peuvent entrer en collision avec le besoin de s'intégrer et de trouver sa place dans sa nouvelle société. Les récits fondateurs, de part et d'autre et depuis le premier contact, semèrent d'embûches le chemin que les Espagnols et les Sud-américains devaient parcourir pour se retrouver. Une peur atavique de l'autre leste, à notre avis, l'inconscient du migrant lorsqu'il se voit confronté à la difficulté de s'intégrer ailleurs, agissant également sur le regard de celui qui le voit «débarquer». La télévision, ce distributeur automatique de récits du monde moderne, demeure un miroir déformant qui ne permet ni aux uns ni aux autres d'apaiser leurs craintes.

Les différents media ont évolué depuis leur format originel pour se fondre dans une hybridation qui est allée de paire avec l'abolition des frontières entre les genres. Cinéma, télévision, Internet: un même écran peut diffuser les produits de n'importe quelle industrie de l'audiovisuel. En outre, l'information se mêle à la fiction et tout, comme nous le verrons ultérieurement, se colore de divertissement. Dans ce contexte, le traitement de l'immigration à travers les écrans présente des dangers suffisamment importants pour que certaines sonnettes d'alarme se déclenchent dans la société espagnole et que des guides pratiques à l'usage des professionnels des media voient le jour²⁰⁹. Le traitement de l'information et de l'image, y compris celle des personnes, est devenu dans notre société une matière première commercialisable, au même titre que l'étaient les matières tangibles à l'époque de

209 Nous citerons deux exemples: SENDÍN GUTIÉRREZ, J. C. et IZQUIERDO IRANZO, P., *Guía Práctica para los Profesionales de los Medios de Comunicación: Tratamiento Mediático de la Inmigración*, Universidad Rey Don Juan Carlos, Madrid, 2008 et «Medios de Comunicación e Inmigración», *Quaderns del CAC* (Conseil de l'Audiovisuel de Catalunya), n° 12, janvier-avril 2002.

l'industrialisation. Le droit à une information fiable est reconnu dans la Constitution espagnole, et il oblige aussi bien les media publics que ceux qui existent grâce à des capitaux privés, sans que leur droit, en tant qu'entreprise, de générer des profits ne les exempte de leurs responsabilités vis-à-vis du citoyen²¹⁰.

Cependant, dans la société postmoderne, le culte de l'argent se superpose à la déontologie dans bien des cas et le citoyen devient spectateur, c'est-à-dire consommateur. Les professionnels des media ne sont pas sans savoir que le traitement d'un sujet dans les émissions (la fréquence *-agenda sitting-* et le type d'approche *-framing-*) conditionne l'incidence sur l'opinion publique et la représentation mentale collective qui va se créer autour dudit sujet. La réalité objective ce sont les faits que se déroulent dans les rues; mais les écrans diffusent une autre réalité, la symbolique, et celle-là ce sont les responsables des media qui la construisent, à travers tous les formats dont dispose l'industrie audiovisuelle: informations, divertissement, publicité, etc. Une chercheuse de l'OBERAXE (*Observatorio Español del Racismo y la Xenofobia*) publie en 2007 un document intéressant, pointant les media et leur part de responsabilité dans certaines attitudes xénophobes des Espagnols²¹¹. Ces derniers citaient l'immigration comme un des trois principaux problèmes de leur société, vision que cette étude fait correspondre avec la présence dans les media de représentations négatives du sujet, du «problème de l'immigration», selon l'expression consacrée (arrivée massive de migrants, comportements délictuels, reconduite aux frontières des sans-papiers, etc.).

210 *Constitución Española*. Título I. De los derechos y deberes fundamentales. Art. 20. 1 «Se reconocen y protegen los derechos: [...] d: A comunicar y recibir información veraz por cualquier medio de difusión. La Ley regulará el derecho a la cláusula de conciencia y al secreto profesional en el ejercicio de estas libertades [...]».

211 CEA D'ANCONA, M. A., *Inmigración, racismo y xenofobia en la España del nuevo contexto europeo*, Observatorio Español del Racismo y la Xenofobia, Madrid, 2004.

Dans les années 90 les immigrants d'origine sud-américaine venus s'installer en Espagne apparaissaient sur les écrans. Ils bénéficiaient d'une image qui se voulait positive mais, sans parler du discours les associant à la délinquance, à la drogue ou à la prostitution, rapidement dénoncé, le téléspectateur espagnol découvrit ces étrangers, occupant désormais le même territoire qu'eux, d'une façon comparable à celle qui avait servi au cinéma des années 70 à montrer les touristes (les «guiris»), avec leurs chaussettes montantes, leur peau laiteuse, leur appareil photo en bandoulière et ces bikinis, signe extérieur d'une mentalité qui contrevenait aux règles de la sévère morale ibérique. L'exotisme fut une fois de plus de mise dans le traitement des Sud-américains vus à la télévision, avec leur accent charmant, leur espagnol suranné, musiciens, danseurs de salsa ou encore chanteurs de tango.

Passée cette première époque, lorsque le flux migratoire en direction de l'Espagne s'intensifia, l'immigré sud-américain se vit entraîné dans un tourbillon qui le mêlait aux autres individus dans ce que l'on désigna comme «le collectif des migrants», une masse informe et changeante aux contours imprécis. Les media homogénéisent leurs sources et leurs discours lorsqu'il s'agit du sujet de l'immigration. Ils font l'économie de la diversification des points de vue et, ce faisant, ils nient la complexité d'un débat légitime qui est celui de l'accueil des migrants, des interactions qui s'établissent entre les arrivants et les locaux et des différentes formes d'intégration dans la société réceptrice. Lorsqu'on se contente de donner la parole aux représentants soit des institutions chargées du contrôle de la migration, soit des associations d'immigrés, on donne l'impression que le conflit est inéluctable et on prive l'opinion publique de propos plus pondérés, voire de l'intervention des immigrants sur des sujets autres que celui de l'immigration.

Les immigrants «préférés» des Espagnols ont-ils perdu leur statut? Douteux privilège que le droit à la réduction folklorisante. Toujours est-il que le poids relatif des étrangers dans la société espagnole a augmenté et que leur image dans les media s'est transformée. Cela a conduit, par un manque de contextualisation qui annule les différences entre les individus pour les faire apparaître sous le seul trait les rassemblant tous, leur condition de migrants, à la dégradation de l'image du Sud-

américain. Désormais, associé à ce flux qui se presse aux frontières, il fait partie de ceux qui menacent la survie du système. L'aspect sympathique qu'on lui prêtait s'est effacé au profit d'une autre image où dominent des traits beaucoup moins aimables: il est nonchalant, profiteur, attentiste, assisté. Le langage visuel et le discours qui traverse l'écran pour faire cible sur l'opinion publique, et, en ce qui concerne le sujet de l'immigration en général, un facteur aggravant de la discrimination dont les migrants font l'objet. Pour ce qui est des migrants d'origine sud-américaine, le passage à l'écran ne leur aura pas été plus bénéfique. Ils seront l'objet de la vision exotique dans un premier temps, puis de l'amalgame et la négation de l'individualité, par tendance à la simplification qui est celle des media dans une société postmoderne du spectacle et du divertissement à outrance.

II.1.1.2. Ecran total

L'esprit humain, dans sa recherche perpétuelle d'histoires à (se) raconter et de nouvelles formes de narration, inventa le cinéma, puis la télévision et toutes les autres sortes d'écrans, qui ne vinrent pas se substituer à la littérature, tant notre soif d'histoires est grande et ne se passe d'aucune source susceptible de l'apaiser. Nous croyons fabriquer les histoires mais, lorsqu'elles pénètrent dans notre cerveau, ce sont elles qui le façonnent. Le sujet postmoderne naît entouré d'images qui, dès les premiers années de sa vie, n'ont de cesse de l'influencer, de contribuer à la formation de l'être en devenir. Nul ne peut échapper, dans les sociétés dites développées (et ceci est même un paramètre capable de mesurer le degré de développement), à l'écran qui se multiplie, doué d'ubiquité. Il est partout, de plus en plus petit, portable, ergonomique, léger, intégré; et aussi de plus en plus grand, demesuré, interactif, tridimensionnel, spectaculaire. L'écran sert à regarder et à se donner en spectacle; il isole et, en même temps, il permet de former des réseaux, d'être connecté en permanence. L'écran est partout, et il est vrai aussi qu'il peut nous suivre partout: le plus fou des cerveaux rêvant de totalitarisme n'aurait pas osé imposer un tel contrôle de ses sujets. Et il aurait eu raison, car cela n'est possible que lorsque c'est l'individu qui s'y soumet de son plein gré. Nul besoin de moyens coercitifs pour imposer la

géo-localisation et les réseaux sociaux, où l'on s'expose à travers des anecdotes inconexes. Micro-écrans, écrans publicitaires colonisant l'espace urbain, bâtiments écran, cinémas 3D, système Blu Ray, etc. L'écran au service de l'hyper-consommation et de la surveillance de la personne, pour des besoins de marketing, entre autres.

Et pourtant, nul ne pourrait négliger la révolution que déclencha le cinéma, cette formidable invention du début du XX^e siècle, poussant les portes de l'ère de l'«écranosphère»²¹². Depuis, chaque avancée technologique, chaque nouvelle déclinaison de l'écran, donnait lieu à une salve d'analyses annonçant la fin du cinéma. Il n'en a été rien. A l'époque de la postmodernité le cinéma perd sa position hégémonique, mais il devient la forme matricielle d'un nouveau rapport de l'individu et des collectifs humains à la réalité: une vision «écranique» du monde. L'homme postmoderne, devenu spectateur, ne se contente plus des histoires que le cinéma a à lui raconter. Il n'est pas à la recherche, lorsqu'il se rend dans les salles obscures, d'une analyse rationnelle du monde. Lassé d'une réalité qu'il sent de plus en plus échapper à son contrôle, il veut que l'écran lui procure des sensations fortes, si possible inédites²¹³. Le cinéma traditionnel, celui que l'on pourrait qualifier de narratif et qui résiste, au moins en partie, à une analyse textuelle, doit faire face à la concurrence d'un autre modèle qui vise la réception émotionnelle²¹⁴ et il tente de concilier la forme classique de récit et les stimuli sensoriels. A l'époque de la

212 Terme que nous empruntons à Gilles Lipovetsky et à Jean Serroy.

213 Déjà en 1988 Roger Odin annonçait l'avènement d'un spectateur d'un nouveau genre, «qui ne vibre plus tant aux événements racontés -dit-il- qu'aux variations de rythme, d'intensité et de couleur des images et des sons». Voir ROGER, O., «Du spectateur fictionnalisant au nouveau spectateur : approche sémiopragmatique », *Iris*, vol 5, n° 21, 1988, p. 134. De son côté, Laurent Jullier, parle de «films concert» et il explique comment certains créateurs «aspirent à court-circuiter l'intellect du spectateur pour toucher «directement » son système sensoriel». Voir JULLIER, L., *L'Ecran post-moderne, un cinéma de l'illusion et du feu d'artifice*, Paris, L'Harmattan, coll. Champs visuels, 1997, p. 37).

modernité, l'image voulait transgresser; dans la post-modernité, elle a cherché à être consensuelle, le but étant de parvenir à un public le plus large possible de spectateurs-consommateurs.

L'analyse strictement immanentiste de l'œuvre filmique que proposait le structuralisme a été dépassée. Désormais on parle d'esthétique de la réception, aussi bien sous un angle historiciste que tenant compte de l'acte de lecture dans une perspective phénoménologique²¹⁵. Il s'agit, dans tous les cas, d'une approche culturelle du cinéma qui nous semble intéressante parce qu'elle montre une prise de conscience de l'influence des écrans sur la formation de l'esprit collectif. Une deuxième notion importante: puisque l'œuvre filmique (il en était de même pour les littéraires) n'existe qu'en fonction de la lecture, les modifications matérielles ne peuvent qu'engendrer une transformation de la cinéphilie. Nous ne prendrons pas part à la querelle qui oppose anciens et modernes, mais c'est indéniable que le regard des jeunes générations s'est forgé à une époque où les cassettes vidéo

214 L'expression paroxystique de cela nous semble parfaitement incarnée par le «cinéma sentant» que Aldous Huxley décrit dans son roman visionnaire *Le meilleur des mondes*. Les sensations que ce type de cinéma offre apparaissent comme excessivement intrusives et provoquent le rejet chez le personnage du Sauvage (symbole l'homme pas encore dépossédé de son humanité). Le sauvage est d'autant plus dérouté par ce type de spectacle qu'il est habitué aux stimuli que procure la lecture.

215 Jean-Paul Aubert explique comment les deux perspectives, historiciste et phénoménologique, sont imbriquées: «elles se présupposent mutuellement: c'est, d'une part, à travers le procès individuel de lecture que le texte révèle sa «structure d'appel»; d'autre part, c'est dans la mesure où le lecteur participe aux attentes sédimentées dans le public qu'il est constitué en lecteur compétent; l'acte de lecture devient ainsi un chaînon dans l'histoire de la réception d'une œuvre par le public». Voir AUBERT, J.-P., «Du cinéphile au vidéophage: naissance d'un nouveau spectateur», *Cahiers de Narratologie*, 11/2004, p. 2. URL: <http://narratologie.revues.org/3>. Selon cela, il apparaît que la lecture, comme le visionnage, est une tension dialectique entre un acte individuel et la participation à l'histoire d'une communauté de lecteurs.

ôtaient déjà le protagonisme à la projection en salle dans les cœurs des amateurs du septième art.

Le public d'antan était soumis aux mêmes contraintes que celui qui écoutait le récit des conteurs et autres troubadours, ne pouvant pas choisir le moment de la communication ni agir sur le rythme. Le récit s'imposait à lui de façon irrémédiablement linéaire, car inscrite dans le temps réel. La cassette VHS bouleversa la réception, avec sa capacité de stockage des images qui, de plus, firent leur entrée dans l'espace privé. La télécommande mit la touche finale au libre accès à l'image: le spectateur, qui n'est plus obligé de quitter son espace intime, est libre d'arrêter l'image, de revenir en arrière, de la décortiquer (le découpage en séquences facilite la manipulation à souhait) et même de ne choisir que les images qui lui procurent plus de sensations, plus d'émotion: «l'usage du magnétoscope ou du lecteur de DVD est de nature à favoriser une appréhension de l'image presque exclusivement tournée vers la jouissance»²¹⁶.

L'inflation écranique est un signe distinctif de l'*homo écranis*. Lorsque, avec la télévision, l'image fit son entrée dans les foyers et que les écrans étendaient leur empire, d'aucuns parlaient d'un écran de fumée qui allait s'interposer entre l'individu et lui même, anéantissant toute forme d'introspection et d'approfondissement dans la réflexion. Le débat se poursuit jusqu'à nos jours, opposant ceux que cette crainte n'a cessé d'habiter et qui contemplent la dissolution du libre arbitre dans l'écranocratie à ceux qui voient dans l'écran l'interface qui brise l'isolement, faisant de l'homme posmoderne un citoyen du cyber-monde. Nous pouvons nous poser la question, face à la médiatisation croissante de la politique et des sujets de société (exposés sous un certain angle, calibrés selon le format imposé par les media) et à l'omniprésence de

216 AUBERT, J.-P., *op. cit.*, p. 5.

l'écran, des effets de l'immersion dans un flux continu d'images stéréotypées sur l'imaginaire collectif.

Le cinéma espagnol, et aussi la télévision, avides de modernité et désireux de rattraper le retard causé par le franquisme, s'adonnèrent aux plaisirs d'une liberté fraîchement conquise et produisirent, au début de l'ère démocratique, des œuvres d'un goût douteux (*cine del destape*), que l'on a tenté d'oublier comme une erreur de jeunesse. Après ces tâtonnements, l'industrie audio-visuelle rattrapa son retard et la société espagnole se vit plongée, au même titre que n'importe quelle autre société postmoderne, dans l'hyperconsommation écranique. La vie sociale espagnole est devenue une source inépuisable pour la création télévisuelle. Mais la médiatisation croissante de la vie politique et le rôle qu'Internet peut y jouer posent la question du pouvoir de l'écran dans nos «démocraties électroniques». On présente le cyberspace comme le lieu où la liberté citoyenne pourra enfin s'exprimer, redonnant le pouvoir à la malmenée société civile.

Néanmoins, la surabondance d'informations ne garantit pas la qualité des contenus et, même dans le meilleur des cas, quand elle n'est pas prisonnière d'intérêts partisans, elle n'est pas synonyme d'accès au savoir. Pour que le spectateur puisse déchiffrer les images et les informations codées dans le langage médiatique, il doit être en possession d'une culture préalable, d'une formation intellectuelle et de concepts organisés et clairement définis²¹⁷. Dans le cas contraire, le bain d'information ne conduit qu'au zapping intellectuel, pratiqué par un citoyen transformé en touriste télévisuel. On est en droit de craindre les effets du goût pour un échange d'informations sans transcendance, au détriment des débats contradictoires, sur la création d'espaces publics de discussion et de délibération

217 Noam Chomsky dit: «Un vrai système d'éducation donnerait des cours d'autodéfense intellectuelle».

entre les citoyens. Des salles de cinéma qui réunissaient les amateurs du septième art (et qui continuent de le faire mais de façon plus minoritaire, ou alors en ayant recours au grand spectacle), nous sommes passés à l'utilisation individualisée de l'écran. Les media de masse s'effacent au profit des self media. Il s'agit de l'évolution qui part du «un vers tous» pour atteindre le «tous vers tous». Les enthousiastes défenseurs de cette version méta-postmoderne de l'audiovisuel, vanteront les mérites de ce système qui rend l'utilisateur actif. Mais, dans quelle mesure l'est-il, alors que l'écran reste l'instrument d'une communication unidirectionnelle et que les media servent les intérêts de la marchandisation?

L'écran, sous toutes ses formes, est une redoutable arme de séduction massive qui n'épargne aucun collectif et qui étend son empire sur toutes les couches de la société. Si les récits fondateurs offraient aux hommes d'une même nation les grands archétypes sur lesquels chaque peuple bâtissait sa culture, l'écran fabrique une pensée collective. S'il peut uniformiser, s'il peut véhiculer les stéréotypes qui œuvreront contre l'intégration et qui accentueront le rejet des différences, l'écran peut aussi servir de base commune à la formation d'une société, quelle que soit l'origine de ses membres. Présent dans tous les foyers et jouissant de la faveur du plus grand nombre, le medium audiovisuel fait figure d'objet commun, de lieu culturel partagé par tous. Il pourrait, en somme, contribuer grandement à la création du lien social. Les immigrants qui arrivent dans ce qui sera leur pays d'accueil, ayant tous leurs propres repères issus d'un substrat lointain, partagent entre eux, et en même temps avec les locaux, ces images qui deviennent le superstrat unificateur.

II.1.2. La télé dans les foyers: le petit écran qui devint géant

L'horizon des perspectives du spectateur conditionne l'accueil qui sera réservé à une nouveauté qui tente de s'introduire dans le panorama des media audiovisuels. Le public, imprégné comme il l'est de certaines habitudes perceptives et cognitives développées au contact des media déjà existants, ne pouvait que trouver décevante

cette nouvelle invention, la télévision, qui exigeait l'immobilisation devant des programmes qu'il n'avait même pas choisis. Le journaliste et producteur pour la radio et la télévision Jean Thévenot dira: «La télévision s'adressera avec les moyens de la radio à un public qui attendra d'elle l'équivalent du cinéma». Cependant, le petit écran ne tarda pas à prouver son extraordinaire malléabilité: les émissions s'adaptèrent non seulement au type d'attention distraite qui est celle du spectateur immergé dans son quotidien, mais aussi au moment de la journée qui conditionne un public particulier. L'amateur de cinéma qui se rend dans une salle obscure entreprend une démarche active qui le conduit jusqu'à l'œuvre de son choix, qui sera visionnée dans des conditions adéquates. L'individu qui allume le poste en arrivant chez lui, disposé, le plus souvent, à regarder «ce qui passe à la télé», n'est pas à l'abri des contraintes de la vie quotidienne qui se déroule autour de lui et qui peuvent prendre la forme d'un enfant à consoler ou d'un coup de téléphone intempestif. Les créateurs d'émissions de télévision, mais aussi les publicistes, ont bien compris cela et ils choisissent les formats, les «concepts», comme ils aiment à dire dans leur jargon, qui s'adaptent le mieux aux circonstances, qui s'avèrent les plus efficaces.

Ces conditions de réception et la recherche de l'efficacité qui rendent le medium intéressant aux annonceurs contribuent à la propagation d'un ton léger qui uniformise les sujets traités et qui, pour les mêmes raisons, semble en rejeter d'autres qui nécessiteraient de plus de profondeur. A observer les émissions qui constituent le prime time des principales chaînes de télévision et à entendre les commentaires de leurs responsables, les mots d'ordre seraient divertissement et proximité vis-à-vis du public. Le spectateur, ou du moins l'idée que les créateurs des émissions télévisées s'en font, se plaît à reconnaître de l'autre côté du petit écran des personnages et des situations qui lui sont familières. Les émissions consacrées aux célébrités et les fictions dont l'action se déroule dans le luxe et l'opulence existent toujours, certes, mais elles ont laissé derrière elles leur époque dorée. Aujourd'hui, peut-être encore à plus forte raison depuis le début de la crise économique, les Espagnols semblent vouloir se reconnaître chez les héros du quotidien qui leur donnent rendez-vous régulièrement. Le succès des fictions sérieuses et autres aventures de personnages anonymes que l'Audimat propulse à la célébrité en sont la preuve.

Mais le spectateur assis devant un poste dont les émissions accordent une place si insignifiante aux immigrés, peut-il encore croire à la ressemblance entre ce qui se passe d'un côté et de l'autre de l'écran? Nous pouvons nous interroger sur les effets de cette dissonance entre la réalité objective et la réalité symbolique, dans la mesure où, de plus en plus, cette dernière semble avoir renoncé à l'imaginaire, qui est propre à la fiction (littéraire ou cinématographique par exemple), pour s'adonner à la reproduction d'une certaine image de la réalité. Cette illusion de reproduire la réalité, alors que ce que l'on montre n'en est qu'une version modifiée au service de certains intérêts, nous paraît dangereuse. La multiplication à l'infini des chaînes et des émissions ne fait rien pour éviter cela, dans la mesure où la télévision, contrainte d'optimiser ses espaces, s'impose une sorte d'auto-censure qui est celle de l'audience, celle de la rentabilité et, en définitive, celle de l'argent.

II.1.2.1. *Homo téléadictus*

Le cinéma est, pour bon nombre de ses admirateurs, l'art par excellence du XX^e siècle, une source de divertissement et de rêve que partage un public mondial, au-delà des frontières et des barrières symboliques ou matérielles. On peut même lui accorder, dit-on, le mérite d'être source de connaissance du monde. Les enseignements qu'il est en mesure de fournir allient la légèreté et la profondeur, la jouissance esthétique et le sens, le divertissement et l'exercice rationnel et critique. Henri Giroux va jusqu'à définir le cinéma comme une métaphore vivante de la réalité: «Las películas ofrecen posiciones al sujeto, movilizan nuestros deseos, nos influyen inconscientemente y nos ayudan a construir un fresco de nuestra cultura. En este

sentido, el cine representa una metáfora viva de la realidad»²¹⁸. Que l'on soit d'accord ou pas pour prêter ces vertus pédagogiques au cinéma et pour lui reconnaître des capacités de révélateur de consciences, l'influence du grand écran sur la société ainsi que sa part de responsabilité dans la formation de l'opinion publique tout au long du XX^e siècle ne font plus débat. La relation qui se créa depuis les premiers temps de son existence entre le cinéma et son public portait déjà le terme de l'interactivité, dans la mesure où, de part et d'autre de la toile, c'est de projection qu'il agissait.

L'industrie cinématographique devint puissante et elle passa maître dans l'art de la séduction. Elle observa la réalité et, par le jeu qui consiste à graduer la vraisemblance, elle en fit des images prêtes à êtres diffusées et à atteindre toutes les rétines et tous les inconscients. Le cinéphile, de son côté, reconnut la vie reproduite à l'écran. Mais il en observa aussi d'autres, réelles ou fictives, qui entrèrent en connexion avec sa réalité objective. En modifiant le regard, le cinéma put agir sur le réel et c'est dans cette mesure que nous nous permettrons d'aller plus loin que Giroux en disant que le cinéma est, en plus d'une métaphore de la réalité comme le serait n'importe quelle forme artistique, celle qui, par son degré de pénétration sociale, détient la plus grande capacité de transformation. Et ce pouvoir est l'héritage que le grand écran transmet à toutes les déclinaisons que la société postmoderne en a fabriquées. Gilles Lipovetsky et Jean Serroy inventent l'adjectif «cinématographié» et ils l'appliquent au monde dans lequel nous vivons. «Nous vivons dans un monde cinématographié -disent-ils- car l'individu des sociétés modernes finit par voir le monde comme si ce dernier était du cinéma, puisque le cinéma crée des lunettes inconscientes à travers lesquelles le sujet voit ou vit la réalité. Le cinéma est devenu

218 GIROUX, H., «Cine y entretenimiento, elementos para una crítica política del filme». Cité dans PEREIRA DOMÍNGUEZ et al., «Babel: Cine y comunicación en un mundo globalizado», in *Polis, Revista académica de la Universidad Bolivariana*, Chile. URL: http://biblioteca.universia.net/html_bura/ficha/params/title/babel-cine-comunicacion-mundo-globalizado/id/53610643.html
216 / 596

l'éducateur d'un regard global qui atteint les sphères les plus diverses de la vie contemporaine»²¹⁹.

Un regard global rendu possible par les écrans pour les habitants de ce que l'on appelle «le village global». L'homme du XXI^e siècle n'a pas connu l'arrivée triomphante des premières images animées. Il est né, lui, dans une société entièrement submergée par l'image, où les écrans se multiplient comme dans un jeu de miroirs qui placerait cet individu au centre de cette zone de convergence des images. Du regard ébahi de ce premier spectateur qui découvrait la magie des salles obscures, on est passé au consommateur blasé et compulsif. L'écran est devenu privé et on peut, théoriquement, disposer selon sa volonté personnelle. Mais il s'agit, dans les faits, d'un écran qui s'insinue subrepticement et finit par s'imposer dans le moindre espace habité, parasitant les conversations, les silences et même les pensées, se faisant omniprésent, en définitive, aussi bien physiquement que symboliquement.

Marshall McLuhan annonça «la guerre des mondes» qui devait opposer le monde de Gutenberg, celui de l'imprimerie, à celui de Marconi, où la communication atteignit la vitesse de la lumière. Aujourd'hui nous savons que cette bataille n'aura pas lieu, où alors, qu'elle se prolongera dans le temps, sans que l'on puisse célébrer la victoire de l'un ou regretter la défaite de l'autre. Ni le cinéma ni la télévision n'ont tué le texte écrit. Nonobstant l'image s'est bel s'est bien imposée. Et c'est cette image, et non pas le medium chargé de la diffuser, qui parasite la démarche cognitive et qui, par la même occasion, rend obsolètes d'autres démarches intellectuelles et d'autres approches de l'information. Le message dans la société postmoderne, tout message, doit être iconique s'il veut être efficace. Il doit être fait d'images capables de

219 LIPOVETSKY, G., et SERROY, J., *La pantalla global. Cultura mediática y cine en la era hipermoderna*, Editions du Seuil, Paris, 2007, p. 27.

s'articuler à toute vitesse, d'être redondantes tout en restant attirantes, de promettre l'interactivité tout en gardant la maîtrise totale de l'acte de communication.

Nous vivons dans une telle opulence communicationnelle que les media coexistent sans s'annuler. La concurrence existante entre eux ne fait que favoriser la surenchère technologique et inonder les esprits d'images. Et ces dernières, sont toujours plus spectaculaires. L'opulence à laquelle nous faisons allusion n'est vrai que d'un point de vue quantitatif²²⁰. La capacité humaine à recevoir des messages est limitée et, par conséquent, une conception écologique de la communication s'impose qui, afin d'éviter la saturation et le colapsus, hiérarchise les informations et établit des liens entre les épiphénomènes (ceux-ci étant des phénomènes différents qui ont lieu simultanément et entre lesquels il semble y avoir une relation, même en l'absence de liens de causalité). La société du spectacle qu'est devenue la société postmoderne réagit, comme nous le disions précédemment, par la surenchère technologique et par la standardisation des formats tenus pour les plus efficaces, les plus rentables.

La télévision, qui avait dû, dès sa naissance, se frayer une place dans le cœur d'un public cinéphile, a survécu aussi à la lutte sans quartier qui se livre quotidiennement dans l'univers de l'audiovisuel. En 2011 en Espagne on célébrait même la santé enviable d'un petit écran qui ne connaît pas la crise:

220 «Lo que caracteriza la opulencia de las comunicaciones es el hecho cuantitativo, esto es, la coexistencia múltiple de los diferentes medios y técnicas; la proliferación y ubicuidad de estos media; las interacciones tecnológicas que fecundan nuevas formas y nuevos media. Y en consecuencia, la enorme circulación de estímulos y mensajes, y la propagación de los diferentes lenguajes y códigos de comunicación... lo que, en síntesis, lleva a la cultura del espectáculo y a la saturación». COSTA, J., «Ecología de la comunicación e interacción social», in *Revista Mediterránea de Comunicación*, universidad de Alicante, 2011. URL: <http://hdl.handle.net/10045/19353>
218 / 596

Buenas noticias para la pequeña pantalla. La irrupción de las redes sociales, los portales de vídeos por Internet, las tabletas y los teléfonos móviles de última generación no parece, de momento, afectar demasiado al tiempo que los ciudadanos pasan delante de la televisión en España, que volvió a subir en octubre. La media es de 246 minutos por persona al día (cuatro horas y seis minutos)²²¹.

«Nunca en España se había visto tanto la televisión», commentait *El País* dans un autre article concernant la consommation télévisuelle durant l'année 2011²²². D'après le quotidien, les Espagnols avaient passé l'équivalent de deux mois «à contempler l'appareil ménager le plus vénéré». Mais dès son premier mois, 2012 confirma cette tendance, avec un nouveau record historique²²³. La crise serait un des facteurs qui favorisent cet engouement qui n'a pas attendu l'écroulement de l'économie pour apparaître, certes, mais qui en dit long sur le rôle de refuge que joue la télévision quand il faut se retrancher d'un quotidien devenu trop insupportable. L'arrivée de la télévision digitale terrestre (TDT) est invoquée aussi pour expliquer la passion télévisuelle croissante. En effet, dans le panorama espagnol, cette nouvelle forme de diffusion a permis la multiplication des chaînes (passant de quatre ou cinq à plus de quarante). Ricardo Vaca, président de l'agence Barlovento Comunicación, ne fait pas un mystère du bouleversement que cela implique: «estamos inmersos en una radical transformación del modelo de negocio». Produire une émission de télévision a un coût financier élevé et la concurrence est de plus en plus rude, de telle façon que les temps sont à la recherche d'efficacité, qui conseille la prudence et le conservatisme. Certaines émissions sont de nature à recueillir invariablement un

221 GALLO, I., «Acelerón en el consumo televisivo», *elpais.com*, 3 novembre 2011. URL: http://elpais.com/diario/2011/11/03/radiotv/1320274803_850215.html

222 GOMEZ, R., «Cuatro horas ante la pantalla. 2011 marca el récord de consumo televisivo, con 239 minutos al día», *elpais.com*, 3 janvier 2012. URL: http://elpais.com/diario/2012/01/03/radiotv/1325545202_850215.html

223 LAGOVA, M., «Enero fue el mes de mayor consumo televisivo de la historia. Los Españoles dedicaron casi cuatro horas y media a seguir la programación. La 1 fue la cadena más vista (14,2%), seguida de Tele 5 (13,8%) y Antena 3 (12,4%)», *elpais.com*, 1 février 2012. URL: http://cultura.elpais.com/cultura/2012/02/01/television/1328104395_849799.html

grand succès d'audience et, de ce fait, elles deviendront les reines indétrônables du petit écran, au détriment de toutes celles qui comportent plus de risques²²⁴.

Retransmissions sportives et séries de fiction tiennent le devant de la scène et luttent pour maintenir le niveau d'audience. L'écran, et en particulier celui du téléviseur, a envahi les foyers et monopolise l'attention des Espagnols. La crise économique s'est emparée du pays et les tensions l'ont fait de la société espagnole. La confluence de ces deux éléments produit une inflation des émissions qui ont vocation à divertir. La réalité symbolique dans laquelle les Espagnols semblent vouloir se réfugier pour fuir la réalité objective qui les entoure est tournée vers le spectacle. Nous irons plus loin en pointant cette spectacularisation de la réalité comme une volonté de ceux qui préfèrent les consommateurs aux citoyens. *Informe Semanal* est un programme qui, depuis 1973, diffuse des reportages sur l'actualité espagnole et internationale. En 40 d'existence, cet espace a su conquérir un bon nombre de spectateurs qui lui étaient fidèles. Ses responsables revendiquent une certaine vision du travail journalistique, faite de rigueur et de résistance à la simplification hâtive. Alicia Montano, qui fut directrice de l'émission défend cette conception de la télévision en tant que service public:

Porque está vinculada a las mejores democracias. Pero no basta con que lo crean los profesionales, han de crearlo quienes deciden las leyes que te van a regir y la manera en que vas a financiar²²⁵.

Et Jenaro Castro, un autre responsable de *Informe Semanal*, d'expliquer à son tour:

224 En 2011 les retransmissions des matchs de football furent les événements télévisuels par excellence: une rencontre Real Madrid-Barça fut suivie à travers TVE 1 par plus de 14 millions de personnes.

225 PALOMO, M. A., «40 años de información semanal», in *elpais.com*, 28 mars 2013. URL: http://cultura.elpais.com/cultura/2013/03/28/television/1364494192_803375.html
220 / 596

Como la televisión pública es de todos, todos [los políticos] quieren ser partícipes, aunque ser objeto de debate político perjudica al ejercicio profesional. En TVE hay que estar por encima de ello, prevalece la información y finalmente se impone porque es la que mantiene la mayor credibilidad²²⁶.

Nous partageons l'opinion du professeur de l'Université de Valladolid Agustín García Mantilla, qui écrivit un article élogieux à propos de *Informe Semanal*, à l'occasion de l'anniversaire des 40 ans d'antenne:

La televisión es servicio público cuando se muestra capaz de generar un ocio de calidad que atiende a los intereses de mayorías y minorías, sirve de referente cultural y elabora una información veraz gracias a la labor honesta de sus profesionales. Todas estas funciones las ha cubierto Informe Semanal a lo largo de 40 años. [...] La sociedad española debería ver en la supervivencia de este programa un ejemplo de la importancia que supone mantener una radiotelevisión pública sólida que sirva a los ciudadanos y fomente el espíritu crítico de la población²²⁷.

Malheureusement l'actualité a invalidé une autre partie de son discours:

Informe Semanal ha sobrevivido a la competencia de los canales privados, a las retransmisiones futbolísticas y a los intentos de manipulación de quienes en diferentes periodos de nuestra reciente historia quisieron utilizar la radiotelevisión pública para beneficiar al Gobierno de turno. El programa ha defendido, semana tras semana, su calidad durante todo este tiempo gracias a una excelente documentación, una labor periodística rigurosa [...]²²⁸.

En octubre 2013 la nouvelle équipe directive de RTVE décide d'effectuer «una vuelta al entretenimiento», «una apuesta por un sábado en familia»²²⁹. *Informe*

226 PALOMO, M. A., *ibid.*

227 GARCÍA MATILLA, A., «Informe Semanal», *in elpais.com*, 28 mars 2013. URL: http://cultura.elpais.com/cultura/2013/03/28/television/1364489355_436604.html

228 GARCÍA MATILLA, A., *ibid.*

229 Citée par MORALES, F. et SILIÓ, A., «TVE relega 'Informe Semanal' a medianoche», *in elpais.com*, 2 octobre 2013. URL:

http://cultura.elpais.com/cultura/2013/10/02/television/1380726676_352385.html?rel=rosEP
221 / 596

Semanal sera relégué à minuit²³⁰. Cette émission qui était une des rares à aborder l'actualité du point de vue de la réflexion et non pas du spectacle ou de l'émotion lénifiante fut contrainte de céder sa place en *prime time* à *Uno de los nuestros*, un²³¹ espace humoristique. Des professionnels de l'audiovisuel et des téléspectateurs fidèles ont déploré cette décision, que certains associent à la diffusion de reportages consacrés aux cas de corruption concernant des responsables du gouvernement du PP²³². Quoiqu'il en soit, la qualité des reportages diffusés dans le cadre de cette émission est indéniable, ainsi que la rareté de leur approche rigoureuse dans l'univers télévisuel espagnol et de leur engagement dans la défense du rôle du service public.

Le divorce entre la réalité objective et la réalité symbolique n'a jamais été prononcé, et pourtant il est effectif, au vu du fossé qui se creuse entre la vie des Espagnols propulsés dans la méta-postmodernité et ces images qui, pendant plus de quatre heures par jour, éclairent leurs salons. Guy Debord dira:

Le spectacle se présente comme une énorme positivité indiscutable et inaccessible. Il ne dit rien de plus que «ce qui apparaît est bon, ce qui est bon apparaît». L'attitude qu'il exige par principe est cette

230 «Second prime time», d'après les nouveaux responsables de la programmation sur les chaînes publiques.

231 Quelques exemples parmi les reportages de l'année 2013: «La sentencia de Fabra» (diffusé le 30 novembre 2013), «Huelga en las aulas» (26 octobre 2013), «La Diada encadenada» (14 septembre 2013), «Los papeles de Bárcenas» (13 juillet 2013), «Volver a empezar» (22 juin 2013), «Acoso a políticos» (27 avril 2013), «Concienciados con la pobreza» (20 avril 2013), «Sin comida, con respuestas» (8 décembre 2012), «Batalla al desaucio» (17 novembre 2012), «Ajuste a la sanidad» (9 juin 2012), «Bankia, nacionalización en marcha» (12 mai 2012), etc.

232 «Al declive del espacio ha contribuido las polémicas surgidas tras la emisión de reportajes sobre el caso Bárcenas y los escraches ante la casa de varios políticos populares. El Consejo de Informativos de TVE criticó esta última pieza por la «falta de proporcionalidad» entre ambas posturas. El Consejo que representa a los profesionales de la casa, denunció además el pasado abril «presiones» a la redacción para «menoscabar la labor y el buen hacer de ésta». MORALES, F. et SILIÓ, A., *ibid.* 222 / 596

acceptation passive qu'il a déjà en fait obtenue par sa manière d'apparaître sans réplique, par son monopole de l'apparence²³³.

Mais c'est ce même recours à la spectacularisation du monde qui sert à faire croire que la télévision n'a jamais été aussi proche de la vie des Espagnols, que la réalité symbolique n'a jamais autant pris soin non seulement de montrer la réalité objective, mais de l'influencer. Le tout, bien entendu, dans un but altruiste et solidaire. C'est justement cet esprit qui anime l'émission *Entre todos*²³⁴, que TVE propose quotidiennement sur *La 1*. Au moment où des espaces comme *Informe Semanal* se voient relégués à des tranches horaires que mettent en péril la survie de formats déjà largement minoritaires à la télévision, cette émission occupe une place de choix à l'antenne (elle est diffusée du lundi au vendredi, à partir de 16h15, et pendant deux heures et demie). Les professionnels des services sociaux ont durement critiqué ce qu'ils considèrent une apologie de la charité à travers la spectacularisation de la détresse des personnes²³⁵. Mais Leopoldo González-Echenique, président de RTVE, s'est évertué à confirmer son soutien à cet espace qui, d'après lui, se montre respectueux des individus et tente de promouvoir des valeurs dans la société espagnole.

233 DEBORD, G., *La société du spectacle*, Gallimard, Paris, 1992, p. 20.

234 *Entre todos*. URL: <http://www.rtve.es/television/entre-todos/>

235 «Los profesionales de los servicios sociales han denunciado el abuso en la instrumentalización de los menores «con el recurso fácil de la lástima»». In GÓMEZ, R., G., «Echenique afirma que los ataques a «Entre todos» carecen de fundamento», in *elpais.com*, 26 novembre 2013. URL: http://cultura.elpais.com/cultura/2013/11/26/television/1385497312_655242.html

«"Entre todos", el programa por el que TVE ha apostado para salvar la franja de la tardes de su parrilla, no deja de levantar ampollas entre los profesionales de los servicios sociales que lo acusan de amarillista, de promover la caridad más rancia y de no respetar el derecho al honor e integridad de los menores. El espacio pretende apelar a la solidaridad de la audiencia para recaudar dinero y ayudar económicamente a personas que atraviesan por situaciones de dificultad». In «Los profesionales de los servicios sociales cargan contra "Entre todos"», in *elpais.com*, 5 octubre 2013. URL: http://cultura.elpais.com/cultura/2013/10/04/television/1380909950_627855.html

Un spectacle qui présente uniquement une partie de la société a le pouvoir de concentrer sur elle le regard et la conscience. D'autres secteurs ont simplement disparu de la réalité symbolique qui s'offre au regard désabusé du spectateur. Et même lorsque l'on prétend utiliser le spectacle pour donner une vision unifiée de la société, quand on veut en faire un «instrument d'unification», comme dirait Guy Debord, le langage et le type d'expression qui sont ceux des media audiovisuels (puisque c'est d'eux dont il s'agit ici, même si cette critique pourrait s'étendre à bien de reprises à la radio et à la presse écrite) l'empêchent.

Le spectacle se présente à la fois comme la société même, comme une partie de la société, et comme *instrument d'unification*. En tant que partie de la société, il est expressément le secteur qui concentre tout regard et toute conscience. Du fait même que ce secteur est *séparé*, il est le lieu du regard abusé et de la fausse conscience; et l'unification qu'il accomplit n'est rien d'autre qu'un langage officiel de la séparation généralisée²³⁶.

II.1.2.2. La télévision pense comme moi

Dans une société sous l'emprise de la postmodernité et de son besoin permanent de production d'images, les individus évoluent au milieu d'une accumulation de spectacles. Tout devient spectacle et, par conséquent, le citoyen devient spectateur. Les expériences vécues se diluent dans le flot continu que déversent les écrans et la réalité symbolique envahit la réalité objective. La «spectacularisation» du monde entraîne aussi la disparition de certains sujets qui, comme nous l'avons évoqué, ne sont pas de nature à divertir le public et qui ne constituent donc pas un matériel utilisable dans la fabrication du spectacle. L'immigration en fait partie.

236 DEBORD, G., *op. cit.*, p. 16.

Pendant longtemps l'immigré fut réduit au stéréotype ou alors présenté comme une menace. Depuis l'aggravation des conflits xénophobes et grâce à une prise de conscience croissante de l'influence des media sur l'opinion publique, la question bénéficie d'un traitement moins négatif (il faut le reconnaître au moins au vu des chartes à l'usage des professionnels, même si le décalage entre la théorie qu'elles préconisent et certaines pratiques subsiste). Mais l'immigration n'en reste pas moins un sujet délicat, dont les écrans ne savent que faire. Les tensions, existent entre Espagnols et étrangers et elles sont aggravées par la crise économique actuelle et par certaines mesures restrictives de la protection sociale mettant en concurrence locaux et étrangers en situation de précarité. Autant de scènes pour le moins peu divertissantes, qui, pour utiliser une expression qui sert à jauger l'intérêt des sujets, «ne passent pas bien à l'écran» et qui, maintien du taux d'audience oblige, se voient exclues des grilles de programmation.

Les fragments de la réalité que l'écran décide d'utiliser fusionnent dans le flux continu des images. Avec son charme hypnotique, l'écran donne à la mosaïque un aspect unitaire, et de la vision partielle qu'il propose du monde résulte un portrait unitaire, une vérité généralisable qui se superpose à la réalité elle-même. Dans l'esprit du boulimique consommateur d'images, la prégnance du vécu faiblit face au pouvoir fascinant des images vues à la télévision. Et lorsque la matière première du spectacle est le rapport social entre les personnes et qu'il existe une dissonance aussi forte que celle que nous étudions ici, le décalage entre la réalité objective et la réalité symbolique ne devrait pas être négligé dans l'analyse des sources des tensions sociales en général et des conflits racistes et xénophobes en particulier.

Les images médiatisent un modèle de société homogène au sein de laquelle la place accordée à l'immigré est dérisoire. Le poids relatif des immigrés dans les images télévisées est clairement inférieur à celui que ces derniers ont réellement dans la société espagnole contemporaine. Le rôle du spectacle est de divertir et les émissions de télévision, à en juger par les chiffres qui retracent l'évolution de la consommation télévisuelle, le remplissent parfaitement. Notre but ici n'est pas de soumettre ces programmes à une analyse critique pour mettre en évidence leur

médiocrité sur le plan artistique et créatif. Ce qui nous semble inquiétant est la toute-puissance des images dans une société où le spectacle, comme le dit Debord, «constitue le modèle présent de la vie socialement dominante, [...] [une] présence permanente qui occupe la part principale du temps vécu hors de la production moderne»²³⁷.

Le spectacle n'a d'autre but que celui qui lui est propre et nous ne pouvons pas exiger de lui l'accomplissement d'une mission d'éducation à la citoyenneté et de préparation à la tolérance qui ne fait pas partie de ses objectifs. Mais, quand il est au service des intérêts économiques, quand l'individu est à ce point submergé par les images, et que ces dernières influencent sa pensée, la liberté individuelle est en péril. Des raisonnements qui n'ont rien à voir avec la construction d'un modèle de société plus équilibré et qui peuvent même y voir un obstacle pour certains de leurs objectifs dominant les media qui, à leur tour, agissent sur la pensée collective. Le nombre d'heures que le spectateur passe devant son écran est inversement proportionnel au temps dont il dispose pour vivre la réalité et pour en faire une analyse personnelle. L'écran génère une foule de solitaires qui contemplant le monde que les ondes hertziennes et autres prodiges de la technologie leur donnent à voir, alors qu'ils ignorent tout du voisin.

La consommation d'émissions de télévision a augmenté de façon flagrante dès l'arrivée de la crise économique en Espagne. Ceci montre que l'Espagnol postmoderne fuit la réalité environnante pour se réfugier dans la réalité symbolique et ses images réconfortantes et anesthésiantes. Et plus il regarde ces images, moins il est capable de comprendre sa propre existence dans le monde réel et d'accepter les changements, beaucoup moins rassurants, qui s'y produisent. La télévision lime

237 DEBORD, G., *op. cit.*, p. 18.

les aspérités, autorise les menues dérives comme le voyeurisme et les concessions au mauvais goût qui apportent une touche de légèreté dans un quotidien qui devient pesant. Elle offre la sensation rassurante d'appartenir à une communauté sans en subir les désagréments, sans avoir à la construire en ménageant l'individualité et les différences de chacun. La télévision pense comme moi et elle a raison.

Alors que dans la phase primitive de l'accumulation capitaliste l'économie politique ne voit dans le *prolétaire* que *l'ouvrier*, qui doit recevoir le minimum indispensable pour la conservation de sa force de travail, sans jamais le considérer dans ses loisirs et dans son humanité, cette position des idées de la classe dominante se renverse aussitôt que le degré d'abondance atteint dans la production des marchandises exige un surplus de collaboration de l'ouvrier. Cet ouvrier, soudain lavé du mépris total qui lui est clairement signifié par toutes les modalités d'organisation et surveillance de la production, se retrouve chaque jour en dehors de celle-ci apparemment traité comme une grande personne, avec une politesse empressée, sous le déguisement du consommateur²³⁸.

Un autre signe du conservatisme et de l'uniformisation qui préside dans la création télévisuelle est le caractère factice de la tension qu'elle fait naître sous les yeux du spectateur. Le public connaît suffisamment le format de ses émissions préférées et ces dernières misent à tel point sur ce contrat tacite de reconnaissance que toute velléité d'innover avorte immédiatement. Ce besoin de sécurité invariablement retrouvée après un court instant de suspens maîtrisé que l'on devine très facilement soluble, le même que l'on retrouve chez l'être humain à un âge précoce, est propre des sociétés postmodernes, habituées à assouvir leurs envies et à apaiser leurs craintes de façon immédiate via la consommation. Lorsque la télévision doit aborder le sujet de l'immigration, elle se retrouve face à un nœud gordien: comment fabriquer un récit efficace (sans déroger donc au code consacré, à la morphologie aussi reconnaissable que celle que Vladimir Propp avait dégagée de l'étude des contes traditionnels) à partir d'une matière première qui ne s'y prête pas? Le destin des immigrés en Espagne est fait d'incertitude. Ceux dont la culture d'origine présente des différences notoires par rapport à l'espagnole doivent affronter

238 DEBORD, G., *op. cit.*, p.41.

un deuil lié au déracinement et à la perte des repères. Pour ceux qui, comme les ressortissants de pays d'Amérique Latine, avaient choisi leur destination en fonction d'une proximité culturelle supposée, les difficultés d'adaptation n'en seront que plus douloureuses, mettant en évidence la difficulté particulière qui sera la leur, dans une société qui les jugera encore plus sévèrement que les autres étrangers. La complexité de leur système de représentations et de celui qu'ils induisent chez les Espagnols, ainsi que l'ambigüité qui semble inhérente à leur situation rendent ces sujets inaptés comme matériel télévisuel, selon les critères qui président à la sélection de ces matériels et que nous évoquions précédemment.

Les émissions de télévision tiennent le haut du pavé de ce que l'on appelle la culture de masse, concept difficile à définir mais qui s'opposerait à une autre forme de culture élitiste, réservée à une intelligentsia qui serait la version actualisée des savants des époques anciennes. Autrement dit, cette culture de masse, dont le petit écran est un des distributeurs les plus fréquentés, concerne une tranche si large de la population, qu'il en devient presque inutile de la cerner. Des strates de la société auparavant coupées de la culture jouissent aujourd'hui sans entraves de la culture de masse. Celle-ci a dû renoncer à la naïveté explicite qui était la marque de fabrique de la culture populaire ancienne, afin de satisfaire les nouveaux consommateurs culturels. La télévision se targue de représenter fidèlement le monde et fait semblant de lutter pour fournir un portrait aussi exact que possible de la réalité à son public aguerri et perspicace.

Paradoxalement, il suffit de quelques séances de visionnage pour se rendre compte que le panorama proposé par les télévisions espagnoles dans l'actualité ne correspond pas à la réalité vécue par les Espagnols ni, encore moins, par ces milliers d'immigrés qui, privés de leur reflet dans le miroir, ne se retrouvent pas sur la prétendue fresque collective. En effet, les media diffusent un discours qui s'articule sur deux niveaux agissant de forme complémentaire sur l'inconscient du spectateur. D'un côté, dans une lecture superficielle, nous trouvons à la télévision espagnole une majorité d'émissions dont le ton léger et l'esprit ludique invitent à la détente et à l'oubli des préoccupations du quotidien. Mais, d'un autre côté, ce sont ces mêmes

émissions empreintes de légèreté, souvent empreintes de nostalgie du passé, réel ou rêvé, qui accentuent les défaillances de la réalité objective²³⁹. La combinaison de ces deux niveaux de lecture induirait chez le spectateur, par des comportements conservateurs et peut-être même de repli identitaire, la recherche d'une plus grande concordance entre les mondes qui se trouvent de part et d'autre de l'écran.

[...] el mensaje oculto tiende a menudo a reforzar actitudes convencionalmente rígidas y «pseudo-realistas», análogas a las ideas aceptadas que propaga en forma más racionalista el mensaje superficial. Y a la inversa, se permite que cierto número de gratificaciones reprimidas que desempeñan un papel importante en el nivel oculto se manifiesten en la superficie en forma de chistes, observaciones de subido tono, situaciones sugestivas y otros artificios semejantes. Sin embargo, toda esta interacción de diversos niveles apunta en una dirección definida: la tendencia a canalizar la reacción del público. Esto concuerda con la sospecha tan difundida, si bien difícil de corroborar mediante datos precisos, de que en la actualidad la mayoría de los programas de televisión se propone producir, o por lo menos reproducir, las mismas notas de presunción, pasividad intelectual y credulidad que parecen ajustarse a los credos totalitarios, por más que el mensaje superficial explícito de los programas televisados sea antitotalitario²⁴⁰.

Les œuvres portent souvent l'empreinte de leur auteur, mais, malgré les procès que nous pouvons tenter contre les effets aliénants des émissions de

239 Le succès la série *Cuéntame cómo pasó* (URL: <http://www.rtve.es/television/cuentame/la-serie/>), à l'antenne sur les chaînes de RTVE depuis 11 ans, témoigne de ce goût non pas pour le passé (vu le taux d'audience obtenu par la série, nous ne pouvons pas admettre que tous ses fans soient nostalgiques du passé de l'Espagne) mais d'une vision rétrospective et quelque peu passéiste. Eduardo Ladrón de Guevara, scénariste ayant été à l'initiative du projet, avoue qu'il ne s'agit pas d'une série politique («Éste no es una serie política. Ya me gustaría a mi hacer una serie de políticos. Daría una pierna. Pero no hay cadena que lo compre») et aussi les concessions à la vision consensuelle («[...] intentamos llegar a todos los espectadores. A mí me hubiera gustado hacer una serie que fuera más beligerante con el tardofranquismo [...] pero comprendí que teníamos que llegar a todos os públicos y ser lo más neutral posible»). Voir GÓMEZ. R., G., «Hubiera querido hacer una serie más beligerante, pero había que llegar a todos», in *elpais.com*, 4 mars 2014. URL: http://cultura.elpais.com/cultura/2014/03/01/television/1393703032_266819.html

240 ADORNO, T., «Televisión y cultura de masas », in *Nombre falso, comunicación y sociología de la cultura*. URL: <http://www.catedras.fsoc.uba.ar/salvia/comunicacion/Adorno.pdf>
229 / 596

télévision, il appert que les contraintes que le medium impose sont tellement fortes et les exigences empiriques à tel point lourdes qu'elles exonèrent les créateurs d'une part de leur responsabilité dans l'assujettissement de la pensée que leurs œuvres peuvent produire. Nous tomberions dans la théorie du complot si nous leur prêtions collectivement une volonté consciente de soumettre l'opinion publique et de lui dicter une quelconque ligne de pensée. Le niveau d'instruction du citoyen et la possibilité d'accès à de nombreuses sources d'information dans une société démocratique comme l'espagnole rendent obsolète ce témoignage à charge. Néanmoins, ces écrans qui envahissent l'espace et le temps des spectateurs, s'ils ne peuvent plus interdire ouvertement, sont d'une efficacité redoutable lorsqu'il s'agit de souffler les sujets dont on doit parler. Si l'on accepte le présupposé de départ que les pouvoirs publics ont comme devoir de faciliter la cohabitation entre les différentes personnes et collectifs qui intègrent la société, le gouvernement ne peut pas éluder sa responsabilité dans la protection de l'image des immigrés dans la télévision publique. Or, malgré les déclarations de principes et les chartes qui n'ont pu que contenir les expressions les plus grossières du racisme et de la xénophobie, le désengagement des responsables politiques vis-à-vis du rôle de la télévision est flagrant en Espagne. De ce fait, parce qu'ils négligent l'incidence de la télévision dans la formation de l'esprit collectif et parce qu'ils abandonnent le medium aux lois du marché et à la dictature des intérêts économiques, ils sont en partie coupables des tensions identitaires qui touchent les immigrés et des difficultés d'intégration qu'ils rencontrent, ainsi que de la pression ressentie par les Espagnols et des conflits entre les uns et les autres qui découlent des problèmes que nous venons d'évoquer.

Dans un monde où, comme le rappelle l'adage, le temps est de l'argent, la télévision opère des choix en élaborant ses grilles de programmation qui ne sont ni innocents ni sans effets sur l'opinion. D'une part les revendications régionalistes, les tensions occasionées par l'arrivée massive d'immigrés, l'insécurité croissante, une vision rétrospective nostalgique des temps passés, des valeurs perdues et de cette Espagne tellement différente du reste du monde. D'autre part, simultanément, l'impossibilité d'arrêter le progrès qui nous entraîne tous dans son tourbillon, avec son rythme frénétique. Et rien sur le besoin de revoir les bases d'un système qui continue d'exclure. Le silence sur la construction d'un modèle de société que certains

se battent pour mettre en place, depuis des années déjà mais toujours loin des projecteurs. En décembre 2013, au moment des fêtes de Noël, la télévision diffusa une campagne publicitaire qui, avec son slogan «¡Házte extranjero!», ne manqua pas de susciter des réactions. Le spot réalisé par Itziar Bollaín présente un marché aux nationalités fictif, où les Espagnols sont invités à essayer, puis à adopter, celle qui leur convienne le plus: «Gestionamos 196 nacionalidades diferentes». «Cambia tu nacionalidad por otra más útil».

Nous nous arrêterons un instant pour analyser cette publicité. Le personnage principal en est Chús Lampreave, une actrice chevronnée très appréciée du public espagnol. La vieille dame qu'elle incarne se laisse convaincre par une publicité vue à la télévision et, lasse d'appartenir à «un país de pandereta», elle se rend sur un marché de plein air bien particulier, car ce sont des nationalités qui y sont proposées aux différents stands. En parcourant les allées du marché, elle croise des amis, d'autres personnages télévisuels (acteurs, comiques présentateurs, chanteurs, etc.) bien connus du public espagnol, qui sont dans la même démarche. «¡Házte extranjero!», peut-on lire sur une pancarte qui surplombe la rue du marché. «Tal y como está el patio, a uno le dan ganas de borrarse, de darse el mús. ¡Yo me hago! Tiene que molar ser de una super potencia y decir que soy del G-8. Ya está: me hago sueca», dit la protagoniste, décidée à troquer sa nationalité contre une autre plus prestigieuse. Mais, sur le point de devenir Suédoise selon ce critère matérialiste, l'ineffable Chús Lampreave se pose une question transcendente: «Si te haces, ¿es con todas las consecuencias? ¿Me afectará al carácter? Pues vaya gracia...». Et ce qui suit est une compilation de clichés qui, sur un ton indéniablement sympathique, ne laisse aucun doute quant à l'association de la nationalité à des traits de personnalité définitifs, la nationalité espagnole étant, bien entendu, celle qui procure le plus de vertus à ceux qui la détiennent: «La tecnología de por ahí, es lo más. Pero, ¿qué hacemos con eso de abrazarnos, y tocarnos todo el rato? ¿Y con lo de hablar a gritos como si estuviéramos sordos? ¿Y el sentido del humor, qué hacemos con él? ¿Y lo de invitar aunque no tengas un duro? ¿Y lo de cocinar pa' tres y que coman quince? ¿Y luchar aunque no tengas fuerzas?». Spontanés, affectueux, créatifs, authentiques, les Espagnols, même en temps de crise, nous dit cette publicité, auraient tort de vouloir renoncer à leur identité en vertu des critères économiques qui font apparaître

d'autres nations comme étant supérieures. Les clichés et les stéréotypes ne s'arrêtent pas aux Espagnols, mais, en ce qui concerne les étrangers, ils ne sont explicités dans le spot que lorsqu'il s'agit des pays économiquement puissants, comme la Suède et l'Allemagne, qui apparaissent dépeints comme des contrées prospères mais irrémédiablement tristes et moins agréables à vivre que l'Espagne²⁴¹.

A la fin du film, les Espagnols qui cherchaient une nouvelle nationalité ont fini par se faire expulser du quartier, sans qu'aucune raison à cela ne soit invoquée (hormis «se supone que ya deberíamos de estar durmiendo»). Reconduits à la frontière mais heureux, ils se retrouvent entre eux pour célébrer la joie d'être comme ils sont. Au cri de «que cada uno traiga lo que tenga», ils improvisent une fête, sur fond de rumba, où règnent la joie de vivre et le partage (de saucisson et de jambon serrano car, nous avons omis de le préciser, il s'agit de faire la promotion d'une marque qui commercialise de la charcuterie). Les Espagnols seulement y sont conviés²⁴². L'émotion et l'optimisme vont *in crescendo* à la fin de la publicité, comme il ne pouvait pas en être autrement, et les images de joyeuses accolades s'accompagnent de la voix off de la protagoniste qui rappelle l'essentiel: «Algunos le llaman carácter, o cómo somos [...] Es esa manera nuestra de ser y de sentir a la que

241 Comment ne pas penser au slogan du franquisme «Spain is different» que Manuel Fraga, en qualité de ministre du Tourisme rendit célèbre? L'Espagne, un pays à l'économie arriérée, à la politique verrouillée et à la société civile asphyxiée, vantait pathétiquement les mérites de son «essence» et de sa qualité de vie.

242 Mónica Moro directrice créative de McCann Erickson entreprise responsable de la publicité explique: «Es cierto que viendo algunas aristas de la realidad dan ganas de borrarse, como dice Lampreave, de independizarse, pero de dónde somos, dónde estamos, lo que hemos comido, nuestra forma de divertirnos, de relacionarnos... todo forma parte de nuestro ADN y queríamos mostrar lo que une a la mayoría, sin sesgos ideológicos, se sea de dónde se sea: Castedefells, Calatayud o Castellón». Il s'agirait donc bien d'une empreinte génétique que les étrangers ne partagent pas avec les locaux. Nous hésitons au moment de condamner ces propos: s'agit-il d'un retour aux théories eugénistes ou de simple niaiserie?

no puedes renunciar porque va contigo siempre». «No, no puedo – explique Chús Lampreave à la Suédoise qui s'approche d'elle, prête à estampiller le certificat qui lui accorde cette autre nationalité – uno puede irse, pero no hacerse»²⁴³.

Les critères économiques, qui placent l'Espagne en position d'infériorité par rapport à d'autres pays, ne valent pas grand-chose quand on leur oppose les qualités humaines non quantifiables qui constituent, elles aussi, la richesse d'un pays. Il est dommage que ce critère ne régisse pas la vision des étrangers installés en Espagne, provenant, pour beaucoup d'entre eux, de sociétés en crise et de systèmes en faillite. Les immigrés sont parfaitement invisibles dans ce film publicitaire, bien que le sujet central en soit la migration. Le recours à l'émotion est un classique dont ce spot ne se prive pas, mais ce qui nous interpelle est l'absence de toute connexion entre les migrants. D'un côté, ces Espagnols que la crise pousse vers l'étranger et qui, semblent penser les créateurs de la publicité, trouveront réconfort dans l'idée de l'inhérence des caractéristiques qui les définissent et dans leur apologie ethnocentrique. D'un autre, les personnes d'origine étrangère résidant en Espagne. Ces dernières ne trouvent toujours pas leur place à l'écran et, de surcroît, reçoivent indirectement le message qui, se voulant positif à l'intention des locaux, exclue toute possibilité d'intégration effective. Les immigrés demeureront étrangers, fussent-ils d'origine sud-américaine: «Uno puede irse, pero no hacerse».

II.1.3. Une autre façon de faire et de regarder la télévision

Nous avons déjà rendu hommage à la grande plasticité de la télévision et à

243 URL: <http://www.youtube.com/user/campofriospain?feature=watch>

son extraordinaire capacité d'adaptation, qualités qui lui valent une place d'honneur dans le cœur d'un public pourtant né dans la surabondance d'images et dans la surenchère technologique. Les chaînes commerciales (nous nommerons comme ça les télévisions classiques et à grande audience, pour les distinguer des chaînes alternatives dont il sera question par la suite) ont vite compris l'inutilité de livrer bataille contre le géant d'Internet. Mieux encore, elles s'en sont servi pour s'offrir une cure de jouvence. Désormais le spectateur peut choisir de visionner ses programmes préférés à travers l'écran de son ordinateur, depuis le site de chaque chaîne, qui a son tour héberge le contenu de chacune de ses émissions, agrémentées d'informations sur les intrigues, sur leurs protagonistes, de forums où les téléspectateurs échangent leurs avis, etc. De l'interactivité, du choix, des bonus, des options et tout ce qui puisse donner l'impression d'un service personnalisé, avec un contenu standardisé qui vise à atteindre le plus grand nombre, qui se doit de rester compétitif, qui devient méta-postmoderne.

La subordination aux intérêts économiques soumet la télévision à la spectacularisation de ses contenus, comme nous l'avons évoqué précédemment. Pour échapper à cela, face à l'hégémonie des chaînes des grandes corporations, d'autres initiatives ont vu le jour qui luttent pour faire entendre des idées différentes et qui tentent d'échapper à la dictature de l'Audimat et à la censure tacite qu'il impose. Ces alternatives génèrent des tensions et se battent pour obtenir la visibilité nécessaire. Autant de défis qui de nos jours deviennent un enjeu idéologique, génèrent des tensions et doivent faire face à des problèmes techniques et de financement. Les télévisions alternatives, populaires et communautaires se veulent différentes des petites et moyennes entreprises et elles réclament une législation qui reconnaisse leur particularité parmi l'ensemble des organisations à but non lucratif (statut qui leur est attribué dans la législation actuellement en vigueur en Espagne). Certaines voix s'élèvent pour exiger une protection qui garantisse la survie de ces télévisions dans le milieu hostile des media. La chercheuse argentine Natalia Vinelli, parle du besoin politique de construire une télévision alternative capable de construire une autre subjectivité²⁴⁴. Il ne s'agit pas seulement de proposer un mode

244 VINELLI, N., «Por una televisión alternativa y masiva», *Comunicación y televisión popular*.

Escenarios actuales, problemas y potencialidades, citée dans lahaine.org, proyecto de desobediencia informativa. URL: <http://www.lahaine.org/index.php?blog=3&p=63160>

de fonctionnement différent dans le milieu de l'audiovisuel mais, surtout, d'un projet militant. Ce genre d'initiatives qui se heurtent à des barrières dressées par les lobbies a fleuri dans le sous continent sud-américain. Nous citerons à nouveau Vinelli, qui explique ce phénomène:

Tras décadas de persecución legal, allanamientos y decomisos, sin un financiamiento que esté estratégicamente resuelto, con tecnologías de desecho y contra todos los pronósticos que asocian la comunicación a las ganancias, la televisión alternativa viene demostrando que es posible hacer y multiplicar una imagen televisiva de calidad *que diga otras cosas*²⁴⁵.

Pierre Bourdieu fait remarquer que le degré d'indépendance des media dépend de l'importance du financement obtenu grâce à la publicité et aux aides de l'Etat²⁴⁶. La forte dépendance des télévisions classiques est due au modèle qui domine dans le monde de la communication qui devient, de ce fait, majoritairement vertical et unidirectionnel. En un mot, rentable. Alors que la concurrence tire les fils des media hégémoniques, la télévision alternative mise sur la coopération entre pairs et sur la solidarité.

Ces arguments nous poussent à prendre la défense de ce type d'initiatives pour ce qu'elles représentent comme diversification des formats et des contenus télévisuels. Mais la question est de savoir si, dans le contexte espagnol, ces télévisions apportent une autre vision des immigrés et si, en fin de compte, les rendant visibles et en fuyant les préjugés et les stéréotypes, elles autorisent l'espoir d'une influence positive de la télévision sur l'opinion publique. Nous porterons notre

245 «Après des décennies de poursuites légales, de violations de domicile et de saisies, sans que son financement soit stratégiquement réglé, avec des moyens technique de récupération et contre tous les pronostics qui associent la communication aux gains, la télévision alternative est en train de prouver qu'il est possible de faire et de diffuser une image télévisuelle de qualité qui dits d'*autres choses*». VINELLI, N., *ibid.*

246 BOURDIEU, P., *Sobre la televisión*, Barcelona, Anagrama, 1997.
235 / 596

attention sur trois exemples de télévisions alternatives et non commerciales: la madrilène *Tele K*, la catalane *La Tele* et l'andalouse EMARTV (*Asociación de Emisoras Municipales Ciudadanas de Andalucía de Radio y Televisión*).

II.1.3.1. La télévision espagnole à l'ère d'Internet. *Telecinco* et *Antena 3*, les principales chaînes privées espagnoles

Nous nous occuperons, tout d'abord, des deux principales chaînes privées du panorama télévisuel espagnol, à savoir *Telecinco* et *Antena 3*. Il sera question ultérieurement des chaînes publiques, dont nous retracerons l'évolution et le comportement au moment de l'irruption d'Internet. Comme nous le disions précédemment, les télévisions ont su s'adapter et elles se sont emparées d'Internet pour en faire le support d'une autre façon de concevoir et de consommer les émissions. En cela rien ne différencie le comportement des chaînes publiques et privées. Les unes comme les autres utilisent leur site Internet pour mettre en valeur les émissions qui font office de figures de proue.

La page d'accueil du site de *Telecinco*²⁴⁷ nous offre un florilège d'informations qui, pour peu que l'on arrive à s'orienter malgré la présentation chaotique, se révèle presque mono-thématique. L'émission de télé-réalité *Gran Hermano*²⁴⁸, qui en est déjà à sa 14^e édition, est à l'honneur et les multiples espaces qui lui sont consacrés nous permettent de voir ses protagonistes s'adonnant au strip-tease en direct, de ne rien rater de leurs histoires sentimentales, de connaître dans le moindre détail leurs vies et même celle de l'animatrice, l'ineffable Mercedes Milá, une icône à qui la télé-

247 URL: <http://www.telecinco.es/>

248 URL: <http://www.telecinco.es/granhermano/>
236 / 596

réalité espagnole doit une reconnaissance éternelle. Elle doit partager, néanmoins la gloire avec d'autres émissions qui ne méritent pas moins l'importance qui leur est reconnue sur ce site. Nous voulons parler de *Salvame*²⁴⁹, un espace qui passe en revue quotidiennement la vie privée des célébrités et dont on choisit de montrer une vidéo où l'animatrice soulève son pull pour montrer son soutien gorge comme venait de le faire Mercedes Milá devant ses caméras²⁵⁰. Cette émission est diffusée depuis le 27 avril 2009 et elle occupe l'antenne tout l'après-midi, entre 16h00 et 20h00; à cela vient s'ajouter la version encore plus «agressive» qui occupe sous le nom de *Salvame Deluxe*²⁵¹ le prime time du vendredi soir (avec un grand succès d'audience qui en a fait plusieurs fois l'émission la plus regardée dans ce créneau horaire). Mais la liste ne serait pas complète sans *Hay una cosa que te quiero decir*²⁵², qui transmet les émouvantes retrouvailles de personnes qui se sont perdues de vue depuis longtemps (copie presque conforme de *Hay una carta para ti*, émission diffusée par *Antena 3*). Sans oublier *Hombres, mujeres y viceversa*²⁵³, programme qui exhibe une mise en scène des relations de couple, déguisée en télé-réalité, et souvent interprétées par des anciens candidats des autres émissions de la chaîne, à grand renfort de commentaires misogynes et grossiers²⁵⁴. Le site web permet de suivre le direct et les pages consacrées à chaque émission offre de plus larges commentaires sur le contenu de ces dernières et sur ce qui a trait à la vie privée des animateurs, des collaborateurs et des personnes interviewées.

249 URL: <http://www.telecinco.es/salvame/>

250 Quand nous parlions d'uniformisation du contenu et du ton nous ne rêvions pas de trouver un meilleur exemple du caractère contagieux de la vulgarité et de la médiocrité.

251 URL: <http://www.telecinco.es/salvamedeluxe/>

252 URL: <http://www.telecinco.es/hayunacosaquetequierodecir/>

253 URL: <http://www.telecinco.es/mujeresyhombres/>

254 Cette description de la page d'accueil du site de *Telecinco* correspond au contenu affiché le 27 mars 2012. les informations que l'on pourra y trouver à d'autres dates ne seront pas forcément les mêmes, mais le ton, qui est à la fois celui du site Internet et celui de la chaîne, reste fidèle à ce que nous décrivons ici.

Antena 3 utilise de la même façon son site Internet²⁵⁵, mettant en avant les émissions qui sont censées représenter l'esprit qui guide la politique de sélection des contenus de la chaîne. En 2009 la chaîne connut une traversée du désert et, voyant ses chiffres d'audience s'effondrer, elle repensa ses contenus pour éviter la concurrence sur le terrain de la télé-réalité où elle n'arrivait pas à tirer son épingle du jeu face à la redoutable experte en la matière, *Telecinco*. Se détournant des émissions sensationnalistes, la chaîne opta dans un premier temps pour la chronique sociale (les *talk-shows*) d'un ton plus modéré, pour finalement faire le choix des émissions familiales de divertissement (concours et séries essentiellement). Une des émissions à l'honneur sur la page web est le concours *Incréibles. El gran desafío*²⁵⁶, qui met en concurrence des personnes capables d'accomplir des actes extraordinaires (des enfants capables d'associer chaque pays à son drapeau ou de situer chaque os et chaque muscle du corps humain, un homme à qui une simple observation à l'œil nu suffit pour déterminer les dioptries de quelqu'un, un chien que sa propriétaire a dressé pour reconnaître une cinquantaine de jouets différents disséminés dans le studio de télévision, etc.).

*Splash. Famosos al agua*²⁵⁷ est un autre exemple, qui mélange le goût pour la chronique sociale et les concours, les deux voies que la chaîne a explorées successivement à la recherche de la formule lui permettant de devancer sa rivale *Telecinco*. Cet espace montre des célébrités espagnoles qui doivent vaincre leurs craintes et effectuer des sauts en piscine (une ancienne animatrice de télévision, lors de son passage par cette émission, explicite le message: un exemple de dépassement de soi adressé à tous ceux qui rencontrent des difficultés dans la vie²⁵⁸).

255 URL: <http://www.antena3.com/>

256 URL: <http://www.antena3.com/programas/increibles/>

257 URL: <http://www.antena3.com/programas/splash-famosos-agua/>

258 URL: <http://www.antena3.com/programas/splash-famosos-agua/concursantes/miriam-diaz-aroca/>

Et dire que nous avons négligé l'aspect social...). Des informations sur les multiples séries qui remplissent la grille de programmation complètent la page d'accueil du site²⁵⁹.

A travers sa filiale *Antena 3 Multimedia* (depuis mars 2013 *Atresmedia Digital*), *Antena 3* créa *Teleporlared*, une page web qui diffusait les contenus de *Antena 3 Internacional*, *Neox*, *Nova* et une chaîne exclusivement conçue pour Internet, *Noticias 24*. Depuis cette page a été fermée, puisque la web de *Antena 3* permet de visionner la programmation en direct. En janvier 2007 fut créée également la page *Tuclip.com*, qui hébergeait les vidéos envoyées par les spectateurs. En mars de la même année la chaîne devint la deuxième en Europe à avoir une page propre dans YouTube (YouTube.26). D'autres nouveautés témoignent de l'intérêt pour les nouvelles technologies et de la volonté de la chaîne de rester visible en occupant le cyberspace: le système 3.0 («multiplate-forme» qui propose toutes les émissions à travers les écrans de télévision, mais aussi d'ordinateur et de téléphone portable) et une page web, refaite en 2010, pour permettre notamment l'accès au direct et une plus ample information sur le contenu de la grille de programmation et sur les actualités de ses protagonistes.

Mais qu'en est-il de l'immigration dans ces chaînes majoritaires? Le sujet est parfaitement absent de la page web et, si nous consultons la liste des émissions, nous constaterons qu'il y est presque invisible. Quelques programmes traitant du racisme à l'encontre des gitans ne suffisent pas à masquer le manque d'intérêt de

Miriam Díaz Aroca, avant de sauter: «Se lo dedico a todas aquellas personas que les falta motivación en la vida (sic), que todo se puede conseguir. ¡A saltar con la vida!».

259 Ces informations concernent le contenu de la page web à la date du 27 mars 2012, mais la politique des responsables de la programmation que l'on déduit de ces choix se maintient, au-delà des fluctuations de l'actualité.

ces chaînes pour une question dont l'importance n'est plus à prouver. La communauté gitane, depuis toujours stigmatisée (et qui n'est d'ailleurs pas un exemple de xénophobie *stricto sensu*, mais plutôt de racisme, puisque ce collectif est depuis longtemps installé en Espagne), n'est pas la seule aujourd'hui à cristalliser la peur de l'autre. Et pourtant rien n'est dit, mis à part les quelques allusions dans les espaces destinés aux informations sur l'actualité, à propos des conditions d'intégration des étrangers en Espagne. Les pages d'accueil des web, nous l'avons vu, ne proposent dans aucune de leurs émissions phare quelque regard que ce soit sur le sujet de l'immigration. Il existe la possibilité de lancer une recherche à travers des mots-clé qui renvoient aux archives de programmes que l'on ne peut pas visionner mais dont on peut obtenir une brève description.

En utilisant cette fenêtre de recherche depuis la web de *Telecinco*, avec les mots «inmigrantes sudamericanos²⁶⁰» nous trouvons les liens suivants, donnant accès à huit informations à peine plus développées que leurs titres. Nous en reproduisons quelques uns: «Facebook Stories rompe fronteras con un mapa interactivo de amistades», «Desarticulada en Ciudad Real una red internacional dedicada a las estafas bancarias a través de Internet», «El «Gordo» de El Niño reparte millones en un barrio popular de Madrid»²⁶¹, «Inmigrantes denuncian que fueron a un mitin de Rajoy en Valencia por una promesa de empleo». Nous ne commenterons pas l'intérêt ni la pertinence de ces micro reportages, mais nous ferons remarquer que le lien entre le contenu de ces entrées et les mots-clé qui y conduisent est pour le moins discret. L'expression «integración de inmigrantes», à son tour nous propose une liste plus fournie de titres conduisant à des informations succinctes et très hétérogènes, mélangées à d'autres qui ne gardent aucun lien avec

260 URL: <http://www.telecinco.es/buscador/?text=inmigrantes%20sudamericanos>

261 Plus loin il sera précisé que ce prix de la Loterie concernait un quartier où de nombreux immigrants, surtout d'origine sud-américaine, se sont installés ces dernières années.

le sujet demandé. Voici quelques exemples: «Red Acoge subraya la necesidad de proteger a las mujeres inmigrantes de la violencia y la discriminación», «Desarrollan aplicaciones móvil para mejorar la integración de los inmigrantes», «La Guardia Civil asiste a más de 10.700 inmigrantes durante 2010», «Los 27 apoyarán reintroducir controles fronterizos internos», etc.

En lançant une recherche avec les mots «inmigrantes sudamericanos» depuis la page web de *Antena 3*, nous sommes dirigés vers un reportage concernant les violents rites d'initiation qui donnent accès aux bandes latines²⁶². Aucune émission n'est proposée qui s'occupe du sujet et nous nous trouvons face à un pot pourri de fragments divers, de bribes d'informations dé-contextualisées faisant vaguement allusion aux immigrés d'origine sud-américaine. Tentant une nouvelle recherche avec les mots «integración de inmigrantes» nous sommes dirigés vers un seul reportage diffusé en 2009, «Atrapados en el gueto»²⁶³, qui traitait des problèmes des cinq millions et demi d'étrangers qui peuplaient alors les principales villes espagnoles. Il est question des difficultés que la concentration de personnes immigrées occasionne dans certains quartiers et que la crise économique ne fait qu'aggraver. Nous ne pouvons pas visionner l'émission, mais le classement de ce reportage dans la catégorie «intégration des immigrés» alors que, d'après les informations que nous en avons (le titre et le synopsis), il met en exergue les difficultés de cohabitation entre Espagnols et étrangers, semble paradoxal.

262 «Macabro ritual de iniciación». URL: http://www.antena3.com/programas/espejo-publico/noticias/macabro-ritual-iniciacion_2010102600059.html

A la suite de cet extrait archivé des commentaires racistes laissés par les spectateurs ou par les utilisateurs de la web prouvent encore une fois que ce type de contenus excite invariablement les plus basses passions.

263 «Atrapados en el gueto» est un reportage que l'émission *A fondo zona cero* présente le 3 novembre 2009. URL: http://www.antena3.com/programas/afondozonacero/noticias/atrapados-gueto_2009110300004.html

II.1.3.2. La communication alternative et la communication pour le changement

Le traitement du sujet de l'immigration, nul ou très superficiel dans les télévisions commerciales, est d'une tout autre nature au sein des chaînes dites alternatives. Trois d'entre elle retiennent notre attention. La première, *Tele K*²⁶⁴, émettant en direct depuis 1992 du quartier madrilène de Vallecas, appartient à la *Asociación de Televisiones Locales de la Comunidad de Madrid* et elle affiche une volonté de véhiculer des messages au contenu politique et social. Sa survie fut mise à rude épreuve par l'apparition de la TDT (Télévision Digitale Terrestre) car cette chaîne n'obtint pas de licence d'émission²⁶⁵. Le Sénat finit par reconnaître en 2007 le droit de certaines chaînes d'obtenir des licences locales dans le cadre de la TDT. Ceci illustre le combat permanent que livrent ces télévisions dans la cour des grandes entreprises médiatiques. Menacée de disparition aussi par les difficultés de trouver un financement sans avoir recours à la publicité, *Tele K* reçut le soutien populaire à travers l'association que l'on créa à tel effet, *SOS Tele K*²⁶⁶. Après une interruption dans ses émissions, cette télévision put revenir à l'antenne le 16 janvier 2012, grâce aux 35.000 euros récoltés²⁶⁷.

264 URL: <http://www.telekdigital.es/>

265 Cette décision de Esperanza Aguirre, présidente de la Communauté de Madrid pour le Partido Popular, souleva l'indignation des professionnels de la chaîne et de ses téléspectateurs. Voir GÓMEZ, R. G., «Esperanza Aguirre adjudica las televisiones de Madrid a la Iglesia y a grupos afines al PP», *in elpais.com*, 6 août 2005 (URL: http://elpais.com/diario/2005/08/06/sociedad/1123279211_850215.html) et ELPAIS.ES, «Aguirre adjudicó las licencias de televisión digital sin pedir un informe preceptivo», *in elpais.com*, 10 août 2005 (URL: http://elpais.com/elpais/2005/08/10/actualidad/1123661823_850215.html)

266 Depuis les web www.sostelek.es et www.vallecas.org

267 Une lutte qui devient, à en croire son slogan, «Nunca seremos la primera», un signe distinctif qui individualise *Tele K*.

Dans la rubrique «Quiénes somos» accessible depuis la page d'accueil de leur web, les responsables de cette télévision alternative exposent, sous forme de brève déclaration de principes:

Tele K se propone como objetivos: Promover una efectiva libertad de expresión y contribuir a un mayor pluralismo informativo dando voz a los movimientos sociales y a las minorías excluidas de los medios de comunicación convencionales; facilitar el acceso y la participación de la ciudadanía a los medios; incorporar a las nuevas tecnologías de la información a las personas con menores recursos. Fomentamos los valores de la igualdad efectiva, la democracia real y la solidaridad entre los pueblos y entre los individuos. Asimismo, nos hemos preocupado por cooperar con aquellos colectivos y medios que trabajan por una comunicación comunitaria sin ningún tipo de aspiración mercantil²⁶⁸.

En consultant les archives également mis à disposition sur Internet, nous pouvons constater l'engagement citoyen de *Tele K*. La plupart des programmes traitent des sujets concernant les revendications altermondialistes, le 15-M, les actions des associations contre la saisie des logements (*Plataforma de Afectados por la Hipoteca*), la défense de la Mémoire Historique, les manifestations contre la politique d'austérité et de découpes budgétaires dans les prestations sociales, etc. Ces revendications qui peinent à trouver leur place dans les autres media (ou qui n'y sont pas traitées avec rigueur), s'expriment à leur aise sur *Tele K*.

Cette télévision refuse le rôle de représenter quelque mouvement social que ce soit, préférant leur offrir un espace où ils puissent s'exprimer par eux-mêmes. Un de ses responsables déclare: «Lo que queremos son medios que no sean ni la voz de los sin voz ni la voz de nadie; sino sencillamente que sean una herramienta y que la voz la ponga cada cual». Les informations locales alternent avec d'autres à portée plus large. Depuis 2006 cette chaîne madrilène échange des contenus avec *Telesur*, télévision co-financée par plusieurs pays d'Amérique Latine qui prétend enrichir le commentaire de l'actualité de la perspective des peuples du sud. Ceci illustre

268 URL: <http://www.telekdigital.es/quienessomos.html>

l'ambition de la chaîne espagnole, qui, ayant comme point de départ la réalité locale, la dépasse et montre l'universalité de certaines questions.

Une place importante est réservée aux reportages, notamment au sein de l'émission *Espacio Sodepaz*²⁶⁹, qui mettent en valeur les projets menés en Amérique Latine en faveur de l'amélioration de la qualité de vie et de la défense des droits des populations indiennes. Ces habitants du sous-continent américain sont montrés dans leur terre d'origine et l'attention qui est accordée à leur mode de vie traditionnel se substitue aux grands discours démagogiques. Ces personnes ne sont pas ici affublées du stigmate de la migration et le spectateur découvre en même temps la richesse de leur culture et l'intérêt de préserver leur habitat pour ne pas les pousser à la migration et au déracinement. Parallèlement, nous soulignons l'existence d'une émission au ton humoristique, *A su entera disposición*²⁷⁰, dont la protagoniste est une femme à l'accent sud-américain et qui ne traite d'aucun sujet directement lié aux immigrants. Il s'agit d'un des rares exemples où une personne d'origine étrangère occupe une place importante dans une émission de télévision sans que le traitement des questions liées à l'intégration ou à l'installation des migrants en Espagne ne justifie cette visibilité.

*Latele*²⁷¹, chaîne cette fois-ci implantée à Barcelone, est une autre télévision qui mérite l'étiquette d'alternative, ainsi que notre attention. Ses programmes sont en langue catalane. Les responsables font part, dans la rubrique «Qui som»²⁷² de leur web, de difficultés de financement et d'une volonté de résister aux contraintes de l'économie marchande pour garder leur indépendance et leur liberté dans le choix

269 URL: <http://www.youtube.com/user/sodepaz>

270 URL: <http://www.youtube.com/user/Asuenteradisposicion>

271 URL: <http://latele.cat/>

272 URL: <http://latele.cat/qui-som>

des sujets et de leur traitement. Créée en 2003, cette télévision est un exemple de groupe autogéré, qui prétend donner la parole aux mouvements sociaux et servir de contrepoids au modèle médiatique dominant. Leur discours exprime à la fois leur détermination et leur esprit critique, mais il témoigne aussi des difficultés matérielles que rencontrent ces voies alternatives.

Actualmente, componemos LaTele un grupo de personas y de colectivos que consideramos vital la lucha por un canal de comunicación transparente, de contrainformación, riguroso, creativo y diferente. A pesar de trabajar voluntariamente y sin demasiados recursos, nos sobran ganas y fuerzas para tirar adelante. Con más o menos vinculación al mundo profesional de lo audiovisual, del periodismo y de la informática, nos une la idea de querer transmitir nuestro pensamiento sin intermediarios y sin censura y a la vez ofrecer un espacio a la gente que quiera construir sus mensajes: creemos que así nos hacemos mucho más fuertes.

LaTele lleva años luchando contra las adversidades legales y económicas que se le plantean.

Los costes de emisión (la antena) son muy elevados; pero, aún reforzando nuestra presencia en la red, creemos imprescindible mantenernos en antena para así romper con el paradigma de la televisión actual, que sólo fomenta la pasividad del espectador/a. Como acostumbramos a decir: apaga el sofá y enciende LaTele²⁷³.

Comme son homologue madrilène, cette télévision diffuse des programmes qui montrent, entre autres, les peuples originaires d'Amérique Latine dans leur lutte pour la préservation de leur habitat et de leur mode de vie. Nous citerons comme exemple les documentaires «Paraguay arrasado por la soja»²⁷⁴, «COP18 Qatar, otra cumbre sobre el cambio climático comienza»²⁷⁵, ou encore «(i). Crisis Financiera Argentina 2001»²⁷⁶. Ils ont tous été présentés dans l'espace *Aigua*, qui propose souvent des analyses critiques à l'encontre des politiques qui entretiennent le

273 *LaTele, ibidem.*

274 URL: <http://latele.cat/es/aigua/documental-paraguay-arrasado-por-la-soja>

275 URL: <http://latele.cat/es/aigua/cop18-qatar-otra-cumbre-sobre-el-cambio-climatico-comienza>

déséquilibre Nord-Sud. Bon nombre de ces sujets concernent l'Amérique Latine. Les autres émissions se consacrent pour la plupart aux revendications sociales, donnant la parole à des associations de quartier, au mouvement du 15-M et aux collectifs de défense des droits de minorités (les homosexuels par exemple). Les étrangers résidant en Espagne (plus précisément en Catalogne) ont pu faire l'objet d'un espace qui leur soit spécialement consacré. C'est le cas du reportage «Centres d'Internament per a Estrangers», diffusé le 24 février 2013 dans le cadre de l'émission *Enllaços*, critiquant durement les conditions de détention de ces personnes. L'immigration fait partie des axes de réflexion et des critiques du modèle hégémonique qui sont communs à bon nombre des collectifs s'exprimant à travers cette chaîne. Le sujet apparaît de cette façon intégré, tout naturellement, dirions-nous, parmi d'autres qui intéressent ceux qui cherchent un modèle de société alternatif.

Nous parlerons du troisième cas sélectionné pour représenter les chaînes de télévision alternatives en Espagne, EMARTV²⁷⁷. Son engagement dans la défense des immigrés constitue une priorité et le contenu de sa page web ainsi que de bon nombre de ses émissions le prouvent bien. Ce travail est reconnu et récompensé: l'espace *Al sur de los sentidos* a mérité le Prix Andalucía Migraciones (en 2010) et le Prix 28F (en 2010); *Un sólo Mundo* (sic.) a été le lauréat du Prix Andalucía Migraciones (en 2001), du Prix 28F (en 2005) et du Prix Meridiana (en 2006). Ces mots servent à présenter l'émission *Un sólo Mundo*²⁷⁸:

La igualdad es un valor irrenunciable. La libertad es el principio de la convivencia. "Un Sólo Mundo" es un programa de divulgación sobre la integración social, donde se habla de cualquier destino, de cualquier origen, de un sólo mundo.

276 URL: <http://latele.cat/es/aigua/i-la-peli-crisis-financera-argentina-2001-indymedia-y-preguntas-de-comunicacion>

277 URL: <http://www.emartv.es/>

278 URL: <http://www.emartv.es/unsolomundotv>

Les témoignages de certaines personnes installées en Espagne, et plus concrètement en Andalousie, et qui se trouvent à des stades différents du processus d'intégration, forment un kaléidoscope qui montre les immigrants dans leur individualité. En une phrase, un jeune homme résume le décalage entre la réalité du migrant et l'image qui en est donnée à travers l'écran de télévision: «Cuando vemos en el Telediario los problemas de los demás pensamos que es simplemente una imagen, que cuando cambiamos de cadena o apagamos la televisión allí se acabó». Un Mexicain explique nonobstant que les media peuvent avoir un tout autre rôle, et ses mots résonnent comme une déclaration de principes valable pour cette émission et pour la chaîne: «Tengo la certeza de que todos somos inmigrantes, todos sin excepción. Incluso la gente... (geste désapprobateur), porque lo que te hace inmigrante de un mundo global son los medios de comunicación. Aunque tú no salgas de tu pueblo te enteras de muchas cosas en varias partes del mundo». «Estoy aquí aportando tanto mi mano de obra como mi cultura entera, no solamente mano de obra nada más», explique un autre migrant dont l'avis s'oppose à la vision utilitariste qui détermine les politiques migratoires.

*Al sur de los sentidos*²⁷⁹, s'adresse aux enfants et son but est de mettre en évidence les points communs qui existent entre la culture espagnole, latino-américaine et maghrébine. Les enfants s'expriment dans cette émission de façon spontanée et ils laissent entrevoir la société future à travers le prisme de l'utopie, dans un monde qui aurait dépassé les intérêts économiques et dans lequel, comme le font ces enfants, on s'amuserait des différences entre les personnes sans y accorder une importance majeure.

279 URL: <http://www.emartv.es/al-sur-de-los-sentidos/>
247 / 596

Dès la page d'accueil de la web de EMARTV, avant d'accéder à des émissions comme celles dont nous venons de citer l'exemple, nous sommes invités à consulter une charte²⁸⁰ à l'usage des chaînes locales. Le projet de rédaction de ce document naît d'un séminaire autour du renouvellement du discours médiatique dont le but était de le rendre plus apte à la description de la société multiculturelle qui est celle de l'Espagne d'aujourd'hui. La rédaction qui s'ensuivit se fixa l'objectif de rendre compte de certains concepts relatifs à la coopération et au phénomène migratoire, conscients du pouvoir des mots dans la construction d'un système où chacun puisse trouver une place digne.

[...] un manual / libro de estilo para comunicadores que integre los nuevos conceptos relativos a la cooperación y al fenómeno migratorio, que analice el sentido de las palabras que empleamos, que distinga nuevas experiencias y buenas prácticas en materia de comunicación y empoderamiento ciudadano²⁸¹.

280 CHAPARRO ESCUDERO, M. et MUÑOZ ALVAREZ, R. (coord.), *Manual de urgencia para la redacción de las emisoras municipales*, IMEDEA (Investigación de Medios, Desarrollo de Estrategias y Análisis).

281 URL: <http://www.emartv.es/manual-de-urgencia-para-la-redaccion-de-las-emisoras-municipales/>
248 / 596

II.2: La télévision publique espagnole (RTVE)

Les hommes simplifient le monde par le langage et la pensée, ainsi ils ont des certitudes; et avoir des certitudes est la plus puissante volupté en ce monde, bien plus puissante que l'argent, le sexe et le pouvoir réunis. Le renoncement à une véritable intelligence est le prix à payer pour avoir des certitudes, et c'est toujours une dépense invisible à la banque de notre conscience.

Martin Page, *Comment je suis devenu stupide*

Le 30 octobre 1956, les premiers studios de télévision en Espagne furent inaugurés à Madrid. Après les premiers mots prononcés par le locuteur à l'intention d'un maigre public (composé par les très rares Espagnols déjà heureux propriétaires d'un récepteur ou ceux qui avaient pu se grouper autour de la mystérieuse boîte dans un bar), une messe fut célébrée dans les locaux, équipés pour l'occasion d'un autel et d'une image de Sainte Claire, depuis ce jour Patronne de la télévision²⁸². Le tour vint ensuite au ministre de l'Information et du Tourisme, Gabriel Arias-Salgado:

Hoy, día 28 de octubre, domingo, día de Cristo Rey, a quien ha sido dado todo el poder en los cielos y en la tierra, se inauguran los nuevos equipos y estudios de la televisión española. Mañana, 29 de octubre, fecha del XXXIII Aniversario de la Fundación de la Falange Española, darán comienzo, de una manera regular y periódica, los programas diarios²⁸³.

La symbolique des dates ne pouvait pas être plus évidente. Cependant, après la cérémonie religieuse, le directeur de la programmation, José Ramón Alonso, crut nécessaire de préciser: «Hemos querido que la televisión española comenzara a funcionar precisamente en este día de Cristo Rey, y nos hemos trazado dos caminos: el de servir a Dios y a la política española. [...] con el fin de que la verdad y la fe puedan llegar a todos los hogares y todos los pueblos». La déclaration de principes plaçait la télévision sous un signe peu encourageant et recommandait l'exercice de la patience à ceux qui espéraient que la modernité et les vents de liberté qui soufflaient en Europe traverseraient l'écran et viendraient renouveler l'asphyxiante atmosphère espagnole. Des émissions qui se devaient d'être divertissantes²⁸⁴ commencèrent de

282 A l'initiative du Pape Pie XII, qui reconnut dans la télévision la version profane du miracle accompli par la sainte lorsque, dans l'incapacité de quitter son lit, elle fut capable de contempler la messe de Noël qui se déroulait à la Portioncule.

283 Discours cité dans l'article de Israel Viana «TVE, para servir a Dios y a la política española», *in ABC.es*, 28 octobre 2009. URL: <http://www.abc.es/20091028/medios-redes-radio-tv/para-servir-dios-politica-200910281019.html>

284 «Programas que han de ser siempre amenos y variados», promettait le ministre lors de la même cérémonie d'inauguration.

couler des écrans. Et depuis, avec toutes les variations que les avancées technologiques et les transformations sociales ont imposées, la relation d'amour/haine entre le petit écran et son public n'a pas cessé.

Etant donné le moment charnière dans l'histoire de l'Espagne qui servit de cadre à l'arrivée de la télévision, personne ne s'étonnera du poids des circonstances sociales et politiques sur la naissance du médium audiovisuel ni de la façon dont elles conditionnèrent sa postérieure évolution. A une première étape où la télévision fit office de confessionnal privé à travers lequel le franquisme déversait sa propagande directement jusque dans les foyers, le petit écran fut témoin de la transition vers la démocratie. Et il fit ses premiers pas sur le chemin de la liberté d'expression. Mais l'exercice de la liberté et de la critique est quelque chose qui nécessite un apprentissage, lui-même motivé par une prise de conscience de la société qui décide ainsi de fournir à ses citoyens, en plus d'un divertissement, un moyen d'accéder au monde et à sa diversité, pour la comprendre et pour l'accepter.

L'élargissement régional du secteur public intervient alors même que se mettait en place un secteur privé auparavant inexistant. Mais ces deux processus parallèles n'ont fait l'objet d'aucune coordination, ni donné lieu à la moindre gestion concertée, bien que tous deux s'influencent mutuellement et présentent de nombreux points communs, à commencer par la simultanéité de leur apparition. Les tensions et les remises en cause qui ont présidé à la transformation du système télévisuel espagnol ont également accentué les faiblesses de sa conception et les incohérences de son développement, au point d'empêcher le secteur public de profiter des déboires de son plus sérieux concurrent et d'affecter l'essor des télévisions périphériques. Si le statut de janvier 1980, et le consensus politique dont il émanait, réhabilitaient et refondaient même l'ancienne télévision publique franquiste, TVE continuait, encore et malgré tout, à pâtir des maux que la dictature lui avait inoculés. La multiplication de ses organes démocratiques n'y changeait rien. Désormais, elle disposait d'un Conseil d'Administration composé de douze membres élus par le Parlement, parmi les représentants des différents partis politiques, mais ses compétences se limitaient à émettre des avis sur les questions importantes.

La promulgation du Statut de la Télévision Espagnole en 1980 avait sorti ce medium de l'ombre juridique où la dictature l'avait plongé, pour le placer au cœur de la plus importante révolution qu'ait jamais connue le monde audiovisuel en Espagne. À peine dotée d'existence identitaire, la télévision publique dut faire face à la concurrence par l'ouverture au secteur privé, basculant dans une modernité contre laquelle elle était mal armée. Une nouvelle loi sur la Radio et la Télévision Publiques a été adoptée, en 2006, pour permettre enfin à la télévision nationale (la plus touchée par ces bouleversements), non plus d'exister, mais de subsister. Le pouvoir politique s'engageait par ce texte à lui apporter un concours financier égal à celui qu'elle devait continuer à puiser de la manne publicitaire. Cette contribution était, pour la première fois, fixée à un niveau conséquent et réellement susceptible de lui permettre de quitter l'état de « banqueroute technique » dans lequel elle se trouvait. Avec 45% de son budget assurés par son autorité tutélaire, TVE pouvait prétendre devenir un acteur important sur la scène audiovisuelle ibérique.

II.2.1. L'époque de l'hégémonie de la télévision publique

La televisión forma parte de la sociedad. También colabora en los procesos conformadores de la opinión pública, en los mecanismos de socialización de los ciudadanos y en el ordenamiento del universo simbólico de cada comunidad. Es decir que, sin exageraciones, sus programas establecen el espacio público (nacional) y hasta los mismos procesos de identidad común de igual manera que lo hacen las plazas de las ciudades, las banderas, los himnos o las fiestas ciudadanas²⁸⁵.

En affirmant cela, Manuel Palacio, professeur en Communication audiovisuelle à l'Université Carlos III de Madrid, exprime sa certitude concernant l'importance de la télévision dans la fabrication de la réalité symbolique et, dans le cas concret de

285 PALACIO, M., *La televisión durante la Transición española*, Cátedra, Madrid, 2012, p. 9.
252 / 596

l'Espagne, le rôle de RTVE dans la transition que l'opinion publique devait effectuer, elle aussi, entre le système unidirectionnel que le franquisme lui avait appris et une liberté d'expression qui pointait à l'horizon et dont personne ne semblait connaître le mode d'emploi. Palacio, lui-même, ajoute à ce propos:

Desde la atalaya de nuestra contemporaneidad, pienso que la capacidad para crear espacio público democrático a través de sus programas es el lugar desde donde uno debe colocarse para dar razón al papel desempeñado por la televisión española en el proceso transicional, y valorar así si su actuación fue neutra o sirvió de aceleración o freno de los cambios²⁸⁶.

La date de naissance officielle de la télévision en Espagne est le 28 octobre 1956 (date déjà quelque peu tardive dans le contexte européen), mais les antennes ne feront pas parvenir le signal jusqu'à Barcelone avant février 1959. D'autres points de la géographie hispanique devront attendre davantage pour admirer les premières images à travers l'écran d'un téléviseur. Ce fait, qui témoigne du retard que subissait le pays dans le domaine industriel et des infrastructures, explique le souvenir vivant que beaucoup d'Espagnols gardent encore d'un monde sans télévision. Une seule génération suffira pour que cet engin et toute l'industrie qui l'anime devienne la principale source d'information sur le monde. Le public fut indéniablement conquis par le spectacle que lui offrait ce petit écran tellement convoité.

Mais l'Espagne des années de la dictature franquiste ne ressemble pas à ses voisines, les nations européennes qui profitent de l'élan de la reconstruction après la guerre et dont les citoyens goûtent déjà aux plaisirs de la technologie et de la consommation. Au sud des Pyrénées le besoin d'évasion était bien présent, ce qui explique l'énorme succès de la télévision. Elle séduit Franco lui-même, que l'on disait téléspectateur fidèle et qui ne se trompa pas lorsqu'il décida de mettre au service de sa cause ce formidable outil qui alliait l'influence du confessionnal à l'efficacité du

286 PALACIO, M., *op. cit.*, p. 11.
253 / 596

pamphlet, le tout dans une version domestique et affable qui lui conférait une efficacité redoutable²⁸⁷. Les principales caractéristiques des codes de production et de réception des messages télévisuels furent fixés dans ces années où le public n'avait aucune chance de choisir ni d'émettre la moindre réserve critique. La dissidence mise à mal par l'autoritarisme et la répression, l'obscurantisme et la pensée unique régnant en maîtres absolus, la télévision espagnole naissait sous des auspices peu favorables à l'épanouissement de la liberté d'expression et de la diffusion d'un contenu de qualité. Les systèmes de représentation de la réalité dont le petit écran se dota sont les ancêtres de ceux qui, encore en vigueur de nos jours, rendent difficile l'adéquation de la réalité symbolique avec la réalité objective, excluant tout contenu «inapproprié».

Les Espagnols avaient été socialisés dans un système de valeurs qui agonisait au fur et à mesure que le «hecho biológico»²⁸⁸ approchait. Il est indéniable que la télévision s'imprégna du vent de liberté qui soufflait sur une bonne partie de la société. Même au temps précédant l'avènement de la démocratie, les victoires sur la censure étaient le butin obtenu par certains professionnels dans leur bataille quotidienne contre la direction de RTVE («la Casa», comme on la nommait à l'époque). Certaines émissions préparaient déjà l'opinion publique à une société

287 Manuel Palacio explique magistralement dans l'œuvre déjà citée l'utilisation que Franco faisait des caméras de télévision, toujours présentes pour donner l'image voulue de ses faits et gestes et qui surent faire évoluer le personnage public dans l'imaginaire collectif (du chef autoritaire au bon père de famille et au grand-père aimant, dissimulant les signes de vieillesse et de la maladie de Parkinson qui faisaient que les derniers enregistrements de ses interventions télévisées tournassent au cauchemar pour les responsables du camouflage de la décrépitude du dictateur). Si pendant ce temps les grands absents des écrans furent le Comte de Barcelone et son fils, dès les premières heures du 21 novembre 1975, RTVE s'employa à construire une image favorable de Juan Carlos I et à répéter l'affection que le peuple espagnol portait à celui qui devait être son roi.

288 Euphémisme consacré à l'époque pour parler de la mort imminente de Franco.

fondée sur des valeurs de tolérance qui avaient été bannies depuis le triomphe des rebelles à la II^e République. Cependant, la continuité dans l'utilisation de la télévision par le pouvoir et l'asservissement constant des contenus déversés par l'écran dans les foyers espagnols nous fait remettre en cause l'action du secteur de l'audiovisuel espagnol en faveur de la pluralité et de la tolérance. Nous dis convenons en cela avec la plupart des auteurs qui se sont penchés sur ce sujet pour accorder de façon quasi hégémonique à la télévision espagnole une responsabilité de premier ordre dans la préparation de l'opinion et dans l'accompagnement de la société vers la démocratie²⁸⁹.

II.2.1.1. Sortir du modèle franquiste

Nous ne pouvons pas négliger, dans une tentative d'appréhender ce processus complexe qu'est la transition vers la démocratie et la naissance d'une nouvelle société en Espagne, l'importance des programmes diffusés par la télévision de l'époque et des relations entre le pouvoir politique et la direction de RTVE. Le petit écran, dès son irruption dans les foyers espagnols, contribue à créer une mémoire sociale et les images qu'il diffuse circulent dans l'espace collectif et finissent par s'imbriquer avec la réalité jusqu'à former un magma amorphe et mouvant. Malgré tous les reproches que l'on peut faire à cette télévision qui naît muselée par Franco, il faut bien reconnaître qu'elle contribuait à la perméabilité du pays: elle allait contribuer à la démolition de cette digue qui contenait la liberté en Espagne et qui maintenait le pays coupé aussi bien de l'espace extérieur que du temps que d'autres

289 Il faut dire que, pour l'essentiel, les ouvrages qui nous sont parvenus sur ce sujet sont des témoignages de journalistes, de professionnels de la télévision et d'anciens responsables de la direction de «la Casa».

nations connaissaient déjà, celui de la modernité²⁹⁰. Manuel Palacio va encore plus loin dans l'éloge du rôle de la télévision:

Los inmovilistas parecían ignorar que empezaron a perder la posguerra mucho antes: el mismo día que comenzaron las emisiones regulares de TVE en 1956. En suma, eran completamente desconocedores de que la potentísima imagen de modernismo social que emanaba del medio televisivo dejaba sin oxígeno a las concepciones políticas radicales²⁹¹.

Malgré son enthousiasme, Manuel Palacio reconnaît le mépris dont l'opinion publique faisait l'objet de la part des responsables politiques: «Certo es que «el pueblo» y la opinión pública no eran en los tiempos de la dictadura nada más que elementos decorativos en el engranaje de toma de decisiones»²⁹². Le public espagnol, que rien n'avait préparé à l'exigence ni à la participation dans la prise de décisions, puisqu'il en était écarté dans le domaine politique et social, ne critiqua pas la médiocrité des contenus qui lui étaient proposés, ou plutôt imposés²⁹³. De même, il ne semblait pas regretter outre mesure l'absence de voies d'expression qu'une opinion divergeant du pouvoir aurait pu emprunter. Cependant, la classe politique comprit précocement que l'écran qui trônait déjà dans le foyer des Espagnols était un haut-parleur capable de déverser des informations officielles directement dans le

290 Une évolution que, par ailleurs, ne contredisait pas entièrement la volonté politique des dernières heures de la dictature qui, constatant l'épuisement du système autarcique, voyait venu le temps d'une ouverture relative et contrôlée.

291 PALACIO, M., *op. cit.*, p. 39.

292 PALACIO, M., *op. cit.*, p. 47.

293 La presse se montra autrement plus critique. Nous citerons un seul article, parmi les multiples exemples qui témoignent de la méfiance, sinon de l'hostilité déclarée, des journalistes de la presse écrite envers la télévision. José Luis López écrivait pour *El País*: «Se puede afirmar con toda certeza que TVE no informa de la realidad del país y que pasa por ser un instrumento de propaganda y conformación de la opinión pública». LÓPEZ, J., L., «RTVE: poca información y demasiada propaganda», *El País*, 15 août 1976, p. 30-31.

salon où les familles se taisaient désormais dans un silence respectueux²⁹⁴.

Un rapide parcours des relations entre le pouvoir et la direction de RTVE mettra en évidence la continuité de certaines pratiques liées à la télévision elle-même, ou du moins au fonctionnement qui fut le sien en Espagne dès les premiers jours de son existence. Sans revenir sur l'asservissement de l'écran au temps de la dictature, nous porterons notre attention à la période de la transition vers la démocratie. Le début des années 70, avec Adolfo Suárez comme président du gouvernement, Rafael Orbe à la Direction Générale de RTVE et une présence importante des membres de l'Opus Dei aux postes de responsabilité, le poids de la censure continuait de peser sur la télévision et l'absence de tout cadre légal montrait le désintérêt des hommes politiques et laissait libre cours à l'arbitraire. La forte politisation que les media espagnols allaient connaître par la suite semble paradoxale, au vu de ces débuts où la classe politique semble se désintéresser des écrans (surtout l'aile droite, car la gauche tente à plusieurs reprises de l'utiliser pour la diffusion de ses idées), que ce soit par ignorance de son potentiel ou par crainte de l'opinion subversive.

Mais celui que Franco avait désigné pour lui succéder en devenant Juan Carlos I comprit précocement, tout comme le dictateur, les services que l'écran pouvait rendre à sa cause et il n'hésita pas à s'en servir. TVE mit en branle ses puissants moteurs et, dans une continuité «écranique» qui était la métaphore et la prophétie de ce qui allait advenir dans la réalité objective, elle enchaîna, dans un flux

294 Le 2 décembre 1974, le président du gouvernement, Carlos Arias Navarro dit lors d'une apparition à la télévision: «Mi presencia esta noche ante vuestros hogares responde a la necesidad que siente todo gobernante de comunicarse directamente con el país». L'utilisation de la communication unidirectionnelle ne naissait pas avec Arias Navarro, mais ce dernier confirmait sa bonne santé et l'intention qu'il avait d'en faire bon usage.

discontinu, la retransmission de la mort et des funérailles de Franco avec des documentaires montrant les cordiales relations qui unissaient ce dernier au Comte de Barcelone, le père du futur roi, le tout culminant dans une apologie de la monarchie et de sa légitimité naturelle. La version officielle et la vérité révélée trouvaient ainsi dans la télévision leur voie royale, malgré les protestations de certains journalistes qui s'insurgeaient contre cet état de choses²⁹⁵.

En 1977 la première phase de la transition s'était achevée et le quotidien des Espagnols s'imbibait des attitudes démocratiques. Ceci encouragea les rêves de ceux qui, à Prado del Rey (siège madrilène des studios de RTVE), misaient sur le pouvoir de l'écran et contaient sur lui pour la construction d'un espace public enfin débarrassé des stigmates sociaux laissés par le franquisme. Mais le nouveau président, le très photogénique Adolfo Suárez, s'empara des écrans et passa maître dans l'art de séduire la caméra²⁹⁶. A la même époque, le pouvoir découvre que la manipulation de l'information se combinait fort bien avec celle des sondages d'opinion, deux leviers abondamment utilisés depuis. Certains professionnels de gauche, nous l'annoncions précédemment, tentèrent parfois de mettre l'écran au

295 Par exemple en 1976, à l'occasion d'un voyage du roi aux Etats-Unis, une centaine de professionnels travaillant aux informations adresse un message écrit à l'opinion publique la mettant en garde contre la manipulation à laquelle ils se voient contraints: «RTVE no corresponde exactamente a la realidad viva del país y retrae por diversos procedimientos el conocimiento objetivo de determinados hechos noticiables a millones de españoles», in «La información en Radio y Televisión no es objetiva», *El País*, 11 juin 1976.

296 Adolfo Suárez fut aux commandes de RTVE entre 1969 et 1973. Son adjoint, Luís Ángel de la Viuda, se rappelait: «Adolfo iba a televisión para preparar la transición del príncipe, así me lo dijo. Y es lo que hicimos en aquella etapa». Voir LA HEMEROTECA DEL BUITRE, «Altos cargos para jóvenes falangistas: Adolfo Suárez será director de RTVE y Martín Villa secretario de la Organización Sindical», in *lahemerotecadelbuitre.com*. URL: <http://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/el-falangista-adolfo-suarez-nombrado-nuevo-director-de-radio-television-espanola-rtve/>

service de la réflexion citoyenne, donnant lieu à des émissions de qualité²⁹⁷. Mais, peut-être par la volonté de celui qui fut par la suite le directeur de la programmation, Narciso Ibáñez Serrador, ou parce que c'est sur ce terrain que la télévision trouve le mieux à s'épanouir, RTVE montra très vite sa préférence pour le divertissement. Le spectacle gagnait le petit écran, le contenu des émissions bravait avec une audace grandissante les interdits imposés par la morale conservatrice et les polémiques s'animaient le plus souvent autour de la tenue des artistes, ou des paroles de certaines chansons, oubliant des débats autrement plus pertinents dans l'avancée vers la liberté d'expression.

Un microcosme médiatique au contenu marqué par les intérêts politiques et au fonctionnement conditionné par les stratégies économiques, combiné à la dépolitisation de la société civile, sont l'héritage de l'époque franquiste qui marqua de son sceau la télévision en Espagne. La longue période de privation de liberté que fut la dictature et qui se termina par la mort naturelle de Franco, et non pas par une victoire du peuple et de ses représentants politiques, préfigure certainement la société, le public, les téléspectateurs peu exigeants, en définitive, que les Espagnols sont devenus. De son côté, la classe politique néglige le rôle que les media auraient pu jouer dans la réflexion citoyenne et dans l'expression et l'acceptation de la diversité. Le système médiatique qui en résulte conditionne la construction d'une réalité objective et d'une réalité symbolique qui sont celles que nous connaissons actuellement et qui ne nous semblent en aucun cas capables d'intégrer les éléments

297 *La clave*, programme présenté par José Luis Balbín et diffusé par TVE entre 1976 et 1985, mérite une mention spéciale. De façon hebdomadaire et pendant trois heures, un débat en direct, s'organisait autour d'un thème de société (certains assez «osés» comme la légalisation du Parti Communiste ou l'avortement, mais d'autres plus légers, il faut le dire, comme les extraterrestres, le football ou la sorcellerie), vaguement inspiré par le film qui allait être diffusé par la suite. Nous soulignons que, à la même époque, certaines télévisions européennes comme l'italienne, interdisaient les émissions d'opinion en direct.

constitutifs de la société méta-postmoderne²⁹⁸.

Certaines caractéristiques qui marquent encore la télévision publique espagnole sont le fruit des conditions que furent celles de sa création et que nous pensons opportun de citer ici, encore une fois contredisant la thèse du rôle capital du petit écran dans la construction d'un espace symbolique en accord avec un modèle politique démocratique. Premièrement, il faut souligner que la télévision espagnole franquiste n'est qu'un haut-parleur au service du pouvoir et de son discours hégémonique. Même après la mort du dictateur les professionnels de la télévision espagnole jouissaient de moins de liberté que leurs homologues des autres pays échappés à des régimes autoritaires, comme l'étaient l'Italie et la Grèce. A l'exception de certaines tentatives fort courageuses, la télévision espagnole limite l'usage de sa prétendue liberté fraîchement conquise à l'exhibition de quelques centimètres carrés de peau féminine (le corps de la femme comme synecdoque de transgression, paradoxe d'une vision sexiste qui a une longue vie devant elle). L'éloge de la fête et l'apologie de la vulgarité et de la consommation de substances illicites comme paroxysme de la liberté complètent la palette dont la télévision espagnole se servira.

Un autre trait qui naît avec le petit écran et qui le marque encore de nos jours est le modèle fortement centralisé qui instaure au sein de RTVE un écosystème particulier. Ceci a pour conséquence de limiter la présence de tout élément dissident

298 Cette particularité qui leste le système audiovisuel espagnol expliquerait d'un côté le désintérêt de certains secteurs contestataires vis-à-vis des grands media et le lien existant entre la télévision alternative et les mouvements sociaux, et de l'autre le manque de soutien des politiques publiques à ces voies d'expression parallèles qui luttent pour la survie depuis le temps de leur création dans la clandestinité, dans les années 70. La participation massive des Espagnols dans des mouvements populaires récents vont de paire avec une plus grande visibilité de certaines chaînes alternatives et de certains sujets comme celui de l'immigration (il en sera question plus loin).

et fait obstacle à la visibilité des minorités. Le débat sur la présence ou l'absence des immigrés à l'écran n'est pas pertinent dans ces années où le poids spécifique de ce collectif dans la société espagnole était peu important. Cependant, la focalisation des caméras sur un cercle restreint de personnages crée des habitudes chez les téléspectateurs, prêts à ignorer et même à justifier ultérieurement l'exclusion de toute hétérogénéité. Le débat sur le rôle de la télévision, au-delà de sa capacité divertissante, n'a pas gagné l'espace public et il demeure une lacune dans la reconstruction de l'évolution de l'opinion publique espagnole entre le moment où elle secoua le joug de la dictature et aujourd'hui. Nous soutenons que la télévision, malgré l'espoir que son potentiel et le travail de certains professionnels ont permis de nourrir, n'a pas aidé les Espagnols à se construire une identité collective en accord avec les valeurs démocratiques. Les responsables politiques, pour peu que l'on se sente en droit d'exiger d'eux un véritable engagement dans la défense des idées humanistes et des principes démocratiques, se rendent coupables par omission de l'abandon de la télévision publique et de son asservissement au modèle capitaliste.

II.2.1.2. La place de la télévision dans la nouvelle société

La disparition de la dictature, nous l'avons vu, ne sonna pas le glas de l'ingérence du politique dans les domaines de la manipulation de l'information, de la fabrication de la réalité symbolique et de la construction de l'opinion publique. L'utilisation partisane des émissions télévisées apprend, sous la démocratie, à se décliner en d'autres formes moins frontales, qui rendent obsolète la vieille et rustre censure, maintes fois contournée par l'esprit en quête de liberté. Les deux grands partis politiques qui résultent de la polarisation des idéologies de droite et de gauche, le PP et le PSOE, ont utilisé la télévision publique comme tribune. Au pouvoir, ils ont adopté des mesures qui traduisaient une vision du service public, de la transmission de l'information et de la formation de l'opinion, invalidant les règles imposées par les adversaires politiques dès que le jeu de l'alternance les plaçait dans une position favorable à cela. Mais, au-delà de ces pratiques qui, dans un contexte démocratique, ne sont pas sans inquiéter certains secteurs critiques de l'opinion, nous attirerons ici

l'attention sur un autre type de manipulation dont la télévision est capable, que ce soit à cause de sa propre nature ou du choix qui, dès le début, est fait par des responsables de tout bord. Il s'agit de la «spectacularisation» du monde.

Avec l'expression «le pouvoir des media», certains dénoncent une volonté de coercition et de manipulation dont il serait opportun de prendre conscience, afin d'éviter les atteintes à la liberté individuelle et collective. Pour d'autres, cette vague formule évoque la persuasion, la suggestion et la séduction. Comportements dont l'incidence serait modérée, limitée par le libre arbitre et par l'exercice de la pensée critique chez un public conscient, adulte et capable d'autodéfense intellectuelle. Comme les premiers, nous redoutons le danger des media tout-puissants, devenus des armes de distraction massive, dans une société comme l'espagnole que rien n'a préparé à l'exigence. La télévision s'adresse à un public dont l'esprit critique n'a pas été développé, dans une société lancée dans la course irresponsable à la postmodernité. Son but unique est de le distraire. Et pour cela elle n'hésitera pas à gommer les éléments «disgracieux». Les immigrés en font partie et leur absence des écrans se mélange dangereusement avec le discours qui les désigne comme coupables du déclin.

Nous avons déjà évoqué l'importance de l'histoire espagnole pour comprendre aussi bien le fonctionnement des media que le comportement des spectateurs. A cela nous ajouterons que l'incidence des media sur une société dépend fortement du contexte politique et idéologique qu'elle traverse. Marcel Gauchet explique:

Alors que dans un premier temps les grands médias [...] ont suscité une peur terrible vis-à-vis de leur capacité de mobilisation, le développement des médias de masse a abouti à un résultat exactement inverse. Ils ont produit, la télévision en particulier, une démobilisation inattendue de nos

Les analyses de l'influence des media s'intéressent à la relation triangulaire qui existe entre le pouvoir, la démocratie et le totalitarisme. Les conclusions montrent les media tantôt comme agents favorisant la discussion et la circulation des idées et de l'information, tantôt comme des outils efficaces pour la manipulation et pour l'uniformisation des consciences. Mais un raisonnement transversal fait apparaître une dynamique plus complexe, une interaction variable entre technique, messages et individus. Et aussi entre informations, croyances et opinions. Le monde économique, tellement important de nos jours dans les prises de décisions politiques, ne peut pas être coupé de la production de messages, de leur diffusion à travers les écrans ni de la réception dans chacun des foyers espagnols. Ce continuum entre la réalité objective (avec son lot de crise financière, de migrations et de précarité) et la réalité symbolique montrée par les écrans (fabriquée par l'industrie de l'audiovisuel), est un va-et-vient ininterrompu.

Le flux d'images qui émane des écrans submerge tous les membres de la société, immigrés comme natifs du pays, dans un même espace médiatique, créant un univers de références communes. Mais cette affirmation doit être nuancée, voire contredite, si l'on tient compte du rôle du récepteur dans toute communication, en tant qu'individu et en tant que membre d'un collectif (de plusieurs groupes, devrait-on dire, ou alors d'un seul aux contours troubles et mouvants: celui des migrants, en même temps citoyens de fait du pays d'accueil). au-delà de l'expérience personnelle qui modifie nécessairement la réception du message, il est vrai que la télévision a la capacité de créer un espace médiatique commun, mais ce qu'elle donne à partager,

299 Marcel Gauchet cité par Rémy Rieffel in RIEFFEL, R., *Que sont les médias? Pratiques, identités influences*, Gallimard, coll. Folio actuel, Paris, 2005, p. 11.

avec son mode de fonctionnement qui trouve son efficacité dans l'exaltation de l'émotion au détriment de la réflexion, n'est autre chose qu'une impulsion suscitée par les stimuli des images choc. Ainsi, les discours que l'écran transmet se basent essentiellement sur la «monstration», et de moins en moins sur la démonstration. Ils influencent dangereusement un public devenu une proie facile par la rareté des sources d'information complémentaires (dans un univers où les écrans et le mode de communication biaisée qu'ils imposent règnent en maîtres et où la lecture de la presse quotidienne ou l'accès à l'information par d'autres voies deviennent de plus en plus minoritaires).

Les responsables politiques comprirent, dès les premières années de la Transition, l'importance de certains contenus qui, à travers les écrans, renforçaient la légitimité du nouveau système démocratique. TVE devint un instrument pour faire apparaître la nouvelle Espagne. La relation entre l'Espagne et l'Amérique Latine se comptait parmi les questions prioritaires³⁰⁰, mais elle était aussi un chemin semé d'embûches. À cela venaient s'ajouter maintenant les liens entre les télévisions des différents pays hispanophones. Pendant la période où l'UCD³⁰¹ occupait la présidence du pays, on peut constater l'absence d'un projet politique et culturel cohérent à la direction de RTVE capable d'établir une coopération entre les deux rives de l'océan. Les déclarations d'amitié entre les peuples ne dépassèrent pas les discours officiels et, malgré quelques initiatives isolées, aucun soutien officiel ne fut porté ni aucun signe de solidarité n'accueillit les réfugiés qui quittaient l'Amérique Latine pour l'Espagne dès la seconde moitié des années 70.

300 Le roi Juan Carlos I consacre un paragraphe de son premier discours devant le Parlement, en 1975, à la «gran familia de pueblos hermanos».

301 *Unión de Centro Democrático*, parti fondé par Adolfo Suárez qui gouverna l'Espagne entre 1977 et 1982.

Quelques exemples font exception, témoignant d'une certaine volonté de changer l'image de l'Espagne en Amérique. La «madre patria» demeurait présente, mais plutôt dans les secteurs conservateurs de la société sud-américaine; il s'agissait désormais de faire en sorte que la nouvelle Espagne reconquît le cœur de plus amples secteurs de la population latine. Le film que TVE produisit en exclusivité mondiale, réalisé par Rodolfo Kunh, consacré aux Mères de la Plaza de Mayo argentines³⁰², visait dans cette direction. Le grand nombre d'entretiens avec des personnages sud-américains qui furent diffusés dans le programme *A fondo*³⁰³ peut être interprété de la même façon. Mais deux émissions méritent une mention particulière: *300 millones* et *Escrito en América*.

300 millones (1977-1983) était un magazine, classique dans sa conception et suivant une ligne éditoriale orientée à droite, à plusieurs reprises associé à des scandales de corruption. Malgré les controverses qu'il suscita, cet espace constitue un exemple de programme transnational, par ses invités, des artistes de tous les pays hispanophones, et parce qu'il était diffusé par une douzaine de télévisions sud-américaines. La situation politique de certains pays sous la coupe des dictateurs obligeait à se poser la question de ce que l'on pouvait dire et de ce que l'on pouvait montrer. Toute allusion politique était exclue, cela va de soi, et, avec le temps, les musiques traditionnelles (mettant en avant une vision folklorique de l'Espagne comme des pays d'Amérique Latine) et les artistes les plus conservateurs eurent le dessus sur la possibilité de montrer la diversité culturelle dans toute sa splendeur.

302 KUNH, R., *Todo es ausencia*, España, 1984.

303 Emission ayant connu un grand succès, à l'antenne entre 1976 et 1981, où le journaliste Joaquín Soler Serrano interviewait des personnalités du monde de la culture. Parmi eux Juan Rulfo, Jorge Luis Borges, Julio Cortázar, Mario Vargas Llosa, Atahualpa Yupanqui, etc.

Escrito en América avait comme projet l'adaptation pour la télévision d'œuvres littéraires sud-américaines. Sa responsable, l'actrice argentine Susana Mara, obtint les droits de 170 auteurs dans ce qui fut salué par la presse comme une acte méritoire en faveur de la diffusion de la culture sud-américaine et du rapprochement entre tous les pays de culture hispanique. Les instances gouvernementales chargées de la culture soutinrent activement cette initiative. Pío Cabanillas (ministre de la culture pour l'UCD) et RTVE invitèrent les auteurs dont les œuvres allaient être adaptées à un sommet de romanciers sud-américains qui eut lieu à Madrid, en novembre 1977. Ceci fut l'occasion d'une rencontre entre écrivains hispanophones. Le commentaire de Blanca Mora de Araujo, veuve du Prix Nobel Miguel Angel Asturias, traduit l'enthousiasme qui gagna certains participants, même s'il fut plus modéré chez d'autres:

[...] Unamuno tenía razón en su serena confianza en que un día España habría de constituir una gran comunidad con los países que hablan su misma lengua. La invitación del Ministro Cabanillas está orientada en ese sentido. Cada uno de los escritores que están (sic.) aquí tienen (sic.) la obligación de trabajar por eso³⁰⁴.

Mais les responsables de TVE ne secondèrent pas cette initiative, que ce fût parce qu'elle leur avait été imposée sans compter sur leur avis professionnel ou parce qu'ils étaient personnellement hostiles à la diffusion des œuvres de certains auteurs de gauche comme Pablo Neruda. Le commentaire de Manuel Palacio est éloquent quant aux conditions qui entourèrent la diffusion et la réception de ce projet qui, nous pouvons le dire, ne se solda pas par un franc succès et qui repoussa à un autre moment la consolidation des liens entre les peuples hispaniques³⁰⁵:

304 *In Tele Radio*, n° 1038, 14-20 novembre 1977, p. 20.

305 RTVE ne permet pas l'accès à cette série via Internet et l'absence d'archives centralisées du matériel audiovisuel en Espagne nous prive de plus ample information sur cette émission, intéressante à bien des égards.

Al final del camino nos quedan trece episodios de *Escrito en América* de aproximadamente una hora de duración cada uno. Fueron emitidos, con desgana y probablemente para cumplir algún tipo de compromiso, a lo largo del verano de 1979. [...] Pasó quedamente entre la audiencia española³⁰⁶.

II.2.2. L'entrée en scène des chaînes privées

Le paysage audiovisuel espagnol tire une de ses particularités les plus remarquables du fait que tout ce qui concerne la radio ou la télévision soit compétence de l'Etat. Celui-ci gère directement RTVE et il octroie les licences nécessaires au fonctionnement de toute chaîne (même par satellite). La télévision publique espagnole ne s'est jamais vu accorder le rôle de service public qu'elle aurait pu jouer. Pas plus que les nombreuses chaînes locales, qui témoignent de l'attachement des Espagnols aux spécificités locales mais qui, par manque de moyens ou de créativité, ne proposent guère mieux que des informations locales et le culte du folklore et des traditions régionales. La crise a gagné depuis longtemps l'audiovisuel public en Espagne. Elle est matérielle, conséquence logique des problèmes financiers du pays. Mais il s'agit aussi d'une crise profonde que l'on pourrait qualifier de morale.

L'explosion du paysage audiovisuel espagnol a été d'autant plus violente et déstabilisante qu'il ne comprenait jusque là qu'un seul et unique medium. La remise en cause de son monopole au sein même du secteur public avec l'apparition des télévisions des communautés autonomes, au cours de la première moitié des années 80, suivie de très près par sa mise en concurrence avec des télévisions privées, constitue une véritable révolution. Cependant l'endettement semble être un mal

306 PALACIO, M., *op. cit.*, p. 286.

endémique du secteur audiovisuel public espagnol et les autorités tutélaires, fussent-elles centrales ou régionales, peinent à contenir leur dépense. Certains contenus n'ont pas encore trouvé leur place dans cet univers mouvant et le traitement de l'immigration, sujet qui ne se prête ni au ton adopté par les grandes chaînes ni à leur but divertissant, ne jouit pas de la faveur des responsables des télévisions hégémoniques.

II.2.2.1. La régulation de l'audiovisuel

Nous annonçons précédemment la dépendance de l'audiovisuel vis-à-vis de l'Etat comme étant un des traits distinctifs du paysage télévisuel espagnol. Cela est vrai, à très peu de différences près, aussi bien pour les chaînes privées que pour les publiques. L'existence des premières dépend d'une loi, *Ley de la televisión privada*, promulguée en 1998³⁰⁷, qui affirme que la télévision constitue un service public relevant de la compétence de l'Etat, mais qui peut être concédée à des sociétés privées. En outre, le dispositif anti-concentration dont l'Espagne se dota par la loi précédemment citée se révèle insuffisant dans sa mission d'empêcher que le développement des chaînes privées se fasse au détriment du pluralisme. Dans la pratique, ces grandes entreprises que sont les télévisions privées n'ont pas à craindre une intervention des pouvoirs publics en faveur d'une plus grande qualité dans leurs contenus (leur statut de corporation privée les mettant à l'abri de toute ingérence) et elles font preuve de bonne santé, alors que le secteur public sombre dans la crise.

307 Ley 10/1988, 3 mai 1988. In *BOE*, n° 108, 5 mai 1988, p. 13666-13669. URL: <http://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1988-11073>
268 / 596

La crise financière et institutionnelle s'est suivie d'une baisse de la crédibilité des chaînes publiques, que l'on accuse de duper la société. Des nombreuses critiques s'élèvent contre le manque d'objectivité des informations relayées par les journaux télévisés des deux chaînes publiques, *La 1* et *La 2*. Pour ne citer qu'un exemple, souvent considéré comme un moment charnière dans les relations entre les téléspectateurs espagnols et leur télévision publique, nous rappellerons la vague de protestations que déclencha le traitement télévisuel des attentats du 11 Mars 2004, à Madrid. Pour un ample secteur de la société civile, ainsi que pour ceux qui se sont employés à étudier le sujet, les analyses mensongères et l'occultation de certaines informations dans le but de soutenir la thèse du PP, qui attribuait cet acte terroriste à l'ETA, provoquèrent la consommation du divorce entre cette partie de l'opinion et les chaînes publiques³⁰⁸.

Le 24 juin 2005 le conseil des ministres adopte le plan de réforme du secteur audiovisuel espagnol et prévoit la création d'une autorité indépendante chargée de la réguler. Ceci devait combler un vide existant en Espagne (le seul pays où chaque secteur obéissant à son propre organe de surveillance) et, améliorant la transparence, permettre de renouer le lien et de rétablir la confiance entre public et télévision. Il en résulte le Consejo Estatal de los Medios Audiovisuales, dont ces lignes résument la mission:

Velar por el respeto de los derechos y libertades en el sector audiovisual, garantizar la transparencia el pluralismo en los medios, velar por el cumplimiento de las misiones del servicio público que incumben a la radio y a la televisión públicas y por último impedir cualquier forma de discriminación y

308 Les premières suspicions accusèrent l'ETA des attentats, mais, après le démenti de la bande terroriste, et au vu des nouveaux indices, cette hypothèse fut très vite écartée en faveur de celle qui attribuait la responsabilité aux terroristes islamistes. Seul le PP, alors au gouvernement, refusa de l'admettre et tenta, avec le soutien actif de certains journalistes de RTVE, d'utiliser la tragédie à des fins électoralistes, la lutte contre l'organisation terroriste basque étant un des fers de lance de sa campagne.

proteger la dignidad de las personas y los derechos de los telespectadores y de los auditores, y en particular los de los niños y los adolescentes, tanto en los programas como en el contenido de la publicidad³⁰⁹».

Toute une série de réformes s'ensuivit culminant le travail entrepris en 2006, avec la *Ley de radio y televisión de titularidad estatal*, dans le but de confirmer l'indépendance de RTVE en transformant son statut. Celui-ci passera d'établissement public à une société anonyme détenue à 100% par l'État qui prendra le nom de *Corporación de Radio y Televisión Española*. Désormais deux conseils, le *Consejo Asesor* et le *Consejo de Informativos*, devront coordonner leurs efforts. Le premier devra:

Asesorar al Consejo de Administración de la Corporación RTVE en las orientaciones generales de la programación. Informar sobre los criterios y normas que garanticen el derecho de acceso de los grupos sociales significativos en función de su relevancia social, representatividad y ámbito de actuación³¹⁰.

Le second:

Velar por la independencia de los profesionales de la información y promover la independencia editorial de la corporación RTVE³¹¹.

L'urgence de ces questions et une déchéance dans la télévision publique, amorcée depuis longtemps et commentée par tous les experts, ne servit pas à accélérer le processus d'élaboration de la loi (*Ley General de la Comunicación Audiovisual*³¹², LGCA à partir d'ici), qui devra attendre mars 2010 avant d'être

309 Article 2 de la loi sur le conseil national des médias audiovisuels.

310 Voir «Ley de la radio y la televisión de titularidad estatal», in BOE n° 34, article 23, 6 juin 2006.

URL: <http://www.boe.es/boe/dias/2006/06/06/pdfs/A21207-21218.pdf>

311 *Op. cit.*, article 24.

312 Ley 7/2010, in BOE, n°79, 1 avril 2010, p. 30157. URL:

<http://www.boe.es/boe/dias/2010/04/01/pdfs/BOE-A-2010-5292.pdf>

approuvée³¹³. La LGCA régule le contenu et le fonctionnement des chaînes, mettant fin à la multitude de normes partielles et aux codes d'auto-régulation plus ou moins exigeants. Le CEMA (Consejo Estatal de los Medios Audiovisuales), crée par la même occasion, devra s'assurer du respect de certaines règles communes, parmi lesquelles celle qui stipule une durée maximale des espaces publicitaires et une autre qui bannit des heures de grande audience tout contenu pouvant porter atteinte à la sensibilité des mineurs.

En janvier 2011 le ministre socialiste Ramón Jáuregui annonçait enfin que son gouvernement avait l'intention de lancer le CEMA, se disant inquiet de voir la «banalisation» de l'espace public (ce que nous interprétons comme l'acceptation de la médiocrité, voire du mauvais goût) et la présentation en tant que modèles pour la société de certaines personnes dépourvues de mérite. Selon le ministre: « Tenemos que hacer una reflexión en el país sobre los contenidos de las televisiones, y son ellas las que tienen que hacer su propia reflexión, pero el Consejo estará para ayudarlas». Le monde journalistique s'agite à cette annonce, à en croire le nombre d'articles qui reproduisent les mots d'un ministre pourtant très prudent, qui s'escrime à rappeler que le but n'est pas d'avoir recours à la censure et que l'Espagne fait figure d'exception parmi ses voisins européens ne possédant pas encore cet organe régulateur³¹⁴.

En 2012 le gouvernement du PP déclare inutile la création de ce conseil régulateur de l'audiovisuel, qui, d'après lui, participerait à la prolifération des structures administratives, si préjudiciable en temps de crise économique et si contraire à la politique d'austérité qu'il entend mener. Au lieu de cela, un groupe d'experts provenant de divers ministères se réunira pour réformer intégralement les conseils régulateurs existant déjà en Espagne. Interrogée sur le controversé CEMA, la vice-présidente du gouvernement, Soraya Sáenz de Santamaría, affirme

313 PSOE, CiU et CC étaient favorables à la nouvelle loi. Le PP vota contre.

catégoriquement son opposition au maintien de cet organisme, même si elle n'invoque que des arguments financiers:

La última previsión del Gobierno anterior para los Presupuestos de 2012 cifraba en casi siete millones de euros su coste. Si no lo creamos, directamente ya estamos ahorrando siete millones de euros y, probablemente, otro organismo regulador pueda llevar a cabo la misma tarea, con la misma eficacia y sin suponer un incremento de coste³¹⁵.

Difficile de savoir quelle aurait été l'efficacité d'une institution qui n'a jamais existé. Ce que le long débat suscité par le simple projet de sa création semble mettre en évidence est la frilosité de certains secteurs politiques, voire l'hostilité déclarée face à tout projet réformiste. Alors que le contenu des émissions se dégrade, comme le craignaient certains et que, comme nous le soulignons ici, l'écran a renoncé au rôle d'accompagnement dans la construction d'une image, d'une réalité symbolique, en accord avec la réalité objective, point de conseil régulateur indépendant pour garantir le respect de la normative en vigueur. La même philosophie utilitariste qui conduit les pouvoirs publics au traitement des flux migratoires en fonction des besoins de l'économie, préside ici. La mauvaise gestion cause la débâcle financière et celle-ci pousse des millions de personnes hors de leur pays. La crise économique est invoquée ensuite pour justifier, dans le cadre des mesures d'austérité, le manque de prévoyance d'une classe politique qui se coupe des problèmes que l'appauvrissement

314 Ce qui n'empêche pas la méfiance de certains. Par exemple, l'article du journal en ligne *Libertad Digital* qui se fait écho de la nouvelle ne déborde ni d'enthousiasme ni de confiance. Voir: EFE, «El gobierno creará un órgano censor para contenidos televisivos», in *Libertad Digital*, 17 janvier 2011. URL: <http://www.libertaddigital.com/sociedad/jauregui-anuncia-la-creacion-un-organo-censor-para-contenidos-televisivos-1276412068/> D'autres critiques émanent de journalistes de droite qui voient ici un stratagème des socialistes pour faire taire les avis qui leur sont défavorables. C'était l'opinion de Carlos Herrera et il la formula ainsi dans son émission radiophonique *Herrera en la onda*, sur Onda Cero: «éstos siempre dicen que es por el interés general, pero esto es censura pura y dura, quieren el control absoluto».

315 Déclarations de Sáenz de Santamaría à la presse, après le conseil des ministres.

intellectuel et le contraste entre la réalité vécue par les citoyens et la fantasmagorie écranique préparent pour demain.

II.2.2.2. L'empire de l'Audimat

Un secteur privé jouissant de peu d'indépendance et une télévision publique en crise: voici le panorama peu prometteur d'un secteur audiovisuel sous la coupe des décisions politiques. Mais il est un autre élément qui annule les différences entre privé et public: le taux d'audience, qui conditionne peut-être encore plus fortement la totalité des choix qui s'opèrent au sein des grandes entreprises médiatiques. L'Audimat est le juge suprême qui annule les différences et qui impose son dictat, au nom de l'optimisation des investissements et du profit, sous prétexte de vouloir satisfaire la demande des spectateurs. L'industrie de la télévision est une machine puissante qui mobilise une éminente masse de ressources humaines et financières, dans un marché interactif, sensible aux changements sociaux, économiques et politiques. Les fréquences d'émission sont limitées et le combat pour leur obtention a les caractéristiques du commerce avec des denrées rares.

Cependant ce marché télévisuel présente des particularités qui l'individualisent, puisque la télévision est ce que l'on appelle un «bien public» et que son fonctionnement échappe au système classique: le consommateur ne paye pas le bien obtenu (nous parlons ici des chaînes «en ouvert») et le coût des émissions est élevé, ce qui rend inopérant le prix comme catalyseur de l'échange. L'économiste Juan Torres López résume ainsi ce paradoxe:

Esa es justamente la gran cuestión de la economía de la televisión: se requiere una producción muy costosa y se busca la rentabilidad. Pero el producto debe proporcionarse gratuitamente a los consumidores³¹⁶.

316 TORRES LÓPEZ, J, «Economía de la televisión. Nuevos horizontes de la industria audiovisual», *Revista de Economía*, n° 10, 1991. Article consulté sur la page web de l'auteur: «Ganas de escribir». URL: <http://juantorreslopez.com/publicaciones/articulos-en-revistas-cientificas/economia-de-la-television-nuevos-horizontes-de-la-industria-audiovisual/>

Le coût très élevé des infrastructures nécessaires à cette industrie exige des investissements importants et a comme effet la difficulté de l'accès au public des groupes les moins compétitifs et la formation de monopoles ou oligopoles. Ce fait, combiné avec la tentation de contrôle que suscite l'influence de la télévision dans la formation de la conscience collective et dans la transformation des comportements sociaux, rend indispensable une véritable réflexion et toutes les précautions permettant à un organisme indépendant (que l'Espagne, nous l'avons vu précédemment, n'est pas près de connaître) la maîtrise de l'utilisation des écrans. Au lieu de cela, lorsque l'Etat garde le contrôle des chaînes de télévision, le discours émanant du pouvoir s'exprime trop souvent à travers le téléviseur. Le cas échéant, il livre la télévision aux capitaux privés présidés, selon la logique capitaliste, par un seul principe: celui du profit maximum.

C'est à partir de 1986 que l'on commença à s'intéresser au calcul du taux d'audience des émissions télévisées, même si les premières estimations résultent de l'étude d'un échantillon très réduit: 200 téléviseurs suivis par Ecotel. En 1989 et à l'heure de l'irruption des chaînes privées, une deuxième entreprise, Media Control, venait concurrencer cette première installée en Espagne. Ecotel finit par être absorbée par l'entreprise française Sofres, déjà propriétaire de Media Control. Elle règne encore de nos jours dans le domaine du calcul des audiences, sous le nom de Kantar Media, et elle a comme seule rivale EGM (celle-ci utilisant la technique de l'interview, alors que la première a confirmé son recours au panel représentatif, évidemment élargi pour tenter de refléter le panorama actuel: 4.625 foyers espagnols sont équipés d'un audimètre). L'Espagne occupe la sixième position au niveau mondial dans le ratio nombre d'audimètres/population.

Ces appareils, qui se tiennent informés des goûts des 10000 personnes vivant dans les foyers qui en sont équipés, sont censés, par extrapolation, fournir des informations concernant les préférences des 45 millions d'habitants que conte l'Espagne. Même si les techniques de plus en plus perfectionnées nous assurent une fiabilité croissante (les experts parlent d'une marge d'erreur située entre 1 et 5%), nous sommes en droit (peut-être même en devoir) de nous questionner sur la

validité de ces données en tant que marqueurs des goûts des Espagnols. Compte tenu de l'investissement requis et des retombées financières que le succès d'une émission télévisée entraîne, une partie importante de l'énergie des concepteurs des émissions doit être mobilisée pour prévoir l'accueil que le public réservera à leur œuvre. Il va sans dire que cette préoccupation concernant la réception par les téléspectateurs préside au travail des concepteurs des grilles de programmation pour les chaînes, publiques comme privées, dont une partie ou la totalité des revenus dépend de la publicité.

De cette adéquation avec les goûts du public/succès de l'émission/attractivité pour les annonceurs, nous pourrions déduire la nécessité de connaître au plus près les attentes des récepteurs. Pourtant les résultats des tests d'audiométrie ne visent qu'à mesurer l'impact des émissions. Il en est de même des sondages, aujourd'hui omniprésents et qui se développent en Espagne dès la popularisation du téléviseur dans les foyers. Les premiers comme les seconds ne se soucient pas d'enquêter sur les envies réelles des téléspectateurs, ni de leur proposer un panel large pour qu'ils puissent effectuer un choix entre des produits divers. Bien au contraire, les chiffres obtenus érigent en vainqueur un programme (qu'en général peu de choses distinguent de ses concurrents) qui, par la même occasion, devient le modèle et le paradigme qui guidera la conception des futures émissions, dans un univers peu friand de la prise de risque.

L'empire du calcul du taux d'audience et des chiffres obtenus par les sondages n'est pas seulement un choix de fonctionnement qui concerne une entreprise. L'imposition de cette logique suppose une uniformisation liberticide et destructrice de la créativité. De surcroît, et au-delà des considérations artistiques qui pourraient faire l'objet d'un questionnement parallèle à celui-ci, nous défendons l'hypothèse du préjudice porté à la démocratie par l'application de cette logique à la télévision publique. Une conception minimaliste croit que l'existence d'institutions politiques représentatives suffit à garantir un mode de vie démocratique. Nous pensons que, après l'effort fait au XX^e siècle en faveur de l'éducation populaire et dans la continuité de la lutte que le siècle dernier connut aussi contre l'enseignement autoritaire et

l'imposition de dogmes, un Etat démocratique ne peut pas négliger ses responsabilités abandonnant le peuple à la turpitude intellectuelle où les émissions abrutissantes le plongent, mais il se doit de l'encourager à s'approprier les outils de la pensée critique.

Nous ferons nôtres les paroles critiques de Christopher Lasch: «Loin d'assister à la démocratisation de la culture, il semble que nous soyons plutôt les témoins de son assimilation totale aux exigences du marché»³¹⁷. Cet historien et sociologue s'en prend également à une culture de masse qui fait de l'individu un consommateur. Nous reprenons ici ses propos car cette version au rabais de la culture populaire contre laquelle notre auteur s'insurge est celle que diffuse massivement la télévision, utilisant comme un alibi les outils de mesure des audiences auxquels nous faisons référence:

Si l'exercice de la liberté humaine doit se confondre avec la question des choix d'un consommateur confronté à un marché donné, chacun se retrouve, en effet, légitimement fondé, pourvu qu'il y mette le prix, à exiger qu'une offre corresponde à n'importe laquelle de ses demandes, fut-elle la plus absurde ou la plus immorale³¹⁸.

En 1990 un concept qui faisait ses preuves aux Etats-Unis depuis une dizaine d'années apparut pour transformer les relations entre le pouvoir et les travailleurs, mais aussi, comme nous tenterons de le montrer, le rapport de ces derniers à la créativité. C'était le «Benchmarking». De notre point de vue de profane, nous nous contenterons de dire qu'il s'agit d'une technique managériale consistant à «évaluer dans une optique concurrentielle pour s'améliorer³¹⁹». Quoi de plus normal, après

317 LASCH, C., *Culture de masse ou culture populaire?*, Climats (Flammarion), Castelnau-Le-Lez, 2001, p. 35.

318 LASCH, C., *op. cit.*, p. 11.

319 BRUNO, I. et DIDIER, E., «Evaluation, arme de destruction», *in Le Monde Diplomatique*, mai 2013, p. 3.
276 / 596

tout, dans une société déjà tout acquise à la cause de la compétitivité. Isabelle Bruno et Emmanuel Didier expliquent avec un peu plus de détail ce procédé:

Le benchmarking produit des benchmarks («repères»), c'est-à-dire des objectifs à atteindre qui ne sont pas fixés dans l'absolu, en fonction des exigences d'un patron, mais relativement à ce qui est censé se faire de mieux dans le monde. La force du benchmark ne tient donc pas tant à la poigne d'un chef ou à la scientificité d'un pourcentage qu'à l'objectivation d'une performance. Aux sceptiques, il oppose la preuve d'un meilleur résultat enregistré ailleurs. [...] Le benchmarking conduit les agents à vouloir améliorer sans relâche leurs scores, à être continuellement en quête de «meilleures pratiques», à viser toujours de nouvelles cibles, [...] ³²⁰.

Cette technique, bien que conçue pour optimiser les résultats dans les entreprises privées, triomphe aussi dans le secteur public, transformant les relations de travail mais surtout, et ceci de façon insidieuse, l'idée même de service public. Bénéficiant du soutien de bon nombre de travailleurs, qui espèrent une réévaluation à la hausse de leur position, ce système a pu surmonter les résistances pour gagner le secteur public ³²¹. La télévision, en tant que puissante industrie, ne pouvait pas faire figure d'exception. En ce qui la concerne, nous irons jusqu'à parler d'un «benchmarking systémique». Le propre de cette technique, et le secret de sa redoutable efficacité, est de susciter l'adhésion de tous, sans nécessité de moyens coercitifs. A supposer, en vertu de la présomption d'innocence, l'indépendance de la télévision vis-à-vis du pouvoir (nous remettons à plus tard l'examen de la situation dans laquelle se trouve RTVE et les considérations concernant les soupçons de manipulation des chaînes publiques par le gouvernement du PP), l'effort réalisé par les travailleurs, convaincus de la nécessité de rester compétitifs, a comme résultat le maintien de contraintes que la censure elle-même peinait parfois à imposer.

320 BRUNO, I. et DIDIER, E., *ibid.*

321 Seulement une catégorie particulière et restreinte d'agents (les auteurs de l'article auquel nous nous sommes référée citent comme exemple les médecins, les magistrats, les commissaires et les professeurs d'université) se serait opposée à l'adoption de cette logique qui substitue la comparaison chiffrée au jugement (quantitatif mais aussi qualitatif) émis par leurs pairs.

En l'absence de moyens coercitifs, qu'est-ce qui les fait courir? [...] Certains parlent de «contrôle d'engagement subjectif», ou d'«enrôlement des puissances salariales». Ces formules mettent en relief l'ambivalence d'une domination qui se nourrit de la liberté, de la créativité et de la subjectivité des dominés³²².

II.2.3. La télévision de la méta-postmodernité

Un décret du 23 avril 2004 ordonnait la création d'un conseil pour réformer les media dépendant de l'Etat. La commission d'experts réunie pour cette occasion produit un bilan qui nous semble intéressant car il montre une certaine prise de conscience de la part des pouvoirs publics de l'influence croissante et décisive de la télévision sur la société espagnole, dans cette étape agitée qui donnera naissance à ce que nous avons nommé ici la méta-postmodernité. Dès le préambule à ce texte nous pouvons lire:

La radio y, más recientemente, la televisión son un «hecho», una paradójica «realidad», en la sociedad de nuestros días. Un hecho que, por mucho que pretenda discutirse su posible inconveniencia o utilidad, y las limitaciones que del mundo y las cosas presenta, domina y globaliza la existencia humana. A tal extremo ha llegado su imperio que, como recientemente ha expresado un sociólogo, «con la televisión, según sea la calidad de lo que en ella se ve, y la bondad y talento de sus promotores y programadores, se puede convertir a los ciudadanos en imbéciles absolutos o en personas democráticas e inteligentes»³²³.

Pour nuancer immédiatement après:

Sin necesidad de tan radical alternativa, lo que sí es evidente es el poder de este medio para

322 BRUNO, I. et DIDIER, E. *ibid.*

323 CONSEJO PARA LA REFORMA DE LOS MMCC DE TITULARIDAD DEL ESTADO, «Informe para la reforma de los medios de comunicación de titularidad del estado», Madrid, février 2005, p. 9. URL: <http://estaticos.elmundo.es/documentos/2005/02/21/reforma.pdf>
278 / 596

infundir opiniones, valores, alucinaciones, ideas, fantasmagorías, en los cerebros de los espectadores. Este poder de las «visiones» del mundo, aunque siga siendo el lenguaje oral y escrito el que origina el verdadero progreso y distinción de los seres humanos, frente a otros animales, constituye un elemento esencial en la educación, adoctrinamiento, o manipulación de la mente³²⁴.

Ces lignes nous inspirent quelques commentaires, à commencer par le constat que l'analyse des effets de la télévision gagne les sphères officielles, même si elles ne semblent pas être les plus réactives aux changements sociaux (rappelons que le rapport date de 2004, date à laquelle le terme «reciente[mente]» peut s'appliquer à l'intérêt de certains pour le phénomène télévisuel, mais non pas à l'essor de ce dernier). Toujours est-il que, dans ce rapport, on fait allusion au potentiel performatif de la télévision, en même temps que l'on attire l'attention sur cette «réalité paradoxale» que les images diffusées par l'écran ont la capacité de créer. Machine à fabriquer des imbéciles ou école de la citoyenneté? Dans tous les cas, la télévision, nous disent ces experts, sait «infundir opiniones, valores, alucinaciones, ideas, fantasmagorías en los cerebros de los espectadores».

La reconnaissance, exprimée dans ce rapport, de la nécessité de réformer une télévision publique qui ne remplit pas son rôle de service public et la mise en perspective qui relie cette défaillance médiatique en Espagne à l'histoire du pays³²⁵ sont deux observations dont nous convenons. Nonobstant, ces réflexions ne se sont pas suivies de résultats positifs, en vue de l'évolution de RTVE (nous devrions parler d'«involution» pour décrire l'attachement décroissant des chaînes publiques à diffusion de l'information et de la pensée plurielle, ainsi que leur désengagement dans la construction d'une image normalisée de la société espagnole multiculturelle).

324 CONSEJO PARA LA REFORMA DE LOS MMCC DE TITULARIDAD DEL ESTADO, *ibid.*

325 «No parece casualidad que [...] los países con mayores retrasos y obstáculos para abordar estas reformas hayan sido aquellos que carecían de una cultura histórica del servicio público». CONSEJO PARA LA REFORMA DE LOS MMCC DE TITULARIDAD DEL ESTADO, *op. cit.*, p. 49.

Si nous ne pouvons que partager l'idée de la particularité des chaînes publiques de qui, dans un contexte démocratique il nous semble légitime d'exiger une responsabilité dont les autres télévisions, entreprises privées, peuvent s'exonérer, nous constatons qu'elle demeure, formulée dans ce rapport, un simple vœu pieux: «los medios de comunicación de titularidad del estado [...] un servicio público, una función comunicativa, dirigida a ciudadanos y no a consumidores de determinados objetos de consumo, y cuya rentabilidad sea social y no, simplemente mercantil o económica»³²⁶. Nous citerons une dernière fois ce rapport prenant un exemple de ses contradictions internes qui le parcourent, plus éloquents quant au manque de volonté réelle de ses auteurs que la logorrhée dont ils font preuve. Alors que le recours à une inquiétude démesurée était écarté dès les premières lignes («sin necesidad de tan radical alternativa»), nous lisons un peu plus loin:

No son mercancías lo que, sobre todo, circula por los medios; mercancías que podrían cambiarse si están deterioradas, o por las que nos devuelven el dinero. Los medios transmiten valores, mundos imaginarios, espectros, atados al sutil tejido de las neuronas, donde como los perros de Pavlov, los espectadores responden a estímulos de realidades inexistentes, y donde se alimentan reflejos condicionados en la creatividad, la racionalidad o, por el contrario, en la agresividad, la ignorancia y la destrucción [...] ³²⁷³²⁸.

326 CONSEJO PARA LA REFORMA DE LOS MMCC DE TITULARIDAD DEL ESTADO, *op. cit.*, p. 10.

327 CONSEJO PARA LA REFORMA DE LOS MMCC DE TITULARIDAD DEL ESTADO, *op. cit.*, p. 17-18.

328 Nous avons copieusement cité ce rapport qui nous semble un exemple paradigmatique du décalage entre la théorie et la pratique. Mais il ne fait pas figure d'exception. Nous en voulons pour preuve un autre texte, approuvé par le conseil d'administration de RTVE en 2007, qui énonce les «Principios básicos de la programación de RTVE» (URL: <http://www.teledetodos.com/textos-rtve/item/70-principios-basicos-de-la-programacion-de-rtvepdf>). Comme à l'accoutumée, texte constitutionnel à l'appui, le rôle de service public de la télévision est rappelé, ainsi que son devoir de veiller à la protection des collectifs minoritaires et socialement fragilisés. Des promesses qui, compte tenu du décalage avec la réalité, n'engagent que ceux qui y croient.

II.2.3.1. TVE en crise: la télévision de tous de plus en plus minoritaire

En 2006 le socialiste José Luis Rodríguez Zapatero introduisit ce que l'on qualifia de réforme historique dans le fonctionnement de la télévision publique: désormais son président ne sera plus désigné par le gouvernement (comme cela avait été le cas durant les 50 années précédentes) mais par le Parlement (la durée de son mandat étant fixée à six ans, pour éviter la coïncidence avec la durée de la législature, qui est de quatre ans). L'arrivée au pouvoir du PP entraîne des changements radicaux, avec un retour à la dépendance vis-à-vis du pouvoir du plus haut responsable de l'audiovisuel public³²⁹. La nomination de Luis Fernández (en 2006) et celle d'Alberto Oliart (2009) se fit grâce à un accord entre PSOE et PP. Cependant la majorité absolue dont jouit le PP au moment de la nomination du troisième directeur de RTVE, la nouvelle formule provoque une forte contestation. La désignation de Leopoldo González-Echenique est loin de faire l'unanimité³³⁰.

329 Dès avril 2011 un décret établit les nouvelles règles: le soutien des deux tiers du Parlement ne sera plus requis pour la nomination du nouveau président de RTVE et les syndicats ne seront plus consultés. Voir «Seis años que cambiaron la televisión pública», in *elpais.com*, 4 juin 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/06/04/actualidad/1338841994_666376.html.

330 Le PSOE parla alors de «golpe institucional». Rosario G. Gómez, la même journaliste qui transmettait cette information (GÓMEZ. R.G., «El PP podrá elegir en solitario al nuevo presidente de RTVE», in *elpais.com*, 20 avril 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/04/20/actualidad/1334923490_322624.html), s'approprie l'expression peu de temps après, dans une version qui dénonce autre chose qu'une lutte pour le pouvoir: elle écrit qu'il s'agit d'une atteinte à la pluralité («golpe al pluralismo») (GÓMEZ. R.G., «El PP toma el control total de RTVE», in *elpais.com*, 4 juin 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/06/04/actualidad/1338803115_534063.html). Cette journaliste est l'auteur de plusieurs articles que publie le quotidien *El País*, dans lesquels elle retrace sur un ton critique les dysfonctionnements, la série de démissions des hauts responsables de RTVE, la mainmise du gouvernement, les découpes budgétaires que la crise sert à justifier, etc.

Mais le déclin de RTVE ne peut pas se réduire à cette goutte d'eau qui, certes, fait déborder le vase et cristallise l'opposition à une certaine vision du service public. Les chaînes appartenant à l'Etat se trouvaient déjà dans la situation chaotique où une série de découpes budgétaires et de décisions, prises à l'encontre de la volonté de nombre de ses professionnels, les avait conduites. Sur le plan économique la découpe de 17% sur le budget qui lui était destiné en 2012, provoqua l'alarme du conseil d'administration de RTVE, qui, ayant fait part de son inquiétude à la vice présidente, Soraya Sáenz de Santamaría³³¹, se vit opposer l'argument de la crise économique³³².

Nous sommes en temps de crise, nous dit-on. La crise pousse à la prise de certaines décisions, rend omniprésent le terme d'austérité. Voici un mot dont le sens positif s'est vu modifié au point de faire craindre au citoyen, à chaque fois qu'il entend ses représentants le prononcer, de nouvelles mesures visant à restreindre encore la protection de l'Etat. Dans le discours médiatique cet exemple de glissement sémantique ne fait pas figure d'exception³³³ et il ne manque pas de modèles, réels et littéraires³³⁴. Ce procédé de manipulation de l'opinion n'est pas le seul auquel on a eu recours depuis que les premières fissures annoncèrent l'effondrement de l'édifice de la spéculation financière. Selon une expression aujourd'hui consacrée qui ne

331 Ils déclarent leur impossibilité de lutter contre la concurrence des chaînes commerciales, ne pouvant avoir recours ni à la publicité ni, désormais, au soutien de l'Etat .

332 Et Rosario G. Gómez d'ajouter: «Eso sí, [la vice-presidenta] se ha comprometido a estudiar la documentación que le han entregado los consejeros». GÓMEZ. R.G., «RTVE teme los «efectos devastadores» en la audiencia por los recortes», *in elpais.com*, 25 janvier 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/01/25/actualidad/1327513098_044582.html

333 «Ayudas» pour éviter le mot «rescate» et toute sa charge dramatique; l'improbable «crecimiento negativo» au lieu de «recesión», qui vaudrait l'anathème à quiconque oserait l'employer; la «reestructuración», qui adoucit l'impression laissée par «recortes» mais non pas les effets. La liste n'est pas exhaustive.

provoque guère d'indignation, les citoyens se voient reprocher d'avoir vécu «por encima de sus posibilidades». A ce propos nous citerons un article où le journaliste Joaquín Estefanía s'insurge contre l'idée que cette expression véhicule dans un pays comme l'Espagne, où les inégalités vont bon train et dont les habitants ont vu leurs revenus se figer pendant une décennie entière (ils n'ont pas augmenté entre 2002 et 2012):

Frente a la idea que se ha tratado de transmitir intencionadamente de que la envergadura de la crisis ha sido tal que sus efectos se han extendido de manera generalizada a todas las capas sociales, los datos son contundentes en sentido contrario: mientras se han hundido las rentas más bajas, las más altas han seguido creciendo, haciéndolo, además, a mayor ritmo que cualquier otro grupo de renta. La pobreza se ha hecho simultáneamente más intensa (más pobreza) y más extensa (afecta a más personas)³³⁵.

Ce constat permet au journaliste espagnol d'affirmer, citant une étude sur les inégalités en Espagne³³⁶, que les années qui précédèrent la crise ne furent pas mises à profit pour consolider l'accès à la protection sociale de l'ensemble de la population, dans le but d'éliminer les inégalités sociales. Au lieu de cela, l'Etat espagnol traversa cette période de prospérité en vivant, contrairement à ce qu'indique le fallacieux mantra, «en dessous de ses possibilités». Le pays ne profita pas de ce moment où il aurait été possible d'accroître les dépenses publiques et de constituer un système de protection capable de faire face aux demandes qui allaient augmenter peu de temps

334 Georges Orwell créait la «néolangue» dans son roman *1984*. L'auteur lui-même explique l'utilité de cette langue qui a le pouvoir d'empêcher tout raisonnement divergeant. Avec ce langage qui, par son recours au procédé de la simplification maximale ne peut que nous rappeler celui des media, les concepts qui se voient privés de vocable les désignant deviennent en même temps indicibles et impensables.

335 ESTEFANÍA, J., «Vivir por debajo de nuestras posibilidades», in *elpais.com*, 10 mars 2010. URL: http://economia.elpais.com/economia/2013/03/10/actualidad/1362936094_575134.html

336 Il s'agit du *Primer Informe de la Desigualdad en España*, un travail réalisé pour la Fundación Alternativas par l'équipe du professeur Jesús Ruiz-Huertas, à l'université madrilène Rey Juan Carlos.

après. Si l'argument économique est prétexte aux découpes budgétaires en temps de récession, les moments où le moral des finances était au beau fixe ne servirent pas à assurer aux citoyens, en particulier à ceux dont la situation est la plus précaire, des lendemains plus stables.

Face à ce manque de prévision en ce qui concerne les services publics et la protection sociale, signes distinctifs d'une démocratie dite «évoluée», qu'en est-il du service public télévisuel, que nous considérons indispensable dans la construction d'une opinion publique capable d'opérer des choix fondés? Nous avons déjà évoqué l'évolution de l'audiovisuel public pendant ces années fastes, qui furent aussi celles de l'ouverture à la concurrence et de l'apprentissage de la lutte pour l'audience. Si la télévision de la postmodernité, ne trouvant pas la réflexion sur les contenus incontournable, se lança dans la course sans remettre en question ni la «spectacularisation» du monde ni le dogme du tout divertissement, celle de la méta-postmodernité, qui est aussi celle de la crise, eut immédiatement recours à la réduction des dépenses³³⁷ (204 millions d'euros de réduction sur le budget général en 2012 et encore 50 millions supplémentaires dans la découpe de 2013).

Le président de RTVE, Leopoldo González-Echenique, tint à rassurer aussi bien les Députés, lors de sa première intervention au Congrès (le 25 septembre 2012), que les citoyens, déclarant qu'aucune mesure d'austérité ne toucherait à la physionomie des chaînes publiques: «Trataremos de no renunciar a los contenidos

337 Des mesures difficiles mais néanmoins indispensables, selon les mots du président du gouvernement, Mariano Rajoy, sans lesquelles nul ne pourrait garantir la survie du système, que ce soit dans le domaine de l'éducation, dans celui de la santé, ou encore en ce qui concerne l'audiovisuel public. Partout la même politique de découpes budgétaires annoncées sur le ton de l'inéluctable, éloignant l'idée qu'ils puisse s'agir d'un choix politique visant un modèle de société particulier.

emblemáticos», assura-t-il. Le contrat signé avec la Fédération Espagnole de Football pour la retransmission des matchs sera renouvelé, TVE continuera de diffuser les corridas, une nouvelle émission sur la famille royale espagnole qui viendra enrichir la grille, témoignent de cette volonté. Ajoutons à cela les mots qui se voulaient rassurants du président de RTVE, qui se faisait une mission de «recoger todas las voces plurales y democráticas»³³⁸, et l'avenir devrait sourire à la télévision publique espagnole.

Mais le sujet est trop grave et il supporte mal l'humour, fût-ce de l'ironie. C'est à peine s'il avait pris possession de son poste que le président de RTVE, désigné par l'équipe de droite au gouvernement, procéda à un renouvellement spectaculaire des salariés de TVE et de RNE. La proximité idéologique entre le PP et les nouveaux responsables nommés par González-Echenique³³⁹ souleva une vague d'indignation entre les professionnels de l'audiovisuel public et une chute des audiences. La romancière Elvira Lindo fulmine (et son avis coïncide avec celui du Conseil de l'Europe, qui s'émeut de l'ingérence croissante des politiques dans les media publics espagnols³⁴⁰):

338 Déclarations de Leopoldo González-Echenique au Congrès, le 25 septembre 2012. Voir MORÁN, C., «RTVE afrontará un recorte adicional de 50 millones de euros en 2013», in *elpais.com*, 25 septembre 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/25/actualidad/1348567674_371722.html

339 Manuel Ventero revient à la direction des services informatifs de RNE, poste qu'il avait déjà occupé lorsque Aznar était au pouvoir. Julio Somoano sera le nouveau directeur des services informatifs, quittant son poste à la direction du Telenoticias 1, de Telemadrid, chaîne accusée de manipulation par ses propres employés. Somoano est l'auteur d'un mémoire de master qui porte le titre de *Stratégie de Communication visant le triomphe du Partido Popular aux prochaines élections générales* (Université Autonome de Barcelone, novembre 2005), un catalogue de conseils adressés à Rajoy, parmi lesquelles se trouve celui d'opérer un virage dans la politique de communication, suite à la gestion «catastrophique» du 11-M.

La libertad de opinión en la radiotelevisión pública duró poco. La intromisión de los partidos en los medios públicos es histórica. Lo demás fueron espejismos. Aquí sólo sobreviven las tradiciones bárbaras³⁴¹.

II.2.3.2. La télévision des minorités ethniques

Les collectifs minoritaires, et parmi eux les minorités ethniques, se sont parfois regroupés pour faire apparaître, dans le dense panorama audiovisuel espagnol, des chaînes de télévision dont ils sont en même temps les créateurs et les destinataires. Signe du besoin qu'ils ressentent de trouver un espace pour s'exprimer et du peu de place qui leur est réservée dans des télévisions dites généralistes, qui de fait excluent un ample secteur de la population espagnole constitué par les migrants. Ces télévisions des minorités ethniques sont bien souvent des initiatives éphémères, plusieurs facteurs contribuant à cela et rendant leur existence à la fois brève et confidentielle: une viabilité économique incertaine, un contenu qui les situe à la périphérie du champ journalistique et de la création et le poids des media de grande audience, à la fois sur les annonceurs et sur les habitudes des spectateurs, qu'ils ont eu tout le loisir de façonner.

Nous nous intéresserons ici à ces media des minorités ethniques pour ce qu'ils nous apportent dans l'analyse d'un espace qu'ils doivent partager avec les autres media et, parallèlement, pour comprendre les résistances et les différentes formes

340 Voir l'article de Luis Doncel: DONCEL, L., «El Consejo de Europa preocupado por la ingerencias políticas en RTVE», *in elpais.com*, 30 janvier 2013. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2013/01/29/actualidad/1359491498_883641.html

341 LINDO, E., «Fue un espejismo», *in elpais.com*, 22 juillet 2012. URL: http://elpais.com/elpais/2012/07/20/opinion/1342801675_052335.html

d'adhésion des individus et groupes minoritaires à l'idéologie hégémonique. Les bouleversements auxquels nos sociétés ont été soumises entraînent une série de changements dans la relation que les groupes ou les individus entretiennent avec leur environnement. L'omniprésence médiatique et la magie (trompeuse) de la télévision produisent l'illusion de l'effacement des frontières. La mondialisation, qui se traduit à la fois par une multiplication et une diversification des flux, matériels comme immatériels, montre ses limites lorsqu'il s'agit de la libre circulation des personnes au-delà des frontières nationales. Mais, nous dit-on, les nouvelles technologies sont là pour redéfinir la notion d'espace:

Aujourd'hui, la globalisation du monde a pris un nouveau tournant avec la popularisation des nouvelles technologies, particulièrement en matière d'information et de communication. La circulation n'est plus seulement physique mais virtuelle [...] ³⁴².

Mais, l'hétérogénéité de la société espagnole nous autorise-t-elle à parler de société plurielle? Peut-on, malgré la multiplicité de l'offre médiatique, se dire que tous les individus ou collectifs de citoyens se reconnaissent à un moment donné, lorsque l'écran prétend brosser un portrait collectif? Et, le cas échéant, la création de chaînes spécifiques par des collectifs minoritaires vient-elle combler de façon satisfaisante le vide que les autres télévisions (y compris les publiques) avaient laissé? Nous répondons par la négation aux trois questions précédentes. Nous parcourons les contenus que propose la chaîne de télévision *ParaInmigrantes.tv*, diffusée via Internet ³⁴³, afin d'illustrer nos propos sur cette question du besoin des

342 «Se présenter autrement. Les médias des minorités ethniques, entre hégémonie et résistances», titre du Colloque international organisé par MINORITYMEDIA et le laboratoire MIGRINTER, en mars 2010. MINORITYMEDIA est une équipe européenne d'excellence, financée par la Commission Européenne et accueillie à l'université de Poitiers.

343 Cette analyse ne se veut pas exhaustive et, nous en sommes conscients, ce seul exemple ne permet pas la généralisation. Nous le citons comme cas représentatif de ce type d'initiatives, qui illustrent la recherche d'une voie alternative pour permettre aux immigrants l'accès à l'espace médiatique.

immigrants de trouver des voies alternatives pour pallier l'infra-représentation du collectif dans les media dominants et majoritaires en Espagne.

Nombreuses sont aujourd'hui les études qui se sont intéressées au phénomène médiatique mais il est rare qu'elles analysent autre chose que les media dominants. À leurs côtés, prend-on parfois la peine de préciser, «coexistent une multitude de media des minorités ethniques, créés par et pour les personnes en situation de «minorisation» ethnique»³⁴⁴. Nous serions tentée de nuancer qu'ils se situent dans un univers parallèle qui ne semble pas être appelé à rejoindre le canon grand public. Dans quelle mesure une initiative comme *ParaInmigrantes.tv*³⁴⁵ peut-elle contribuer à la redéfinition des identifications et, comme objectif ultime, à l'abolition des limites entre ce qui est majoritaire et ce qui est minoritaire (en tout cas en ce qui concerne les centres d'intérêt que l'on suppose être ceux de chaque groupe ethnique).

La question la plus importante, nous semble-t-il, au-delà de la qualité des contenus des chaînes des minorités ethniques et de la difficulté d'en juger, étant donné la spécificité de leur offre, est de savoir en quelle mesure elles constituent des réceptacles ou bien des producteurs identitaires. On a parfois souligné le rôle des meilleures d'entre elles dans la promotion et le soutien de la démocratie et de la participation citoyenne. Les professionnels qui par leur travail construisent le contenu de ces chaînes accèdent à travers elles au champ journalistique, apportent leur

344 MINORITYMEDIA, *ibid.*

345 URL: <http://www.parainmigrantes.tv/>

Nous avons choisi cet exemple dans un éventail restreint qui témoigne de la difficulté que rencontrent ces projets pour se frayer un chemin pour proposer des contenus qui intéressent leur public et pour perdurer. Si Internet offre des nouvelles possibilités il ne faut pas tomber dans l'illusion du «tout est possible», ni oublier que l'accès au TIC est loin d'être généralisé.

contribution et apparaissent d'une certaine façon dans l'espace public qui leur était interdit. Mais, outre le problème de la généralisation de l'accès à Internet, le cyberspace ayant ouvert ses portes à ce type d'initiatives, nous craignons deux conséquences qui auraient l'effet d'accentuer le hiatus qui sépare les citoyens les uns des autres. La première en est l'atomisation des supposés centres d'intérêt en fonction de l'appartenance à un collectif, avec le danger de renforcement du repli communautaire. La seconde, découlant de la précédente, serait l'abolition du concept même d'espace public.

Parainmigrantes.tv constitue un exemple de télévision via Internet qui nous paraît paradigmatique du rôle de ce type d'initiatives dans le processus d'intensification du sentiment d'appartenance des immigrés installés en Espagne. Cette télévision propose des services éminemment utiles pour le public visé. Mais une forme de communautarisme se dégage de cette conception de la télévision, qui commence avec l'idée même d'en proposer une «para inmigrantes». Des réflexes d'unification identitaire transnationale, dont une des manifestations les plus déplorables sont les bandes latines formées en Espagne, peuvent être encouragés par ces «ghettos écraniques». Avec son contenu éminemment axé sur la condition du migrant et dominé par des informations pratiques, *Parainmigrantes.tv* s'adresse aux immigrés faisant abstraction de l'universalité de l'être humain, capable de manifester des centres d'intérêt communs quelle que soit son origine ou son appartenance ethnique et leur situation administrative.

Depuis la page d'accueil que cette télévision propose sur son site Internet, nous accédons à une série de rubriques qui ne sont en réalité qu'une compilation de conseils pratiques, débités par un locuteur devant une caméra fixe et portant sur les démarches administratives qui ont trait à l'installation des nouveaux arrivants et de leurs familles: «Qué hacer si te deniegan la nacionalidad española», «Solicitud de Arraigo Social sin contrato de trabajo pero con dinero en el banco», «¿Se puede solicitar la nacionalidad española desde fuera de España?», «¿Será modificado el Arraigo Social?», etc. Près de quatre cents vidéos se succèdent ainsi sans même insinuer une vision plus riche et complexe des immigrants, participant en quelque

sorte à la construction d'une vision réductrice, d'autant plus affligeante qu'elle se veut au service de ce collectif qui est, lui-même, à l'initiative du projet.

Cet effet non désiré (mais, à notre sens, non moins nuisible pour la construction d'une société plurielle) de ces stratégies de représentation et de mise en visibilité, rejoint l'exclusion dont l'immigré fait l'objet dans les chaînes de télévision publiques espagnoles, pour mettre en évidence un dysfonctionnement dans le processus d'intégration et d'accès à la citoyenneté. Absents des chaînes dites «classiques», les immigrés en Espagne peinent à s'inscrire dans le paysage médiatique espagnol, avec ce qui fait leur différence mais non seulement en fonction de cela, y compris dans l'espace mondialisé du Net. L'invisibilité des immigrés dans les chaînes de télévision à grand public et le réductionnisme qui s'empare des initiatives visant spécifiquement les migrants sont les deux faces d'un même problème, celui de la représentation des immigrés à travers l'écran et, plus généralement, de la représentation de l'autre et de l'idée même d'altérité.

Des avis plus optimistes prêtent un potentiel bénéfique à ces télévisions des minorités ethniques. Perspective certes alléchante mais qui, à notre connaissance, manque à ce jour d'une réalisation pratique dont la diffusion soit assez importante pour considérer qu'elle a des chances d'influencer l'opinion publique espagnole.

Les médias des minorités ethniques **peuvent** tout d'abord contribuer à porter un débat sur la scène publique. Ils **peuvent** constituer une arène où des groupes sociaux dominés identifient leurs problèmes, expriment leurs revendications et formalisent leurs intérêts sur la scène publique. En somme, ces médias participent à transformer des préoccupations particulières en problèmes publics, à les inscrire à l'agenda politique et à obtenir des réponses en termes de politique publique. Ensuite, les médias des minorités ethniques **peuvent** promouvoir des activités qui débordent la seule activité

La professeure Isabelle Rigoni, qui partage par ailleurs ce point de vue emplie d'espoir au sujet des télévisions des minorités ethniques³⁴⁷, émet un avis nuancé, lorsqu'elle parle des rapports post-coloniaux qui transparaissent à travers l'écran. Elle explique que ces résurgences et l'affirmation des cultures minoritaires sont des produits de la migration mondialisée, ce qui la conduit à s'interroger sur l'influence de ces télévisions: «[...] si les médias influencent la construction des identités, de quel type est l'influence des media des minorités?»³⁴⁸. Nous partageons son analyse lorsqu'elle constate que, par leur nombre relativement croissant, ces projets témoignent des failles des media généralistes et, par leur caractère confidentiel, du manque d'intérêt qu'on leur porte.

La relation conflictuelle qui existe entre les media généralistes et les minoritaires, nourrie d'indifférence d'une part et de ressentiments de l'autre, vient se

346 MINORITYMEDIA, *op. cit.* Les caractères gras sont de notre fait et ils veulent mettre en relief l'insistance sur la potentialité, mais aussi, nous l'interprétons ainsi, le constat du décalage entre ces nobles aspirations et les réalisations concrètes existantes à ce jour.

347 «Les médias des minorités ethniques réalisent un double travail: favoriser l'intégration de leurs audiences à la société dominante, que cette intégration soit civique, politique ou économique; et construire et homogénéiser la « communauté » dont ils dépendent. Les identités médiées sont en constante évolution et ces médias sont une caisse de résonance pour les luttes d'auto définition». Isabelle Rigoni, «Éditorial. Les médias des minorités ethniques. Représenter l'identité collective sur la scène publique», in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 26 - n°1|2010. URL: <http://remi.revues.org/5027>

Isabelle Rigoni a coordonné la recherche quadriennale de l'équipe MINORITYMEDIA entre 2006 et 2010, période pendant laquelle ces chercheurs s'intéressèrent aux media minoritaires de huit pays européens: Allemagne, Espagne, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Turquie. Voir: www.minoritymedia.eu

348 Isabelle Rigoni, *ibid.*

superposer à des blessures mal soignées, parfois très profondes lorsqu'elles concernent les Espagnols et les Sud-américains. La vision essentialiste, dans sa version soit raciste soit, tout au moins, paternaliste, qui a dominé le discours des media avant que la remise en question de l'idéologie coloniale ne se généralise, a marqué de son empreinte négative l'esprit collectif et elle a résisté, avant de renoncer à s'afficher ouvertement, dans les media modernes. Cependant, la reprise à leur compte d'une version actualisée de la perspective essentialiste par les media des minorités ethniques risque de produire un effet tout aussi négatif, sans nullement valoriser l'interculturalité.

II.3: La télé-vision

Cuanto más se acrecienta la interactividad global, más se impone la exigencia de una visión panóptica y totalitaria. A la famosa «burbuja virtual» de la economía del mercado único le sucede esta burbuja visual donde la amplificación de las apariencias desempeñará muy pronto el mismo papel multiplicador que el de la especulación financiera.

Paul Virilio, *Televigilancia global*

Les démocraties ultra libérales ont accompli la répartition démocratique de la fonction tyrannique. Grâce à l'intériorisation de la loi de marché, présentée aux citoyens, à grand renfort de battage médiatique, non pas comme un choix politique mais comme l'unique option que la raison puisse admettre, une vision du monde s'est imposée à toute autre et même à toute velléité de construction selon d'autres modèles. Certains résistent, il est vrai, à cette uniformisation que la mondialisation a répandue, mais ils doivent le faire, ces altermondialistes, sous des étiquettes qui cherchent à les stigmatiser, insistant, peut-être pour conjurer le danger, sur leur nature marginale. L'intériorisation de la norme s'allie au discrédit jeté sur toute instance tierce entre les individus et à la satisfaction des pulsions par la consommation, source et remède de toutes les envies et de toutes les frustrations. Comme nous le rappelle Jean-Jacques Delfour,³⁴⁹ l'idéal sadien de «l'être tyran» se propage massivement et la cité devient perverse³⁵⁰.

Une des caractéristiques de nos sociétés méta-postmodernes est l'actualisation de cette cité perverse par ce que nous appellerons ici l'effet panoptique inversé. Dans notre environnement dominé par la technologie les écrans se sont installés, ils se sont diversifiés et ils se sont rendus à la fois omniprésents et invisibles. Les téléviseurs ont fait leur apparition dans le peloton des esclaves mécaniques, censés rendre notre quotidien plus agréable nous délestant des corvées. Lorsqu'il s'est avéré que la dépendance de ces objets nous rendait prisonniers de la société de consommation et faisait de nous, hommes et femmes méta-postmodernes, un public favorablement prédisposé au discours prônant la bonté et la nécessité du système, il était déjà trop difficile de revenir en arrière et de renoncer à nos petites merveilles

349 DELFOUR, J-J., *Télé, bagnole et autres prothèses du sujet moderne. Essai sur la jouissance technologique*, Editions érès, 2011, Toulouse.

350 Delfour fait allusion au concept développé par Dany-Robert Dufour dans *La cité perverse: libéralisme et pornographie*, Denoël, Paris, 2009.

technologiques. Il était aussi trop douloureux d'admettre que nous avons été bernés; et, surtout, trop troublant de se dire que nous avons placé au centre de notre univers le plus privé un appareil capable d'inhiber la pensée dissidente tout en nous donnant l'illusion d'accroître notre connaissance du monde et, par conséquent, notre capacité à agir sur la réalité.

Le panoptique est un modèle architectural qui vit le jour à la fin du XVIII^e siècle grâce au philosophe anglais Samuel Bentham. Conçu pour être appliqué au monde carcéral, il consistait en une tour centrale occupée par un gardien et des cellules pour les prisonniers disposées tout autour. L'objectif était de générer chez les détenus, qui ne pouvaient jamais savoir s'ils étaient observés ou non, un sentiment d'«omniscience invisible». Tel que Michel Foucault l'a souligné, ce concept serait l'idéal abstrait d'une société disciplinaire³⁵¹. Dans la société moderne le pouvoir ne se présente plus au citoyen de manière ostensible (contrairement à ce qui se passe dans des sociétés au fonctionnement archaïque pratiquant des exécutions ou des châtiments publics). Voir sans être vu, le pouvoir est devenu invisible.

Mais un autre changement attendra la société méta-postmoderne pour faire son entrée qui modifiera encore plus radicalement les rapports entre l'individu et le pouvoir. C'est ce que nous considérons comme une actualisation du concept de la surveillance panoptique. Dans nos logements modernes (que nous serions bien tentée de comparer aux cellules d'une prison, toutes distances gardées), plus de tour de contrôle, mais un écran que nous achetons nous-mêmes et que nous prenons soin de placer au centre de notre univers domestique. Mais, objectera-t-on, plus de vision omnisciente émanant de cet écran, si tant est que nous souhaitons le comparer à ce gardien chargé de la surveillance des détenus. Point d'invisibilité non

351 FOUCAULT, M., *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 1975.

plus pour cet appareil que rien ne cache³⁵². En effet, une inversion du regard s'est opérée dans cette transposition du modèle panoptique de l'univers carcéral à la société toute entière. Ce sont maintenant les individus qui regardent. Comme le geôlier, le spectateur croît exercer une forme d'autorité à travers son regard. Mais l'objet qui en est désormais la cible, c'est-à-dire l'écran, cherche à capter le regard, il encourage à continuer de regarder, il multiplie ses efforts pour donner, encore et toujours, quelque chose à voir.

L'individu méta-postmoderne est celui qui voit, qui voit tout, qui voit loin. La télévision rend cela possible.

Que signifie, pour l'histoire de la vision à distance, le fait que la longue-vue soit associée, dès le départ, à des engins de guerre? Que signifie, pour les technologies de distance, cette origine commune avec des technologies de mort? S'il y a une telle continuité de fait entre tuer et voir de loin, peut-on déterminer un lien d'essence qui nous dirait la signification civilisationnelle de la télé-vision?³⁵³.

La télé-vision est une faculté dont l'être humain rêvait depuis longtemps et que la technologie lui a offerte. Mais cette fenêtre magique qui nous rapproche le monde n'en est pas une. La télévision parvient à s'effacer, à se rendre invisible, à nous faire oublier que ce qu'elle donne à voir ce n'est pas le monde mais la représentation qui en est faite. Et c'est par ce formidable tour de force qu'elle crée une réalité symbolique tout en déclinant la responsabilité sur les effets de l'interaction entre cette dernière et la réalité objective.

352 Les armoires destinées à contenir les anciens téléviseurs, volumineux et pas franchement esthétiques, visaient autant à protéger la précieuse acquisition qu'à mettre en valeur ce symbole de l'accession de la famille à la modernité. Les écrans modernes, exhibent volontiers leurs lignes et leurs surfaces lisses, rendant ces meubles définitivement obsolètes.

353 DELFOUR, J-J., *op. cit.*, p. 17.
296 / 596

II.3.1. «No los representan»

Il n'est guère possible, dans l'industrie qui se cache derrière l'écran de chaque téléviseur, d'attribuer à quelqu'un, à un auteur, la responsabilité de ce qui est dit, de ce qui est montré et de la façon dont les choses sont dites ou montrées. À la guerre, depuis l'invention des armes capables de tuer à distance et de manière parfaitement anonyme, la responsabilité se dilue, ce qui a pour effet la difficulté à trouver des personnes capables d'assumer des mises à mort dont les effets, eux, sont bien réels. L'accomplissement de la tâche reposant essentiellement sur des machines, la responsabilité individuelle s'efface. Nous citons à nouveau Jean-Jacques Delfour qui dit:

Là où je vois je ne suis pas. Donc là où je suis, je ne vois pas. [...] S'il est vrai que la télé-vision abolit la distance visuelle en me rapprochant du lieu du crime, loin de me rendre indifférent, le spectacle de la mort violente des soldats devrait me terrifier. [...] Il n'en est rien. Que ressentons-nous en effet face à la vision d'images de guerre réelle? Qu'éprouvons-nous devant les séquences filmées dans les champs de bataille contemporains? Face aux hommes à l'agonie, [...] tout se passe comme si se poser réellement cette question à soi-même n'était jamais prévu dans le programme télévisuel. Comme si l'expérience télévisuelle était d'emblée a-morale, dénuée de compassion, sauf celle prévue et mise en scène, préparée par le dispositif télévisuel. L'image réelle et télé-visuelle, telle qu'elle semble coïncider avec l'événement effroyable de la mort, rapproche (de manière cognitive) et en éloigne (affectivement)³⁵⁴.

Il en est, en quelque sorte, de même avec la télévision, dont la violence est de nature éthique: elle convertit l'autre en objet qui, placé face à moi, de l'autre côté d'un champ scopique asymétrique, se voit ôter son intimité et dépouiller de ses traits distinctifs au profit d'un portrait volontairement arrangé, dont la puissance rend inégal tout combat pour le rétablissement de la vérité et son triomphe sur le stéréotype. Dans un contexte d'opulence informative, certaines informations parviennent à attirer l'attention des caméras de façon intense mais éphémère, juste avant de replonger leurs protagonistes dans l'oubli. Lorsque ce phénomène concerne

354 DELFOUR, J-J., *op. cit.*, p. 25.

des collectifs en situation de fragilité sociale, cette assimilation de la personne et de sa situation vitale à une sorte de matériel dont on pourrait se débarrasser après usage aura des conséquences néfastes.

L'immigration, dans un premier temps, a fait les frais de la curiosité des caméras, qui y trouvaient le plus souvent un levier pour susciter l'émotion capable de garantir l'attention du public. Cette époque où les immigrés apparaissaient à l'écran associés la plupart du temps à la précarité et/ou à la délinquance n'est peut-être pas complètement révolue, mais elle a fait l'objet de nombreuses critiques et nous ne ressentons pas le besoin d'insister sur les effets néfastes de ces pratiques que peu de professionnels renouvellent aujourd'hui dans la télévision publique espagnole. Mais la nature même de ce qui est devenu l'audiovisuel, ce à quoi malheureusement le secteur public n'échappe pas, exige, pour sa «spectacularisation» du monde, de la matière à spectacle, de quoi maintenir le public dans cet état d'hyper émotion qui le coupe des sentiments induits par la réalité objective et, surtout, qui le détourne de la réflexion.

Les images saisissent, la vision de la détresse des autres êtres humains émeut. Choquer, impacter, hébéter, méduser: tel est l'objectif de ce flux continu d'images que l'écran de télévision déverse aux pieds de spectateurs toujours imperturbables et que l'accoutumance à cette technique rend insensible au rapport entre les images et leur corrélat dans la réalité. L'overdose d'images, leur juxtaposition arbitraire et l'absence d'un temps consacré à la réflexion et à l'analyse, que les besoins de la programmation et le cours des actualités oblitèrent, a pour effet une saturation chez les téléspectateurs. La surexposition médiatique, dans des conditions qui sont celles de la télévision, est une autre forme de rendre invisible un sujet. L'immigration dans la société espagnole est un exemple paradigmatique de ce phénomène, selon lequel caméras et écrans parviennent à occulter ce qui existe bel et bien dans la réalité.

II.3.1.1. Le pouvoir invisible

Pierre Bourdieu met en garde contre la télévision expliquant que la subordination de toute considération artistique ou éthique à la quête du taux d'audience impose un mode de création et de diffusion de l'information³⁵⁵. La puissance de son emprise est telle que la télévision menace toutes les sphères de la production artistique et culturelle. C'est ainsi, expose le sociologue, que ce qui peut être un instrument de la démocratie directe devient instrument d'oppression symbolique. Néanmoins, Bourdieu explique face à la caméra³⁵⁶ que les interventions d'hommes politiques, philosophes, sociologues, idéologues et autres intellectuels à la télévision peuvent avoir l'effet positif de la diffusion de leurs idées et de l'échange intellectuel enrichissant et partagé par le plus grand nombre. Cependant, précise-t-il, ces apparitions à l'écran doivent respecter certaines conditions, parmi lesquelles un temps de parole illimité, l'absence d'un sujet imposé et d'interventions visant à réguler le discours. Chez les intervenants qui acceptent de participer à des émissions télévisées où ces conditions ne sont pas respectées, dit Bourdieu, le désir qu'ils éprouvent d'être vus prime sur la volonté d'exposer leurs idées et d'en débattre.

Pierre Bourdieu accepte d'apparaître à l'écran (dans des conditions bien particulières qui donnent lieu à des émissions suffisamment rares et marginales dans le panorama audiovisuel pour être citées), mais il n'en critique pas moins les effets. Le plus négatif en serait une forme de censure invisible qui façonne les contenus et qui limite l'autonomie de ceux qui cèdent aux sirènes médiatiques et à leur promesse d'accès au grand public. D'autres penseurs remarquables évitent soigneusement les

355 BOURDIEU, P., *Sur la télévision*, Liber-Raisons d'agir, Paris, 1996.

356 *Sur la télévision* est la retranscription de deux émissions télévisées de Gilles l'Hôte (*Sur la télévision et Champ journalistique*), réalisées et diffusées en 1996 dans le cadre d'une série de cours du Collège de France.

interventions sur le petit écran préférant, comme Noam Chomsky, endurer les critiques qui pointent leur sectarisme élitiste et réitérant à chaque invitation leur refus de participer à la mascarade télévisuelle. Bourdieu analysait déjà la prépondérance dans les écrans des faits omnibus et sans enjeux. Les faits divers occupent l'antenne un temps trop important, alors que celui-ci est rare et précieux, pour que cela ne soit pas le fruit d'une volonté bien précise. La technique qui consiste à remplir le temps d'antenne avec du vide permet d'en écarter les informations dont le citoyen aurait besoin pour sa construction personnelle et pour parvenir à une meilleure compréhension de la réalité environnante³⁵⁷. La télévision a le pouvoir de cacher en montrant, lorsqu'elle choisit de mettre en avant autre chose que ce qu'il faudrait donner à voir pour informer de la réalité.

Lorsque Chomsky s'empare de ces arguments, la critique de la capacité de manipulation dont font preuve les media en général et la télévision et particulier devient plus féroce. Avec Edward Herman, il soutient que, dans le contexte états-unien, les principaux media participent au maintien de l'ordre établi. Ils affirment que ces puissantes corporations, par leur capacité à maintenir le débat public dans un cadre idéologique dont les présupposés échappent à toute remise en question, garantissent au pouvoir en place l'assentiment ou l'adhésion des gouvernés³⁵⁸. Ce modèle a été contesté pour son aspect trop statique: on lui reproche de ne pas tenir compte du libre arbitre et des capacités intellectuelles du public. Nous le reprenons ici car, appliqué au sujet qui est le nôtre, il contribue à expliquer le manque d'intérêt dont font preuve les chaînes de télévision publiques en Espagne au sujet des immigrés. Ces derniers attirent les objectifs des caméras lorsqu'ils deviennent

357 Les sondages confirment que la crise a davantage creusé le fossé existant entre la télévision et les autres sources d'information. Une grande partie de la population se contente des éléments que lui fournit l'écran du téléviseur pour l'appréhension de la réalité.

358 CHOMSKY, N. et HERMAN, E., *La fabrication du consentement. De la propagande en démocratie*, Agone, coll: Contre-feux, Paris, 2008.
300 / 596

protagonistes, malgré eux, d'un fait «télégénique»: arrestation de sans-papiers, démantèlement d'un réseaux mafieux ou de prostitution, manifestations en faveur ou contre l'arrivée d'étrangers sur le territoire national, etc. Ainsi provisoirement promu à la catégorie de «matériel» susceptible de faire la une, de capter l'attention du public, les étrangers sortent ponctuellement l'oubli, statut qui semble, le reste du temps, le mieux convenir à leur condition. Toutes les précautions devront être prises, néanmoins, pour que cette présence médiatique ne dépasse pas une durée et une intensité jamais inscrites dans aucune charte, mais pour autant bien présente à l'esprit des responsables de la programmation.

Les chaînes de télévision publiques, quand bien même elles tenteraient de défendre leur rôle de service public, ne présentent pas dans le fond des particularités capables de les différencier de leurs concurrentes privées. En effet, malgré une volonté affichée de proposer des émissions sur des sujets concernant les minorités, l'uniformisation de l'information et le ton léger et manquant de profondeur qui est de mise contredisent les déclarations de principe, qui se révèlent des vœux pieux ou simplement des mensonges. Toutes les thématiques, passées par le filtre de la télévision, présentent des ressemblances dues, d'un côté, aux contraintes que la logique de la concurrence et de l'audimat imposent et, d'un autre côté, au mouvement circulaire de l'information. Les professionnels des media se doivent de traiter les sujets dits d'actualité. Ces derniers ne sont en réalité qu'une sélection parmi d'autres sujets qui, n'ayant pas attiré le regard des caméras, demeureront dans l'ombre. Et, si chaque professionnel de la télévision choisit de s'intéresser aux sujets jugés intéressants par d'autres confrères, qui se place au bout de cette chaîne? A qui revient la responsabilité du choix initial?

En 1928, un neveu de Sigmund Freud, l'Américain Edward Bernays, écrit *Propaganda*³⁵⁹, un livre que Chomsky qualifie de «manuel classique de l'industrie des
359 BERNAYS, E., *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Editions La Découverte, Paris, 2008.

relations publiques». L'auteur y expose avec cynisme les règles d'or de la manipulation mental des masses, ou, pour reprendre ses propres termes, de la «fabrique du consentement». Dans sa préface, Normand Baillargeon explique, se référant à la société nord-américaine, que la démocratie moderne implique une nouvelle forme de gouvernement. Il s'agit d'un gouvernement invisible dont le citoyen ignore tout, mais capable de manipuler ses opinions et ses habitudes. Et la propagande serait l'instrument choisi pour l'exercice de cette forme de violence³⁶⁰. Ce système aurait la capacité de s'assurer la coopération du plus grand nombre, condition *sine qua non* du vivre ensemble et du maintien de l'ordre établi.

Nous ne contestons pas la justesse de cette analyse de la société états-unienne. La manipulation de l'opinion publique est pour nous une réalité et le fruit d'une volonté. Cependant, l'étude du traitement de l'immigration à la télévision publique espagnole nous conduit à formuler une hypothèse qui diffère des positionnements qui étaient ceux de Chomsky ou de Baillargeon. Après le séisme de la crise financière de 2008, les pourfendeurs du clivage idéologique trouvèrent la voie libre pour claironner, une fois de plus, la mort des idéologies. Nombreuses ont été depuis les mesures adoptées en Espagne qui vont à l'encontre des services publics et d'un modèle visant à l'intégration des étrangers. Mais elles ne sont pas le fait d'un groupuscule, comme le disait Bernays de la société américaine des années 20³⁶¹.

360 Noam Chomsky dit: «La propagande est à la démocratie ce que la violence est à un Etat totalitaire».

361 La liste qu'il dresse de ces dirigeants faisant partie de ce gouvernement invisible révèle déjà l'impossibilité de la transposition à la société espagnole méta-postmoderne: les responsables de centaines de quotidiens et de magazines de renom, les cinquante écrivains les plus lus, les vingt producteurs de théâtre et de cinéma les plus connus, les présidents de nos universités et de nos facultés, ainsi que les plus éminents représentants de leur corps d'enseignement, etc.

La crise économique a des effets bien concrets sur les conditions de vie des Espagnols et de tous ceux qui partagent leur lieu de résidence. Mais, de surcroît, elle a été utilisée comme un prétexte qui justifie des mesures impopulaires, les exonérant de toute charge idéologique. Les politiciens espagnols, à l'instar de bon nombre de leurs homologues européens, se sont délestés de la responsabilité qu'implique la défense d'une certaine idéologie et du modèle de société qui en découle. Loin de ce pouvoir fort qui cache l'identité de ses détenteurs, nous sommes face à une politique qui a honte de dire son nom et qui se voit réduite à l'obéissance aux dictats supranationaux dont l'objectif principal est la protection du système financier et non pas le bien-être des citoyens, ou encore moins des utopies humanistes comme l'intégration des étrangers. Ces deniers, par la fragilité sociale que la condition de migrants leur réserve souvent à leur arrivée en Espagne, peuvent être instrumentalisés, devenant l'épouvantail que les politiques agitent. Les images négatives véhiculées par les media ont déjà prouvé leur efficacité, excitant les préjugés racistes et xénophobes et aiguisant la méfiance vis-à-vis de l'Autre. La télévision a pu servir à manipuler l'opinion et à l'orienter vers la xénophobie.

Nous avons choisi d'analyser un document qui nous semble être un bon exemple dans la catégorie des messages télévisuels hautement nuisibles. Il s'agit d'un reportage diffusé dans le cadre de *España Directo*, une émission de *La 1* de TVE qui prétend rendre compte de la réalité espagnole sur un ton léger. Certaines de ces vidéos ne dissimulent pas le recours à l'émotion («La Navidad es tiempo de reencuentros», «Percebeiros, una profesión de riesgo», «La Casa Real se acerca a los más peques», etc.), alors que d'autres témoignent d'une façon bien particulière de concevoir la solidarité («Patinaje solidario por los sintecho», «Albañiles de Sagunto, desnudos por una buena causa», «Jelly Jamm con los más necesitados», «Esta Navidad regala médula», etc.).

Cependant, avant que cette légèreté ne devienne insoutenable, nous rappellerons le jugement que les responsables de l'émission portent sur leur propre travail: «Estamos allí donde surge la noticia. Somos el punto de referencia para todas aquellas cuestiones que afectan a la gente»³⁶². Un but aussi élevé ne permet pas

362 URL: <http://www.rtve.es/television/espana-directo/>

d'ignorer les sujets moins amènes pouvant intéresser les citoyens espagnols. Ainsi, *España Directo* propose des reportages «engagés», dont nous tirons les exemples qui suivent, répertoriés sur le site web de l'émission dans la rubrique «Usted denuncia»³⁶³: «Estafados y sin los muebles que compraron» («Pintadas de estafa cubren el escaparate de esta tienda de muebles en Vallecas. El jueves echó el cierre, quedándose con el dinero de cientos de personas. Denuncia en mano nos cuentan a *España Directo* su caso. Los afectados han tratado una y otra vez de contactar con los propietarios pero sin éxito»), «Polémica en un colegio con una niña transexual» («En este colegio de Málaga estudia una niña transexual. Tiene 7 años, nació con genitales masculinos pero se siente una niña. Su familia pide que le permitan ir a clase con uniforme de falda, usar los servicios de chicas y que la llamen por su nombre en femenino»), «Intercambiar por error a dos bebés en Málaga» («En el Hospital Materno Infantil de Málaga se produjo hace pocos días un grave error: el intercambio de dos recién nacidos. Tras el susto de los padres, el caso se resolvió el mismo día») ou encore «Jorge perdió la vida por un barrote roto» («Un barrote roto se convirtió en una trampa mortal para Jorge, un niño de 22 meses. El pequeño se precipitó al vacío cuando iba al médico con sus padres. Una tragedia que por ahora no tiene responsables. Sus padres siguen pidiendo justicia»).

Mais toutes ces critiques deviennent inopérantes lorsqu'il s'agit de commenter le reportage «Tensión en la pista», auquel nous avons accès sur Tu.tv³⁶⁴ (un serveur qui permet aux internautes de visionner et de partager des vidéos) mais qui ne figure pas dans les archives que l'émission met à disposition des usagers sur Internet. «Carreras de coches, coches por encima de las aceras, ruidos, suciedad... Todo esto

363 Les titres et les commentaires sont ceux qui accompagnent chaque reportage sur le site officiel de l'émission. URL: <http://www.rtve.es/television/espana-directo/denuncia/>

364 Tu.tv, «Comportamiento de los inmigrantes sudamericanos en España». URL: <http://tu.tv/videos/comportamiento-de-los-inmigrantes-sudame>

es lo que ven los vecinos de la calle Bombero Duarte de Valencia, noche y día, cuando se asoman a sus ventanas». Ce sont les premiers mots prononcés par la voix off, juste après l'introduction de la présentatrice de l'émission qui, d'un air contrit, commence le portrait à charge de ces groupes immigrés «capaces de invadir las áreas deportivas y mucho más...». Ce qui suivra, en parfaite harmonie avec ces paroles et avec les images de saleté et de désolation dans le quartier en question, est bien plus qu'un procès d'intentions. Il s'agit d'un exemple de ce que le journalisme peut faire de plus nuisible pour la construction de l'interculturalité dans la société espagnole et nous déplorons, encore plus que son existence, le fait que ce soit la télévision publique qui se charge de sa diffusion.

Des immigrés d'origine sud-américaine au comportement condamnable deviennent, par le truchement d'une simplification grossière mais néanmoins efficace, les représentants des Latino-américains résidant en Espagne. Outre le caractère clairement discriminatoire de ce reportage, que les premières phrases suffisent à prouver, une manifestation de la xénophobie bien particulière nous semble émaner de la façon dont les Sud-américains y sont isolés du reste des immigrés. Les propos que nous transcrivons littéralement sont ceux que les Espagnols qui habitent le quartier sus-cité emploient pour parler de leurs voisins et de leur comportement: «estamos hartos, porque en cualquier sitio se ponen a mear, les da igual los niños, las mujeres, quien sea»; «se ponen de borrachera, dan las seis, las siete, las ocho de la mañana y están ahí, tirando botellas»; «allí, entre los coches se cagan: el otro día había una mujer con las bragas bajadas y la falda bajada, cagando al lado de mi coche. Y se subió la falda y las bragas, se limpió y se piró andando».

A entendre une telle description, on pourrait imaginer que c'est avec des bêtes et non pas avec des êtres humains que ces Espagnols sont contraints de cohabiter. Les images confirment qu'il s'agit bel et bien de personnes, que l'on voit en train d'uriner sur la voie publique, de boire et d'écouter de la musique sud-américaine à volume élevé, dans un espace jonché d'ordures et de bouteilles vides dont les autres voisins se tiennent prudemment à l'écart. Et la voix off de conclure: «Los vecinos no se atreven a salir de sus casas. Atrás ha quedado el barrio tranquilo y pacífico de

antaño». Rigueur journalistique oblige, l'équipe de *España Directo* vérifie l'exactitude des témoignages recueillis: «Son las siete de la tarde y, poco a poco, el descampado se ha ido llenando de vehículos. El conglomerado de masa y alcohol es toda una realidad. Comprobamos todos y cada uno de los problemas padecidos por los vecinos». En quatre minutes, ce reportage réussit l'exploit de dresser une liste difficilement perfectible de préjugés et d'ignorer les principes les plus élémentaires de la déontologie. Mais, quelle est la raison de cet acharnement sur les immigrés d'origine sud-américaine? Pourquoi prendre pour cible ceux que les sondages montrent comme étant les préférés des Espagnols? Dans quel but essaie-t-on de stigmatiser ceux que les études présentent comme les plus aptes à l'intégration en raison de la proximité culturelle? Une phrase d'apparence banale, prononcée par la voix off en plein milieu du reportage contient, à notre avis, la réponse: «Atrás ha quedado el barrio tranquilo y pacífico de antaño».

Les commentaires qui accompagnent cette vidéo postée par les internautes nous permettent de la dater. Elle aurait été diffusée en 2009, c'est-à-dire dans la première année où la société espagnole commençait à sentir les effets de la crise et craignait qu'elle ne soit plus sévère et plus longue que les responsables politiques ne voulaient l'avouer. La bulle venait d'exploser que déjà on se laissait gagner par la nostalgie du passé. Seulement un an auparavant, l'Espagne était encore lancée dans une fuite en avant, bâtissant des cités futuristes et des projets d'avenir qui ne reposaient que sur l'économie virtuelle.

Mais, en 2009, le besoin se fait sentir de contenir l'hémorragie, de surveiller les constantes vitales de ce corps malade donnant des signes alarmants d'épuisement. Halte aux dépenses inutiles, disent les élus, avec leur politique de restrictions budgétaires. L'Espagne, ou ce qu'il en reste, aux Espagnols. Ce n'est plus le moment de faire du social: les étrangers devront chercher leur El Dorado ailleurs. Y compris ceux qui arrivèrent en premier, ceux qui constituent le collectif de migrants le plus important, ceux qui ont le plus de chances de s'intégrer. En montrant du doigt les Sud-américains, ce reportage cherche à miner l'image des immigrés en général, à diffuser l'idée que ce sont eux la cause des problèmes et que la langue commune ne

servira pas à cacher leur incapacité à s'intégrer. Les Espagnols qui regardent cette émission sur la télévision publique n'ont pas à culpabiliser. Rien de plus normal que le sentiment de rejet que produisent chez eux ces individus au comportement quasi bestial. Qui a parlé de racisme?

Il faut dire que, dans l'histoire récente, les exemples aussi flagrants d'utilisation sciemment perverse de la télévision publique espagnole se font de plus en plus rares, ne serait-ce que par l'existence de chartes visant à l'élimination de ces pratiques et par la vigilance des associations de lutte contre les discriminations. Un autre discours subsiste, consistant à rassembler les immigrés avec d'autres collectifs en situation de précarité sous l'étiquette d'hyper-consommateurs des services sociaux, qui continue d'être utilisé pas les media, dans le but de prédisposer l'opinion publique à l'acceptation de mesures réduisant la couverture sociale. Le vrai objectif de ce pouvoir invisible, qui s'exerce volontiers à travers la télévision, repose sur des intérêts économiques et il consiste à maintenir le peuple dans la passivité. La manipulation de l'opinion passe par l'émotion et par le spectacle. La télévision peut aussi bien inhiber les sentiments de solidarité à l'encontre de ces étrangers ingrats qui refusent de s'adapter (le reportage de *España Directo* en est un exemple d'anthologie) que de susciter la commisération (but de *Entre todos*, dont il a été question précédemment).

Mais seule une certaine catégorie de personnes est digne des élans de solidarité dont les téléspectateurs émus peuvent faire preuve: ceux qui connaissent la souffrance par des causes indépendantes de leur volonté (les associations qui défendent les droits des mineurs et celles qui militent pour ceux des personnes handicapées se sont insurgées contre l'utilisation larmoyante qui est faite de l'image

des premiers comme des seconds³⁶⁵).

Les autres, et parmi eux ces immigrés aussi problématiques qui rendent la vie impossible à l'honnête citoyen, ne la méritent pas. La différence entre la protection sociale que pourvoit un système par répartition et la charité est précisément que, dans le premier cas, on évite les jugements moraux de ceux qui ont besoin d'aide. La concordance entre la tendance à la charité de la télévision publique espagnole et de la politique du gouvernement, qui est au désengagement vis-à-vis du citoyen, est troublante. Contenir la colère sociale, voire même obtenir l'adhésion des Espagnols n'est pas une mince affaire alors que l'économie du pays va à vau-l'eau et que les scandales ne cessent d'éclater qui en finissent avec la crédibilité des responsables politiques. Il est urgent d'anesthésier les consciences. Et pour cela, avec sa capacité hypnotique, la télévision devient un outil d'une efficacité redoutable.

II.3.1.2. L'invisibilité des immigrés

A propos de la construction de l'opinion publique, Bernays disait, conscient de l'influence du «gouvernement invisible»:

365 «La federación de discapacitados criticó el programa por ser "hiriente y lesivo" [...] No sólo los discapacitados tienen gran presencia en "Entre todos". También los niños son protagonistas -directos o indirectos- de las historias que nutren el programa. En estos casos se pixelan los rostros de los menores. Sus imágenes acompañan los reportajes sobre las personas que solicitan ayuda a los telespectadores. [...] De hecho, los profesionales de los servicios sociales han denunciado el abuso en la instrumentalización de los menores "con el recurso fácil de la lástima"». In GÓMEZ, R., G., «Echenique afirma que los ataques a "Entre todos" carecen de fundamento», in *elpais.com*, 26 novembre 2013. URL:

http://cultura.elpais.com/cultura/2013/11/26/television/1385497312_655242.html

Théoriquement, chacun se fait son opinion sur les questions publiques et sur celles qui concernent la vie privée. Dans la pratique, si tous les citoyens devaient étudier par eux-mêmes l'ensemble d'informations abstraites d'ordre économique, politique et moral en jeu dans le moindre sujet, ils se rendraient vite compte qu'il leur est impossible d'arriver à quelque conclusion que ce soit. Nous avons donc volontairement accepté de laisser à un gouvernement invisible le soin de passer les informations au crible pour mettre en lumière le problème principal, afin de ramener le choix à des proportions réalistes³⁶⁶.

Nous partageons le diagnostic du neveu américain de Freud, mais seulement en ce qui concerne les effets, et non pas les causes. La télévision opère bel et bien une sélection qui façonne la perception de la réalité. Néanmoins, si elle parvient à influencer la pensée, elle ne peut pas prétendre, pas plus que n'importe quel autre media dans une société démocratique, imposer au téléspectateur ce qu'il doit dire ou encore penser. Ce type de fonctionnement coercitif, propre aux systèmes autoritaires, susciterait, nous osons le supposer, une réaction de révolte des masses ainsi privées d'un droit que la constitution leur reconnaît et que personne ne veut voir remis en question. La technique est autrement plus subtile, car les media décident, montrant certaines choses et en cachant d'autres, des sujets qui vont occuper notre esprit, et, par ce truchement, le contenu de nos conversations. Le journaliste espagnol Pascual Serrano met en relation la disparition des lieux de débat public et le transfert du pouvoir social. Ce dernier, anciennement exercé par le citoyen lui-même prenant en charge le devoir de se tenir informé³⁶⁷, est désormais le monopole des media. Des media sourds, explique Serrano, face à des citoyens muets³⁶⁸.

366 BERNAYS, E., *op. cit.* p. 32.

367 Les media alternatifs et les forums qui utilisent Internet constituent peut-être une tentative de récupération de ce pouvoir par les citoyens, dans une actualisation de ces agoras qui hébergeaient une construction de l'opinion fondée sur l'échange d'idées et sur la réflexion commune.

368 SERRANO, P., *Desinformación. Cómo los medios ocultan el mundo*. Península, Barcelone, 2009. 309 / 596

La tension sociale grandit en Espagne. Les mesures adoptées par le gouvernement en réponse à la situation de crise financière ont soulevé l'indignation populaire. Les coupes budgétaires se sont attaquées aux prestations sociales, ce qui a eu pour effet d'accroître la précarité des Espagnols, leur pauvreté, pouvons-nous dire, même si l'on rechigne à appliquer ce terme à une société citée en exemple il y a peu, lui substituant toute sorte d'euphémismes). L'immigration, qui représentait déjà avant la dégradation de l'économie, un phénomène social important dans le pays, n'a pas pu échapper au raz-de-marée. Le collectif des immigrés partage le sort de tous ceux qui se trouvent en situation de fragilité sociale et parmi lesquels la crise a fait ses premières victimes. Mais l'érosion des conditions de vie des immigrés les fait apparaître, dans un contexte que politiciens et media s'efforcent de dépeindre comme peu favorable à la protection sociale et au partage, comme une menace pour la survie du système.

Nous avons déjà fait allusion à cela et au repli identitaire qui en découle. Nous nous intéresserons à présent à la façon dont la télévision, par son mode de fonctionnement, devient un agent qui provoque et qui alimente les troubles sociaux. Aucun parti politique légalement reconnu n'appelle aujourd'hui en Espagne à la haine raciale ni au rejet des étrangers. La Constitution l'interdit. D'autre part, le nombre de personnes d'origine étrangère ayant acquis la nationalité espagnole fait de ce collectif un vivier électoral conséquent dont aucun parti ne voudrait se priver. D'autres motivations plus nobles animent sans doute les représentants politiques. Mais, de toute évidence, le malaise subsiste lorsqu'ils abordent la question. Nous avons déjà décrit les raisons de la perte de souveraineté de l'Espagne en matière d'immigration du moment où elle intègre le sélect club de l'Europe, qui uniformise les lois concernant la perméabilité des frontières et les conditions à l'installation des étrangers.

Les hommes politiques de tout bord utilisent la télévision pour lancer des phrases accrocheuses, en même temps à l'intention de leurs électeurs et de leurs rivaux, se voyant répondre par ces derniers à travers le même écran qui, d'une part, se substitue ainsi aux instances que le système démocratique a prévues à cet effet

et, d'autre part, réduit leurs argumentations à la moindre expression et impose à leurs idées un degré de simplification qui les rend caricaturales. La «spectacularisation» des meetings conduit à penser qu'ils ont été organisés non pas pour convaincre une assemblée physiquement présente, mais pour séduire la caméra, pour optimiser l'effet des quelques minutes que l'on gardera au montage. Lorsqu'il s'agit de parler d'immigration, les responsables politiques se réfugient volontiers dans ce mode de fonctionnement bien connu de tous, émetteurs et récepteurs. En outre, la télévision offre une impunité inédite. Le discours idéologique trouve derrière l'écran, une sorte d'a-légalité qui explique le glissement du débat politique vers la réalité symbolique. Le triomphe de la version télévisuelle du débat est le corrélat de l'échec de cet échange, indispensable au fonctionnement démocratique et censé faciliter la compréhension de la réalité objective.

Le nombre de personnes d'origine étrangère résidant de manière légale ou illégale en Espagne est suffisamment important pour que le sujet de l'immigration soit une figure obligatoire dans une grille de programmation. Le battage médiatique autour des graves altercations qui se produisirent à El Ejido, le 5, 6 et 7 février 2000, excita un faux «débat social» sur fond d'images de chasse à l'homme et de règlements de comptes entre la population locale de cette ville d'Almería et les saisonniers étrangers. Ceci fut le point de départ d'un débat passionné entre groupes politiques et associations sur les mesures à adopter pour la gestion de l'immigration. La présence de travailleurs équatoriens dans les campagnes espagnoles attira à nouveau l'attention des media en janvier 2001. Ce fut à partir de ce moment-là que les immigrés sud-américains devinrent les protagonistes du «discours de la peur»³⁶⁹

369 Terme que nous empruntons à Jéssica Retis. RETIS, J., *El discurso público sobre la inmigración extracomunitaria en España. Análisis de la construcción de las imágenes de los inmigrantes latinoamericanos en la prensa de referencia*, thèse pour le doctorat d'Etudes sud-américaines de l'Université de Madrid, 2006.

adopté par les media pour narrer chaque événement les concernant. Parmi eux, les Colombiens furent les principales victimes, et leur image se vit indéfectiblement associée à la délinquance. Les Argentins prirent la suite, leur arrivée massive, suite à la crise économique que traversait leur pays, ayant été dépeinte comme une menace pour l'Espagne. C'était la première fois où les media de la société espagnole postmoderne (celle qui craignait «el efecto llamada») posaient leur regard sur les immigrés sud-américains. Et leur vision était contaminée et contaminante, remplie de stéréotypes et avide d'images choc. Le résultat a été, selon notre opinion, un discours hautement nocif par sa façon d'insister sur les conflits, au lieu de présenter la normalité de ces échanges migratoires, qui n'ont pas cessé de se produire entre les peuples hispanophones. Le pendant de cela ce sont les informations qui renforcent l'image négative des pays d'Amérique Latine par la redondance des problèmes qui finissent par apparaître comme endémiques dans ces pays et chez ces peuples. Depuis la page officielle de RTVE, nous avons accès aux archives où nous pouvons constater l'uniformité et la partialité des informations associées, par exemple, à la Colombie³⁷⁰ («Colombia anuncia la muerte de al menos diez guerrilleros en una operación contra las FARC», «El gobierno de Colombia anuncia la extradición de 18 narcotraficantes a España y EEUU», «Repatriados los 31 españoles que cumplían condenas por narcotráfico en cárceles colombianas», «Pablo Escobar, el capo que arrodilló a un estado», «El gobierno de Colombia detecta un plan de las FARC para atacar contra el expresidente Uribe», etc.) ou à l'Argentine³⁷¹ («Saques en Argentina: entre «contagiosos» y «quirúrgicos», «Un acuerdo entre las autoridades y la policía termina con la ola de saqueos en Argentina», «Al menos 8 muertos al extenderse en Argentina los saqueos al amparo de paros policiales», «Las protestas y los saqueos ponen en jaque la estabilidad política de Argentina», etc.).

370 URL: <http://www.rtve.es/noticias/colombia/>

371 URL: <http://www.rtve.es/noticias/argentina/>

Le premier contact entre Espagnols et Amérindiens donne lieu à des récits qui nous semblent présenter des similitudes avec ces récits médiatiques. En effet, un lien étrange semble relier ces derniers aux écrits de Christophe Colomb, lorsqu'il consignait à l'intention de ses mécènes l'avancée de ses explorations. Son discours était finaliste, en ceci qu'il ne cherche pas la vérité mais des explications pour une vérité connue d'avance. Ce système d'interprétation, qui chez Colomb était induit par une éducation religieuse et par un attachement inconditionnel aux préceptes de la doctrine chrétienne, est aussi celui que nous pouvons observer lorsque, à partir d'un préjugé (celui des abus commis par les étrangers et de leur présence dommageable dans le pays, de surcroît en crise) une émission de télévision montre des individus, sud-américains en l'occurrence, se conduisant de manière répréhensible. Pour le très catholique Colomb, découvrir était une action intransitive capable à elle seule de justifier son entreprise. Mais il savait aussi parler un langage plus intelligible pour les rois d'Espagne et il feignait un intérêt pour l'or qui n'était pas le sien. Il avait bien compris le besoin de nourrir l'avidité de ses récits, dans l'attente de pouvoir le faire avec le précieux métal³⁷². Les media postmodernes, quand ils ne stigmatisent pas, feignent la noblesse d'âme et ils déguisent la course à l'audience et, en définitive, au profit, en but humanitaire. En dans les deux cas, chez Colomb et chez les responsables des media, le même mépris de l'homme dans son individualité, la même peur de l'altérité et la même utilisation lénifiante du récit.

372 «Les rois d'Espagne ne se seraient pas engagés dans l'entreprise sans la promesse d'un profit; or, le journal que tient Colon leur est destiné, il faut donc que les indices de la présence de l'or se multiplient à chaque page (à défaut de l'or lui-même)». «Les profits qui «doivent» se trouver là n'intéressent Colon que très secondairement: ce qui compte, ce sont les «terres» et leur découverte. Celle-ci semble à vrai dire soumise à un objectif, qui est le récit de voyage: on dirait que Colon a tout entrepris pour pouvoir faire des récits inouïs, comme Ulysse», TODOROV, S., *La Conquête de l'Amérique: la question de l'autre*, Seuil, 2013, positions 145 de 5281 et 235 sur 5281 respectivement.

Certains accords signés entre l'Espagne et certains pays d'Amérique Latine ont donné lieu à des mesures légales qui facilitent l'installation des ressortissants de ces pays par rapport à d'autres migrants. Ils semblent corroborer la thèse qui fait de ces immigrés les «préférés» des Espagnols. Cependant, la distance qui sépare les dispositions légales et les accords internationaux du vécu des citoyens n'est plus à prouver. Ne présentant pas avec la population locale les différences (linguistiques, religieuses, etc.) qui semblent être dans d'autres cas à l'origine des problèmes d'intégration, les Sud-américains n'en sont pas moins victimes d'un sentiment de méfiance, parfois peuplé par des fantômes du temps des colonies. En outre, l'Etat espagnol assouplit certaines barrières dans l'accueil de ces migrants, mais il ne les abolit pas, faisant apparaître un décalage entre le projet politique qui vise la coopération avec l'Amérique Latine et l'étiquette d'étranger dont il continue de marquer ses ressortissants. Du moment où les effets de la crise financière se firent sentir, avec des conséquences néfastes sur la population, et que nul ne put continuer de leurrer les Espagnols niant la gravité de la situation, les immigrés sud-américains rejoignirent le banc des étrangers potentiellement dangereux. Des récits comme celui que l'émission *España Directo* présenta en 2009 alimentent la méfiance xénophobe envers ces Colombiens, ces Equatoriens, ces Argentins, etc. chez qui, soudain, les variations d'accent, de lexique, de phénotype, d'us et coutumes, apparaissent plus flagrantes qu'elles ne l'avaient jamais été du temps où ceci faisait partie de leur charme quelque peu exotique. Voilà que la crise renoue chez certains avec l'ethnocentrisme qui présida depuis le début les relations entre Espagnols et Sud-américains.

L'immigration est un sujet qui devient rapidement gênant et qui s'avère très peu photogénique. Les télévisions ne savent dans un premier temps qu'en faire, elles s'égarent ensuite à quelques reprises, tombant dans la caricature et le renforcement répréhensible des visions stéréotypées sinon clairement xénophobes, pour s'en désintéresser à la fin, presque totalement. Peut-on parler de censure? Pas au sens premier de ce mot. Le procédé employé est différent et son efficacité redoutable: privant le citoyen, par la simplification et le réductionnisme, des clés qui rendraient possible une mise en perspective et un vrai débat contradictoire (nous ne parlons pas des échauffourées qui prennent pour scène les studios), la télévision montre tout en

rendant invisible l'essentiel. Les images empruntent la voie de l'écran, mais elles manquent de contexte, de profondeur, des éléments indispensables à leur compréhension. Et en cela, nous le pensons, dans le traitement du sujet de l'immigration, la télévision publique espagnole réussit ce que la censure n'aurait pas osé envisager depuis l'avènement de la démocratie.

N'apportant au sujet de l'immigration qu'un traitement anecdotique, superficiel et sans rapport avec l'importance du phénomène de l'autre côté de l'écran, la télévision publique se dédouane du devoir d'œuvrer à la cohésion sociale. Le téléspectateur croit «voir» sur son écran ce qui se passe dans le monde, ignorant la plupart du temps que son degré de compréhension de la réalité objective est inversement proportionnel au temps passé devant le poste. Il ne ressent nullement le besoin de tromper la censure ou de s'insurger contre la privation d'information, comme il pourrait le faire sous un régime autoritaire. Le bruit généré par toutes les autres formules qui emplissent les grilles de programmation font le reste: l'inanité se cache derrière cette multiplicité d'images criardes et de faux événements qui peuplent l'écran. Ce choix n'est pas anodin, surtout dans un univers médiatique où le temps est une denrée rare et par conséquent très chère. Seuls ceux qui auront présente à l'esprit la nécessité de diversifier les sources auront une chance d'échapper à l'uniformisation de la pensée qui est en cours et qui ne prépare pas à la vie dans une société multi-ethnique et multi-culturelle.

Le langage audiovisuel court-circuite l'intellect. Les images que la télévision sélectionne pour aborder les sujets qu'elle traite font appel à l'affect, un mécanisme différent de celui de la réflexion. Suscitant l'émotion, la télévision se protège d'une analyse rationnelle qui révélerait ses carences. Des images d'embarcations de fortune essayant de gagner les côtes espagnoles, celles des émeutes provoquées par l'installation, jugée abusive, des migrants ou encore celles qui associent les étrangers à des activités violentes ou délictueuses ont intéressé les caméras de la télévision espagnole. Mais les voix qui se sont élevées contre de telles pratiques dans le service public ont limité considérablement ces pratiques. Les pouvoirs publics, alertés par des associations et par certains professionnels, se montrent désormais plus vigilants,

conscients du danger que représente pour la paix sociale l'amalgame possible, dans la tête des millions de spectateurs médusés devant leurs écrans, entre l'immigration et une situation économique qui ne finit pas de se dégrader dans le pays. Finies donc les images choc. Mais, à la télévision, ce qui n'a pas d'image disparaît.

La télévision entretient le mythe de la neutralité et, parallèlement, elle obtient un tel niveau d'adhésion à l'opinion exprimée que le spectateur finit par oublier que les messages qui émanent de l'écran ne reflètent pas l'opinion publique. Les media, la télévision en tête, ne reconnaissent pas la paternité de leur discours et, en sus, degré ultime de la supercherie, ils prétendent être les porte-paroles de ce que l'individu lui-même pense, qu'il en soit conscient ou pas. Qu'en est-il de l'indifférence à l'égard des étrangers? Et, plus précisément, comment nier l'interdépendance qui a lié historiquement les Espagnols et les Sud-américains, au moment où les circonstances économiques altèrent les flux de migration entre les deux rives de l'océan? Les immigrés sud-américains sont victimes de la xénophobie, au même titre que tous ceux qui partagent leur condition d'étrangers. Les liens historiques et culturels sont évidents, mais aussi le fait qu'ils ne garantissent pas l'intégration. L'interculturalité est un objectif social que l'on ne peut espérer conquérir autrement que par une démarche active. Au-delà de la lutte contre le racisme primaire ou contre la xénophobie déclarée, les Espagnols aperçoivent le long chemin qui sépare le plébiscite social des valeurs d'égalité de l'acceptation des conséquences que ce choix et sa mise en pratique entraînent sur la vie des individus. Et, dans ce domaine, nous semble-t-il, la société espagnole est en droit d'exiger de la télévision l'accomplissement de sa mission de service public.

II.3.2. *Se distraire à en mourir*³⁷³

Dans un système capitaliste, la mission d'une industrie aussi importante que celle de la télévision ne peut pas se limiter à la transmission, à la mise en circulation des biens. Au contraire, la télévision contribue activement à l'augmentation de la plus-value. Sans ce rôle dans la chaîne de production, elle ne serait pas devenue l'instrument que le pouvoir politique et économique reconnaît comme un puissant allié qu'il est important de maîtriser. La contribution des industries télévisuelles à la super-structure économique consiste à former des habitudes de consommation chez le spectateur. Ce dernier, rivé au poste comme un ouvrier à sa machine, devra s'acquitter de sa tâche journalière de visionnage d'espaces publicitaires. Les émissions deviennent ainsi le maigre salaire compensatoire. La consolidation d'un comportement de surconsommation chez le téléspectateur s'est avéré un moyen efficace d'œuvrer à la préservation du modèle capitaliste en vigueur. Les responsables de la programmation, qu'ils soient des fervents défenseurs de l'instruction populaire et du rôle de service public auprès de la population (quand bien même des individus de ces caractéristiques parviendraient à se frayer un chemin jusqu'au poste de commande dans l'univers télévisuel) ou, au contraire, des apôtres du marché libre, se voient imposer les mêmes règles qui finissent par uniformiser les produits.

Mais, dans un monde qui se transforme, qui se complexifie, comment maintenir le spectateur dans ce rôle, le circonscrivant afin d'éviter tout questionnement? Passé le moment de la fascination naïve face aux premiers écrans, comment continuer d'utiliser le public, cette précieuse marchandise que les chaînes vendent aux annonceurs? La solution, d'une simplicité aussi confondante que son

373 Nous empruntons de titre à Neil Postman. POSTMAN, N., *Se distraire à en mourir*, Nova éditions, Paris, 2010.
317 / 596

taux de réussite, consiste à lui faire oublier sa réification, le traitant en client, flattant, en définitive, son orgueil de consommateur. La capitalisation du temps de loisir du spectateur conduit à la fabrication d'une programmation consensuelle qui, limitant les risques, s'assure la fidélité au poste. De ce fait, certains sujets, nous l'évoquions précédemment, ne trouvent plus de place à l'écran.

Dans notre société méta-postmoderne saturée par les produits de consommation, le commerce des biens immatériels est au moins aussi important que celui des biens matériels. La télévision a certes beaucoup fait pour la vente de voitures, pour la généralisation de l'utilisation de produits cosmétiques et pour l'équipement des foyers en appareils électroménagers modernes. Mais limiter à cela son influence serait sous-estimer son potentiel et négliger un pan essentiel de son activité: l'uniformisation de l'opinion. Orwell, dans son roman *1984*, exprimait sa crainte de voir l'humanité écrasée par une force oppressive externe. Huxley, dans *Le meilleur des mondes*, imagine une autre possibilité, encore plus effrayante: dépossédés de leur autonomie, des individus à qui l'on aurait appris à aimer le contrôle que la technologie exerce sur eux, renoncent de leur plein gré à leur capacité à penser. C'est lui qui avait vu juste.

Nous citerons Neil Postman dans ce qui nous considérons un diagnostic juste, bien qu'accablant, des maux de la société postmoderne. En ce qui concerne la société espagnole, nous attribuons une bonne partie de la responsabilité à ce joyeux défilé qu'est la télévision publique:

Notre politique, notre religion, nos informations, nos sports, notre éducation et notre commerce ont été transformés en joyeux sous-produits du show-business. Et cela sans guère soulever des protestations et sans même que la plupart des gens ne s'en aperçoivent. Le résultat est que nous sommes sur le point de mourir d'amusement³⁷⁴.

374 POSTMAN, N., *op. cit.*, p. 230.

Sombre perspective que cette influence néfaste des écrans sur les citoyens, alors même que, le cours de l'histoire semblant s'être accéléré, ils auraient tout intérêt à prendre position, à réfléchir, puis à s'exprimer sur la société qu'ils souhaitent voir naître de la crise mondialisée. Pour Aristote le théâtre était le moyen qui permettait au public, ayant été confronté pendant la représentation à une question angoissante, de se libérer de la tension cumulée à l'écoute de la vérité rassurante, énoncée à la fin par le cœur. Freud et la psychanalyse expliqueront plus tard que la reconstruction d'une circonstance tragique, dans un cadre maîtrisé, est bénéfique pour l'individu qui souffre. Mais la télévision, refusant de montrer ce qui n'est pas plaisant à voir, sans pour autant avoir le pouvoir de supprimer les problèmes qui peuplent la réalité objective vécue par les citoyens, prive ces derniers de l'effet cathartique, lui substituant un autre léthargique. Certaines réactions et la résistance active de certains secteurs de l'opinion publique face à la manipulation de l'opinion autorisent encore l'espoir. La société que l'on a tenté de distraire par tous les moyens n'est pas morte. Elle se divertit. Et Postman de s'interroger: «Qui est préparé à prendre les armes contre un monde d'amusement? A qui nous plaindre, et quand, et sur quel ton, quand le discours sérieux se dissout en gloussements? Quel est l'antidote contre une culture asséchée par le rire?»³⁷⁵.

II.3.2.1. Quand la télévision prétend amuser

Après avoir observé les rapports entre la société espagnole et la télévision depuis l'apparition de celle-ci et, surtout, depuis l'entrée de l'Espagne dans l'ère de la modernité, puis de la postmodernité, notre hypothèse est que le décalage entre la réalité objective et la réalité symbolique croît de jour en jour. Et pourtant, alors que

375 POSTMAN, N., *op. cit.*, p. 233.

la crise et tous les changements sociaux qui sont ses satellites rendent irréversible le passage à la société méta-postmoderne, la tentation de se réfugier dans l'absurdité semble avoir gagné l'écran et les télé-consommateurs³⁷⁶. Les séries comiques, version espagnole des soap operas américaines, sont la figure de proue de cette télévision. Des taux d'audience record que les créateurs, fiers de leur succès et prêts à exploiter une formule qui ne donne pas signes de fatigue, déclinent en de multiples versions. Acteurs, auteurs et programmeurs ne tarissent pas d'éloges sur ces fictions qui, disent-ils, ont su si bien refléter à l'écran la vie réelle des Espagnols³⁷⁷. Angel Carrasco Campos s'intéresse à la façon dont les séries de fiction espagnoles représentent la société, au moyen d'une version particulière du naturalisme³⁷⁸. Il relève des éléments naturalistes présents aussi bien dans la construction des personnages que dans les situations décrites. Pour ce qui est des premiers, Carrasco

376 Le site consacré à la télévision *Formulatv* publie en ligne, le 7 juillet 2012, le classement des 10 émissions les plus regardées. Le podium est occupé par *Tu cara me suena* (sur *Antena 3*: des personnages de la jet-set se donnent en spectacle, imitant des artistes connus. Le site précise l'objectif solidaire de cette émission, puisque les gagnants remettront les prix à des associations), *Cuarto milenio* (la chaîne *Cuatro* retransmet cet espace consacré aux phénomènes paranormaux) et *Reforma sorpresa* (*Cuatro* propose aussi cette émission qui montre une équipe venant réformer un logement dont le propriétaire est censé ignorer la démarche). URL: <http://www.formulatv.com/audiencias/2012-07-07/>

377 Une série de *Telecinco*, *La que se avecina*, atteint le chiffre de 5.400.000 spectateurs. Ángel S. Harguindey commente cela en ces termes: «una serie que se mueve entre la astracanada y el dislate y que, sin saber por qué, encanta al personal. Castizos, inmaduros, lesbianas, trepas, siervos, beatas enfebrecidas, toda una corte de personajes delirantes encerrados en una urbanización de las afueras de cualquier sitio y que pretenden escenificar los problemas de hoy en día por más que el resultado poco o nada tengan que ver con la realidad». HARGUINDEY, A., S., «Humor y joyas», in *elpais.com*, 2 octobre 2012. URL: <http://blogs.elpais.com/tv-blog/2012/10/todo-parece-indicar-que-en-este-pa%C3%ADs-s%C3%B3lo-hay-una-cosa-que-el-gobierno-es-incapaz-de-recortar-la-tendencia-al-disparate-hu.html>

378 CARRASCO CAMPOS, A., «Representaciones de la sociedad urbana actual en la telecomedia española contemporánea: costumbrismo e identidad social», in *Mediaciones Sociales*, n° 8, premier semestre 2011, p. 71-96.

Campos explique comment les fictions s'inspirent de figures qui ont une existence réelle dans la société urbaine espagnole, pour n'en garder que les traits stéréotypés et caricaturaux. Les personnages ainsi construits présentent des caractéristiques basiques définies selon des modèles paradigmatiques aisément reconnaissables. Concernant les situations de l'intrigue, l'auteur rappelle que la fiction est héritière de celles qui, au premiers temps de la télévision en Espagne, plongeaient leurs racines dans la tradition réaliste et naturaliste. Les séries actuelles prennent ainsi appui sur la réalité d'une société urbaine contemporaine, n'en retenant que les archétypes.

Nous partageons volontiers le diagnostic de Carrasco Campos lorsqu'il dit que les personnages sont construits «eludiendo [...] la imitación y recreación de aquellos rasgos conflictivos y manifiestamente susceptibles de debate y dispares interpretaciones»³⁷⁹, de même que dans les scénarios «la referencia a imitar de la propia realidad consiste en situaciones cotidianas e imágenes tópicas y arquetípicas accesibles y no conflictivas para la gran mayoría de los públicos, instalándose el ejercicio mimético en una recreación del imaginario colectivo»³⁸⁰. Les personnages incarnant des immigrés sont difficiles à trouver dans les séries de production nationale, dont on vante abondamment la capacité à proposer une fresque de la société espagnole contemporaine. Dans ces quartiers populaires où les destins des personnages s'entrecroisent, nous ne trouvons guère que la figure romantique du barman argentin, au physique avantageux et au charme certain, renforcé par son passé de rockeur et son accent exotique, ou encore le travailleur illégal, petit, au phénotype indien et au comportement obséquieux et craintif, cible de l'humour douteux de son chef, un raciste notoire et néanmoins sympathique bonhomme apprécié de tous³⁸¹. En raison de cette manipulation qui consiste à amputer sciemment la réalité de certains de ses aspects, nous ne parlerions pas, comme le

379 CARRASCO CAMPOS, A., *op. cit.*, p. 89.

380 CARRASCO CAMPOS, A., *ibid.*

fait Carrasco Campos, d'un naturalisme descriptif et prescriptif, mais d'un naturalisme faussement descriptif qui devient grâce à l'influence du médium qui le véhicule, dangereusement prescriptif, pour peu qu'il parvienne à générer chez le spectateur le désir d'ignorer, ou de voir disparaître de la réalité objective, les éléments qui n'apparaissent pas dans la réalité symbolique.

Le pendant de ce genre plébiscité par le public est le concept, non moins populaire, des «programas del corazón». Ces fausses chroniques sociales inventent, une fois de plus à partir d'éléments existants, un univers extravagant qui rend hommage à l'ostentation, à la vulgarité et au mauvais goût, où l'on promeut au rang d'idoles des figures grotesques qui ne doivent leur célébrité, souvent éphémère, qu'à l'exhibition de leur vie privée. Après des débuts timides où l'on se contentait de narrer le mode de vie luxueux des nantis de façon à faire rêver le public, le ton de ces émissions s'est fait bien plus agressif et les célébrités sont souvent l'objet de raillerie pouvant aller jusqu'à la diffamation. Déchaîner les critiques et attiser les bas instincts contre ceux dont on admire jalousement les privilèges évite certainement de faire le constat, bien plus révoltant, de l'injustice sociale qui nécrose le tissu social espagnol. Les immigrés n'avaient pas leur place dans ce monde factice, fait de paillettes et d'ostentation. Ils ne la trouveront pas davantage parmi ces «people» qui fascinent les téléspectateurs. Ils appartiennent à la face cachée de la réalité objective que la réalité symbolique ne prend pas en considération.

Pour contenir l'hémorragie de spectateurs TVE, qui voit ses taux d'audience s'effondrer, mise sur un autre concept (terme consacré dans le langage télévisuel): le talk-show. La dernière concrétisation de cette volonté, parallèle à la suppression des

381 Dans le premier cas il s'agit de Tom Pelegrini, un des personnages de la série *Doctor Mateo*, diffusée par *Antena 3 Televisión*. Dans le second, nous voulons parler de Osvaldo Wenceslao, alias Machupichu, souffre-douleur attitré dans la série *Aída*, diffusée par *Telecinco*.

espaces culturels qui étaient la marque de fabrique de *La 2*³⁸², est la diffusion, sur *La 1*, de *Tenemos que hablar*. L'animatrice de cette émission, Ana García Lozano, avec l'autorité que lui confère son expérience dans le domaine, défend le choix de ce genre qui triomphe aux Etats-Unis (les émissions de la célèbre Oprah Winfrey font le bonheur des spectateurs et des programmeurs depuis plus de 30 ans). Plus modeste, l'animatrice explique: «Este va a ser un programa sencillo. No habrá grandes sorpresas y primaremos el talk sobre el show, será gente contando sus experiencias»³⁸³. Que ceux qui craignent un autre exemple de mutilation bêtifiante de la réalité se rassurent. García Lozano poursuit: «No vamos a darle la espalda a la realidad, pero queremos que la gente se entretenga y no recordar constantemente que estamos en crisis»³⁸⁴. De quoi demeurer inquiets. Les immigrés ne font pas partie de la société, puisqu'ils sont absents de tous les reportages de cette émission qui s'est donnée pour but de «conocer mejor la sociedad que nos rodea a través del testimonio de los invitados en cada programa». A chacun de juger de ses chances d'y parvenir d'après cette petite sélection de titres: «¿Ven los videntes?» (diffusé le 6 juin 2013), «¿Está sobrevalorada la infidelidad?» (5 juin 2013), «Amor en el trabajo» (8 mai 2013), «Mi mujer es mi jefa» (21 mai 2013), «Mi padre no es mi padre» (16 mars 2013); «Embarazos milagro» (6 mars 2013), etc³⁸⁵.

382 Rosario G. Gómez l'explique dans un article. Voir GÓMEZ, R., G., «Otra vuelta de tuerca a la cultura», in *elpais.com*, 15 février 2013. URL: http://cultura.elpais.com/cultura/2013/02/14/television/1360873477_983889.html

383 Ana García Lozano citée par Marta Castro in CASTRO, M., «TVE confía en el 'talk show' «Tenemos que hablar» para impulsar las tardes», in *elpais.com*, 4 mars 2013. URL: http://cultura.elpais.com/cultura/2013/03/01/television/1362159543_705144.html

384 CASTRO, M., *ibid.*

385 Ces vidéos sont en libre accès sur la page web de l'émission. URL: <http://www.rtve.es/alacarta/videos/tenemos-que-hablar/>

Cet éventail d'émissions divertissantes ne serait pas complet sans le football. Les difficultés financières ne sont pas un obstacle pour les responsables de TVE lorsqu'il s'agit de combattre la concurrence des chaînes privées pour l'obtention des droits de retransmission des matchs de la Roja. La perspective des gestes sportives de la sélection espagnole à l'occasion de la Coupe du Monde, qui aura lieu au Brésil en 2014, fait monter les enchères. La télévision publique consentira aux efforts nécessaires (après avoir déclaré qu'elle renoncerait aux droits qui la forçaient à des dépenses «impossibles à assumer»). TVE est décidée à conquérir les droits qui lui permettront de miser sur le football, selon ce qu'elle a considéré le meilleur moyen d'infléchir la tendance qui la coupe de son public et qui la met en péril³⁸⁶. Nous soulignerons le fait que, dans le monde du football, si l'origine étrangère des joueurs professionnels peut être citée au moment de leur arrivée dans une équipe espagnole, elle ne représente jamais un obstacle à leur installation dans le pays. Lorsqu'un joueur d'origine étrangère intègre l'équipe nationale, les allusions à ses origines se font rares et il obtient la nationalité espagnole à une vitesse qui semble proportionnelle au désir de le présenter comme un héros national parmi les autres. Les différences concernant l'origine semblent ne plus avoir d'importance.

On se prendrait presque à rêver d'une société espagnole aussi tolérante que le monde du football. Mais les images récurrentes d'insultes racistes provenant des tribunes à l'intention de joueurs étrangers nous ramènent à une réalité bien différente. Les sportifs noirs sont les principales victimes de ces attaques, timidement réprimandées par les responsables des clubs: le Camerounais Samuel Eto'o faillit quitter la surface de jeu à Saragosse, ne supportant plus les insultes de certains

386 Voir l'article de Rosario G. Gómez in GÓMEZ, R., G., «TVE quiere reconquistar a la Roja», in *elpais.com*, 3 mars 2013. URL: http://cultura.elpais.com/cultura/2013/02/28/television/1362080326_200627.html
324 / 596

secteurs du public³⁸⁷; des cris de singe accueillirent les actions du Brésilien Dani Alves³⁸⁸. Un article du journal *El Mundo* qui a comme titre «El fútbol español contra el racismo: una historia de fracasos»³⁸⁹ parle de la longue tradition d'incidents honteux vécus dans les stades espagnols.

Les hautes instances de ce sport ont fait des déclarations condamnant le racisme et elles ont signé des accords et des chartes de bonne conduite. Le «Protocolo de Actuaciones contra el Racismo, la Xenofobia y la Intolerancia en el Fútbol» (co-signé en 2005 par le conseil supérieur des sports, la fédération espagnole de football, la ligue de football professionnel et l'association de footballeurs espagnols) et, plus récemment, la demande par la UEFA de sanctions plus strictes en cas de «incidents xénophobes graves» (sic.) (propos du comité exécutif de l'UEFA le 28 mars 2013) en sont deux exemples. Déclarations et documents qui restent lettre morte, faute d'un engagement sérieux et d'une réelle prise de conscience de la gravité du problème³⁹⁰. A travers les caméras de télévision ces incidents transcendent les limites du stade. Elles associent les images de ces incidents à des commentaires succincts, qui révèlent la timidité des sanctions, juste avant de poursuivre le cours des informations, comme si de rien n'était. Traité avec la légèreté qui caractérise la télévision, le sujet du racisme dans les stades devient anecdotique. Privée d'une véritable réflexion, les images des supporters proférant

387 Incident qui eut lieu le 27 février 2006 et qui coûta au club Real Zaragoza une amende de 9000 euros.

388 Cela avait lieu au stade madrilène du Santiago Bernabéu, le 3 février 2013. Le rapport du match, fait par l'arbitre Carlos Clos Gómez, ne comportait aucune allusion à ces faits.

389 DPA, «El fútbol español contra el racismo: una historia de fracasos», in *elmundo.es*, 28 février 2006. URL: <http://www.elmundo.es/elmundodeporte/2006/02/27/futbol/1141057338.html>

390 «Es el fracaso de los organismos de fútbol, que en un año fueron incapaces de tomarse en serio el problema y están permitiendo que el racismo se extienda por todos los campos. Es una vergüenza», déclare Esteban Ibarra, le président de «Movimiento contra la Intolerancia». DPA, *ibid.* 325 / 596

des insultes contre des joueurs semblent ne servir qu'à pimenter le commentaire de l'actualité sportive. Malgré les commentaires réprobateurs exprimés par les journalistes sportifs et par les animateurs sur les plateaux de télévision, la reproduction de ces images, par la façon dont elles sont montrées, a moins de chances de préparer à une prise de conscience collective qu'elle n'en a de contribuer à la banalisation des comportements racistes, avec la diffusion à grande échelle de scènes condamnables.

Nous nous intéresserons maintenant à l'émission *Buscamundos*, diffusée par les chaînes publiques, qui propose des reportages de voyages avec la volonté affichée d'être différents des autres, s'adressant à des voyageurs et non pas à de simples touristes (distinction sur laquelle on revient régulièrement dans les reportages et dont il sera question ici par la suite). Au moment où l'émission s'interrompt, en janvier 2013, l'équipe responsable des reportages qui ont été programmés pendant deux saisons, explique, sur la page web officielle, la prise de position qui était la leur («nada habitual en este tipo de reportages»). Ils parlent avec fièreté de leur objectif de dépasser l'énumération à visée commerciale de «lo que hay que ver» pour oser montrer la face cachée de la réalité sociale des pays visités:

Ese deseo de *conocer en profundidad* implicaba renunciar a la *visión amable* del mundo (*blanca*, se dice en el argot profesional) que se impone, asociada a una intención puramente comercial. Sabíamos que era una apuesta arriesgada. Pero preferimos dirigirnos a una audiencia más adulta, a un público que no se conformará con la superficialidad turística. Entendíamos que ese planteamiento didáctico y fiel a la realidad era el más acorde para una televisión pública. Ustedes, los espectadores, lo han respaldado con unos índices de audiencia más que satisfactorios³⁹¹.

391 URL: <http://blog.rtve.es/buscamundos/>
326 / 596

Nous prendrons comme exemple le reportage intitulé «Buenos Aires, el París de América»³⁹², pour voir dans quelle mesure le résultat final satisfait ces ambitions. Dans un premier temps, les images et les commentaires brossent un portrait flatteur de la capitale, ayant recours à toutes les images stéréotypées qui figurent dans les catalogues des agences de voyages: le quartier de San Telmo et ses hôtels si romantiques, le quartier de La Boca aux façades multicolores, sans oublier ce centre ville monumental que l'on compare, pour mieux lui rendre hommage, à des villes prestigieuses comme Paris et New York. Une vision ayant toujours comme point de repère les pays du Nord (le titre lui-même reprend l'image européenne de Buenos Aires qui ferait la fièreté de certains Argentins), des belles images et des éloges dans la description du caractère des gens et de la qualité de leur accueil. Rien de bien novateur, somme toute. «Buenos Aires es una ciudad bellísima, con una amplia oferta cultural y de ocio. Una ciudad inmensa, toda ella llena de rincones fascinantes para descubrir. Pero lo mejor de Buenos Aires son sus gentes, siempre abiertas a la charla y entre las que no es difícil hacer amigos», expliquent les deux jeunes reporters, flânant dans les rues de la ville.

Un peu plus tard, la rencontre avec le journaliste espagnol José Luis Alvarez Fermosel, installé à Buenos Aires (que l'on surnomme dans la profession «el caballero español») est prétexte à une brève allusion à la migration qui lie cette ville, ainsi que le pays tout entier, à l'Espagne. Il est question, très rapidement, des Européens qui migrèrent par le passé vers l'Argentine, et plus particulièrement des Espagnols, que l'on appelle encore aujourd'hui «los gallegos». Interrogé sur la continuité de cette migration dans le présent, Alvarez Fermosel parle d'une reprise des flux migratoires, alimentés essentiellement par des personnes désireuses de

392 Diffusé pour la première fois, dans le cadre de l'émission «Buscamundos», le 11 novembre 2011.

travailler dans le cinéma et dans la publicité. Ce commentaire décrit certainement une réalité connue par ce journaliste, mais qui demeure, à notre avis, très peu représentative de celle des migrants espagnols contemporains.

Le reportage se poursuit avec une mise en garde concernant les spectacles de tango, faussement typiques, avec lesquels l'on tentera d'attirer les étrangers vers des établissements proposant des prestations onéreuses et de qualité médiocre. Si, au contraire, le spectateur souhaite adopter le comportement qui différencie le voyageur du simple touriste, il recherchera des lieux plus authentiques. Pour illustrer ces propos, quelques exemples d'endroits où les bons voyageurs ayant refusé les clichés et les stéréotypes trouveront leur récompense. Mais cette séquence a beau prôner une certaine profondeur dans le regard, elle ne se termine pas moins avec l'image des deux sympathiques reporters qui apprennent à danser le tango dans une des multiples écoles qui font la joie des touristes. Pourquoi s'en priver, si, comme ils le précisent, pour devenir un danseur de tango, «*bastan un par de clases matutinas*».

La promesse initiale de ne pas éviter les sujets épineux a deux occasions de se concrétiser dans ce reportage sur Buenos Aires. Comment parler de cette ville sans faire allusion aux revendications sociales et au combat des Madres de la Plaza de Mayo? Le premier de ces deux sujets est traité exactement en 26 secondes. Nous reproduisons *in extenso* le commentaire, qui s'accompagne de quelques images de personnes anonymes agitant des pancartes aux messages revendicatifs divers:

Cada vez que pasamos por este centro histórico nos tropezamos con una manifestación, porque, alrededor de la Plaza de Mayo, anidan los típicos bombos políticos, siempre rodeados de pancartas que piden trabajo o justicia. Los viajeros no podemos mirar a otro lado, porque las protestas populares forman parte de la vida cotidiana de una ciudad que está acostumbrada a exigir a gritos sus derechos y donde las luchas sociales forman parte del paisaje.

A un autre moment du reportage il est question des «*Madres de la Plaza de Mayo*» qui, depuis 33 ans manifestent de façon hebdomadaire pour que l'on n'oublie pas leurs enfants, les 30.000 personnes que la dictature fit disparaître. Le témoignage poignant de l'une d'entre elles montre comment leurs revendications s'élargissent pour demander de la justice sociale et un salaire digne pour tous. Une

voix off nous explique que de nombreux touristes photographient ces femmes, devenues des momuments vivants. Et le reporteur de confirmer cela en prenant, lui aussi, l'instantanée de rigueur. Deux minutes et trente-trois secondes sont accordées à ce sujet, qui, comme celui des manifestations dans les rues, est «enveloppé» dans d'autres beaucoup plus légers (entretien avec des humoristes espagnols se produisant dans un théâtre de la capitale, légende populaire qui voudrait que le fantôme bienveillant du chanteur Carlos Gardel continue de faire entendre ses plus célèbres tangos et milongas dans les lieux que le célèbre personnage avait l'habitude de fréquenter, etc.).

La dernière concession au récit de la réalité sociale, ce sont les quelques images montrant ces déshérités qui quittent leurs cachettes, la nuit tombée, pour chercher dans les poubelles de quoi survivre, sous les néons de cette ville qui revêt sa tenue de soirée et dont on dit qu'elle «enamora de día y seduce de noche». Il est évident que ce reportage présente, à plusieurs reprises, une volonté de dépassement du portrait flatteur qui pourrait être fait de cette ville dans une optique touristique. Pour les téléspectateurs espagnols qui regardent cette émission chez eux, ces quelques touches de réalisme, même si nous le trouvons superficiel et quelque peu naïf, peuvent aider à comprendre les raisons qui poussent les migrants à quitter leur pays, sans pour autant en faire une description misérabiliste.

Parallèlement, cette émission (c'est le cas dans ce reportage que nous avons choisi comme exemple, mais aussi dans tous les autres) donne une image positive qui parle de la richesse culturelle des pays d'origine de ces immigrants résidant en Espagne. Ces derniers, le plus souvent présentés de façon méthonymique par leur situation administrative («demandeurs d'asile», «sans-papiers», «illégaux», «immigrés de première ou de deuxième génération») peuvent retrouver la fierté de voir la culture dont ils sont issus ainsi mise en valeur. L'équipe de *Buscamundos* a parcouru tous les continents, réalisant un total de vingt-cinq reportages. Il a été question de l'Amérique Latine à cinq reprises. Seulement une fois on a parlé d'un autre pays que l'Argentine, dans un reportage consacré au Guatemala. Avec les deux reportages sur sa capitale, un autre dédié aux chutes d'Iguaçu et un dernier portant

sur la Patagonie, l'Argentine emporte le prix de popularité, ce qui confirme notre idée: le plaisir de montrer des images aimables et un contexte social des plus «photogéniques» que l'on peut trouver en Amérique Latine, influence le choix des sujets, même dans cette émission, à laquelle nous reconnaissons une certaine volonté de normalisation de l'image de l'Autre.

II.3.2.2. Quand la télévision prétend autre chose qu'amuser

Les théoriciens et les professionnels de la communication se sont intéressés à la responsabilité individuelle et à l'éthique qui doit présider au travail des créateurs des émissions et responsables de la programmation dans les chaînes de l'Etat. Le regard de ces analystes se tourne prioritairement vers le journaliste, premier élément du système, de qui l'on doit exiger un comportement déontologique. Ernesto Villanueva définit cette conduite comme «l'ensemble des principes éthiques volontairement acceptés par ceux qui exercent le journalisme pour des raisons d'intégrité, de professionnalisme et de responsabilité sociale»³⁹³. D'autres auteurs ajoutent à cela une mise en garde sur le danger qui survient lorsque l'Etat se mêle de la surveillance des media. Toute intervention politique pouvant engendrer le risque de contrôle de l'information par le pouvoir politique est une atteinte aux libertés d'opinion et d'expression. Denis McQuail proclame que la responsabilité sociale liée à l'exercice des métiers pouvant influencer l'opinion publique doit s'auto-réguler, sans le concours des autorités³⁹⁴. Des codes déontologiques, des chartes à l'usage des professionnels, des livres de style, des déclarations et des manifestes ont proliféré qui sont la preuve palpable de l'importance accordée à ces questions.

393 VILLANUEVA, E., *Deontología informativa*, universidad Iberoamericana, Mexico, 2002.

394 MCQUAIL, D., *Introducción a la teoría de la comunicación de masas*, Paidós Ibérica, Madrid, 1985.

Le fonctionnement démocratique se confirmant dans la société espagnole, la responsabilité de veiller à l'exercice déontologique des métiers de la communication s'est étendue à la société civile. Un bon exemple de cela est la création, en 2007, de la figure du défenseur de l'utilisateur de l'audiovisuel public³⁹⁵. RTVE confie ce poste à Elena Sánchez Caballero, une journaliste qui peut attester des longues années de collaboration dans le service public³⁹⁶. Rien ne nous autorise à remettre en question le professionnalisme de cette journaliste, mais nous doutons de l'efficacité d'un défenseur du spectateur aussi évidemment lié au système vis-à-vis duquel il est censé exercer une surveillance et une fonction critique. Le texte officiel qui rend compte de la décision du conseil d'administration de RTVE salue, bien évidemment, la création de cette figure de défenseur du spectateur et prétend éloigner tout soupçon de partialité:

La institución del Defensor del usuario de los medios de comunicación adquiere su máxima importancia en los de titularidad pública, como vigilante y garante del ejercicio de unos derechos que esos medios no sólo deben respetar sino estimular con los mayores niveles de exigencia posibles, puesto que ahí radica su razón de ser e incluso la pervivencia de tales medios en la sociedad contemporánea.

Al mismo tiempo, la puesta al servicio de los usuarios de un instrumento de autocontrol y autocrítica auspiciado por el propio medio acaba prestigiando a quienes lo implantan, siempre que el Defensor desarrolle su actividad en condiciones de independencia indiscutible, y de proximidad con las demandas y expectativas de los lectores, oyentes o espectadores, y se le dote de los recursos necesarios para ejercer su tarea³⁹⁷.

L'article n°4 du rapport sus-cité insiste sur le besoin de veiller à ce que les émissions respectent l'honneur et l'image des citoyens, en éliminant tout ce qui

395 Le Conseil d'Administration de RTVE approuva le 29 novembre 2007 la création du défenseur du spectateur, de l'auditeur et de l'utilisateur des médias interactifs. URL: http://www.rtve.es/contenidos/documentos/Estatuto_defensora.pdf

396 «Desde 1984, [Elena Sánchez Caballero] ha presentado y dirigido numerosos espacios informativos de RTVE». URL: http://www.rtve.es/contenidos/documentos/Estatuto_defensora.pdf

pourrait servir à discriminer ou à stigmatiser les individus³⁹⁸. Face à l'impossibilité d'obtenir des informations précises sur le nombre de plaintes motivées par des contenus portant atteinte à l'image des immigrés³⁹⁹, nous devons nous contenter des rapports publiés faisant une synthèse de chaque année d'activité depuis la création du défenseur du téléspectateur, en 2006. Ils sont consultables sur le site officiel de RTVE⁴⁰⁰. Les renseignements que le rapport nous livre ne donnent qu'une vision floue de la nature des plaintes ou des requêtes effectuées par les spectateurs. Le racisme y apparaît parmi d'autres motifs de mécontentement sur le contenu, cette promiscuité rendant impossible toute analyse. Voici, par exemple, ce que le premier rapport, celui de 2006, en dit:

Un 16% de las observaciones presentó enfoques positivos (110 casos) o neutros (261 casos), desde sugerencias hasta felicitaciones, en tanto que el 84% restante tenía enfoques desfavorables (1.913), como críticas, quejas o protestas. El 49,5% de los escritos ordinarios admitidos (1.131 sobre 2.284) hacía referencia a las dos programaciones generales básicas de TVE (sobre todo a la primera cadena), correspondiendo un 39% de ellos (es decir, 19% del total) a horarios, incluidas las desconexiones, un 32% de ellos (es decir, 16% del total) a la presencia, ausencia y finalización de programas o emisiones, y otro 29% (14,5% del total) a contenidos, por su «calidad», de manera genérica, o en relación con ciertos aspectos concretos como violencia, sexo, tendenciosidad, racismo o incitación inadecuada.

397 RTVE, «Acuerdo del consejo de administración del 29 de noviembre de 2007 por el que se aprueba el estatuto del defensor del espectador, oyente y usuario de medios interactivos», 29 noviembre 2007. URL: <http://teledetodos.es/index.php/documentacion/rtve/224-estatuto-defensor-del-espectador-rtve/file>

398 «Atenderá de manera especial las propuestas, reclamaciones, quejas y sugerencias relacionadas con el derecho a la intimidad, al honor y a la propia imagen de las personas; con la protección de la infancia y la juventud; con el respeto de los principios de igualdad y no discriminación de los ciudadanos, en general, todas aquellas que pudieren afectar a derechos fundamentales y libertades públicas recogidos en la Constitución Española». RTVE, *ibid.*

399 Nous avons adressé une demande en ce sens, afin d'analyser les plaintes pour discrimination raciste ou xénophobe, ainsi que les éventuelles mesures entreprises. Mais, dans sa réponse, le défenseur du spectateur nous signifiait l'impossibilité de transmettre ces informations que la «Ley de Protección de Datos» rend confidentielles.

400 URL: <http://www.rtve.es/defensora/>
332 / 596

Et pour ce qui est des recommandations et des conseils pratiques:

En función del necesario respeto a los derechos de igualdad o no discriminación entre ciudadanos, el Defensor recomienda:

- Que se evite la inclusión, dentro del discurso propio o asumido como tal por los programas de RTVE, de afirmaciones o de fórmulas narrativas que encierren y acepten de hecho, explícita o implícitamente, actitudes discriminatorias u opciones partidarias por razón de sexo, raza o creencias, y que se señale su inconveniencia en los casos en que sean expresión directa de invitados o de participantes ajenos a la emisora.
- Que se cuide especialmente en los programas de RTVE el equilibrio en la atención a los diversos grupos o sectores de audiencia con intereses y gustos divergentes entre sí acerca de aspectos de la realidad política, religiosa, deportiva y social, sin que primen los contenidos referidos a unos sobre los referidos a otros, más allá de la distancia justificada por las diferencias existentes entre las implantaciones o los pesos reales de cada opción en el conjunto de la población.

Le document établissant le rôle du défenseur du spectateur insiste sur la nécessité d'apporter un certain courage à l'accomplissement de sa fonction: «En sus respuestas y comparencias el Defensor del Espectador, el Oyente y el Usuario de los Medios de RTVE no deberá obviar los asuntos más complejos o delicados, porque de su capacidad para abordar tales asuntos dependerá la eficacia del propio cargo y de la institución que representa⁴⁰¹»; et encore, un peu plus loin: «El defensor prestará una especial atención a las quejas relativas a los colectivos más necesitados de protección, como la infancia, los inmigrantes y las personas discapacitadas⁴⁰²». Mais, ces déclarations de bonnes intentions et ces conseils qui ne parviennent pas à être crédibles, puisqu'ils émanent d'une instance crée par la télévision publique pour contrôler ses propres contenus, non seulement ne sont pas suivis d'effets, mais ils constituent une autorisation tacite donnée à l'Etat pour qu'il puisse se désengager de

401 RTVE, *op. cit.*, point n° 12.j.

402 RTVE, *op. cit.*, point n°16.

l'exigence, qui devrait être la sienne, concernant la qualité de ce que l'audiovisuel public propose aux citoyens. S'il n'est pas possible d'en attendre des effets réels, la figure du défenseur du spectateur, offrant au public l'impression de pouvoir donner son avis, et le ton conciliant de ses rapports, nourrissant chez les usagers l'espoir de participer activement à l'amélioration des contenus, sont une soupape de sécurité qui œuvre à l'immobilisme au sein de l'audiovisuel public.

Les courriers adressés au bureau du défenseur du spectateur en disent long sur le niveau d'exigence du public. Les mises en garde contre des contenus racistes sont très peu nombreuses (et même inexistantes dans certains rapports). Cela pourrait faire croire à des pratiques irréprochables au sein de la télévision publique espagnole. Mais, même en admettant l'absence de contenus pouvant être tenus pour discriminants, l'invisibilité des immigrés à l'écran constitue, en elle-même, un manquement du service public au respect de l'image de tous les citoyens. Si les spectateurs en avaient fait état dans leurs remarques, ceci serait consigné dans la rubrique «absences», qui accueille précisément des souhaits d'une plus grande visibilité pour certains sujets délaissés par l'écran. Mais ce n'est pas le cas pour les immigrés. Les Espagnols ne semblent pas ressentir le besoin d'un autre type de portrait social, plus proche de celui qu'ils vivent dans leur quotidien. Les étrangers eux-mêmes ne s'octroient pas le droit de réclamer des chaînes publiques une meilleure représentation de leur existence dans la société.

Responsabilité individuelle des professionnels? Responsabilité collective de la société civile? Nous considérons alarmant le manque d'implication de l'Etat dans la protection d'un service public qui, laissé à la merci des lois du marché, adopte le mode de fonctionnement d'une quelconque entreprise privée de l'audiovisuel, tenue à l'optimisation des investissements et la génération de bénéfices. Quid de l'image de l'immigré dans les chaînes du service public lancées, au même titre que les télévisions privées, dans la course à l'audience? L'idée de manquement au devoir de normalisation de la représentation d'un collectif, de facto, très largement représenté dans la société espagnole, effleure peut-être l'esprit de certains responsables de RTVE. Les rapports émanant du bureau du défenseur du téléspectateur pourraient

être le fruit de velléités de remise en question.

Les chartes et les déclarations recueillant les bonnes pratiques et consignnant les mauvaises ne manquent pas. Dans les faits, le sujet de l'immigration reste un exercice périlleux dans un medium qui imprime à tous les sujets traités le même ton de légèreté. Plus question de poursuivre sur la voie de la stigmatisation, associant les immigrés à la délinquance; l'abus du stéréotype, qui continue à être de mise dans les séries, n'est pas la voie à suivre lorsqu'il s'agit d'aborder le sujet depuis un angle prétendument sérieux; une véritable analyse donnerait lieu à un examen plus global des choix politiques, du modèle de société qu'ils préfigurent et même de l'incidence des décisions prises à des niveaux supra-nationaux sur la vie des citoyens du monde entier. Ceci confirme les craintes de ceux qui évitent soigneusement le sujet, le considérant peu approprié pour la télévision.

A en croire la façon dont les responsables les présentent sur les pages web officielles, certaines émissions s'attaqueraient à l'analyse de la société contemporaine. Etant donné l'ampleur du phénomène migratoire en Espagne, les changements et les réactions qu'il suscite, nous pourrions nous attendre à une grande récurrence du sujet parmi les reportages proposés. *Archivos tema* est une émission de *La 2* qui, de façon hebdomadaire, prétend plonger dans les archives de l'audiovisuel public⁴⁰³. En nous rendant à la page web de l'émission, nous lisons:

El Archivo de RTVE es un tesoro de imágenes y sonidos que refleja el tiempo en que fueron grabados [...]. El programa Archivos trabaja con este material audiovisual para ofrecer al espectador una nueva lectura de nuestro pasado. Una perspectiva diferente y crítica de quiénes fuimos y, por tanto, de quiénes somos⁴⁰⁴.

403 Nous rappelons que l'Espagne est le seul en Europe à ne pas avoir un institut de l'audiovisuel (l'équivalent de l'INA français) qui les centralise et qui permette l'accès aux documents archivés.

404 URL: <http://www.rtve.es/television/archivos-tema/el-programa/>
335 / 596

Parmi les sujets que les responsables de cette émission ont jugé opportun de montrer au spectateur figurent les relations entre l'Espagne et l'Europe, l'utilité de la culture, la violence faite aux femmes ou le rôle transgresseur du rock and roll. Nous ne remettons pas en question l'intérêt de chacun de ces sujets, ni de ceux qui complètent l'éventail. Néanmoins, la juxtaposition de questions aussi diverses, qu'un même format et un ton comparable uniformise, nous semble, une fois de plus, une dérive regrettable. La migration, pourtant bien présente dans le passé de l'Espagne et qui, selon les objectifs annoncés, pourrait nous conduire à une meilleure compréhension du présent, est absente de la sélection.

El Documental de La 2 est un espace que la propre chaîne n'hésite pas à qualifier comme «réservé à l'excellence»⁴⁰⁵. Ici non plus, malgré la qualité indéniable de nombreux reportages, nous n'avons trouvé, parmi les 76 derniers reportages émis et qui sont accessibles depuis la page web, qu'une seule allusion à la migration. Il s'agit de *El tren de la memoria*, un remarquable travail de Marta Arribas et Ana Pérez⁴⁰⁶ qui retrace le sort de ces deux millions d'Espagnols qui durent quitter leur pays pour chercher à l'étranger des conditions de vie acceptables. La volonté de ce travail est de faire le parallèle entre cette situation et le vécu de ceux qui gagnent aujourd'hui le sol espagnol avec l'espoir identique d'une vie meilleure⁴⁰⁷. Mais cette

405 «El Documental de La 2 es un espacio que La 2 reserva para la excelencia. En él se seleccionan los mejores trabajos del ámbito nacional e internacional para este espacio y se combinan documentales actuales con aquellos que han hecho historia». URL: <http://www.rtve.es/alacarta/videos/el-documental/>

406 ARRIBAS, M. et PÉREZ, A., *El tren de la memoria*, DVD, Producciones La Iguana, España, 2005.

407 Une inscription figurant sur la jaquette du DVD ne laisse aucun doute sur l'intention des auteurs: «España. Años sesenta: dos millones de españoles salen del país empujados por la necesidad. [...] [...] La mitad son clandestinos y viajan sin contratos de trabajo. El 80% son analfabetos. Ante ellos se levanta el muro del idioma y las costumbres diferentes. España. En la actualidad: otros necesitados llaman a la puerta de un país próspero. Casi nadie se acuerda de la otra historia [...]».

voie qui, en effet, invite à une approche de l'immigré différente de celles qui le montrent comme une menace pour le système, reste inexplorée, faute d'autres reportages portant sur la situation des étrangers en Espagne et sur les aspirations qui sont les leurs.

Documentos TV est une autre émission qui a souvent fait connaître des travaux journalistiques dont la qualité contredit beaucoup des critiques adressées dans ce travail aux contenus de la télévision. Cet espace de référence, que sa longévité élève au rang de symbole de l'évolution de la télévision publique, apparut à l'écran pour la première fois le 29 avril 1986. Se contentant au début de faire parvenir au public espagnol des reportages documentaires réalisés à l'étranger, *Documentos TV* entreprit de produire ses propres reportages vers le milieu des années 90. L'un d'entre eux, «Diáspora cultural», datant de la première époque de l'émission (émis le 17 novembre 1989), et en comparaison avec les derniers sujets abordés, nous laissent entrevoir l'involution de l'engagement des journalistes, et/ou des responsables de la programmation, et leurs concessions au ton lénifiant du divertissement, qui semble en avoir fini avec l'observation pertinente de la réalité des travaux les plus anciens.

Dans «Diáspora cultural» il est question des Espagnols qui quittèrent leur pays en 1939 pour gagner les côtes américaines. Beaucoup d'entre eux choisirent le Mexique et l'acteur d'origine espagnole Fernando Closas témoigne de l'accueil chaleureux dont ils furent l'objet de la part du gouvernement du président Cárdenas, mais aussi dans d'autres pays du cône sud. Closas et d'autres personnes qui se comptaient parmi ces enfants que la République espagnole, se sentant incapable de les protéger, fit embarquer dans l'espoir de les soustraire au pire, racontent avec émotion le voyage et l'hospitalité dont ils bénéficièrent. Leur récit s'accompagne à l'écran d'images d'archive montrant des adieux déchirants de ces enfants à leurs familles. Après des cérémonies de bienvenue qui se déroulèrent à grand renfort de pirouettes acrobatiques des avions d'où tombait une pluie de bonbons (ce qui, se souvient un témoin de l'époque, provoqua la panique chez les enfants espagnols, qui n'avaient jamais vu sortir des avions autre chose que des bombes), ces enfants

furent installés dans la ville de Morelia, capitale de l'Etat de Michoacán.

A ce moment du reportage, une voix off précise que c'était bien la première fois dans l'histoire que le Mexique recevait des Espagnols les bras ouverts. Cette simple phrase confirme la persistance des séquelles du passé colonial dans les relations entre l'Espagne et les pays d'Amérique Latine. Tout au long du reportage, un va-et-vient constant met en évidence le contraste entre deux moments de l'histoire commune des deux nations unies par le lien de la migration. D'un côté le passé et l'arrivée des conquistadores; de l'autre l'accueil de ces enfants espagnols qui fuyaient la guerre, et la volonté du gouvernement mexicain de favoriser leur intégration (efforts qui portèrent leurs fruits à en croire les témoignages présentés dans ce documentaire). Le reportage se poursuit avec l'histoire des 50.000 républicains espagnols qui migrent vers le Mexique à la fin de la guerre civile. Un nouvel exemple de l'accueil dans un pays dont le président n'avait pas caché son soutien actif aux républicains en lutte contre Franco.

Des milliers de personnes se massaient dans le port pour saluer les migrants à leur arrivée, parmi elles des représentants du gouvernement et des syndicats mexicains, raconte la voix off du narrateur. «A las once y veinte de la mañana -dit-elle- pisaba tierra mejicana la primera familia española víctima del destierro». Le mot est dit: ces migrants étaient accueillis en tant que victimes d'une situation qui s'imposait à eux. Une image bien différente de celle que l'on fait peser aujourd'hui sur des migrants, souvent victimes, eux aussi, de guerres ou de crises économiques tout aussi violentes, présentés comme des dangereux parasites. Le reportage précise que certaines voix conservatrices s'exprimèrent à travers les media pour dire leur inquiétude face à cette «oleada de rojos»: encore un fois la comparaison est aisée avec celles qui préviennent contre l'invasion des vagues d'immigrés. Cependant, à l'égard des Espagnols accueillis au Mexique, «el tiempo hizo desaparecer los recelos iniciales». Ceci est suivi d'une glorification de l'apport culturel que l'arrivée des intellectuels ayant fui la répression supposa pour la société mexicaine:

La llegada a Méjico de estos españoles supuso para la sociedad de aquel país una inyección de vitalidad intelectual decisiva. Una buena parte de lo mejor de la intelectualidad española de aquellos

años acabó recalando en las aulas de la universidad. [...] En tierras de Méjico iba a desarrollarse un pensamiento español propio, animado por los más prestigiosos pensadores de la España del momento. Todas las ramas del saber y del quehacer humano supieron de la presencia, muchas veces anónima, de españoles.

Vers la fin du reportage on fera encore allusion à d'autres exemples d'intégration réussie dans les sociétés d'accueil d'autres Espagnols qui, ayant quitté leur pays pendant la guerre ou après 1939, dirigèrent leurs pas vers les côtes de l'Argentine ou du Chili. En définitive, il s'agit ici d'un plaidoyer en faveur du devoir de mémoire qui devrait conduire l'Espagne à changer son attitude vis-à-vis des migrants. Et le narrateur de conclure:

España es hoy un país de libertades. Los pueblos que nos acogieron demostraron una solidaridad que España (pausa y expresiva mueca de reproche del narrador) aún les debe. Nuestra gratitud debe honrar para siempre al exilio, que supo mantener los principios de la libertad y de la democracia.

Après tout cela, qui semble contredire nos opinions critiques vis-à-vis du contenu des émissions de télévision, voici la liste des autres reportages que cette même émission a proposés, les derniers diffusés à la date de février 2012: «Tetas, un valor en alza» (reportage sur la démocratisation de l'usage des implants mammaires); «La locura de las drogas» (explication de l'incidence des drogues sur la santé mentale); «Generación perdida» (portrait de la première génération née en démocratie et dont la vie s'annonce moins facile que celle de ses parents), «El sexo en el siglo XXI» (description des changements qui se sont introduits dans la sexualité des Espagnols dans ces dernières décennies, avec la contribution de la pharmacologie, des différents produits érotiques apparus sur le marché et d'Internet); «Destino 2036» (mise en garde contre les difficultés de l'accès à l'eau potable d'une proportion croissante de la population mondiale), «Ni vivos ni muertos» (reportage qui traite des 12.000 cas de disparitions de personnes qui surviennent en Espagne chaque année); «Palabras al viento» (rappel des besoins particuliers des enfants souffrant de dyslexie); «Cuestión de pelotas» (hommage aux femmes qui pratiquent le football en Espagne) et «500 gramos de vida» (reportage consacré aux enfants nés prématurément). Un abîme sépare ces travaux de celui que nous avons décrit plus haut. La tendance, pensons-nous, n'est pas à la poursuite de l'analyse de la société ni à la réflexion autour de l'interculturalité.

II.3.3. L'immigration à l'écran

Jean-François Tétu explique que la télévision, «parce qu'elle repose sur une perception [...], semble se détourner de la rationalité constitutive de l'espace public comme espace de débat»⁴⁰⁸. Nous avons déjà montré notre adhésion à cette thèse, source de l'inquiétude que nous pouvons nourrir au vu de l'influence de la télévision sur l'opinion publique. Concernant l'immigration, au-delà de l'expression de certaines idées racistes qui font généralement l'objet de critiques et qui tendent à disparaître, nous constatons aussi son incapacité à œuvrer de façon décidée à la cohésion sociale. La télévision est capable de susciter des réactions massives, lorsque des millions de téléspectateurs sont «touchés» (terme qui fait bien allusion à une perception sensorielle, qui se passe fort bien du filtre de l'intellect).

Une catastrophe naturelle, duement montrée par les caméras et narrée par les journalistes, donne lieu à des élans de solidarité pouvant être sincères, mais qui n'en sont pas moins la réponse à des stimuli savamment dosés. Des personnes éprouvant une souffrance comparable, vivant tout autour de nous des situations dramatiques, si elles ne sont pas filmées, n'ont pas les mêmes chances de s'attirer une telle sympathie. Les immigrés résidant en Espagne, quelle que fût leur situation, intéressaient moins que les populations touchées par un raz-de-marée dans des points lointains de la planète. Depuis l'arrivée de la crise et avec l'alarmant appauvrissement de bon nombre d'Espagnols, les immigrés sont toujours devancés à l'écran par cet autre malheur, celui des autochtones, que la télévision ne se lasse pas d'exhiber. L'écran déverse quotidiennement aux pieds des spectateurs son lot d'images montrant des parents obligés à abandonner leurs enfants faute de moyens pour subvenir à leurs besoins, de collégiens dont les signes de malnutrition font

408 TETU, J.-F., «L'émotion dans les médias : dispositifs, formes et figures», in *Mots. Les langages du politique*, 75/2004, mis en ligne le 22 avril 2008. URL : <http://mots.revues.org/2843>
340 / 596

sonner l'alerte chez les médecins scolaires, de vieillards sur le point d'être délogés parce qu'ils ne peuvent plus payer l'hypothèque de leur appartement. Tout cela se passe en Espagne. Alors, qui oserait se plaindre de sa situation après cela? Qui songerait aux étrangers, alors que les Espagnols, eux-mêmes, n'en peuvent plus, «con la que está cayendo»⁴⁰⁹?

Tétu explique:

La mondialisation de l'information a stimulé l'action humanitaire, non comme une réponse politique à des actions injustifiables [...], mais comme seule réponse du téléspectateur à ce qu'il reçoit de loin. L'urgence humanitaire, de date récente, doit beaucoup aux médias parce que la vision de la catastrophe appelle une réaction immédiate, en réponse à la médiatisation de l'émotion qu'elle provoque⁴¹⁰.

Il semblerait y avoir un lien entre la vue et l'émotion que l'iconographie religieuse exploitait déjà lorsque l'on couvrait les murs des églises d'images provoquant tour à tour la piété ou l'effroi. Ces procédés, qui prouvèrent leur efficacité à une époque où le peuple était illettré, sont toujours de mise actuellement, pour peu que l'on renonce à l'analyse des images et des discours et que l'on rende les armes de la réflexion.

Les media, et en particulier la télévision, peuvent stigmatiser même à l'insu de la volonté consciente des responsables de la production des images et des discours ou encore de la programmation. Les caractéristiques propres au medium télévisuel agissent sur le matériel entrant à travers l'objectif des caméras. Les images, les

409 Expression forgée par les media, répétée à souhait, et qui fait désormais partie du langage courant au point d'être devenue, par antonomase, la formule qui exhorte à la résignation face à la crise.

410 TETU, J.-F., *op. cit.*, p. 7.
341 / 596

bruitages, la musique et les commentaires sont agencés, «retravaillés» si besoin est par la chaîne qui va les diffuser, afin d'obtenir un produit fini lissé qui s'ajuste au style qui est le sien. Ceci devient l'image de marque que la chaîne cherche à se donner, qu'elle se doit de cultiver si elle ne veut pas désorienter son public. *La 1* et *La 2* de TVE n'ont de cesse de mettre en avant (dans tous les communiqués et documents officiels, dans les entretiens faits aux professionnels, sur les pages web, etc.) leur engagement pour la défense de la pluralité et d'affirmer la conscience qu'elles ont des responsabilités auprès des citoyens que l'appartenance au service public leur confère.

Roman Gubern dit que les media, lorsqu'ils produisent une information, construisent bien plus qu'une image de la réalité. C'est une autre forme de réalité qui résulte du processus consistant à choisir certains matériaux tout en écartant d'autres, à établir une hiérarchie entre les sujets et à les traiter d'une façon déterminée⁴¹¹. Nous rejoignons l'expert des media espagnols sur ce point et aussi lorsqu'il affirme que la sélection, faite par les professionnels et les hauts responsables, de ce qui est «noticiable» détermine la construction de la réalité sociale. L'objectivité des media est un leurre et ceux qui prétendent faire un portrait fidèle à la réalité sont, soit les victimes d'un orgueil démesuré, soit des mystificateurs. Les termes «noticiable» et «noticiabilidad», qui, ne trouvant pas de synonyme dans la langue française, nécessitent une périphrase («ce qui est susceptible de constituer une information que les media trouveront opportun de faire connaître» et «qualité de ce qui est susceptible d'éveiller l'intérêt des responsables des media» respectivement), évoquent bien l'existence d'un choix révélateur.

411 GUBERN, R., *La televisión*, Bruguera, Barcelona, 1965.

Les événements intéressent plus ou moins les media selon l'identité de leurs protagonistes, et le degré de polémique qu'ils peuvent susciter. La tendance au consensus fait que l'opinion du groupe social dominant prévaudra sur celles des collectifs minoritaires et en situation de fragilité. Le nombre très faible d'émissions concernant les immigrés qui sont proposées par les chaînes de télévision espagnoles en dit long sur le manque d'adéquation entre ce sujet et ce qui est supposé intéresser le public qui s'assoit devant son poste en rentrant à la maison. L'association des immigrés à la violence et aux activités délictueuses avait la vertu de tenir le spectateur en haleine, d'attiser ce sentiment de supériorité bienveillante de celui qui observe un danger relatif, tout en se sachant à l'abri et appartenant au groupe des gagnants, de ceux qui sont dans leur droit, de ceux qui sont chez eux.

Mais voilà que, le phénomène de l'immigration s'amplifiant et la situation exigeant une plus grande sobriété afin de ne pas compromettre la paix sociale, les règles de déontologie s'en sont mêlées. Les chaînes du service public ne pouvaient pas manquer d'observer des règles et de réitérer leur volonté de contribuer à la pluralité. Plus question de stigmatiser les étrangers. Les chaînes privées pouvaient opter pour ignorer dans leur programmation un sujet qui s'avérait dépourvu d'intérêt et qui détonnait franchement des autres émissions de la grille, tout acquises à la cause du divertissement. Mais TVE ne le pouvait pas. L'examen de certaines émissions est révélateur de la façon dont la télévision publique s'applique à montrer les immigrés et à traiter du sujet de la migration, écartelée entre son obligation de ne pas exclure un pan de la population et la nécessité, au risque de voir grandir un déficit dans ses comptes déjà inquiétant, de satisfaire des spectateurs aux goûts façonnés par la «spectacularisation» ambiante.

II.3.3.1. L'immigration, un sujet parmi d'autres: *Crónicas* et *Comando actualidad*

Crónicas est une émission qui, dans un premier temps, fut diffusée à travers *Canal 24 horas de TVE*, pour ensuite intégrer la grille de *La 2*. L'équipe co-dirigée par

Matías Montero, Arturo Villacorta et Juanxo Vidal, présente chaque semaine des reportages produits et réalisés de façon indépendante et qui, pouvons-nous lire sur le site officiel, rendent leurs responsables «orgullosos de este camino de ida y vuelta que contribuye al carácter de servicio público de TVE⁴¹²». *Crónicas* a reçu de nombreuses récompenses depuis ses débuts, en 2000, et sa longévité atteste d'un accueil très favorable chez les spectateurs. Les reportages sont consacrés à des sujets d'actualité ou de société⁴¹³ et, parmi ceux qui sont accessibles depuis la page web de l'émission, nous en avons sélectionné cinq qui ont trait à la migration et au contact interculturel et interethnique.

Le premier d'entre eux s'intitule «Atrapados en la Cañada» et il présente les conditions de vie des habitants de La Cañada Real, un quartier très défavorisé de la banlieue madrilène. Sur la musique du début, une voix off égrène des phrases qui prétendent rendre compte de la réalité sociale du lieu: «A 20 minutos del centro de Madrid hay una población que no puede escapar a su destino: robos, narcotráfico, armas, ...»; «un mundo duro y peligroso, donde la violencia se ceba con los más débiles»; «el espacio de construcción ilegal más grande de Europa»; «con chalés de lujo y casas muy pobres»; «uno de los mayores supermercados de la droga que existen»; «un territorio donde se mezclan culturas y miseria»⁴¹⁴. Le ton est donné: la description de toutes les manifestations de la misère qui se concentrent dans cette banlieue est associée à la présence d'étrangers et aux problèmes que la mixité ethnique semble indéfectiblement provoquer. La voix est modulée de façon à ménager un effet de suspense, et elle s'interrompt pour laisser place à des images qui sont la preuve visible des propos exprimés: le spectacle de la pauvreté et de la

412 URL: <http://www.rtve.es/noticias/cronicas/el-programa/>

413 Quelques exemples de 2009: «Los últimos retos de la Transición», «Alerta: niños obesos» et «Musicoterapia»; en 2008: «Alta cocina», «Tardes de cuadrilla» et «Marinaleda, 30 años de lucha»; en 2007: «La boxeadora», «La fábrica global» et «Maldito estrés».

414 URL: <http://www.rtve.es/alacarta/videos/cronicas/cronicas-atrapados-canada/715996/>
344 / 596

détresse de cette ville dans la ville où sont allés se réfugier tous ceux dont la grande capitale espagnole ne voulait pas dans ses beaux quartiers.

Les immigrés en font partie, mais ils ne seront pas montrés de manière à ce que l'on puisse les individualiser, comprendre la spécificité de leurs trajectoires vitales. Certains habitants du quartier évoquent nostalgiques l'époque où, à en croire leurs mots, l'entraide et la bonne entente régnaient. Ils déplorent à présent la dégradation de leur habitat. Le soupçon de la responsabilité imputable aux étrangers est servi. Ils sont venus ajouter leurs coutumes différentes, mais surtout une pauvreté identique à celle de leurs compagnons d'infortune autochtones. Les comparaisons entre le passé et le présent vont bon train et le racisme ambiant envahit l'écran. La précarité peut expliquer ces raisonnements chez ces personnes, qui ne voient pas d'issue favorable à leurs vies et qui craignent de voir leurs enfants grandir dans un cadre aussi sinistre. Cependant, les propos de la journaliste qui, toujours en voix off, surenchérit juste après, sont, eux, difficilement justifiables:

Son los vecinos de toda la vida. Pero ahora han llegado nuevos pobladores a la Cañada: los gitanos rumanos. Los gitanos se casan sobre los 12 años, y en seguida empiezan a tener hijos. La mayoría no utiliza ningún método anticonceptivo porque su religión lo prohíbe.

Nous rappelons, pour contredire cette distinction faite entre les nouveaux arrivés et les «vecinos de toda la vida», que les gitans, sédentarisés et installés en Espagne depuis des temps immémoriaux, pratiquant la religion catholique, ont été la cible préférée des attaques racistes à l'époque où ils incarnaient pour l'essentiel le collectif des immigrés en Espagne. Et la narration se poursuit, parsemée d'images qu'aucune référence ne permet d'associer à un lieu concret, montrant des personnes non identifiées, dont le spectateur est libre de supposer la nationalité. Sans transition, on passe des gitans espagnols aux familles roumaines immigrées, immédiatement associées à la délinquance, officialisant certains des stéréotypes les plus répandus en Espagne à leur sujet. La voix off continue:

Cualquier cosa puede pasar en cualquier momento. En la puerta de las familias rumanas la policía detiene a un supuesto ladrón de coches. (...)

Desde que Rumanía es parte de la Unión europea, la llegada de estas familias nómadas ha sido

constante. Van a pedir a Madrid, a sacar dinero como pueden, y la ciudad les recibe de uñas.

Les images qui accompagnent la première de ces phrases montrent l'arrestation d'un jeune individu par les policiers, sans que rien ne permette de savoir s'il est d'origine roumaine ou non. La seconde est une claire allusion aux méthodes délictueuses qui seraient employées par ces immigrés pour se procurer de l'argent. Par son discours qui bafoue la présomption d'innocence, ce reportage semble justifier, sans que le racisme n'ait à intervenir, l'accueil hostile que la société espagnole réserve aux gitans et aux Roumains. Lorsque le tour vient aux familles musulmanes du quartier, le message reste le même, servi cette fois-ci sur un ton paternaliste qui, sous couvert de compassion, attribue à l'origine et aux pratiques religieuses de ces femmes des conditions de vie, certes déplorables, mais qui sont celles de toutes les femmes vivant en situation d'exclusion sociale:

Las mujeres árabes, celosas de su intimidad prefieren no enseñar sus rostros. En la Cañada muchas se sienten aisladas. No trabajan fuera de casa y también tienen muchos hijos.

Une fois de plus, les étrangers sont réduits à un portrait différentialiste qui, d'après le critère de l'équipe de *Crónicas*, les éloigne des Espagnols tout en faisant d'eux, quel que soit leur groupe d'appartenance ou leur lieu d'origine, un ensemble que la différence et l'altérité uniformisent. Les discours finaux d'un prêtre sociologue qui s'occupe des jeunes du quartier et des autres assistants sociaux ne suffissent pas à éloigner cette impression négative. Les mots de ces personnes, dont on ne remet pas en doute la sincérité, semblent n'être utilisés ici que pour assurer le public de la bienveillance du discours et de l'absence en lui d'une quelconque vision raciste ou xénophobe. Le téléspectateur, ainsi rassuré, peut se laisser aller aux stéréotypes stigmatisants et au réductionnisme sans pour autant se sentir fautif.

Le deuxième reportage, «España es un país muy bonito», s'intéresse aux immigrés chinois installés en Espagne, retraçant l'histoire de cette diaspora depuis les années 60 jusqu'à nos jours. Les premiers témoignages montrent des Chinois résidant en Espagne depuis une cinquantaine d'années, ayant des enfants espagnols, et qui, pourtant, donnent l'impression de ne jamais avoir fait le moindre pas vers l'intégration. Un groupe de retraités pratique le Tai Chi dans un parc (un seul

Espagnol partage leur activité, pouvant à peine communiquer avec le groupe qui s'exprime quasi exclusivement en chinois); une dame d'un certain âge explique que ce sont ses enfants qui ont insisté pour qu'elle apprenne l'espagnol. Cette femme, étant la seule dont l'équipe de reporters peut recueillir le témoignage, semble parler au nom de tout le groupe et peut-être même de tout les protagonistes de cette première époque de la migration chinoise. Des personnes qui, comme elle, constituaient un collectif très minoritaire, dans un pays alors fermé sur lui même, s'habituèrent à vivre «entre eux», c'est-à-dire, à maintenir une frontière étanche entre l'espace public et l'espace privé, cultivant, à l'intérieur de ce dernier, des coutumes et un mode de vie qui les maintenait liés à leur culture d'origine.

Dès les années 80, lorsque le régime communiste assouplit ses frontières, de nombreux Chinois fuirent la pauvreté à laquelle l'agriculture de subsistance les condamnait, nous explique-t-on dans le reportage. Ces migrants formèrent une communauté dont on souligne, d'un côté, le caractère solidaire envers ceux qui suivront ultérieurement la même voie et, de l'autre, la résistance à l'intégration et les faibles concessions au mode de vie espagnol. La voix off poursuit explique l'évolution de cette migration, devenue beaucoup plus massive: «Ningún barrio se libra del avance del entramado industrial chino. Primero fueron las tiendas de alimentación. Hoy, en una zona tan castiza como es el rastro madrileño, la mayoría de los comercios de ropa están en sus manos». Les deux stéréotypes qui gravitent autour des immigrés chinois en Espagne sont à l'honneur: la résistance à l'intégration et, maintenant que leur nombre ajoute une note préoccupante au comportement de ces étrangers, le risque d'invasion, au moins symbolique, sous forme de contrôle d'amples secteurs commerciaux. Une fois de plus, les immigrés sont présentés en insistant sur des archétypes: d'une part on les prive de leur individualité et, d'une autre part, on met en exergue les différences entre les étrangers et la population locale (à laquelle ils semblent ne jamais pouvoir appartenir, quel que soit le laps de temps écoulé depuis leur arrivée dans le pays d'accueil).

Le troisième reportage dont nous nous occuperons ici est «Huir para vivir». Il y est question d'une autre catégorie d'étrangers qui tentent d'accéder au territoire

espagnol, puis d'y rester évitant l'expulsion: ce sont les demandeurs d'asile. La voix chargée de la narration prend un ton grave qu'une musique vient étayer: «Este viaje es una huida. Aterrizar en otro país como un fugitivo. Con poco equipaje, con mucho miedo y algo de esperanza es el destino del refugiado. Dejan atrás paisaje, familia, idioma. Pero también cárcel, tortura, amenazas y desventuras». La suite détaille tout le processus de prise en charge de ces personnes, les dispositions légales qui définissent leurs droits et les mesures restrictives dont elles sont parfois victimes. Javier de Lucas, président de la CEAR (Comisión española de ayuda al refugiado) dénonce:

¿Cómo es posible que lleguen tan pocos demandantes de asilo? Y la respuesta es muy clara: porque hemos construido un sistema de desplazamiento del filtro al exterior que hace que esos demandantes de asilo no puedan presentarse como tales en esas fronteras ajenas y tengan que recurrir, que es el segundo elemento perverso, a tratar de pasar esas fronteras unidos al flujo de la inmigración clandestina. Lo que les perjudica a ellos mismos.

La CEAR prête une assistance juridique indispensable aux demandeurs d'asile, dont la plupart ignorent leurs droits. Mais le soutien psychologique qu'elle propose à ces personnes est tout aussi nécessaire compte tenu de leur fragilité et parfois même de la détresse que leur situation induit. Parmi les cas choisis pour illustrer ces propos, des réfugiés qui quittèrent la Côte d'Ivoire et qui espèrent ne pas devoir retourner dans ce pays, où leurs vies sont menacées. D'autres jeunes d'origine africaine sont interviewés ensuite: un premier explique comment il s'efforce de progresser dans l'apprentissage de l'espagnol; un autre dit qu'il souhaite rester en Espagne avec sa femme et ses enfants; un médecin vénézuélien raconte comment il dut fuir après avoir critiqué l'iniquité du système de santé de son pays. Une musique douce accentue l'effet dramatique de ces témoignages. Des musiciens ayant fui la Colombie où ils étaient persécutés à cause de leurs chansons contestataires, une transsexuelle qui réussit à quitter son pays, le Honduras, après avoir été victime des violences policières et des brimades lors de son séjour carcéral, complètent le tableau.

Le point commun entre toutes ces histoires vitales n'est autre que le statut de demandeur d'asile de ces étrangers. Maricela Daniel, responsable de ACNUR (Alto comisionado de las Naciones Unidas para los refugiados) résume le regard que ce

reportage porte sur eux lorsqu'elle s'exclame: «¿Cómo distinguir a los demandantes de asilo entre los inmigrantes?». En effet, la volonté de diviser les étrangers et de les classer dans des catégories distinctes, en raison des faits ayant motivé leur migration, est évidente. Cette discrimination ayant été faite, par opposition, toute l'empathie que méritent les demandeurs d'asile semble être refusée à cette autre catégorie d'étrangers, ceux qui grossissent les rangs de l'immigration économique. Ils ont beau être victimes, eux aussi d'une autre forme de violence, celle des finances, tout aussi destructrice que les conflits armés et les lois liberticides, ils suscitent plus facilement la peur que la compassion.

Ces immigrés économiques sont précisément les protagonistes de deux autres reportages, que nous placerons face à face pour montrer l'incohérence et la partialité révélées par des visions différentes de la migration, selon la nationalité des personnes concernées. «En tierra de jornaleros», lauréat en 2006 du prix «Junta de Andalucía sobre migraciones», parle de ces hommes et de ces femmes qui, au terme d'un périple long et éprouvant, viennent servir de main d'œuvre agricole dans les régions du sud de l'Espagne. A l'arrivée, certains employeurs malhonnêtes les exploitent. D'autres leur offrent des conditions de vie acceptables. Mais les propos de l'un d'entre eux ont de quoi laisser perplexe:

La gente al principio estaban muy cohibidos, porque no se sabe cómo se va a hacer, si son trabajadoras o no son trabajadoras. Se trajo. Trajimos unas cuantas. Probamos. Yo probé con seis a lo primero y la experiencia pues me fue bien. Al año siguiente traje bastantes más y todos los años, pues las que me hace falta. Los españoles, tienen trabajo en su pueblo, los llamas y como tienen trabajo ya no vienen, y hay que adaptarse a lo que hay: a los extranjeros.

Dans le reportage, rien n'est fait pour souligner le paternalisme condescendant et lourd de préjugés xénophobes que ces propos enferment. Qui plus est, la visite des maisons que le patron a construites pour les femmes qu'il emploie (où rien ne manque, comme il le fait remarquer, pas même la télévision), le récit détaillé des attentions qu'il a à leur égard (il va jusqu'à les conduire jusqu'au village pour qu'elles fassent leurs courses) et, pour finir, le témoignage d'une de ces employées, une jeune roumaine, qui compare son patron avec un autre qu'elle connut précédemment, confirment la bonté de cet homme. Les préjugés, la préférence

nationale clairement énoncée (on a recours à ces étrangers uniquement face à l'impossibilité d'embaucher des Espagnols, et après avoir réussi à dépasser la méfiance initiale et toute naturelle, comme l'on peut déduire des propos de Francisco Callejo, notre brave patron), tout cela paraît acceptable, puisqu'il existe des situations encore plus navrantes.

Des travailleurs qui n'ont pas été sélectionnés au préalable par des employeurs, errent dans les champs dans l'espoir de trouver une occupation. Sans papiers et dans une précarité extrême, ils survivent dans des campements de fortune, uniquement assistés par quelques organisations humanitaires. Francisco Callejo, qui dans le reportage ne se voit opposer aucune réponse ni aucun avis contradictoire et qui, de ce fait, semble incarner l'opinion des employeurs, s'exprime dans ces termes au sujet des travailleurs clandestins:

No es que no les demos trabajo. Trabajo se les da, si tienen sus papeles en regla. [...] Aquí habrán entrado hoy lo menos sesenta. [...] Ya tengo el cupo. No los voy a meter a trabajar y voy a echar a las que tengo, ¿no? Y luego que papeles, la mayoría... Hay quien tiene, hay quien no tiene. Son de los que vienen en las pateras y están ahora por aquí buscando y... Nosotros terminamos la campaña y tenemos que plantearnos la otra. Entonces, ¿cuántos trabajadores me hacen falta a mí para la campaña que viene? [...].

Cette vision myope et partielle, qui réduit les migrants à leur utilité et qui les traite en marchandise, devient le paradigme du désengagement lorsqu'elle provient non pas d'un individu mais des institutions. La télévision, avec un journalisme comme celui-ci, qui se veut en phase avec la réalité alors qu'il ne fait que satisfaire son propre égo, ne contribue pas à la formation de l'opinion. Bien au contraire, banalisant des discours qui cachent le racisme et la xénophobie derrière une certaine bonhomie, elle prédispose les spectateurs à l'acceptation de décisions politiques irresponsables, qui génèrent de la misère tout en l'attribuant au fatum, qui fabriquent l'inégalité pour après fermer les frontières aux migrants. Aucune remise en question du système ne semble pouvoir émaner de la télévision qui, comme elle le fait dans ce reportage, ne dit mot et consent à la perpétuation d'un système qui, dans sa recherche effrénée du profit maximum, nécessite une main d'œuvre soumise et peu onéreuse.

L'absence de toute nuance fait peser sur le reportage sus-cité l'ombre gênante de la xénophobie et du racisme qui ne disent pas leur nom, dilués dans le discours des Espagnols et renforcés par le fatalisme de convenance, qui consiste à renoncer à se battre pour améliorer la réalité dès lors que les victimes sont les autres. Le dernier exemple des reportages proposés par l'émission qui nous occupe, *Crónicas*, s'intitule «Tiempo de uvas». Ici aussi, il sera question de travailleurs saisonniers qui quittent leurs foyers et qui se déplacent au gré des cueillettes. Mais cette fois-ci ce sont des Espagnols qui, comme chaque année, reprennent la route les conduisant vers la France. Un voyage qui se fait dans de bonnes conditions (on voit une famille préparant avec soin les bagages; ils tiennent à emporter avec eux tout ce qui fera que leur quotidien se verra altéré dans la moindre mesure: par exemple des carafes d'huile d'olive de leur village), une destination connue et des employeurs qui les reçoivent avec familiarité.

Le traitement qui est accordé à la migration temporaire de ces travailleurs espagnols est clairement empathique. Des yeux remplis de larmes au départ de l'autobus, des parents émus laissant leurs enfants adolescents au village à la charge des grands-parents, une musique douce et des images au ralenti des travailleurs qui regagnent leur logement à la fin de leur journée de travail. Ces personnes sont montrées dans leur individualité, évoquant pour chacune la situation personnelle et familiale, donnant à voir le village d'où ils sont originaires, leurs maisons, leurs ascendants et leurs descendants. En aucun cas ils ne sont réduits au travail. Ce sont, certes, des migrants saisonniers, mais cela ne suffit ni à les définir ni à les uniformiser.

Le contraste entre ce reportage et celui dont nous parlions précédemment est frappant et la mise en relation des cinq numéros de *Crónicas* qui, d'une façon ou d'une autre, s'intéressent à la migration force plusieurs constats. Premièrement la persistance de l'association faite entre immigrés et délinquance, du fait de la cohabitation de ces personnes avec toutes celles qui partagent leur précarité, reléguées dans des banlieues à l'abandon, loin des centres historiques des grandes villes. Deuxièmement nous observons la distinction qui est faite entre les immigrés

arrivés sur le territoire espagnol pour des raisons politiques et les autres, les demandeurs d'asile bénéficiant d'une empathie dont les motivations économiques privent les autres immigrés. Et finalement, avec le reportage consacré aux saisonniers espagnols, un autre aspect vient s'ajouter à la façon défailante dont le sujet de l'immigration est abordé dans cette émission: les migrants espagnols, même lorsqu'ils ne semblent pas en proie à une grande détresse, comme c'est le cas dans l'exemple choisi, méritent une considération et une individualisation autrement plus importantes que celles que l'on accorde aux étrangers arrivés en Espagne.

Nous terminerons notre analyse concernant cette émission avec les témoignages de quelques Espagnols, à la fin du reportage «Tiempo de uvas», à propos de l'évolution de la situation en Espagne. Un groupe de jeunes désœuvrés explique l'inutilité de poursuivre des études alors que des diplômés sont contraints, comme eux (on suppose qu'ils ont arrêté prématurément leurs études), d'accepter des postes non qualifiés. Ils poursuivent leur analyse en disant que la raison pour laquelle ils ne parviennent plus à trouver du travail est l'arrivée massive d'étrangers, des personnes aux faibles exigences qui font chuter le prix de la main d'œuvre. Ceci est confirmé par les déclarations d'un autre Espagnol, un homme de 53 ans et sans emploi, qui attribue également la responsabilité de la flambée du chômage aux étrangers. Des affirmations, qui ne seront pas suivies de données concrètes les confirmant ou les infirmant, semblent se faire écho d'un ressenti populaire chargé d'une méfiance que la crise économique nourrit.

Commando Actualidad est l'autre émission qui retiendra notre attention. A l'antenne depuis 2008, «*Commando Actualidad* [...] le ha puesto rostro a temas tan diversos como el consumo, la vivienda, la crisis, las tradiciones o la superación

personal⁴¹⁵». Nous pouvons accéder aux reportages émis à travers Internet et, dans la page web officielle, nous pouvons les trouver classés selon des catégories. Parmi elles: «Consumo», «De fiestas y tradiciones», «La vivienda», «Retratando a la crisis» et «Superando obstáculos». Les spectateurs sont invités à faire part de leurs suggestions aux responsables de cet espace⁴¹⁶. Pour leur analyse, nous avons groupé les émissions qui gardent une relation avec le sujet qui est le nôtre en quatre catégories⁴¹⁷: «Chinois et autres étrangers», «marginalité», «voisinage» et «crise».

Nous commencerons par deux reportages bien différents quant au sujet abordé, mais que nous regroupons en fonction d'une concordance dans leur façon de présenter les étrangers. Le premier, «El poder chino», illustre la vision stéréotypée qui gravite autour des immigrants chinois (rejoignant sur de nombreux points le reportage «España es un país muy bonito»). Le positionnement initial des journalistes semble pourtant annoncer une plus grande prudence, puisqu'ils déclarent, dès les premières minutes du reportage, vouloir séparer de vrai du faux dans l'image communément admise qui présente les Chinois comme des travailleurs infatigables, mais aussi comme des individualistes impénitents, peu désireux de s'intégrer et incarnant, par leur nombre et par leur farouche résistance à l'assimilation, une menace de taille pour l'identité culturelle espagnole. La volonté de redorer l'image de ce collectif d'immigrés passe par des récits édulcorés, montrant des Espagnols qui signent des accords commerciaux très avantageux avec leurs homologues chinois (avant de regagner leur petite ville de province espagnole, qu'ils préfèrent, évidemment, aux grandes métropoles chinoises et leur rythme frénétique).

415 Nous lisons cela sur la page web consacrée à l'émission. URL: <http://www.rtve.es/television/comando-actualidad/>

416 «¿Qué temas te gustaría ver en el programa? Envía tus propuestas al correo comandoactualidad@rtve.es». URL: <http://www.rtve.es/alacarta/videos/television/comando-actualidad---contamos-contigo/590862/>

417 Le choix du nom de ces catégories nous appartient.

Nous assistons également à une réunion où la responsable de la Chambre de Commerce de Madrid en Chine sert d'intermédiaire à des Espagnols souhaitant faire des affaires dans ce pays. Elle explique, avec grande assurance: «En China hay una clase media de 400 millones de habitantes, que tienen una renta per cápita superior a los 60.000 euros. Un millón de millonarios y 55.000 billonarios». D'autres exemples montrent les 150.000 Chinois résidant sur le sol espagnol (auxquels il faut ajouter tous ceux qui ont déjà été naturalisés) comme un marché à exploiter: des auto-écoles proposent des cours en langue chinoise (les responsables décrivent ces apprentis comme étant «muy constantes y extremadamente disciplinados»); une intermédiaire commerciale chinoise fait l'acquisition de boutiques de luxe, mandatée par des riches compatriotes tout en faisant remarquer que, maintenant qu'il y a des Chinois riches en Espagne, «ya no hay que despreciarlos». Cette femme, elle-même d'origine chinoise, résume dans cette phrase le message qui semble se dégager du reportage tout entier: c'est leur pouvoir d'achat qui rend respectables ces étrangers. Et ce, même si l'incompréhension et les préjugés persistent. Des chefs d'entreprise s'expriment avec beaucoup de franchise, à propos de leurs homologues chinois, toujours prêts à se sacrifier et à travailler, encore et encore: «es otra cultura. Nosotros que si el cafelito,... Los chinos no tienen miedo de nada». Chacun son lot de stéréotypes. Et à croire que l'acceptation de ceux qui nous concernent, ou du moins des plus supportables d'entre eux, nous autorise à en concevoir sur les autres.

Le reportage intitulé «Abierto por vacaciones» s'intéresse aux touristes qui, chaque été, gagnent l'Espagne que ce soit pour un périple frénétique qui les conduira d'un point à l'autre, toujours au pas de course, ou bien pour une parenthèse où tous les excès sont autorisés. Nous voyons des Japonnais lancés dans des visites marathoniennes, prenant un nombre incalculable de photographies dans lesquelles ils veulent immortaliser l'image stéréotypée de l'Espagne qu'ils transportent dans leurs têtes. Les commerçants espagnols ne cachent pas le peu de sympathie que ces touristes leur inspirent. Sentiment comparable à celui que le groupe suivant, celui des Allemands, provoque chez les riverains de Palma de Majorque, lieu choisi par ces étrangers qui, selon la présentation que le reportage montre come une horde déchaînée, ivres du matin jusqu'au soir, ne s'intéressant pas le moins du monde à la culture locale et causant de nombreux désagréments par leur comportement.

Le reportage se termine avec un exemple de vacanciers bien différents des précédents: des Espagnols qui, profitant des congés, quittent la ville et vont s'installer dans le village d'où leur famille est originaire. Si dans les exemples montrant des touristes étrangers, le conflit opposaient inévitablement ceux-là aux locaux, une parfaite entente règne entre les citadins et les habitants à l'année des bourgades rurales, ravis de se retrouver périodiquement. Ici aussi, ce que le reportage ne dit pas est on ne peut plus explicite. Les Espagnols, même lorsqu'ils ne cohabitent pas de façon permanente, restent des Espagnols, et leurs coutumes ne viennent pas perturber la vie des lieux de villégiature. Il n'en est pas de même avec les étrangers, que l'on associe ici exclusivement à ces gens incapables d'apprécier la culture et le savoir vivre à l'espagnole, ou encore à des goujats infréquentables.

Un corpus de quatre autres reportages présente la marginalité comme dénominateur commun: «Ciudad sin ley», «El mercado de la droga», «El cliente» et «En tu calle o en la mía». La zone de non-droit à laquelle fait allusion le premier de ces titres est un quartier périphérique de la capitale espagnole, la Cañada Real. A la différence du traitement que ce sujet obtient dans le reportage diffusé dans le cadre de l'émission *Crónicas*, dans celui-ci il ne sera pas question que des gitans. Ce collectif et d'autres, jusqu'à compléter le nombre des 40.000 habitants de ce quartier, y apparaissent associés par un sort commun et par une vie placée sous le signe de la marginalité. Victime de constructeurs corrompus et d'employeurs sans scrupules, un groupe composé par onze familles de Boliviens est montré au moment où ces personnes, démunies et ne pouvant compter que sur le soutien de leurs compagnons d'infortune, tentent de récupérer quelques affaires entre les décombres du logement qu'elles occupaient et qui vient d'être détruit. Les images d'une extrême dureté montrent une petite fille fouillant entre les ruines de l'ancien logement qu'elle a été la première à découvrir effondré, ses parents se trouvant au travail. Le cynisme du constructeur, dont les atteintes à la légalité sont à l'origine de cette décision de la justice, au moment où il se rend sur les lieux rend la scène insoutenable. Il décline toute responsabilité face à ceux qui sont aussi ses employés et, confronté à leur désarroi, qui n'ose cependant s'exprimer qu'avec beaucoup de prudence, il leur conseille de chercher refuge et reconfort chez leurs compatriotes. «Si sois paisanos como Dios manda, lo que tenéis que hacer es ayudaros», leur dit-il.

Le prêtre du quartier leur propose un hébergement provisoire et il s'insurge contre les conditions de l'expulsion de ces personnes, à l'encontre des droits fondamentaux. Et il ajoute: «Si esto lo traen los medios de Serbia, de Afganistán o de Etiopía, nos tiramos todos de los pelos». Ceci rejoint l'idée que nous exprimions précédemment à propos de l'émotion que suscitent chez le spectateur les images de catastrophes lointaines et comment des situations dramatiques ayant lieu près de chez nous paraissent avoir perdu leur capacité à nous émouvoir. La couverture, assez exhaustive, de ce cas d'injustice flagrante faite aux immigrés est d'ailleurs suffisamment rare pour mériter d'être soulignée.

Des mots durs et des images frappantes sont utilisés pour rendre compte de cette attitude indigne d'une démocratie: le cas de ces Boliviens, nous dit-on, est extensible à celui d'autres étrangers en situation irrégulière. Le prêtre qui venait au secours des familles délogées intervient, encore une fois, pour critiquer la situation d'abandon social que vivent ces personnes, tout comme les toxicomanes qui partagent leur espace vital. Il proteste contre la volonté d'oublier ceux qui mettent en évidence les failles du système: «Aunque sean yonquis, siguen siendo ciudadanos, ¿no?». Il se montre satisfait d'avoir contribué à rendre visible cette situation d'injustice: «que todos sepan que La Cañada existe, y que es una vergüenza que exista». Cette fois-ci, l'association des immigrés aux collectifs marginalisés se fait au service de la dénonciation d'une même injustice. Sud-américains, gitans, Roumains, toxicomanes et autres déshérités, ils sont tous victimes de la volonté de rendre invisibles les éléments susceptibles de réveiller la mauvaise conscience.

Un mois après la diffusion de ce reportage, l'émission propose «El mercado de la droga», où les caméras reiennent sur les mêmes lieux pour montrer l'inaltérabilité de la situation et la dégradation des conditions de vie et des êtres humains, qui suit son cours. La dépendance des drogues est le lien entre tous ces laissés-pour-compte qui règlent leurs problèmes de cohabitation par la violence. Géographiquement et symboliquement mis à l'écart de la grande ville, les habitants de ces quartiers, nous explique-t-on ici, se sentent aussi exonérés de l'obéissance aux règles de ce monde

lointain qui commence à quelques kilomètres de chez-eux. Dans la marginalité, ces naufragés du système se sont donné un mode de fonctionnement où ils ne tolèrent aucune ingérence extérieure. La police, dans ses rondes de surveillance et dans ses tentatives pour obtenir des informations sur les activités délictueuses, ne trouve que des visages fermés de ceux qui attendent que les représentants de la loi extérieure se soient éloignés pour mettre de l'ordre dans leurs affaires. Une forme de solidarité engendrée par l'exclusion qui, néanmoins, n'est pas libre de préjugés. Les témoignages de plusieurs habitants du quartier accusent les Colombiens du trafic de drogues, alors que, comme on peut le voir à un autre moment du reportage, cela constitue l'activité principale de bon nombre d'individus dans le quartier, toutes nationalités confondues.

Dans un autre reportage, «El cliente», il sera question de prostitution, ce qui rend le débat sur l'immigration incortournable, puisque 90% des femmes exerçant cette activité en Espagne sont d'origine étrangère. Les autorités signalent aussi que 80% d'entre elles seraient victimes des réseaux mafieux. Le propriétaire d'un club qui emploie uniquement des prostituées étrangères (des Sud-américaines pour la plupart), explique comment ce choix de migrer et d'exercer la prostitution en Espagne représente une amélioration dans la vie de ces femmes. Voici un extrait de l'entretien:

- Employeur: Vienen para matar el hambre. ¡O sea, es que vienen porque lo pasan tan mal, tan mal...!
- Journaliste: ¿Pero eso no es una forma de explotación, aprovechar que lo pasan mal para...?
- Employeur: A lo mejor por parte de los clientes sí, porque siempre hay alguno regateando [...].

Les prostituées, lorsqu'elles acceptent de parler devant les caméras, font part d'une réalité dramatique. Ces femmes, étrangères pour la plupart et dans une grande mesure en situation irrégulière, ont dû laisser leurs enfants à la charge d'une famille qui, restée au pays, compte sur l'argent qu'elles y envoient pour continuer à vivre, ignorant l'origine de ces «remesas». Leur souhait est de rester invisibles le temps de

régulariser leur situation ou de réunir l'argent suffisant pour retourner chez elles. Le reportage montre bien que ces immigrées ne songent même pas à quelque forme d'intégration que ce soit, que l'exercice de la prostitution et leur situation au regard de la loi rendent inenvisageable. Le ton de ce reportage reste correct et respectueux de ses protagonistes, malgré la présence de certaines scènes qui, à notre sens, n'apportent rien au sujet et ne sont que des concessions au voyeurisme télévisuel.

Commando Actualidad aborde à une autre reprise le sujet de la prostitution, dans «En tu calle o en la mía», reportage où les journalistes donnent la parole aux habitants des quartiers où la prostitution, bannie d'autres lieux plus sélects, s'exerce, parfois en pleine rue. Menacées par les proxénètes, insultées et même agressées par les voisins (certains vont jusqu'à jeter de l'eau de javel sur elles depuis leur balcon), ces femmes se regroupent selon leur pays d'origine pour mieux se protéger dans cet environnement hostile. Les Sud-américaines se concentrent près de la Gran Vía madrilène. Celles d'entre elles qui acceptent de prendre la parole face aux caméras protestent contre ce rejet, mais elles préfèrent l'endurer plutôt que de travailler dans des clubs, où elles se sentent isolées et démunies en cas de maltraitance.

Les Espagnols, dont on peut critiquer les propos haineux à l'égard de ces femmes, souffrent véritablement du spectacle de la misère que la prostitution leur impose. Leur lieu de vie s'est dégradé lorsque cette activité et tout ce que la marginalité entraîne, s'y sont installés. Leur colère est compréhensible mais, malheureusement, leurs conclusions sont erronées et elles prennent pour cible les victimes, ces prostituées qui sont le dernier maillon de la chaîne de l'injustice sociale. Le reportage, duquel les prostituées espagnoles sont quasi totalement absentes, finit par établir un lien entre les immigrés et la prostitution. Une vieille dame, vers la fin du documentaire, explique que le problème n'est pas vraiment le commerce charnel, «es esto que ha entrado últimamente». Par la façon dont, tout au long du document, on a associé immigration et marginalité, et par l'absence de contreponds à ces mots qui restent en suspens à la fin, des journalistes dont ce n'était peut-être pas l'objectif conscient, contribuent par ce travail à la marginalisation et à la propagation des préjugés xénophobes.

Après cette incursion dans la marginalité, trois autres reportages regardent de plus près les relations de voisinage. Nous passerons très rapidement sur deux d'entre eux, «Dime dónde vives» et «Marcados por el barrio», qui montrent, une fois de plus l'alliance des habitants des quartiers face à ces étrangers que l'on rend responsables de tous les maux. Ce phénomène se répète aussi bien dans des banlieues défavorisées, comme nous l'avons vu précédemment, que dans des beaux quartiers résidentiels. Les personnes qui ont le privilège d'y habiter expliquent que la recherche de la sécurité, que les immigrés menacent, a motivé leur choix. Nous trouvons regrettable que les bonnes relations entre voisins de différentes origines, ainsi que des exemples de multiculturalité qui existent dans les villes et les villages espagnols, ne soient pas montrés à l'écran, donnant l'impression que le conflit préside invariablement aux relations entre les Espagnols et les immigrés.

«Puerta con puerta» nous semble introduire un élément qui n'avait pas encore été mentionné. Ce reportage présente des cas de personnes atteintes de troubles psychiques qui rendent impossible leur vie en collectivité: une femme souffrant de ce que l'on appelle le Syndrome de Noé qui partage son appartement avec ses quinze chiens; un homme visiblement incapable d'assurer par lui même les conditions d'hygiène les plus élémentaires vivant au milieu d'une montagne d'ordures; des squatteurs qui occupent un logement et qui n'hésitent pas à lancer les poubelles par les fenêtres. Et, au milieu de tous ces cas, décrits sans faire l'économie du moindre détail scabreux, un «piso patera», appartement où des immigrés en situation irrégulière doivent se relayer pour bénéficier d'un endroit où se reposer quelques heures. Un pas de plus dans la présentation malheureuse des immigrés et dans l'association implicite, chargée de sens, est franchi ici. Malades mentaux, personnes dépourvues du moindre respect d'autrui et immigrés en détresse extrême se voient ainsi mélangés, associés par la gêne que leur présence provoque chez ceux qui se trouvent à proximité.

La dernière catégorie que nous avons établie concerne les reportages qui abordent les conséquences de la crise. L'ampleur de ses effets en Espagne explique l'omniprésence de ce sujet dans les conversations et l'abondance des documentaires

à ce propos. Une fois de plus, sous prétexte de rendre compte de ce qui inquiète les Espagnols, bon nombre d'émissions attisent la curiosité malsaine et, avec des récits misérabilistes et dépourvus d'une autre visée analytique, encourage le voyeurisme stérile. Les reportages de *Commando Actualidad* ne se privent d'aucun ingrédient pouvant faire grimper les taux d'audience. Une femme seule avec sa fille mineure qui viennent d'être expulsées de leur logement⁴¹⁸; des visages sombres dans les interminables files d'attente formées devant chaque bureau du SEPE⁴¹⁹; d'autres files où les gens, qui attendent parfois depuis trois heures, perdent patience, cette fois-ci devant une pizzeria qui propose des pizzas à 1 euro⁴²⁰; le succès des entreprises de «cobradores de morosos», dont des employés aux accoutrements compromettants suivent les mauvais payeurs dans leurs moindres déplacements⁴²¹. Ces quelques exemples nous offrent un aperçu de l'usage de la télévision publique dans le traitement de la crise. Un sujet aussi grave et complexe, dont une analyse sérieuse et une invitation à la réflexion personnelle serait la seule répercussion positive dans la société, se voit réduit à un chapelet d'anecdotes, qui, aussi dramatiques soient-elles, ne font en rien avancer la prise de conscience citoyenne et, même au contraire, confortent le public dans le choix de la résignation qui lui est suggéré.

Le logement mérite une sous-catégorie spécifique, compte tenu de la gravité du problème dans la société et des reportages qui lui sont consacrés. Deux d'entre eux, «Alquileres» et «Deshauciados, ¿y ahora qué?», montrent des Espagnols dont la situation professionnelle s'est dégradée au point de ne plus pouvoir honorer leurs traites, ce qui fait peser sur eux la menace de l'expulsion du domicile. On retrace le parcours de ces personnes, avec une empathie évidente, et l'aide que des ONG

418 Voir «Alquileres», diffusé le 10 janvier 2010.

419 Servicio Público de Empleo Estatal, qui remplace l'ancien INEM (Instituto Nacional de Empleo).

420 Voir «El año que cambió nuestras vidas», diffusé le 27 mai 2009.

421 *Ibid.*

comme *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (PAH) tentent de leur apporter. Une seule fois seulement, au milieu des nombreux cas abordés, la victime est une femme d'origine étrangère. Son accent nous dit qu'elle est Sud-américaine, mais sa nationalité ne sera pas précisée. D'ailleurs le but des journalistes est d'illustrer, avec cet exemple concret, le travail de la PAH, de telle sorte qu'aucune information, concernant la personne que nous voyons à l'écran entourée des militants qui ont empêché son expulsion, ne sera donnée. Les immigrés qui, puisqu'ils font partie bien souvent des plus défavorisés ou de ceux que la crise a appauvris, sont très concernés par ces conflits avec les banques, n'ont pas leur place dans ces reportages. La souffrance des Espagnols d'origine, comme nous le formulions précédemment, bénéficie d'une préférence qui, même dans le malheur, semble devoir séparer les locaux des étrangers.

II.3.3.2. Au sujet de l'immigration: *Destino España* et *Babel en tve*

Destino España, ne prétend pas être autre chose qu'une émission de divertissement. La brève présentation qui en est faite sur la page web ne laisse aucun doute à ce sujet: «*Destino España* es un viaje, un recorrido por nuestro país, guiados por algunos de los cinco millones y medio de extranjeros que viven y trabajan entre nosotros»⁴²². Au fil de reportages au ton amène et à la photographie soignée, des étrangers solidement installés en Espagne servent de guide pour faire découvrir aux spectateurs les particularités des régions qui les ont accueillis. Ils donnent tous l'impression d'être parfaitement intégrés et les reportages donnent une vision idéale de ce qui peut être une société multiculturelle. Néanmoins, pour peu que l'on regarde de plus près, des aspects bien moins idylliques apparaissent.

422 URL: <http://www.rtve.es/television/destino-espana/>
361 / 596

Premièrement, ces étrangers, aussi bien intégrés soient-ils, ne sont présentés qu'au moyen des clichés associés à leur origine, continuellement rappelée au point d'éclipser complètement l'individu. L'intégration même finit par sembler fictive, tant les Espagnols qui les côtoient s'efforcent, d'une manière qui frôle la caricature, de souligner les liens étroits qui les unissent. En plus de cela, la description que les étrangers eux-mêmes font de leur lieu de résidence et de leurs voisins sont tellement idéalisées et leurs explications à propos des habitudes locales tellement fondées sur des stéréotypes que l'illusion de l'interculturalité s'éloigne de plus en plus.

Certains de ces immigrés résident en Espagne depuis longtemps. Mais, quelle que soit leur ancienneté dans le pays d'accueil, ils partagent avec les nouveaux arrivés la même attitude naïve. Une fois de plus, la légèreté du ton de l'émission interdit une véritable réflexion et réduit les personnes d'origine étrangère à des traits sympathiques et facilement reconnaissables. Par ailleurs, la différence entre les uns et les autres, entre les Espagnols et tous ceux qui, du fait de ne pas l'être, seront associés, groupés dans une même catégorie uniformisante, est évidente jusque dans la succincte présentation de l'équipe: «El que veis es el equipo que cada semana prepara un *Destino* con el que os quiere entretener y sorprender, pero todos nosotros no seríamos nada sin los casi 500 extranjeros que nos han servido de guías para redescubrir España en cada programa. A todos ellos gracias»⁴²³.

«Nosotros» *versus* «ellos». Si ce n'est pas du racisme, ce culte de la différence constitue un obstacle sur le chemin vers l'interculturalité et, comme nous avons pu l'observer, il est précédé d'une réduction à des traits caricaturaux. Les personnes ainsi présentées semblent parfaitement correspondre au discours communément admis, aux stéréotypes, ce qui a la vertu de les rendre apparemment maîtrisables, et

423 URL: <http://www.rtve.es/television/20111010/equipo-destino-espana/467351.shtml>

par conséquent moins menaçantes dans leur hétérogénéité, plus sympathiques. Nous nous attarderons maintenant sur un exemple, dont l'analyse nous permettra de comprendre les mécanismes et d'en déduire les effets, puisque la même formule se répète dans chaque nouvelle édition. Le reportage dont nous voulons parler est le premier d'une série de cinq où l'équipe s'est déplacée jusqu'à la région d'Aragon⁴²⁴. Au générique fait de musique rock et d'images saccadées qui donnent une impression de modernité et de dynamisme que des spectateurs familiarisés avec l'esthétique des vidéo-clips apprécieront probablement, suit une manchette qui résume succinctement le contenu:

Para muchos desértica y olvidada, es una tierra sorprendente que cambia a cada paso, desde las altas crestas y los montes perdidos hasta el mar en la región sin costa. Paisajes toscanos de almendro y olivar, castillos de cuento, llanuras y cierzo. Hoy en *Destino España* todavía hay más: el nipón que canta jotas como si fuera baturro, la hindú que hace jabón como lo hacía la abuela, un cubano en la tienda más antigua de España. Hoy hay cuscús, setas y pesca. Hoy cantamos a la jota que Aragón no tiene nada y Aragón lo tiene todo.

Le ton est donné et l'idéalisation de la région n'est qu'une avance des témoignages des étrangers. La première allusion à ces derniers est significative. Le terme «nipón» au lieu de celui, beaucoup plus usité, de «japonés» ajoute à la simple information sur l'origine une touche exotique et, nous dirions même, quelque peu comique. De la deuxième personne on nous dit qu'elle est «hindú», ce qui désigne une confession et non pas une origine. La confusion de ce terme avec l'ethnonyme «indio», ambigu en espagnol, est fréquente. Néanmoins, associée au reste, elle nous paraît le fruit d'une simplification volontaire ou d'une autre concession à la vision folklorisante. Un autre fait attire notre attention: l'étonnement devant la capacité

424 L'émission «Aragón I» fut diffusée par *La 1* le 18 mai 2010. URL: <http://www.rtve.es/alcarta/videos/destino-espana/destino-espana-aragon/775639/#aHR0cDovL3d3dy5ydHZILmVzL2FsYWVhcnRhL2ludGVybm8vY29udGVudHRhYmxlLnNodG1sP3BicT0zJnNIY3Rpb25GaWx0ZXI9NDEExNzQmbW9kbD1UT0MmbG9jYWxlPWVzJnBhZ2VtaXplPTE1JmN0eD0zNjg1MCZhZHZTZWFyY2hPcGVuPWZhbHNI>
363 / 596

d'adaptation des immigrants. Nous admettons volontiers que les Japonais restent minoritaires parmi les chanteurs de jotás, mais, chez eux comme chez les «baturros» de souche, cet art est le résultat d'un apprentissage, ne se trouvant pas plus inscrit dans le code génétique des Aragonais que dans celui d'un autre être humain. Il en est de même pour la fabrication de savon suivant n'importe quelle recette et de la capacité à exercer comme vendeur.

Les séquences consacrées aux différents personnages se succèdent. Chacune d'entre elles est présentée avec un intertitre qui annonce déjà la façon dont le reportage veut montrer les personnages. Voici quelques exemples appartenant au reportage qui nous occupe. «La roca de Daroca»: celui qui se voit gratifié de cet appellatif est un Américain qui ne se sépare jamais de sa casquette d'aviateur et qui explique fièrement que tout le monde l'appelle «el americano de la gorra de la aviación». «El pintor del Pirineo»: le personnage n'est autre que le Japonais qui se distingue par la façon dont il a su s'approprier la technique du chant traditionnel. Mais, en le voyant apparaître à l'écran, nous constatons qu'il pousse l'immersion dans la culture locale jusqu'à s'habiller avec le costume traditionnel aragonais, vêtements que portaient les habitants de la région dans le passé et qui est désormais réservé à des manifestations folkloriques. Et notre Nipon d'ajouter, pour prouver que le caractère des autochtones n'échappe pas à sa connaissance: «siempre cachondeo y libertad. La vida más mejor aquí. Aragonés muy tozudo, igual que piedra, muy tozudo» (sic.). Le protagoniste de la séquence «Los castillos de Huesca» est un Cubain qui, regardant avec émotion les ruines d'un château médiéval explique: «El castillo habla por sí solo. Lo hicieron en el S.XI, cuando en Cuba en ese momento a lo mejor estaban los indios todavía ahí, con la yuca, intentando alimentarse. ¿No?».

Un bel exemple d'ethnocentrisme à l'européenne que ce Sud-américain reprend à son compte. Cette remarque vient s'ajouter à toutes les autres qui, prononcées par des étrangers se félicitant d'avoir quitté leurs pays, vantent les mérites des régions d'accueil et de leurs habitants. Ce discours, en apparence aimable et inoffensif, qui flatte nécessairement le spectateur espagnol, peut en réalité avoir des effets pervers, dans la mesure où il attise le chauvinisme. En effet,

au moyen d'une opposition émanant des étrangers eux-mêmes, il réitère l'affirmation de la supériorité de leur pays, et du mode de vie amène que l'on se complaît à lui attribuer, sur le reste du monde. Voici, au mieux, la formule que le service public choisit pour parler de l'immigration à l'écran: ni une prise de risque ni un pas vers la normalisation de l'image des immigrés à la télévision.

L'émission *Destino España* n'est pas la seule émission de la télévision publique à vouloir conjuguer la promotion touristique et le reportage divertissant. *Españoles en el mundo*, à l'antenne depuis 2009 sur *La 1* de TVE (actuellement à sa onzième saison), utilise la même formule qui remporte l'adhésion du public: des Espagnols installés à l'étranger sont une fois de plus les héros des reportages. Ces migrants contactent l'équipe de l'émission pour lui faire part de leur souhait de la recevoir, se faisant ensuite un plaisir de montrer face à la caméra leur réussite sociale et matérielle et, accessoirement, quelques aspects du pays où ils résident. Cette représentation de la migration est doublement nuisible. D'une part, parce que ces histoires, dont les protagonistes n'hésitent pas à faire étalage de leur prospérité, ne sont pas représentatives de tous les migrants. De ce fait, *Españoles en el mundo* occulte les difficultés bien souvent inhérentes au processus migratoire, discréditant par la même occasion la souffrance de ceux qui ne voient pas leur aventure couronnée d'un pareil succès. D'autre part, ces témoignages, qui constituent un flagrant mensonge par omission, peuvent s'avérer nuisibles lorsqu'ils encouragent au départ d'autres Espagnols qui, poussés par la crise qui sévit en Espagne et hypnotisés par les belles images télévisuelles, se retrouvent dans des situations qui ne feront jamais l'objet d'un reportage de *Españoles en el mundo*⁴²⁵.

425 Voir à ce propos cet article, qui attribue directement à cette émission une bonne part de responsabilité dans la situation dramatique que certains migrants espagnols ont connue: PÉREZ-LANZAC, C., «Atrapados en el norte», in *elpais.com*, 11 février 2011. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/02/11/actualidad/1328962500_273909.html
365 / 596

Pour ce qui est des reportages concernant des migrants installés en Amérique Latine, nous voyons poindre un autre danger qui s'aditionne à ce que nous venons d'exposer. Ces Espagnols sont montrés selon trois schémas: celui de l'entrepreneur dont les projets ont trouvé le contexte adéquat pour s'épanouir et devenir rentables, celui de l'aventurier hédoniste qui profite d'un cadre de vie idéal et, pour finir, celui du militant d'une ONG ou de la personne engagée dans la lutte contre l'injustice sociale. Chacun de ces cas de figure, encore une fois présentés sous un vernis aimable et parfaitement lisse, cache des visions pouvant entraîner des malentendus pour le moins fâcheux. Le premier rappelle les Espagnols qui partaient «para hacer las Américas», à la recherche d'un El Dorado qu'ils n'eurent aucun scrupule à exploiter de la façon qui convenait le mieux à leurs intérêts, dans le mépris des besoins des populations locales. Le deuxième, par apposition à la figure de l'aventurier, fait ressurgir le mythe du bon sauvage qui a été à l'origine d'une vision paternaliste, sinon franchement péjorative, à l'égard des peuples du sud en général et des amérindiens en particulier. Le dernier modèle, celui qui montre des Espagnols engagés pour le développement du sous-continent américain, même si nous n'avons pas de raisons de douter de la sincérité qui les anime, placé dans le contexte de cette émission, donne à voir la dépendance des pays d'Amérique Latine vis-à-vis de l'Espagne. Aucune de ces visions ne nous semble œuvrer dans le sens de la normalisation des relations entre les pays des deux rives de l'océan.

L'émission *Babel en tve* retint l'attention de *Educación mediática y competencia digital*, un collectif, réunissant des personnes de nationalité différente, et travaillant dans les domaines de l'éducation et de la communication. Il se donne pour mission de veiller au respect dans les media de l'image de chaque collectif

faisant partie de la société⁴²⁶. Il reconnaît la qualité de cette émission et encourage les professionnels à s'inspirer de l'exemple qu'elle montre dans le respect de la diversité et en faveur de l'interculturalité. Pour ces mêmes raisons, la «Mesa para la Diversidad en el Audiovisual», une instance du *Conseil del Audiovisual de Catalunya* (CAC), qui regrette le foisonnement de pratiques journalistiques qui rendent invisibles les informations positives concernant l'immigration, décerna à *Babel en tve* un prix reconnaissant dans le travail de l'équipe du programme une véritable volonté de lutter contre la fragmentation de la société pour des raisons de nationalité ou d'origine ethnique.

Comment dans cette émission réussit-on à rendre attrayantes des informations sur les immigrés qui n'utilisent pas le sujet à des fins polémiques? Les reportages auxquels nous avons accès en visitant le site web nous permettront d'analyser cela⁴²⁷. Une première observation permet de constater deux caractéristiques qui opposent le travail de ces journalistes à celui de leurs confrères. D'une part, les reportages prennent en compte la vie des immigrés résidant en Espagne dans leur globalité, évitant de les réduire à des stéréotypes au mieux réducteurs et au pire stigmatisants. Ils dépassent, pour une fois, les sujets relatifs aux démarches administratives et à la légalité. D'autre part ces reportages ne s'adressent pas de façon exclusive aux immigrés, considérant que, par l'universalité des sujets abordés et parce que toutes les trajectoires vitales sont emmenées à se croiser dans la réalité, un public aussi large que celui de n'importe quelle émission peut être visé.

426 Leur site Internet participatif encourage le débat autour des pratiques non excluantes dans la communication. Ce collectif prône la nécessité d'une éducation médiatique. URL: www.educacionmediatica.es

427 URL: <http://www.rtve.es/television/babel/>
367 / 596

Parmi douze documentaires qui furent émis durant l'année 2009, date de l'entrée de l'émission dans la grille de TVE, six concernent les immigrés. «Retratos de la crisis», diffusé le 5 octobre 2009, commence avec une journaliste, filmée en extérieur, en plan américain et avec une sobriété qui rejoint le ton de son discours. Elle dit:

Desempleo, impago de hipotecas, cierre de negocios, pobreza y, como último recurso, el retorno forzoso al país de origen. Estas son algunas de las consecuencias que está provocando la crisis económica entre la población inmigrante. Las cifras son duras y a menudo demasiado frías para reflejar lo que a diario viven muchas personas. Hoy le ponemos cara a esas historias, algunas marcadas por la desolación, otras por la esperanza y el optimismo de quien quiere sentirse parte de la solución.

Les histoires narrées dans ce reportage présentent des immigrés qui, faisant partie de la société espagnole, subissent la crise qui la touche et partagent avec les autres citoyens l'espoir d'une amélioration de la situation. Le cas de Julio, cet Equatorien de 65 ans qui a perdu son appartement parce qu'il ne pouvait plus faire face à l'hypothèque, est présenté, sans ajouter du pathos à l'exposition de sa situation, comme un cas parmi tous ceux que la crise et l'explosion de la bulle du secteur de l'immobilier ont provoqué en Espagne. L'avocat du *Centro hispano-ecuatoriano*, explique que des personnes dans la situation de Julio font appel à lui dans une détresse extrême («presas de una desazón terrible», dit-il), ne sachant pas que seront leurs vies dans l'avenir. Un texte sur-imprimé ajoute: «Un 80% de las consultas están relacionadas con las hipotecas».

Nous ne ferons pas le commentaire *in extenso* des autres séquences de ce reportage qui, suivant un schéma analogue, exposent d'autres cas qui sont autant de situations vitales, chacune avec son lot de souffrance et d'espoir. Des commerçants chinois qui ressentent les effets de la crise à Barcelone; une Chilienne qui regarde avec optimisme l'avenir de son restaurant à Séville; un maçon roumain, qui honorait simultanément le paiement de deux hypothèques pendant l'époque dorée de la construction (une en Espagne et une autre en Roumanie), désormais au chômage, et qui défend le droit de chacun à chercher une vie meilleure («el sol es para todos», défend-il).

A la différence des autres documents analysés précédemment, celui-ci montre les immigrés dans leur individualité, exposant leur situation personnelle pour ce qu'elle apporte pour la compréhension du cas, et non pas pour satisfaire des pulsions qui relèvent du voyeurisme. Qui plus est, les circonstances qui marquent leurs vies sont la conséquence directe de la situation que traverse le pays et qui touche, d'une façon ou d'une autre, l'ensemble de sa population. Les immigrés qui, comme cet Equatorien, sont en proie aux difficultés liées à la crise économique, se seraient bien passés de cette preuve d'intégration, nous en convenons. Mais *Babel en tve* a raison de signaler que le fait qu'ils partagent les préoccupations des Espagnols est révélateur de leur appartenance effective à la société. Cette émission, avec sa volonté de parler des immigrés, véhicule un message essentiel qui est celui du besoin de faire correspondre leur reflet à l'écran avec leur présence dans la réalité objective.

Un autre reportage portant le titre de «Retando a la crisis» montre des immigrés, tous d'origine sud-américaine, dans une démarche active et volontariste. Dès la manchette initiale, le discours valorise les efforts de ces personnes qui luttent pour rester en Espagne, les faisant apparaître non pas comme un poids qui leste le système de protection sociale, mais comme des éléments capables de favoriser une sortie de crise:

Retan a la crisis. Las personas que optan por el autoempleo para salir adelante saben que no lo tienen fácil. Deben superar los trámites administrativos, conseguir financiación y sobre todo que el negocio aguante. Son tiempos en los que si se pierde el empleo uno no puede quedarse de brazos cruzados. Hay que formarse para conseguir nuevos trabajos y apostar por la creación de pequeñas empresas.

Ces immigrés sont des personnes qualifiées qui, ayant été contraintes de quitter leur pays, n'hésitent pas à suivre des formations en Espagne qui leur permettent de s'adapter aux offres d'emploi (c'est le cas de José Orlando, dont on ne précise pas l'origine exacte, un pompier qui suit une formation pour devenir poissonnier). L'ONG *Economistas sin Fronteras* conseille ces personnes dans leurs démarches, intervenant lorsqu'elles se heurtent à des attitudes discriminatoires chez leurs interlocuteurs (le Vénézuélien Fernando Rodríguez se plaint de la discrimination dont il fut l'objet lorsqu'il demanda un crédit pour ouvrir sa fromagerie).

L'émission *Babel en tve* offre un éventail très large et varié de reportages au fil desquels le sujet de la présence des immigrés en Espagne est développé dans toute sa complexité. Aux sujets graves succèdent d'autres qui renouvellent l'espoir. «Reformulando la convivencia» aborde le besoin de préparer, dès l'école, une société future multiculturelle. Ce reportage s'applique à montrer des expériences positives qui, par leur réussite dans l'intégration d'enfants originaires de pays étrangers aux côtés des écoliers espagnols, présentent une autre façon de concevoir l'intégration, montrant que la mixité sociale est possible. «Amor sin fronteras» met à l'écran des couples qui, comme conséquence de l'installation des immigrés en Espagne, se forment et donnent lieu à des familles où le multiculturalisme n'est pas simplement une utopie lointaine.

III La réalité subjective. Internet et la réalité virtuelle, oxymore et utopie

III.I: *Homo consumans versus homo conecticus*

Decía Clausewitz que la guerra es la política por otros medios y nosotros podemos afirmar que la industria de la comunicación es la guerra por otros medios. Donde, en vez de misiles, se utiliza el bombardeo desinformativo, la inconexión y el empobrecimiento cultural para que las personas no alcancen los medios con los que puedan formar un pensamiento que explique el mundo en que viven.

Javier Couso, «El agitado mundo de la inopia informativa», *Mentiras y medios*, in www.rebellion.org

Au moment de l'apparition de la télévision dans les foyers, nombreux étaient ceux qui annonçaient la fin de l'âge de la typographie et le déclin inéluctable du discours articulé et cohérent qui lui était propre. A cela nous opposerons quelques réserves. Premièrement, si la futilité est le ton dominant dans le milieu télévisuel et si les ressources dont il dispose ne sont que très rarement mises à profit pour autre chose, l'enlisement dans la médiocrité n'est pas pour ainsi dire génétiquement inscrit dans l'ADN de la télévision. Il est des exemples qui le prouvent. Deuxièmement, loin aujourd'hui de ce moment où l'autorité que l'imprimerie conférait à tout texte exonérait ce dernier de la critique, nous savons désormais que l'écran n'a pas l'apanage de l'inanité. Tout support, du plus classique au plus novateur, a la possibilité d'offrir à son public le fruit de l'intelligence humaine aussi bien que celui de la médiocrité. Nous savons également que le désir de partager la culture et la connaissance, mais aussi la volonté d'abrutir les masses peut guider la main de ceux qui fabriquent le contenu dont les media abreuvent la société.

Le changement majeur que la télévision induit, et qui finit par s'étendre aux autres media grâce à la pénétration du tissu social par l'écran, est l'effacement du dispositif qui donne à voir. Nous avons déjà évoqué l'entrée triomphale du téléviseur dans les foyers, son installation à la place d'honneur, au centre du cercle familial qui, désormais, se formera autour de lui. Il a aussi été question de la multiplication des écrans et d'une transformation technologique et esthétique qui en fait des objets décoratifs, des symboles de la modernité, et même plus que cela, des prothèses du sujet moderne. Mais la télévision réussit son véritable tour de force lorsque, sans quitter l'autel qui lui a été dressé au beau milieu de l'espace domestique, elle parvient à s'effacer, elle devient invisible. Le téléspectateur, les yeux rivés sur son écran, ne s'interroge plus à propos du media lui-même et des techniques qui sont les siennes pour transformer la réalité en ce discours composé de son et d'images. Ainsi, il oublie que ce qu'il est en train de regarder ce n'est pas le monde mais la télévision, que les images qui défilent ne sont pas la réalité, mais le produit d'une transformation de celle-ci.

Le spectateur consomme à grandes doses cette réalité fabriquée de toutes pièces que la télévision décline sous des formes diverses, avec des fragments qui se juxtaposent, qui se superposent même, dans un orgie visuelle infinie dont le rapport avec la réalité se dilue à mesure que les chaînes concurrentes s'alignent sur un mode de fonctionnement qui les rapproche. La réalité symbolique, par l'importance qui lui est accordée et parce qu'elle occupe le cerveau pendant une partie considérable de son activité consciente, finit par s'imposer, créant un «pseudo-contexte». A travers la gratification émotionnelle et l'inhibition de l'analyse rationnelle la télévision conduit le spectateur à renoncer à la maîtrise de la réalité objective. A cette dernière le téléspectateur substituera l'observation béate de ce que nous avons nommé ici la réalité symbolique, et que Neil Postman appelle pseudo-contexte. «Le pseudo-contexte -dit-il- est le dernier refuge d'une civilisation submergée par l'intempestif, l'incohérence et l'impuissance»⁴²⁸. Une cohérence indispensable, que nous nous sentirions en droit de réclamer d'un texte écrit, n'est pas de mise dans le contexte télévisuel, où les anecdotes et les sujets futiles succèdent à d'autres plus graves, le tout entrecoupé de réclames publicitaires et servi avec le même ton du divertissement, érigé en devise unique.

Lorsque la transition vers la démocratie fut considérée comme achevée, que la place de l'écran dans les foyers et dans les habitudes des Espagnols n'était plus à défendre et qu'un certain équilibre avait été retrouvé, après le bouleversement produit par l'entrée en scène des chaînes privées, la télévision publique espagnole fut bien obligée de se demander quel était son rôle dans la société postmoderne. Des documents comme le rapport émanant, en 2009, d'une commission nommée par le gouvernement espagnol témoignent de cette volonté⁴²⁹. Sa lecture permet d'apprécier le stade atteint par la réflexion chez ceux qui, prônant des réformes significatives, diagnostiquaient le décalage entre le rôle supposé des chaînes de

428 POSTMAN, N., *op. cit.*, p. 120.

télévision du service public et leurs prestations effectives. Même si la loi préconisait la contribution de l'audiovisuel public dans le développement de la «société de l'information»⁴³⁰, le rapport sus-cité constate l'incapacité de RTVE à s'adapter aux changements induits par la modernisation de la société et à remplir le rôle qui devrait être le sien en tant que service public⁴³¹.

L'échec de RTVE dans ce nouveau tournant qui est le passage à la TDT (*Televisión Digital Terrestre*) a de quoi décourager ceux qui espéraient encore voir la télévision s'ériger en instrument de cohésion sociale⁴³². Comment croire encore à cet objectif, sans cesse reformulé: «[alcanzar] mayor adecuación a las demandas de los grupos sociales minoritarios o discriminados por la lógica comercial»?⁴³³. Parmi les recommandations exposées par les experts consultés, recueillies dans le rapport

429 *Informe para la reforma de los medios de comunicación de titularidad del estado*. Document rédigé par la commission créée selon les dispositions du décret 744/2004. URL: <http://estaticos.elmundo.es/documentos/2005/02/21/reforma.pdf>

430 «El Ente público RTVE promoverá activamente el desarrollo de la Sociedad de la Información, participando en el progreso tecnológico, utilizando todas las vías y medios de distribución y difusión, así como las nuevas técnicas de producción y de difusión de programas y servicios de comunicación audiovisual, y desarrollando nuevos servicios, incluidos los digitales y en línea, susceptibles de enriquecer o completar su oferta de programación, y acercando las diferentes Administraciones Públicas a los ciudadanos», *in* Loi 24/2001 du 27 décembre, article 5.

431 «La situación de crisis financiera de RTVE y la ausencia de un plan estratégico hacia la Era Digital, han agudizado su función marginal en este campo. En buena medida, el resultado de esta conjunción de factores ha sido la práctica paralización de esas redes y, en consecuencia, la creación de un grave freno para el desarrollo en España de la Sociedad de la Información», *in* *Informe para la reforma de los medios de comunicación de titularidad del estado*, p.117.

432 «La Era Digital debe ser así la ocasión para realizar una recreación del servicio público radiotelevisivo en España y para reforzar su papel aglutinante entre las diversas culturas y lenguas del Estado español, incrementando su cohesión regional y su articulación democrática». *Op. cit*, p. 120.

433 *Op. cit*, p. 121.

auquel nous faisons allusion ici, figure la création de *Canal Inmigración* à la radio publique («orientado a la formación e integración de los inmigrantes en la comunidad española»⁴³⁴). Pour ce qui est de la télévision, nous trouvons intéressante la proposition de créer *Canal Educación/Cultura* (censé diffuser la culture espagnole et hispano-américaine), et *Canal Ibervisión* (chargé de montrer la diversité et les particularités des œuvres (pouvant être des films, des documentaires ou encore des reportages) créées par des auteurs hispaniques)⁴³⁵, les deux projets impliquant une reconnaissance des liens culturels qui unissent les pays hispanophones et proposant une image valorisante de la culture dont les immigrés d'origine sud-américaine sont issus. Aucune de ces propositions qui datent, nous le rappelons, de 2009, ne sera suivie de mesures concrètes. La crise économique aura raison de ces projets et les coupes budgétaires imposées laissent RTVE exsangue. Les temps sont à la captation de l'audience et non pas à la prise de risques. Et pour cela les responsables de l'audiovisuel public font davantage confiance aux vieilles formules basées sur le divertissement qu'à la formation de l'opinion publique dans l'interculturalité.

III.1.1. De l'écran du téléviseur à celui de l'ordinateur.

Les chaînes de télévision se sont aperçues de l'essor imparable d'Internet et, conscientes de l'inutilité de lutter contre le progrès, elles se sont adaptées aux changements. RTVE n'a pas été en reste. La télévision publique espagnole possède un site web qui, pour l'essentiel, offre des informations sur les différents espaces qui composent la grille de programmation⁴³⁶. La principale nouveauté que l'Internet

434 *Op. cit.*, p.123.

435 *Op. cit.*, p.124.

436 URL: <http://www.rtve.es/television/>

apporte au visionnage des émissions de télévision est la rupture de la subordination des spectateurs à la volonté des responsables de la diffusion. Le public, pouvant accéder aux émissions via le site de RTVE, est désormais maître des horaires, de la fréquence et du rythme de visionnage. Cependant, ceci n'a pas supposé un pas vers la participation réelle ni vers le développement d'un regard critique. Le spectateur, à qui l'on donne la fausse impression de trouver un espace de libre expression, ne peut guère que commenter le contenu télévisuel, qui continue de lui être imposé sans que cette nouvelle version du courrier des lecteurs ne parvienne à infléchir la progression de la médiocrité ni même à générer un véritable débat à propos de ce qui intéresse réellement le spectateur. Les émissions continuent d'être conçues et diffusées, au mépris des possibilités offertes par cet outil, selon une logique commerciale qui se targue cyniquement de donner à voir ce que le spectateur réclame.

Les messages que les téléspectateurs, très nombreux, postent sur le site officiel de RTVE vont la plupart du temps de la futilité à la grossièreté que l'anonymat favorise. Loin d'encourager une participation et un investissement actif qui sortiraient le spectateur de son rôle de consommateur aboulique, la télévision via Internet reproduit les dérives d'un système qui ne présente aucun signe de remise en question digne de crédit. Le racisme, entre autres formes d'intolérance, pointe fréquemment son nez dans le cyberspace. Les «débats» qui naissent autour d'une émission de télévision, du dernier rebondissement dans l'intrigue d'une fiction, ou encore de l'intervention d'un acteur ou d'un personnage public, déclenchent un flot de propos inacceptables. Dans une réactualisation des scènes de lynchage sur la place publique qui servaient d'exutoire aux tensions sociales, bon nombre de ces joutes verbales délirantes s'articulent autour de la haine de l'autre, de la stigmatisation de l'étranger.

Nous retiendrons un seul exemple, fort éloquent et représentatif de ce genre de déchaînements xénophobes. Le point de départ est le commentaire de Marisa Cruz, invitée dans l'émission *los Desayunos de TVE*, que diffuse *La 1*. Suite aux déclarations de cette journaliste de *El Mundo*, qui remettait en cause l'exactitude d'une information selon laquelle le Président Hugo Chávez était atteint d'un cancer

(«No sé si tiene cancer o lo deja de tener [...]. Como con los venezolanos y los cubanos no nos aclaramos nunca, porque no dicen nunca la verdad, pues ya veremos a ver por dónde sale el sol, y si se recupera o no se recupera...», déclare-t-elle, avec un sourire satisfait à l'intention de son interlocutrice), les commentaires fusent. La vidéo est accessible sur You Tube⁴³⁷, ainsi que les commentaires que nous reproduisons *in extenso* et sans y apporter de correction, pour permettre d'apprécier l'escalade dans la violence de ces propos outranciers.

knabo1992

ahora pregunto: Ustedes tienen la misma mentalidad que yo y muchos de mi compatriotas tenemos hacia los extranjeros???... pues, lo dudo!.

Aquí en Venezuela, Venezolanos es todo aquél que esté adentro de nuestro país o que aunque esté afuera de él, ame completamente nuestra patria.

Sé que en Venezuela hay muchos problemas... uffff. Pero, preferiré quedarme aquí y no ir a un País.. que se cree superior a resto del mundo, porque no es así!.

Dios, protege a los Venezolanos en otros países!

MADUREN!

knabo1992

Esto es sorprendente!

Espanoles les recuerdo que en mi país, Venezuela donde vivo y viviré hasta el día de mi muerte... muchos españoles, es más.. DEMASIADOS españoles han vivido en mi país y lo siguen haciendo sin ningún problemas... el año pasado entraron más... si no me creen consulten estadísticas (2010, Españoles emigraron a Francia, Argentina y Venezuela). Aquí felizmente serán recibidos y si pueden

surgir como la mayoría de los extranjeros en mi país... adelante y suerte!!

knabo1992

Qué tristeza me da... siempre veo RTV y soy Venezolano!!

hasta hoy los vi!

alexcaracas69

ALREDEDOR DEL SEGUNDO 35 LA MUJER DE BLUSA BLANCA VA Y DICE COMO LOS VENEZOLANOS Y LOS CUBANOS SIEMPRE MIENTEN,NO ME LO PODIA CREER.UNA PERSONA PUEDE CRITICAR AL GOBIERNO DE UN PAIS,AL PRESIDENTE DE UN PAIS PERO HACER UNA CRITICA GENERICA DE TODOS LOS CIUDADANOS DE ESE PAIS ES UNA VERGUENZA E INTOLERABLE.LO PEOR ES QUE ESTA PERIODISTA LA HAN SEGUIDO INVITANDO A LAS TERTULIAS,EL COLMO.DE PASO PERDONEN POR EL SONIDO.

alexcaracas69

VUESTROS INSULTOS LO UNICO QUE LOGRAN ES MOTIVARME MAS,Y REAFIRMARME EN MIS CONVICCIONES Y EVIDENCIAR UNA VEZ MAS EL RACISMO QUE SUFREN LOS INMIGRANTES DEL TERCER MUNDO EN LA PENINSULA IBERICA,INCLUYENDO PALIZAS, AGRESIONES BRUTALES, Y DISCRIMINACION DE TODO TIPO.CASO ABIERTO RACISMO EN ESPANA,BUSQUENLO EN YOU TUBE LOS INTERESADOS.ESPERO UN COMENTARIO PIDIENDO DISCULPAS POR LOS COMENTARIOS DE LA PERIODISTA EN EL VIDEO DICIENDO LOS VENEZOLANOS Y CUBANOS MIENTEN

adonaiissx

a quienes se refieren cuando dicen "inmigrantes del 3er mundo"? Siempre a los latinos nos han querido catalogar como inferiores con esa frase, ahora, inferiores a quien?? a los españoles racistas y genocidas q pa lo unico q son buenos es pa torturar toros?? creo q si hablamos de cultura, si se ponen a investigar un poco mas... notaran quienes realmente parecen ser los "inferiores" y es lo q por siglos han demostrado.

alexcaracas69

EL TERMINO TERCERMUNDISTA,ME PARECE DELEZNABLE.EL HECHO DE DIVIDIR A LOS SERES HUMANOS O A LA RAZA HUMANA EN CATEGORIAS SEGUN DE QUE PARTE DEL MUNDO PROCEDAN,

ME PARECE DESPRECIABLE.CUANDO LOS EUROPEOS LLEGARON A NUESTRO CONTINENTE LAS CIVILIZACIONES AZTECA E INCA ESTABAN MUCHO MAS ADELANTADAS QUE SUS PARES EUROPEAS.YO SALUDO,RESPETO Y APRECIO A TODOS LOS IBERICOS QUE LLEVAN DECADAS VIVIENDO EN MESOAMERICA, PERO PIDO EL BOYCOTT PARA TODAS LAS MULTINACIONALES CON SEDE EN ESPANIA.

alexcaracas69

SIN QUERER DEMONIZAR A LOS EUROPEOS DEL ESTE PORQUE LA MAYORIA DE ELLOS SON GENTE BUENA.LA MAYORIA DE CRIMENES DE EXTRANJEROS EN LA PENINSULA IBERICA SON COMETIDOS POR CIUDADANOS DE EUROPA DEL ESTE Y LA MAYORIA DE CRIMENES EN GENERAL SON COMETIDOS POR LOS PROPIOS ESPANIOLES,ESA ES LA REALIDAD Y LOS NUMEROS OBJETIVOS O SEA QUE ESE CUENTO DE LA SUPERIORIDAD DE LA RAZA EUROPEA ES PURA PAJA

jjgnbf

...nosotros porque se les regala todo, y ni sus paises los quieren alli, no me extraña aqui tampoco queremos basura, EN MAYUSCULAS QUE TE GUSTAN MUCHO, LA MAYORIA DE LOS DELINCUENTES SON EXTRANJEROS,los eslavos son diferentes , yo hablo de balcanicos, sobre todo gitanos a los que no les da la gana de comportarse bien aunque se les regale todo.

Aqui tienen derecho a sanidad gratuita hasta los ilegales, seguro que en tu país no.

Tu eres el que tiene complejos de inferioridad

alexcaracas69

MISMO DISCURSO Y ARGUMENTOS QUE EL KU KUX KLAN EN LOS 60'S Y QUE HITLER EN LOS 30'S. SI LLEGASEN AL PODER LOS FANLANGISTAS ESPANIOLES, VOLVERIAN LOS CAMPOS DE CONCENTRACION,FOSAS COMUNES Y LAS CAMARAS DE GAS CREMANDO A TODO SER DEL MAL LLAMADO TERCER MUNDO.HAY QUE TENER MUCHO CUIDADO CON ESTOS FASCISTAS ESPANIOLES Y EUROPEOS.

alexcaracas69

DEMAGOGIA FASCISTA,SEGUN EL ULTIMO ESTUDIO DEL INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA,EL 77 POR CIENTO DE LOS QUE RECIBEN AYUDA DEL GOBIERNO,SON ESPANIOLES.LA INMENSISIMA MAYORIA DE LOS INMIGRANTES SE QUEMAN CURRANDO, Y COTIZANDO A LA SEGURIDAD SOCIAL,OTROS SON AUTONOMOS Y PAGAN IMPUESTOS,OTROS CONSUMEN Y PAGAN EL IVA.LOS

INMIGRANTES NO SE LA PASAN EN UNA PLAZA HACIENDO BOTELLON Y FUMANDO PORROS COMO LOS DERECHISTAS DE TU PAIS, ADEMAS VUESTRO INDICE DE NATALIDAD ES MUY BAJO,

alexcaracas69

YO SOLO SOY CRITICO CON CUALQUIER ACTITUD FASCISTA DE LAS ELITES O CASTAS, EL ODIO NO ESTA EN MI DICCIONARIO, EN TU PAIS TIENEN QUE SER MAS AUTOCRITICOS, TENER HUMILDAD Y RECONOCER, COMO LO HICIERON LOS ESTADOUNIDENSES EN LOS 60'S QUE HAY UN PROBLEMA GRAVE DE RACISMO Y XENOFobia Y CAMBIAR EL RUMBO. TU SABES QUE TELECINCO, EL MUNDO, ANTENA 3, LA RAZON, INTERECONOMIA ETC CONTROLAN CASI EN SU TOTALIDAD LOS MEDIOS DE OPINION E INFORMACION, Y QUE LA DERECHA DE TU PAIS ES LA MAS RETROGRADA DE EUROPA

jjgnbf

La verdad es que siempre demuestras que eres no solo ignorante si no perfido , malicioso y con grandes odios producto de complejos, que a mi ni me va ni me viene.

En España no existe ningun partido xenofobo en el parlamento, sin embargo los hay en todos los parlamentos de la UE, aqui hay muchos extranjeros ahora viviendo de ayudas sociales que no dan a la gente nativa de aqui, unos cuantos de ellos creando problemas.

No creo que el mestizaje solucione nada viendo lo que ocurre...

jjgnbf

en muchos paises de alli , como mestizos odian a los blancos sobre todo en mexico , donde ademas se consideran superiores y tienen a los blancos de mexico acojonados sin poder decir siquiera que son blancos.

En realidad muchos mestizos odian a los blancos asi que no digas tonterias de lo bonito que es el mestizaje, no es la realidad que se ve.

Otra cosa, yo me mestizo si quiero y con quien quiero.

Un tipo que vive de su novia es un vago, jeta e inutil, la mayoría de europeas...

alexcaracas69

MEJICO ACOGIO' A MUCHOS EXILIADOS DE LA GUERRA CIVIL Y SUS HIJOS Y NIETOS SE SIENTEN MUY AGRADECIDOS Y ORGULLOSOS DE SER MEJICANOS,PORQUE LES DIERON LAS OPORTUNIDADES QUE NO HUBIESEN TENIDO EN VUESTRO PAIS DE DONDE CARAJO CREES TU QUE ERAN LOS PADRES DE JAVIER AGUIRRE POR EJEMPLO.QUE REVISEN MI VIDA LABORAL A VER SI VAN A ENCONTRAR UNA BAJA MEDICA O LLAMA A MI JEFE A VER SI EN UNA DECCADA HE FALTADO AL TRABAJO. EL PROBLEMA DE PREJUZGAR O DE LOS PREJUICIOS ES QUE SIEMPRE TE EQUIVOCAS.

jjgnbf

Me sigue gustando tu estilo de escribir con mayusculas,pero eso no te da mas razon, solo da imagen de historico.

Yo hablo de ese mestizaje que odia a los blancos y que esta muy extendido por hispanoamerica del que tu dices que es maravilloso, el mestizarse, pero las pruebas indican que no es tan maravilloso en lineas generales.

Aqui yo encuentro casi a diario gente de alli que vive de ayudas sociales, les regalan un piso, que no lo hacen con gente de aqui y despues insultan..

jjgnbf

Saborrrrr latinooooo , que venga celia cruz y su azucarrrr !!!!

alexcaracas69

BUENO SOCIO,LUEGO DE ESCUCHAR AL CORREDOR DE BOLSA DE NOMBRE ALESSIO RASTANI DICIENDO QUE GOLDMAN SACHS MANDA MAS QUE LOS GOBIERNOS DEL MUNDO Y QUE EL EURO SE VA PAL CARAJO,NO QUEDA MAS REMEDIO PARA MITIGAR LAS PENAS QUE ESCUCHAR UN PAR DE TEMAS DE CELIA CRUZ EL PRIMERO, TRES DIAS DE CARNAVAL Y EL SEGUNDO, NI HABLAR,LOS PUEDES CONSEGUIR EN YOU TUBE,LOS RECOMIENDO.

minotauro713

samuel sachs y marcus goldman ... judio-alemanes...crearon el mamotreto financiero que controla gobiernos.. por increible que pàrezca, empezaron como vendedores ambulantes en una carreta...

alexcaracas69

MUY ILUSTRATIVO TU COMENTARIO, QUE NOS DOCUMENTA SOBRE EL ORIGEN DE GOLDMAN AND SACHS. EN RESPUESTA A OTROS COMENTARIOS QUE SE BASAN EN EL MAS BELIGERANTE SENTIMIENTO XENOFOBO, QUE TRATAN DE IMPONERME UN ESTIGMA DE QUE VIVO DE MI NOVIA O QUE SOY IGNORANTE LES DIGO QUE EL MESTIZAJE CULTURAL ES LO QUE SE VA A IMPONER EN ESTE SIGLO Y EL CARIBE JUNTO CON ALGUNAS NACIONES DEL CONTINENTE AMERICANO COMO BRASIL, VENEZUELA O LOS MISMOS ESTADOS UNIDOS SON LOS MEJORES EJEMPLOS DE ESTA REALIDAD

XBaNNy

que mierda de racismo ven en el video ? para empezar en el video no se escucha una mierda, signo inequívoco de que fue grabado por un ignorante

juanma613

mira coño de tu madre tu no sabes nada de nada se nota en lo que escribes, no sabes ni de historia de tu país me da risa como escribes para desligarte del legado árabe hasta en el idioma castellano los árabes dejaron su influencia Y VIENE UN IMBECIL COMO TU A DECIR QUE LOS ÁRABES SOLO ESTABAN EN EL SUR JEJEEJAJAJ, QUÉ DIOS PERDONE TU ALMA Y SI YO SOY MONO TU ERES UN SOBACO DE TIGRE MAL BAÑADO QUE HUELES MAL JEJEE

XBaNNy

por favor mono ignorante, deja de hacer el ridículo analfabeto, no tiene ni puta idea de la historia de España, los reinos cristianos estaban en el norte y los califatos musulmanes en el sur separados, ningún califa árabe mandaba sobre ningún cristiano, pues los reinos cristianos eran independientes y tenían sometidos a vasallaje y cobro de impuestos a los reinos árabes del sur, hasta que los cristianos se cansaron y los expulsaron de la península Ibérica

minotauro713

era al contrario, antes de hacerse fuertes, los reinos bárbaros y retrogradados del norte español pagaban tributo al califato de Córdoba. Córdoba era la civilización el norte era barbarie.

alexcaracas69

MUY ACERTADO TU COMENTARIO, CREO QUE HAY QUE INDAGAR MÁS EN LA PROPIA HISTORIA Y VER LA REALIDAD DESDE ESE CONTEXTO. MUCHOS NO CONOCEN SU PROPIA HISTORIA, SI HABLAMOS DEL LEGADO QUE DEJARON LOS ÁRABES EN LA PENINSULA IBERICA PODEMOS ESTAR HORAS Y

HORAS,DE DONDE CREEN QUE VIENEN LAS PALABRAS,ALFONBRA,GUADALQUIVIR,GUADALAJARA O LA ALFARERIA,LOS GARGANZOS.LOS AZULEJOS, LAS MATEMATICAS.EL REINADO DE ABDERRAMAN III,EL CALIFATO DE CORDOBA ERA LA CIVILIZACION MAS AVANZADA DE TODO OCCIDENTE.

XBaNNy

para nada chaval, primero no intentes rebatir mi historia repitiendo lo que dice la wikipedia, mal empiezas segundo, en la primera etapa musulmana, el emirato nadie paga nada que fue cuando los musulmanes desplazaron a los visigodos al norte, luego en la etapa del califato en la primera mitad solo pagaban impuestos lugares que no eran reinos como los condados catalanes y reinos desaparecidos como León y era solo cuando los musulmanes mediaban en disputas internas cristianas

minotauro713

HABLANDO DE VANDALOS Y VISIGODOS?? ELLOS TAMBIEN SOMETIERON A LOS CELTAS IBEROS (ESPAÑALOS ORIGINARIOS) A TODA CLASE DE PILLAJES Y VIOLACIONES AL IGUAL QUE A LAS COLONIAS ROMANAS QUE QUEDABAN EN LA PENINSULA. en conclusion, la peninsula iberica fue un caldo de mestizajes dada su ubicacion....

XBaNNy

en la última etapa musulmana que es la segunda mitad del califato, y lo reinos de taifas todos los reinos musulmanes de taifas pagaban impuestos a los reinos cristianos del norte, hasta que fueron expulsados por los reyes católicos, tu mismo lo reconoces "a medias" cuando dices - antes de hacerse fuertes los reinos barbaros-, pues los reinos cristianos fueron fuertes 650 de los 800 años de etapa musulmana y durante 650 años pagaron tributos a la cristiandad

XBaNNy

los únicos cristianos que vivian con los musulmanos eran una ínfima minoria, llamados mozarabes, mientras que los reinos cristianos del nortes eran totalmente independientes y cobraban impuestos a los moros por las tierras que ocupaban

juanma613

que bruto eres tienes que insultar porque no tienes argumentos, como todos los idiotas iguales que tu... de donde crees que llevo el flamenco de los árabes y los caballos IDIOTA POR MAS QUE NIEGUES TU SANGRE ES MITAD ÁRABE. DEBERÍAS PREOCUPARTE MAS POR TU PAÍS QUE SE ESTA CAYENDO A PEDAZOS, que idiotez y anda estudiar para ver si sales de esa ignorancia en la que estas metido

juanma613

jejej porque no te cagas en mi pene?? jejejj vienes te bajas los pantalones, abres el culo para que puedas cagar bien, te sientas de culo y me cagas el pene.... que ignorante eres raza caribeña de putas.

mira ignorante la raza de España de donde crees que vino,?? bruto...

pues vienen de los árabes o tu crees que 700 años de dominio árabe en España pasaron así de la nada.

así que no vengas a criticar ni hablar de razas que no tienes moral ni sabes de historia!!

alexcaracas69

EL RACISMO SE MIDE POR EL NIVEL DE PARTICIPACION EN LA POLITICA O EN LA ECONOMIA DE UN PAIS QUE TENGAN LOS CIUDADANOS DE CUALQUIER RAZA.VENEZUELA EN ESE ASPECTO ESTA' MILENIOS POR DELANTE DE TU PAIS.CUANTOS CONGRESISTAS MAGREBIES,NEGROS O SUDAMERICANOS HAY EN EL PARLAMENTO ESPANOL.CUANTOS EJECUTIVOS DE GRANDES EMPRESAS O ALCALDES DE ESTAS RAZAS HAY EN TU PAIS.VENEZUELA Y BRASIL SOMOS DE LOS PAISES MAS MESTIZOS DEL MUNDO.SI QUIERES ATACARNOS HAZLO CON OTRO TEMA.NO TIENES ARGUMENTOS

alexcaracas69

tu de que carajo hablas nazi de mierda,en venezuela hay gobernadores negros diputados,ministros,generales del ejercito, secretarios generales de sindicatos ,presidentes de empresas y nuestro presidente es mitad indio mitad negro. y yo me cago en todos los falangistas expoliadores,ladrones y genocidas como tu, malparido.

Les fantasmes nés au temps de la colonisation traînent leurs oripeaux jusque dans le cyberspace. L'Espagne et les pays d'Amérique Latine sont encore hantés par des idées qui nous semblent honteuses aujourd'hui et qui, un jour, furent communément admises: celle de la supériorité des habitants du Vieux Monde et celle du besoin d'éduquer les peuples immatures. Hannah Arendt dit: «La transformation d'un peuple en horde raciale est un péril permanent à notre époque»⁴³⁸. La 438 Hannah Arendt citée par Alain Finkielkraut in FINKIELKRAUT, A., *L'identité malheureuse*, Stock, Paris, 2013, p. 185.

démocratisation de l'accès à la culture permet au plus grand nombre de s'éduquer, de connaître le passé et d'en conjurer les supercheries. La société dite de la communication est censée offrir au public, d'une part, l'information et, d'autre part, la possibilité de s'exprimer. Nul ne saurait être nostalgique du temps où la culture était l'apanage de la classe sociale favorisée, la seule à avoir accès au savoir et dont l'avis était autorisé. Néanmoins, la possibilité de s'exprimer coupée de la nécessité de former son esprit et de forger sa réflexion conduit aux dérives que la longue citation qui précède sert à illustrer.

III.1.1.1. Vers un autre rapport au monde

En décembre 2006 le magazine *Time* élut l'internaute «Personne de l'année», affichant sur sa couverture l'image d'un ordinateur dont l'écran était un miroir où chacun pouvait se voir reflété. Les responsables de cette publication justifèrent leur choix en parlant du phénomène d'appropriation des institutions par le citoyen, devenu maître de la vie démocratique. Grâce aux nouvelles technologies, nous dit-on, l'usager est à la fois gouvernant et gouverné, citoyen, somme toute, dans une société dont les règles s'écrivent dans le cyberspace, mais qui ne manquent pas d'application concrète dans une démocratie participative. Le message véhiculé, loin d'être anecdotique, est le point de départ d'une idéologie que les responsables de l'hebdomadaire américain n'ont pas inventée et dont ils n'ont pas le monopole. Cette théorie, qui présente comme un fait accompli l'avènement de la cyberdémocratie, se réjouit du pontage qui a permis au citoyen de s'emparer du contrôle de la vie de la cité au détriment de l'Etat centralisateur.

Concernant la télévision, l'interactivité que les défenseurs des technologies de l'information et de la communication (TIC à partir d'ici) évoquent en termes si élogieux, trouve rarement des applications intéressantes. Nous avons proposé un exemple des discours haineux que l'anonymat peut favoriser. Une autre occasion, pour la télévision, de donner l'impression de mettre à profit l'outil informatique pour

s'intéresser à l'avis du public consiste à lui demander de voter pour un des candidats d'un concours télévisé ou à opter pour une des réponses proposées pour une question par ailleurs totalement dépourvue d'intérêt⁴³⁹. Cette fois-ci les conséquences sont plus anodines, certes, mais nous sommes loin d'un type de télévision qui mériterait le nom de «medio de comunicación», face à laquelle le spectateur/internaute deviendrait décideur.

L'accès d'un public de plus en plus large aux nouvelles technologies et le niveau de pénétration de ces dernières dans la vie des individus, familiarisés avec l'outil dès le plus jeune âge, n'est pourtant ni la garantie d'un investissement croissant dans la prise de décisions, ni la preuve de la naissance de nos sociétés à une nouvelle ère, celle de la maturité civique et politique. Le progrès que suppose la généralisation des TIC est indéniable. Cependant, cet internaute que l'on encense, expert manipulateur de sa machine, s'il est privé d'information et d'une éducation l'encourageant à s'en servir pour améliorer sa connaissance du monde, prenant en considération l'existence de l'autre et acceptant l'expression de son opinion, fût-elle divergente de la sienne, ne dépassera pas le stade de consommateur. Les yeux rivés sur son écran, l'internaute ne perçoit que le reflet de lui-même, ce qui ne l'oblige aucunement à prendre conscience de l'existence des autres autour. Plongé dans le contenu des images qui défilent, ce à quoi il a accès, et la distinction est, encore une fois, ténue mais décisive, ce n'est pas la réalité, mais une version virtuelle de celle-ci.

439 Depuis le site web officiel de TVE, dans la rubrique «Encuestas de RTVE», nous pouvons, par exemple, répondre à la question «¿Se enterará Adolfo de que Sofía y Jesús se besaron?», qui concerne la série *Gran Reserva*. Les réponses possibles constituent un bel exemple de libre expression: «sí, Jesús se lo contará»; « sí, Sofía confesará su desliz»; «no, Jesús y Sofía lo mantendrán en secreto». URL: <http://www.rtve.es/television/encuesta/20130805/gran-reserva-origen-triangulo-amoroso-sofia-reverte/encuesta-49011.shtml>

Drôle de communauté virtuelle celle qui, composée d'individus qui brosent un portrait idéal de leur propre Moi, se targue d'éviter les écueils des sociétés humaines réelles. Les entités qui interagissent sur le cyberspace ont choisi de mettre en avant certains traits, réels ou rêvés qui les définiront dans la nouvelle société, se libérant de la contrainte du réel et de tout ce que cette dimension comporte pouvant supposer un obstacle sur le chemin de leur bel avatar. Les différences sociales, culturelles ou ethniques peuvent être omises ou, au contraire, exposées à dessein, lorsque l'internaute jugera opportun de les brandir. Ceci arrive d'ailleurs avec une fréquence inquiétante, comme nous avons pu l'observer dans l'exemple choisi, dans des querelles par messages interposés entre Espagnols et immigrés. Outre l'impunité garantie par l'anonymat, la brutalité et le degré d'absurdité atteint par les intervenants dans leurs propos sur les forums, lorsque le «débat» tourne au racisme et à la xénophobie, est symptomatique de l'hétérophilie que l'Internet encourage chez les usagers ou, devrions-nous dire, chez leurs avatars, drapés pour l'occasion dans leurs costumes nationalistes qui fleurent bon l'ethnocentrisme. Les individus, dans leur interaction avec les autres, dans le jeu social, se servent de masques qui conviennent à chaque situation, à chaque aspect de leur personne, à chaque position ou au rôle qu'ils se voient assigné par la société. Devant l'ordinateur on pourrait croire venu le moment de faire tomber ces masques, de montrer que, sous chacun d'entre eux se cache un visage humain aux traits dont l'universalité dépasse les particularités. Mais la conscience de se mouvoir dans un espace virtuel semble donner l'autorisation pour suspendre temporairement les règles qui veillent à la cohabitation, pour donner libre cours à des pulsions réprimées.

L'Internet n'est pas seulement le paradis de l'égotique, et nous ne pouvons pas le réduire à cet imagier qu'est Facebook ou encore à ces honteux étalages d'hystérie et de haine. Les internautes se sont très rapidement rendus compte de la possibilité que cet outil de communication leur offrait lorsqu'il s'agit de se rassembler. A en juger par la vacuité désarmante de certaines utilisations de cet instrument de coordination, nous pouvons affirmer que l'organe ne crée pas la fonction. Des internautes se donnent rendez-vous à travers Internet à un endroit et à une heure précise, affluant de tous les coins de la ville pour accomplir ensemble une action insolite, avant de se disperser. Ceci témoigne bien de l'efficacité de l'outil, mais

encore plus de l'inanité de certains des buts qu'il permet d'atteindre. Juan Urrutia nous sert plusieurs exemples, d'une inutilité fascinante, qu'il attribue à l'ennui qui frappe les masses, les «ciberturbas» comme il les appelle:

En junio de este año 2003 cien personas virtualmente coordinadas por e-mail se reúnen en la sección de alfombras de cualquier establecimiento de Macy's en New York, hablan de las alfombras entre ellos brevemente y se dispersan. Un poco más tarde, en el mismo mes de junio en Boulder, Colorado, un día determinado a las 16.28 horas una ciberturba reunida en un lugar determinado señala el cielo y grita: Es un pájaro. Es un avión. Es superman y a las 16.38 se dispersan. El 2 de julio unas 200 personas reunidas en el hotel Grand Hyatt de New York a las 15.23 aplauden durante 15 segundos y se van cada una por su lado. Un grupo se cita brevemente en una zapatería del Soho neoyorkino calzados con zapatos espaciales. En San Francisco centenares de personas dan vueltas sobre sí mismos. En la Soho Square de Londres unos cuantos individuos previamente citados proceden, antes de esfumarse, a intercambiar libros. Otra vez en New York una muchedumbre instantánea imita el sonido de los pájaros en Central Park. Unos cientos de ciudadanos de Hong Kong saltan durante 32 segundos gritando boing, unos cuantos romanos asaltan una librería preguntando por libros inexistentes, en Londres unos cuantos ciudadanos se citan electrónicamente en una tienda de decoración y dirigiéndose a un dependiente le espetan: ¡Oh, vaya sofá!, y en el Toys'Rus de New York adoran un dinosaurio⁴⁴⁰.

Un seul point commun à ces initiatives semble s'ériger en principe: elles ne servent aucune cause. Naturellement, ceux qui cherchent à en défendre une se sont, eux aussi, emparés d'Internet. Les associations, les ONG, les groupes d'activistes et tous ceux qui, en définitive, tentent de se faire entendre et d'apporter un discours divergeant de celui qui emprunte les voies officielles trouvent dans le cyberspace une nouvelle version de l'agora grecque. Ceux qui peinent à se montrer dans l'espace public, et dont les media classiques ne diffusent qu'une image tronquée, semblent vouloir saisir leur chance et Internet les séduit avec sa promesse de leur donner la parole, sans filtres, sans intermédiaires, sans obstacles. Les voix dissidentes se servent d'Internet, se donnant rendez-vous dans le cyberspace pour mieux se concerter sur les actions à entreprendre pour agir sur la réalité qui les entoure.

440 URRUTIA, J., *Aburrimiento, rebeldía y ciberturbas. Una aproximación a la economía desmercada*, URL: http://juan.urrutiaelejalde.org/files/2012/02/aburrimiento_rebeldia_ciberturbas.pdf p. 41, 42. 389 / 596

Les forces de l'ordre ont déjà été contraintes d'avouer leur impuissance face à ces «ciberturbas», inquiètes de l'effet contagion qui, de façon aussi inexplicable qu'impossible à maîtriser, rassemble et disperse ces masses, en apparence guidées par un cerveau invisible. De ce point de vue, les actions absurdes dont nous parlions précédemment ont pu accroître, que cela fût leur volonté consciente ou pas, la méfiance des instances publiques et des forces de l'ordre à l'égard des mots d'ordre lancés à travers Internet. Urrutia explique:

Hemos de concluir que el fenómeno de las ciberturbas puede ayudar a que prenda la revolución, no porque las muchedumbres den miedo o sean en sí mismas una fuerza revolucionaria; sino simplemente porque son una forma de convertir en conocimiento común el número de agentes con un umbral determinado de rebeldía⁴⁴¹.

Les citoyens, habitués à l'anomie de leur vie méta-postmoderne, prennent conscience avec Internet de leur appartenance à un groupe. La société est un réseau ou plutôt, dans chacune de ses manifestations (la famille, le quartier, la région, le parti politique ou l'association auxquels on appartient, le club de football dont on est supporter, etc.), une multitude de réseaux qui s'entrecroisent. Mais l'individu semblait avoir perdu conscience de cela. La circulation de l'information via Internet suppose un pas de géant sur le chemin de la décentralisation. Mais, alors qu'une structure décentralisée a tendance à voir le pouvoir se concentrer en quelques individus, Internet appartient à ce que David de Ugarte appelle «redes distribuidas», qu'il définit ainsi:

En las redes distribuidas, por definición, nadie depende de nadie en exclusiva para poder llevar a cualquier otro su mensaje. No hay filtros únicos. [...] «todo conecta con todo», [...] un emisor cualquiera no tiene que pasar necesariamente y siempre por los mismos nodos para poder llegar a otros. Entonces, ¿las redes distribuidas no tienen formas políticas de organización? No, lo que ocurre es que estamos tan acostumbrados a vivir en redes de poder descentralizadas, que confundimos la organización de la representación con la organización de la acción colectiva. La perversión de la descentralización ha llegado a tal punto que «democracia» se ha convertido en sinónimo de elección de

441 URRUTIA, J., *ibid.* p. 46.
390 / 596

representantes, es decir de nodos filtro. Lo que define a una red distribuida es , como dicen Alexander Bard y Jan Söderqvist, que «todo actor individual decide sobre sí mismo, pero carece de la capacidad y de la oportunidad para decidir sobre cualquiera de los demás actores»⁴⁴².

Ce type de réseau relie des éléments égaux s'impliquant dans une prise de décisions qui ne se limite pas au système binaire (oui ou non) qui s'abattait sur les citoyens-électeurs. Un individu peut faire part au groupe d'une proposition, et le degré d'adhésion que cette dernière provoquera sera proportionnel à sa capacité à la rendre attractive et à son adéquation aux besoins de la collectivité. Un tel système, que De Ugarte nomme «plurarquía»⁴⁴³, n'est pas unidirectionnel; il n'existe d'ailleurs pas de direction prédéterminée et tous les groupes qui surgissent au sein de la masse s'emploient avec le même intérêt à entretenir la fluidité des échanges, clé de voûte de cet espace commun. Certains, comme De Ugarte, n'ont pas manqué de souligner le caractère révolutionnaire de ces structures que les TIC, et surtout leur généralisation, rendent possible. L'optimisme de cet auteur est évident lorsqu'il évoque la capacité décisionnelle d'un groupe ainsi organisé:

¿Qué sucede cuando una estructura distribuida se enfrenta a una descentralizada? Pues que la distribuida lleva las de ganar en capacidad de movilización y rapidez de reflejos. No faltan ejemplos en los últimos años de gobernantes que han pensado que bastaría con controlar los filtros tradicionales (prensa y TV) para condicionar a los ciudadanos asegurándose de que sólo les llegara la información conveniente. El trasfondo de las nuevas redes informacionales distribuidas les enfrentaría, sin embargo, a miles de ciudadanos en las calles. En algunos casos (Filipinas, España, etc.) les llevó a abandonar el poder. Pero lo importante no es tanto el resultado como el fondo que sintomatizaron. Se han llenado miles de páginas sólo para tratar de entender en qué se basaban las cadenas de SMS, el poder del «boca a boca» electrónico, pero en realidad no es más que la punta del iceberg. Lo cierto es que estas ciberturbas habrían sido impensables sin el nacimiento de un nuevo medio de comunicación distribuido⁴⁴⁴.

442 DE UGARTE, D., Trilogía de las redes, Bibliotecade las Indias. URL: <http://lasindias.org/el-poder-de-las-redes/#de-que-trata-este-libro>

443 DE UGARTE, D., *ibid.*

444 DE UGARTE, D., *ibid.*

Le mécontentement citoyen face à la gestion de la crise en Espagne et la tension sociale attisée par les mesures du gouvernement, qui mise sur les découps budgétaires et sur l'abaissement de la protection sociale pour relancer l'économie du pays, ont fourni des occasions idéales de mise à l'épreuve des vertus que l'on prête à cette nouvelle structure sociale. Les multiples possibilités d'Internet ont été abondamment exploitées et toutes les déclinaisons de ses applications ont servi à court-circuiter les media officiels depuis lesquels, au fur et à mesure que le joyeux feu de camp de la Plaza del Sol devenait une tout autre chose, on s'efforçait de nier l'ampleur du mouvement et de tenter d'en discréditer les participants. Ceci n'est pas sans rappeler l'enthousiasme de cet autre auteur précédemment cité, Edward Bernays, qui dans *Propaganda* félicitait les dirigeants invisibles d'avoir découvert l'efficacité redoutable de la propagande moderne:

La propagande moderne désigne un effort cohérent et de longue haleine pour susciter ou infléchir des événements dans l'objectif d'influencer les rapports du grand public avec une entreprise, une idée ou un groupe. Cette pratique qui consiste à déterminer les circonstances et à créer simultanément des images dans l'esprit de millions de personnes est en réalité très courante⁴⁴⁵.

Mais voici qu'Internet, cet outil qui peut être utilisé pour donner libre cours aux pulsions les plus dégradantes et, bien que cela puisse être considéré comme une démonstration de force, pour réunir des masses sur le point de sombrer dans l'ennui dans des buts d'une absurdité parfaite, est aussi capable de contrer les media traditionnels et peut-être même de mettre fin aux effets néfastes de la fabrication et de la diffusion massive d'images uniformisantes. Le peuple espagnol a crié dans la rue «¡No nos representan!», et cette clameur avait fait le tour du monde avant même que les chaînes de télévision ne s'aperçoivent de leur «dangerosité». Ce peuple indigné s'insurge et il choisit, de façon ô combien significative, cette phrase qui résume sa déception face à une démocratie qu'il considère défailante et sa colère vis-à-vis de ces élus qui méprisent et ignorent ceux dont ils sont censés exprimer la

445 BERNAYS. E., *op. cit.*, p. 43.

volonté. En définitive, ce que les Espagnols crient est leur refus d'être réduits à l'invisibilité. Et en cela ils rejoignent le sort de ceux que le système avait pour habitude de laisser en marge: les immigrés. Auront-ils une place dans la société que les Indignés réclament? Se comptent-ils parmi eux au moment où ils descendent dans la rue, où ils s'organisent à l'aide d'Internet, où ils construisent un système plus juste et ils rêvent d'une société multiethnique et multiculturelle?

III.1.1.2. Nous sommes tous des étrangers

En 1996 John Perry Barlow écrit la Déclaration d'Indépendance du Cyber Monde⁴⁴⁶. Cet auteur états-unien, que l'on présente comme un activiste défenseur des droits des internautes, fait explicitement référence à la «Déclaration d'Indépendance» américaine, stipulant dans ce texte les principes fondamentaux qui devront réguler le fonctionnement de cet autre Nouveau Monde: le cybermonde. Le document, qui résume l'esprit de l'association à but non lucratif qui veille aux droits numériques aux Etats-Unis, *Electronic Frontier Fondation*, dont Barlow est le co-fondateur, réfute toute intervention extérieure et toute forme de contrôle sur le Net. Nous pouvons faire de ce texte, rédigé en réaction à une loi de libéralisation du secteur des télécommunications aux Etats-Unis, une lecture plus large qui le fait apparaître comme une mise en garde contre le désir croissant de la part des grandes puissances de maîtriser l'Internet. Il fait également office de plaidoyer réclamant pour les internautes le droit d'élaborer un contrat social propre et inédit.

446 BARLOW, J., P., «Déclaration d'Indépendance du Cyber Monde», Davos, Suisse, 8 février 1996.

URL du site web officiel de l'EFF, où l'on peut trouver le texte d'origine: <https://www.eff.org/>

URL de la traduction de Hache: <http://editions-hache.com/essais/barlow/barlow2.html>

Ce qui retient notre attention dans ce document, dont de nombreux sites et blogs se firent volontiers l'écho, mais qui, comme tant d'autres déclarations de principes, demeura sans effet particulier dans la pratique, est la dichotomie qu'il établit entre un «vous», qui inclue les gouvernants et toutes les instances et les institutions politiques en place, et un «nous», qui s'oppose à cette conception traditionnelle et défailante de l'exercice de la démocratie. Dans cet extrait, la répétition des déterminants ne laisse aucun doute sur la volonté de souligner l'antagonisme:

Les gouvernements tirent leur pouvoir légitime du consentement des gouvernés. **Vous** ne **nous** l'avez pas demandé et **nous** ne **vous** l'avons pas donné. **Vous** n'avez pas été conviés. **Vous** ne **nous** connaissez pas et **vous** ignorez tout de **notre** monde. Le cyberspace n'est pas borné par **vos** frontières. Ne croyez pas que **vous** puissiez le construire, comme s'il s'agissait d'un projet de construction publique. **Vous** ne le pouvez pas. C'est un acte de la nature et il se développe grâce à **nos** actions collectives.

Vous n'avez pas pris part à **notre** grande conversation, qui ne cesse de croître, et **vous** n'avez pas créé la richesse de **nos** marchés. **Vous** ne connaissez ni **notre** culture, ni **notre** éthique, ni les codes non écrits qui font déjà de **notre** société un monde plus ordonné que celui que **vous** pourriez obtenir en imposant toutes **vos** règles.

Vous prétendez que des problèmes se posent parmi **nous** et qu'il est nécessaire que **vous** les régliez. **Vous** utilisez ce prétexte pour envahir **notre** territoire. Nombre de ces problèmes n'ont aucune existence. Lorsque de véritables conflits se produiront, lorsque des erreurs seront commises, **nous** les identifierons et **nous** les réglerons par **nos** propres moyens. **Nous** établissons **notre** propre contrat social. L'autorité y sera définie selon les conditions de **notre** monde et non du **vôtre**. **Notre** monde est différent⁴⁴⁷.

Le texte fait une allusion directe à ce que ce «nous» laissait entendre, ce dépassement des préjugés et cette communion des «cybercitoyens», au-delà des barrières administratives, physiques, ou psychologiques. Il fait la promesse de

447 BARLOW, J., P., *ibid.* Le soulignage est de notre fait.
394 / 596

l'abolition des privilèges et du respect des minorités:

Nous créons un monde où tous peuvent entrer, sans privilège ni préjugé dicté par la race, le pouvoir économique, la puissance militaire ou le lieu de naissance. Nous créons un monde où chacun, où qu'il se trouve, peut exprimer ses idées, aussi singulières qu'elles puissent être, sans craindre d'être réduit au silence ou à une norme.

Cependant, alors que l'on se prend déjà à rêver de la réalisation de l'utopie, rappelons-nous le devoir de distinguer entre désir et réalité, ce dont ce texte semble s'exonérer. Nous nous interrogeons précédemment à propos de la visibilité des étrangers, des immigrés, sur les sites et les blogs créés et diffusés en Espagne (puisque leur présence sur le Net est une évidence). Nous avons montré les insuffisances de la télévision dans la représentation des étrangers et les problèmes que provoque le décalage entre l'invisibilité dont ce collectif est frappé dans la réalité symbolique et sa place dans la réalité objective.

Nous analyserons ultérieurement l'utilisation concrète que les immigrés en général, et ceux d'origine sud-américaine en particulier, ces derniers étant favorisés par le partage de la même langue, font de cet outil et de ses multiples possibilités. Mais, portons premièrement notre attention sur un point sur lequel le texte de Barlow nous semble dépasser le stade de prophétie se voulant performative. Cette phrase, croyons-nous, justifie à elle seule l'intérêt de ce document: «Vous êtes terrifiés par vos propres enfants, parce qu'ils sont les habitants d'un monde où vous ne serez jamais que des étrangers». La sentence tombe de tout son poids, vers la fin du texte, et elle autorise, bien plus que toutes les pompeuses affirmations qui la précèdent, l'espoir en ce Nouveau Monde où les catégories «étranger» et «natif» méritent d'être redéfinies.

Les derniers paragraphes apportent encore une nuance supplémentaire, insistant sur l'idée qui nous intéresse, celle de l'étranger. L'auteur y introduit la comparaison entre la main mise des media dominants sur la formation de l'opinion publique et le pouvoir colonial, qui s'imposait à des sujets lointains, privés de la possibilité d'agir en citoyens, à moins de se révolter. Cette fois-ci, le terme

«étranger» désigne ceux qui brandissent leur différence et leur désaccord, décidant de s'exiler pour fonder un autre monde, une réalité virtuelle. D'après cette déclaration de principes, les immigrants (et parmi eux les Sud-américains, pour qui l'allusion au colonialisme peut être évocatrice) ne sont plus les seuls étrangers. Tous ceux qui souhaitent l'émergence d'un autre mode d'interaction sociale les ont rejoints de leur plein gré, sous cette étiquette jadis infamante. Ils sont tous inclus dans le «nous» dont il était question plus haut.

Ces mesures toujours plus hostiles et colonialistes nous mettent dans une situation identique à celle qu'ont connue autrefois les amis de la liberté et de l'autodétermination, qui ont eu à rejeter l'autorité de pouvoirs distants et mal informés. Nous devons déclarer nos subjectivités virtuelles étrangères à votre souveraineté, même si nous continuons à consentir à ce que vous ayez le pouvoir sur nos corps. Nous nous répandrons sur la planète, si bien que personne ne pourra arrêter nos pensées.

Les systèmes complexes intéressent les scientifiques qui, comme le physicien Víctor Alberto Fairén le Lay, tentent d'expliquer leur fonctionnement⁴⁴⁸. Ces systèmes, qui existent aussi bien dans la nature que dans le corps humain ou dans la société, ne peuvent pas être réduits à une série d'attributs qui suffiraient à les définir. Chacune de leurs matérialisations est une représentation qui, sans jamais correspondre au patron modélisant, permet à l'observateur de les reconnaître comme étant une version de la catégorie abstraite. Nous devons renoncer à la méthode préconisée par le professeur Fairén qui, afin d'appréhender les mécanismes qui, dans la nature, animent les systèmes complexes, réduit le nombre de perspectives depuis lesquelles ils pourraient être observés à une seule, celle de la physique. Nous voulons montrer que le tissu social doit être considéré, lui aussi, comme un système complexe.

448 Le professeur Fairén résume pour Radio UNED les grandes lignes de ce qui constitue son domaine de recherche et qui fait l'objet du Doctorat en Physique des Systèmes Complexes, à l'UNED. URL: <http://www.youtube.com/watch?v=o6RMKAY3q7A>
396 / 596

Pour cela, nous observons les attributs qui servent à les caractériser. Premièrement, nous indique-t-on, nous sommes obligés à renoncer à la liste exhaustive des propriétés qui, idéalement, devraient concourir pour former un de ces systèmes, puisque les représentations d'un objet sont toujours imparfaites si l'on s'en tient à la stricte orthodoxie donnée par sa définition. Ainsi, ce que le citoyen observe autour de lui lorsqu'il lève le regard ne correspond pas avec ce modèle calibré, pesé et mesuré à grand renfort d'études et de sondages. Il en est de même pour chacune des catégories qui apparaissent après dissection: les jeunes, les immigrés, les «ninis», les «Indignés», etc. Nous noterons d'ailleurs que le langage scientifique utilise le terme «représentation» pour parler de chacune de ces variantes imparfaites du modèle, alors que l'écho des manifestants criant dans les rues espagnoles leur «No nos representan» résonne encore.

L'absence de linéarité et l'incertitude sont deux autres caractéristiques des systèmes complexes. Appliquées au comportement d'un groupe humain, elles expliquent pourquoi, d'une part les réactions ne sont pas toujours proportionnelles aux stimuli qui ont servi à les déclencher et, d'autre part, le fait qu'un nombre presque infini d'alternatives puisse être envisagé comme suite à un événement donné. Mais il y a encore deux attributs qui, à notre sens, justifient pleinement l'analyse de la société sous l'optique des systèmes complexes et l'intérêt de connaître les lois ayant été répertoriées pour les comprendre. La première est «l'émergence»⁴⁴⁹, qui veut que, dans tout système complexe, le tout ne puisse pas être réduit à l'addition des parties qui le composent. Ainsi, de même qu'un être humain ne saurait se limiter à l'assemblage de tous les organes, qui ne feraient de lui autre chose qu'un monstrueux Frankenstein, la société est autre chose que tous ses membres mis côte à côte. Un groupe emprunte des directions inattendues, que

449 Nous traduisons ainsi le terme «surgimiento», néologisme choisi par le professeur Fairén pour rendre compte de sa théorie.

l'étude du comportement de ses intégrants n'aurait pas permis de prévoir. Cet être collectif parvient à des prises de position et à des agissements qui dépassent les capacités des individus.

L'auto-organisation complète la série des attributs des systèmes complexes que nous jugeons opportun d'appliquer à la société, dans la mesure où, notamment en temps de crise, elle s'est montrée capable d'une coordination semi-automatique des actions individuelles. A la lumière de cette observation scientifique, nous comprenons mieux le fonctionnement de cette masse informe qui semblait se mouvoir comme un seul homme lors des contestations nées à partir du 15-M en Espagne. Les autorités disaient leur étonnement, leur exaspération même, abondamment relayée par les media, et demandaient inlassablement des interlocuteurs visibles, sûres de l'existence de leaders tapis dans l'ombre. Les Indignés se jouaient de ces injonctions et, conscients de la force que le groupe leur conférait, ils firent défiler des personnages masqués qui explicitaient le pouvoir de l'anonymat et qui excitaient la nervosité des dirigeants.

Avec le 15-M l'Espagne vécut ce qui nous semble être l'exemple le plus clair de contestation populaire des media dominants et, avec la clairvoyance teintée d'humour qui était de mise dans bon nombre de leurs actions, les manifestants montrèrent leur mépris à l'égard des faiseurs d'opinion. Dans les rues de Madrid, mais aussi dans celles de toutes les villes espagnoles, nous vîmes apparaître des individus masqués, des «*Anonymous*», s'emparant de l'invisibilité, face aux yeux médusés des media qui, venus faire le plein d'images fortes, ne pouvaient pas résister à ce piège subtil. Brandissant volontairement leurs masques, ils faisaient

usage de l'invisibilité alors que les caméras se ruiaient sur eux pour les voir⁴⁵⁰. La télévision, dont la présence était seulement tolérée dans les campements que les Indignés installèrent dans les places, se voyait opposer le dédain par ceux qu'elle avait si longtemps «oubliés».

Les Indignés choisirent le Net pour s'organiser, pour exprimer leurs revendications et pour dire leur colère. Il est vrai que la présence du collectif des immigrés dans les manifestations ne fut pas significative, se réduisant à la décision personnelle de ceux qui choisissaient de se joindre au mouvement, sans coordination ni action commune. Mais les demandes concernant l'accueil et l'intégration des immigrés en Espagne font partie des revendications des Indignés. Le personnage d'*Anonymous*, dont on trouve de multiples déclinaisons dans l'iconographie populaire, archétype du héros issu du peuple qui s'insurge contre le pouvoir pour défendre les plus faibles, représente aussi les immigrés. *Anonymous* montre du doigt l'invisibilité à laquelle les media et le système en place avaient réduit les étrangers résidant en Espagne, soit que leur situation irrégulière rende très dangereuse leur participation à des manifestations, soit que les personnes d'origine étrangère ne se sentent pas suffisamment intégrées dans le pays pour souhaiter donner leur avis et participer à la construction d'un autre modèle de société. Le masque est le signe d'un refus d'individualisation: ils disaient que tout citoyen pouvait se trouver derrière, que n'importe qui pouvait proférer les slogans du mouvement du 15-M, y compris ceux

450 Depuis 2008 les membres du collectif *Anonymous* utilisent Internet pour organiser des actions en défense de la liberté d'expression et de l'indépendance sur Internet. Nous ne faisons pas ici l'amalgame entre ces activistes et le 15-M. Nous soulignons seulement la présence bien visible des emblématiques personnages masqués dans les manifestation et dans les campements installés par les Indignés espagnols, qui témoigne de la convergence d'un certain nombre de leurs revendications, un refus commun du système établi et le choix du cyberspace comme lieu de vie et d'émergence d'un nouveau modèle de société. Voir WIKIPEDIA, «Anonymous (collectif)». URL: [http://fr.wikipedia.org/wiki/Anonymous_\(collectif\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Anonymous_(collectif))

qui prônaient une conception radicalement différente de l'immigration. Ce masque, que seuls quelques manifestants portaient, était, par métonymie, le signe distinctif qui marquait la coupure entre un «nous» et un «eux», en même temps qu'il abrogeait toute différence entre les membres du «nous».

III.1.2. Tous connectés?

Fréquemment interrogé sur son opinion à propos du 15-M et sur les conséquences dudit mouvement, Carlos Taibo répond de façon lapidaire: «nada será como antes». Ce professeur madrilène, connu pour son militantisme altermondialiste, las de la volonté qu'il voyait poindre, derrière les questions des journalistes, de discréditer les actions des Indignés et de les présenter, au mieux, comme des initiatives sympathiques mais dépourvues de toute profondeur, donne ce titre évocateur, *Nada será como antes*⁴⁵¹, à une compilation de textes sur le sujet. Cet intellectuel espagnol souligne l'importance de la généralisation de certaines revendications qui, avant le 15-M, avaient été l'apanage des militants, traditionnellement circonscrits aux cercles d'initiés déjà largement acquis à la cause. La demande d'un regard sur l'immigration qui dépasse enfin la logique marchande en fait partie. La reconnaissance des points qui unissent les individus, au-delà de leur origine et des particularités, ainsi que celle de l'universalité des droits, font partie des points fondamentaux qui articulent le discours des Indignés. Nous rejoignons Carlos Taibo lorsqu'il fait remarquer que, quoi que l'avenir réserve au mouvement social qui démarra un certain jour du mois de mai 2011, plus rien ne sera comme avant pour tous ceux qui défilaient dans les rues, et aussi pour ceux qui les regardaient à travers l'écran de leur téléviseur, et qui entendirent pour la première fois parler des droits

451 TAIBO, C., *op. cit.*
400 / 596

des immigrés et de la possibilité de remettre en question un système qui a montré son incapacité à favoriser l'intégration.

Pour les jeunes Espagnols, collectif très représenté dans le 15-M, ce mouvement social fut en même temps leur première expérience dans la contestation et, pour certains, dans le militantisme, et la découverte de la «démocratie électronique»⁴⁵². Cette expression enferme la promesse, pour tous ceux qui se révoltent contre un système qui permet aux élus d'entreprendre des politiques allant à l'encontre de l'opinion de millions de personnes qui ne se sentent pas représentées, d'une démocratie plus participative. Les TIC devraient permettre une plus large diffusion des informations nécessaires à la réflexion et au débat entre citoyens. Internet s'annonce comme l'espace qui accueillera ces débats. Ses défenseurs y voient un lieu d'expression des opinions et un outil efficace entre les mains de l'activisme politique. Ses détracteurs pointent la déconnexion entre cet univers virtuel où l'utopie va bon train et la réalité. Quoi qu'il en soit, le rôle des réseaux sociaux dans l'émergence d'une autre version de la démocratie est un point qui réunit la jeunesse espagnole et sud-américaine autour d'un désir commun. Nous en voulons pour exemple le forum «Carta Joven» (Antigua, Guatemala, le 26 octobre 2011), une rencontre entre des représentants de Injuve (*Instituto de la Juventud de España*) et des associations sud-américaines analogues, ayant pour but le débat autour de la crise de représentativité, symptôme commun que les jeunes perçoivent dans les démocraties de leurs pays⁴⁵³.

Mais, s'il est vrai qu'Internet peut être un lieu de rencontre et un moyen de

452 Expression utilisée par Fernando Bermejo Acosta. BERMEJO ACOSTA, F., «Democracia electrónica, participación ciudadana y juventud», in *Revista de Estudios de Juventud*, n° 61, 2003. URL: <http://www.injuve.es/observatorio/infotecnologia/n%C2%BA-61-la-informacion-juvenil-nuevas-politicas-nuevos-medios-nuevas-redes>

453 URL: <http://www.injuve.es/cooperacion/noticia/encuentro-carta-joven-encuentro-iberoamericano-de-juventud-antiguaguatemala>

propager l'information et de favoriser le dialogue, pour qu'il puisse servir a cause de la démocratie participative, encore faut-il que les citoyens y aient accès. Si ce n'est pas le cas, dans un monde qui évolue vers l'omniprésence de la technologie, le secteur de la population qui en est privé, se voit, de ce fait, coupé du reste de la société. La plupart des études concernant la brèche technologique disent que, en effet, l'arrivée des TIC a ouvert un gouffre qui sépare ceux qui y ont accès de ceux qui en sont privés. Mais ces derniers restent un groupe indéfini, d'une fausse homogénéité. Aussi, lorsque l'on se penche sur les problèmes qui touchent les personnes en situation de précarité et d'exclusion sociale, il est encore rare que l'on retienne l'accès aux TIC comme un paramètre significatif.

III.1.2.1. La brèche technologique

La mondialisation et la délocalisation de la production (euphémisme consacré pour parler de la fuite des entreprises vers des pays au niveau de vie plus bas, proposant une main d'œuvre corvéable et peu coûteuse) a modifié le marché du travail à l'échelle internationale. L'industrie déserte les pays du «premier monde» pour aller concentrer les processus productifs routiniers dans des pays dit en voie de développement. Les autres Etats encouragent les travailleurs à acquérir une formation qui leur permette de maîtriser les TIC, la clé qui donne accès au cercle des décideurs. Les pays d'Amérique Latine, dont sont originaires bon nombre des immigrés qui résident en Espagne, se trouvent dans le premier cas, l'Espagne dans le second (ou du moins telle était la situation avant que la crise économique et financière ne vienne altérer cet état de choses, avec des conséquences qu'il est difficile d'anticiper pour le moment). De ce point de vue, compte tenu de la spécialisation qu'elle introduit ou, du moins, qu'elle favorise, nous pouvons affirmer que ce modèle économique postindustriel est excluant.

Nous ne prétendons pas analyser ici le niveau d'implantation les TIC dans la

société des pays d'Amérique Latine. Néanmoins, étant donné l'extraction sociale et le contexte défavorisé des personnes contraintes à la migration, il semble probable que les immigrés sud-américains qui arrivent en Espagne soient moins familiarisés avec les TIC que la population locale. Leur connaissance du cyberspace et des possibilités qu'il offre, aussi bien dans l'accès à l'information que dans l'expression des opinions, serait donc limitée. Nous nous proposons d'examiner la validité de cette hypothèse et de mesurer l'accès de ce collectif au cyberspace, aussi bien en termes quantitatifs que qualitatifs.

L'étude de l'exclusion comme phénomène social démarra en Espagne à la fin des années 80. Elle permit de constater que la récupération économique, après la crise des années 70, ne supposait pas une amélioration des conditions de vie de certaines personnes, exclues du système. L'exclusion ne se mesurait pas seulement en fonction des revenus des individus, mais aussi selon des critères sociaux comme l'isolement, le manque d'ancrage et de soutien dans le tissu social ou l'instabilité familiale. Actuellement, la sociologie emploie le terme d'exclusion sociale pour désigner une façon d'exister dans le groupe, ou plutôt en marge du groupe. Une équipe de chercheurs espagnols, travaillant sous la direction de Esther Raya Díez, explique cela⁴⁵⁴:

El término de exclusión social, en su acepción sociológica actual, denota una manera de estar en la sociedad, explicitando la relación social del sujeto con el resto de la sociedad. Dicha relación no viene definida por lo que el sujeto es (identidad) sino por lo que carece, por lo que ha perdido. Así, la situación de exclusión tiende a ser definida por aquello de lo que se está excluido, esto es, el nivel de vida y los derechos sociales propios de la sociedad de pertenencia. Por su parte, la exclusión social pone de manifiesto la relación de desigualdad entre el sujeto y el resto de la sociedad, derivada de la carencia de determinados derechos sociales, particularmente los relacionados con la protección de los riesgos y la inseguridad, lo que induce al sujeto a vivir al día o a sobrevivir en los márgenes de la

454 Escuela universitaria de Trabajo Social, universidad del País Vasco, «Indicadores de exclusión social en la sociedad del conocimiento», in *Indicadores de medición de los procesos de exclusión/incorporación social*, 2003, p. 5. URL: www.monografias.com
403 / 596

sociedad.

Dans le contexte d'une société méta-postmoderne, où la présence des TIC ne cesse de croître et compte tenu de l'importance de ces dernières pour la participation au débat citoyen qui s'ouvre sur le cyberspace, une des carences que les auteurs précédemment cités prennent en considération pour parler d'exclusion est la privation d'une éducation qui permette la maîtrise des nouvelles technologies et des codes qui lui sont propres. A cela nous pouvons ajouter les difficultés matérielles qui, pour certains, rendent difficile l'accès à Internet. L'Etat se doit de fournir aux citoyens, à travers une éducation adaptée aux changements, les outils qui éviteront l'exclusion et la formation des infra-classes. La brèche technologique sépare ceux qui ont intégré l'utilisation des TIC dans leur quotidien de ceux qui ne peuvent ou qui ne savent pas le faire.

Parmi ces derniers se trouvent les collectifs en situation de précarité et de fragilité sociale, qui, certes, comptent beaucoup d'immigrés dans leurs rangs, mais aussi tous les Espagnols frappés par la pauvreté. A cela nous pouvons ajouter les jeunes Espagnols ayant subi un décrochage scolaire prématuré qui, étant natifs de cette ère technologique, n'en sont pas moins touchés par une sorte d'analphabétisme fonctionnel. Ces jeunes que l'on affuble du néologisme péjoratif de «ninis» («ni estudiant ni trabajan»), peuvent être comparés, en termes d'exclusion dans la société qui est la leur, aux immigrés, ainsi qu'à toute personne ou groupe défavorisé et/ou en bas de l'échelle socio-professionnelle. Mais par un amalgame mensonger et, malheureusement, récurrent, on mélange «ninis» et «JASP» («joven aunque sobradamente preparado»). Ces derniers, qui quittent massivement l'Espagne fuyant la crise car, malgré leur haut niveau d'études, ils ne trouvent pas d'emploi, utilisent abondamment Internet, non seulement à des fins ludiques, mais, surtout, pour se tenir informés et pour s'organiser.

L'accès aux TIC et l'utilisation que les individus font de l'écran nous semble un critère pouvant servir à effectuer un diagnostic social plus proche de la réalité, loin du réductionnisme hâtif. La véritable brèche, à la fois technologique et sociale,

s'ouvre entre ceux qui continuent de consommer de la télévision passivement et à utiliser l'ordinateur pour jouer, pour participer à des pseudo débats dépourvus d'intérêt ou pour satisfaire leurs pulsions égotiques sur les réseaux sociaux comme FaceBook, et ceux qui font un usage citoyen du Net. Les pauvres, les chômeurs de longue durée, les ratés du système scolaire, les immigrés. A eux tous, ils forment «l'infraclase». María Vacas Sentís, dans son article précisément intitulé «La infraclase», cite le sociologue Zygmunt Bauman qui parle de «dommage collatéral» de notre système économique et social:

Como diagnostica el sociólogo en *Vida de consumo*, el «daño colateral» más importante (no el único) perpetrado por este sistema hiper-economicista es la transformación de la vida humana en un bien de cambio. Nuestro valor reside hoy en nuestro potencial como consumidores. Pero poco o nada pueden consumir indigentes, inadaptados, individuos sin hogar y sin recursos, dependientes, personas sin apoyos familiares ni trabajo multiplicados en tiempos de crisis, a los que antes se denominaba miembros de la clase baja, remitiendo simbólicamente a una sociedad con movilidad, en la que parecía posible (al menos en ocasiones) cambiar de posición en el tablero social, pero que ahora se consideran integrantes de una especie de infraclase. Las personas condenadas a la infraclase son consideradas inútiles, sin valor de mercado, y una auténtica molestia; no comercializables; consumidores fallidos, símbolos del desastre que acecha a los fracasados. Innesarios, indeseables, abandonados, ¿qué lugar les toca? Pues, siguiendo a Bauman, la respuesta es fuera de la vista⁴⁵⁵.

La question est de savoir si les nouvelles technologies et l'Internet offriront à ceux que le système s'applique à rendre invisibles le moyen de se réappropriier leur image et de prendre la parole. Nous nous servirons des données recueillies dans des rapports annuels (concrètement ceux de 2011 et 2013), visant à suivre la progression de la société de l'information en Espagne. En 2011⁴⁵⁶, avec 64% de sa population se servant d'Internet de manière habituelle, l'Espagne confirmait sa place parmi les pays ayant vu se généraliser l'usage des TIC au sein de leur population

455 VACAS SENTÍS, M., «La infraclase», in *Rebelión*, 29 avril 2011. URL: <http://rebelion.org/noticia.php?id=127382>

456 GIMENO, M., (dir.), *eEspaña. Informe anual sobre el desarrollo de la sociedad de la información en España*, Fundación Orange, Madrid, 2011.

(75% des internautes utilisent le Net depuis plus de 8 ans et 70% d'entre eux le font quotidiennement). Pour ce qui est de l'exploitation des applications, si le courrier électronique et la recherche de services sont toujours en tête, d'autres usages du Net, tel que l'accès à l'information, gagnent en importance, révélant des changements dans le comportement des Espagnols. 62% d'entre eux lisent la presse en ligne ou téléchargent les versions numériques des journaux et des magazines; 42% écoutent la radio ou regardent la télévision sur Internet; 71% disent avoir diminué le temps passé devant l'écran de télévision, au profit de celui de l'ordinateur (ce pourcentage est encore plus élevé parmi les internautes dont l'âge est compris entre 21 et 30 ans). Mais ce qui constitue un véritable phénomène de société est l'utilisation des réseaux sociaux: 83% des internautes espagnols appartiennent à un réseau social (Facebook étant le plus populaire, avec un taux de pénétration de 75% et une croissance annuelle de 20%, juste devant Tuenti (un internaute sur trois choisit ce réseau espagnol) et Twitter (en forte croissance grâce à sa spécialité: les messages courts). Le nombre total de blogs ouverts sur le Net est impressionnant et difficile à déterminer avec précision. 70% des internautes espagnols déclarent avoir accédé à des blogs, que ce soit pour un usage personnel ou professionnel. Ceux qui en possèdent un sont moins nombreux, 28%, et seulement 7% d'entre eux le réactualisent.

Toutes ces informations nous permettent d'affirmer que, même si la tendance a été freinée dernièrement, depuis l'arrivée de la crise, les Espagnols ont adopté Internet et ils l'ont intégré dans leur quotidien, au point de modifier des habitudes solidement ancrées. Avec plus de 25 millions d'internautes et 68% des foyers équipés pour l'accès au Net en 2012⁴⁵⁷, nous sommes loin des chiffres de 1999, qui

457 GIMENO, M., (dir.), *eEspaña. Informe anual sobre el desarrollo de la sociedad de la información en España*, Fundación Orange, Madrid, 2013, p. 81.

montraient une Espagne qui peinait à faire son entrée dans le cyberspace⁴⁵⁸. Les Espagnols se situaient en 2012 au dessus de la moyenne européenne sur le terrain de la diversification de l'usage d'Internet. L'écart le plus significatif est celui qui se creuse dans l'utilisation comme divertissement. Le petit écran, à qui bénéficiait cet engouement pour le spectacle et ce penchant pour la distraction, a été quelque peu délaissé au profit de l'ordinateur. Mais les chaînes de télévision, promptes à s'adapter aux changements, ont créé ce que l'on qualifie de «télévision sociale». Le rapport de 2012, dirigé par Manuel Gimeno, faisant état du développement de la société de l'information en Espagne explique ce phénomène:

El término de televisión social se refiere a la experiencia que resulta de integrar el consumo tradicional de contenidos televisivos con las funcionalidades interactivas que introducen los medios sociales en Internet, ya sea para realizar recomendaciones, valoraciones o comentarios (en ocasiones en tiempo real) relativos al contenido visualizado [...]⁴⁵⁹.

Les défenseurs des TIC se réjouissent de cette conjoncture et nombreux sont ceux qui saluent l'avènement d'une nouvelle ère où le cyberspace sera le lieu de rencontre et de réactivation des liens interpersonnels que l'individualisme des sociétés modernes menaçait de rompre. L'utilisation des TIC et d'Internet à des fins exclusivement ludiques invite, pour le moins, à modérer cet enthousiasme. La récupération que la télévision fait des nouvelles technologies dans cette, mal nommée, «télévision sociale» montre que l'on peut faire du nouveau avec du vieux, ou, plutôt, qu'il existe des moyens très ingénieux de donner l'impression d'être novateur sans pour autant varier sa façon de faire. Tout changer pour que rien ne change: une vieille technique qui fonctionne comme dans sa prime jeunesse. En

458 Tel était le constat de l'association espagnole d'internautes, qui écrivait sur son site web: «Un estudio sobre el impacto de las nuevas tecnologías señala que sólo el 5% de los hogares españoles tiene acceso a Internet, muy lejos de los niveles que presentan países como Holanda o Suecia». ALEX BARNET, «España a la cola de Europa en número de hogares con ordenador y conexión a Internet», URL: <http://www.internautas.org/html/NOTICIAS/SEP99/05.htm>

459 GIMENO, M., *op. cit.*, p. 77.

outre, si tant est-il que les TIC peuvent favoriser un autre type de société et si le cyberspace peut abolir les barrières interpersonnelles, la brèche technologique nous pousse à examiner le sort des exclus⁴⁶⁰.

Les études indiquent que, en ce qui concerne l'accès aux TIC et au cyberspace, l'âge est le facteur qui détermine le plus fortement l'exclusion. En 2012 57% des personnes de plus de 55 ans n'avaient jamais utilisé un ordinateur, 64% n'avaient jamais navigué sur Internet et 29% le font moins d'une fois par semaine. Avec ces chiffres, l'Espagne se situe en dessous de la moyenne européenne. Mais la combinaison de revenus et de niveau éducatif est, par ordre d'importance, le deuxième critère d'exclusion digitale. 44% des personnes résidant dans des foyers à faibles revenus n'ont jamais utilisé un ordinateur et 49% d'entre elles n'ont jamais accédé à Internet. Nous trouvons des pourcentages très similaires pour ce qui est des personnes dont le niveau d'études ne dépasse pas l'enseignement primaire. L'équipe que dirige Manuel Gimeno, responsable du rapport auquel nous faisons référence ici, étudie d'autres variables, telles que le lieu de résidence, le sexe et le handicap, mais celle de la nationalité est écartée:

Los grupos de exclusión digital analizados están relacionados con el hábitat, la edad, el nivel educativo, la renta y la discapacidad. Otras variables como el género o la nacionalidad de la población en la actualidad no son un factor de exclusión digital en España al hablar de población en general, y por ello no han sido desarrollados⁴⁶¹.

Paradoxalement le même rapport souligne la correspondance entre exclusion sociale et digitale⁴⁶², fait qui nous semble enclin à renforcer l'exclusion, la transposant dans la «cybersociété».

460 Cet aspect a déjà attiré l'attention des experts, comme le prouve le titre du chapitre 5 de *eEspaña. Informe anual sobre el desarrollo de la sociedad de la información en España: «eInclusión»*. GIMENO, M., *op. cit.* p. 102.

461 GIMENO, M., *op. cit.*, p. 120.

III.1.2.2. Réseaux sociaux et communautés virtuelles

La comparaison des deux rapports, celui de 2011 et celui de 2013, rédigés par la même équipe, met en évidence la disparition de toute allusion au collectif des immigrés qui, en 2011, faisait l'objet d'une mention spéciale. Ainsi, le chapitre 7 («Diversidad»), incluait un sous-chapitre consacré à la population immigrée (7.3 «Población inmigrante»), dans lequel on peut lire:

El colectivo inmigrante presenta una tasa de penetración de Internet superior a los nativos españoles, si bien es cierto que esta tendencia se invierte en el caso del uso frecuente de Internet y en la dotación de cierto equipamiento TIC de elevado coste. Asimismo, cabe señalar que la variable renta es el factor más determinante en el establecimiento de diferencias en cuanto al uso de las TIC, lo que pone de manifiesto el riesgo de exclusión tecnológica de los mayores y las personas que cuentan con un menor nivel de ingresos. Como ejemplo ilustrativo de esta situación, el uso de Internet entre las personas de mayor renta prácticamente triplica la tasa de utilización del colectivo menos favorecido económicamente⁴⁶³.

D'après cette étude, les immigrés partagent les difficultés qui, compte tenu du coût des équipements et des abonnements permettant la connexion à Internet, sont celles des couches défavorisées de la population. Ceci confirme le lien que le rapport de 2013 établit entre le niveau de revenus et l'exclusion digitale. Cependant, le texte de 2011 observe d'autres particularités qui nous font regretter l'abandon de l'analyse du cas précis des immigrés dans celui qui suivra, en 2013. Ainsi, nous disait-on dans le premier rapport, le collectif des migrants fait une utilisation très importante des TIC, allant jusqu'à dépasser celle des natifs. Lorsque leurs foyers ne sont pas équipés, les immigrés se rendent dans les cybercafés, véritables lieux de rencontre de ces personnes, puisque les Espagnols sont cinq fois moins nombreux à s'y rendre.

462 «Los países como España, con niveles de exclusión social superiores a la media, tienen niveles de exclusión digital superiores también». GIMENO, M., *op. cit.*, p. 125.

463 GIMENO, M., (dir.), *eEspaña. Informe anual sobre el desarrollo de la sociedad de la información en España*, Fundación Orange, Madrid, 2011, p. 160.

Les CAPI (*Centros de Acceso Público a Internet*) accueillent également des usagers majoritairement étrangers. Ces derniers se servent du Net essentiellement pour communiquer (chats, blogs, messagerie instantanée, téléphone via Internet et vidéoconférences). La recherche d'un emploi arrive en deuxième position, dépassant l'usage que les Espagnols font de ce service. Cependant, nous disait le rapport, il est d'autres applications que les internautes immigrés utilisent moins que les natifs:

Por el contrario, los internautas inmigrantes hacen un uso notablemente menos intenso que los nativos de servicios relativamente sofisticados, como la banca electrónica, la descarga de programas informáticos o los relacionados con la eAdministración o con la formación y el aprendizaje⁴⁶⁴.

Et le rapport de 2011 de poursuivre, une fois le bref chapitre consacré aux immigrés clos, avec l'énumération des obstacles que rencontrent les personnes à faibles revenus dans l'accès à la société de l'information via Internet:

Atendiendo al grado de utilización de las TIC en función del nivel de renta, se comprueba que el nivel de ingresos resulta determinante para la adopción de las nuevas tecnologías. De este modo, la integración en la Sociedad de la Información resulta más complicada para los individuos con menor nivel de renta, que se encuentran en grave riesgo de exclusión tecnológica⁴⁶⁵.

[...] Dos de los motivos que siguen un comportamiento paralelo en función del nivel de renta son la no necesidad de Internet y la carencia de conocimientos para utilizarlo. Ambos motivos incrementan su importancia a medida que se inclinan hacia niveles de ingresos inferiores, siendo las causas principales para carecer de conexión a Internet en aquellos hogares con unos ingresos netos mensuales menores a 1.100 euros⁴⁶⁶.

La place des immigrés dans le cyberspace se voit donc conditionnée par des contraintes que bon nombre d'entre eux, se trouvant dans des situations de fragilité sociale, partage avec tout individu en cette position. Comme pour les Espagnols

464 GIMENO, M., *op. cit.*, p. 180.

465 GIMENO, M., *op. cit.*, p. 181.

466 GIMENO, M., *op. cit.*, p. 182.

situés en bas de l'échelle socioprofessionnelle, le faible niveau éducatif peut s'allier aux difficultés matérielles pour les tenir à l'écart des possibilités qui sont offertes à d'autres couches de la population par les TIC et par Internet.

Mais le rapport de 2011 laisse entrevoir un usage des nouvelles technologies qui serait propre au collectif immigré dont les membres, par leur situation d'éloignement et, peut-être, par leur difficulté à trouver un ancrage social solide dans le pays d'accueil, se servent des TIC pour maintenir le contact avec leurs proches restés dans leur pays d'origine. Le coût du matériel informatique explique l'absence d'équipement dans leurs foyers et le fait qu'ils se regroupent dans des cybercafés et autres structures proposant un accès gratuit à Internet. Ces lieux, en Espagne majoritairement fréquentés par des immigrés, deviennent des points de rencontre et sans doute d'échange, mais aussi, paradoxalement, des preuves visibles d'un cloisonnement social que l'irruption du Net dans la société méta-postmoderne n'a pas servi à abolir. Y aurait-il aussi, dans cette «aldea global» habitée par tous les internautes, des ghettos réservés aux immigrés?

Aucune mention spéciale n'est faite, dans les rapports que nous avons pu consulter, aux immigrés d'origine sud-américaine. Nous déplorons le silence, après des débuts timides dans le premier des deux rapports que nous avons comparés, autour de l'usage des TIC par les immigrés, car des études quantitatives et qualitatives nous apporteraient des indices sur leur intégration dans la «cybersociété», ainsi que sur la correspondance entre leur place dans ce monde virtuel et le réel. Les immigrés, nous l'avons vu, sont rapidement assimilés aux catégories défavorisées de la société espagnole, ce qui, outre le risque de réductionnisme, néglige des particularités qui, pourtant, avaient bien été relevées: l'usage très généralisé et fréquent d'Internet au sein de ce collectif et, concrètement, de ses applications servant à la communication.

L'absence d'études spécifiques à propos des immigrés hispanophones est encore plus regrettable. En effet, si dans d'autres cas la barrière de la langue pourrait motiver ce type d'utilisation «en vase clos», il n'en serait pas de même pour les Sud-

américains, chez qui le manque l'investissement dans le flux du cyberspace pourrait être un symptôme de déconnexion sociale transposée. Il est cependant d'autres initiatives qui nous semblent apporter des pistes utiles pour notre objet d'étude. La revue digitale *Redes*⁴⁶⁷, émanant de l'Université Autonome de Barcelone, s'intéresse aux réseaux sociaux en Espagne et en Amérique Latine. Ainsi, dans l'article «Las asociaciones en las redes personales. ¿Mecanismo de integración de la población inmigrante?»⁴⁶⁸, Mireia Bolívar analyse les fonctions relationnelles de l'associationnisme chez les immigrés, ce que l'auteure appelle «la integración relacional de la población inmigrante, [...] la integración como forma de distribución de las relaciones del colectivo de población inmigrada [...] con otros colectivos y con el conjunto de la población»⁴⁶⁹. Nous nous arrêterons sur les indications à propos des immigrés que nous apporte leur appartenance à des réseaux associatifs, ainsi que sur les conséquences de la nature de ces derniers sur leur processus d'intégration dans la société espagnole.

La formation d'associations qui intéressent les immigrés va de paire avec leur installation durable dans un territoire, de telle sorte que ce qui n'était au départ qu'un point de rencontre informel finit par se consolider et devient une entité structurée avec, éventuellement, une certaine influence sur le comportement de ses membres. Les immigrés résidant en Espagne se regroupent dans des associations créées par des immigrés ou bien dans des associations pour immigrés, majoritairement animées par des autochtones, dans le but de combattre le risque

467 Universitat Autònoma de Barcelona, *Redes. Revista hispana para el análisis de redes sociales*. ISSN: 1579-0185. URL: <http://revistes.uab.cat/redes/index>

468 BOLÍBAR, M., «Las asociaciones en las redes personales. ¿Mecanismo de integración de la población inmigrante?», *REDES*, vol. 20,#7, juin 2011. URL: <http://revista-redes.rediris.es>

469 BOLÍBAR, M., *op. cit.* p. 163. Même si cet article s'occupe du cas particulier des immigrés en Catalogne, nous trouvons intéressantes ses conclusions, qui sont le fruit d'une analyse qualitative et qui peuvent s'appliquer à la situation de ce collectif dans l'ensemble du territoire espagnol.

d'exclusion. La création de ce type de structures est souvent encouragée par les responsables politiques, qui y trouvent un moyen de favoriser l'intégration et d'obtenir des interlocuteurs visibles. Le risque est de voir ces associations, qu'elles se développent sur le Net ou qu'elles disposent d'un siège physiquement localisable, se substituer au soutien institutionnel.

Mireia Bolívar explique l'intérêt de l'étude du phénomène associationniste chez les immigrés: «el estudio de las redes sociales egocentradas es una herramienta para obtener información no sólo de los Egos entrevistados, sino sobre el conjunto de la sociedad que condiciona la configuración concreta de la red social»⁴⁷⁰. Les réseaux sociaux interagissent avec la société dans laquelle ils s'insèrent, étant conditionnés par les règles qui la régulent et reflétant les failles qu'elle cache sous sa surface, de telle sorte que l'étude des micro-groupes peut nous éclairer sur le comportement, conscient ou non, à l'échelle macro. Parallèlement, l'observation des réseaux sociaux nous révèle le type de relation qui s'instaure entre leurs membres et entre ces derniers et l'ensemble de la société. L'examen des liens dominants au sein des associations d'immigrés permet ainsi de savoir s'ils favorisent la cohésion (avec des liens «bonding»: orientés vers l'intérieur du collectif, avec un sentiment d'homophilie qui réduit le contact entre immigrés et autochtones) ou l'intégration (fondée sur les liens «linking»: orientés vers l'extérieur, impliquant un contact plus important et normalisé entre les immigrés et les natifs de la société d'accueil).

Il existe un sentiment généralisé qui, encouragé par la littérature militante, reconnaît à l'associationnisme des vertus socialisantes lorsque les immigrés, cherchant à s'établir dans un pays étranger, s'en saisissent pour s'entraider et pour y puiser des conseils pratiques utiles à leur installation. Si le fait d'être membre d'une

470 BOLÍBAR, M., *op. cit.* p. 162, 163.

association, de s'intéresser à des activités groupales, implique une ampliation du réseau social d'un individu, dans le cas des immigrés, en situation de rupture et d'éloignement par rapport à leur contexte d'origine, cela, nous dit-on, peut permettre de tisser des liens interpersonnels, encourageant la sociabilité et le partage d'expériences⁴⁷¹. La littérature émanant de sources institutionnelles fait l'éloge des associations pour les immigrés, en tant que réseaux d'aide *inter pares*. Mais l'Etat, qui est à l'origine de certains réseaux officiels, est parfois tenté de se désengager progressivement, s'effaçant derrière des initiatives non gouvernementales.

Il existe une théorie de l'intégration, qui voit dans la participation des immigrants dans les réseaux sociaux, au-delà du contact entre personnes qui partagent une situation vitale comparable, la possibilité de tendre des ponts vers l'extérieur et, cultivant le civisme chez les migrants, une contribution à la construction sociale dans la diversité. Mais cette théorie, défendue en même temps par certains auteurs⁴⁷² et par les instances officielles (ce qui donne à ses défenseurs un niveau de visibilité supérieur à celui de leurs antagonistes), est contestée par les partisans de la thèse de «l'encapsulation», qui parlent d'effet involutif, dans la mesure où ces associations accentueraient l'homogénéité ethnique et/ou religieuse et l'endogamie.

[...] las teorías del enclave, sostienen que la participación en asociaciones voluntarias comporta un repliegue étnico, incrementa la homofilia y la cohesión relacional. Desde esta perspectiva se ha mostrado cómo las asociaciones proporcionan oportunidades de interacción entre individuos similares, incrementando así la similitud de las redes sociales. Estudios anteriores han señalado la homogeneidad en los entornos asociativos en términos de edad, clase, religión, etnia y género [...]. Por ejemplo, Rotolo [...] o Marsden [...] han mostrado como la pertenencia en asociaciones es más común en barrios con mayor homogeneidad racial y entre personas con una red más homogénea en términos religiosos [...]⁴⁷³.

471 Morell cité par BOLÍBAR, in BOLÍBAR, M., *op. cit.* p. 165.

472 BOLÍBAR cite Putnam, Baldassari, Diani et Rodríguez-García, in BOLÍBAR, M., *op. cit.* p. 166.

473 BOLÍBAR, M., *op. cit.* p. 167.

Les conclusions de l'étude de Mireia Bolívar décrivent des liens à dominance cohésive entre les immigrés adhérant à une association. Ces structures auraient tendance à encourager les relations entre personnes d'une même origine ou entre les migrants d'origines diverses, mais elles ne seraient pas de nature à augmenter le contact avec les Espagnols, contredisant les pronostics des défenseurs des associations et de leur pouvoir de socialisation qui, agissant dans un premier temps horizontalement, devrait par la suite étendre ses effets vers l'extérieur du groupe, dans le sens vertical. L'échange sur des thèmes concernant l'installation dans le pays d'accueil intéressant l'ensemble de l'environnement relationnel des usagers des associations d'immigrés, ces derniers évoluent dans un vase clos, dont la réalité diffère du contexte qui est désormais le leur.

Les communautés virtuelles qui se déploient sur le Net nous semblent présenter ce risque. Les amateurs de cinéma, les inconditionnels d'une série télévisée ou encore les férus de tuning automobile ou les fans d'un groupe de rock partagent leur passion sur Internet, visitant des sites consacrés à l'objet de leur intérêt commun, postant des commentaires adressés aux autres usagers ou créant des blogs personnels. Mais, sauf cas extrême, ces personnes se réunissent autour d'un point qui ne pourrait, à lui tout seul, suffire à les définir. Peu de fans de Metallica se rendraient sur le site officiel, ou sur n'importe quel autre consacré à la bande, pour autre chose que consulter les dates des prochains concerts, et les visiteurs seraient certainement surpris s'ils s'y voyaient proposer des recettes de cuisine ou des conseils pour remplir leur déclaration d'impôts. Ceci est pourtant une pratique que nous avons relevée dans les sites consacrés au immigrés qui, de ce fait, participent à la ghettoïsation associative et l'étendent au cyberspace. Nous examinerons quelques exemples.

III.1.3. Pourquoi se connecter?

Les immigrés résidant en Espagne sont des habitants du cyberspace, habitués des cybercafés et des centres d'accès libre à Internet. L'adoption de ces nouveaux dispositifs de médiation multiplie les échanges d'information, mais ils introduisent aussi une transformation qualitative de la nature des interactions. Internet apparaît comme étant une nouvelle forme d'organisation du tissu social et symbolique de nos sociétés. Avant de corroborer une telle affirmation, il est nécessaire de souligner les changements que ce mode de communication dans le cyberspace apporte. Premièrement, la dimension physique de l'internaute s'efface. Le corps, qui peut être la source de réactions de rejet (la différence de phénotype étant un des premiers stimulants des comportements xénophobes), disparaît ou se cache derrière l'avatar que l'utilisateur décide de substituer à un portrait plus fidèle de lui-même (les photographies choisies par le sujet, correspondant à l'image qu'il souhaite véhiculer, remplissent également cette fonction de masque). Deuxièmement, le lieu que les internautes partagent n'est pas le territoire national où les uns, natifs, pourraient bénéficier de droits difficiles d'accès pour les autres, étrangers. Enfin, dans ce territoire infini du cyberspace, où les frontières et les distances ont été abolies, la présence des uns ne devrait pas être vécue par d'autres comme une invasion.

Ces caractéristiques semblent pouvoir motiver le choix des immigrés lorsqu'ils s'investissent dans des communautés virtuelles. Mais, dans quelle mesure, au-delà des besoins communs et de la demande d'information pratique sur des questions qui les concernent tous, la présence des immigrés sur certains blogs et forums et leur recours à certains sites web nous autorisent-ils à parler de «communauté»? La question se pose déjà pour la communication électronique en groupe, pratiquée par tous les utilisateurs des TIC: dans quelle mesure pouvons-nous qualifier de «communauté virtuelle» (expression par ailleurs, après quelques tâtonnements sémantiques, communément acceptée), alors qu'il ne s'agit pas réellement, dans cette communication impliquant un individu seul devant une interface, d'une relation

dialogique que l'on pourrait imaginer comme ciment d'une communauté⁴⁷⁴.

D'autres échanges, qui ressemblent davantage aux contacts interpersonnels impliquant des dyades, existent sur le Net, sous forme de forums de discussion. Cependant, si le principe est que tous les membres soient témoins et, éventuellement participent à une conversation interindividuelle ou s'adressée à l'ensemble du groupe, dans les faits, les usagers des forums s'impliquent rarement dans une discussion qui ne les intéresse pas directement et, bien souvent, on peut regretter que les conversations qui dépassent les renseignements pratiques et qui impliquent une part de subjectivité, d'opinion, plongent dans la banalité, quand elles ne se soldent pas par une exhibition de vulgarité et de violence verbale.

Serge Proulx, professeur à l'école des Médias, à l'Université de Québec et professeur associé à Télécom Paris Tech, nuancerait cette critique avec sa vision positive des échanges à travers le Net et sa confiance en la capacité de la réalité virtuelle à transformer les liens entre les individus qui partagent un même espace physique:

La communication de groupe médiatisée par l'informatique constitue un environnement social et symbolique dans lequel les participants peuvent développer un sentiment d'appartenance au groupe et peuvent s'y construire une identité collective, qu'elle soit communautaire ou sociale. Ce sentiment d'appartenance s'exprimant parmi les membres du collectif en ligne, peut, dans certains cas, avoir tendance à «montrer en généralité» et aboutir ainsi à un phénomène d'imagination, sociale partagée de l'entité collective en tant que communauté⁴⁷⁵.

474 Serge Proulx a souligné le changement sémantique que le mot «virtuel» a expérimenté, passant dans ces dernières années d'une première acception qui l'opposait à «actuel» à un usage qui l'associe au recours aux TIC dans l'échange et la communication. Nous ajouterons que l'expression «communauté virtuelle» garde en mémoire cette étape de possibilité pas encore réalisée, que le mot espagnol «futurible» décrit si bien.

L'application de cette idée au sujet qui est le nôtre, nous ferait considérer les TIC comme un outil d'intégration sociale et d'acceptation de l'altérité et la présence des étrangers dans les communautés virtuelles comme un signe autorisant l'optimisme. Etant hispanophones, les immigrés d'origine sud-américaine peuvent, en plus d'entretenir le lien avec leurs proches, accéder à tous les sites contenant des renseignements pratiques sur la vie en Espagne, qu'ils émanent des institutions ou qu'ils aient été créés par des internautes espagnols. Internet peut constituer pour ce collectif, encore plus que pour les autres migrants, une véritable mine d'informations et un outil d'intégration. Cependant, nous n'observons aucune différence significative dans l'utilisation. Nous porterons notre attention sur un site web, *parainmigrantes.info*, deux blogs, *Una vida mejor* et *Habitantes de Babel*, et un fournisseur de services sur Internet, *Nodo.50*.

III.1.3.1. Pour cultiver l'appartenance

Pourquoi les étrangers résidant en Espagne utilisent-ils Internet? Est-ce uniquement pour cultiver l'appartenance à un groupe ethnique qui les relie au pays qu'ils ont quitté? Est-ce pour intégrer, ne serait-ce que dans les espaces virtuels, la société dans laquelle ils ne parviennent pas réellement à s'insérer? L'abondance et le taux de fréquentation des sites qui traitent exclusivement des questions relatives à l'immigration, et surtout la concomitance avec le fait que ces migrants soient encore absents, minoritaires ou silencieux dans d'autres sites aux contenus plus universels, nous interpelle. Nous y voyons la transposition au cyberspace d'une hétérophilie qui, alimentée par les écrans traditionnels, constitue un obstacle à l'intégration des

migrants dans la société espagnole. Pour Serge Proulx les communautés virtuelles sont, dans la majorité des cas, des communautés d'intérêt, de la même façon que la proximité géographique assurait l'ancrage territorial communautaire et constituait une caractéristique essentielle des communautés au sens traditionnel. Il explique:

Dans les situations de communication électronique de groupe, au contraire, cette proximité géographique -de même que l'engagement physique (corporel) des internautes et le cadrage nécessaire de l'échange en temps réel- disparaissent en tant que dimensions constitutives du sentiment communautaire. Dans la communication électronique de groupe, ce qui fait lien peut être le partage d'intérêts communs, de valeurs et croyances communes, ou la même appartenance culturelle, nationale ou ethnique, ou encore : familiale, générationnelle, sexuelle ou religieuse⁴⁷⁶.

Les membres d'une communauté partagent, bien évidemment, des principes idéologiques et un mode de fonctionnement qui est influencé par des circonstances vitales et par un modèle culturel commun. Le sentiment d'appartenance, l'émergence de comportements solidaires, et peut-être aussi le surgissement d'un projet collectif, fruit des efforts coordonnés des membres de la communauté, pourraient être le résultat positif de la participation des étrangers dans le cyberspace. Qu'il s'agisse de l'accès des immigrés à des communautés virtuelles ou de la «communauté virtuelle des immigrés», nous devons nous poser la question des répercussions de cette mise en contact d'internautes d'origines diverses, au même titre que nous nous sommes interrogés sur les conséquences de l'arrivée de migrants en Espagne.

*Parainmigrantes.info*⁴⁷⁷ est un site qui offre, comme on peut le lire dans la page d'accueil, «información sobre trámites de extranjería e inmigración para los inmigrantes en España». Ce site, créé par l'avocat espagnol Vicente Marín Zarza, expert en questions de migration (auteur d'autres sites analogues comme *extranjerossinpapeles.com* ou *paraemigrantes.com*), offre des informations,

476 PROULX, S., *op. cit.*, p. 6.

477 URL: <http://www.parainmigrantes.info/>
419 / 596

notamment sur le plan juridique, à tous ceux qui entreprennent de s'installer en Espagne ainsi qu'à ceux qui, déjà dans le pays, cherchent à développer un projet professionnel. Les entreprises, les institutions et les associations sont invitées à se servir de cette interface pour accéder au public immigré qui est l'utilisateur de ce site, comptant plus de 100.000 souscripteurs. La présence de *parainmigrantes.info* sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube, et Google+) témoigne de sa volonté de toucher un maximum de personnes susceptibles d'être intéressées par le sujet.

Toutes les informations apparaissent en espagnol, ce qui limite l'accès au contenu aux personnes n'ayant pas une maîtrise suffisante de la langue. Cet obstacle de taille ne concerne pas les immigrés sud-américains, qui peuvent avoir recours à ce site dès leur arrivée en Espagne. L'ensemble des sujets traités, ainsi que la totalité des informations pratiques offertes aux usagers, gravitent autour de l'expérience migratoire. A aucun moment ce site, qui peut s'avérer effectivement utile pour ce qui est de l'accompagnement dans les démarches administratives⁴⁷⁸, ne trouve opportun de prendre en compte les immigrés dans leur individualité et dans leur universalité, d'élargir leur vision de la société d'accueil ou de proposer, par exemple à travers la culture, des pistes pour une intégration effective.

478 Vicente Marín, le fondateur et directeur de *parainmigrantes.info* exprime son enthousiasme: «Mucha gente piensa que los inmigrantes en España no usan Internet. Os puedo decir que se equivocan. Los datos de uso de Internet entre la población inmigrante en España los desconozco, pero os puedo indicar que cada vez son más los que usan este medio, no sólo para relacionarse con sus familiares y amigos o como ocio, sino para informarse y realizar los trámites de extranjería que tanto les afectan. Cuando empezamos en esto de Internet nuestros portales apenas llegaban a las 200 visitas al día y aquello lo considerábamos todo un éxito. Hoy en día, casi 10.000 personas nos visitan diariamente y participan activamente dentro de nuestros portales. MARIN, V., «Inmigrantes e Internet en España», in *parainmigrantes.info*, publié le 5 mai 2011. URL: <http://www.parainmigrantes.info/inmigrantes-e-internet-en-espana/>

La rubrique consacrée à la culture, qui échappe aux besoins immédiats et pragmatiques et qui, par conséquent, pourrait être le lieu d'un élargissement vers d'autres sujets et d'une ouverture sur d'autres aspects de la société espagnole, propose des articles comme ceux qui suivent: «*Aquí, Allí, Ara. Una apuesta de documental que habla de la mujer colombiana*»⁴⁷⁹, «Exposición *En Amor al Arte*, en el Centro hispano-colombiano de Madrid»⁴⁸⁰, «Ediciones Aljibe publica el libro *La Escuela Sin Muros. Las familias del alumnado inmigrante y su participación en la escuela*»⁴⁸¹, «Migrar es Cultura convoca la II edición del concurso fotográfico «Descubre América en tu ciudad»»⁴⁸², «Los artistas cubanos Orisel Gaspar y Abel Fowler presentaron en Vigo su espectáculo «Divertimentos»»⁴⁸³, etc. La plupart de ces compte rendus renvoient à des manifestations qui ont trait à la culture d'origine des migrants, de telle sorte que ces derniers sont une nouvelle fois réduits à cette condition qui semble résumer leur existence. La prépondérance de références à la culture sud-américaine corrobore celle des utilisateurs de cette origine. La condition d'hispanophones de ce collectif n'est pas exploitée comme porte d'accès à la société espagnole. Si la langue commune permet certainement à ces immigrés une connaissance plus aisée des contenus pratiques que des sites comme celui-ci proposent (sans aucune possibilité d'accès en d'autres langues), elle n'est pas mise au service de l'intégration, dans la mesure où aucun pont n'est tendu qui mette en évidence le substrat culturel commun.

479 URL: <http://www.parainmigrantes.info/aqui-alli-ara-una-apuesta-de-documental-que-habla-de-la-mujer-colombiana-663/>

480 URL: <http://www.parainmigrantes.info/exposicion-en-amor-al-arte-338/>

481 URL: <http://www.parainmigrantes.info/la-escuela-sin-muros-las-familias-del-alumnado-inmigrante-y-su-participacion-en-la-escuela-648/>

482 URL: <http://www.parainmigrantes.info/migrar-es-cultura-convoca-la-ii-edicion-del-concurso-fotografico-descubre-america-en-tu-ciudad-747/>

483 URL: <http://www.parainmigrantes.info/los-artistas-cubanos-orisel-gaspar-y-abel-fowler-presentaron-en-vigo-su-espectaculo-divertimentos-447/>

Le site *parainmigrantes.info* publie un article qui informe sur l'existence du blog *Una vida mejor*⁴⁸⁴. Sa créatrice, Patricia López, spécialiste en immigration et en animation de projets socioculturels, propose «muchacha información útil e interesante: desde recetas de cocina de todo el mundo hasta un diccionario sobre inmigración y, como no, información sobre cursos, asociaciones, páginas web de interés, etc.»⁴⁸⁵. En effet, une visite au blog nous permet de constater que la quantité de matériel, toujours en lien avec l'immigration, incorporé par l'auteure est conséquente. Dès la page d'accueil les recettes de cuisine de différentes parties du monde côtoient une critique du traitement que les media réservent à l'immigration en Espagne: «¿Por qué, cuando unos inmigrantes llegan a nuestras costas se habla de «invasión» u «oleada» y cuando los españoles salimos al extranjero hablan de «emigración» o «fuga de cerebros»? ¿Por qué el espacio destinado, en los periódicos, a los comentarios están llenos de racismo y si defiendes a los migrantes, los censuran?»⁴⁸⁶.

Les différents posts sont le résultat d'une lecture critique de la presse (*El País* pour l'essentiel) et du commentaire des informations transmises par la télévision. Ils se limitent à quelques lignes, traduites en plusieurs langues, où l'auteure donne son avis personnel, comme il est de mise dans ce genre de blogs, mélangeant tous azimuts des sujets d'actualité et des critiques du traitement du sujet de l'immigration ou encore des immigrés eux-mêmes⁴⁸⁷. Tout cela se fait de façon lapidaire, sans approfondissement ultérieur ni débat idéologique possible. Une colonne figurant sur la partie latérale gauche de la page d'accueil propose des liens vers des associations pouvant être utiles aux immigrés susceptibles de visiter ce blog dans lequel,

484 «El blog de "Una Vida Mejor"», in *parainmigrantes.info*, le 29 septembre 2010. URL: <http://www.parainmigrantes.info/el-blog-de-una-vida-mejor/>

485 *Parainmigrantes.info*, *ibid.*

486 «Vida de un inmigrante (VII)», in *Una Vida Mejor*, le 17 septembre 2013. URL: <http://mathilde-unavidamejor.blogspot.com/>

néanmoins, ils n'ont pas la parole. Ceci constitue, à notre avis, un contre-exemple de l'Internet au service de l'information et de la critique du discours médiatique traditionnel. Outre la fonction d'exutoire que ce type de blogs peut remplir pour des auteurs, parfois sincères, parfois en quête narcissique de reconnaissance, nous doutons de la portée et de l'utilité de ces textes qui, rédigés pour les immigrés mais sans les immigrés, deviennent la version numérique du despotisme illustré (toutes proportions gardées, comme on pourra le constater à la lecture des posts).

III.1.3.2. Pour intégrer la différence

Bien différent est cet autre blog, aussi répertorié par *parainmigrantes.info*⁴⁸⁸, qui a pour nom *Habitantes de Babel*⁴⁸⁹ et dont les créateurs annoncent, comme dans une déclaration de principes «la historia de los inmigrantes la tenemos que contar los mismos inmigrantes». Les créateurs de ce blog le sont aussi, et en amont, d'un documentaire qui retrace les histoires de vie de trois Colombiens à Barcelone. Ce reportage, qui portait comme titre le nom du futur blog, fut diffusé pour la première fois en novembre 2012, à Barranquilla, en Colombie, pour ensuite être mis à

487 Quelques exemples de posts: «iFariseos! No me parece justificado ningún ataque. ¿Por qué ahora? ¿Qué pasa con las víctimas de los bombardeos anteriores? ¿Por qué ha habido tanto silencio con Siria y Libia, que posee gas y petróleo fue atacada tan rápido?», publié le 5 septembre 2013; «iIneptos! No lo entiendo. En Irak no había armas químicas pero atacaron. En Libia hay petróleo y gas y atacaron. ¿Qué pasa, que el dictador sirio vale más que los otros?», publié le 23 août 2013; «Religión en la TV (árabe). ¿No sería más fácil que hubieran (sic) programas para todos los públicos y que cada uno vea lo que quiera?», publié le 20 août 2013.

488 URL: <http://www.parainmigrantes.info/microrrelatos-de-inmigracion-habitantes-de-babel-capitulo-1/>

489 URL: <http://habitantesdebabel.org/>
423 / 596

disposition du public en libre accès sur le Net. Les auteurs expliquent leur démarche, qui donne un vrai sens au partage de l'information sur Internet:

Un fenómeno tan global como la inmigración está lleno de historias, historias que son de todos y de nadie [...]. Sabemos que las historias son mejores si se comparten y cuantas más personas puedan ver (re)pensar, (re)interpretar, difundir y compartir *Habitantes de Babel*, nuestro discurso, nuestra idea inicial de retratar estas historias de vida (a la vez que contamos las nuestras) tendrá un mejor recorrido, una mayor compañía.

Por esta razón *Habitantes de Babel* usará una Licencia Creative Commons 3.0 NC-BY para compartir todos sus contenidos.

Queremos que los espectadores se apropien de estas historias y las compartan con quien crean que puede interesarle, queremos que se descarguen los videos y los vean con sus amigos en la sala de la casa, que los manden por correo a sus amigos del otro lado del mundo, si, esos que de pronto también son inmigrantes. Las Licencias Creative Commons son licencias creativas que han surgido de manera orgánica en la red y pretenden que el autor de cualquier producto creativo pueda compartirlo conservando sus derechos de producción pero sin cohibir ni restringir a los receptores a compartirlo, al revés invitando a hacerlo. Una vez se haga el lanzamiento oficial del documental en Barranquilla (Col.) en noviembre de 2012 el video completo (y sus subtítulos) quedarán subidos en la Web⁴⁹⁰.

Le documentaire *Los habitantes de Babel*, de Alejandro Angel, réunit des micro-récits individuels, spécialement conçus pour être diffusés via Internet. Les histoires de vie de différents individus, immigrés résidant à Barcelone se croisent et tissent un portrait collectif, sans pour autant tomber dans le réductionnisme facile ou dans le stéréotype ankylosant. Le réalisateur explique comment l'idée de ce projet prend racine dans sa propre expérience personnelle. En 2008, alors qu'il résidait en Espagne depuis quatre ans, il entreprend de raconter sa vision de la capitale catalane, cette grande Babel.

En ese instante, para mí, Barcelona era una gran Babel, una torre cargada de personajes, razas, creencias, idiomas y maneras de ser y actuar desconocidas y poco acostumbradas en los imaginarios

490 «Babel es suyo», in *habitantesdebabel.org*
424 / 596

previos que tenía cuando vivía en Barranquilla y Santa Marta, las dos ciudades del caribe colombiano donde me críe y crecí⁴⁹¹.

Mais l'auteur, bien au-delà du récit d'une expérience personnelle, qu'il partage avec les protagonistes de son film, propose une réflexion sur la migration. Il affiche la volonté d'accompagner le spectateur dans un cheminement qui, sortant les immigrés de l'invisibilité mais fuyant la gratuité des bons sentiments et l'angélisme, permette de les considérer dans leur individualité. Ce point de vue nous semble suffisamment rare pour mériter d'être souligné. Il écrit:

Cada proceso de migración es distinto y lleva consigo historias intrínsecas que dependen siempre de las características y cualidades de cada inmigrante. [...] Ser inmigrantes es un proceso de nunca acabar, una vez te vuelves inmigrante nunca más dejas de serlo, eso se nota en tus recuerdos, tus imágenes, tu forma de ver el mundo [...]⁴⁹².

Cette réflexion personnelle est corroborée par le témoignage des trois Colombiens protagonistes du documentaire: premièrement une musicienne qui, après onze ans passés à Barcelone, décide de retourner en Colombie; deuxièmement un ingénieur père de deux jeunes enfants, solidement installé, aussi bien sur le plan personnel que professionnel, dans la capitale catalane; et finalement une journaliste, de retour en Espagne, où elle avait déjà habité plusieurs années, après un passage par l'Italie. Ces migrants, ayant chacun sa propre trajectoire individuelle et se trouvant à des étapes différentes du processus migratoire, apportent des témoignages à la fois personnels et convergents sur certains points significatifs.

Ils abordent tous les trois des points qui concernent l'expérience vitale qu'ils ont en commun: la solitude, le déracinement, les difficultés à se construire une identité loin de leur pays, les préjugés xénophobes et les stéréotypes. Ils parlent de

491 Alejandro Angel, «Notas del director», in *habitantesdebabel.org*

492 Alejandro Angel, *ibid.*

la migration comme d'une transformation durable de la personne qui la vit. Lorsqu'il est question des raisons qui les ont poussés à quitter leur pays natal, ils évoquent tous un désir de réussite professionnelle, mais aussi personnelle. Ainsi, Oscar Chamate, l'ingénieur, explique:

Fue como una necesidad de demostrarme que yo podía ser algo distinto en mi medio. Era como un reto personal que me ponía a mí mismo. Pero yo pienso, que en el fondo, ya con la distancia, al final a lo que yo venía era a buscarme a mí mismo. Uno ya es una cosa y, escarbando, escarbando, uno encuentra otra cosa aquí. [...] Es un doloroso enriquecimiento personal.

Cette analyse, que ses deux compatriotes partagent et qu'ils expriment, sans besoin de se concerter, avec des mots presque identiques, résume la vision que le réalisateur veut donner de la migration. Loin des stéréotypes véhiculés par les media, loin des images de passagers clandestins tentant de traverser les frontières et des travailleurs étrangers prêts à tout pour obtenir le précieux papier qui les autorisera à rester dans le pays, Alejandro Angel montre des étrangers qualifiés pour qui la migration fait partie d'un projet d'épanouissement personnel. Cette dimension, le plus souvent absente des débats utilitaristes sur la migration, fait apparaître les immigrés comme une source de richesse pour le pays d'accueil, et non pas comme un poids et comme une menace potentielle.

Le récit du parcours personnel de ces trois Colombiens qui, par leur niveau culturel et socio-professionnel, ne se situent pas dans la tranche de la population immigrante la plus défavorisée, évoque aussi les problèmes liés à l'intégration et à la recherche d'une identité chez le migrant. Ainsi, la musicienne Giselle Chaparro explique:

Yo no he sentido que fuera muy fácil integrarse o pertenecer. Yo creo que es más bien no tener, o no llegar a tener, el sentimiento de pertenencia, de que perteneces a un lugar, de que perteneces a un entorno. Es como no sentirse de ningún lugar. Pero también es como sentirse ciudadano de todas partes...

Oscar Chamate, de son côté, ajoute:

Cuando inicias el proceso migratorio, yo pienso que siempre vas con el truquillo, con el «tufillo», de

que eres diferente [...]. Cuando llegas a una nueva cultura uno trata de mimetizarse. Ni siquiera camuflarse, mimetizarse por completo: adoptar el idioma, adoptar los dichos, adoptar el acento. [...] Dicen que cuando muchos inmigrantes llegan acá, lo primero que hacen es comprarse la camiseta del Barça [...].

Yo pienso que la inmigración es una enfermedad, que al final tienes que aprender a vivir con ella. Es decir, es como una cosa que no se te va a ir nunca, nunca te vas a curar de ser inmigrante, jamás en la vida. Pasarán los años, miles de años, y siempre serás inmigrante. [...] uno intenta tenerla controladita... Pero es una enfermedad positiva y me da miedo que se convierta en una enfermedad negativa. Conozco a muchas personas que el hecho de ser inmigrante se les convierte en un dolor, un dolor muy fuerte.

Les témoignages s'entrecroisent et les trois protagonistes évoquent les difficultés qu'ils ont connues, les clichés auxquels ils ont dû faire face et, somme toute, les obstacles rencontrés et les leçons tirées de leur dépassement. L'origine colombienne que ces trois personnes partagent avec l'auteur du reportage, ainsi que leur condition d'hispanophones, ne sont jamais évoquées comme étant un facteur facilitateur de l'intégration. Aucune distinction n'est faite entre leur expérience et celle de n'importe quel autre migrant. Le déracinement, la solitude et la recherche perpétuelle d'une identité, mais aussi l'espoir de voir ses rêves se réaliser et le bonheur d'avoir pu choisir un cadre de vie favorable pour soi et pour sa famille: tels sont les points de convergence entre les histoires de vie de tous les immigrés.

Le message de ce reportage, s'éloigne, nous l'avons dit précédemment, des discours qui, traditionnellement, associent immigration et économie et font des individus une monnaie d'échange susceptible de satisfaire ou, au contraire, de déséquilibrer le marché. Les notes concernant la suite du parcours de ses protagonistes, à la fin du documentaire, confirment cette volonté chez Alejandro Angel, ainsi que son désir de souligner le potentiel que représentent les immigrés dans la société d'accueil:

En la actualidad, julio de 2012, Erika vive con su esposo Benjie en Suiza. [...] Erika sigue trabajando a distancia con «Nous catalans», una asociación de apoyo para los inmigrantes en Barcelona.

Oscar sigue en Barcelona [...]. En su nuevo trabajo está facilitando la transición de empresas catalanas que se quieren abrir mercado en Colombia.

Giselle vive hace diez meses en Bogotá [...]. Mientras encuentra un nuevo trabajo enseña técnicas de canto y composición de manera privada [...]. en 2011 editó «Cantándole a los sueños», un disco con todas sus canciones compuestas en Barcelona y hoy sigue componiendo nuevas piezas con miras a un nuevo álbum.

La démarche de ce cinéaste n'est pas sans rappeler le *Manifiesto del cine sin autor*, de l'Uruguayen Gerardo Tudurí, où l'on peut lire:

Toda persona y todo colectivo humano tiene derecho a la libre producción y a la libre gestión, circulación y exhibición de la propia imagen cinematográfica. Toda persona tiene derecho a existir como imagen fílmica en el universo de las representaciones cinematográficas y audiovisuales que se producen, circulan y se exhiben en el mundo. [...] si alguien puede producir y exhibir libremente su imagen fílmica está pudiendo incidir sobre todas esas fuerzas y poderes que determinan su vida cotidiana. Toda persona tiene derecho a una cinealfabetización [...] ⁴⁹³.

Dans le cas du film dont nous parlions précédemment, Internet est le support qui, d'une part, conditionne le format du documentaire et, d'autre part, sert à sa diffusion. La liberté d'accès et la gratuité voulues par le metteur en scène sont possibles grâce au cyberspace. Cependant, l'unidirectionnalité n'a pas disparu dans cette transmission, où l'auteur exprime sa volonté de faire parvenir son message au plus grand nombre, sans pour autant rechercher un échange ou rendre possible la participation des internautes, immigrés ou Espagnols d'origine, qui demeurent des simples récepteurs. En se rendant sur ce blog, *Habitantes de Babel*, il est impossible d'appréhender la réaction des récepteurs du documentaire, ni le taux de pénétration de ce dernier chez les migrants ou chez les locaux.

493 TUDURÍ, G., *Manifiesto del cine sin autor, Realismo Social Extremo en el siglo XXI (version 1.0)*, Centro de documentación crítica, coll. Contratiempos, Madrid 2009. URL: <http://centrodedocumentacioncritica.org/wp-content/uploads/2011/06/CONTRATIEMPOS-15.pdf>
428 / 596

Le fournisseur de services à but non lucratif *Nodo.50*⁴⁹⁴ constitue une autre façon d'utiliser Internet au service de l'expression de voix divergentes et/ou minoritaires, qui rompt, cette fois-ci, avec l'univocité. *Nodo50*, fondé en 1994, héberge les pages web de plus d'un millier d'organisations et relaie les messages des mouvements sociaux qui surgissent en Espagne et en Amérique Latine. Si les responsables ne font pas un secret de leur ligne éditoriale, ils revendiquent leur indépendance et leur volonté de favoriser le débat contradictoire:

Desde 1994, el proyecto Nodo50 viene proporcionando formación, contenidos, y servicios comunicativos a cientos de grupos y organizaciones del amplio espectro de la izquierda política y social del estado español y latinoamérica. Como ISP⁴⁹⁵, la vocación del Nodo50 es fomentar el uso de las nuevas tecnologías de la información para crear un centro de encuentro y referencia en donde confluyan voces antagonistas y alternativas⁴⁹⁶.

Parallèlement, ils affichent un militantisme dans la lutte contre la manipulation médiatique de l'opinion. Ils s'auto-définissent comme «un proyecto de conrainformación»:

Trabajamos por visibilizar los discursos insurgentes que no encuentran espacio en los grandes medios de comunicación convencionales. Frente a la conformación como únicos de los discursos funcionales al poder, apostamos por un Internet de las redes sociales, donde la reapropiación de una tecnología connotada ideológicamente pueda significar una mayor presencia de las resistencias organizadas.

Como proyecto conrainformativo, Nodo50 publica enlaces a noticias generadas por los movimientos sociales del estado español y América Latina. Alojamos y replicamos las voces de movimientos ecologistas, feministas, antimilitaristas, estudiantiles, de los centros sociales ocupados, las del antifascismo, organizaciones vecinales, de migrantes, sindicatos no mayoritarios y un largo etcétera⁴⁹⁷.

494 Nodo50. Conrainformación en la red. URL: <http://info.nodo50.org>

495 Internet Service Provider

496 «¿Qué es Nodo50?», in *www.nodo50.org*. Publié le 4 février 2008. URL: http://info.nodo50.org/IMG/article_PDF/Que-es-nodo50.pdf

497 *Ibidem*.

Nodo.50 propose un service d'hébergement de pages web, de messageries électroniques et de bases de données, accessible aux associations comme aux particuliers, ainsi qu'une assistance gratuite et une formation en matière d'informatique. Les associations qui profitent de ces services sont diverses et variées, leur activité pouvant aller de la lutte contre la violence machiste (*Asociación contra la violencia de género y familiar*⁴⁹⁸) à la défense du républicanisme (*Ciudadanos por la República*⁴⁹⁹), en passant par l'altermondialisme (*Acción ciudadana contra la globalización*⁵⁰⁰) ou encore les revendications nées de la crise économique, financière et sociale actuelle (*Alternativa social a la crisis*⁵⁰¹). Dans ce cadre, des associations qui s'occupent des droits des immigrés en Espagne ont trouvé aussi leur place. C'est le cas, par exemple, de *Andalucía acoge*⁵⁰², *Asociación de trabajadores inmigrantes en España*⁵⁰³, *Colectivo de refugiados/as colombianos/as en España*⁵⁰⁴, *Comisión de exiliados argentinos en Madrid*⁵⁰⁵, etc.

Ce fournisseur d'accès permet, en sus de cela, à des associations qui s'occupent de questions politiques, économiques et sociales concernant les pays d'Amérique Latine de répandre leurs informations. Ces sujets peuvent rassembler des ressortissants sud-américains désireux de suivre l'évolution des pays dont ils sont originaires. Mais aussi des Espagnols qui se sentent interpelés ou qui s'impliquent dans la construction d'un modèle social alternatif. De cette façon, Internet relie virtuellement des citoyens issus de zones géographiques éloignées, mais qui

498 URL: <http://www.nodo50.org/acovifa>

499 URL: <http://www.nodo50.org/republicanos>

500 URL: http://www.nodo50.org/la_globalizacion_contestada

501 URL: <http://www.alternativasocialalacrisis.org>

502 URL: <http://www.acoge.org>

503 URL: <http://www.nodo50.org/atraie>

504 URL: <http://www.nodo50.org/colrefe>

505 URL: <http://www.nodo50.org/exilioargentino>

partagent, au-delà des barrières administratives et politiques, des idéologies contestataires, en opposition au système dominant, et des valeurs à visée universaliste. Nous ne citerons que quelques exemples parmi les nombreuses associations que l'on peut y voir répertoriées: *Agencia de noticias de la Nueva Colombia*⁵⁰⁶, *América libre*⁵⁰⁷, *Asociación argentina pro derechos humanos de Madrid*⁵⁰⁸, *Asamblea bolivariana de Catalunya*⁵⁰⁹, *Casa de los pueblos de América*⁵¹⁰, etc.

506 URL: <http://www.anncol.eu>

507 URL: <http://www.nodo50.org/americalibre>

508 URL: <http://www.nodo50.org/aapdh>

509 URL: <http://www.nodo50.org/bolivariana>

510 URL: <http://www.nodo50.org/casapueblos>

III.2: 15-M *Operating System Not Found*

[...] nous savons ceci: pour qu'un monde nouveau surgisse, il faut d'abord que meure un monde ancien. Et nous savons aussi que l'intervalle qui les sépare peut être infiniment court ou au contraire si long que les hommes doivent apprendre pendant des dizaines d'années à vivre dans la désolation pour découvrir inmanquablement qu'ils en sont incapables et qu'au bout du compte, ils n'ont pas vécu.

Jérôme Ferrari, *Le serment de la chute de Rome*

Le 15 mai 2011 un mouvement social sans précédent dans l'histoire espagnole récente secoua les piliers du système et sonna l'entrée dans l'ère méta-postmoderne. Lorsqu'il analyse ce dimanche printanier et ses conséquences, Carlos Taibo souligne l'importance de la ligne de conduite qui, dès le départ, fut adoptée par les organisateurs de la manifestation.

Fue innegable la habilidad de los organizadores de las manifestaciones del domingo 15 de mayo. Estos no sólo supieron mover [...] los resortes que ofrecían las redes sociales: captaron con mucha lucidez las posibilidades que se abrían camino en un momento muy preciso⁵¹¹.

Renonçant aux slogans traditionnels et aux banderoles portant les sigles des syndicats et des partis politiques, qui fédèrent les militants mais produisent le retrait de tous ceux qui ne s'y reconnaissent pas, le 15-M devint le mouvement des Indignés. Parmi eux, des individus qui n'avaient jamais milité pour quelque cause que ce soit prenaient part, peut-être pour la première fois de leur vie, à un mouvement social qui revendiquait un changement profond du système. Il est vrai que la participation des immigrés ne fut pas particulièrement forte. Ceux qui se rendaient aux rassemblements le faisaient à titre personnel et, même si le sujet de l'immigration figurait dans l'ordre du jour des discussions qui animaient les rues et les places occupées par les citoyens, les immigrés semblèrent ne pas s'octroyer le droit de participer activement au projet collectif.

Les réseaux sociaux servirent à diffuser l'information, à fixer les rendez-vous et à entretenir un lien entre les sympathisants. Un lien invisible, insaisissable et, de toute évidence, hautement gênant pour les pouvoirs publics. Les media traditionnels s'emparèrent du phénomène, ou du moins de ses manifestations externes les plus spectaculaires et susceptibles d'accroître le taux d'audience des émissions. Ces hordes de «*etarras especializados en guerrillas urbanas*», servirent à alimenter,

511 TAIBO, C., *op. cit.*, p. 21.
433 / 596

pendant de longues heures, les pseudo-débats entre ces «todólogos» que Taibo critique, tout en leur étant reconnaissant de leur contribution à la propagation des idées et des actions du mouvement, aux côtés de responsables politiques incapables de mesurer la portée des événements:

[...] cuando una iniciativa desborde las expectativas en torno a ella creadas, genera a su alrededor una atracción muy superior. A ello no fueron ajenas, en este caso, la escasa inteligencia de muchas de las declaraciones de los dirigentes políticos, la hilarante y conspiratoria verborrea de los tertulianos y, en suma, las secuelas de decisiones legal-policiales que le dieron paradójicas alas al movimiento⁵¹².

Des militants ayant démis sigles et drapeaux se rendaient aux rassemblements en tant qu'individus et ils y rencontraient ces autres citoyens qui, pour leur part, découvraient l'action collective. Ils assumaient tous fièrement ce statut d'anti-système dont leurs détracteurs cherchaient à les affubler. Les revendications des Indignés concernent, pour une partie, les problèmes des pays dits «du Sud», parmi lesquels ceux d'Amérique Latine. Mais les immigrés peuvent aussi se reconnaître dans le mécontentement qui montait des rues espagnoles, pendant longtemps occupées et parcourues par tous ceux qui, se sentant en marge du système, réclamaient une plus grande justice sociale.

Dans la société espagnole postmoderne le nombre des Indignés n'avait cessé de croître. Le déclassé des classes moyennes (pour reprendre l'euphémisme popularisé par les media pour parler de l'appauvrissement d'une bonne partie de la population) eut pour effet la formation de cette marée humaine composée par des mécontents, réunissant des individus jusqu'ici isolés, comme des gouttelettes éparses se condensant dans l'atmosphère.

512 TAIBO, C., *op. cit.*, p. 29.
434 / 596

La participation active des immigrés dans les débats ne fut pas, dans un premier temps, particulièrement visible. On peut supposer que la manifestation du 15 mai 2011 et celles qui suivirent ne manquèrent pas de les interpeller. Leur vécu dans le passé ou des situations personnelles incertaines, rendirent sans doute difficile une plus grande implication, ce qui n'enlève rien à l'impact qu'un mouvement d'une telle ampleur put produire en ces personnes. Chez celles qui avaient quitté leurs pays d'origine pour des raisons politiques, une telle contestation du système par les classes populaires devait résonner tout particulièrement. Pour celles qui, avec la crise économique, voyaient leur rêve d'une vie meilleure mis à mal, les revendications des Indignés devaient apporter une lueur d'espoir. Les liens qui se tisseront un peu plus tard entre les différents collectifs nés du 15-M et des associations d'immigrés nous serviront ultérieurement à justifier cette hypothèse.

Nous avons déjà évoqué le fait que la maîtrise de la langue du pays d'accueil offre aux immigrés hispanophones la possibilité d'accéder à des informations pouvant faciliter, du moins sur le plan pratique, leur installation en Espagne. Les sites destinés aux étrangers, c'est le cas de ceux dont nous avons tiré nos exemples ici, n'utilisent que l'espagnol comme langue véhiculaire, ce qui doit supposer un obstacle majeur pour tous ceux qui n'ont pas encore acquis une maîtrise suffisante de la langue. Les Sud-américains, ayant une culture et des pratiques religieuses éminemment proches de celles qui sont majoritaires en Espagne, sont ceux qui peuvent le plus aisément s'exprimer sur les réseaux sociaux.

Bernard Favre signe un reportage télévisé⁵¹³ où des linguistes donnent une explication sociale et politique des origines du langage. Ils affirment que l'homme est

513 FAVRE, B., «Les origines du langage», 2002. Diffusé par Arte, dans le cadre de l'émission *Arte Documentaires*. URL: <http://www.youtube.com/watch?v=eqpwHUK-9rM&list=PL60A23AFAED333700&index=1>
435 / 596

un être social parce qu'il est un être de langage, étant donné que, comme l'expose Jean-Louis Dessalles, chercheur en intelligence artificielle, c'est le langage qui permet de constituer les réseaux sociaux. Denis Bouchard, linguiste à l'Université du Québec à Montréal, ajoute:

Le langage permet de coordonner l'interprétation de la réalité qu'ont deux individus. À ce moment-là ça ouvre une perspective de s'imaginer des mondes. Puisque l'on peut s'apercevoir qu'on ne le voit pas de la même façon, on peut donc s'imaginer qu'il y a une autre façon de voir le monde. Et on vient de s'ouvrir au non-immédiat dans toutes ses possibilités créatrices...

Les immigrants d'origine sud-américaine partagent avec les Espagnols cet outil précieux qui permet de rendre compte de sa propre perception du monde et de comprendre la vision d'autrui. Le langage commun devrait permettre à ces immigrants, plus rapidement et plus aisément qu'à ceux qui ne possèdent pas le même code, de collaborer dans la création de la société méta-postmoderne.

III.2.1. «Indignez-vous!», et l'Espagne s'indigne

Dans un article publié par le quotidien *El País*, Fernando Esteve Morales, professeur de Théorie économique à l'Université Autonome de Madrid, cite Albert O. Hirschman. L'économiste états-unien, connu pour ses travaux sur le développement des pays d'Amérique Latine, explique comment, face à la détérioration du système, les usagers sont confrontés à un choix entre deux options. La première est celle de quitter le système, devenu non satisfaisant, pour aller vers un autre offrant des conditions plus avantageuses. La deuxième consiste à exprimer ses plaintes et à formuler ses souhaits de transformation. Si la fuite est la solution dominante dans les marchés régulés par la compétitivité, l'expression des opinions serait une caractéristique de la politique. Fernando Esteve ajoute: «Frente a la de la salida, la opción de la voz es mucho más costosa y problemática, puesto que requiere de quienes la ejercitan sobradas dosis de lealtad y compromiso con la organización de la que son miembros».

Applicant cela au mouvement de contestation du 15-M, l'universitaire espagnol fait l'éloge des contestataires que certains s'efforcent de décrédibiliser en les appelant «antisistema»:

[...] la posibilidad de supervivencia y recuperación de la organización se debe precisamente a quienes, por ser más leales a la misma, son los más remisos a optar por la salida, aquellos que se quedan y se quejan, los que optan por ejercer la voz. [...] El despreciar, demonizar o reprimir a esos leales críticos por parte de los responsables de una organización en decadencia es contraproducente, pues sólo favorece el mecanismo de la salida y, por consiguiente, su desaparición por abandono de sus miembros⁵¹⁴.

Ceux qui se révoltent contre le diktat des marchés financiers et qui dénoncent la mauvaise qualité démocratique du modèle politique et économique en vigueur dans les pays occidentaux font preuve d'attachement au système:

No son antisistema, todo lo contrario; son, quizá, la esperanza del «sistema» por ser precisamente los más leales al mismo. Esperanza débil dado su escaso número y las dificultades de concreción y articulación de sus propuestas, pero esperanza al fin y al cabo⁵¹⁵.

Certains ont comparé la révolte des Indignés au Mai 68 français. Mais si ce dernier fut un phénomène essentiellement universitaire, conçu et animé par la branche gauchiste des élites culturelles du pays, le mouvement espagnol apporte une certaine mixité sociale. «Qui sont les Indignés?» - demandait-on frénétiquement à travers les media au lendemain des premières manifestations. Miguel Angel Bastenier, les définit comme: «una masa tan deliberadamente anónima como despersonalizado es su enemigo»⁵¹⁶. Une masse dont on peut, comme le fait cet auteur, déplorer l'homogénéité ethnique: «salvo algunos latinoamericanos fácilmente

514 ESTEVE, MORA, F., «El 15-M, la esperanza del sistema», in *elpais.com*, 9 août 2012. URL: http://elpais.com/elpais/2012/08/08/opinion/1344442493_820079.html

515 ESTEVE, MORA, F., *Ibid.*

516 BASTENIER, M. A., «Entre el 15-M y Mayo del 68», in *elpais.com*, 18 octobre 2011. URL: http://internacional.elpais.com/internacional/2011/10/18/actualidad/1318964163_407946.html

asimilables a la algarabía española, la inmigración está callada para no llamar innecesariamente la atención»⁵¹⁷.

Nous pouvons juger que la faible participation des immigrés aux manifestations et, en général, aux actions menées par les Indignés, est le signe d'un faible investissement de ces individus dans la société. Un fait qui ne serait guère surprenant, puisque le discours dominant consiste à montrer l'immigration comme la source de bon nombre de problèmes. Cet idéologie, en vogue en temps de crise, en vertu d'une vision exclusivement utilitariste de l'immigration, est contestée par les partisans du 15-M, qui se proposent de changer la législation concernant l'immigration, la jugeant abusive et injuste, et qui citent comme modèles les mouvements sociaux des pays d'Amérique Latine. Et cela pourrait avoir comme effet l'adhésion des immigrés de cette origine.

III.2.1.1. Revendications citoyennes: Internet met le feu aux poudres

Dans sa *Déclaration d'Indépendance du Cybermonde*⁵¹⁸, John Perry Barlow utilise pour la première fois le terme de «cyberespace», que William Gibson avait introduit dans son roman *Neuromante*⁵¹⁹. Mais, loin de ce portrait catastrophiste d'une société futuriste où les machines exerçaient leur pouvoir tyrannique sur les êtres humains ayant perdu tout contrôle de leur destinée, le militant des droits des internautes voit dans le cyberespace la possibilité d'un autre mode de communication *inter pares*. Les associations et les particuliers qui font appel à des fournisseurs de

517 BASTENIER, M. A., *ibid.*

518 BARLOW, J., P., *op. cit.*

519 GIBSON, W., *Neuromante*, Kronos, Barcelone, 1984.

services comme *Nodo50*, ou encore *Kaosnlared*⁵²⁰, semblent partager cette idée et, en tout cas, affichent leur foi en Internet, une issue pour échapper à l'uniformisation de la pensée et à la manipulation venant des institutions ou des grandes entreprises médiatiques, publiques ou privées.

Sur le Net, les citoyens ont accès à des points de vue exclus des voies classiques. Internet facilite la contre-information, l'expression de ceux qui peinaient à se frayer un chemin jusqu'au grand public. Reste à savoir quelle est la portée et quels seront les effets de cette utilisation d'un espace presque infini, menacé toutefois par la surabondance, par la cacophonie et par l'absence de contrôle concernant la véracité des informations. L'internaute n'a d'autre boussole que son propre discernement ni d'autre protection que son esprit critique. Certains auteurs se montrent très sceptiques à ce propos, accusant précisément les TIC d'être les responsables de l'atomisation de la pensée, dans la continuité de cette «attention inattentive» cultivée par la télévision. Nicolas Carr dit:

Clive Thompson observe dans *Wired*: «Le fonctionnement parfait de la mémoire de silicium peut être une véritable bénédiction pour la pensée». Les bénédictions sont réelles. Mais elles ont leur prix. [...] les médias ne sont pas seulement des canaux d'information. Ils fournissent le matériau de la pensée, mais ils modèlent aussi son processus. Et j'ai aussi l'impression que le Net endommage ma capacité de concentration et de contemplation. Que je sois en ligne ou non, mon esprit compte maintenant avaler l'information tel que le Net la livre: dans un flot rapide de particules. Le plongeur qui, naguère, explorait l'océan des mots, en rase maintenant la surface à la vitesse de l'éclair comme un adepte du jet-ski⁵²¹.

Le cyberspace devra se prémunir du risque de la sur-information, que les media traditionnels ont savamment utilisée, submergeant le récepteur dans un flot de stimuli hétérogènes et disparates, qui conduisent à l'endormissement des réflexes

520 URL: <http://www.kaosenlared.net/>

521 CARR, N., *Internet rend-il bête?*, Editions Robert Laffont, Paris, 2011, p. 25.

de l'analyse rationnelle. Avec la raréfaction des points de rencontre entre les individus et le désengagement des citoyens dans le processus de recherche active et d'évaluation personnelle des informations, nous nous retrouvons face à des «media sourds pour des citoyens muets». Le journaliste espagnol admet qu'Internet peut être l'outil servant à informer, l'estrade où les voix dissidentes pourraient s'exprimer et l'espace où les collectifs minoritaires et/ou marginalisés trouveraient leur place. Mais, prévient-il aussi, cela se fera à condition d'éviter les travers qui guettent les media alternatifs: «Los medios alternativos pueden ser otra cosa, a condición que no se queden en el panfleto y el ataque sin documentación»⁵²². Et il ajoute encore une réserve: «Internet sirve para informarse, que no es poco. El error es creer que sirve para movilizarse».

Le mouvement des Indignés naît indissolublement lié à Internet. Ses partisans, mais aussi ses détracteurs font couler des litres d'encre virtuelle et génèrent une telle quantité d'informations qu'il est difficile de s'y retrouver. N'importe qui ayant fait l'expérience d'écrire «15-M» ou «Indignados» dans une fenêtre de recherche sur Internet, s'est vu immédiatement confronté à la quasi impossibilité de traiter les centaines de pages, sites et autres forums qui déferlent sur l'écran de son ordinateur. Le 6 juin 2012 Patricia Horrillo, Stéphane Grueso et Pablo Soto créaient *15MPedia*⁵²³, une encyclopédie libre à l'instar de *Wikipedia*. «Un intento de «*paraguas de proyectos*» sobre el 15-M cuyo objetivo es que todo el mundo pueda contar «su 15-M»», peut-on lire dans un des articles qui commentaient l'événement⁵²⁴. Notre objectif n'est pas de juger la qualité des contenus ni du degré d'impartialité atteinte par les créateurs la multitude de textes générées et mis en circulation dans le

522 HIDALGO, M., «Contra la desinformación. Entrevista a Pascual Serrano», publiée le 13 août 2010 in *pascualserrano.net*. URL: <http://www.pascualserrano.net/noticias/contra-la-desinformacion-entrevista-a-pascual-serrano-periodista/>

523 «Movimiento 15-M», *Wikipedia. La enciclopedia libre*.

URL: http://es.wikipedia.org/wiki/Movimiento_15-M#Enciclopedia_del_15M
440 / 596

cyberespace au sujet du 15-M. Nous soulignons uniquement l'importance quantitative du phénomène.

Les étrangers et les sujets les concernant trouvent leur place sur Internet. Les immigrés et/ou les Espagnols désireux d'échapper au discours médiatique dominant, peuvent consulter, en plus des pages web des différentes associations que *Nodo50* héberge (plus d'un millier, rappelons-le), des sites comme *Rebelión.org*,⁵²⁵ *vudeo.org*⁵²⁶ ou *encuentrospor.com*⁵²⁷. L'image que l'on y véhicule du phénomène migratoire et des immigrés eux-mêmes est autrement plus complexe que celle qui était transmise au citoyen lorsque seuls les media traditionnels avaient la parole. La volonté de faire apparaître la dimension individuelle des personnes d'origine étrangère et de faire correspondre la place qu'elles occupent dans la société et dans le cyberespace constitue une innovation.

Le chercheur Serge Soudoplatoff considère, quant à lui, que la grande nouveauté introduite par Internet est de faire apparaître des rapports horizontaux⁵²⁸. Si ce que l'on appela «le quatrième pouvoir» permet le passage de la connaissance individuelle (chacun sait) à la connaissance collective (tout le monde sait), Internet étend à l'échelle planétaire l'intelligence collective naguère réservée aux salons. C'est cette parole horizontale qui circule dans le cyberespace qui, d'après Soudoplatoff, fait

524 CAMÒS, J., «#15Mpedia, todo lo que quieran saber nuestros nietos sobre el 15-M, ya en internet», in *Genbeta*, publié le 13 juin 2012 (entre guillemets, les mots des créateurs de *15Mpedia*, cités par l'auteur de l'article). URL: <http://www.genbeta.com/activismo-online/15mpedia-todo-lo-que-quieran-saber-nuestros-nietos-sobre-el-15-m-ya-en-internet>

525 URL: <http://www.rebelion.org/>

526 URL: <http://www.vudeo.org/>

527 URL: <http://www.encuentrospor.com/>

528 Serge Soudoplatoff et Bernard Stigler étaient les invités de l'émission radiophonique *La tête au carré*, diffusée sur France Inter le 21 mars 2012.

peur aux détenteurs du pouvoir. Ce à quoi Bernard Stigler ajoute:

L'enjeu du numérique est le passage d'une société consumériste qui s'est développée avec les technologies analogiques [...] où l'on est récepteur très passif, d'un processus qui s'est développé avec les industries culturelles, le cinéma, etc., et qui a reposé sur la construction de marchés de masse, [...] à une technologie tout à fait différente. Avec le web on n'est jamais à 100% consommateur, on est toujours un contributeur: il n'y a pas le producteur d'un côté, le consommateur de l'autre. [...] Ce à quoi on a affaire c'est à une autre économie: l'économie de la contribution⁵²⁹.

Dès les premiers jours de la révolte, les sites web et les publications en ligne s'intéressent aux interactions entre le mouvement du 15-M et les immigrés. En général ils se contentent de souligner la présence du sujet de l'immigration parmi les revendications des manifestants. Nous citerons l'exemple d'un article apparu dans le journal numérique *informaciones.es*:

La Plaça de Baix acogió ayer una concentración convocada por los miembros del Movimiento 15-M para reivindicar la defensa de los derechos de los inmigrantes. Desde el colectivo apuntaron que el objetivo de la concentración era defender la máxima de que ningún ser humano es ilegal. La reivindicación llega en un momento en el que «muchos colectivos de inmigrantes están sufriendo acoso, e incluso les culpan de la crisis», denunciaron desde el colectivo 15-M⁵³⁰.

Les sites «pour immigrés» se firent également écho, depuis le début, des actions des Indignés. Un an plus tard, ils continuent de rendre compte de l'évolution du phénomène, ce qui dénote un certain intérêt de la part des responsables. Nous en voulons pour exemple l'article qui suit, même s'il contient un texte d'origine inconnue qui, comme c'est souvent le cas sur Internet, n'a comme auteur aucun des collaborateurs du site (nous pouvons retrouver l'article reproduit à l'identique à

529 Retranscription de l'intervention de Bernard Stigler dans l'émission sus-citée.

530 «El movimiento 15-M reivindica los derechos de los inmigrantes», in *informaciones.es*, publié le 19 décembre 2011. URL: <http://www.diarioinformacion.com/elche/2011/12/19/movimiento-15-m-reivindica-derechos-inmigrantes/1203417.html>

maintes reprises, dans de différents contextes, sur le Net). Cette pratique rend difficile l'analyse de la ligne éditoriale des sites à destination des étrangers⁵³¹. Le site *inmigrantesenespana.info* utilise cet article non signé un an après les manifestations du 15 mai 2011 (le souligné leur appartient et il nous offre quelques indications sur le positionnement des responsables, si non de l'écriture, au moins de la mise en ligne du texte):

Miles de ciudadanos han ido reuniéndose en Sol a lo largo de toda la tarde y ya anunciaban a través de las redes sociales su intención de **alargar la concentración más allá de la limitación horaria**. De hecho, el 15M prevé guardar un minuto de silencio a media noche y ondear pañuelos blancos "para que cese la violencia económica y las guerras". Cuando se han cumplido las 22.00 horas, los 'indignados' **no han abandonado sus posiciones** y han animado sus protestas con una sonora pitada y las manos arriba. Además, han coreado 'El pueblo, unido, jamás será vencido'. Los efectivos policiales desplegados en el lugar tampoco han variado sus posiciones ni realizado ningún movimiento. La concentración se desarrolla **sin incidentes** y en un ambiente festivo, con 'batukadas' que hacen bailar a la gente, pancartas contra el sistema político y financiero y los habituales cánticos reclamando una mejor y más representativa democracia. Todo ello se desarrolla bajo **una estrecha vigilancia policial**, que pretende evitar que los 'indignados' acampen o instalen otras estructuras fijas en la plaza. Una tienda de campaña que ha sido elevada al aire con decenas de globos ha sido precisamente una de las notas de color de la tarde en el centro de Madrid⁵³².

531 A propos de la prétendue gratuité de certaines publications, dont celles qui utilisent le Net, Serge Halimi explique: «la gratuité de la distribution de l'information coïncide avec (et contredit) le caractère payant de toutes les étapes de sa collecte. [...] Si émettre une opinion plus ou moins informée est assurément bon marché, la fonder sur une enquête ou sur une connaissance requiert du travail et de la peine. [...] Est-il légitime que cette rémunération soit entièrement mise à la charge des acheteurs de journaux et des abonnés, pendant que la plupart des internautes joueraient un peu le rôle de «passagers clandestins»? Poser la question, c'est y répondre». HALIMI, S., «L'information gratuite n'existe pas», in *Le Monde Diplomatique*, 13 octobre 2010. URL: <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-10-07-information>

532 «Las protestas del 15-M, en directo: los indignados siguen abarrotando Sol tras la hora límite del Gobierno», in *inmigrantesenespana.info*, publié le 12 mai 2012. URL: http://inmigrantesenespana.16mb.com/2012/05/las-protestas-del-15m-en-directo-los-indignados-siguen-abarrotando-sol-tras-la-hora-limite-del-gobierno/#.UB_H6sg0PU8

Parainmigrantes.info publie un article signé par un Uruguayen⁵³³, qui s'exprime, quelques jours seulement après la première manifestation. Il parle de ce phénomène, que certains cherchent encore à nommer et qui parcourt la société espagnole, devenant bien plus qu'un cri de colère. Derrière les mots de Marco Flecha nous pouvons lire le soutien qu'il apporte, à titre personnel, à la contestation populaire, mais aussi, bien qu'il n'y fasse pas allusion de façon spécifique aux problématiques traditionnellement associées aux immigrés, l'espoir de participer, en tant que citoyen, aux changements qui s'annoncent:

[...] en cada comité de trabajo, en las pequeñas y democráticas asambleas y por equipos, se están combinando esfuerzos para expandir la plaza a los barrios, el 15-M a junio y los meses o años que hagan falta; que la indignación pase a la acción colectiva, para que esta fogata no se apague, para que esta «cabreada» spanish revolution tenga sus frutos a mediano o a largo plazo, porque se es consciente que a corta distancia aún no se puede, pero que es una carrera de resistencia y de largo empuje, a pesar de prohibiciones y gobiernos conservadores, a pesar de un sistema democrático nada democrático; porque al fin y al cabo la revolución no pide permiso, y a veces empieza tomando la calle⁵³⁴.

Noam Chomsky écrit dans son œuvre *Propagande, médias et démocratie*:

Un mouvement de gauche n'a aucune chance de réussir, et il ne le mérite pas, s'il n'obtient pas l'accord de la société contemporaine et une vision pour un ordre social futur qui convienne à la grande majorité de la population. Ses buts et ses structures organisatrices doivent se former avec la participation active du peuple à travers les luttes populaires et la reconstruction sociale. [...] le trait essentiel de toute révolution est d'étendre les possibilités de la créativité et de la liberté humaines⁵³⁵.

533 AZAHARA, «Crónicas migrantes: la revuelta del 15-M en España contada por un uruguayo», in *parainmigrantes.info*, publié le 24 mai 2011. URL: <http://www.parainmigrantes.info/cronicas-migrantes-la-revuelta-del-15m-en-espana-contada-por-un-paraguayo/>

534 FLECHA, M., «Cuando la indignación amanece en la calle... y permanece», in *aeparaguay.org*, publié le 23 mai 2011.

535 Cité par Eric French Monge dans l'article «La participación directa en la creatividad», publié le 7 janvier 2007, suite à l'entretien que le philosophe accorda à la revue électronique *Amauta*. URL: <http://revista-amauta.org/2010/01/entrevista-con-chomsky/>
444 / 596

La présence des immigrés en Espagne et, malgré les retours aux pays d'origine, conséquence de la crise économique, le poids spécifique de ce collectif dans la société ne sont plus à débattre. Les mouvements sociaux nés comme conséquence de la tentative de répression d'une manifestation populaire, un certain dimanche du mois de mai 2011, ne pourront pas omettre le débat sur la question de l'intégration effective des immigrés. Nous sommes d'avis, reprenant la pensée de Chomsky, que les demandes des Indignés, aussi fondées soient-elles, ne peuvent aboutir, et elles ne le mériteraient pas, que si elles tiennent compte de l'existence, et du droit à la parole, des étrangers dans la construction d'une méta-postmodernité, bâtie sur les ruines du système précédent.

III.2.1.2. Un an d'indignation

Un an après le 15 mai 2011, un an après le jaillissement de ce mouvement de révolte qui prit son nom de l'œuvre de Stéphane Hessel, *Indignez-vous!*⁵³⁶, Carlos Taibo avoue être las de cette œuvre⁵³⁷. Taibo considère que le lecture trop limitative de l'opuscule de l'ancien résistant et, lié à cela, une vision tronquée qui nuit à l'analyse holistique du phénomène du 15-M, ont conduit des intellectuels engagés comme Zygmunt Bauman et Edgar Morin à négliger l'importance de la révolte espagnole, et à la critiquer pour son absence de projet d'avenir. Taibo proteste:

[...] me atrevo a adelantar que una visita, siquiera rápida, a muchas de las asambleas populares del 15-M permitirá ratificar la conclusión de que éste se halla muy lejos de la general vaguedad de la que Hessel hace gala a la hora de proponer alternativas a la miseria existente⁵³⁸.

536 HESSEL, S., *Indignez-vous!*, Indigène éditions, Montpellier, 2010.

537 TAIBO, C., «Harto del libro de Hessel», in *Que no se apague la luz*, Los libros de la catarata, Madrid, 2012.

Un an après les premières manifestations, les journalistes se tournent vers les responsables désignés du 15-M (il fallut qu'ils s'en trouvassent, incommodés par le choix de l'anomie qui fut, dès le début, celui des Indignés) pour les interroger sur les résultats du mouvement, sur ses effets. Posées du point de vue de l'efficacité, ces questions portent en elles la réponse attendue, puisque, réagissant au mal-être provoqué par des problèmes difficiles, anciens et profondément enracinés dans la société espagnole, le mouvement du 15-M ne pouvait pas apporter des solutions immédiates et prêtes à l'emploi. Taibo répond ainsi à ce qu'il appelle «el discurso *eficientista*»:

[...] la tarea del 15-M ha de serlo de largo recorrido [...], el movimiento debe aspirar a un cambio general de las conciencias y las conductas que por fuerza tiene que tomarse su tiempo. [...] Esta perspectiva que anoto ahora se enfrenta, por motivos obvios, a aquella otra que aprecia en el 15-M un movimiento meramente coyuntural llamado a resolver un puñado de problemas perentorios. Y se enfrenta también, por cierto, a un horizonte mental, de vez en cuando presente en el movimiento, que considera que el cometido de éste es propiciar que regresemos, sin más, al escenario anterior al de la crisis financiera⁵³⁹.

Esther Vivas et Josep María Antentas, deux activistes membres du centre d'études des Mouvements sociaux (CEMS) de l'Université Pompeu Fabra, de Barcelone, font remarquer que les mesures politiques qui génèrent le mécontentement des citoyens se poursuivent, et même se radicalisent, au fur et à mesure que la grogne sociale se répand. Ces chercheurs parlent d'une force qui anime le 15-M: une «pasión constituyente», qui serait le contraire de l'atomisation que le néolibéralisme exige⁵⁴⁰. Les Espagnols s'indignent contre la subordination au pouvoir financier des responsables politiques qui, monopolisant la représentation politique, les excluent *de facto* de la participation, de la démocratie réelle, tout en brandissant la légitimité que les élections leur confèrent. Pendant ce temps, un

538 TAIBO, C., *op. cit.*, p. 30.

539 TAIBO, C., *op. cit.*, p. 33.

540 ANTENTAS, J. M., et VIVAS, E., *Planeta indignado. Ocupando el futuro*, Sequitur, Madrid, 2012.

secteur de la société, de plus en plus large, se révolte contre l'oligarchie qui l'opprime; d'autres, les «illégaux», ne possèdent même pas le statut de citoyens.

Comme l'expliquent Esther Vivas et Josep María Antentas, ce sont les couches populaires et défavorisées qui se retrouvent dans une même situation d'exclusion:

La subyugación de la política a manos de los intereses del poder financiero [...] agudiza la «crisis de representación» de las y los trabajadores y las capas populares. [...] La crisis de la democracia liberal se expresa esencialmente por el vaciado *de facto* de la voluntad popular y del significado y sentido de la utilidad del voto. Aún así existen en paralelo mecanismos directos para impedir el derecho al voto de amplios sectores de la población⁵⁴¹.

Et ils ajoutent:

Lo que persiguen [los amos del mundo] es un cambio de modelo social que empuja hacia una lógica de «latinoamericanización» de las sociedades europeas, en particular las euromediterráneas, en términos de desigualdad, polarización, deterioro de las condiciones laborales, degradación de los servicios públicos y participación política⁵⁴².

Mais un paradoxe caractérise le cas de l'Espagne. D'un côté, par ses multiples ressemblances avec la Grèce, nous sommes tentée d'adopter le point de vue de Panagiotis Sotiris⁵⁴³, qui décèle dans les récentes révoltes sociales de son pays un nouveau paradigme d'autogestion collective et de solidarité, l'émergence, en définitive, du peuple en tant que sujet collectif. De l'autre, ceux qui se sont intéressés au mouvement du 15-M ont été contraints d'admettre la faible présence des immigrés dans les rangs des révoltés. Comment alors croire à la prise de pouvoir transformatrice du peuple si celui-ci, reproduisant le modèle qu'il tente de dépasser,

541 ANTENTAS, J. M., et VIVAS, E., *op. cit.*, p. 19.

542 ANTENTAS, J. M., et VIVAS, E., *op. cit.*, p. 36.

543 SOTIRIS, P., «El movimiento de las plazas en Grecia: crisis política y conflicto social», in FERNÁNDEZ, J., SEVILLA, C., et URBÁN, M., (éd.), *¡Ocupemos el mundo!*, Icaria, Barcelona, 2012. 447 / 596

se dresse comme une entité incapable de mixité, où les immigrés, ne pouvant pas dépasser ce statut, ne deviendraient jamais des citoyens à part entière?

Alors que ses détracteurs se félicitent d'avoir eu raison en pronostiquant une espérance de vie réduite au mouvement des Indignés et des effets nuls ou négligeables sur la réalité du pays, en 2012 les contestataires poursuivaient, sous d'autres formes, les activités nées un an auparavant dans les rues. Le sujet du printemps arabe s'invite souvent aux assemblées de voisins qui n'ont pas cessé, dans les quartiers où les discussions ne sont pas encore taries. Le 15-M a presque disparu des écrans. De toute évidence le sujet n'est plus assez percutant pour la télévision, sans les occupations de lieux publics et les interventions de la police pour dissoudre les manifestants. Les media traditionnels se sont lassés des Indignés et ils ne reviennent vers eux que de temps à autres, lorsqu'ils interviennent pour éviter la déportation d'un immigré⁵⁴⁴, ou encore quand ce sont les Indignés eux-mêmes qui les convoquent, organisant des actions «coup de poing». Du prêt à filmer dont les Indignés ont appris à se servir, mais qui peut à tout instant se retourner contre eux et les discréditer⁵⁴⁵.

Juste avant le premier anniversaire du 15-M, trois des membres les plus actifs, Fabio Gándara, Pablo Gallego y Carlos Paredes, décident de former une association à but non lucratif: *Democracia Real Ya* (DRY)⁵⁴⁶. Elle déclare vouloir se charger de la

544 María Centeno, «Un grupo del 15-M en Málaga intenta frenar una deportación», in *elpais.com*, publié le 9 août 2011. URL: http://elpais.com/diario/2011/08/09/andalucia/1312842136_850215.html

545 Hold-up dans des supermarchés pour ensuite répartir entre les plus défavorisés la nourriture collectée, spectacles de flamenco dans une succursale de Bankia, des rassemblements de cyclistes nus, etc. Voir l'article de Carmen Mora y Raúl Limón: MORA, C., et LIMÓN, R., «Activismo efervescente», in *elpais.com*, 8 août 2012.

URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/08/08/actualidad/1344453806_680343.html

546 URL: <http://www.democraciarealya.es/>

coordination des demandes adressées aux institutions. Ils prétendent aussi «recuperar el espíritu original del 15-M». Ce dernier point, qui dénote l'assimilation à des structures traditionnelles qui avaient été contestées dans un premier temps, fut une source de tensions au sein de l'association. Leur Manifeste, consultable sur leur site officiel, commence avec ces mots:

Somos personas normales y corrientes. Somos como tú: gente que se levanta por las mañanas para estudiar, para trabajar o para buscar trabajo, gente que tiene familia y amigos. Gente que trabaja duro todos los días para vivir y dar un futuro mejor a los que nos rodean.

Ils y déclarent également :

¿Quiénes somos? Nosotros los desempleados, los mal remunerados, los subcontratados, los precarios, los jóvenes... queremos un cambio y un futuro digno. Estamos hartos de reformas antisociales, de que nos dejen en el paro, de que los bancos que han provocado la crisis nos suban las hipotecas o se queden con nuestras viviendas, de que nos impongan leyes que limitan nuestra libertad en beneficio de los poderosos. Acusamos a los poderes políticos y económicos de nuestra precaria situación y exigimos un cambio de rumbo.

Ou encore, dans un communiqué consécutif à la création de l'organisation: «No somos ni de izquierdas ni de derechas, somos los de abajo y vamos a por los de arriba»⁵⁴⁷.

«L'Espagne d'en bas». Les classes moyennes, la tranche de la population la plus représentée parmi les manifestants et autres partisans du 15-M, partagent avec les immigrés, suite à leur appauvrissement et à la dégradation de leurs conditions de vie (le «déclassement des classes moyennes»), bien de problèmes dont ils se sentaient à l'abri auparavant. Federico Mayor Zaragoza, co-auteur du livre *Reacciona*, corrobore l'idée que les media ne s'intéressent qu'à ce qui leur semble extraordinaire

547 EFE, «Democracia Real Ya se constituye como asociación», in *elpais.com*, 22 avril 2012. URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/04/22/actualidad/1335113954_554411.html

et exotique. Si nous voulons voir ce qu'ils ont rendu invisible, nous dit-il, nous devons nous éloigner des projecteurs.

Es imperativo alejarnos de los focos que anuncian la noticia, de las informaciones que, lógicamente, describen tan sólo lo extraordinario, lo insólito. Para conocer con exactitud lo que acontece es preciso saber ver los invisibles, los que no son noticia, la inmensa mayoría que nace, vive y muere en espacios física e intelectualmente reducidos. Todos tienen que ser no sólo vistos sino observados para que de este modo, [...] al conocer los invisibles seamos capaces de hacer lo imposible, ya que al no tenerlos en cuenta normalmente las medidas políticas y las estrategias no los incluyen y permanecen, una vez más, inadvertidos⁵⁴⁸.

Quelques jours après la publication de cet ouvrage collectif (apparu en avril 2011), où dix intellectuels diagnostiquaient les maux dont souffrait la société espagnole et exprimaient leur souhait d'un changement profond, la révolte éclate. Peu de temps avant, le juge Baltasar Garzón laissait libre cours à son exaspération, accusant les Espagnols de «conformismo culpable» et les media de «aniquilación moral controlada»⁵⁴⁹. Les milliers de personnes qui se donnèrent rendez-vous à peine un mois plus tard, étaient majoritairement des jeunes, des enfants de la télévision. Ils connaissaient l'influence de l'écran et ils prouvèrent leur maîtrise du langage synthétique, percutant, des phrases dont ils inondèrent les places et les rues espagnoles.

Leurs slogans attiraient les caméras comme la lumière hypnotise le papillon. Les caméras de télévision accouraient, aimantées par une force irrésistible, vers les Indignés. Filmés en train de débattre, au beau milieu d'une forêt de pancartes contenant ces messages, ils respiraient l'optimisme et, comme les media s'empressèrent de le souligner, l'utopie, qu'ils assimilaient au manque de profondeur

548 MAYOR ZARAGOZA, F., «Ha llegado el momento», in *Reacciona*, MAYOR ZARAGOZA, F. et al., Aguilar, Madrid, 2011, p. 11 et 12.

549 GARZÓN, B., «Vivimos en el instante», *op. cit.* p. 25.
450 / 596

et d'efficacité. Mais il n'en reste pas moins que ces personnes qui faisaient l'expérience, beaucoup d'entre elles pour la première fois, de la contestation, prouvèrent leur détermination à prendre la parole. Ils parlaient de désobéissance civique et de solidarité. Les immigrés se faisaient rares dans leurs rangs, il est vrai, et leurs propositions pouvaient sembler irréalisables, naïves. Mais, lorsqu'ils disaient «nous», ils ne s'opposaient pas aux étrangers ni aux Espagnols d'une autre région; ils ne brandissaient pas de drapeau (pas même celui d'un club de football). Ils disaient:

«Del absolutismo al bipartidismo»; «Entre capullos y gaviotas, nos han tomado por idiotas»; «Políticos, hoy es vuestro día de reflexión»; «Políticos y jueces»: somos vuestros jefes y os estamos haciendo un ERE»; «Spain is different, not indifferent»; «Ni cara a ni cara b: queremos cambiar de disco»; «Violencia es cobrar 600 euros»; «¡A la puta calle! Les dijeron. Y lo hicieron»; «Si tú les pagas su deuda, que ellos paguen tu hipoteca» «Me sobra mucho mes al final del sueldo»; «La banca, al banquillo»; «Cerrado por revolución. Disfruten las molestias»; «No somos mendigos: practicamos para el futuro»; «No estamos llamando a la puerta, la estamos tirando»; «Gracias mamá, esto es lo que me has enseñado»; «¿Qué les vas a decir a tus hijos cuando te pregunten? ¿Que estabas viendo la tele?»; «Sin botellón no nos sacan en televisión»; «Me gustas, democracia, pero estás como ausente»; «La ignorancia del ciudadano da la victoria a los tiranos»; «Chorizo ibérico: liquidación»; «Estoy buscando mis derechos, ¿alguien los ha visto?»; ...⁵⁵⁰

III.2.2. Fièvre: lutte contre le corps étranger

«La sociedad española se argentiniza: desigualdad económica y éxitos deportivos»⁵⁵¹. «Es posible que usted sea pobre y no lo sepa»⁵⁵². Les Indignés n'ont pas le monopole de l'aphorisme. Ces phrases ne sont pas tirées des pancartes du 15-

550 Ce ne sont que quelques exemples choisis dans la nuée de phrases-slogan du mouvement des Indignés.

551 ESCOLAR, I., *in op. cit.*, 63.

552 ESCOLAR, I., *in op. cit.*, 64.

M, mais de la contribution du journaliste Ignacio Escolar à *Reacciona*. Après un exposé accablant sur la réalité économique⁵⁵³, Escolar explique que, malgré la crise, l'Espagne se compte encore parmi les dix pays les plus riches au monde. Mais, poursuit-il, socialement, elle s'achemine vers le sous-développement. En bon connaisseur du langage utilisé par les media pour attirer l'attention du récepteur, cet analyste politique pour la radio et la télévision prétendait, dans cet ouvrage collectif, secouer une opinion publique endormie. *Reacciona*, rappelons-le, précédait d'à peu près un mois le début du mouvement des Indignés. «Es posible que usted sea pobre y no lo sepa. La mayor parte de los pobres españoles no son conscientes de que lo son: todos nos consideramos clase media», écrit Escolar⁵⁵⁴.

La crise économique a été un bon prétexte pour exhumer de vieux préjugés xénophobes qui n'osaient pas dire leur nom. Mais elle a aussi poussé certains à prendre conscience de l'injustice d'un système qui applique des lois plus coercitives aux personnes qu'aux marchandises.

Un informe de UNIFEM de 2006 denuncia que una de las actividades más rentables del mundo es el tráfico de personas con todas sus derivaciones: inmigración para mano de obra barata (ya sea con o sin papeles) y trasiego de mujeres. Según datos de las Naciones Unidas, una de cada seis personas en el mundo son trabajadoras inmigrantes, un 73 por ciento de los inmigrantes asiáticos son mujeres y en la misma Unión Europea la feminización de la inmigración es un hecho relevante. La inmigración representó, hasta el estallido de la crisis, el 80 por ciento del crecimiento global de la población de la Unión Europea y en los tramos de edad más productivos de la pirámide de la población. Y mientras los

553 «El salario medio en España es de 21.500 euros brutos anuales, de los más bajos de la UE-15 [...]. El sueldo medio español es la mitad que en Alemania, Holanda o Reino Unido. Además esos 21.500 euros anuales son una media muy engañosa [...] el 63 por ciento de los españoles es mileurista o algo peor. España es el segundo país de la UE-15 con mayor desigualdad económica, sólo por detrás de Portugal. En los últimos diez años la desigualdad ha aumentado todavía más. [...] el 10 por ciento de los españoles más ricos concentra una renta 7,6 veces superior al 10 por ciento más pobre [...]». ESCOLAR, I., *in op. cit.*, 63.

554 ESCOLAR, I., *in op. cit.*, 64.

movimientos de capitales disfrutaban de total libertad y se mueven sin cortapisas por el mundo, las migraciones se suceden con peligro de exclusión y xenofobia, mostrando la cara más hipócrita de legisladores y políticos y las consecuencias más turbias de la explotación sobre las personas a las que no se les reconocen sus derechos⁵⁵⁵.

Nous avons déjà reproduit des discours qui sont la preuve accablante du racisme rampant qui sévit sur Internet dès que l'occasion s'en présente. Ceci n'est pas représentatif de l'opinion de la population espagnole dans son ensemble, et nous pouvons supposer que de telles envolées haineuses sur les forums n'intéressent que ceux qui conçoivent déjà des préjugés racistes et xénophobes. Une majorité de personnes qui ne partage pas ces positions ne voit pas l'utilité de participer au «débat». Le quotidien *El País* proposait une rubrique intitulée «El Debate», qui s'auto-définissait de la sorte: «un espacio dedicado a analizar diariamente los asuntos internacionales más controvertidos». Le 24 avril 2012, les collaborateurs habituels, «un selecto pero amplio grupo de especialistas sobre las informaciones de mayor calado», éclairèrent le lecteur sur la question de l'immigration, avec une discussion dont le titre était: «¿Son los inmigrantes los paganos de la crisis en Europa?»⁵⁵⁶.

Nul ne pourrait soupçonner *El País*, bien que sa ligne éditoriale tende vers la gauche, d'être un repère des anti-système. Les contributions à ce débat non contradictoire des spécialistes convoqués pour l'occasion ne comportent aucune idée révolutionnaire et elles n'avancent rien que les militants des ONG et autres activistes de la défense du droit des migrants n'aient pas déjà clamé à maintes reprises, dans l'indifférence presque générale. Mais cette fois-ci, presque un an après le 15-M et alors que la crise fait des ravages en Espagne depuis plus de quatre ans, ce débat

555 MARTÍNEZ I CASTELLS, A., «Los desarraigados ocultos, la invisibilidad de los cuidados», *in op. cit.* p. 49.

556 URL: http://internacional.elpais.com/internacional/2012/04/24/eldebate/1335288768_710231.html
453 / 596

oppose l'uniformité des avis exprimés en faveur des immigrés à une autre forme de consensus, très communément exprimé dans les discussions sur le Net, hostile à l'accueil des étrangers.

Rien de surprenant à ce que des personnes comme José María Román (créateur de FUNCIVA, *Fundación Ciudadanía y Valores*), Elviro Aranda (analyste travaillant pour ladite fondation), Alana Mocerí (politologue et professeure à l'Université Européenne de Madrid), Julio Ortega (écrivain et professeur de littérature sud-américaine) et Juan Arias (journaliste et écrivain) entre autres expriment des idées progressistes. En revanche, le fait qu'ils trouvent une tribune pour s'exprimer sur une question que les grands media influant sur l'opinion publique espagnole, dont *El País* fait indéniablement partie, abordent peu souvent, est plutôt novateur. Il serait certainement mensonger de prétendre que le 15-M a transformé la vision des participants à cette discussion. La plupart de ses défenseurs n'en auraient pas la prétention. Néanmoins, nous croyons à l'influence des idées progressistes qui, depuis presque un an au moment de la publication de ce débat, circulaient librement dans la société espagnole sur le décloisonnement. L'idée de l'interculturalité dépassait le cercle fermé où elle était habituée à se mouvoir pour aller noircir les pages d'un journal à grand tirage.

III.2.2.1. Etre immigré dans un pays en crise

Par l'intensité du phénomène, le sujet de la migration s'est hissé au sommet des recherches sociologiques et il est devenu la clé de voûte du débat politique de l'Espagne postmoderne. Les bouleversements macroéconomiques qui se sont produits à l'échelle internationale et qui, depuis 2008, n'ont cessé de secouer le pays marquent sans doute la fin de l'ère des arrivées massives d'étrangers. Il reste à déterminer, probablement au moyen de l'étude comparative des différentes étapes qui constituent l'histoire des migrations en Espagne, quel sera l'avenir des mouvements humains et, plus concrètement, des individus concernés. Pour certains

experts de la finance, la crise qui sévit actuellement en Espagne est sans précédent, tout comme son incidence sur la qualité de vie de tous ceux qui y résident.

Comme par le passé, les flux migratoires sont directement influencés par les besoins de l'économie. Derrière cette évidence se cache un autre constat: la persistance d'une vision utilitariste des migrations qui, faisant des individus une variable d'ajustement, subordonne leurs droits au diktats de la croissance et de l'optimisation des profits. Notre hypothèse est que, derrière la vision fataliste qui prétend associer le destin de millions de personnes aux aléas des marchés et de la finance, se cache bel et bien une volonté politique. Les responsables politiques nationaux, ces élus du peuple au service de l'économie mondialisée, et les media, avec leur flux divertissant lardé d'informations fragmentaires, sont les deux jambes sur lesquelles se hisse le fantôme de l'intolérance, celui-là même qui projette son ombre sur l'opinion publique.

L'histoire des Espagnols est jalonnée de phases d'émigration. Le retour au pays de ceux qui avaient quitté leurs régions appauvries pour s'en aller chercher fortune au-delà des océans fut déterminé par des causes économiques. La Grande Dépression de 1929 et les restrictions qui suivirent la fin de la Seconde Guerre Mondiale sonnèrent le glas des migrations transocéaniques. Mais, avant cela, les pays hispanophones d'Amérique avaient été les principaux récepteurs de ces «indianos» qui, à leur retour, contribuèrent à la récupération économique de leur pays. Quelques années plus tard, dans la première période du régime franquiste, la répression et la récession économique en Espagne produisirent une nouvelle vague de migrations massives vers l'étranger. Outre les pays européens voisins, l'Amérique Latine fut, une fois de plus, le lieu que choisirent bon nombre d'Espagnols pour tenter de reconstruire leur vie. L'argent qu'ils injectèrent dans l'économie explique le développement des villes espagnoles dans les années 60 à 80.

Il a déjà été question précédemment des raisons politiques et économiques qui, à partir des 1990s, firent de l'Espagne, pour la première fois dans son histoire, un pays récepteur de migrants. Le pays qui pendant les décennies précédentes n'avait

attiré par son soleil que les retraités des pays nordiques, devint une des principales destinations européennes pour les migrants. Les besoins d'une économie, lancée dans un processus de croissance débridée, encourageaient l'accueil d'une main d'œuvre étrangère qui venait palier la disproportion de la pyramide des âges et les carences dans certains secteurs du marché du travail. Les sociologues David Reher, Miguel Requena et Alberto Sanz écrivent:

En los primeros años del siglo XXI, al hilo del auge económico español y la pujanza de sectores como la construcción y los servicios, flujos crecientes de inmigrantes venidos fundamentalmente de América Latina (35%) se incorporan a nuestro país, manteniéndose la presencia de europeos (31%) y también de africanos (18%). Sin duda, pese a la importancia de la distancia física, las diferencias económicas, así como la cercanía cultural y lingüística han favorecido la llegada de personas del otro lado del Atlántico, sin desdeñar en absoluto el importante papel que en la dirección y cuantía de los flujos migratorios ejercen las redes sociales de los inmigrantes⁵⁵⁷.

La récente crise a conduit certains à parler de la fin de «la década prodigieuse de l'immigration». Il reste à savoir si cette période d'arrivée massive d'étrangers fut aussi prodigieuse que cela, en termes d'accomplissement personnel, pour les protagonistes. Quoi qu'il en soit, les analyses révèlent une chute dans l'entrée d'étrangers en Espagne et une augmentation du nombre de retours aux pays d'origine. Les responsables politiques s'empressent, à la lueur de ces chiffres, de proclamer la fin d'un cycle dans l'accueil de migrants. Invitée le 17 novembre 2009 par *Nueva Economía Forum*⁵⁵⁸, María Consuelo Rumí, Secrétaire d'Etat à l'Immigration et à l'Emigration, donne son avis sur la politique d'accueil des étrangers du gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero auquel elle appartient, ainsi que sur la réforme de la *Ley de Extranjería* dont le Sénat s'apprête à débattre.

557 REHER, D., REQUENA, M., et SANZ, A., «¿España en la encrucijada? Consideraciones sobre el cambio de ciclo migratorio», in *Revista Internacional de Sociología (RIS)*, N° 1, 2011, p. 9 et 10.

558 *Nueva Economía Forum* se définit comme une organisation indépendante de débat. En 2005, elle crée une plate-forme de débat et de réflexion sur les changements sociaux, «Foro de la Nueva Sociedad». URL: <http://www.nuevaeconomiaforum.org/>
456 / 596

Madame Rumí commence son intervention dans ce débat, qui en réalité prend la forme d'une conférence de presse, en faisant l'éloge de l'attitude de l'Espagne vis-à-vis des nouveaux arrivants: «La acogida de extranjeros se ha hecho en términos de normalidad y convivencia, de forma ordenada y sin conflictos»⁵⁵⁹. Cette autogratisation étant faite, elle déclare terminé le cycle de réception de migrants en Espagne. Presque deux ans après l'effondrement du marché financier international et de l'irruption de la crise dans le panorama national, la Secrétaire d'Etat tient à rassurer et parle de «descenso de las cifras expresivas de la presión migratoria», ainsi que des progrès accomplis en matière de contrôle de l'immigration clandestine. Le discours se poursuit avec le bilan de ce que fut l'accueil des étrangers en Espagne lors des années d'essor économique:

El crecimiento económico requirió de la aportación de trabajadores inmigrantes, fundamentalmente en sectores que necesitaban de una cantidad muy elevada de mano de obra. Sin esta contribución, que ha resuelto desajustes históricos en nuestro mercado laboral, la sociedad española hubiese tenido que renunciar al crecimiento [...] y, consecuentemente, a sus consecuencias más beneficiosas. La contribución de la inmigración ha sido indispensable desde los años 90 hasta la crisis actual.

Des expressions comme «presión migratoria» pour parler du mouvement migratoire ou encore celles de «trabajadores inmigrantes» ou «mano de obra» pour désigner les migrants. Voici, dans le discours de cette socialiste, un langage visant à contrer les attaques de ceux qui critiquaient la politique du PSOE que la droite jugeait trop permissive en matière d'immigration. A la veille de l'ouverture de ce débat, qui s'annonçait polémique, sur la réforme de la *Ley de Extranjería*, la Secrétaire d'Etat se veut rassurante. Elle affirme la prise en compte des changements imposés par la situation de crise économique dans l'évolution de la législation:

559 Voir l'intervention de María Consuelo Rumí dans son intégralité, accessible sur You Tube. Toutes les citations qui vont suivre sont la transcription de cette allocution. URL: <http://www.youtube.com/watch?v=Vy1SG0MFL1U>
457 / 596

Es evidente que la crisis económica actual está teniendo una especial virulencia en colectivos como el de los trabajadores inmigrantes. [...] La crisis y las consecuencias sobre el empleo han supuesto una marca que, para el gobierno, traza el camino hacia un nuevo modelo productivo y, en mi opinión, también determinarán un cambio progresivo de los perfiles de los nuevos migrantes hacia España. Desde una mano de obra identificada por su carácter intensivo, y no necesariamente cualificado, hasta un tipo de inmigración que, sin abandonar necesariamente la demanda de trabajadores en sectores como la hostelería o los servicios de proximidad, va a crecer en su nivel de especialización y de cualificación. [...] Así hemos concluido un ciclo importante en el modelo migratorio español y avanzamos hacia otro que consolidará un ritmo considerablemente menos elevado en las entradas al país, mucho más equilibrado en cuanto a los perfiles en el acceso al mundo del trabajo.

Les besoins de l'économie sont, d'après les mots de Rumí, l'unique critère qui module la perméabilité des frontières (la répétition du terme «nécessaire» est symptomatique). La façon dont ils sont censés réguler le profil des demandeurs du droit de résidence dans le pays reste, quant à elle, assez mystérieuse. Si, juste avant, cette responsable politique rappelait le rôle des immigrés dans l'évolution de l'économie espagnole, elle n'évite pas la distinction paradoxale entre «una mano de obra identificada por su carácter intensivo y no necesariamente cualificado» et cette autre, que verra la nouvelle ère, plus qualifiée et spécialisée (notons au passage comment elle tranquillise ceux qui craindraient l'abandon des postes dans lesquels les travailleurs immigrés s'étaient montrés utiles à la société espagnole: «la hostelería o los servicios de proximidad»).

Le parti socialiste, à la tête du pays au moment où la Secrétaire d'Etat à l'Immigration et à l'Emigration faisait ces déclarations, craint certainement l'usure du pouvoir et le vote sanction de ceux qui, associant l'arrivée des étrangers à la situation de crise économique, rendraient le PSOE, autrefois favorable à l'ouverture contrôlée des frontières, coupable de la dégradation des conditions de vie en Espagne. Dans un discours aux relents électoralistes évidents, María Consuelo Rumí réagit par anticipation aux éventuelles réactions face à la future réforme proposée par son parti. Que l'on se rassure, semble-t-elle dire à l'électorat, le gouvernement n'oublie pas son devoir de protection contre les dangers inhérents à l'accueil des étrangers:

[La reforma] conecta las aspiraciones de una mayoría de ciudadanos que quieren orden y legalidad, lucha contra la irregularidad, igualdad en los derechos y en las obligaciones, integración y respeto a las normas básicas de convivencia.

L'association *Movimiento contra la Intolerancia* présente un rapport en juillet 2009⁵⁶⁰ qui rendait compte d'une flambée de la violence à l'encontre des étrangers. Concrètement, elle alerte contre les attitudes racistes dans les écoles, en hausse et visant notamment les élèves d'origine sud-américaine et asiatique: «24,7% de los escolares expulsarían de España a los latinoamericanos, mientras que un 23% haría lo mismo con los asiáticos»⁵⁶¹⁵⁶². L'institutionnalisation du «problème» de l'immigration et la logique laboraliste, en alternance avec une vision paternaliste-solidaire, a pénétré le discours politique des partis majoritaires, dans leur «courtermisme» électoraliste. Les défenseurs des thèses racistes et xénophobes s'en nourrissent et les citoyens, surtout ceux chez qui les effets de la crise se font sentir avec plus de cruauté, se voient tentés de désigner les étrangers comme victimes propiciatoires. Et si leur présence menaçait la survie de l'Etat providence? Et si leur sacrifice permettait à l'Espagne de s'en sortir?

560 Movimiento contra la Intolerancia, *Informe Raxen 2009*. URL: <http://www.movimientocontralaintolerancia.com/html/admin/verNoticia.asp?cod=1614&esBusq=True>

561 Le rapport se sert des données recueillies en 2008 par le *centro de estudios sobre Migraciones y Racismo* (Cemira), émanant de l'Université de Madrid, auprès d'un public scolaire.

562 L'article dans le journal *El Heraldo*, qui se fait écho de cette étude, ajoute: «Por primera vez son los marroquíes los más perjudicados por la intolerancia, desplazando del ranking a los gitanos, que era el colectivo con mayor grado de rechazo hasta ahora. El 39,1% de los escolares encuestados echaría a los marroquíes del país, mientras que a los gitanos los expulsarían un 27,4% de los encuestados. En tercer y cuarto lugar les siguen los latinos y los orientales, mientras que los negros de África y los judíos van a la cola de esta lista xenófoba con valores que oscilan entre el 21,6% de los negros y el 18,8% de los hebreos». CEPISA, «Crece el racismo contra latinoamericanos y asiáticos», in *Heraldo.es*, 14 juillet 2009. URL: http://www.heraldo.es/noticias/nacional/crece_racismo_contra_latinoamericanos_asiatcos.html

Une vision volontairement simpliste et myope produit cette illusion, omettant de dire que les problèmes qui frappent l'Espagne sont, au moins en partie, la conséquence des dérèglements préexistants à l'arrivée massive des étrangers. Lorenzo Cachón, de l'Université Complutense de Madrid, explique dans un article:

[...] il faut mettre en relief une spécificité du marché du travail (et de l'économie) espagnol: l'importance de l'économie souterraine. Il est essentiel de rappeler que l'économie souterraine existait déjà bien avant l'arrivée des immigrés et qu'elle n'est donc pas due à l'immigration, mais, qu'au contraire, cette dernière, surtout si elle est illégale, est le produit de l'économie informelle. D'après Reyneri (2003) «les travailleurs immigrés qui sont entrés en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne ont trouvé une économie souterraine considérable, fortement enracinée et florissante, qui leur offrait une large variété de postes de travail n'exigeant d'eux aucun papier, ni pour travailler, ni pour séjourner [...]. L'immigration illégale est due surtout à l'économie souterraine existante, profondément enracinée dans les pays récepteurs, et non pas à l'insuffisance des contrôles de frontières [...]. La solution facile du durcissement des contrôles de frontières ne conduit qu'à l'échec». D'autre part, Tapinos (2000) a souligné que «l'existence d'une économie souterraine, normalement tolérée par l'ensemble de la société, ne fait qu'accroître les probabilités de recruter des immigrés illégaux, surtout si les réseaux d'immigrants rendent plus facile le recrutement de travailleurs sans papiers dans le secteur»⁵⁶³.

Malgré les efforts de ceux qui, comme Cachón, cherchent à mettre en évidence les véritables raisons de la faillite économique en Espagne et tentent de débarrasser les migrants de la présomption de culpabilité qui pèse sur eux, la vision utilitariste et égocentrique prévaut, plusieurs années après l'arrivée de la crise. Les propos de Jesús Caldera, ex-ministre socialiste et président de la *Fundación Ideas*, interrogé au terme du *Forum Social Mondial* qui eut lieu à Dakar en 2011, le montrent. Face à la question «¿La inmigración, una solución o un problema en época de crisis?», Caldera répond:

Una solución siempre, siempre es una solución. Desde luego si se regula desde los criterios de legalidad y la relación de los flujos migratorios con los mercados laborales, que es lo que hemos hecho

563 CACHÓN, L., «L'immigration en Espagne (1996-2006): logique de marché et «institutionnalisation», *Travail et Emploi*, n° 115, juillet-septembre 2008, mis en ligne le 18 février 2011. URL : <http://travailemploi.revues.org/4270>
460 / 596

en España. La inmigración es un fenómeno universal en el espacio y en el tiempo. Sólo hay que ver que varios millones de españoles marcharon fuera de España. [...] es un fenómeno universal. Y si se regulan adecuadamente, si se regulan desde la cooperación, los flujos legales y la integración social es un fenómeno muy positivo. Todos los economistas en este momento lo ponen de manifiesto porque el mundo rico, el mundo desarrollado, el mundo avanzado se va a enfrentar a una decadencia demográfica en los próximos años⁵⁶⁴.

Le président de cette fondation, qui émane directement du PSOE et qui déclare avoir comme objectif prioritaire «aportar nuevas ideas progresistas al debate político y social», soutint, au moment du forum de Dakar, que sans l'immigration l'avenir des pays développés est menacé. Prétendant aller à l'encontre du préjugé qui veut que l'arrivée des immigrants annonce la fin de l'Etat providence pour les Espagnols, Caldera précise que seulement une augmentation des cotisations peut infléchir la charge excessive qui pèse sur les sujets actifs, du fait du néfaste vieillissement de la société espagnole, permettant de garantir la protection sociale. Pour contredire les pronostics qui associent la présence de travailleurs d'origine étrangère à l'augmentation du taux de chômage chez les locaux, l'ancien ministre explique que les premiers occupent, pour la plupart, les postes auparavant délaissés par les seconds, essentiellement des emplois non qualifiés. Mais, une fois de plus, la dérive réductionniste plane sur ce type d'argumentation qui voit les immigrants comme une main-d'œuvre dont on peut avoir besoin et, de la même façon, dont on devrait pouvoir se séparer, sans autre forme de procès, au moment où, en situation de récession économique, ils deviennent des excédents qui entravent le processus de récupération.

Le journal *La Vanguardia*, dans sa version digitale, publia un article de Antoni Puigverd qui portait le titre «Más allá del xenófobo y del buen salvaje. ¿Es posible

564 Jesús Caldera, interrogé pour *Las noticias*, un programme de *Radio Exterior*, diffusé le 2 février 2011. URL: <http://www.rtve.es/alcarta/audios/las-noticias/noticias-futuro-inmigracion-bienestar-social-10-02-11/1012762/>
461 / 596

integrar a los extranjeros que se proponen permanecer como extraños a la comunidad que los acoge?»⁵⁶⁵. La réponse, du moins celle de l'auteur, est comprise dans la question. L'écrivain catalan s'attaque à ces immigrants dont le comportement, prétendument inadapté aux coutumes du pays récepteur, constitue un obstacle à leur intégration et justifie le rejet dont ils sont l'objet de la part de ceux qui, écrit-il, «están obligados por razones socioeconómicas a convivir con los inmigrantes». Le port de signes religieux distinctifs qui évoquent l'appartenance d'un sujet à la confession musulmane sont, comme l'explique Puigverd, sans se soucier de rétablir l'indispensable distinction entre Islam et intégrisme islamique, la cause de «lógica extrañeza en los autóctonos. Una extrañeza que se dobla en miedo e incertidumbre ante la rapidez y la masificación de un fenómeno que ha cambiado sus escenarios cotidianos».

Nonobstant, s'il est vrai que les ressortissants de pays de confession islamique, comme les Marocains, sont la cible privilégiée des attaques racistes et xénophobes en Espagne, nul ne saurait brandir l'argument de la différence terrifiante pour expliquer cette troisième place des immigrants d'origine sud-américaine dans le classement des victimes de l'intolérance. C'est pourtant ce que révèle l'étude «Actitudes ante la Inmigración y cambio de valores», dirigée par le professeur en Anthropologie Sociale Tomás Calvo Buezas, qui est aussi le directeur du *Centro de Estudios sobre Migraciones y Racismo* (CEMIRA). Ce chercheur s'aperçoit précocement d'une modification du comportement des Espagnols, qui déclarent une hostilité à l'égard des Sud-américains comparable à celle dont d'autres collectifs traditionnellement marginalisés, comme les Marocains et les gitans, sont victimes⁵⁶⁶.

565 PUIGVED, A., «Más allá del xenófobo y del buen salvaje. ¿Es posible integrar a los extranjeros que se proponen permanecer como extraños a la comunidad que los acoge?», in *lavanguardia.com*, 7 septembre 2011. URL: <http://www.lavanguardia.com/vida/20100621/53950582387/mas-alla-del-xenofobo-y-del-buen-salvaje.html>

566 CALVO BUEZAS, T., *op. cit.*
462 / 596

Dès cette première année de crise économique en Espagne, la xénophobie s'accroît et les migrants hispanophones en font, eux aussi, les frais. Cette étude, ainsi que celle du CEMIRA à laquelle nous faisons allusion précédemment, recueille l'avis des adolescents. Ses conclusions sont à nos yeux d'autant plus intéressantes qu'elles montrent la pénétration des idées véhiculées par le discours politique et médiatique chez un public qui n'est pas directement concerné par les mises en garde qu'il contient. Plus de la moitié des jeunes consultés portent un jugement négatif sur l'immigration: 50,8% pensent que les immigrés volent le travail des Espagnols; 61% les associent à la drogue et à la délinquance; 41% au terrorisme et 60% à une dégradation des conditions de vie sur laquelle ils ont du mal à apporter plus de précisions. Sept adolescents interrogés sur dix pensent qu'il y a suffisamment d'immigrés dans leur pays.

III.2.2.2. Etre Sud-américain et/ou pauvre dans un pays en crise

Le 1 septembre 2012 est la date d'entrée en vigueur d'une mesure, dite d'«exclusion sanitaire», mise en place par le gouvernement de Mariano Rajoy, dont l'application suppose le retrait de 910.342 cartes ouvrant droit à la prise en charge des soins. D'après les prévisions officielles, 153.000 immigrés en situation d'irrégularité résidant en Espagne se verront privés d'assistance sanitaire (les autres cas sont ceux des personnes qui ne cotisaient pas à la sécurité sociale). Le ministère de la Santé (en Espagne appelé *Ministerio de Sanidad, de Asuntos Sociales y de Igualdad*) prétend ainsi lutter contre ce que les responsables politiques ont appelé le

«tourisme sanitaire»⁵⁶⁷, permettant d'économiser environ 1.500 millions d'euros par an. Soraya Sáenz de Santamaría, vice-présidente et porte-parole du gouvernement de Mariano Rajoy, déclara que personne ne resterait en marge de l'assistance sanitaire, tout en avertissant les étrangers de la nécessité de se procurer l'accès aux soins médicaux par leurs propres moyens. Le gouvernement central laisse aux régions le soin de faire face aux situations humaines parfois insupportables⁵⁶⁸, générées par cette décision que les ONG se sont empressées de dénoncer⁵⁶⁹.

Les professionnels de la santé ont, eux aussi, exprimé leur rejet de cette mesure⁵⁷⁰ et certaines régions (principalement celles qui n'ont pas le *Partido Popular* à la tête de leur gouvernement) rechignèrent à la faire appliquer. La différence

567 «El Gobierno estima que de las 910.342 tarjetas que desaparecerán hoy [...], unas 500.000 no consta si sus titulares residen en España y, según Sanidad, podrían haber sido beneficiarios del llamado turismo sanitario en algún momento, es decir, vinieron a España ocasionalmente para una intervención y, precisamente, son el principal objetivo de la medida; el 30% son ciudadanos europeos y el resto, de otros países. Su tesis es que se busca evitar que vengan extranjeros solo (sic.) para acceder a esa asistencia gratuita o que se extienda a familiares de titulares de tarjetas y explica que nos equipara a la mayoría de estados europeos». GAREA, F., «El gobierno elimina hoy 910.342 tarjetas sanitarias de extranjeros», *in elpais.com*, 31 août 2012. URL:http://politica.elpais.com/politica/2012/08/31/actualidad/1346438706_297231.html

568 Les media se font l'écho de certaines informations, présentant des immigrés dans des situations personnelles dramatiques, à grand renfort de titres racleurs ou d'images qui, une fois de plus, font appel au pathos sans rien apporter à l'analyse intellectuelle du problème. Voir l'exemple de l'article de María Salgado: SALGADO, M., «A los inmigrantes nos dan un trato inhumano, pero luego van a misa todos los domingos», *in www.20minutos.es*, 5 septembre 2012. URL: <http://www.20minutos.es/noticia/1577809/0/inmigrantes-sanidad/trato-inhumano/salud-tarjeta-sanitaria/>

569 «[...] la confusión crece entre los profesionales y organizaciones como Cáritas alertan de que cobrarles por la asistencia puede llevar a su muerte civil». PRAST, J., «El caos de la exclusión sanitaria», *in elpais.com*, 29 septembre 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/29/actualidad/1348947377_530769.html

application de cette mesure selon le lieu de résidence des immigrés introduit encore un paramètre d'inégalité. Ceux qui habitent des régions qui obéissent scrupuleusement aux directives gouvernementales prônant la création d'un registre d'impayés, pourraient, s'ils venaient à y figurer, se voir refuser le permis de résidence⁵⁷¹. Les immigrés en situation irrégulière, étant bien souvent ceux qui connaissent de plus près la précarité, se trouvent ainsi pris dans un étau qui rend quasiment impossible l'insertion sociale.

Dans le cas des immigrés d'origine sud-américaine, le pays de provenance s'ajoute au lieu de résidence en Espagne dans la liste des inégalités entre les personnes. Ainsi, les Equatoriens devraient bénéficier de la volonté affichée par le gouvernement de leur pays de signer des accords avec les responsables politiques espagnols. Aminta Buenaño, Ambassadrice d'Equateur en Espagne, réagit dans une lettre de protestation lorsqu'elle prit connaissance de la mesure d'exclusion sanitaire des «illégaux»:

Ningún ecuatoriano llegó a España por la puerta de atrás. Todos venían con trabajo, pero muchos se encuentran en una situación de irregularidad sobrevenida. Por la crisis se quedaron sin empleo, y esa situación les priva del derecho de residencia.

570 La mesure fut ardemment contestée par l'OMC (Organización Médica Colegial) et par la SEMFYC (Sociedad Española de Medicina de Familia y Comunitaria), en vertu du devoir déontologique de prêter secours à tout individu et des risques pour la santé de l'ensemble de la population que la non assistance pourrait entraîner.

571 «Francisco Solans, de la subcomisión de extranjería del Consejo de la Abogacía, [advierte que] las consecuencias de no hacer frente a la factura pueden ser muy relevantes. El curso que sigue el impago es un trámite que acaba en la Agencia Tributaria [...]. A la hora de solicitar un permiso de residencia o renovarlo se exige estar al día en el pago a la Seguridad Social y Hacienda». PRAST, J., *ibid.*

Et elle ajoute:

Contribuyeron a fortalecer la Seguridad Social con sus impuestos. Además, son personas muy jóvenes, que salvo por embarazo no van al médico. Ningún anciano quiere venir a trabajar⁵⁷².

Les Equatoriens constituent le collectif d'immigrés le plus important en Espagne. D'un côté et de l'autre de l'océan, les deux pays sont unis par les liens du flux migratoire, dans un va-et-vient vieux de presque cinq siècles. Les responsables politiques équatoriens proposèrent, depuis l'annonce faite par l'Espagne des mesures restrictives de la couverture sanitaire, un pacte d'assistance mutuelle. En vertu de cet accord, une réciprocité entre les services prêtés dans chacun des deux pays aux migrants de l'autre s'établirait qui obligerait l'Espagne et l'Equateur à subvenir aux besoins, en matière de santé, d'un nombre équivalent de personnes, entre 10.000 et 15.000⁵⁷³. Ainsi Mme. Buenaño, dont le discours rejoignait dans son indignation celui des ONG («Ninguna persona, sean una, diez o cien, debe quedarse sin atención sanitaria. Es un derecho humano»), semble abandonner ses aspirations humanistes au profit d'une logique marchande.

L'échange de «bons procédés» entre les deux pays entérine la restriction d'un droit universel. De plus, sachant que la crainte d'être expulsées réduit au silence bon nombre de personnes en situation irrégulière, ces chiffres risquent fort d'être faussés et le nombre des laissés-pour-compte ne figurera jamais dans les statistiques officielles. Les propos de l'ambassadrice équatorienne ne traduisent pas, comme l'on pourrait s'y attendre, son indignation concernant le coup porté à l'assistance aux personnes, exigée par les Objectifs de Développement du Millénaire. Elle ne s'insurge

572 Aminda Buenaño citée par DE BENITO, E., «Hay más de 10.000 ecuatorianos en riesgo», *in elpais.com*, 29 septembre 2012.

URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/29/actualidad/1348948562_491293.html

573 «[...] la embajadora calcula que hay «entre 10.000 o 15.000» de sus compatriotas en una situación comprometida, de riesgo. Una cifra muy similar a la de españoles en Ecuador, lo que debería facilitar el acuerdo». *In* DE BENITO, E., *ibid.*

pas davantage contre l'atteinte aux axes de coopération Nord-Sur, défendus par des associations comme *Plataforma 2015 y Más*. Mme. Buenaño rappelle que son pays vit une période favorable sur le plan économique et que différentes campagnes émanant du gouvernement (comme «Ecuador saludable, vuelvo a ti», à l'intention des médecins) encouragent le retour au pays de ceux qui, autrefois, furent obligés de le quitter pour partir vers l'exil⁵⁷⁴.

En 2011, pour la première fois dans sa courte histoire de pays récepteur d'immigrés, l'Espagne vit le nombre d'étrangers installés sur son territoire se réduire: 40.447 de moins que l'année précédente. Les étrangers (5.771.040 personnes) représentaient le 12,1% de la population totale, un dixième de moins qu'en 2010. Mais, malgré la récession dont les chiffres témoignent, deux collectifs de Sud-américains, les Equatoriens (306.380 ressortissants habitant en Espagne, malgré une baisse du 15,1%) et les Colombiens (244.670 individus, enregistrant une diminution du 10,4% des effectifs), se comptent parmi les cinq nationalités étrangères les plus représentées en Espagne⁵⁷⁵. Pour eux, étrangers ou fils d'étrangers, tous marqués du sceau de la migration, la dégradation des conditions de vie dans le pays d'accueil est une réalité qui les touche très directement. Et autour, que ce soit sous forme d'annonce fataliste des restrictions de la protection étatique et de passage à une politique d'immigration choisie, ou encore à travers les accords bilatéraux signés dans les hautes sphères, c'est toujours le même discours mercantiliste qui se fait

574 «Con la crisis hemos activado líneas de retorno. La emigración es una oportunidad, pero también una herida abierta. Las familias quedan divididas. Además, desde la diáspora de hace 12 o 15 años Ecuador ha progresado enormemente, y ahora podemos ofrecerles mejores condiciones. Y tenemos que respetar su voluntad. Se habla mucho del pobrecito emigrante, pero también hay quien ha arraigado; emprendedores que han salido adelante y aportan tanto a España como a su país. Y quieren quedarse». Aminta Buenaño citée par Emilio de Benito *in* DE BENITO, E., *ibid.*

575 INE (Instituto Nacional de Estadística), «Avance de la explotación, estadística del padrón a 1 de enero de 2012», publié le 19 avril 2012. URL: <http://www.ine.es/prensa/np710.pdf>
467 / 596

entendre. Une idéologie qui ne dit pas son nom et qui, sous couvert de nécessité irréfutable, impose une idéologie selon laquelle les intérêts macroéconomiques, dictés par une certaine manière d'entendre l'économie, priment sur le droit de libre circulation des individus.

S'il est vrai que, dans les premiers temps de la crise, les effets combinés du chômage et de la détérioration des conditions de vie semblaient frapper plus fortement les immigrés, privés d'un réseau de soutien familial suffisant, maintenant que la récession s'est emparée du pays, de plus en plus d'Espagnols optent pour l'exil. Le nombre d'autochtones qui quittent l'Espagne s'ajoute à celui des anciens immigrés qui retournent vers leurs pays d'origine. Andreu Domingo ne s'étonne pas des chiffres qui montrent qu'un migrant sur cinq est un Espagnol. Il explique:

Es la factura de una crisis que ha derivado en ajuste estructural. [...] Desde finales de 2007 hasta 2010 la mala situación afectó sobre todo a los extranjeros y a partir de esa fecha, también a los españoles. Ahora ven que no hay un cambio de ciclo y sienten gran incertidumbre⁵⁷⁶.

La crise économique, lorsqu'elle survient, prive de projet d'avenir ceux dont la situation personnelle et professionnelle était déjà fragile. Et en cela, Espagnols comme étrangers, des millions d'individus ont vu leurs destinées se rejoindre. Cependant, certains comme Antonio Izquierdo, professeur en sociologie à l'Université de La Corogne, ne renoncent pas à marquer une différence. Un exemple qui illustre à la perfection la difficulté de certains, tentés par l'ethnocentrisme, à admettre l'universalité de bon nombre d'actions humaines, entre elles l'élan qui nous pousse à rechercher le lieu de vie le plus propice:

Los españoles se están yendo porque saben que la crisis va a durar tiempo. Es una señal de la autonomía y la emancipación de los jóvenes. Se ha roto el pacto de que el hijo no echa al padre del

576 Andreu Domingo, chercheur du centro de estudios Demográficos de l'Université de Barcelone, cité par Charo Nogueira *in* NOGUEIRA, C., *op. cit.*
468 / 596

trabajo a cambio de que le mantenga en casa. En lugar de eso, los hijos se van a buscarse la vida porque la crisis dura demasiado. [...] No es tanto emigración como movilidad⁵⁷⁷.

III.2.3. Le Mouvement des Indignés sur le Net

Siempre anacrónica, inactual, intempestiva, la revolución llega entre el 'ya no' y el 'todavía no', nunca a punto, nunca a tiempo. La puntualidad no es su fuerte. Le gustan las improvisaciones y las sorpresas. Sólo puede llegar, y ésta no es su menor paradoja, si (ya) no se la espera⁵⁷⁸.

Et, une fois de plus, la révolte fit son apparition, sans demander l'autorisation de quiconque, dans les rues espagnoles. Les crises sociales ne suivent jamais un schéma linéaire et leur processus de maturation n'est pas lent et progressif. Seulement quelques jours, quelques heures, avant l'explosion, la surface de l'eau était lisse, mais des éléments interagissaient en profondeur qui créaient des tensions dont nul ne pouvait encore prévoir les effets.

Le caractère impromptu du 15-M, le ressort du Mouvement des Indignés et le soutien massif qu'il obtint de l'opinion publique espagnole, commence par agacer et, très vite, inquiète les responsables politiques. Alors qu'elle occupait le poste de Présidente de la Région de Madrid, au sein de l'équipe de Mariano Rajoy, Esperanza Aguirre eut ces mots au sujet des Indignés:

577 Antonio Izquierdo cité par Charo Nogueira *in* NOGUEIRA, C., *ibid.*

578 Daniel Bensaïd cité par Josep María Antentas y Esther Vivas *in* ANTENTAS, J. M., et VIVAS, E., *op.*

Tras los indignados, los camorristas y pendencieros -que abogan por un principio de democracia directa- se puede esconder un golpe de Estado [...] Bajo la apariencia de inocentes movilizaciones [...] se esconde la deslegitimación de nuestro sistema representativo.⁵⁷⁹

La droite espagnole s'est employée à signaler les révoltés comme des ennemis de la démocratie, se servant des media publics. La campagne de discrédit qu'ils entreprirent à leur encontre devait étouffer le débat concernant la légitimité des revendications dans le double but de priver les Indignés du soutien populaire et de justifier les mesures répressives. Marcos Roitman Rosenmann, dans sa critique féroce de l'Etat totalitaire qui ne dit pas son nom et dont l'ombre, considère-t-il, plane sur l'Espagne et sur l'Europe, explique:

Desempleados, campesinos, trabajadores, jóvenes, estudiantes, mujeres, pueblos originarios, inmigrantes, afectados por las hipotecas, grupos de liberación sexual, gais, lesbianas o transexuales. Cualquiera de los apuntados puede convertirse en terrorista si las circunstancias lo ameritan. La criminalización, ilegalización y persecución de los movimientos sociales ciudadanos forma parte de esta visión totalitaria⁵⁸⁰.

Certains théoriciens ont tenté d'assimiler le mouvement de contestation sociale issu du 15-M aux nouvelles technologies, incontrôlables par nature, et à l'usage que les jeunes générations font des réseaux sociaux. Ainsi, les «débordements» contre la politique du gouvernement du PP ne seraient que le fait des internautes, des hackers, des blogueurs, des jeunes désœuvrés et des anarchistes se cachant derrière l'écran pour appeler à l'insurrection et à la désobéissance. L'Etat aurait trouvé en eux la cible *ad hoc* qui justifierait le discours de la terreur de Mme. Aguirre. Le sous-commandant Marcos qualifie ceux qui tentent

579 Agence EFE, «Aguirre ve en el 15-M el germen de golpes de Estado», in *Público.es*, 26 septembre 2011. URL: <http://www.publico.es/espana/398478/aguirre-ve-en-el-15-m-el-germen-de-golpes-de-estado>

580 ROITMAN ROSENMAN, M., *Los Indignados. El rescate de la política*, Akal, Pensamiento crítico, Madrid 2012, p. 14.
470 / 596

de discréditer de la sorte les idéologies contraires à celles qu'ils professent de «expendedores de teoría chatarra». Il dit:

Cuando estos expendedores de teoría chatarra [...] deducen que las movilizaciones que derrocan gobiernos son productos de celulares y redes sociales, y no de organización, capacidad de movilización y poder de convocatoria, expresan, a más de una ignorancia supina, el deseo inconfeso de conseguir, sin esfuerzo, su lugar en «la Historia». «Twittea y ganarás los cielos» es su moderno credo⁵⁸¹.

Les nouvelles technologies et l'Internet, malgré leur rôle indéniablement dynamisant, ne suffisent pas à expliquer le mouvement social du 15-M, de la même façon que ses partisans ne se réduisent pas aux inconditionnels de cette forme de communication. «Es obligado -nous dit Roitman Rosenmann- proposer una explicación menos ligada a la sociedad espectáculo y la teoría chatarra»⁵⁸².

III.2.3.1. *Democracia Real Ya*

La crise économique, où le libéralisme sauvage montre sa nature prédatrice, et les cas de corruption qui n'en finissent pas de salir l'image des responsables politiques espagnols, tout comme les conséquences des découpes budgétaires sur la population dont le niveau de vie descend en dessous du seuil que les générations précédentes pouvaient viser, discréditent le capitalisme auprès de l'opinion publique. Fut un temps, au moment de l'euphorie et de la croissance effrénée des années 90 et du début du troisième millénaire, où l'on chanta les louanges de la croissance et de sa capacité à faciliter l'inclusion sociale. L'enrichissement en cascade devait finir

581 «Carta segunda del Subcomandante Marcos a Luis Villoro», *La Jornada*, 13 avril 2011, p. 11. URL: <http://www.jornada.unam.mx/2011/04/13/politica/011n2pol>

582 ROITMAN ROSENMAN, M., *Los Indignados. El rescate de la política*, Akal, Pensamiento crítico, Madrid 2012, p. 38.
471 / 596

par couler sur les travailleurs, les hissant au rang d'une classe moyenne au fort pouvoir d'achat. Ce confort devait favoriser, de surcroît, son degré d'investissement dans le débat politique et social. Dans un premier temps, hormis les extrémistes, personne ne vit d'inconvénient à ce que les étrangers ayant trouvé du travail en Espagne apportent leur pierre à l'édifice collectif ni à ce qu'ils prennent part, grâce aux facilités de l'accès au crédit, à la grande fête de la consommation qui, elle, n'a jamais discriminé qui que ce soit.

Avec la crise survient la chute du mythe du capitalisme inclusif et la nouvelle classe moyenne, l'ancienne classe ouvrière, se paupérise. Roitman Rosenmann écrit:

La crisis destapó el frasco de las esencias del neoliberalismo, profundizando las desigualdades sociales y consolidando un proyecto neooligárquico excluyente, cuyo resultado es una mayor concentración del poder económico y político en pocas manos. Ya ni siquiera guardan las formas, la democracia representativa es un obstáculo para imponer sus designios. En medio de este proceso la recesión se extiende por todo el mundo y no tiene visos de solución a corto plazo.⁵⁸³

Inflation, chômage, licenciements massifs, perte des acquis sociaux: l'enchantement est rompu et le peuple, qui avait perdu l'habitude de la lutte sociale, sort de sa torpeur. Les espaces de contestation fleurissent sur le Net et ils témoignent d'une prise de conscience nouvelle. Seul l'avenir permettra de juger de la pertinence et des capacités transformatrices réelles de ces révoltes. Mais, quelles que puissent en être les conséquences, elles opposent la volonté de réfléchir à un autre modèle de société à l'injonction d'accepter l'ordre établi. La contestation ne naît pas du Net ni avec lui, mais, dans la société méta-postmoderne, elle y trouve une voie d'expression qu'elle compte bien s'approprier et exploiter au mieux. Voici seulement quelques exemples de plate-formes revendicatives, créés dans le cyberspace dans

583 ROITMAN ROSENMAN, M., *Los Indignados. El rescate de la política*, Akal, Pensamiento crítico, Madrid 2012, p. 34.
472 / 596

le but d'agir sur la réalité objective: *Democracia Real Ya*⁵⁸⁴, *Toma la Plaza*⁵⁸⁵, *Toma los Barrios*⁵⁸⁶, *Toma la Tele*⁵⁸⁷, *Toma la Tierra*⁵⁸⁸, *Juventud Sin Futuro*⁵⁸⁹, et *La Generación Precaria*⁵⁹⁰.

Nous regarderons de plus près le cas de *Democracia Real Ya* (dorénavant DRY). Il s'agit d'une plate-forme dont le but est d'aider à la coordination des actions promues par les différents groupes, associations et collectifs citoyens qui se créent à partir du mouvement social du 15 mai 2011. Depuis le début de son existence et jusqu'au moment de la rédaction de ce texte, DRY a rempli le rôle d'informer sur les actions pacifistes et de désobéissance civique qui se sont multipliées sur tout le territoire national. Internet devient, comme il a été fréquemment souligné, l'instrument qui rend la contestation sociale méta-postmoderne différente de celles qui l'ont précédée. Un manifeste, que les internautes peuvent signer en ligne, résume l'indignation et l'exigence de changement des «antisistema», c'est-à-dire, de tous ceux qui ne se sentent plus faire partie du système.

De cette plate-forme, qui invite au rassemblement, émane un cri qui, au-delà de son apparente naïveté, traduit un changement dans la société espagnole. La colère, le désarroi, le sentiment de ne pas être pris en compte par ceux-là même qui doivent représenter le peuple, la nécessité de briser le bâillon invisible et le refus d'écouter la parole unique éclatent. Les prophètes de la modernité et du libéralisme,

584 URL: <http://www.democraciarealya.es/>

585 URL: <http://tomalaplaza.net/>

586 URL: <http://tomalosbarrios.net/>

587 UR: <http://www.tomalatele.tv/web/>

588 URL: <http://tomalatierra.org/>

589 URL: <http://juventudsinfuturo.net/>

590 URL: <http://lageneracionprecaria.blogspot.com/>

lorsqu'ils proclamaient la fin de l'Histoire, exprimaient aussi le désir d'assister à la mort des luttes sociales, dans un monde où les citoyens, changés en consommateurs, seraient redevenus les loyaux sujets d'un roi invisible et tout puissant. Et voici qu'Internet sort du silence ceux qui n'avaient pas leur mot à dire dans les circuits officiels, et que leur voix commune devient assourdissante. «Nosotros los desempleados, los mal remunerados, los subcontratados, los jóvenes...». Et des points de suspension, très éloquents, qui font office de porte ouverte.

Il est vrai que la crise peut faire ressurgir des sentiments xénophobes dont nous avons parlé auparavant. Mais leur pendant est la prise de conscience que le Net n'a certes pas créée, mais qu'il diffuse au mépris des barrières en tout genre. Il est vrai, comme nous l'avons déjà signalé, que les mentions spécifiques aux immigrés ne sont pas très nombreuses et que la participation des étrangers, ou des Espagnols naturalisés nés à l'étranger, reste rare dans ce type de forums. Mais ceux qui expriment leur colère sur DRY, comme sur d'autres plate-formes revendicatives analogues, disent:

Estamos hartos de reformas antisociales, de que nos dejen en el paro, de que los bancos que han provocado la crisis nos suban las hipotecas o se queden con nuestras viviendas, de que nos impongan leyes que limitan nuestra libertad en beneficio de los poderosos. Acusamos a los poderes políticos y económicos de nuestra precaria situación y exigimos un cambio de rumbo⁵⁹¹.

Et, derrière ces mots, une prise de conscience qui contredit et affronte le message que certains responsables politiques et les media majoritaires relayent avec toute la puissance que le système leur confère. L'ennemi n'est pas l'étranger et l'immigration n'est pas la cause de tous les maux qui s'abattent sur la société espagnole. Les déclarations de principes des Indignés ont été caricaturées et leur

591 Democracia Real Ya, «Quiénes somos». URL: <http://www.democraciarealya.es/quienes-somos/>
474 / 596

capacité d'action, au-delà des rassemblements festifs et des discours empreints de bons sentiments et d'utopie, souvent remise en question. Mais, n'en déplaise à ceux qui tentent de les caricaturer, ils ont le sens de la formule lorsqu'ils rétorquent: «No somos antisistema, el sistema es antinosotros». Mais la phrase mérite l'analyse car ce «nosotros» est plus inclusif et plus intégrateur que la plupart des discours politiques, prônant le besoin de réformer la législation et de réguler l'immigration pour mieux répondre aux besoins du marché.

Serge Halimi lance cette question rhétorique:

Venons-nous d'apprendre que des responsables politiques aiment l'argent, fréquentent ceux qui en possèdent ? Qu'ensemble ils s'ébrouent parfois comme une caste au dessus des lois ? Que la fiscalité dorlote les contribuables les plus fortunés? Que la libre circulation des capitaux leur permet d'abriter leur magot dans des paradis fiscaux?

Et le journaliste de poursuivre:

Le dévoilement des transgressions individuelles devrait nous encourager à remettre en cause le système qui les a enfantées. Or, ces dernières décennies, la transformation du monde a été si rapide qu'elle a pris de vitesse notre capacité à l'analyser. Chute du mur de Berlin, émergence des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), nouvelles technologies, crises financières, révoltes arabes, déclin européen : chaque fois, des experts se sont relayés pour nous annoncer la fin de l'histoire ou la naissance d'un nouvel ordre mondial⁵⁹².

Halimi accuse les responsables politiques de consentir à l'envol des inégalités, à la décomposition de la démocratie et au rétrécissement de la souveraineté nationale. La dépendance des élus vis-à-vis de la finance et des intérêts d'une minorité sont la conséquence de l'action de cette oligarchie sur la société. Une société qu'elle contrôle, dans la mesure où c'est elle qui investit, qui spéculé, qui crée

592 HALIMI, S., «Inégalités, démocratie, souveraineté. Etat des lieux pour préparer une reconquête»,
in Le Monde Diplomatique, mai 2013, p. 8-9.
475 / 596

de l'emploi et qui condamne au chômage, si besoin est. De la même façon, ajouterons-nous, cette entité supranationale, abstraite et toute-puissante, dicte les lois en matière de migration et dirige le destin de millions de personnes dans le monde, sans que leur condition d'individus ne soit jamais prise en compte.

La violation de l'article premier de la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, «les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune», nous rappelle ce journaliste français, est aussi ancienne que la rédaction de ladite déclaration, qui n'a jamais su empêcher les distinctions motivées par autre chose que l'utilité commune: «le lieu où l'on a la chance (ou la malchance) de naître, la condition de ses parents, l'accès à l'éducation et à la santé, etc.»⁵⁹³. La mobilité sociale était, jusqu'à présent, l'antidote contre la révolte sociale. L'Etat protecteur était la garantie, ou du moins la promesse, de l'égalité des chances pour tous les Espagnols. Les enfants des ouvriers pouvaient accéder, à travers l'éducation, à une position socio-économique supérieure à celle de leurs parents. L'arrivée des immigrés, nous disait-on, pouvait mettre en péril le système par répartition et freiner ce merveilleux ascenseur social⁵⁹⁴.

La crise, paraît-il, a fait naître la menace du déclassement. Il est vrai que, privé d'aides qui lui facilitent l'accès aux études et alors que l'emploi continue d'être

593 HALIMI, S., *ibid.*

594 Une étude de l'Agence de statistiques européenne Eurostat, publiée en décembre 2013, a révélé que l'absence de mobilité sociale est un problème chronique dans la société espagnole, et ce depuis les années 60 du siècle dernier. Ni la période de croissance économique ni l'accueil de migrants n'ont rien changé. Voir SILIÓ, E., «Clases sociales hereditarias», in *elpais.com*, 11 décembre 2013. URL:

http://sociedad.elpais.com/sociedad/2013/12/11/actualidad/1386795653_827943.html

détruit, le fils d'un ouvrier ne peut guère aspirer à autre chose qu'à échapper au chômage. Mais la crise a eu aussi le pouvoir d'annuler l'effet de cet anesthésiant qu'était la promesse de mobilité. Certaines voix ont commencé à s'inquiéter de la persistance dans la société espagnole de certains privilèges de caste, attribués selon d'obscures traditions aux descendants d'une élite. A l'image du système héréditaire sur lequel est fondée la monarchie, et sauf quelques exceptions, sciemment destinées à confirmer la règle tout en faisant semblant de l'invalider, il est de nombreuses régions dans l'espace social et économique où la présence de personnes issues des couches populaires se fait, plus que rare, anecdotique. Et les citoyens, du moins ceux qui s'expriment dans le cyberspace, sur les pages web, dans les blogs ou les forums comme ceux que DRY regroupe, contestent la validité de l'image projetée contre le mur de la caverne. Comme ces protagonistes du mythe platonicien, ils se sont retournés et ils ont vu. Mais, à la différence de leurs prédécesseurs, ils disposent d'un allié de taille pour transformer l'imaginaire collectif: les nouvelles technologies.

III.2.3.2. Toma la tele

Des personnes ayant participé aux assemblées populaires nées avec le mouvement du 15-M, décident, en mars 2012, de créer une plate-forme audiovisuelle qu'ils nommeront *Toma la Tele*, rappelant toutes les autres initiatives (*Toma la Plaza*, *Toma los Barrios*, *Toma la Tierra*) qui étaient autant d'invitations à la prise de parole et à l'autogestion adressées aux citoyens. Leur objectif est double. Ils prétendent, d'une part, fournir un support qui rende visibles toutes les assemblées populaires qui se sont formées au début des révoltes sociales, en mai 2011. Cette page web collective offre un espace commun, à la fois estrade d'orateur et agora ouverte à tous. Ils revendiquent un mode de fonctionnement participatif, une gestion non centralisée et l'absence de filtres aidant à la sélection des contenus, dans le respect de la législation en vigueur. D'autre part, la plate-forme *Toma la Tele*, ayant fait son entrée dans le cyberspace presque un an après les premières manifestations des Indignés, poursuit son cheminement jusqu'à aujourd'hui. Elle s'efforce, comme nous

le signalions, de faire connaître les actions des collectifs citoyens, mais aussi d'élargir le débat et d'alimenter la réflexion autour des sujets dont approfondissement est apparu comme essentiel, lors de ces rencontres populaires, pour la construction d'un autre modèle de société.

Dans la rubrique «¿Qué es Toma la Tele?», les responsables du site définissent ainsi les «préoccupations» des personnes ayant participé, et participant encore, au 15-M: «deshaucios, abusos del poder financiero, recortes sociales, derechos de la mujer, desempleo, racismo, la reciente vulneración de derechos ciudadanos, etc.»⁵⁹⁵. Autant de lignes de faille que la crise économique a servi à mettre en évidence. Mais, surtout, une volonté réelle de la part des responsables de ce site de saisir la parole populaire qui s'articule autour de ces sujets. Des sujets que les citoyens placent au cœur du débat parce qu'ils sont au centre de leurs préoccupations. Et la télévision, cette fois-ci, sert de caisse de résonance et de support, renonçant à son rôle de maître à penser. Avec cet objectif en ligne de mire, *Toma la Tele* énonce fièrement son ambition:

[...] podemos confiar en que el proyecto está más que afianzado en su formato actual, que podría denominarse «magazine audiovisual de información crítica». Pero, además, queremos ir más allá y estamos iniciando diversos programas de diferentes temáticas, que van desde entrevistas de carácter político y cultural, pasando por programas de humor, series de ficción y programas de temática documental⁵⁹⁶.

«¿A quién nos dirigimos?», poursuit-on dans cette présentation, qui est en réalité une véritable déclaration de principes et d'intentions. *Toma la Tele* insiste sur sa volonté de mettre à disposition des spectateurs des contenus qui viennent s'ajouter à ceux que les propres utilisateurs du site proposent, générant des débats qui exigent une participation active. Ces spectateurs que l'on sollicite deviennent

595 «¿Qué es Toma la Tele?», in *www.tomalatele.tv*

596 *Ibid.*

acteurs et auteurs. Il s'agit, en définitive, d'une forme radicalement différente de faire de la télévision et de concevoir le rôle de l'audiovisuel dans la société. Les créateurs de *Toma la Tele* choisissent une voie alternative et nouvelle, celle du Net, pour transformer un medium classique, celui de la télévision, misant sur l'influence, à ce stade déjà indiscutable, de l'écran sur les consciences. C'est la société qui leur a dicté le besoin de continuer dans le cyberspace le débat qu'elle avait amorcé dans les rues. La réalité objective, ce qui se passe dans les rues, en Espagne comme ailleurs, montre à ces professionnels des media que les citoyens peuvent s'émanciper du culte de l'image et aussi que la société peut être autre chose que ce que Guy Debord appelait «la société du spectacle»⁵⁹⁷.

Toma la Tele propose, via Internet, une vision bien différente de la télévision:

La televisión puede enseñar, dar luz y, sí, hasta puede inspirar, pero sólo lo hará en la medida en que nosotr@s estemos dispuest@s a utilizarla con estos fines. De lo contrario sólo será un amasijo de luces y cables⁵⁹⁸.

Les reportages que cette plate-forme propose aux utilisateurs d'Internet concernent les sujets de société dont les mouvements sociaux amorcés au mois de mai 2011 s'emparèrent. L'incitation à la prise de conscience et à l'implication citoyenne active sous-tend tous ces documents et donne le ton des textes qui les accompagnent. Ainsi, nous pouvons y trouver des reportages concernant la situation espagnole actuelle. Nous en citerons quelques exemples, dans une liste qui n'est pas exhaustive: *Españistán. De la burbuja inmobiliaria a la crisis*, de Aleix Saló⁵⁹⁹; *El*

597 DEBORD, G., *op. cit.*

598 www.tomalatele.tv URL: http://www.tomalatele.tv/web/?page_id=1350

599 SALÓ, A., *Españistán. De la burbuja inmobiliaria a la crisis*. Mis en ligne le 25 mai 2011. URL: <http://www.youtube.com/watch?v=N7P2ExRF3GQ>

despertar de las plazas. Un año de 15-M, de Lluç Güell Fleck et Jordi Oriola Folch⁶⁰⁰; *Marinaleda. El sueño de la tierra*, de Eva Abad et Pablo García Cabrera⁶⁰¹; *Spanish Dr€am*, de Santiago Cirugeda et Guillermo Cruz⁶⁰²; *Madrid, poblado Puerta de Hierro. Acoso y resistencia*, de *Toma la Tele* et Amnistie Internationale⁶⁰³; etc.

D'autres documentaires ayant trait aux conflits sociaux qui secouent l'Amérique Latine cōtoient ceux que nous venons d'énumérer. Ensemble, ils illustrent l'avancée en Espagne de cette pensée qualifiée d'altermondialiste. Sur le mur de tags du site de *Toma la Tele* apparaissent des titres, comme «conflicto minero», «corrupción», «desahucios», «medios de comunicación», «sanidad pública», «violencia policial», etc. Ces étiquettes renvoient à des reportages archivés, en libre accès sur le site. L'entrée «indigenismo», qui conduit à un total de dix-sept reportages qui s'intéressent au sort des populations indigènes par le monde. Les témoignages et les revendications de certains peuples d'Amérique Latine trouvent une place dans ces documents, cōtoyant d'autres, comme par exemple les aborigènes du Canada.

José A. Pérez fait un commentaire de ce film pour *Toma la Tele*. En voici un extrait: «Bienvenidos al país con el mejor sistema educativo de toda África. El país de las hipotecas crecientes y los sueldos menguantes, una democracia joven que lo mismo te patenta la fregona que te planta un adosado sobre una fosa común por aquello de cerrar viejas heridas».

600 GÜELL FLECK, L. et ORIOLA FOLCH, J., *El despertar de las plazas. Un año de 15-M*, barcelona 2012. URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=11442>

601 ABAD, E. et GARCÍA CABRERA, P., *Marinaleda. El sueño de la tierra*, Espagne, 2007. URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=364>

602 CIRUGEDA, S. et CRUZ, G., *Spanish Dr€am*, Espagne, 2009. URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=11967>

603 *Toma la Tele* et Amnistie Internationale, *Madrid, poblado Puerta de Hierro. Acoso y resistencia*, España, 2012. URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=4463>

La critique des rapports Nord-Sud lorsqu'ils sont guidés uniquement par une logique marchande, les conséquences néfastes du colonialisme, étendant leurs effets jusqu'au monde moderne, et la nécessité de repenser les relations entre l'Espagne et l'Amérique Latine en d'autres termes orientent la réflexion des documents concernant l'Amérique Latine, regroupés sous le tag «indigenismo». Nous soulignons, par exemple, le cas de *Apaga y vámonos*⁶⁰⁴, un film de Manel Mayol i Riera, tourné en 2005 au Chili. Il y est question du conflit qui opposa l'entreprise espagnole Endesa, fournisseuse d'électricité, et les indiens mapuches. L'auteur du documentaire prend résolument la défense du peuple mapuche et le résumé qui sert de présentation du film, sur *Toma la Tele*, ne dissimule pas son parti pris, dénonçant les agissements de Endesa, cette ancienne entreprise publique privatisée par le gouvernement de José María Aznar:

En mayo de 2004, se empieza a inundar el Valle de Ralco y 70 familias indígenas aceptaron permutas de tierra y compensaciones para ir a vivir a sectores más altos de la Cordillera, hasta 2000 metros de altura. Algunas familias han estado más de tres años sin electricidad, alumbrándose con velas. Durante todo el proceso de construcción de Ralco y también posteriormente, los portavoces mapuches que denunciaron la situación de sus hermanos, fueron y son perseguidos y condenados por tribunales chilenos, aplicándoseles la Ley N° 18.314, conocida como ley antiterrorista (instaurada en el año 1984 por el dictador Augusto Pinochet). Los testimonios fundamentales para condenar a los dirigentes indígenas son los testigos sin rostro: testigos que asisten a declarar en los juicios encapuchados, con voz distorsionada y ni los abogados de la defensa conocen su identidad. La realidad acaba imponiéndose a los deseos y derechos del pueblo mapuche. Ralco es la mayor presa de Chile. Las tierras acaban inundadas⁶⁰⁵.

Mais cette rubrique contient aussi un autre type de documents audiovisuels, émanant directement des responsables de *Toma la Tele*. Tel est le cas de *12 de octubre, nada que festejar todo por reconocer*, posté le 11 octobre 2011. Avec une durée de seulement 48 secondes, cette vidéo a pour objectif d'informer sur le défilé qui parcourra les rues madrilènes. Un texte accompagne cette vidéo qui précise le

604 MAYOL I RIERA, M., *Apaga y vámonos*, 2005. URL:<http://www.tomalatele.tv/web/?p=7849>

605 www.tomalatele.tv URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=7849>

lieu de rendez-vous et qui explique les motivations de cette action, misant sur la capacité de rassemblement d'Internet:

Con esta movilización se pretende desmontar el discurso oficial relacionado con el día de «la hispanidad» y realizar un reconocimiento de los pueblos originarios, a los que se les ha sustraído de manera dictatorial su soberanía y derecho a participar en la toma de decisiones que afectan a sus entornos, así como son quienes sufren constantes atropellos contra sus derechos fundamentales por parte de las transnacionales que saquean sus recursos y deterioran sus medios de vida. [...] Porque nos resulta inaceptable la celebración del día del «descubrimiento», de la «hispanidad», o similares. Consideramos que se trata de la imposición de un discurso construido desde élites, y que en su día fue legitimado por la jerarquía eclesial para dar legitimidad al ejercicio de poder y violencia dirigida hacia los pueblos originarios, manipulándolos en diversos contextos a lo largo de la historia y en la actualidad. Dicho discurso pretende seguir imponiendo «gestas gloriosas» basadas en el poder de la fuerza física y de las armas con el objetivo de dominar los recursos y a las personas en nombre de la patria, la religión y del bienestar del pueblo. Al mismo tiempo tergiversa la historia a su favor, para mantener el status quo, mediante un discurso oficial que oculta los estragos realizados en dichos contextos, subordinando la memoria histórica del pueblo al que dice representar. Consideramos indispensable desmontar los paternalismos basados en prejuicios respecto de los pueblos originarios, y resituar su espiritualidad, que ha tratado de invisibilizarse de múltiples maneras, así como su relación con la Madre Tierra⁶⁰⁶.

Un discours, comme on peut le constater dans l'extrait que nous reproduisons, qui s'éloigne de celui de la télévision publique qui, invariablement, retransmet le traditionnel défilé des Forces Armées le 12 octobre, «día de la Hispanidad», n'accueillant jamais de voix revendiquant une autre vision des choses. Internet est, une fois de plus, l'espace de liberté d'expression qui accueille cette dissidence et qui invite à une révision de certaines idées communément admises. Les fausses évidences naissent du discours officiel, lentement inoculé dans l'esprit collectif avec l'aide précieuse des media en général et de la télévision en particulier, et donnent au spectateur une impression que la généralisation confirme: la télévision pense comme lui. Outre son efficacité pour la diffusion des informations, le Net s'avère très utile

606 Toma la Tele, *12 de octubre, nada que festejar todo por reconocer*, 11 octobre 2011. URL:

<http://www.tomalatele.tv/web/?p=6773>

lorsqu'il devient l'espace de débats virtuels, comme ceux qui s'animent ici, autour de la question des relations entre les peuples.

Dans la remise en question de la version officielle de l'Histoire, *Toma la Tele* rejoint les positionnements de *América Latina Indignada*, une autre plate-forme créée sur le Net pour coordonner les revendications provenant des différents pays latino-américains. Ils déclarent dans leur présentation:

La plataforma de América Latina Indignada nace para dar respuesta a la permanente postergación de los derechos fundamentales de nuestros hermanos y hermanas de la región, dándose en medio de un contexto de explotación y expropiación de los recursos naturales en todo el continente, poniendo en peligro la supervivencia de los pueblos originarios y los medios que hacen posible la vida en esta parte del planeta⁶⁰⁷.

Leur parti pris dans la défense des populations autochtones et dans la dénonciation des abus de la part des grandes puissances apparaissent, une fois de plus, dès la page d'accueil. Cependant, les propos de cette plate-forme américaine ne comportent pas d'incitation à la rancune. Ils prônent la reconnaissance officielle et effective des populations dont les droits ont été historiquement bafoués, sans pour autant blâmer les individus, les habitants des puissances qui, par le passé ou encore aujourd'hui, ont porté préjudice aux pays du Sud avec leurs politiques impérialistes. Comme il est précisé dans le site de *Toma la Tele*, la plate-forme *América Latina Indignada* prend part aux manifestations et aux actions prévues le 12 octobre en Espagne, affichant une volonté de réécrire l'Histoire, cette fois-ci tenant compte du témoignage de ceux que le discours officiel avait réduit au silence.

607 americalatinaindignada.wordpress.com

Les activistes et les militants, les Indignés et les citoyens à la recherche d'informations sur les actions de contestation aussi bien que les simples utilisateurs d'Internet, se déplaçant dans le cyberspace au gré des hyperliens, sont tous témoins d'un double rapprochement, réel et virtuel, dans les places et dans le cyberspace. Ces deux plate-formes, l'une espagnole et l'autre américaine, hébergeant chacune d'entre elles un grand nombre de sites aux buts différents, défendent la réappropriation d'une histoire commune qui a opposé les peuples. Des citoyens des deux côtés de l'Atlantique font du cyberspace un lieu de rencontre. Prophétie auto-réalisatrice ou non, en affichant le lien qui renvoie au site web de l'autre, *Toma la Tele* et *América Latina Indignada* s'incluent mutuellement dans leur monde, donnant à voir l'autre, reconnaissant son existence. De cette façon, elles défont le nœud de l'invisibilité et du silence que les media traditionnels se sont employés à serrer. Et les immigrés sud-américains résidant en Espagne, qu'ils prennent part de façon active aux actions du mouvement des Indignés ou non, sont témoins de cette communion.

III.3: De l'invisibilité à l'intégration: utopie ou réalité?

Notre imagination déploie sans cesse devant nous l'image toujours renouvelée de ce qui va pouvoir arriver, de ce qui est possible. Nous ne pouvons penser à nous sans un instant suivant, mais nous ne pouvons savoir ce que sera cet instant. Ainsi, nous ne pouvons connaître ce qui nous intéresse le plus au monde, ce qui se passera demain.

François Jacob. *Le jeu des possibles*

Le professeur Tasio Carmiñas Hernández, du département de Communication audiovisuelle et publicité de l'Université de Malaga, établit un parallélisme dans le traitement médiatique de deux attentats, celui qui frappa les Etats-Unis le 11 septembre 2001 et celui qui du 11 mars 2004 en Espagne. Dans un article au titre hautement expressif, «Valores en alza: guerras, propaganda mediática, cultura del miedo y «hedocinismo»»⁶⁰⁸, il explique les points communs dans l'utilisation de la peur générée par ces actes de barbarie, à travers un discours médiatique basé sur la mise en scène du drame, tirant habilement les ficelles de l'émotion. Cette manipulation de la réalité, menée de concert par tous les media majoritaires, se fait au détriment d'une réflexion critique. Une fois de plus, la télévision, grande protagoniste de l'information quand elle se fait à grand renfort d'images effrayantes, élude ses responsabilités renonçant à être un vecteur de compréhension des enjeux internationaux.

La réalité symbolique déversée par les écrans à longueur de journaux télévisés, faite de répétition hypnotique des images (celles des avions impactant les tours new-yorkaises et celles des wagons éventrés du métro madrilène), est une mise en scène de la réalité objective, une sélection consciente de certains éléments qui la constituent et, par conséquent, un mensonge par omission. Le pouvoir iconique agissant en direct sur les consciences de millions de spectateurs, médusés par l'horreur devant leurs écrans, permet de justifier l'injustifiable. Les responsables politiques américains, avec le Président George W. Bush en tête, surent tirer profit de la commotion collective construite en direct par les media, suite au 11 septembre 2001. José María Aznar tenta, lui aussi, de s'attirer les faveurs d'un électorat qui avait encore dans la rétine la persistance des images dantesques. En attribuant, dans un

608 CARMIÑAS, HERNÁNDEZ, T., «Valores en alza: guerras propaganda mediática, cultura del miedo y "hedocinismo"», in *Revista Latina de Comunicación Social*, n° 62, publié le 5 juillet 2007. URL: http://www.ull.es/publicaciones/latina/200713Tasio_Caminas.htm
486 / 596

premier temps, l'attentat à l'ETA, puis en niant, aussi longtemps que possible, la responsabilité des terroristes islamistes et le lien entre leur action et l'intervention de l'Espagne dans la guerre en Irak, décidée par son gouvernement malgré la forte opposition citoyenne, il tenta de tirer profit du travail fait par la télévision.

Ce sont deux exemples d'une même stratégie de persuasion par l'émotion. Dans les deux cas, l'américain et l'espagnol, il s'agit d'utilisation de la trace que les images choc impriment dans l'inconscient collectif. Et le résultat, comme Orwell ne manqua pas de le décrire dans son œuvre visionnaire, *1984*, le discours de la peur pénètre la société et chaque individu apprend le besoin de se méfier de l'autre, de l'étranger, par qui tous les maux, y compris ceux que l'on n'avait jamais osé imaginer, arrivent. L'écrivain et philosophe Emilio Lledó invente le terme «aterrorismar», pour parler de cet état de conscience, si propice à la manipulation, que certains politiques recherchent et que les media induisent avec une efficacité redoutable. Il explique:

[...] en un mundo aterrorismado hemos llegado a asumir que no hay otro remedio que resignarse a la presunción de culpabilidad de todo ser humano y a que, por unos momentos, tengamos que soportar la inclusión en una etérea lista de malhechores. Una culpabilidad universalizada que, irradiada a todo viajero o visitante, nos tranquiliza y nos asegura, pero que nos va inyectando en los recodos de nuestro ser esa nueva forma de miedo que me atrevo a bautizar con el nombre de aterrorismar⁶⁰⁹.

Nous reprenons à notre compte ce terme qui exprime bien le résultat de l'inoculation de la peur et de la méfiance dans les consciences. Les citoyens sous l'emprise de cette hallucination collective, sont frappés de cécité. La puissance des images est telle que la réalité «écranique» se superpose à la perception personnelle de la réalité. Le citoyen devenu spectateur délaisse la construction d'une opinion fondée sur sa propre perception du monde extérieur, au profit de ces images, plus vraies que nature, surgies de l'écran. Les autres deviennent suspects et les immigrés

609 LLEDÓ,E. «"Aterrorismar"», in *elpais.com*, 6 septembre 2005. URL: http://elpais.com/diario/2005/09/06/opinion/1125957607_850215.html
487 / 596

le sont doublement, quelle que soit leur origine, car la psychose collective n'est pas douée pour les nuances.

Il y eut de tout temps des personnes ou des classes qui surent profiter de la généralisation de la peur et qui comprirent l'intérêt de l'alimenter. De nos jours, l'utilisation de la violence pour imposer une idéologie reste reléguée à des contrées peu évoluées dont chacun saurait condamner les méthodes. Nos sociétés méta-postmodernes s'étant dotées d'institutions démocratiques, il est indispensable à celui qui voudrait exercer son influence sur les masses, non pas de réprimer ou de contraindre, mais de s'immiscer dans les cerveaux, de parvenir à formater l'esprit collectif. Les mesures coercitives risqueraient de provoquer une levée de boucliers. Les media sont le seul pouvoir qui, avant l'arrivée des TIC, n'avait pas de contre-pouvoir. Internet ouvre un espace, immédiatement investi par ceux qui militent pour le changement, où le discours dissident trouve tribune. Et c'est pour cela que, dès ses premiers tâtonnements, et bien que l'on puisse aussi trouver des contenus qui contredisent cette utilisation, la contestation de l'utilisation de l'image négative des étrangers pour justifier certaines mesures politiques fleurit sur le Net. Dans cette mesure, nous pouvons dire que le cyberspace est le lieu de l'échange et de la volonté d'intégration.

III.3.1. Immigrés et 15-M: toujours invisibles?

Dans son œuvre *Le Passé d'une Illusion*, François Furet proclame:

L'idée d'une autre société est devenue presque impossible à penser, et d'ailleurs personne n'avance sur le sujet, dans le monde d'aujourd'hui, même l'esquisse d'un concept neuf. Nous voici condamnés à vivre dans le monde où nous vivons⁶¹⁰.

610 FURET, F., *Le Passé d'une Illusion*, Calmann-Lévy/Robert Laffont, 1995. Cité par Jean Birnbaum dans son article «François Furet, sentinelle mélancolique», in *lemonde.fr*, publié le 11 avril 2013.

URL: http://abonnes.lemonde.fr/livres/article/2013/04/11/francois-furet-sentinelle-melancolique_3157758_3260.html

Cet historien, que certains disent désenchanté et qui avoue avoir mis le thème de la révolution au centre de la vie intellectuelle⁶¹¹, récuse le filtre de l'émotion dans le processus pouvant conduire à la compréhension de l'histoire. Envisagés sous cet angle, nous interprétons les mots de Furet comme une invitation à la rationalité qui, elle seule, peut conduire à l'analyse lucide, à la compréhension des erreurs du passé et à la construction d'un projet d'avenir. Une vision qui diffère de celle d'Alain Finkielkraut, citant Furet pour illustrer sa propre théorie selon laquelle, dans la hiérarchie des indignations, celle d'aujourd'hui serait inférieure à celle de jadis:

Une différence fondamentale cependant sépare cette indignation [d'aujourd'hui] de la radicalité de naguère: le grand changement n'est plus à l'ordre du jour. Le scandale des scandales, nous dit, dans son testament politique Stéphane Hessel, c'est le démantèlement de l'Etat-providence. Il n'en appelle donc pas à une rupture avec le monde ancien, il veut que le monde redevienne ce qu'il était avant le déferlement de la vague néolibérale⁶¹².

Par sa remise en question du traitement de l'information fait par les media en général et de la manipulation par l'image qui est l'œuvre de la télévision, Internet apporte un espoir à ceux qui, intellectuels ou citoyens anonymes, craignaient l'asphyxie de la raison dans le nuage de gaz anesthésiant qui émane des écrans. Les sympathisants du 15-M, qu'ils soient membres actifs du mouvement, militants des associations ou des ONG, ou simples citoyens désireux de s'informer, voire d'apporter leur contribution, n'ont pas pu ignorer l'apparition de la figure de l'immigré sur le Net, moyen de communication par excellence des Indignés.

Le changement de ton lorsqu'il est question des étrangers résidant en Espagne, quelles que soient leur origine et leur situation administrative, est évident sur n'importe quel site web créé par les Indignés. L'existence d'une commission

611 «"Le sujet central de mon existence intellectuelle, c'est la révolution", confiait Furet à Bernard Pivot lors d'un numéro d'*Apostrophes*, en 1988». BIRNBAUN, J., *ibid.*

612 FINKIELKRAUT, A., *L'identité malheureuse*, Stock, Paris, 2013, p. 17.

spécialement consacrée à l'immigration témoigne aussi de l'intérêt du mouvement pour ce collectif et de leur volonté de le rendre visible, lui restituant, d'abord dans le cyberspace et, ensuite, dans la société qu'ils espèrent voir émerger de leur action commune, la place que le système actuel peine à lui reconnaître. L'Argentine Silvana Bonato, en Espagne depuis 2002 et s'étant trouvée à une période en situation irrégulière, s'exprime dans un entretien pour *El País*, en tant que tête visible de la commission d'immigration du 15-M. Interrogée lors d'une concentration devant le CIE (*Centro de Internamiento de Extranjeros*) de Malaga, elle explique l'engagement des Indignés, réclamant la libération du citoyen algérien Sid Ahmed Bouziane et, au-delà de ce cas particulier, la fermeture de ces centres et l'abrogation de la *Ley de Extranjería*.

Le simple fait qu'un mouvement citoyen s'intéresse au sort des immigrés en Espagne est motif de suspicion ou, dans le meilleur des cas, étonne. A la question de la journaliste María Centeno: «Corrupción política, desahucios, inmigrantes... ¿Cree que el 15-M puede acabar siendo un cajón de sastre donde quepa cualquier reivindicación y se dispersen las fuerzas?», Bonato répond sans faiblir:

De sastre nunca puede ser un cajón en el que se mete una causa tan importante como esta. Yo veo el 15-M como dos cosas: un espacio de debate político y participación; y como herramienta de lucha, para utilizarlo con todas las injusticias que se nos vienen encima. [...] El 15-M a nivel estatal se ha solidarizado con esto, apoya la concentración de hoy [...]. Es muy positivo que coja el tema de la inmigración. No se está dispersando⁶¹³.

Et la journaliste de reprendre, la suspicion pas complètement écartée, avec une question qui insinue fortement la réponse: «¿Qué puede hacer el 15-M que no hayan conseguido las asociaciones de inmigrantes en años de lucha?». La réponse de l'Argentine, toujours aussi pertinente, ne laisse aucun doute ni sur la détermination

613 CENTENO, M., «El 15-M no se está dispersando con el tema de los CIE», in *elpais.com*, 12 août 2011. URL: http://elpais.com/diario/2011/08/12/andalucia/1313101332_850215.html
490 / 596

qui est celle du mouvement de «normaliser» l'attention portée aux immigrés, ni sur la compréhension des mécanismes de formation de l'opinion publique de la part de ces militants, que certains s'emploient à décrire comme des utopistes ignorant la réalité:

El 15-M tiene un reconocimiento mediático y canaliza que muchas personas despierten, y esta gente despiertan a más. No es tanto lo que consiga el movimiento por el CIE, sino lo que consigue por esas personas que antes estaban dormidas⁶¹⁴.

III.3.1.1. Méta-postmodernité et immigration: le temps de l'apprentissage

Colectivo Ioé, soutenu par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), publia en 2012 le rapport *Impactos de la crisis sobre la población inmigrante*, dont le but était de «rescatar de la invisibilidad a este colectivo [de inmigrantes] y reivindicar el mantenimiento de las políticas a favor de la integración»⁶¹⁵. La crise économique et sociale provoque la colère et le désespoir des citoyens. Certains d'entre eux, soit parce qu'ils ont rejoint activement le mouvement du 15-M, soit parce qu'ils en partagent l'idéologie, luttent contre l'amalgame entre l'immigration et la détérioration des conditions de vie en Espagne. Les auteurs du rapport auquel nous faisons allusion ici, divisent les Espagnols en trois groupes: le premier d'entre eux se dit tolérant vis-à-vis de l'immigration (33% de la population), le deuxième se déclare hostile à l'entrée des étrangers en Espagne, associant leur présence à la raréfaction des opportunités dans le marché du travail (37%), et le dernier, celui qui inquiète le plus les chercheurs du *Colectivo Ioé* par le danger potentiel de le voir se rapprocher

614 *Ibid.*

615 Colectivo Ioé, *Impactos de la crisis sobre la población inmigrante*, www.colectivoioe.org. URL: <http://www.colectivoioe.org/uploads/0bae582aa3b0842a9eaf50cde16f4f97d9527bcb.pdf>
491 / 596

des idées xénophobes, se déclare pour l'instant hésitant face à la présence des immigrés (30%).

Celle-ci n'est pas la seule donnée inquiétante recueillie dans ce rapport. Il fait également état de l'augmentation des avis favorables à l'expulsion des sans-papiers (12% en 2007 et 20% en 2010) et à la reconduite à la frontière des personnes ayant commis un délit sur le territoire espagnol (avec une progression qui va du 68% au 73% pour les mêmes dates). Le chiffre des interviewés prônant également l'expulsion des étrangers chômeurs de longue date est étonnamment élevé (39% des Espagnols interrogés étaient favorables en 2007 à cette mesure inexistante, 43% en 2011). Walter Actis, porte-parole de *Colectivo Ioé*, explique que le seul moyen de briser le préjugé qui lie crise et immigration est de rendre les immigrés visibles dans la société espagnole. Il dit:

Se empieza a pensar que los parados inmigrantes de larga duración deben retornar a sus países y así nos deshacemos del problema, pero no es así. [...] La crisis no va sólo de inmigrantes, el deterioro del empleo afecta a todos⁶¹⁶.

La crise accroît les comportements racistes et xénophobes, nous dit-on. La société espagnole oublie son passé, proche ou lointain, et se replie sur elle-même. Les Espagnols sont désormais ouvertement intolérants et l'opinion publique véhicule des préjugés qui font presque l'unanimité au comptoir du bistrot. Fâcheuse tendance à l'amalgame de la part des Espagnols? Pourtant, le temps où les écrans diffusaient allègrement des stéréotypes et associaient l'immigration à des problèmes de société, tels que les bandes urbaines, le trafic d'armes et de drogues, la prostitution, et autres formes de violence, semble révolu. Depuis, comme nous l'avons déjà évoqué,

616 Walter Actis cité par Maryem Castillo in CASTILLO, M., «Uno de cada cinco españoles aprueba la expulsión de los 'sin papeles'», in *elpais.com*, 30 octobre 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/10/30/actualidad/1351614840_042142.html
492 / 596

des chartes et des déclarations de principes et de déontologie, rédigées et signées par tous les professionnels des media, ont vu le jour. Le phénomène qui résulte de cela, selon l'hypothèse que nous défendons dans ces pages, est l'«invisibilisation» des immigrés, leur image ne trouvant plus sa place dans une réalité médiatique (symbolique) toute acquise au divertissement et à la «spectacularisation» de la réalité objective.

Les media majoritaires affichent une volonté de lutter contre toute forme de discrimination et de combattre ses manifestations dont le racisme et la xénophobie font partie. RTVE s'est ainsi dotée de la figure du défenseur du spectateur. La presse se veut également vigilante et souligne les cas où elle voit poindre chez les citoyens des attitudes condamnables. Un article du quotidien *El País* se faisait écho de l'inquiétude des immigrés d'origine chinoise, victimes d'une hostilité croissante suite au démantèlement par la police espagnole d'un réseau d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent, que les media trouvèrent opportun d'appeler «Operación Emperador». L'auteur de cet article, bien que condamnant sans ambages de telles attitudes, ne trouve pas utile de critiquer l'association que le nom de cette opération établit entre la mafia chinoise et un symbole fort de cette civilisation orientale, dans lequel des millions de personnes peuvent se reconnaître. Outre cette omission, ses premiers mots sont un condensé des préjugés, ceux-là même que les media répétaient à l'unisson et qui plaçaient les immigrés d'origine chinoise dans une position difficile:

Xu Songhua lleva casi la mitad de sus 63 años viviendo en España, pero no habla español. No le ha hecho falta para convertirse en uno de los empresarios más prósperos y conocidos de la comunidad china en este país, propietario de agencias de viajes, restaurantes y tiendas de productos alimenticios. "Es muy difícil y cuando llegué no tenía tiempo de estudiar, sólo trabajar", se excusa⁶¹⁷.

617 VIDALES, R., «¿Fobia a la comunidad china?», in *elpais.com*, 12 décembre 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/12/12/actualidad/1355341888_480611.html
493 / 596

Cet exemple illustre un autre cas de figure dans l'histoire du rôle défaillant des media classiques dans la construction d'une société interculturelle. Ils ont renoncé, que ce soit de manière explicite (comme c'est le cas des émissions télévisées, qui ne font pas un mystère de leur volonté de ne servir qu'au divertissement) ou non avouée (l'article sus-cité est représentatif de cette presse majoritaire bien-pensante et vecteur de préjugés), à nourrir un débat constructif. Ils maîtrisent les ficelles du spectacle et ils font appel à l'émotion plutôt qu'à la réflexion, privant la société d'un véritable outil d'éducation à la démocratie. A ce sujet Antonio Muñoz Molina écrit:

La democracia tiene que ser enseñada, porque no es natural, porque va en contra de las inclinaciones muy arraigadas en los seres humanos. Lo natural no es la igualdad, sino el dominio de los fuertes sobre los débiles. Lo natural es el clan familiar y la tribu, los lazos de sangre, el recelo hacia los forasteros, el apego a lo conocido, el rechazo de quien habla otra lengua o tiene otro color de pelo o de piel. Y la tendencia infantil o adolescente a poner las propias apetencias por encima de todo, sin reparar en las consecuencias que pueden tener para los otros, es tan poderosa que hacen falta muchos años de constante educación para corregirla. [...] El prejuicio es mucho más natural que la vocación sincera de saber. [...] Y si la democracia no se enseña con paciencia y dedicación y no se aprende en la práctica cotidiana, sus grandes principios quedan en el vacío o sirven como pantalla a la corrupción y a la demagogia⁶¹⁸.

Qu'en est-il d'Internet? Le Net, contenant un nombre incalculable de forums, sites, blogs et autres pages web dont nous avons également illustré les dérives avec quelques exemples, serait-il l'agora virtuelle qui encouragerait le dialogue et le partage ou, au contraire, le lieu où la haine, protégée par l'anonymat, trouverait sa voie? La crise qui survint à partir de 2008, si elle a pu exacerber certaines attitudes de repli identitaire, voire de rejet de l'autre, elle a sans doute fait naître un débat citoyen qui, fruit de son temps, né sous le signe de la méta-postmodernité, a tout naturellement fui les media classiques pour élire domicile dans le cyberspace. Le blog *Movimiento15M.org*, qui se défend d'être la voix officielle des partisans de ce

618 MUÑOZ MOLINA, A., *Todo lo que era sólido*, Seix Barral, Madrid, 2013, position 1155 de 2994 (livre électronique).
494 / 596

mouvement social, se présente comme un espace ouvert consacré à la réflexion et au partage d'informations, d'opinions et de documents, toujours dans le but de contribuer à la construction d'une conscience collective. Ils la définissent ainsi, en citant Durkheim:

El conjunto de creencias y sentimientos comunes al término medio de los miembros de una misma sociedad, forma un sistema determinado que tiene vida propia: podemos llamarlo conciencia colectiva o común. Es, pues, algo completamente distinto a las conciencias particulares aunque sólo se realice en los individuos⁶¹⁹.

Cependant, dans le cyberspace aussi, le meilleur peut côtoyer le pire. Certains commentaires laissés sur le forum de discussion de *Movimiento15M.org* le prouvent. Ils se situent aux antipodes de la philosophie qui guide les auteurs du blog et ils sont l'expression, dans sa forme la plus vulgaire, d'une haine aveugle. L'anonymat sert de parapet aux auteurs de ces textes, qui illustrent ce que la liberté d'expression peut produire lorsqu'elle se croit exonérée de toute responsabilité. Il nous suffit d'écrire le mot «inmigrantes» dans la fenêtre de recherche du blog pour accéder à une de ces parodies grotesques du débat d'idées, forme que, fort malheureusement, le sujet de l'immigration semble encourager. Les paragraphes que nous reproduisons ici ne sont que des extraits de textes beaucoup plus longs dans lesquels un individu, qui dit s'appeler Juan Antonio Ruiz, laisse libre cours à son verbiage:

Está claro para todo el que huya de sentimentalismos bobos que los inmigrantes son los principales culpables, sino los únicos, del paro que atenaza a los españoles. Tanto es así que si se fueran los casi siete millones de inmigrantes, entre legales e ilegales, que hay en España, millones de ellos con trabajo, prácticamente desaparecería el paro de España. No sólo quitan el trabajo a los españoles, sino que desestabilizan la sanidad y la educación por la absurda ley que les da derecho a educación y sanidad gratuitos a legales e ilegales [...].

[...] el Movimiento 15-M defiende los intereses bastardos de las corruptas élites españolas y los intereses de las mafias de inmigración, al defender a los inmigrantes ilegales. Para más inri también descubrió la policía plantas de marihuana en los edificios ocupados, o sea que el movimiento 15-M defiende también a drogadictos y a la drogadicción. [...] Dije hace tiempo en otro post que el Movimiento 15-M era un cadáver político y esa cadaverina cada día se putrefaciona más. Estos hechos me dan la razón⁶²⁰.

Mais c'est le ton des répliques qui s'enchaînent par la suite qui a attiré notre attention, puisque nous le trouvons symptomatique d'une dangereuse incapacité à débattre. Nous rappelons que, dans la déclaration de principes du blog *Movimiento15M.org*, la volonté de contribuer à l'échange constructif était mise en avant, voire même invoquée comme étant la principale contribution de ses auteurs à la contestation défendue par les Indignés. L'intrusion de cet individu, avec ses propos racistes et outranciers, est, certes, navrante, mais prévisible dans ces forums. Les réponses que ces propos suscitent, quelle que soit l'idéologie qui les anime, témoignent de la médiocrité dans la construction de la pensée, de la pauvreté dans l'argumentation et, somme toute, de l'endormissement de la raison et de la capacité d'abstraction de leurs auteurs. La société du spectacle et les media, qui sont ses dignes maîtres de cérémonies, sont pour beaucoup, nous semble-t-il, dans ce processus de délitement de l'analyse intellectuelle. Nous nous contenterons, en guise d'exemple, de deux extraits tirés du texte qu'une dénommée Jacinta postait le 7 décembre 2011:

La inmigración... ufffff menudo temazo. A mí me pone negra esta discusión. Los CULPABLES NO SON ELLOS. Aunque en general, a los españolitos nos han comido el coco, para que aceptemos de buen grado esta situación. Los habitantes de este país tienen aún en sus venas sangre muy caliente y guerrera (aunque parezca mentira) y nos tienen que dominar y domesticar de muchas maneras. El fenómeno migratorio es una INJUSTICIA para todos. Sobre todo, para la gente que viene "obligada" ... aunque esto merece considerarse con matices, ya que los verdaderos POBRES NO SE

620 Movimiento15M.URL:<http://www.movimiento15m.org/foro/index.php/topic,1874.msg14536.html#>

MUEVEN de sus sitios de origen, ni emprenden ningún viaje, ni piden dinero prestado para venir a Europa. Los que vienen a España y demás países, son gente que pueden permitírselo de algun modo [...] Me jode sobremanera, ver que MALLORCA es un feudo ALEMAN. Todos los negocios (grandes, pequeños y medianos) están en manos de orgullosos cabezas cuadradas. Me jode muchísimo, ver que cientos de mansiones y CASTILLOS ... son comprados por asquerosos ingleses, americanos o de donde mierda sean, por lo que algunos son negocios, al convertirlos en hoteles.

Me jode muchísimo que no haya un método regulado de CAJON FLAMENCO ... y que tengan que venir los americanos a España, a escribir ese método, por el que se van a forrar ... por que a ningún gitano se le ha ocurrido esa labor.

Me jode muchísimo ver que los ancianos NO PUEDEN sentarse en el metro, en asientos reservados a ellos...por que NO HAY EDUCACION (ni entre los españolitos ni entre los inmigrantes que se han creído que a todo tienen derecho)

Me jode muchísimo que los chinos tengan grandes locales y grandes ayudas ... por que se supone que hay convenios secretos entre nuestros gobiernos y los suyos. ¡¡hay que ayudar a los chinos!!

Me jode muchísimo ver a tantos pobres, tanto miserable ... pidiendo limosna, pudiendo irse a trabajar al campo o irse a sus países (quizás allí están buscados por la policia).

L'incohérence des propos et la simplification caricaturale sont servies à grand renfort d'incorrection langagière (malgré l'usage de l'anaphore). Au milieu d'un flot de messages dont l'extrait précédent est un bon représentant, Ricardo AT, qui se présente comme modérateur de ce forum, tente désespérément de reconduire le débat. Cette personne explique que seulement une vision holistique des relations entre les pays pourra apporter des réponses satisfaisantes face au phénomène des migrations, en même temps qu'elle évite de tomber dans l'insulte, s'appliquant à ignorer les attaques personnelles que ses interventions provoquent en retour. Ses arguments, des bouteilles lancées à la mer, ne sont jamais repris par les autres usagers du forum. «Los habitantes de este país tienen aún en sus venas sangre muy caliente y guerrera», écrivait Jacinta, reprenant ce cliché qui présente les Espagnols comme des êtres impulsifs, spontanés, dans un portrait qui feint le léger examen de conscience mais qui n'est autre chose que la fière revendication de la goujaterie au détriment de la réflexion. Nous citerons encore Antonio Muñoz Molina:

Los españoles tendemos a imaginar que somos gente impulsiva, tan auténticos que decimos sin miramiento lo que nos pasa por la imaginación o lo que llevamos dentro. Incluso disculpamos y hasta celebramos la grosería porque nos parece más verdadera, porque nos gusta imaginarnos poseídos por una espontaneidad tal vez incómoda, sí, pero también libre de hipocresía⁶²¹.
621 MUÑOZ MOLINA, A., *op. cit.*, position 1487 de 2994 (livre électronique).

Internet semble s'être érigé sans conteste en alternative aux media traditionnels. Mais l'avancée des nouvelles technologies ne suffira pas à palier les carences qui sont la trace d'une période, celle de la dictature franquiste, où toute forme de pensée était suspectée, suivie de plusieurs décennies de monopole médiatique où la télévision a fait régner le culte du divertissement. Les simulacres de débats semblables à celui dont nous venons de citer quelques extraits abondent dans le cyberspace. Les détracteurs d'Internet ne se priveront pas d'y voir la confirmation de leurs pires augures: le manque de filtre et l'impossibilité de contrôle sur les contenus auxquels des millions d'internautes ont accès, allié à l'anonymat des usagers, conduit aux pires dérives. Internet ne fera, disent-ils, qu'encourager l'apologie de la haine. A cela nous répondons que le risque de voir se propager des discours injurieux et nuisibles est inhérent à la liberté d'expression, parti pris, comme il ne pourrait pas en être autrement, de toute société démocratique.

Dans la société méta-postmoderne, Internet ne surgit pas du néant. Il hérite des conditionnements qui l'ont précédé et lorsqu'il fait irruption dans la vie des Espagnols, paré de sa jeunesse insolente, il se retrouve confronté à des conditionnements historiques dont nul ne saurait faire abstraction. Les téléspectateurs réussiront-ils la transformation qui, après la loi du silence et des années de consommation passive, fera d'eux des usagers capables de dialoguer? La brèche technologique, ce décalage entre les ayant accès à la société de l'information et des TIC et ceux qui en étaient privés en vertu d'un isolement pouvant être géographique, social ou matériel, n'est plus qu'une question résiduelle dans un pays comme l'Espagne, à la pointe dans l'accès à la technologie et à l'Internet. Désormais, le véritable gouffre qui menace de scission la société espagnole, est l'usage que les citoyens sauront faire des outils que la société méta-postmoderne met à leur portée. Seront-ils capables, se libérant de leurs habitudes, renonçant à la simplification, à la vocifération et à l'insulte, faisant le choix de la réflexion et de l'analyse, de mettre à profit l'outil d'Internet? Nous n'avons pas la prétention de pouvoir apporter ici la réponse à cette question mais, en ce qui concerne l'immigration, nous pouvons constater une percée sur Internet de ce sujet oublié des autres media.

III.3.1.2. Méta-postmodernité et immigration: la confluence des destinées

La crise qui s'abat sur l'Espagne a comme conséquence la dégradation des conditions de vie de millions de personnes. Mais ces effets néfastes sont arrivés accompagnés d'une prise de conscience qui, à notre sens, rapproche une tranche assez large de la population de ce collectif traditionnellement marginalisé, celui des immigrés. Depuis des années, on n'avait eu de cesse d'exacerber les différences qui les séparaient des Espagnols de naissance. Le terme «déclassement des classes moyennes» n'est qu'un euphémisme qui cache mal la précarité, devenue le quotidien de bon nombre de travailleurs. Même les plus modestes d'entre eux parvenaient, avec leur travail, à maintenir leurs familles au-dessus du seuil de pauvreté. Aujourd'hui, beaucoup de foyers ont tous leurs membres au chômage et, une fois les aides de l'Etat épuisées, ils dépendent de la charité pour subsister. Par ailleurs, seulement entre 2011 et 2012, 117.000 Espagnols furent contraints de quitter leur pays. Ces circonstances, exceptionnelles en temps de paix, qui ne sont pas sans rappeler les moments noirs de l'histoire, peuvent marquer un point d'inflexion dans le regard que les habitants de ce pays, brutalement secoué et obligé à émerger de ce rêve de prospérité sans frein et sans entraves, portent sur les moins fortunés.

Des scientifiques de l'Université de Pittsburg menèrent des expériences qui les conduisirent à énoncer la théorie dite de la main en caoutchouc. Pour cela ils cachaient derrière un écran la main d'une personne à qui on montrait un membre factice. Ce dernier est visible par le sujet et il reçoit les mêmes stimuli que sa véritable extrémité. Le résultat est la confusion entre le membre réel et la prothèse dans le cerveau du sujet, qui finit par «ressentir» ce que l'on inflige à la fausse main et qui éprouve de la peur lorsqu'on menace de la frapper⁶²². A notre avis, avec quelques réserves, cette expérience est transposable au corps social. Les migrants,

622 Dans l'émission de radio *Sur les épaules de Darwin* diffusée sur France Inter le 3 décembre 2012.
499 / 596

malgré les chiffres grossissants, peinaient à sortir de leur anonymat, à devenir visibles au yeux des Espagnols qui, trop jeunes pour comparer leur expérience vitale à celle de ces personnes, ou assez âgés pour en avoir vécu de semblables mais désireux de les oublier, les ignoraient quand ils ne les méprisaient pas, cherchant dans les défauts dont ils les affublaient un alibi à leur manque de solidarité. Aujourd'hui la société espagnole, semble reconnaître une analogie entre la souffrance des étrangers et celle des locaux, sur qui la crise s'acharne aussi (à la différence ces chercheurs américains qui ne maltraitaient pas la main «d'origine»).

Une violence encore inédite pour les nouvelles générations est exercée sur le corps étranger. Les immigrés sont le collectif que la crise fustige plus fortement, victimes des restrictions budgétaires dans le domaine de la protection sociale en général et de celles qui concernent l'accueil des migrants en particulier. Luis Gimena, président du Comité Européen des Droits Sociaux, s'insurge contre certaines décisions du gouvernement de Mariano Rajoy⁶²³. Il rappelle l'existence d'une Charte Sociale européenne qui vise à protéger les citoyens des restrictions qui accentueraient l'exclusion sociale. L'Espagne est un des rares pays à ne pas l'avoir signée. Interrogé sur la possible intention idéologique qui guiderait les pas des responsables qui disent n'agir que contraints par les circonstances actuelles, Gimena répond:

623 Fait sans précédents, le Tribunal Constitutionnel a accepté les plaintes émanant de diverses régions espagnoles qui mettent en cause le caractère constitutionnel de certaines mesures adoptées par le gouvernement de Mariano Rajoy, concernant notamment la santé et l'éducation. *In* EP, «El Constitucional admite el primer recurso contra los recortes de Rajoy», *elpais.com*, 24 juillet 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/07/24/actualidad/1343116677_022579.html et FABRA, M., «El tribunal dirimirá sobre la legitimidad del tijeretazo en sanidad y educación», *in elpais.com*, 22 février 2013, URL: http://politica.elpais.com/politica/2013/02/22/actualidad/1361528215_623151.html

Sí [se está aprovechando la crisis para aplicar reformas que obedecen a ideología]. La crisis es cíclica; los problemas económicos son recuperables. Sin embargo, la pérdida de valores sociales hace muy difícil recuperar a las generaciones perdidas. Y estamos perdiendo una generación con las altísimas tasas de paro juvenil que hay⁶²⁴.

Selon une étude de 2012⁶²⁵, l'intolérance chez les jeunes serait à cette date quatre points au dessus du niveau qu'elle atteignait en 2004, rendant plus visible ce que les experts ont appelé la «distance sociale». Le rapport annuel de 2013 rédigé par SOS Racisme⁶²⁶ n'autorise pas beaucoup plus d'optimisme. Difficile dans ce contexte d'entonner l'hymne à la fraternité oubliant l'exacerbation de la méfiance que la précarité et l'incertitude peuvent induire. Et pourtant, la société méta-postmoderne s'est mise à avoir mal à l'autre. Les messages sur les pancartes que les Indignés brandissaient dès les premières manifestations de 2011 le disaient, et les actions des citoyens, agissant à titre personnel ou à travers les multiples associations, n'ont fait que le confirmer. Rapprochés par la dégradation de leurs conditions de vie, partageant la même déception et, peut-être, un identique désir de changement, les Espagnols, prennent peut-être conscience de l'existence des autres, non pas comme un corps étranger, mais comme une partie intégrante du corps social.

En Espagne 29% des jeunes ne sont ni étudiants ni travailleurs. Ce sont les «ninis» que les media s'emploient à stigmatiser. L'euphorie des années du développement écervelé de l'économie espagnole vidèrent les salles de classe. Les

624 ABELLÁN, L., «La falta de vivienda y el paro son un fracaso para la democracia», in *elpais.com*, 25 mars 2013.

URL : http://sociedad.elpais.com/sociedad/2013/03/24/actualidad/1364145815_084033.html

625 MORENO MÍNGUEZ, A. et RODRÍGUEZ SAN JULIÁN, E. *Informe Juventud en España 2012*, Edición Injuve, junio 2013. URL: http://www.injuve.es/sites/default/files/2013/26/publicaciones/IJE2012_0.pdf

626 SOS Racismo, *Sobre el racismo en el estado español*, Donostia, 2013. URL: http://www.sosracismomadrid.es/web/Documentos/2013_Informe_Anual.pdf
501 / 596

jeunes préféraient intégrer le plus rapidement possible un monde de travail où l'enrichissement rapide s'offrait à tous. L'école n'avait pas les moyens de concurrencer de pareilles perspectives, d'autant plus qu'un marché du travail essentiellement tourné vers la construction et les services privilégiait l'embauche d'une main d'œuvre sans études supérieures et même sans qualification aucune. Le pourcentage d'abandon précoce des études était de 30% pendant la première décennie du nouveau millénaire et de 26% en 2011⁶²⁷. Autant de personnes qui, désormais, subissent les affres du chômage.

Une étude commandée par la Commission Européenne, après avoir comptabilisé ces naufragés du miracle économique espagnol, évalue le coût que ces personnes génèrent pour l'Etat, additionnant les services sociaux qui leur sont destinés et le manque à gagner dû à leur inactivité. Ladite commission explique néanmoins que son objectif n'est pas de stigmatiser les jeunes:

El sentido de este análisis no es tratar a la gente joven como mercancía -no se trata de poner precio a la vida de una persona joven-, si no señalar la importancia de rengancharlos y dejar en evidencia cómo las cosas serían diferentes si los nini fueran integrados⁶²⁸.

Le titre de l'article dans lequel le quotidien *El País* se faisait écho de cette information nous semble hautement révélateur: «España pierde 15.700 millones al año por los jóvenes que ni estudian ni trabajan». Les jeunes espagnols, n'ayant entendu depuis leur naissance d'autre voix que celle qui vantait les mérites de la croissance et du libéralisme, se voient ainsi rangés aux côtés des autres bénéficiaires

627 TERUEL, A. et AUNIÓN, J., A., «España es el país de Europa con más jóvenes que ni estudian ni trabajan», in *elpais.com*, 12 septembre 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/11/actualidad/1347351489_459628.html

628 ROMERO, A., «España pierde 15.700 millones al año por los jóvenes que ni estudian ni tabajan», in *elpais.com*, 22 octobre 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/10/22/actualidad/1350900210_066533.html

des prestations sociales, porteurs des stigmates du profiteur, du parasite. Les étrangers étaient naguère le poids qui lestait le pays, la menace permanente qui planait sur le système de protection sociale. Mais la précarité a prouvé qu'elle ne fait pas de différences. «Nous n'avons rien contre les immigrés, mais nous ne pouvons pas accueillir toute la misère mondiale», affirmait l'adage, irréfutable. Lorsque les Espagnols de naissance se retrouvent, induits en erreur par l'hallucination collective dont ils ne sont pas les principaux responsables, en situation d'avoir recours à la protection sociale, prévue par le système par répartition, il est des voix qui tentent de les marginaliser, eux aussi.

En 2013 le taux de chômage parmi des Espagnols de moins de 30 ans est de 44%. Si l'on fait descendre la moyenne d'âge jusqu'à 25 ans le pourcentage augmente pour atteindre 57,2%. La situation est telle que la migration apparaît à bon nombre d'entre eux comme l'unique issue possible. Ceux qui partent, mais aussi ceux qui restent (souvent après avoir caressé, à un moment donné, le projet de partir), ne pourront plus se sentir très loin des immigrés. Dès leur naissance, ils ont côtoyé des étrangers, certains d'entre eux installés en Espagne depuis longtemps, d'autres qui continuaient d'affluer car, malgré la crise, la migration restait la promesse d'un avenir meilleur. Le 15 mai 2011 est la date où beaucoup de jeunes espagnols sont nés à la conscience civique. Ils ont fait en même temps la découverte de la déception et de l'espoir. Ceux dont la malhonnêteté et l'incompétence ont conduit le pays au fond de l'abîme, ceux qui ont failli à leur devoir de transmission générationnelle, tentent maintenant de discréditer les nouvelles générations, les attaquant sans vergogne, avec l'aide des media majoritaires.

Mais les jeunes font fi des vieilles caisses de résonance dont ils n'ont jamais rien attendu. Tout naturellement, face à la situation de crise individuelle et collective, ils se sont emparés d'un autre type d'écran, celui de l'ordinateur, qui faisait déjà partie de leur quotidien. Via Internet, ils ne nécessitent l'autorisation de quiconque pour diffuser les informations qu'ils considèrent pertinentes, de la façon qu'ils jugent appropriée. Et ils exercent cette liberté. *Pepes y Pepas 3.0*⁶²⁹ en est un exemple remarquable. Ce blog se présente ainsi:
629 URL: <http://www.pepasypepes.blogspot.com/>

Porque no todos los «españoles por el mundo» son los que aparecen por televisión, este blog se encarga de recoger diferentes historias sobre la emigración española 3.0. O lo que es lo mismo, tratar de mostrar las terribles consecuencias de una crisis económica irresponsable e inmoral, de manos de los nuevos Pepas y Pepes del S. XXI.

Les allusions se télescopent dans ce petit paragraphe chargé de sens. Nous commencerons suivant l'ordre chronologique, par celle qui fait référence à un film espagnol, réalisé par Pedro Lazaga en 1971 et qui a comme protagoniste Alfredo Landa, la coqueluche de cette époque où les films de facture nationale recevaient l'appellatif de «españoladas». *Vente a Alemania, Pepe* raconte l'histoire de plusieurs Espagnols qui, éblouis par les récits dithyrambiques de ceux qui les ont précédés dans l'aventure de la migration, partent vers l'Allemagne. Pour ces Espagnols, jamais sortis de leurs petits villages aragonais, Munich représente El Dorado. Mais leurs espoirs ne dureront pas, confrontés à la réalité qui est celle des immigrés, coupés de leur famille et contraints d'accepter des conditions abusives. Les dialogues, œuvre de Vicente Coello, sont une compilation de clichés à l'usage à l'époque et qui, nous le verrons par la suite, ne se sont jamais éteints. Voici les propos d'un des personnages, Angelino, à son retour au village, crânant au volant d'une belle voiture:

No se puede comparar. Aparte del vino y del chorizo, aquello es otro mundo. Si le llaman «el milagro alemán»! Es como Lurdes, pero mecanizao. [...] Pero si es que se queda uno atontao. Cuando no tienen nada que inventar tienen una máquina que se aprieta un botón y la máquina inventa lo que tenían que inventar ellos. [...] si no tenéis más que leer en ABC. Vamos a ver, ¿qué vale una peseta? Una peseta. ¿Y que vale un marco? ¡Pues 20 pesetas! Pues esa trampa la han inventao ellos, y se la ha creído todo el mundo!

Pepe, son ami d'enfance, ne pouvant pas résister face de tels arguments, se prend à rêver:

- Pepe: Estaba pensando en los marcos. Quieres decir, ¿que cuando aquí ganas una peseta allí ganas 20?
- Angelino: Exactamente.
- Pepe: Entonces, ¿cuánto tardaría en comprarme una vaca?
- Angelino: Trabajando normal, un mes.

- Pepe: ¿Y a lo bestia?

- Angelino: A lo bestia, a lo bestia, te la compras en dos semanas.

- Pepe: (calcula mentalmente) ¿Y en un año?

- Angelino: Pues calcula.

- Pepe: (calcula frenéticamente) ¡Oye! ¡Que pasan de 100!

- Angelino: ¡Pues claro!

- Pepe: Y en 3 años...

La réalité est bien différente: Pepe découvrira en arrivant à Munich que son ami peine à survivre, contraint d'accepter plusieurs emplois et de subir en silence les brimades. Mais c'est le protagoniste qui connaîtra l'humiliation suprême car, immigré illégal (dans la réalité aussi, malgré les déclarations officielles du gouvernement de Franco, les personnes qui migraient sans avoir un contrat de travail ne manquaient pas), il doit verser une grande partie de son salaire à un obscur personnage en échange d'un emploi. L'un d'entre eux consiste à s'exhiber dans la vitrine d'un magasin pour que le public puisse admirer sa pilosité, dans une version à peine actualisée du racisme du XIX^e siècle, lorsque noirs et indiens étaient exhibés de ville en ville, pour satisfaire la curiosité des bourgeois.

Ce film semble contenir tous les ingrédients qui faisaient le succès dans ces dernières années de la dictature: comique de situation, mise en avant du folklore et des éléments qui confèrent à l'Espagne et à ses habitants leur caractère extraordinaire. Le tout servi par des péripéties simplistes conduisant à l'unique conclusion possible: «como en España, en ningún sitio». Et pourtant, sous ce verni de comédie naïve, ce film est un portrait décharné de la vie des Espagnols dans les années 60. La décrépitude du dictateur autorisait l'espoir du changement et déliait les langues, même si le récit devait encore adopter l'air aimable de la comédie facile.

Le moment de son apparition, au début des années 70, à la charnière entre la dictature et la démocratie, accentue la valeur symbolique de ce film. Le fait que des jeunes Espagnols l'aient choisi comme référence, au moment où des milliers d'entre eux se voient contraints de chercher à l'étranger les opportunités qui semblent épuisées dans leur pays, abonde dans le même sens.

Les jeunes Espagnols d'aujourd'hui ressuscitent la référence et le lien qui existe entre eux et ces migrants d'autrefois. Les «Pepes» et «Pepas» de la dictature fuyaient l'oppression et ils savaient que, dans l'état où leur pays se trouvait, ils ne pouvaient guère rêver d'une vie convenable qu'en dehors de ses frontières. Les Espagnols que la crise pousse actuellement à quitter leur pays partent avec une préparation bien supérieure à celle de leurs aînés. Ils laissent derrière eux un pays profondément secoué, une démocratie qui montre ses failles et des médias majoritaires qui parlent d'une voix unique. La deuxième des références contenue dans le paragraphe extrait du blog *Pepes y Pepas 3.0* concerne une émission diffusée à travers *La 1* de TVE: *Españoles en el mundo*. Cette populaire émission, qui en est déjà à sa dixième saison, raconte les trajectoires vitales, toujours couronnées de succès des Espagnols installés à l'étranger.

Se déplaçant à travers tous les continents et jusqu'aux endroits les plus reculés, les caméras filment des personnes fières et heureuses qui parlent de la migration comme d'une formidable aventure. Il est facile d'imaginer que, puisque ce sont les intéressés eux-mêmes qui sollicitent les responsables de l'émission, seuls ceux qui estiment l'expérience satisfaisante font cette démarche. Une nuance qui n'est jamais évoquée dans cette émission, par laquelle l'audiovisuel, sur un ton qui se prétend, comment pourrait-il en être autrement, uniquement divertissant, contribue à donner une image mensongère de la migration. C'est cette mainmise de la télévision sur le portrait de la société actuelle et la trahison vis-à-vis de la réalité que *Pepes y Pepas 3.0* conteste. Ni la vision donnée par le cinéma de leurs grands-parents ni, encore moins, celle de la télévision de leurs parents ne les satisfont. L'avenir, ils comptent l'écrire eux-mêmes, faisant le récit de leurs propres vies, sur Internet et sans besoin d'intermédiaires.

III.3.2. Immigrés et Indignés

L'expérience douloureuse de la migration n'a pas vacciné l'Espagne contre le rejet de l'autre, de celui qui vient d'ailleurs à la recherche d'une vie meilleure. Lorsque les étrangers commencèrent à affluer vers la riche économie espagnole, les arguments fusèrent qui cherchaient à prouver la différence existante entre les Espagnols migrants de naguère et les immigrés d'aujourd'hui. Ni la raison ni l'étude des faits historiques n'ont jamais servi à contenir la peur et les préjugés. Mais cela est peut-être en train de changer. Du moins, nous semble-t-il, ces conditions qui pourraient impulser une transformation se trouvent réunies. Pour la première fois, une génération d'Espagnols, elle-même poussée à quitter son pays, se montre capable de s'inquiéter du sort de ceux qui y viennent. Les déclarations des Indignés incluent bien souvent des considérations qui témoignent d'une prise de conscience inédite. Entre les jeunes partis à l'étranger et ceux qui sont restés en Espagne un lien s'est tissé qui s'exprime et se consolide dans le cyberspace: celui de l'indignation, qui passe par la remise en question des raisons traditionnellement invoquées pour expliquer les problèmes du pays. Parmi eux, en figure de proue, l'immigration.

Un des témoignages recueillis dans le blog *Pepes y Pepas 3.0* est celui de Almudena Barragán, journaliste madrilène résidant au Mexique:

Pregunta: ¿Se considera emigrante? ¿Cómo lo valora?

Soy emigrante. Una emigrante privilegiada que tiene acceso a Internet, a Skype y una tarjeta de crédito; pero emigrante a fin de cuentas. Somos la nueva generación de españoles que tiene que salir de casa para buscarse la vida. Para seguir adelante y no tener que depender de sus familias. Somos la primera generación que va a vivir peor que sus padres, que tendrá que luchar con una oleada de recortes, represión y control mayores de las que existían. Lucho cada día con la sensación de que hemos perdido el norte. De que debemos de cambiar nuestro modelo de vida, nuestro modelo de sociedad, nuestro modelo de consumir y producir. Cada día me levanto más convencida de que lo que importa en la vida son los tuyos, es ser coherente con tu vida y feliz con poco, haciendo feliz a los demás, luchando por no perder ni el sentido común, ni la humanidad y eso no es cuestión ni de ideologías, ni de política, es cuestión de ser ciudadanos con cabeza y convicción, de ser personas.

Pregunta: ¿Es usted una indignada?

Soy una indignada, de los pies a la cabeza. El que no esté indignado con la situación que vivimos en España o no ve lo que pasa en la calle o no le interesa que la gente se manifieste y exija lo que es suyo.

Tous les Espagnols ayant accepté de laisser leur témoignage d'expatriés sur ce blog répondent au même questionnaire et ils se définissent unanimement comme des immigrés, soulignant à plusieurs reprises leur désaccord avec l'image véhiculée par la télévision publique, substituant l'appellation de «españoles en el mundo», une figure à mi-chemin entre le touriste et l'aventurier, à celle de migrants.

Les migrants espagnols se déclarent Indignés mais, les immigrés installés en Espagne, s'indignent-ils? Le reportage «Movimiento 15-M: los inmigrantes también alzan su voz», diffusé en 2011 par la radio RNW⁶³⁰ fait part de l'opinion de plusieurs étrangers qui manifestaient aux côtés des Indignés espagnols. L'Argentine Beatriz Giovelina explique sa décision de rejoindre le Mouvement du 15-M par la violence avec laquelle la crise frappe les immigrés, coupés de surcroît de leur réseau familial. Cette femme affirme avoir constaté une forte présence d'immigrés, notamment d'origine sud-américaine. Un fait qu'elle explique ainsi:

Tal vez están más politizados; tal vez salen más a la calle. La gente de Bolivia, la gente de Ecuador, de Perú y de Argentina estamos más conectados digamos con un ansia de cambio, que está sucediendo en Latinoamérica y que deseamos que suceda aquí también. [...] hay banderas argentinas, estaba la wiphala, que es la bandera de los pueblos indígenas de los Andes... O sea, se veían de repente banderas que tenían otros significados. Un apoyo no partidario, sino en todo caso de pueblo.

Italo Panfichi, Péruvien, précise dans le même reportage que les immigrés sont présents dans les manifestations, mais à titre individuel, sans pour autant apparaître

630 Reportage de Marta Garrido pour la radio RNW. Diffusé le 20 mai 2011. URL: <http://www.rnw.nl/espanol/article/movimiento-15-m-los-inmigrantes-tambi%C3%A9n-alzan-su-voz-0>
508 / 596

de manière visible au niveau de l'organisation. Il prononce une phrase qui nous paraît significative: «El sentimiento de pueblo es multicultural». Immigrés et migrants. Les nouvelles générations sont peut-être en train de réaliser qu'il ne s'agit là que d'une question de perspective. Le Mouvement du 15-M appela à une concentration des travailleurs espagnols à Londres, dans une action parallèle à la grève générale du 29 mars 2012 en Espagne. Sous le slogan «29M: emigrad@s indignad@s», les personnes réunies devant le consulat espagnol de la capitale britannique incarnaient cette autre figure du migrant. Un des participants, Daniel Pérez, Espagnol résidant à Londres depuis un an au moment de l'entretien, déclarait à cette occasion:

A los españoles nos ven aquí como mano de obra barata. El trato que recibimos es el mismo que algunas personas dan en España a los rumanos, polacos, sudamericanos... que los ven como ciudadanos de segunda. Quien piense así y vuelva en unos años a España, a no ser que sea muy egoísta, cambiará su visión sobre los inmigrantes⁶³¹.

III.3.2.1. Santé

Le 24 avril 2012 le BOE (Boletín Oficial del Estado) publiait le décret qui mettait fin en Espagne à la couverture de santé universelle. Il contient, selon le texte officiel, «medidas urgentes para garantizar la sostenibilidad del *Sistema Nacional de Salud* y mejorar la calidad y seguridad de sus prestaciones»⁶³². Le gouvernement de Mariano Rajoy, considérant excessives les dépenses qui assurent l'accès aux soins de toutes les personnes se trouvant dans le territoire national, décide d'effectuer des

631 DUQUE, J., «15M, 29M y los inmigrantes españoles», in *The Prisma*, 8 avril 2012. URL: <http://www.theprisma.co.uk/es/2012/04/08/15m-29m-y-los-inmigrantes-espanoles/>

632 BOE n° 98, mardi 24 avril 2012, sec. 1, p. 31278. URL: <http://www.boe.es/boe/dias/2012/04/24/pdfs/BOE-A-2012-5403.pdf>
509 / 596

découpes sur le budget consacré à la santé. Une mesure dont les effets se feront sentir immédiatement dans la population et qui ne manquera pas de provoquer de vives réactions. Aux côtés des Espagnols en situation de précarité qui ne peuvent pas faire face au financement de leurs traitements médicaux, désormais exclus de la gratuité totale, se trouvent les étrangers en situation d'irrégularité. Une sous-partie de l'article du BOE auquel nous faisons allusion y est consacrée:

Artículo 3 ter. Asistencia sanitaria en situaciones especiales.

Los extranjeros no registrados ni autorizados como residentes en España, recibirán asistencia sanitaria en las siguientes modalidades:

a) De urgencia por enfermedad grave o accidente, cualquiera que sea su causa, hasta la situación de alta médica.

b) De asistencia al embarazo, parto y postparto.

En todo caso, los extranjeros menores de dieciocho años recibirán asistencia sanitaria en las mismas condiciones que los españoles⁶³³.

Suite à cette décision du gouvernement, des employés et des usagers du système de santé se constituèrent en association: *Yo SÍ, sanidad universal*⁶³⁴. Ils réclament l'abrogation de cette loi qui, expliquent-ils sur Internet, suppose un recul sans précédent depuis la création de l'Institut National de Prévision, en 1908, dans l'implication de l'Etat pour la santé publique. Ils invitent les professionnels et les usagers à signer des pétitions, disponibles sur leur blog, en opposition à cette décision politique. Dans la pétition à destination des professionnels, ils rappellent que le pourcentage du PIB que l'Espagne a consacré à la santé a été un des plus bas de

633 BOE, *ibid*.

634 Yo SÍ, por una sanidad universal. URL: <http://yosisanidaduniversal.net/portada.php>
510 / 596

l'Union Européenne, et ce depuis la moitié du XX^e siècle. Les années de croissance n'ont eu aucune incidence sur cet état de choses, ce qui invalide, d'après les auteurs de ce texte, l'argument de la crise à présent brandi par les responsables politiques pour exclure certains collectifs de l'assistance gratuite. Les professionnels, s'adressant à leurs confrères, écrivent:

[...] en contra de lo que sostienen los gobernantes, que la sanidad actual en el Estado español no sólo es sostenible, sino barata y de calidad. Con esta reforma, por el contrario, es previsible una merma en la calidad asistencial por varios motivos, siendo el más importante que se limite un aspecto básico de cualquier sistema sanitario: la ACCESIBILIDAD. De nada vale lo mejor, si no está al alcance de todos⁶³⁵.

L'autre texte, celui qui s'adresse aux citoyens et qui porte le titre de «Usuari@, desobedece», incite à la désobéissance civique. Les auteurs mettent en garde contre le risque de scission sociale si les régions espagnoles font le choix d'appliquer la loi de façon stricte. En effet, en vertu du système pseudo-fédéral espagnol, c'est à elles que la décision revient en dernière instance, ce qui ne va pas sans accroître les inégalités en fonction du lieu de résidence:

Si las Comunidades Autónomas interpretan el Real Decreto al pie de la letra, ¿quiénes nos quedamos fuera del sistema sanitario? En primer lugar, los sin papeles: es decir, personas que vivimos y trabajamos aquí, que pagamos alquileres e impuestos [...] (parte de los cuales van también dirigidos al pago de la Sanidad Pública), que consumimos y creamos lazos en este país, es decir, que generamos riqueza, pero que, ¡oh, gran delito!, nacimos en otro lugar y, a pesar de llevar años en España, aún no hemos podido regularizar nuestra situación. Sin embargo, las personas sin papeles no somos las únicas excluidas: también quedamos fuera los que somos mayores de 26 años y no hemos cotizado nunca a la Seguridad Social o, habiendo cotizado, nunca hemos reunido los requisitos para percibir una prestación por desempleo. [...] Corremos así el riesgo de quedar sin cobertura sanitaria estudiantes universitarios/as con becas no sujetas a cotización pero sí a IRPF, personas que aún no hemos conseguido nuestro primer empleo, personas divorciadas que no estamos a cargo de nuestro excónyuge, personas separadas de parejas de hecho no formalizadas, personas discapacitadas en grado inferior al 65%, personas pertenecientes a población nómada y profesionales liberales.

635 Yo SÍ, por una sanidad universal, «Sanitari@, desobedece. Carta informativa sobre la reforma sanitaria para sanitarios».

En definitiva, a pesar de la retórica del gobierno, el porcentaje de personas que quedan fuera del sistema sanitario no es nada pequeño. Pero es que, además, los afectados por el Real Decreto no somos sólo las personas excluidas. Los afectados somos todos y todas.

Et ce «todos», ici encore, représente une nouveauté que nous estimons d'une importance vitale. «¡Queremos una sanidad pública de tod@s, para tod@s!», s'exclamaient les responsables de *Yo SÍ, sanidad universal*, dès la page d'accueil de leur blog. Le logogramme de l'arobase rappelle le lien qui garantit le contact entre toutes ces personnes qui utilisent une première personne du pluriel exprimant l'intégration, se sentant proches les unes des autres, dans une réalité parallèle, symbolique. Néanmoins, les revendications formulées sur le Net se reflètent, comme dans un miroir, dans les actions concrètes menées par les militants du Mouvement des Indignés et par les anonymes sympathisants. Les manifestations en défense de la couverture universelle se multiplièrent en Espagne en réaction à la loi précédemment évoquée. En elles, des Espagnols protestaient contre l'exclusion des soins, qu'ils qualifièrent même de apartheid sanitaire⁶³⁶. A leurs côtés, des représentants des immigrés, comme la FERINE (*Federación Estatal de Asociaciones de Inmigrantes y Refugiados*) et SOS Racisme faisaient entendre la voix de ceux que la situation d'irrégularité tient habituellement éloignés de ce type de manifestations.

Le porte-parole adjoint du Parti Populaire à la Chambre des Députés, Rafael Hernando, justifie le maintien de cette loi par son parti, malgré les nombreux cas de désobéissance de la part des professionnels et les protestations citoyennes. Il explique:

636 HERVÁS, M., «Campamento Sanidad en La Paz. Decenas de sanitarios y miembros del 15M acampan frente al hospital público», in *elpais.com*, 13 septembre 2012. URL: http://ccaa.elpais.com/ccaa/2012/09/13/madrid/1347529358_402871.html
512 / 596

[Es necesario] que España deje de ser el paraíso de la inmigración ilegal. [...] Los inmigrantes ilegales lo que tienen que hacer es volver a sus países. [...] España no puede seguir soportando ser el escenario principal de la entrada de inmigrantes ilegales del conjunto de la Unión europea»⁶³⁷.

Ces déclarations de Rafael Hernando sont, d'après nous, un aveu qui confirme les suspicions des immigrés et des militants qui s'indignent de ce traitement. Ils voyaient dans la réforme du système de santé proposée par le gouvernement une manière déguisée de les pousser vers la frontière. Marta Malo, une des créatrices de la plate-forme *Yo SÍ, sanidad universal*, expliquait ainsi l'appel à la désobéissance et la valeur positive que l'on voulait imprimer à ce refus de la loi («Pretendemos llamar a la desobediencia civil en positivo», disait-elle):

El Gobierno sólo conseguirá fomentar las desigualdades sociales. [...] El Gobierno está utilizando la sanidad para hacer política de extranjería, un juego extremadamente peligroso⁶³⁸.

Une idéologie et une certaine vision de la société sont derrière les décisions politiques, même lorsqu'elles peinent à dire leur nom et qu'elles sont invoquées comme étant la seule réponse possible à la crise. Cette loi suscite, à juste titre, la controverse et elle émeut l'opinion publique espagnole car, ce que le gouvernement appelle *Real Decreto de Medidas Urgentes para garantizar la sostenibilidad del Sistema Nacional de Salud*, apporte un changement qui est lourd de sens: l'idée de l'universalité de certains droits, dont celui de la santé, disparaît. Désormais, lorsqu'un individu, en Espagne, aura recours au système de santé, il y sera reçu non pas en tant que patient, que citoyen, mais en tant qu'assuré. Et cette catégorie, dont nul ne garantit l'universalité puisque l'appartenance est monnayable, exclut les précaires.

637 Agencia, «España tiene que dejar de ser el paraíso de la inmigración ilegal», in *elpais.com*, 7 août 2012. URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/08/07/actualidad/1344354676_754658.html

638 Marta Malo citée dans MARÍN, P., «"Yo sí sanidad universal": una iniciativa por la desobediencia civil ante la ley sanitaria», in *elpais.com*, 6 septembre 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/06/actualidad/1346952989_429000.html

III.3.2.2. Logement

Les conséquences de la politique hypothécaire du gouvernement de Mariano Rajoy sont lourdes pour des milliers de personnes en Espagne. Ayant accédé à la propriété, vantée à l'unisson par le système, à l'époque où l'essor économique du pays tenait essentiellement sur la construction effrénée, ces personnes, que la crise à laissées sans emploi ou qui ont dû revoir à la baisse leur niveau de vie, se retrouvent aujourd'hui dans l'impossibilité de faire face à leurs dettes. En sus, la différence entre le prix de leurs habitations au moment de l'achat, il y a seulement quelques années, et celui que la banque estime à présent, lorsqu'elle se saisit des biens impayés, produit des endettés sans domicile. La PAH⁶³⁹ réunit des personnes souffrant de cette situation et tous ceux qui, la considérant injuste, réclament que la dation en paiement serve à solder intégralement la dette avec la banque.

Ce mouvement citoyen surgit, lui aussi, du 15-M. Tel qu'il est annoncé dès la page d'accueil de leur site web, la PAH a déjà empêché 825 expulsions de domicile et elle a réussi à reloger 712 personnes. La population espagnole soutient massivement cette initiative, même lorsque leurs militants entreprennent des actions comme les *escraches*⁶⁴⁰ (manifestations devant les domiciles de certains responsables du *Partido Popular*) dont les autorités tentent de contester la légalité. Si la santé est un droit essentiel dans la Constitution espagnole, le logement l'est tout autant. Le Parlement européen accorda le Prix Citoyen Européen 2013 à la PAH, une reconnaissance symbolique de son travail et une raison de plus, selon les responsables du

639 Plataforma de Afectados por la Hipoteca. De la burbuja inmobiliaria al derecho a la vivienda. URL: <http://afectadosporlahipoteka.com/>

640 Le terme vient d'Argentine, où il désignait les manifestations devant les domiciles des criminels supposés de la dictature de Videla, innocentés par Carlos Menem en 1995.

mouvement, pour que le gouvernement modifie sa ligne politique⁶⁴¹⁶⁴².

La bulle immobilière et les hypothèques à haut risque ont fait de nombreuses victimes parmi les immigrés. Le Président équatorien Rafael Correa, lui-même, se saisit de la question, alarmé par la situation qui touchait bon nombre de ses compatriotes. L'ambassadeur d'Equateur, Galo Chiriboga, adressa une lettre au gouverneur de la Banque Centrale espagnole faisant part de son inquiétude et précisant qu'il ne sollicitait aucun traitement de faveur pour ses concitoyens, mais seulement des solutions socialement justes pour l'ensemble de la population. Chiriboga dénonce, comme le font les militants de la PAH, la concession de crédits immobiliers, couvrant la totalité de l'hypothèque, les frais administratifs liés à l'achat, à la rénovation et à l'emménagement et même dans des nombreux cas, une marge qui pouvait servir aux vacances ou à charger le véhicule. Les bénéficiaires de ces prêts étaient le plus souvent des personnes à bas revenus, qui s'endettaient pour des durées pouvant aller jusqu'à 50 ans, entraînant dans la faillite les proches s'étant portés garants.

Les banques, qui éludaient tant que faire se pouvait les contrôles de la Banque Centrale espagnole, au mépris de la prudence la plus élémentaire, octroyaient allègrement. Cette conduite s'est avérée néfaste pour les personnes qui furent ainsi attirées par ce laxisme malhonnête. Parmi elles, beaucoup d'immigrés qui, ayant

641 PAH, «El premio del Parlamento europeo a la PAH: un motivo más para que el PP rectifique», *in* afectadosporlahipoteca.com, 7 juin 2013. URL: <http://afectadosporlahipoteca.com/2013/06/07/premio-parlamento-europeo-pah-motivo-pp-rectifique/>

642 Il n'en sera rien. Le gouvernement ne revit pas sa politique et certains de ses membres exprimèrent leur indignation face à cette prise de position du Parlement. Ils contestèrent le bien fondé de ce prix, accordé à l'unanimité par les membres d'un jury qui comptait deux députés du PP européen.

échappé à des conditions précaires dans leurs pays d'origine, surestimaient la stabilité de leur nouvelle situation et ne résistaient pas aux campagnes de séduction. Certaines banques, après leur avoir ouvert grand leurs portes, allèrent jusqu'à menacer les immigrés qui quitteraient l'Espagne, ayant perdu leur logement et ne pouvant pas faire face à leurs dettes, de se saisir de leurs biens dans leur pays d'origine.

Un article de *El País* offre un exemple qui, n'étant qu'un cas individuel, permet de comprendre le mécanisme qui fit des immigrés une proie facile d'un système amoral. Eduardo Cachago, Equatorien résidant en Espagne, raconte son histoire, dès son arrivée en 1999. Dans un premier temps il lui était aisé de trouver du travail dans le secteur de la construction. Pas toujours bien rémunérée ni dûment assurée, sa nouvelle situation suffisait à faire de lui une cible pour les commerciaux, employés par les agences immobilières, qui sillonnaient les endroits où les ouvriers prenaient leurs pauses:

En los alrededores del metro donde trabajaba había hasta doce [agencias inmobiliarias], según cuenta -hoy sólo queda una- y en los descansos para almorzar, los comerciales asediaban a diario a los inmigrantes que se comían el bocadillo de media mañana. Les traían ofertas de pisos, les contaban que una vivienda es siempre la mejor inversión porque el precio nunca baja, que vivir de alquiler es tirar el dinero todos los meses, que si no tenían aval no importaba porque ellos se lo arreglaban⁶⁴³.

Eduardo Cachago paya 260.000 euros pour un appartement de 64 m² en mauvais état et un crédit impliquant des mensualités de 800 euros pendant 25 ans, accordé avec un salaire oscillant entre 1150 et 1300 euros par mois. Deux amis, dont les salaires respectifs étaient de 500 et de 700 euros mensuels, s'étaient portés garants. Ce n'est qu'un exemple, mais il est représentatif de millions de personnes en Espagne. Dans le cas des immigrés, le comportement prédateur de la banque,

643 RODRÍGUEZ-PINA, G., «Esto es un robo con corbata», in *elpais.com*, 12 juillet 2011. URL: http://politica.elpais.com/politica/2011/07/12/actualidad/1310457610_294637.html

qu'aucune loi ne venait réguler, s'allia à des circonstances personnelles qui en faisaient les proies idéales.

La PAH a souvent pris la défense des immigrés menacés d'expulsion de leur domicile. Les situations personnelles et familiales dramatiques se répètent et elles établissent un lien dans le malheur qui ne tient pas compte des nationalités. Les militants espagnols l'ont compris ainsi. Il en est de même pour les associations d'immigrés qui, sorties de «l'encapsulement» qui les caractérisait, rejoignent régulièrement les manifestants rassemblés pour empêcher une expulsion. L'association d'immigrés équatoriens CONADEE⁶⁴⁴ est une des plus actives dans ce type d'actions. Elle a été présente pour soutenir des personnes en détresse, qu'elles soient espagnoles ou d'origine étrangère, manifestant aussi sa volonté de défendre les droits inaliénables des individus, quel que soit leur lieu de naissance.

Au-delà des considérations utilitaristes et d'un quelconque jugement sur l'efficacité des actions de ces Indignés, il nous semble opportun de souligner la prise de conscience citoyenne concernant certaines valeurs humanistes et la nécessité de les défendre, au moment où la crise autorise la réflexion sur le bien fondé de la déréglementation au profit de la finance. Espagnols et migrants, réunis dans des plate-formes coordinatrices ou à titre personnel, se retrouvent dans la critique du système bancaire et dans la solidarité contre les abus à l'encontre des plus faibles. Et l'information circule sur le Net, établissant un lien entre des personnes et/ou des collectifs partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

644 Coordinadora Nacional de Ecuatorianos en España. URL: <http://www.conadee.org/>
517 / 596

La PAH bénéficie, grâce à Internet, d'une tribune qui lui permet d'atteindre les deux buts sus-cités. D'une part, les victimes du système hypothécaire regroupées dans cette plate-forme peuvent faire part de leurs revendications à un large public, et ce malgré l'invisibilité qui frappe ce collectif dans les media majoritaires. Le documentaire «La Plataforma»⁶⁴⁵ en est un bon exemple. Il fut réalisé par *Sitcomtv*, une chaîne de télévision diffusée via Internet. Cette télévision indépendante catalane émane de *Sitcom Solidaritat i Comunicació*, une ONG où des journalistes indépendants tentent de faire connaître le travail des associations et autres collectifs citoyens, ainsi que de fournir les informations nécessaires pour encourager et alimenter le débat démocratique. Parmi les témoignages individuels qui ouvrent le documentaire, ceux de plusieurs personnes à l'accent sud-américain se mélangent au reste, sans qu'aucune précision concernant leur origine ou leur situation administrative et légale ne vienne les distinguer des autres citoyens touchés par la crise.

La PAH a su également mettre à profit les possibilités qu'Internet offre concernant la mise en relation dans le cyberspace des personnes et des collectifs. Dans son site web officiel, cette plate-forme citoyenne propose des liens renvoyant à d'autres sites créés par des associations analogues. Ce sont autant de passerelles qui, groupées dans la section «Hipotecados sin fronteras», permettent de prendre conscience de l'universalité des problématiques. La mondialisation étend la crise et voilà que celle-ci, lorsqu'elle s'installe en Espagne, généralise une précarité qui semblait, il y a encore quelques années, être l'apanage des marginaux, des immigrés et autres bannis de la société. Le système phagocyte ses victimes avec la même voracité, qu'elles soient autochtones ou exogènes. Les anciennes lignes de

645 PIN, «*La Plataforma*, un documental de sitcom.tv sobre la PAH», in *afectadosporlahipoteca.com*, 30 août 2013. URL: <http://afectadosporlahipoteca.com/2013/08/30/la-plataforma-un-documental-de-sicom-tv-sobre-la-pah/>
518 / 596

démarcation ne sont plus opérationnelles et, malgré les discours qui, dans une dernière tentative d'éluder les responsabilités, continuent de désigner les victimes propitiatoires habituelles, Internet brave les distances et réunit les individus. Les militants qui résident en Espagne, sont mis en relation, fût-elle symbolique ou virtuelle, avec d'autres qui, depuis divers points d'Amérique Latine, soutiennent des causes semblables. Voici quelques exemples: ADAHA, au Chili⁶⁴⁶, A.D.A., en Argentine⁶⁴⁷ et Red CUNDECON, en Colombie⁶⁴⁸.

Autant d'associations où se regroupent des naufragés du système, quel que soit le rivage qui les ait vu s'échouer, d'un côté comme de l'autre de l'océan. Aucune mention concernant l'origine des «afectados por la hipoteca» n'est faite, nous le disions précédemment, dans le documentaire «La Plataforma». Les immigrés d'origine sud-américaine qui s'y exprimaient n'étaient identifiables qu'à leur accent. La mosaïque composée par les responsables du film, échantillon représentatif des victimes du système bancaire, les contient tout naturellement, tout comme la société espagnole dans son ensemble. Nul intérêt de les cacher et nul besoin de les distinguer des autres, de justifier leur présence. Ce qui est présenté aux internautes, cette réalité symbolique qui est celle de la télévision indépendante et d'Internet, peut s'avérer plus utile au spectateur-citoyen, pour la construction d'une image subjective, au niveau personnel comme à l'échelle sociale, que la vision déformée des media traditionnels.

646 ADAHA Chile (*Agrupación Nacional de Derechos Habitacionales de Chile*). URL: <http://www.elblogdelaandha.blogspot.com/>

647 A.D.A. (*Asociación de Deudores Argentinos*). URL: www.adanacional.com.ar

648 Red CUNDECON (*Red de Colombianos Unidos por nuestros Derechos Constitucionales*) URL: <http://deudoreshipotecarios.tripod.com/>

III.3.3. Au-delà de l'urgence sociale: une autre relation Nord-Sud; une autre relation Espagne-Amérique Latine

Dépassant leurs différences, toutes ces associations espagnoles, nées à partir du 15 mai 2011 ou préexistant à cette date, affichent leur volonté de tendre un miroir aux Espagnols pour qu'ils contemplent, enfin sans fard, le visage de leur propre société. En ces temps d'instabilité, des militants, des professionnels de l'audiovisuel ou des simples citoyens anonymes, désireux de participer au débat social, ont pris la parole. Ils refusent d'écouter la voix qui émane de la «caja tonta» et ils ont compris leur impuissance à obtenir, fût-ce de la télévision publique, un quelconque sens de la responsabilité. Les sites web et les blogs des Indignés parlent tous du lien entre les peuples. Du discours, mais aussi des actes de ces militants, se détache le désir de réactiver les liens historiques et culturels qui lient l'Espagne et l'Amérique Latine. Cette fois-ci, loin des discours officiels grandiloquents et des déclarations d'amitié entre les nations, qui restent sans effet dans la réalité des citoyens, les Espagnols qui s'indignent se tournent vers ceux qui ont connu un sort semblable au leur. Nous n'avancerons pas de suppositions et nous ne prétendrons pas faire le bilan, sans doute hâtif et prématuré, de ces actions. Néanmoins, elles méritent d'être remarquées en tant que prise de pouvoir des citoyens sur l'information («empoderamiento», selon le terme espagnol), qui contribue à forger l'opinion publique.

Les immigrants sud-américains installés en Espagne voient leur existence reconnue désormais, dans le discours des citoyens espagnols qui se mobilisent, mais aussi dans la représentation que ces contestataires font de la société espagnole. Le but des Indignés n'était pas, originairement, de souligner les abus dont les immigrants sont victimes et l'injustice des lois qui régulent leurs droits. S'ils sont venus à les inclure dans leurs revendications c'est parce qu'ils ont constaté que, de fait, ils font partie de la société, dont ils subissent les dérives au même titre que n'importe quel citoyen résidant dans le pays. Ces personnes d'origine étrangère ne trouvaient pas leur image dans le portrait de groupe fait par les media majoritaires et, sur le Net, elle apparaissait isolée des autres, dans l'étrange l'homogénéité des sites spécialisés. Mais, nous l'avons vu, malgré l'aide qu'ils peuvent apporter parfois concernant

l'installation (et non pas l'intégration), ces sites ont pour effet d'aplanir la figure de ceux qui, privés de tout relief personnel, se retrouvent réduits à leur condition de migrants.

Le Mouvement du 15-M, depuis sa naissance, suite à une manifestation contre la politique du gouvernement espagnol, le 15 mai 2011, ainsi que toutes les formes d'action, de réflexion et de désobéissance qu'il a générées, est en perpétuelle évolution. Surgi de façon spontanée, le mouvement des Indignés vit dépourvu d'une tête visible. Il a dérouté les responsables politiques de tout bord et il a prouvé la puissance des voies de communication alternatives, que ce soit dans le partage de l'information ou dans la création d'espaces de débat inter-paires. Mais, si les techniques sont novatrices, les idées défendues par ces militants n'ont pas jailli du néant. Elles sont issues d'un travail de fond que diverses associations et ONG fournissaient sans relâche depuis de nombreuses années, le plus souvent dans l'ombre et dans l'indifférence générale.

La PAH, en affichant sa sympathie envers des associations homologues en Amérique Latine (nous avons déjà évoqué la relation que PAH établit avec ADAHA, au Chili, A.D.A., en Argentine et Red CUNDECON, en Colombie), met en évidence les points communs dans le vécu des citoyens victimes de la crise mondialisée, quel que soit leur lieu de naissance ou de résidence. Les mêmes causes produisent les mêmes effets: tel est le message que rappellent ces ponts qui se tendent dans le cyberspace, sous forme de liens informatiques qui, d'un simple click, transportent l'utilisateur d'un continent à l'autre. Mais le rapprochement entre la réalité vécue de part et d'autre de l'océan ne s'arrête pas là. Partant d'une réalité concrète, d'une situation de précarité qui est partagée par des personnes vivant à des milliers de kilomètres de distance, le débat s'élargit et les causes des militants sud-américains apparaissent associées à celles d'une grande partie de la population espagnole.

La solidarité avec le peuple Mapuche est une de ces causes qui n'avaient trouvé en Espagne qu'un soutien très restreint, limité à des associations minoritaires méconnues de l'opinion publique. ANDAHA Chile, dont l'objectif est de faire reconnaître le droit universel à un logement digne, n'oublie pas les Mapuche:

Solidaridad con la causa Mapuche, en su justa y legítima lucha en defensa de sus tierras ancestrales. Junto con esto, rechazamos el acoso y maltrato permanente a las comunidades Mapuche, donde no se respeta a niños ni ancianos, destruyendo sus enseres y herramientas de trabajo, en las constantes arremetidas represivas y de hostigamiento hacia los habitantes originarios de esta tierra. [...] ¡Porque ninguna lucha digna es ajena, el Pueblo Mapuche no está solo!⁶⁴⁹

Le droit que l'on revendique pour ces indiens du Chili d'occuper et d'exploiter les terres qui sont les leurs se trouve ainsi mis en parallèle avec le droit universel au logement que les Espagnols réclament. Et des populations aussi distantes apparaissent, tout d'un coup, comme moins disparates qu'on aurait pu le croire. Loin des élans de philanthropie que la télévision impulse après une catastrophe naturelle, alliant le spectacle et le recours à l'émotion, voici que des vieilles injustices, peu photogéniques à en juger par leur absence à l'écran, ou usées par le temps, démodées et évincées par ces «unes» vertigineusement changeantes, apparaissent associées à l'actualité. Ni le temps ni l'espace ne sont plus des obstacles. Du moins tel est le message de ces militants qui, jalonnant leurs sites web de liens, affichent une volonté farouche de décloisonnement, au profit de l'épanouissement des valeurs humanistes.

649 ADAHA Chile. URL: <http://www.elblogdelaandha.blogspot.com/>
522 / 596

III.3.3.1. Se regarder face à face: discours officiels *versus* réalité

La mondialisation a imposé des changements qui, bien que s'opérant dans les sphères lointaines et inaccessibles des hautes finances et des accords internationaux, conditionnent irrémédiablement la vie des individus. John Ohiorhenuan⁶⁵⁰, responsable du Programme des Nations Unies pour le Développement, parla de «fétichisme de marché» pour décrire l'attachement de la société à ce géant qui a su remplacer les anciennes croyances et, d'après certaines opinions, même les idéologies. Nadine Gordimer (Ambassadrice du Programme des Nations Unies pour le Développement), dans un article pour *El País*, se pose la question suivante: «La mondialisation a-t-elle comme objectif d'augmenter la valeur ajoutée dans la société?»⁶⁵¹. Ce jargon crypté dont seuls les initiés, les grands prêtres officiant dans les temples de la finance, avaient la maîtrise, s'est répandu dans la rue. Les digues se sont brisées. L'obsession pour l'économie a inondé le moindre recoin et nul ne peut allumer la radio ou la télévision ni ouvrir un journal sans s'en apercevoir.

Pendant les années de l'euphorie collective, de la spéculation et du développement économique qui semblaient être faits pour durer éternellement, les Espagnols assimilèrent ce lexique, celui que les responsables politiques employaient dans leurs discours enflammés, celui que les media diffusaient sans relâche. Des termes et des expressions auparavant circonscrits au monde des affaires jaillissaient des bouches de ces experts omniprésents, omniscients. Ces «todólogos», pour

650 John Ohiorhenuan cité par Patsho Lula Munenga in LULA MUNENGA, P., *L'égalité souveraine des états au miroir de la mondialisation*, Université de Kinshasa, 2006. URL: http://www.memoireonline.com/06/09/2159/m_Legalite-souveraine-des-Etats-au-miroir-de-la-mondialisation19.html

651 GORDIMER, N., «Hacia una sociedad con valor añadido», in *elpais.com*, 21 février 1999. URL: http://elpais.com/diario/1999/02/21/opinion/919551608_850215.html

reprendre le terme de Carlos Taibo, pullulaient dans les studios, déversant leur flot de platitudes égotiques. Comme résultat de cette imprégnation, la plus banale des conversations improvisées entre voisins ou entre collègues de travail est devenue une absurde reproduction à l'échelle privée de ces pseudo-débats télévisuels.

Mais, au-delà de cet emprunt lexical et de cet intérêt par les enjeux macro-économiques, singé en chaîne par les faux experts et par l'homme de la rue, la mondialisation deviendra-t-elle autre chose qu'un mirage pour la population? Concernera-t-elle un jour réellement les citoyens? Nadine Gordimer fait part de son inquiétude à ce sujet, lorsqu'elle formule cette interrogation rhétorique:

¿Acaso la mundialización tiene el propósito de propiciar una sociedad con valor añadido? La elección de la frase «valor añadido», que procede del vocabulario de la teoría económica, ¿es acaso un indicio inconsciente de que la mundialización fue ideada, y sigue siéndolo, como un ámbito único de las finanzas internacionales: inversiones, comercio, producción?⁶⁵²

Et elle poursuit, décrivant une type de mondialisation bien différente de celle qui nous a été présentée et qui s'est érigée en modèle unique vers lequel toute société désireuse de se développer devait tendre:

Para que la mundialización tenga un aspecto humano, su premisa ha de ser que el desarrollo debe referirse a las personas en interacción en un planeta que los seres humanos han ocupado hasta el momento, sin compartir nada⁶⁵³.

Mais les déclarations solennelles et autres programmes de développement ont montré leurs limites et, surtout, leur incapacité à vaincre les inégalités et l'injustice qui lèstent la société postmoderne. Serge Halimi écrit dans un article déjà cité ici, «Inégalités, démocratie et souveraineté. Etat des lieux pour préparer une

652 GORDIMER, N., *ibid.*

653 GORDIMER, N., *ibid.*

reconquête», cette sentence sans appel est une injonction à la remise en cause globale du système:

Nul ne croit plus que la raison l'emportera sur des politiques d'austérité insensées, ni que la morale préviendra les scandales mêlant argent et pouvoir. Désormais, l'espoir d'un changement de direction repose sur la mise en cause frontale des intérêts en jeu⁶⁵⁴.

La soumission à la haute finance a prouvé ses effets néfastes sur la population. La diplomatie et les sommets internationaux ont montré leur incapacité à agir de façon concrète et efficace sur les problèmes qui accablent les populations et qui produisent des exodes massifs. Tel est le cas des Sommets Ibéro-américains qui réunissent annuellement les chefs d'Etat et de gouvernement des vingt-deux pays membres de l'OEI (*Organización de Estados Iberoamericanos*). Les citoyens qui voient leurs conditions de vie se dégrader dramatiquement ont sans doute du mal à partager la béatitude des déclarations comme celles qui suivent, tirées du site officiel du Sommet:

La Cumbre Iberoamericana es la reunión anual de Jefes de Estado y de Gobierno de los 22 países de América Latina y Europa de lengua hispana y portuguesa. Dichos países forman parte de la Conferencia Iberoamericana de naciones.

La Conferencia Iberoamericana es un foro privilegiado de consulta y concertación política cuyo propósito es reflexionar sobre los desafíos del entorno internacional, así como impulsar la cooperación, coordinación y solidaridad regionales.

Cada año, al celebrarse la Reunión Cumbre el país sede propone un tema central para las deliberaciones de los mandatarios. Al término de la reunión, tradicionalmente se adopta una Declaración Política, y declaraciones sobre temas de interés particular⁶⁵⁵.

654 HALIMI, S., *ibid.*

655 Cumbres Iberoamericanas de Jefes de Estado y de Gobierno. «¿Qué es la Cumbre Iberoamericana?». URL: <http://cumbresiberoamerica.cip.cu/>
525 / 596

La déclaration finale du premier de ces sommets qui se tint au Mexique, en 1991, acte la reconnaissance politique de l'existence d'une communauté et d'un espace ibéro-américain:

Representamos un vasto conjunto de naciones que comparten raíces y el rico patrimonio de una cultura fundada en la suma de los pueblos, credos y sangres diversos. A quinientos años de distancia de nuestro primer encuentro, y como uno de los grandes espacios que configuran el mundo de nuestros días, estamos decididos a proyectar hacia el tercer milenio la fuerza de nuestra comunidad⁶⁵⁶.

Une communauté sans cesse invoquée:

Los encuentros de altos mandatarios constituyen un foro privilegiado para tratar asuntos multilaterales. Crean un clima de confianza entre los diversos actores que permite intercambiar experiencias, establecer diagnósticos compartidos y concertar posiciones comunes ante los desafíos que enfrenta la Comunidad⁶⁵⁷.

Mais, de quelle communauté s'agit-il, au juste? Les politiques d'immigration (la *Ley de Extranjería* en Espagne) et le manque d'implication des pouvoirs publics dans l'intégration effective des individus d'origine étrangère sont le signe du hiatus qui sépare les discours officiels des mesures concrètes adoptées par les gouvernements successifs. Même les accords bilatéraux signés entre l'Espagne et certains pays d'Amérique Latine qui font de leurs ressortissants des «privilégiés» bénéficiant de conditions qui facilitent leur installation, n'obéissent qu'à des intérêts économiques et sont soumis aux aléas de la finance. Le marché reste celui qui aura le dernier mot, et ce malgré les grandes déclarations qui rappellent le passé commun et qui, voulant se doter d'une capacité performative, ânonnent le mot «communauté».

656 Déclaration de Guadalajara, Mexique, 19 juillet 1991. URL: <http://segib.org/documentos/1/esp/Primera%20Cumbre%20Iberoamericana%20de%20Jefes%20de%20Estado%20y%20de%20Gobierno.pdf>

657 Cumbres Iberoamericanas de Jefes de Estado y de Gobierno, *ibid.*
526 / 596

Mais, pour ce qui est de l'histoire, aucune mention n'est faite des blessures qui tardent à cicatriser, faute d'une volonté de s'attaquer sans parti pris et sans préjugés à l'examen des faits et à l'établissement des responsabilités. La *Ley de la Memoria Histórica* (2007-2011) commence à peine à briser des silences coupables officiellement imposés par cette jeune démocratie espagnole, trop fière de sa Transition exemplaire. Les relations entre l'Espagne et ces nations américaines qui furent le refuge de ses exilés et de ses migrants en sont modifiées⁶⁵⁸. La vie des individus concernés par cette loi l'est tout autant. Mais la reconnaissance du droit, du besoin, vital parfois, de quitter la terre natale, ne devrait pas attendre aussi longtemps. Des politiques de migration que seuls les intérêts économiques commandent ne sont pas compatibles avec les déclarations de fraternité entre les peuples, aussi éloquents soient-elles.

Le journal *The New York Times* publia, le 24 septembre 2012, un reportage photographique de Samuel Aranda intitulé «In Spain, austerity and hunger»⁶⁵⁹, sur la dégradation des conditions de vie en Espagne qui ne laissa pas indifférents certains de ses confrères. Nous citerons l'exemple du journaliste Javier Valenzuela qui, à la vue de ces images montrant des Espagnols victimes de la crise, s'exprimait ainsi dans les pages de *El País*:

En el imaginario colectivo de los medios de comunicación occidentales, España parece estar convirtiéndose a medida que va avanzando este año de 2012 en lo que fue Grecia en los semestres anteriores: el paradigma de austeridad impuesta por poderes externos, pobreza rampante entre las clases populares y medias, indignación creciente de la ciudadanía contra los bancos y los políticos y

658 Grâce à la *Ley de la Memoria Histórica*, les fils et petit-fils d'Espagnols, peuvent réclamer la reconnaissance de la nationalité espagnole. Voir l'information à ce propos sur le site du ministère de la justice espagnol: Ministerio de Justicia, «Solicitud de la nacionalidad». URL: <http://leymemoria.mjjusticia.gob.es/cs/Satellite/LeyMemoria/es/concesion-de-la-nacionalidad-/a-descendientes-de-espanoles->

659 URL: <http://www.nytimes.com/slideshow/2012/09/24/world/europe/20120925-SPAIN.html#1>
527 / 596

episodios de violencia callejera cada vez más frecuentes. Ciertamente, las escenas que pueden fotografiarse o filmarse estos meses en las calles españolas son tan impactantes como las de los jubilados griegos protestando por el recorte de sus magras pensiones en la ateniense plaza de Sintagma frente a una muralla de bien pertrechados policías. O, saltando a los comienzos de este siglo, las de los enfurecidos depositantes argentinos agolpándose frente a los bancos cuando el corralito de 2001-2002. O, puestos a hacer historia, las inmortalizadas por Dorothea Lange en el Estados Unidos de la Gran Depresión. Si el fotógrafo es talentoso [...] el resultado de un reportaje sobre la España en crisis es irresistible para cualquier editor periodístico⁶⁶⁰.

Le reportage regorge de témoignages d'Espagnols qui parlent de pauvreté pour décrire leur situation personnelle, qui expliquent comment ils en sont réduits à chercher dans les poubelles les aliments qu'ils ne peuvent plus se procurer autrement. D'autres avouent dépendre entièrement des aides sociales ou encore de la charité et des ONG, lorsque les coupes budgétaires viennent à bout des aides de l'Etat. Cependant, il est intéressant de constater que ce sont les images qui, par la force expressive du message iconique, éveillent le sentiment de gêne qui transparait dans ces paroles. Valenzuela, professionnel des media et habitué des plateaux de télévision, exprime sa crainte de voir l'image de l'Espagne se rapprocher de celles des autres pays en disgrâce, «en el imaginario colectivo de los medios de comunicación occidentales». Curieuse appréhension qui redoute l'influence du témoignage sur la formation de l'image symbolique et non pas l'incidence de cette dernière sur l'inconscient collectif.

L'onde de choc que produisit le reportage publié par le quotidien états-unien poussa le président du gouvernement, Mariano Rajoy et le propre roi Juan Carlos à se déplacer jusqu'aux bureaux de la rédaction, afin de redorer le blason de leur pays, injustement malmené par la presse étrangère⁶⁶¹⁶⁶². Ces tentatives de contrôle de l'image mettent en évidence, d'une part l'importance de cette dernière et, d'autre

660 VALENZUELA, J., «Nos miran mal», in *elpais.com*, 26 septembre 2012. URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/26/actualidad/1348685485_115305.html
528 / 596

part, le refus de voir l'Espagne associée à des pays où la pauvreté et l'injustice sociale semblent endémiques. Dans un article pour le même journal, *El País*, Miguel González déplore, comme son confrère, l'image néfaste de l'Espagne qui découle du reportage, dont il parle en ces termes:

[...] un reportaje fotográfico en blanco y negro (titulado «España, austeridad y hambre») que muestran (sic) desahucios de familias sin recursos, comedores sociales y mendigos rebuscando en contenedores de basura, entre otras imágenes más propias de la España de la posguerra que de la del siglo XXI⁶⁶³.

Et il poursuit:

El reportaje, del fotógrafo español Samuel Aranda, ganador del World Press Photo 2011, incluye además imágenes de algunas de las protestas llevadas a cabo los últimos meses contra las medidas de austeridad implementadas por el Gobierno.

Les photographies sélectionnées pour ce travail, au nombre de 15, montrent un visage de l'Espagne qui ne peut pas plaire à tout le monde. De la pauvreté, en effet, mais aussi, tel que González le reconnaît, des personnes en lutte contre le

661 Miguel González, l'envoyé spécial de *El País* à New York, expliquait dans un article: «En su labor por intentar mejorar la deteriorada imagen de España, el Rey se ha reunido esta mañana durante hora y media con el consejo editorial de *The New York Times*, [...] Don Juan Carlos, según las mismas fuentes, ha acudido a la sede del periódico neoyorkino para explicar e intentar deshacer tópicos y simplificaciones». GONZÁLEZ, M., «El Rey visita el *New York Times* para explicar la situación económica española», in *elpais.com*, 24 septembre 2012 URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/09/24/actualidad/1348503975_214339.html

662 Cinq jours après la visite du roi Juan Carlos à la rédaction du *New York Times*, le journal publiait un article intitulé «Juan Carlos I seeks redemption for Spain and monarchy» rendant compte des frasques de la couronne (safari au Botswana du monarque, inculpation de son gendre dans une affaire de malversation et coût du train de vie élevé de toute la famille royale pour un pays en banqueroute). Juan Carlos assura, comme l'article le transcrit, que les Espagnols auront une monarchie aussi longtemps qu'ils le souhaiteront.

663 GONZÁLEZ, M., *ibid.*
529 / 596

système qui les oppresse, dénonçant la corruption des élus. Et, chose inédite qui, à notre sens, devrait l'emporter sur le portrait prétendument misérabiliste du pays, on voit sur ces photographies des immigrés participant à des assemblées citoyennes aux côtés de leurs voisins espagnols. Il s'agit, somme toute, d'un visage de l'Espagne peu compatible avec celui que les campagnes publicitaires affichent pour séduire les touristes. Une image qui ne s'ajuste pas à «la marca España», si tant est-il que quelqu'un soit capable d'explicitier ce que les responsables de la promouvoir entendent par là.

Les membres de la famille royale espagnole s'emploient avec zèle dans cette mission qui consiste à laver l'image de l'Espagne de toute impureté venant la ternir, à cause de quelques journalistes indéliçats⁶⁶⁴. Et un des endroits privilégiés pour la promotion de cette «marca España» est l'Amérique Latine. Ni les membres du gouvernement espagnol ni le prince et la princesse des Asturies ou le roi en personne ne ménagent leurs efforts pour assurer le succès des rendez-vous entre pays hispanophones. Natalia Junquera faisait état de ce dévouement, à son apogée dans les moments précédant le rendez-vous des nations ibéro-américaines à Cadix, lors du Sommet de 2012. La dernière phrase est révélatrice des attentes selon lesquelles, effectivement, nous convenons du succès de ces rencontres au sommet avec tous ceux qui s'en félicitent:

664 Le «manque de délicatesse» de certains journalistes étrangers envers la couronne (voir, en plus du reportage de Samuel Aranda pour le *New York Times*, le reportage pour la télévision française «Juan Carlos: le crépuscule d'un roi», diffusé sur Canal+ le 18 novembre 2013) contraste avec le ton révérencieux de leurs confrères espagnols. Ces derniers n'interrogent jamais le roi sur les cortèges qui sillonnent régulièrement les rues contestant la légitimité de la monarchie et réclamant un référendum. Les responsables de communication de la *Casa Real*, qui viennent de lancer une campagne de marketing pour rendre le roi et sa famille populaires auprès des enfants (voir «Bienvenidos a vuestra casa». URL: <http://www.casareal.es/ES/AreaInfantil/Paginas/default.aspx>), contrôlent strictement l'image de la monarchie.

Con el doble objetivo de promocionar la marca España donde mejor se puede vender -allí donde se habla español- y atar los últimos cabos de cara a la próxima cumbre iberoamericana, que se celebra en Cádiz el 16 y el 17 de noviembre, los Príncipes de Asturias viajan a Panamá (sede de la cumbre del año que viene) y Ecuador. Más de 18.000 kilómetros que se suman a los 22.000 que hizo el Rey el pasado junio, de viaje a Chile y Brasil, para asegurarse la presencia de la presidenta Dilma Roussef a la cumbre, o los 8.800 que hará la Reina a mediados de mes a Bolivia. La Casa del Rey y el Gobierno se han volcado este año en viajes y atenciones a Latinoamérica tras el fiasco de la cumbre del año pasado en Paraguay, a la que faltaron la mitad de los invitados.

El secretario de Estado de Cooperación Internacional y para Iberoamérica, Jesús Gracia, que acompaña a los Príncipes, da por hecho el éxito de la cumbre iberoamericana, o lo que es lo mismo, la asistencia de los grandes mandatarios⁶⁶⁵.

Les déclarations du secrétaire d'Etat à la Coopération Jesús Gracia, chargé de veiller au bon déroulement du Sommet de Cadix, sont un aveu de l'incapacité des grands événements politiques, n'en déplaie à ses responsables, à résoudre des problèmes réels tels que les inégalités, la pauvreté et la violence (physique ou morale) faite aux individus, qui sont les principales causes des mouvements migratoires. Il répond aux questions de Miguel González:

P: ¿Se abordará en Cádiz la falta de seguridad jurídica en algunos países iberoamericanos?

R: Todo el mundo acepta la necesidad de que haya un marco legal estable. Eso estará en el comunicado final, pero lo importante es ser consciente de que los inversores van a aquellos países que les ofrecen seguridad. [...]

P: El Gobierno del PP ha congelado las relaciones de España con Cuba. ¿Pueden descongelarse con medidas como la supresión del permiso de salida?

R: Hay que respetar los tiempos. Cuba mantiene posiciones no acordes con lo que espera la UE,

665 JUNQUERA, N., «Los Príncipes viajan a Panamá a vender la marca España», *in elpais.com*, 3 octubre 2012. URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/10/03/actualidad/1349238512_633768.html
531 / 596

pero tenemos que seguir buscando puntos de encuentro. [...]

P: La emigración a América está cambiando de sentido.

R. Es un camino de ida y vuelta. Ante la crisis en España, muchos iberoamericanos están volviendo a sus países, con unas capacidades que quizá antes no tenían, y también están saliendo hacia allí jóvenes españoles bien formados que buscan una oportunidad de empleo. No hay que verlo como algo negativo. Estamos estudiando nuevas formas de emigración para facilitar su inserción laboral. Hay un déficit de técnicos superiores en países como Colombia, Perú o Brasil donde pueden ser bienvenidos⁶⁶⁶.

III.3.3.2. L'Humanisme descend dans la rue

El mundo es hoy muy diferente al que existía cuando empezamos las cumbres iberoamericanas hace poco más de dos decenios. [...] Iberoamérica está en alza. El Continente crece, se reducen los índices de pobreza y hay una mayor cohesión social. En cambio, a este lado del Atlántico hemos visto surgir situaciones difíciles causadas por la crisis económica y financiera. Nuestras miradas se vuelven hacia vosotros. Necesitamos más Iberoamérica⁶⁶⁷.

Le discours du roi Juan Carlos est, certes, moins assuré que dans les années de croissance économique en Espagne, ou encore, à l'époque où le pays montrait au monde avec fierté son visage néo-démocratique, acceptant sans rougir l'éloge de sa transition exemplaire. Cependant, la photo de famille montrant les visages satisfaits

666 GONZÁLEZ, M., Queremos facilitar la emigración de jóvenes españoles a Iberoamérica», *in elpais.com*, 12 novembre 2012. URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/11/12/actualidad/1352747877_861431.html

667 Juan Carlos I, dans son discours lors de la *Cumbre Iberoamericana*, cité par Miguel González *in* GONZÁLEZ, M., «El Rey pide ayuda a Iberoamérica para superar la crisis económica», *in elpais.com*, 16 novembre 2012. URL: http://internacional.elpais.com/internacional/2012/11/16/actualidad/1353097474_670865.html

des chefs d'Etat et de gouvernement présents pour l'occasion et le discours médiatique, relayant les mêmes formules diplomatiques et une absence identique d'engagements concrets, montrent que rien ne change du côté du pouvoir.

Les personnes réunies entre le 7 et le 10 décembre 2012 au Mexique, pour la première *Cumbre Mundial de Indignados, disidentes e insurgentes*⁶⁶⁸ formaient un groupe sans doute bien différent du précédent. Les protagonistes des mouvements sociaux qui ont affronté le système dans leurs pays respectifs à partir de 2010 se donnèrent rendez-vous, quittant, au moins provisoirement, le cyberspace qui a été leur agora commun, le lieu de partage de leurs idées et de germination de leurs projets, pour se parler face à face. Les militants du 15-M espagnol rencontrèrent ainsi leurs émules mexicains de *#Yo soy132*, encouragés par le succès de la contestation sociale en Espagne. Un des objectifs de ce sommet est de réfléchir à l'utilisation des nouvelles technologies et des forums sur Internet pour organiser la contestation citoyenne, compte tenu de l'omniprésence de ce facteur dans des mouvements sociaux par ailleurs différents les uns des autres et qui ont eu comme cadre des points éloignés de la planète, comme par exemple l'Egypte, la Tunisie, la Syrie, la Libye, le Maroc, la Grèce, l'Espagne, les Etats-Unis, le Chili ou le Mexique.

L'économiste allemand Hans-Werner Sinn, contraire à l'investissement de son pays dans les politiques de sauvetage des nations voisines et jugeant «trop molle» la politique de la chancelière Angela Merkel, n'hésitait pas à pronostiquer à l'Espagne une sortie de crise pour dans dix ans. Fait qui pour lui, comme cela se dégage de la déclaration que nous reproduisons ci-dessous, ne doit pas servir pour autant à remettre en question les mesures d'austérité entreprises par le gouvernement de Mariano Rajoy. Tout est une question de temps:

668 URL: <http://cumbreidi.org/>
533 / 596

[...] porque las primeras medidas acaban de aprobarse. Cuando Alemania entró en crisis, allá por 1995, no empezó a levantar cabeza hasta 2002, siete años después. España necesita un lapso de tiempo equivalente hasta que la sociedad y los políticos entiendan la gravedad de la crisis, hasta generar el entorno que permita hacer reformas. Eso está llegando. A partir de ahí hay que esperar otra década más para que los esfuerzos den resultado.

Il se fend même d'un conseil au chef du gouvernement:

Rajoy debe aprobar otra reforma laboral que flexibilice los salarios a la baja. Eso hizo Schröder en 2003. Eliminó el salario mínimo y laminó el Estado del Bienestar privando a millones de personas de sus ayudas sociales: eso causó disturbios y protestas. Le costó el cargo. Sin embargo, se trataba de la política adecuada. Puede que con eso Rajoy no consiga gobernar mucho tiempo, pero eso es lo que España necesita⁶⁶⁹.

25 septembre 2012: des milliers de personnes chez qui l'indignation ne s'était toujours pas éteinte entourèrent le Congrès, dans une action qui incitait symboliquement à l'implication directe du citoyen dans la politique. Comme il est désormais habituel, les citoyens prêts à se mobiliser trouvent les informations nécessaires sur Internet et l'impossibilité d'exercer le moindre contrôle sur le flux virtuel explique la réussite de l'action et la colère de ceux qui tentaient de la contenir. Les autorités, voulant jeter le discrédit sur cette initiative, accusèrent ses responsables d'être des radicaux dangereux et elles allèrent jusqu'à la comparer à la tentative putschiste du colonel Tejero, le 23 février 1981. Cependant, selon un sondage de Metroscopia pour *El País*⁶⁷⁰, 77% de l'opinion publique se déclaraient favorables à cette action, abondamment décriée dans les media traditionnels et qui embrasaient le cyberspace sous l'étiquette «*Rodea en Congreso*».

669 Hans-Werner Sinn interviewé par Claudi Pérez in PÉREZ, C., «España tendrá diez años más de crisis y una devaluación interna del 30%», in *elpais.com*, 2 mars 2013. URL: http://economia.elpais.com/economia/2013/03/02/actualidad/1362257899_219022.html

670 GAREA, F., «El 77% comparte los motivos del 25-S », in *elpais.com*, 6 octobre 2012. URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/10/06/actualidad/1349540108_595750.html

Un manifeste, «La democracia está secuestrada. Desde el 25-S vamos a rescatarla»⁶⁷¹, et un site web, *Coordinadora 25-S*⁶⁷², assurent la diffusion des messages et continuent de recueillir les manifestations de cet esprit contestataire que le 15-M rendit visible et qui refuse de disparaître. Un an après le début d'un mouvement social sans précédent dans l'histoire récente de l'Espagne, les Espagnols s'indignent toujours. Ils s'indignent des causes de la crise, du capitalisme sauvage qui hypnotisa les banques irresponsables qui entraînent l'économie du pays dans leur chute. Ils s'indignent aussi des effets, de l'appauvrissement, indéniable et inimaginable quelques années auparavant, d'une société qui ne peut plus garantir un avenir digne et épanouissant aux jeunes générations, ces «ninis» que l'on se plaît à stigmatiser pour faire taire le sentiment de culpabilité. Ils s'indignent, finalement, de l'incompétence des responsables politiques à court d'idées d'avenir, qui comptent sur la division de l'opinion (Espagnols *versus* étrangers, Catalans contre Castellans, etc.) pour cacher leur médiocrité.

«No tenemos nada que hablar con un poder que ha demostrado sistemáticamente ser ciego, sordo y mudo a justas y concretas demandas de igualdad y justicia social», écrivent des Indignés dans le manifeste, sur le site de *Coordinadora 25-S*. Et ils expliquent:

Rodeamos el Congreso para decirles a quienes dicen mandarnos que no, **que desobedeceremos sus imposiciones injustas, como la de pagar su deuda, y que defenderemos los derechos colectivos:** la vivienda, la educación, la salud, el empleo, la participación democrática, la renta. [...] Nos manifestaremos alrededor del Congreso porque queremos recuperar la responsabilidad sobre nuestro propio futuro sin aceptar imposiciones. Para **decirles a quienes tienen secuestrada la democracia que ha llegado el momento de irse y para exigir la dimisión de este Gobierno como primer paso**, porque vamos a liberarla iniciando un proceso constituyente. [...]

671 Manifeste de *Coordinadora 25-S*, «La democracia está secuestrada. Desde el 25-S vamos a rescatarla». URL: <http://coordinadora25s.wordpress.com/manifiesto/>

672 URL: <http://coordinadora25s.wordpress.com/>
535 / 596

Rescatar el Congreso es lanzar **una invitación a que se articulen y unan otros movimientos** sociales como la lucha de los funcionarios por la defensa de los servicios públicos, las diversas «mareas» y otras luchas por la igualdad y la justicia social. Significa negarnos a aceptar el miedo, la impotencia y la desorientación surgidas de la reducción de lo político a lo económico y sus consecuencias fascistas, xenófobas, racistas y machistas. Y **buscar una salida colectiva**⁶⁷³.

Un total de 131 associations citoyennes comptabilisées sur le site Internet avait soutenu l'action *Rodea el Congreso*, le 25 septembre 2012. Les participants contestèrent la violence des charges de la police, venue les disperser. Les Indignés n'ont pas renoncé aux rendez-vous, mais ils sont de plus en plus prudents. Ces citoyens, peu rompus aux techniques de l'activisme militant, apprennent sur le terrain: ils affichent leur pacifisme, et ils restent groupés, évitant toute action qui, menée ou revendiquée à titre personnel par l'un d'entre eux, attire aussitôt la punition⁶⁷⁴.

La secrétaire du *Partido Popular*, María Dolores de Cospedal, invitée d'une émission de radio⁶⁷⁵, félicitait les forces de police pour leur intervention lors de la journée du 25 septembre, très contestée par l'opinion publique. «La policía se ha portado como queríamos todos», déclarait-elle. Elle précisa que ceux qui entouraient le Congrès ne représentaient pas la majorité des Espagnols, cette immense majorité qui ne fait pas la une des media et qui se lève tous les jours pour que le pays s'en

673 Extrait du Manifeste de *Coordinadora 25-S*. *Ibid.*

674 Le gouvernement espagnol exigea d'un particulier s'étant chargé du communiqué officiel concernant l'action du 25-S le paiement d'une amende de 6.000 €, estimant que la sécurité des personnes n'avait pas été assurée par l'organisation. Pour les actions qui suivirent, *Coordinadora 25-S* prit soin d'éviter la procédure en vigueur, qui exige que les notifications soient signées par une seule personne, empruntant les voies officielles.

675 Les citations proviennent de la transcription des propos de Cospedal transmise par l'agence de presse EFE. Voir «Cospedal felicita a la policía y cree que el 25-S da una imagen irreal de España», *in elpais.com*, 27 septembre 2012.

sorte. Cospedal ne manqua pas de réitérer la comparaison entre le 25-S 2012 et le 23-F 1981, juste avant d'insister sur la mauvaise image de l'Espagne que ces protestations véhiculent vers l'opinion publique internationale, tout comme les aspirations souverainistes des Catalans, qu'elle fustigea au passage.

Les mots de la secrétaire du *Partido Popular* coïncidaient de manière étonnante avec ceux du président Mariano Rajoy qui, depuis New York, fit ces déclarations à propos des événements en Espagne:

Permítanme que haga un reconocimiento a la mayoría de españoles que no se manifiestan, que no salen en las portadas de la prensa y que no abren los telediarios. No se les ven, pero están ahí, son la mayoría de los 47 millones de personas que viven en España. Esa inmensa mayoría está trabajando, el que puede, dando lo mejor de sí para lograr ese objetivo nacional que nos compete a todos, que es salir de esta crisis⁶⁷⁶.

Une fois de plus, les uns contre les autres, dans une nouvelle version du «diviser pour mieux régner» et de l'éloge de l'honnête travailleur silencieux. Et pourtant, cette fois-ci, quelque chose coince l'engrenage. Les déclarations de Mariano Rajoy soulevèrent un tonnerre de protestations, des réactions de personnes qui, n'ayant pas fait partie du cortège qui emplissait les rues de Madrid le 25 septembre, refusaient la récupération frauduleuse de leur silence. Parmi ces personnes nous pouvons imaginer des Espagnols, trop jeunes pour avoir vécu la transition et les premières années de la démocratie, las du clivage gauche-droite, et désenchantés par ce bipartisme du «PPSOE» et par l'opportunisme qui fait agoniser les idéologies. Mais il y a aussi, certainement, des «yayoflautas», fiers de soutenir dans la contestation leurs petits-enfants, des jeunes dont certains ne s'étaient pas assez méfiés et à qui d'autres ne faisaient pas confiance, les croyant étouffés dans la société de consommation. Et des étrangers, des Espagnols d'origine étrangère, des

676 Propos recueillis par Gabriela Cañas. CAÑAS, G., «Cómo interpretar a la 'mayoría silenciosa'», *in elpais.com*, 1 octobre 2012.
537 / 596

immigrés, des sans-papiers, des personnes qui voient leur combat pour la survie enfin pris en compte dans des manifestations qui les concernent, mais pas spécifiquement, pas de manière réductrice. Qui les concernent, en définitive, parce qu'elles touchent tous ceux qui, de manière provisoire ou à titre définitif, depuis leur naissance ou depuis peu, constituent la société espagnole.

«Ni de izquierdas ni de derechas, somos los de abajo», disait un des célèbres slogans du 15-M. Les immigrants, ne partageant pas le passé national, peinaient à trouver leur place dans le débat politique, dans la construction de l'édifice collectif. Pour certains d'entre eux la dichotomie gauche-droite a peut-être des connotations qui diffèrent de celles des Européens. Leur position vis-à-vis de la loi et des institutions les éloignait aussi des actions qui se déroulaient dans l'espace public. Le mouvement des Indignés a su voir en chaque individu un être complexe et il refuse le cloisonnement et le réductionnisme. De plus, il surgit à un moment où un grand nombre de personnes se retrouvent dans une même situation, dans une précarité qui oblige à déposer les armes des préjugés et à chercher des solutions communes. Enfin, il a trouvé une voie d'expression, Internet, et un lieu de partage, le cyberspace, qui font fi du contrôle et des pressions extérieures. Pour toutes ces raisons, il mérite de rester dans l'histoire comme une lueur d'espoir au milieu de la tempête qui secoue l'Espagne et dont nul ne saurait, aujourd'hui, prévoir les conséquences.

Conclusion

Au moment où l'on a enseveli la post-modernité et où la méta-postmodernité s'ouvre comme un espace inconnu, à la fois prometteur et inquiétant, nous nous tournons vers Edgar Morin qui, avec la vitalité qui le caractérise, fait dialoguer sa pensée avec celle de Marx, à la recherche d'un modèle social capable de se substituer avec succès au système actuel, inique et en faillite. Morin, qui déclare avoir été marxien avant d'avoir été marxiste, conteste l'idée de Marx de l'existence d'une dialectique souveraine, dont l'Allemand aurait dégagé les lois du devenir historique qui gouverne le monde et régit le destin des individus:

Les idées d'autonomie et de liberté étaient inconcevables dans la conception matérialiste-déterministe. Aujourd'hui, nous pouvons concevoir de façon scientifique l'auto-organisation et l'auto-production, et nous pouvons comprendre que l'individu comme la société humaine sont des machines non triviales, capables d'actes inattendus et créateurs⁶⁷⁷.

Le philosophe français rejette la conception anthropologique unidimensionnelle de Marx, dans laquelle «ni l'imaginaire ni le mythe ne faisaient partie de la réalité humaine profonde. L'être humain était un *homo faber*, sans intériorité, sans complexités»⁶⁷⁸. Mais, si dans la cosmogonie marxiste l'homme est ce héros prométhéen censé, par sa force de travail, et suite à son appropriation des moyens de production, renverser les dieux et maîtriser le monde, nous pensons que c'est par le triomphe du libéralisme que la négation de l'individu devient effective. Le corollaire de la mondialisation économique n'a pas été la réduction des inégalités entre les pays, ni au sein d'une société, et l'avenir d'un être humain demeure fortement conditionné par son lieu de naissance⁶⁷⁹. De même, la liberté des marchés ne s'est pas accompagnée de celle des personnes car, si la législation a œuvré à la libre circulation des capitaux, le contrôle des déplacements et de l'installation des migrants ressemble à la gestion mercantile de l'offre et la demande. Les lois sur l'immigration, qu'elles émanent d'un seul pays ou qu'elles soient promulguées en

677 MORIN, E., *Pour ou contre Marx*, Flammarion, Roubaix, 2012, p. 76.

678 MORIN, E., *ibid.*

vertu d'accords multilatéraux, dépendent davantage des intérêts politiques que de la préservation des droits des femmes et des hommes.

Les restrictions budgétaires concernant les prestations proposées par l'Etat et la protection sociale constituent un choix qu'un gouvernement embrassant la politique de l'austérité (pour employer le terme dévoyé mais néanmoins consacré) peut juger opportun. Ceci a été le cas en Espagne depuis le déferlement de la crise, fin 2008, Mariano Rajoy et ses coreligionnaires ayant pris la relève et poussé au paroxysme certaines mesures que l'équipe de Rodríguez Zapatero avait déjà amorcées. Ce rapprochement des lignes politiques de partis de signe opposé⁶⁸⁰ et la détérioration des conditions de vie des citoyens en général et des plus démunis en particulier, qui ne se fit pas attendre, provoquèrent dans un premier temps la montée des tensions sociales, comme nous l'avons évoqué, puis l'émergence, trois ans après

679 Pepa Bueno, directrice du programme radiophonique *Hoy por hoy*, de *Cadena Ser*, commentait en ces termes, dans son éditorial du mercredi 19 mars 2014, les derniers rapports émanant des organismes internationaux, datant de mars 2014: «[la OCDE y el FMI] organismos nada sospechosos de elaborar informes a favor de los que menos tienen, dicen que España sale de la crisis con la brecha entre ricos y pobres creciendo más que en ningún otro país de Europa. Para hacernos una idea: los ingresos de la población más rica han bajado un 10%, los de la población más pobre han caído un 14. Y este informe no recoge todavía el impacto de los recortes, los copagos y las subidas de impuestos del gobierno Rajoy, por lo que hemos de pensar que esa brecha sigue creciendo. Los economistas advierten de que, además del problema social evidente, una desigualdad tan grande puede lastrar el crecimiento. Esta debería de ser por tanto, junto al paro, nuestra prioridad absoluta: intentar cerrar esa brecha, que no se agrande más. Pero esto, esto último de la desigualdad, no han debido de escribirlo todavía en el argumentario del gobierno». URL: http://www.cadenaser.com/espana/articulo/editorial-pepa-bueno-brecha-sigue-creciendo/csrrsrrpor/20140319csrrsrnac_4/Tes

680 La politique gouvernement Rajoy, résolument libérale sur le plan économique, a tout de même dépassé les poussées vers le néo-libéralisme qui s'annonçaient dans les derniers temps au pouvoir du PSOE. Sur le plan social, le PP est définitivement plus conservateur que les sociaux-démocrates espagnols.

l'explosion de la «bulle», d'un mouvement de contestation populaire sans précédent dans l'histoire récente du pays.

La multiplication des conflits entre individus ou entre collectifs en raison de leur appartenance ethnique ou de leur origine n'avait pas attendu la crise pour apparaître. Le racisme et la xénophobie sont la version d'une intolérance face à la diversité qui avait déjà montré sa puissance meurtrière. Le repli identitaire comme réaction à l'inversion des flux migratoires, ainsi que la résurgence des stéréotypes qui n'ont cessé d'empoisonner les rapports entre les Espagnols d'origine et les immigrés sud-américains, démontrent l'échec de la politique de l'oubli et du silence coupable. Rien n'avait préparé les Espagnols au changement et celui-ci les a tour à tour éblouis, lorsqu'il revêtait les atours de la richesse et de la modernisation, et déboussolés, quand il s'est révélé dans toute sa brutalité. Edgar Morin écrit: «la crise du futur naît de la crise du présent, et cette crise qui fait disparaître le progrès promis fait progresser les régressions du passé»⁶⁸¹.

L'émergence de la classe moyenne et son accès à la société de consommation marquent l'entrée de l'Espagne dans la modernité. L'«écranisation» et la «spectacularisation» du monde viennent compléter la liste des principaux ingrédients actifs dans la formule de la période postmoderne, qui fut aussi celle de l'expansion économique. Dans un climat d'euphorie collective, toutes les conditions étaient réunies pour que la classe moyenne, au pouvoir d'achat en progression et aux désirs prévisibles car artificiellement suscités par la publicité, se laisse bercer par la douce illusion d'être au centre d'un système confortable. Les messages provenant des hautes instances étaient rassurants. Les hommes politiques (ceux-la même qui s'étaient auto-proclamés bâtisseurs de la démocratie) s'adonnaient devant les

681 MORIN, E., *op. cit.*, p. 82.

caméras à des pseudo-confrontations savamment orchestrées, quitte, par la suite, à valider des mesures identiques. La télévision, qui renonça à tout objectif qui ne fût la recherche des bénéfiques, se consacra à la célébration perpétuelle de la consommation, confirmant son adéquation au moment historique qui était celui de son sacre.

Mais ceux qui s'étaient plu à proclamer la mort des idéologies étaient peut-être allés un peu vite en besogne. Loin de susciter chez les élus à la tête du pays une remise en question du modèle économique et politique, la débâcle économique leur procura un argument imparable: ils brandiront l'inéluctabilité de leur politique d'austérité contre les protestations qu'elle ne manqua de soulever. La détérioration des conditions de vie en Espagne allait bon train lorsque, en mai 2011, les Indignés s'emparent de l'espace public. Le Mouvement du 15-M était né. Certains y virent le surgissement d'une nouvelle classe sociale, héritière du prolétariat, qu'ils nommèrent le «précarariat»; d'autres simplement la conséquence du déclasserement des classes moyennes, c'est-à-dire de leur appauvrissement. Quoi qu'il en soit, alors que le prolétariat, cette classe investie, selon Marx, de la mission de transformer le monde par l'abolition des différences sociales, n'était plus depuis bien longtemps qu'un concept désuet, voici que des millions d'individus, inspirés par Hessel, s'emparent du terme «indignés», et que cette notion les rassemble, eux qui échappent à toute autre tentative d'étiquetage.

«Ni izquierda ni derecha, somos los de abajo», pouvait-on lire sur leurs pancartes. Les caméras accoururent pour transmettre en direct les images hautement télégéniques des campements des Indignés. Mais cette fois-ci les télévisions classiques se virent opposer le même mépris qu'elles avaient montré à l'égard de ces anonymes, de ces invisibles. Les grandes chaînes de télévision, publiques comme privées, continuèrent de montrer les images des rassemblements et autres manifestations organisées par les Indignés. Mais ces derniers choisirent un autre moyen de communication échappant à tout contrôle. Au grand dam des annonceurs et des responsables politiques, ils firent du cyberspace l'agora d'où les premiers comme les seconds étaient exclus. Parallèlement, un véritable débat sur

l'intégration des immigrés dans la société espagnole faisait irruption qui autorise l'espoir en une société méta-postmoderne plus favorable à la multiculturalité.

Pendant les années du «miracle économique», la société espagnole vécut une sorte de rêve éveillé, un état de demi-conscience, efficacement entretenu par les écrans et leur pouvoir hypnotique. Ce constat, qui ne doit pas servir à exempter quiconque de ses responsabilités, explique en grande mesure la situation actuelle, et le fait que des millions d'Espagnols exigent un changement. Il y a parmi eux des militants de longue date, mais aussi des personnes aux illusions déçues, d'autres qui n'avaient jamais senti le besoin de s'investir dans les affaires communes et des jeunes qui découvrent l'engagement à travers la contestation populaire et la démocratie participative grâce au débat ouvert. Quelques étrangers sont présents à l'appel et certains d'entre eux sont d'origine sud-américaine: des anonymes et, surtout, des intellectuels comme Eduardo Galiano. Pour autant, il faut admettre que les associations d'immigrés ne participèrent que timidement aux premières manifestations et que, même à titre individuel, les personnes d'origine étrangère se faisaient rares, au début, aux côtés des Indignés. Les raisons à cela sont diverses: la peur de s'exposer dans l'espace public de ceux qui connaissent une situation irrégulière, le souvenir d'une répression violente des actes de contestation dans leur pays d'origine ou encore, simplement, le manque d'habitude et de confiance en cette forme de protestation et en sa capacité à apporter des solutions concrètes à leurs problèmes.

Certaines ONG, présentes depuis longtemps en Espagne, (Amnistie Internationale ou SOS Racisme, pour ne citer que deux des plus connues) veillaient à la protection des étrangers contre l'injustice des certaines lois et des préjugés. Le mérite de ces militants n'admet pas de discussion. Mais il n'en est pas moins vrai que, défendus par ces ONG et, surtout, absents de tout autre projet de défense des intérêts collectifs, les immigrés demeuraient réduits à leur condition d'étrangers. En ce sens, nous considérons que les plate-formes citoyennes nées au sein du 15-M marquent un tournant décisif lorsque prenant la défense des victimes de la crise en Espagne, elles abolissent la différence entre les personnes en fonction de leur lieu de

naissance. Ainsi, la PAH empêchera la saisie par la banque du logement de familles en situation de précarité extrême. Parmi elles il y aura des familles d'immigrés, comme il y a des étrangers parmi les personnes dont l'expulsion du domicile est suspendue grâce à l'action du voisinage. De même, les revendications qui portent sur le droit à l'éducation attacheront de l'importance à ce que l'école soit le lieu d'apprentissage de la multiculturalité. De leur côté, les défenseurs de l'accès à la santé en tant que droit inaliénable de d'être humain s'insurgent face à la décision du gouvernement espagnol de priver les immigrés en situation irrégulière de couverture sanitaire publique.

Les immigrés étaient, certes, infra-représentés au sein du Mouvement du 15-M. Il n'en demeure pas moins que la question de l'immigration (et non pas le «problème») fut abordée par les Indignés, au milieu de tant d'autres qui leur semblaient incontournables lorsqu'ils sentaient venu le moment de dénoncer les dérives du modèle en vigueur et d'en proposer un autre. La crise du présent rallume les replis particularistes et ravive les fantômes du passé, avons-nous dit. Mais elle génère aussi une prise de conscience des individus qui refusent d'être des simples spectateurs, des consommateurs de produits et d'images préfabriqués, pour se hisser à la catégorie de citoyens. Les Indignés se sont aperçus, n'en déplaise à la télévision, que la société méta-postmoderne est composite et ils se montrent prêts à dépasser les particularismes dans la défense des Droits Universels.

Au cœur de la contestation et de toutes les revendications, le désir de rendre la démocratie véritablement représentative est le fondement du mouvement des Indignés. Et pour ceux qui prônent un modèle de société construit sur la base d'une citoyenneté active et assumée par tous, le besoin d'intégrer les étrangers et les Espagnols d'origine étrangère à leur projet devint une évidence. L'utilisation d'Internet est désormais une constante dans les mouvements sociaux. Le 15-M s'en empara dès son début et, depuis, chaque nouvelle action est le résultat d'un va-et-vient permanent des usagers entre le cyberspace et l'espace public. L'accès à ce réseau rhizomatique est donc d'une importance capitale, condition *sine qua non* de l'accès à l'information et de la possibilité de prendre part au débat en cours.

Le mode d'utilisation des TIC de la part des immigrés installés en Espagne semble indiquer une transposition au cyberspace des problématiques qui se posent à la normalisation de leur présence dans la société, à savoir, la ghettoïisation (visible dans la concentration d'immigrés dans les cybercafés et autres lieux d'accès libre à Internet), le cloisonnement (trahi par l'existence de sites «pour immigrés» face aux autres sites qui, par contraste, seraient «pour Espagnols») et l'«encapsulation» (conséquence de la réduction des immigrés à leur situation administrative, aussi bien par les sites qui leur sont consacrés, qui ne proposent que des conseils à propos des démarches concernant leur installation, que par les autres sites où ils sont irrémédiablement rattachés au moment de leur vie qu'est celui de la migration).

Les immigrés hispanophones seraient, logiquement, ceux pour qui l'accès aux contenus généralistes serait le plus aisé. L'anonymat qui est inhérent au medium et le manque d'études spécifiques ne nous permet pas d'avancer des conclusions sur le degré de pénétration du collectif sud-américain dans le cyberspace. Diverses ONG, conscientes du risque d'illettrisme fonctionnel, s'investissent dans l'éducation des immigrés dans le domaine de l'informatique. La participation croissante des associations d'immigrés aux actions citoyennes, qui naissent des rencontres sur le Net, sont peut-être le signe d'un rapprochement des étrangers de contenus à visée universaliste et d'une plus grande confiance de ces personnes en leur rôle de citoyens de plein droit.

Les grandes civilisations se sont répandues, occupant chaque continent, guidées par la même soif de domination. La première rencontre entre les conquistadors espagnols et les habitants du Nouveau Monde ne fut pas placée sous un autre signe, le fanatisme religieux s'imbriquant avec l'appât du gain et la promesse, pour qui triompherait des dangers, de la gloire éternelle réservée aux faiseurs de l'Histoire. De biens tristes auspices présidèrent à la naissance de la mondialisation, en l'occurrence celle de la culture hispanophone: l'assimilation ou l'extermination comme seules issues à la mise en contact de civilisations différentes. Le fait d'avoir eu recours à la migration ne garantit pas la capacité d'accueil et d'acceptation de l'autre. Les déclarations de bonnes intentions de la part des

responsables politiques ne suffissent pas, elles non plus.

Le désengagement institutionnel dans l'éducation populaire, la formation de l'esprit critique et la lutte contre les discriminations, comme résultat d'une sensibilisation aux avantages de la multiculturalité, laissent un vide qui contribue à l'isolement des individus. C'est de cette façon que ces derniers sont particulièrement vulnérables aux croyances, leur réflexion s'engourdissant progressivement, pour le plus grand bonheur des apôtres de la société de consommation et du dogme. La mondialisation n'aura-t-elle jamais apporté autre chose que de la destruction et de l'assimilation au profit des plus puissants? Nous serions tenté de souscrire à une vision résolument pessimiste, mais... Mai 2011 arrive. Avec son réalisme utopique qui consiste à dire que le modèle en faillite n'est une catastrophe naturelle mais la conséquence de choix politiques. Et les idées germent, s'échangent, évoluent, se diffusent, se mondialisent, à travers Internet, en court-circuitant les voies (et les voix) officielles.

Un débat multiforme met le feu au cyberspace et les utilisateurs des TIC se détournent ostensiblement des media classiques, et de la télévision en particulier, pour y contribuer et pour se maintenir informés et en relation avec les autres. Est-ce seulement leur arrogance que les institutions, agacées par leur obstination, et les pontes des grands media, outrés par l'inespérée dénonciation de leur manque de déontologie, reprochent aux blogueurs? L'immédiateté et la virulence des réactions des unes et des autres nous fait penser que non. La remise en question de la monarchie, du système libéral et du sauvetage des banques responsables de la faillite figuraient, dès le début, parmi les sujets dont les Indignés comptaient débattre, en dépit du pacte tacite de silence et d'oubli qu'ils semblaient ignorer.

«Le dicen democracia y no lo es», clament les «anti-système», les «ninis», les «perroflautas». «Génération perdue», les a-t-on aussi appelés, les expressions péjoratives et les néologismes méprisants créés à grand renfort de préfixes négatifs, trahissant, à notre sens, la colère et la peur des détenteurs de l'ordre établi. Et les Indignés de rétorquer, avec un tête à queue non dépourvu d'esprit: «no somos

antisistema, el sistema es antinosotros». Inclassables selon les critères traditionnels, ils refusent de jouer le jeu selon les règles que l'on tente de leur imposer et ils ne sont pas sans rappeler l'enfant du conte d'Andersen qui, au milieu d'une foule silencieuse, ose crier que le roi est nu.

Ricard Vinyes fait le constat, qui est un des points de départ de cette étude, du vide éthique sur lequel certains Etats, dont l'Espagne, construisirent leurs institutions, ainsi que des conséquences tragiques de ce «deficiente crecimiento ético» sur la société⁶⁸²⁶⁸³. Si nous en restions là, le constat serait accablant et la vision de l'avenir de l'Espagne définitivement sombre. Mais, lorsque des millions d'individus anonymes se regroupent à l'aide d'Internet et qu'ils occupent l'espace public, il se passe quelque chose dont nul ne pourra occulter durablement l'importance. Pas même la télévision publique, dont les caméras se retrouvent, comme les autres, prises à leur propre jeu, ne pouvant pas se détourner du spectacle médusant des invisibles qui refusent de l'être. Le système, dans son iniquité, a produit une quantité d'exclus suffisante à constituer une nouvelle classe sociale. Et sa naissance propulse le pays tout entier dans la méta-postmodernité.

Ricard Vinyes écrivait également en 2011: «[...] así como no hay instituciones sin ciudadanos que las sustenten, tampoco hay ciudadanía sin conciencia, sin

682 VINYES, R., *Asalto a la memoria. Impunidades y reconciliaciones, símbolos y éticas*, Los libros del lince, Barcelone, 2011.

683 Vinyes établit un parallélisme entre le choix politique qui fut celui de la Transition espagnole et celui de l'Allemagne à la fin du nazisme: «aquella sociedad [la alemana] había buscado en el esfuerzo sobrehumano de la recuperación industrial y económica de posguerra su negativa de asumir, en el inconsciente colectivo, los crímenes del nazismo. [...] En España, ni el conocimiento ni las responsabilidades de la devastación humana y ética que había provocado el franquismo [...] fueron nunca considerados por el Estado aspectos constitutivos del bienestar social». In VINYES, R., *op. cit.*, p. 26-27.

conflicto»⁶⁸⁴. Le fil conducteur dans le discours de ce chercheur, lorsqu'il se penche sur le problème de l'analyse du passé et de son utilisation, en faveur ou au détriment de la construction de l'avenir, est le rejet de ce qu'il appelle la politique de «punto final». Il s'attelle notamment à mettre en évidence la fabrication par le pouvoir d'univers symboliques, issus d'un certain agencement de la réalité, qu'il inocule dans l'esprit collectif. Nous reprendrons sa critique du «musée oecuménique» (pouvant prendre la forme d'un édifice, d'un espace, d'une exposition ou d'une plaque commémorative) que Vinyes qualifie ainsi: «un área de disolución de memorias y conflictos en que, a través del uso ahistórico de la víctima, la impunidad equitativa ofrece su propia expresión simbólica»⁶⁸⁵. Aux exemples de ces musées néfastes qui entravent la compréhension historique et qui polluent durablement l'esprit collectif en Espagne, nous ajouterons une autre version tout aussi nuisible: l'invisibilité des immigrés d'origine sud-américaine, qui résulte d'un simulacre d'amnésie concernant le passé colonial et qui, *via* les écrans de télévision, crée une réalité symbolique lisse et mensongère, en total désaccord avec la réalité vécue par les citoyens.

Depuis le début du mois de mars 2014, des milliers d'individus se sont mis en marche, à l'appel de plus de 300 associations, organisations syndicales et partis politiques, dans le but de porter, de ville en ville et de village en village, un message de révolte. Six colonnes humaines, en partance d'autant de points du territoire espagnol, s'étaient données rendez-vous à Madrid, pour une grande manifestation, le 22 mars. En cette occasion, comme auparavant, Internet a été le lieu de partage des propositions et de gestation de cette action collective⁶⁸⁶. Ce medium confirme sa place au cœur de la méta-postmodernité, mettant en évidence une continuité dans le *modus operandi* choisi par ses acteurs et dans leur prise de conscience du rôle de

684 VINYES, R., *op. cit.*, p. 27.

685 VINYES, R., *op. cit.*, p. 29.

686 URL: marchasdeladignidad.org

la télévision. La grogne des manifestants rassemblés au centre de la capitale espagnole le 22 mars 2014 éclate devant les caméras de TVE. Profitant de l'intervention en direct du journaliste, ils crient leur message: «¡Televisión manipulación!»⁶⁸⁷.

Trois ans après l'explosion enthousiaste et désordonnée du 15 mai 2011, les revendications se sont condensées en quatre points développés dans un manifeste⁶⁸⁸ : «No al pago de la deuda. Ni un recorte más. Fuera los gobiernos de la Troika⁶⁸⁹. Pan, trabajo y techo para todos y todas». En trois ans, les acteurs de la contestation ont vu leurs conditions de vie se dégrader.

Julio Anguita, fut le secrétaire général du Parti Communiste Espagnol entre 1988 et 1998 et le leader de Izquierda Unida entre 1989 et 2000. Après une période de retrait de la vie publique, il s'intéresse au débat ouvert par le Mouvement du 15-M. Aujourd'hui, militant au sein du Frente Cívico «Somos Mayoría», une des plateformes à l'initiative des Marches pour la Dignité, il soutient activement la contestation populaire. Dans un discours adressé aux personnes marchant sur Madrid, il raconte cette anecdote:

En un cortijo andaluz, el cacique quiso comprar la voluntad de los jornaleros para que votasen. Era en la época de la República. Pero hubo uno que se resistió. No aceptó el dinero y dijo que era libre de

687 «La Marcha de la Dignidad ha recibido a TVE al potente grito de "¡Televisión manipulación!". En la conexión en directo con Atocha que ha hecho el Telediario, decenas de personas que rodeaban al periodista de la televisión pública han coreado el lema con tanta fuerza que el reportero ha evidenciado problemas en algunos momentos para concentrarse y seguir con la información». Voir EL HUFFINGTON POST, «Así recibe la Marcha de la Dignidad a TVE», in *huffingtonpost.es*, 23 mars 2014. URL: http://www.huffingtonpost.es/2014/03/22/marcha-dignidad-tve-_n_5013330.html?utm_hp_ref=spain

688 URL: <http://marchasdeladignidad.org/objetivos/manifiesto/>

689 FMI, Banque Centrale Européenne et Commission Européenne.

votar a quien quisiera. Y cuando se le dice «es que, si tú no coges el dinero, si tienes esa actitud, tú vas a pasar hambre», la respuesta del jornalero fue: «en mi hambre mando yo»⁶⁹⁰.

Avec sa verve habituelle, cette figure charismatique de la gauche s'adresse à son auditoire de «héros anonymes», comme il les appelle, pour les encourager à poursuivre leur lutte et pour réaffirmer la légitimité de celle-ci. Face aux Indignés, face aux participants à la Marche pour la Dignité, il pose trois questions essentielles: «¿Qué es la dignidad?», «¿en qué se basa?» et «¿la dignidad es personal o colectiva?». A propos de la première, brandissant le texte de la Déclaration des Droits de l'Homme, il expose⁶⁹¹:

¿Qué dice la solemne Declaración de los Derechos Humanos, ésa que nos puede igualar? ¿Necesitamos un banderín de enganche? ¡Éste! Esto está aceptado por todos los países [...]. Esto está aceptado por el gobierno español, que firmó el 27 de julio de 1977 y que compromete. Ya tenemos la bandera: la solemne Declaración de los Derechos Humanos. Porque esto es la ley universal. [...] la dignidad son los derechos, a la libertad, a la educación. Ésa es la dignidad.

Pour répondre à la deuxième question, il cite à nouveau la Déclaration des Droits de l'Homme:

«Considerando esencial que los derechos humanos sean protegidos por un régimen de derecho, a fin de que el Hombre no se vea compelido al supremo recurso de la rebelión contra la tiranía y la opresión...». ¡Esto defiende la rebelión contra los poderes que no cumplen los Derechos Humanos.

En réponse à la troisième interrogation, Anguita reprend à son compte la sentence qui dit: «No le tengo miedo al ruido del poder, le tengo miedo al silencio del pueblo». Et il poursuit:

690 Discours de Julio Anguita face aux participants à las Marchas de la Dignidad, en février 2014.

URL: <http://www.youtube.com/watch?v=dssDNdf8hNQ>

691 Les citations qui suivent sont extraites du même discours.

Y el silencio del pueblo tiene muchas maneras de manifestarse: «todos son iguales»; «no vamos a poder cambiar nada»; «siempre ha sido así». Es un discurso, sin quererlo ellos, cómplice con la injusticia. Pero es un discurso extendido. [...] Los partidos políticos están ahí porque han sido votados por este pueblo. [...] es duro ser héroe anónimo, pero ése es el camino.

Dans un de ses ouvrages, le philosophe Ivan Segré prend comme exemple la figure de Spinoza pour défendre le rationalisme émancipateur⁶⁹². Son opposition à l'obscurantisme qui dominait la pensée de son époque valut au philosophe un *herem*, la forme la plus sévère d'exclusion de la communauté juive, à laquelle il appartenait. Il fut également banni, pour la même raison, du cercle chrétien des Doctes. Le délit de ce bibliste était la contestation, le refus d'accepter béatement le dogme, poussé par sa volonté farouche d'interroger les textes. Cette accusation d'infidélité nous interpelle aujourd'hui, au moment où la caste politique est prête à frapper d'excommunication des milliers de citoyens qui osent remettre en question leur usage de la démocratie⁶⁹³.

Tout projet de remise en question profonde du système, et cela même quand ce dernier a donné des preuves suffisantes de son inaptitude à assurer le bien-être des individus, provoque des réactions dont la virulence nous conduit à penser à la persistance de la relation dominants-dominés que la démocratie n'a pas réussi à conjurer et dont la pensée émancipatrice exige l'abolition. Et c'est cette même tare qui continue de peser sur les individus lorsque les peuples du Nord entrent en

692 SEGRÉ, I., *Le manteau de Spinoza, pour une éthique hors la loi*, La Fabrique, Paris, 2014.

693 Ignacio González, l'actuel Président de la Région de Madrid, compara publiquement, le 20 mars 2014, les Marches de la Dignité à l'organisation néonazie Aube Dorée. «Bajo la apariencia de reivindicar empleo, sanidad o derechos», a-t-il dit en parlant de leur manifeste, «propone un llamamiento a la revolución, a la subversión del orden constitucional, al incumplimiento de la ley y de los compromisos internacionales y a tomar la calle». Voir l'article: «Ignacio González equipara las Marchas de la Dignidad con los neonazis griegos», in *elpais.com*, 20 mars 2014. URL: http://politica.elpais.com/politica/2014/03/20/actualidad/1395337102_227273.html

contact avec ceux du Sud et, à plus forte raison, quand ce sont les Espagnols et les Sud-américains qui se rencontrent. La participation aux Marches de la Dignité des associations d'immigrés et la défense de la part des Espagnols en route vers Madrid de l'intégration des étrangers et d'une politique plus juste et respectueuse des droits universels autorise l'espoir, à condition qu'ils parviennent à porter leurs idées jusqu'aux postes de commande qui régissent leur destinée commune. Ricart Vinyes écrit:

Una política pública es una combinación de tres elementos: un objetivo, un programa y un instrumento. El objetivo consiste en asumir como patrimonio de la nación los esfuerzos, valores y conflictos que han hecho posible la democratización de la sociedad y sobre los cuales se sostienen sus expresiones institucionales. El programa son las actuaciones diversas destinadas a preservar la transmisión de ese patrimonio. El instrumento es la institución pública que tiene el mandato de garantizar los objetivos, crear el programa y desarrollarlo⁶⁹⁴.

Le sociologue Manuel Castells défend l'importance des mouvements sociaux et il en fait l'éloge expliquant que leur force révolutionnaire réside en leur refus de se laisser piéger par la tentation de l'exercice du pouvoir, préférant au triomphe d'un candidat celui de leurs idées sur la population. Après avoir fui le franquisme, Castells vécu de longues années à l'étranger, notamment en Amérique Latine, où il put parfaire son analyse des mouvements sociaux et de leur interaction avec le pouvoir politique. A propos des premiers il dit⁶⁹⁵:

Los movimientos sociales no buscan tomar el poder. Nunca. Cuando lo intentan se vuelven movimientos político revolucionarios, que es otra cosa. El movimiento social busca cambios en las mentes de las personas y en las categorías culturales con las que la sociedad, normalmente, se piensa a sí misma. [...] lo peor que puede hacer un movimiento social es transformarse en lo mismo que

694 VINYES, R., *op. cit.*, p. 35.

695 Propos tirés d'un entretien entre Horacio Bilbao et Manuel Castells. Voir BILBAO, O., «Manuel Castells: «La sociabilidad real se da hoy en Internet»», in *Revista Ñ*, 2 août 2013. URL: http://www.revistaenie.clarin.com/ideas/Manuel-Castells-sociabilidad-real-hoy-Internet_0_967703232.html
553 / 596

combate. Conquistar el poder para hacer más o menos lo mismo, como ocurre con la social democracia, sepulta la legitimidad del proyecto. [...] Todos los movimientos sociales terminan siendo o cooptados o destruidos. Nunca ganan como movimientos sociales. Lo que ganan son sus ideas. La cuestión es cuál es su productividad histórica una vez que desaparecen. ¿Desaparecen y ya, o desaparecen y germinan algunas de esas ideas que los movilizaron?

Sa comparaison entre la situation espagnole et la tradition de lutte sociale en Amérique Latine est intéressante:

[En América Latina] cada vez más [hay] una conexión entre liderazgos fuertes a nivel presidencial y movimientos sociales alternativos que no entran a través de los partidos tradicionales. Esa puede ser la conexión con el sistema político. [...] El movimiento chileno pone en jaque a los partidos tradicionales y, en realidad, la futura presidenta Bachelet está apoyando ese movimiento porque sabe que es su única posibilidad de mantener un contrapoder a los partidos políticos chilenos de la concertación, que son la clase política tradicional, burocrática e incapaz de entender la nueva política. [En Europa] los movimientos sociales desconocen al sistema político. Pero aquí en Latinoamérica hay puentes.

Puissent les sociétés civiles des pays hispanophones des deux rives de l'océan apprendre de leurs erreurs pour avancer. Pourvu que les rencontres entre Espagnols et Sud-américains, qu'elles soient réelles, à travers le flux migratoire, ou virtuelles, dans le cyberspace, deviennent une source d'enrichissement mutuel. La société espagnole assistera-t-elle, peut-être, à la naissance d'une nouvelle ère, plus démocratique. Si tant est que les citoyens indignés qui peuvent en accoucher aient compris que les manifestations du 15 mai 2011 n'étaient qu'un combat, et que, pour paraphraser Coluche, il faut continuer le début⁶⁹⁶.

696 Coluche dit cela dans un sketch, évoquant les manifestations d'étudiants à Paris, en mai 68: «Il y avait des manifs, alors les mecs ils gueulaient: «ce n'est qu'un début, continuons le combat». Alors qu'en fait c'était qu'un combat, il fallait continuer le début...». COLUCCI, M., dit Coluche, «L'étudiant», 1989. URL: <http://www.youtube.com/watch?v=nZRZAzpYPPQ>
554 / 596



Madrid, 22 mars 2014: citoyens participant à la Marche de la Dignité⁶⁹⁷.

697 Photographie d'Alvaro García, appartenant au reportage «22-M: "Marcha de la Dignidad"», publié par *elpais.com*, 23 mars 2014. URL: http://politica.elpais.com/politica/2014/03/22/album/1395498879_380795.html#1395498879_380795_1395512489
555 / 596

Table des matières

SOMMAIRE.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
INTRODUCTION.....	7
ILA RÉALITÉ OBJECTIVE. UNE SOCIÉTÉ CHANGEANTE.....	25
I.1:A L'AUBE DE LA POSTMODERNITÉ (ANNÉES 90).....	26
I.1.1. CONSTRUCTION D'UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ.....	31
I.1.1.1. Sur la scène internationale.....	34
I.1.1.2. En Espagne.....	38
I.1.2. «ESPAÑA VA BIEN»? PROSPÉRITÉ ET XÉNOPHOBIE.....	45
I.1.2.1. Etre jeune, espagnol et postmoderne.....	52
I.1.2.2. Etre immigré dans l'Espagne postmoderne.....	59
I.1.3. LA GESTION DE L'ALTÉRITÉ.....	67
I.1.3.1. Racisme et xénophobie.....	71
I.1.3.2. Les difficultés de l'intégration.....	76
I.2:L'ENTRÉE DANS LE NOUVEAU MILLÉNAIRE (ANNÉES 2000 À 2007).....	85
I.2.1. QUAND NOUS ÉTIIONS RICHES. DÉVELOPPEMENT ET MONDIALISATION.....	90
I.2.1.1. Le miracle économique espagnol et ses problèmes sociaux en gestation.....	92
I.2.1.2. Les immigrants et la loi: ce que les politiques sur l'immigration ne disent pas.....	99
I.2.2. LA PLACE DE L'IMMIGRÉ DANS LA SOCIÉTÉ POSTMODERNE. L'ESPAGNE EST-ELLE UN PAYS RACISTE?	105
I.2.2.1. Intégration, invisibilité et communautarisme.....	108
I.2.2.2. «Immigrés de deuxième génération»?.....	114
I.2.3. LES POLITIQUES DE COOPÉRATION.....	125
I.2.3.1. Les Objectifs du Millénaire, Sommet Mondial pour le Développement Social et Sommet de l'an 2000	129
I.2.3.2. Social Watch et Plataforma 2015 y Más.....	133

I.3:L'ÈRE MÉTA-POSTMODERNE (2007-?).....	139
I.3.1. MONDIALISATION ET CRISE MONDIALE.....	143
I.3.1.1. L'économie en crise, des sociétés qui réagissent.....	146
I.3.1.2. Espagne: l'explosion de la bulle.....	152
I.3.2. REFAIRE SES VALISES: MOUVEMENTS DE CAPITAL HUMAIN.....	159
I.3.2.1. Plan de Retorno Voluntario: la peur de l'arrêt définitif du système.....	163
I.3.2.2. Les Espagnols partent à l'étranger.....	173
I.3.3. LE CONFLIT SOCIAL: PATHOLOGIE, FACTEUR DE COHÉSION OU MOTEUR DE CHANGEMENT.....	178
I.3.3.1. Les anti-système.....	180
I.3.3.2. «No nos representan».....	187

II LA RÉALITÉ SYMBOLIQUE. LA TÉLÉVISION: LE MONDE DE L'AUTRE CÔTÉ DU MIROIR.....194

II.1:LA TÉLÉVISION EN ESPAGNE.....	195
II.1.1. LA VIE EST UNE FICTION.....	198
II.1.1.1. La fiction identitaire.....	201
II.1.1.2. Ecran total.....	208
II.1.2. LA TÉLÉ DANS LES FOYERS: LE PETIT ÉCRAN QUI DEVINT GÉANT.....	213
II.1.2.1. Homo téléadictus	215
II.1.2.2. La télévision pense comme moi.....	224
II.1.3. UNE AUTRE FAÇON DE FAIRE ET DE REGARDER LA TÉLÉVISION.....	233
II.1.3.1. La télévision espagnole à l'ère d'Internet. Telecinco et Antena 3, les principales chaînes privées espagnoles.....	236
II.1.3.2. La communication alternative et la communication pour le changement.....	242
II.2:LA TÉLÉVISION PUBLIQUE ESPAGNOLE (RTVE).....	249
II.2.1. L'ÉPOQUE DE L'HÉGÉMONIE DE LA TÉLÉVISION PUBLIQUE.....	252
II.2.1.1. Sortir du modèle franquiste.....	255
II.2.1.2. La place de la télévision dans la nouvelle société.....	261
II.2.2. L'ENTRÉE EN SCÈNE DES CHAÎNES PRIVÉES.....	267
II.2.2.1. La régulation de l'audiovisuel	268
II.2.2.2. L'empire de l'Audimat.....	273
II.2.3. LA TÉLÉVISION DE LA MÉTA-POSTMODERNITÉ.....	278
II.2.3.1. TVE en crise: la télévision de tous de plus en plus minoritaire.....	281
II.2.3.2. La télévision des minorités ethniques.....	286
II.3:LA TÉLÉ-VISION.....	293
II.3.1. «NO LOS REPRESENTAN».....	297
II.3.1.1. Le pouvoir invisible	299

II.3.1.2. L'invisibilité des immigrés.....	308
II.3.2. SE DISTRAIRE À EN MOURIR.....	317
II.3.2.1. Quand la télévision prétend amuser.....	319
II.3.2.2. Quand la télévision prétend autre chose qu'amuser.....	330
II.3.3. L'IMMIGRATION À L'ÉCRAN.....	340
II.3.3.1. L'immigration, un sujet parmi d'autres: Crónicas et Comando actualidad.....	343
II.3.3.2. Au sujet de l'immigration: Destino España et Babel en tve.....	361

IIILA RÉALITÉ SUBJECTIVE. INTERNET ET LA RÉALITÉ VIRTUELLE, OXYMORE ET UTOPIE..... 371

III.1:HOMO CONSUMANS VERSUS HOMO CONECTICUS	372
III.1.1. DE L'ÉCRAN DU TÉLÉVISEUR À CELUI DE L'ORDINATEUR.	376
III.1.1.1. Vers un autre rapport au monde.....	386
III.1.1.2. Nous sommes tous des étrangers.....	393
III.1.2. TOUS CONNECTÉS?.....	400
III.1.2.1. La brèche technologique	402
III.1.2.2. Réseaux sociaux et communautés virtuelles	409
III.1.3. POURQUOI SE CONNECTER?.....	416
III.1.3.1. Pour cultiver l'appartenance.....	418
III.1.3.2. Pour intégrer la différence.....	423
III.2:15-M OPERATING SYSTEM NOT FOUND.....	432
III.2.1. «INDIGNEZ-VOUS!», ET L'ESPAGNE S'INDIGNA.....	436
III.2.1.1. Revendications citoyennes: Internet met le feu aux poudres.....	438
III.2.1.2. Un an d'indignation.....	445
III.2.2. FIÈVRE: LUTTE CONTRE LE CORPS ÉTRANGER.....	451
III.2.2.1. Etre immigré dans un pays en crise.....	454
III.2.2.2. Etre Sud-américain et/ou pauvre dans un pays en crise.....	463
III.2.3. LE MOUVEMENT DES INDIGNÉS SUR LE NET.....	469
III.2.3.1. Democracia Real Ya	471
III.2.3.2. Toma la tele.....	477
III.3:DE L'INVISIBILITÉ À L'INTÉGRATION: UTOPIE OU RÉALITÉ?.....	485
III.3.1. IMMIGRÉS ET 15-M: TOUJOURS INVISIBLES?.....	488
III.3.1.1. Méta-postmodernité et immigration: le temps de l'apprentissage.....	491
III.3.1.2. Méta-postmodernité et immigration: la confluence des destinées.....	499
III.3.2. IMMIGRÉS ET INDIGNÉS.....	507
III.3.2.1. Santé.....	509
III.3.2.2. Logement.....	514

III.3.3. AU-DELÀ DE L'URGENCE SOCIALE: UNE AUTRE RELATION NORD-SUD; UNE AUTRE RELATION ESPAGNE-AMÉRIQUE LATINE.....	520
III.3.3.1. Se regarder face à face: discours officiels versus réalité.....	523
III.3.3.2. L'Humanisme descend dans la rue.....	532
CONCLUSION.....	539
TABLE DES MATIÈRES.....	556
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	560

Sources et bibliographie

- ADORNO, T., «Televisión y cultura de masas» in *Nombre falso, comunicación y sociología de la cultura* (URL: <http://www.nombrefalso.com.ar/apunte.php?id=37>).

URL : <http://www.catedras.fsoc.uba.ar/salvia/comunicacion/Adorno.pdf>

- ALBERDI ALONSO, I., *La Nueva familia española*, Taurus, Madrid, 1999.
- ALONSO PÉREZ, M. et FURIO BLASCO E., «La economía española», *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, juin 2010.

URL: <http://ccec.revues.org/3212>

- ÁLVAREZ DORRONSORO, I., «Integración de los inmigrantes y actitudes en la sociedad receptora. ¿Quién tiene que cambiar más? (Una reflexión sobre la emergencia de la xenofobia)».

URL:http://www.equintanilla.com/web_nueva/privado/imagenes/integracion_de_los_inmigrantes.pdf

- APARICIO, R., PORTES, A. et HALLER, W., «La segunda generación en Madrid: un estudio longitudinal», Universidad Pontificia de Comillas, Madrid, 2009.
- APARICIO, R. et TORNOS, A., *Aproximación al estudio de las bandas latinas de Madrid*, Universidad Pontificia de Comillas, Madrid, 2009.
- AUBERT, J.-P., «Du cinéphile au vidéophage: naissance d'un nouveau spectateur», *Cahiers de Narratologie*, novembre 2004.

URL: <http://narratologie.revues.org/3>

- BENNASSAR, B., *Histoire des Espagnols*, Robert Laffont, Paris, 1992.
- BOURDIEU, P., *Sobre la televisión*, Barcelona, Anagrama, 1997.

- BRAVO LÓPEZ, F., «Legislación de Extranjería en el debate político», in Atlas de la inmigración marroquí en España, Taller de Estudios Internacionales Mediterráneos (TEIM), Madrid, 2004.

URL: <http://www.uam.es/otroscentros/TEIM/Observainmigra/Atlas%202004%20inicio.htm>

- BRUQUETAS CALLEJO, M., et MORENO FUENTES, F. J. *Inmigración y Estado de Bienestar en España*, coll. Estudios Sociales, nº31, Obra Social La Caixa, Barcelone, 2011.

URL:http://obrasocial.lacaixa.es/StaticFiles/StaticFiles/670e2a8ee75bf210VgnVCM1000000e8cf10aRCRD/es/vol31_es.pdf

- CAREY-BÉLANGER «¿Qué porvenir para la política social?», in *Revista de Servicio Social*, vol. 1, nº 2, décembre 1998 – juin 1999, Universidad de Concepción, Chile.

URL: <http://www2.udec.cl/~ssrevi/numero2/articulos/ideas.htm>

- CARMÍÑAS, HERNÁNDEZ, T., «Valores en alza: guerras propaganda mediática, cultura del miedo y "hedocinismo"», in *Revista Latina de Comunicación Social*, nº 62, publié le 5 juillet 2007.

URL: http://www.ull.es/publicaciones/latina/200713Tasio_Caminas.htm

- CEPAL (Comisión económica para América Latina), «Los efectos de las remesas», *América Latina y el Caribe: migración internacional, derechos humanos y desarrollo*, in cepal.org.

URL: http://www.cepal.org/publicaciones/xml/9/34889/capitulo_III.pdf

- CERRUTTI, M. Et MAGUID, A., «Migrantes sudamericanos en España, tendencias recientes y perfil de sus migrantes», in *Migrantes sudamericanos en España: panorama y políticas*, Cuadernos Migratoiros, nº1, OIM (Organización Internacional para las Migraciones), Oficina Regional para América del Sur, Buenos Aires, 2011, p. 21-22.

- CHAPARRO ESCUDERO, M. et MUÑOZ ÁLVAREZ, R. (coord.), *Manual de urgencia para la redacción de las emisoras municipales*, IMEDEA (Investigación de Medios, Desarrollo de Estrategias y Análisis).

- COMAS ARNAU D., *Los jóvenes y el uso de las drogas en la España de los años 90*, thèse pour le doctorat de Sciences Politiques et de Sociologie de l'Université de Madrid, 1994.
- COSER, L., *Les fonctions du conflit social*, Presses Universitaires de France, Paris, 1982.
- COSTA, J., «Ecología de la comunicación e interacción social», in *Revista Mediterránea de Comunicación*, Universidad de Alicante, 2011.
URL: <http://hdl.handle.net/10045/19353>
- DEBORD, G., *La société du spectacle*, Gallimard, Paris, 1992.
- DE LA DEHESA, G., «Diez años de España en la Unión Europea», in *Economistas*, 66/67, 1995, p. 20.
- DURKHEIM, E., *L'éducation morale*, cours de sociologie dispensé à la Sorbonne en 1902-1903, document reproduit en version numérique par Jean-Marie Tremblay.
URL: <http://pages.infinit.net/sociojmt>
- FAJNZYLBBER, P., et LÓPEZ J., H., «El impacto de las remesas en el desarrollo de América Latina», in *siteresources.worldbank.org*
URL: http://siteresources.worldbank.org/INTLACINSPANISH/Resources/Remittances_and_Development_Ch_1_Spa.pdf
- FINKIELKRAUT, A., *L'identité malheureuse*, Stock, Paris, 2013.
- GARZÓN, A., NAVARRO, V., TORRES LÓPEZ, J., *Lo que España necesita*, Deusto, Bilbao, 2012.
- GIFREU, J. (dir.), «Medios de Comunicación e Inmigración», *Quaderns del CAC* (Conseil de l'Audiovisual de Catalunya), n° 12, janvier-avril 2002.
URL: http://www.cac.cat/pfw_files/cma/recerca/quaderns_cac/Q12_ES.pdf
- GONZÁLEZ, J. J. et REQUENA, M. (éd.), *Tres décadas de cambio social en España*, Alianza Editorial, Madrid, 2008.

- HALCÓN ASÍS, J.,M., «Del fracaso escolar y otros síntomas contemporáneos», *in Gaceta de Psicología*, Ilustre Colegio Oficial de Psicólogos de Andalucía Oriental, décembre 2006, n° 39.
URL:<http://www.cop.es/delegaci/andoriental/Download/Publicaciones/Gaceta39.pdf>
- JULLIER, L., *L'Ecran post-moderne, un cinéma de l'illusion et du feu d'artifice*, Paris, L'Harmattan, coll. Champs visuels, 1997.
- LAPARRA, M., et PÉREZ ERANSUS, B. (coord.), *Crisis y fractura social en Europa. Causas y efectos en España*, coll. Estudios Sociales, n° 35, Fundación la Caixa, Barcelona, 2012.
URL:http://obrasocial.lacaixa.es/deployedfiles/obrasocial/Estaticos/pdf/Estudios_sociales/vol35_es.pdf
- LASCH, C., *Culture de masse ou culture populaire?*, Climats (Flammarion), Castelnau-Le-Lez, 2001
- LE BON, G., *Les incertitudes de l'heure présente*, Ernest Flammarion, Paris, 1923.
- LINZ J. J., «Reflexiones sobre la sociedad española», *in GINER S., España, sociedad y política*, Espasa Calpe, Madrid, 1990.
- LIPOVETSKY, G., et SERROY, J., *La pantalla global. Cultura mediática y cine en la era hipermoderna*, Editions du Seuil, Paris, 2007.
- LULA MUNENGA, P., *L'égalité souveraine des états au miroir de la mondialisation*, Université de Kinshasa, 2006.
URL: http://www.memoireonline.com/06/09/2159/m_Legalite-souveraine-des-Etats-au-miroir-de-la-mondialisation19.html
- MEAD, M., *Cultura y compromiso*, Gedisa, Barcelone, 1980.
- MORA MALO, E., *Las clases sociales como forma de interacción social. Una estrategia de aproximación*, thèse pour le doctorat de Sciences Politiques, Université Autonome de Barcelone, 2002.
- MORIN, E., *Pour ou contre Marx*, Flammarion, Roubaix, 2012.

- ONTIVEROS, E. et GUILLÉN, M., *Una nueva época, los grandes retos del S. XXI*, Galaxia Gutemberg, Madrid, 2012.
- PALACIO, M., *La televisión durante la Transición española*, Cátedra, Madrid, 2012.
- PEREIRA DOMÍNGUEZ et al., «Babel: Cine y comunicación en un mundo globalizado», in *Polis, Revista académica de la Universidad Bolivariana*, Chile.
URL: http://biblioteca.universia.net/html_bura/ficha/params/title/babel-cine-comunicacion-mundo-globalizado/id/53610643.html
- PÉREZ S. (Coord), *Historia Visual del siglo XX*, Diario El País SA/Santillana, Madrid, 1998.
- PEUGNY, C., *La Mobilité sociale descendante. L'épreuve du déclassement*, thèse pour le doctorat de sociologie, IEP Paris, 2007.
URL:http://pastel.archivesouvertes.fr/docs/00/50/08/73/PDF/These_peugny.pdf
- PEUGNY, C., *Le déclassement*, Grasset, coll. Mondes vécus, Paris, 2009.
- POSTMAN, N., *Se distraire à en mourir*, Nova éditions, Paris, 2010.
- PROULX, S., «Communautés virtuelles: ce qui fait le lien», *Communautés virtuelles: penser et agir en réseau*, Presses de l'Université Laval, Québec, 2006.
URL: <http://sergeproulx.uqam.ca/>
- RAMONET, I., *Géopolitique du chaos*, Editions Galilée, coll. Folio/Actuel, Mesnil-sur-l'Estrée, 1997.
- RETIS, J., *El discurso público sobre la inmigración extracomunitaria en España. Análisis de la construcción de las imágenes de los inmigrantes latinoamericanos en la prensa de referencia*, thèse pour le doctorat d'Etudes sud-américaines de l'Université de Madrid, 2006.
- RIEFFEL, R., *Que sont les médias? Pratiques, identités influences*, Gallimard, coll. Folio actuel, Paris, 2005.
- ROGER, O., «Du spectateur fictionnalisant au nouveau spectateur : approche sémiopragmatique », *Iris*, vol 5, n° 21, 1988, p. 134.

- RUPÉREZ, J., «España y las Naciones Unidas, cincuenta años después», pour Safe Democracy.
URL: <http://spanish.safe-democracy.org/portada/espaaa-y-naciones-unidas-cincuenta-aaos-despuas.html>
- SÁNCHEZ, M., *Ricos por la patria. Grandes magnates de la dictadura, altos financieros de la democracia*, Plaza y Janés, Madrid, 2001.
- SEGRÉ, I., *Le manteau de Spinoza, pour une éthique hors la loi*, La Fabrique, Paris, 2014.
- SENDÍN GUTIÉRREZ, J. C. et IZQUIERDO IRANZO, P., *Guía Práctica para los Profesionales de los Medios de Comunicación: Tratamiento Mediático de la Inmigración*, Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales, Secretaría de Estado de Inmigración y Emigración, 2008.
URL: http://www.aulaintercultural.org/IMG/pdf/guia_medios.pdf
- SERRANO, P., *Desinformación. Cómo los medios ocultan el mundo*. Península, Barcelone, 2009.
- SIMMEL, G., *Le conflit*, Circe, Paris, 1992.
- TAIBO, C., *Nada será como antes*, Los Libros de la Catarata, Madrid, 2011.
- TARGUIEFF, P.-A., *La force du préjugé, Essai sur le racisme et ses doubles*, Editions La Découverte, Paris, 1987.
- TUDURÍ, G., *Manifiesto del cine sin autor, Realismo Social Extremo en el siglo XXI (version 1.0)*, Centro de documentación crítica, coll. Contratiempos, Madrid 2009.
URL: <http://centrodedocumentacioncritica.org/wp-content/uploads/2011/06/CONTRATIEMPOS-15.pdf>
- UNAMUNO DE, M., *En torno al casticismo*, Biblioteca Nueva, Madrid, 1996.
- UNICA (Unitat d'Investigació en Comunicació Audiovisual), «La imagen pública de la inmigración en las series de televisión españolas», in *Televisión e inmigración. La imagen pública de la inmigración en las series de televisión*, Universitè Pompeu y Fabra de Barcelone, 2004.
URL: http://www.cac.cat/pfw_files/cma/recerca/quaderns_cac/Q23-

- VEIGA Y., et IBÁÑEZ I., *Religión catódica. 50 años de televisión en España*, Rama Lama Music, 2006, Madrid.
- VINELLI, N., «Por una televisión alternativa y masiva», *Comunicación y televisión popular. Escenarios actuales, problemas y potencialidades*, in *lahaine.org* (Proyecto de desobediencia informativa).
URL: <http://www.lahaine.org/index.php?blog=3&p=63160>
- VINYES, R., *Asalto a la memoria. Impunidades y reconciliaciones, símbolos y éticas*, Los libros del lince, Barcelone, 2011.
- ZIZEK, S., «Francia violenta, sociedad en peligro», in *Clarín.com*, 12 novembre 2005. URL: <http://edant.clarin.com/suplementos/cultura/2005/11/12/u-01088024.htm>

- APARICIO GÓMEZ, R., TORNOS CUBILLOS, A., «Hijos de inmigrantes que se hacen adultos: marroquíes, dominicanos, peruanos», Documentos del Observatorio Permanente de la Inmigración, Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales, Secretaría de Estado de Inmigración y Emigración, Madrid, 2007, p.21.
- BOLÍBAR, M., «Las asociaciones en las redes personales. ¿Mecanismo de integración de la población inmigrante?», *REDES*, vol. 20,#7, juin 2011.
URL: <http://revista-redes.rediris.es>
- CALVO BUEZAS, T., «Datos más significativos sobre la encuesta escolar 2008: «Actitudes frente a la inmigración y cambio de valores», CEMIRA, 2008.
URL:http://www.gitanos.org/upload/97/08/Racismo_Ante_la_Inmigracion___Encuestas_Escolares_1986-2008_.pdf
- Colectivo Ioé, *Discursos de la población migrante en torno a su instalación en España*, Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS), Madrid, mai 2010.
URL: <http://www.cis.es/cis/opencms/-Archivos/Publicaciones/OyA/OyA64a.pdf>
- Colectivo Ioé, *Impactos de la crisis sobre la población inmigrante*, CIS, Madrid, 2011.
URL:<http://www.colectivoioe.org/uploads/0bae582aa3b0842a9eaf50cde16f4f97d9527bcb.pdf>
- Colectivo Ioé, *Inmigración, escuela y mercado de trabajo. Una radiografía actualizada*. Fundación La Caixa, 2002.
URL:<http://www.colectivoioe.org/uploads/957410cfff37c3a8320f22768477142ba58a073f.pdf>
- Colectivo Ioé, *Participación ciudadana y voluntariado social*, Madrid, 1989.
URL:<http://www.colectivoioe.org/uploads/31fe0a2147ee19f3d16a87ce0a8fd74fa1812541.pdf>

- Consejo para la reforma de los medios de comunicación de titularidad del estado, *Informe*, Madrid, février 2005.
URL: <http://estaticos.elmundo.es/documentos/2005/02/21/reforma.pdf>
- Comisión de Derechos Humanos, *Grupos e individuos específicos: trabajadores migrantes. Informe presentado por la Relatora Especial, Sra. Gabriela Rodríguez Pizarro, de conformidad con la resolución 2003/46 de la Comisión de Derechos Humanos*, 14 janvier 2004.
URL: <http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/3155.pdf?view=1>
- EMBID, J., *Primer Informe de la Desigualdad en España*, Fundación Alternativas, 2013.
URL: http://www.gadeso.org/sesiones/gadeso/web/14_paginas_opinion/sp_10000704.pdf
- Fundación Encuentro, *Informe España*, Madrid, 1998.
URL: http://www.fund-encuentro.org/informe_espana/indiceinforme.php?id=IE6
- Grupo de trabajo sobre las claves interculturales para la prevención y gestión de conflictos juveniles grupales, «Programa de Actuación con Familias y Menores de Origen Extrajero en Situación de Riesgo», Oficina para la Inmigración – IASS – ADCARA, Saragosse, 2005
- INE, (Instituto Español de Estadística), «Avance de la Estadística del Padrón Continuo a 1 de enero de 2013», *Estadística del Padrón Continuo, año 2013*, 22 avril 2013.
- INE, «Avance de la explotación estadística del padrón a 1 de enero de 2012», 19 avril 2012.
- INE, «Avance del Padrón Municipal a 1 de enero del 2011», 4 avril 2011.
- INE, *Contabilidad Nacional Trimestral*, 2000.
- INE, *Encuesta sobre Población Activa*, 1990.
- INE, *Encuesta sobre Población Activa*, 2012
- INE, Revisión del Padrón Municipal, 2007 et 2010.

- Intermon Oxfam, «Crisis , desigualdad y pobreza», 13 décembre 2012.
URL: <http://www.intermonoxfam.org/es/que-hacemos/campanas-educacion/crisis-pobreza-desigualdad>
- IVIE (Instituto valenciano de investigaciones económicas), «Índice de pobreza humana. Definición», *Capital Humano*, nº 121, 2011.
URL: http://www.fundacionbancaja.es/archivos/publicaciones/ch_121.pdf
- IVIE, «Capital humano y empleo en tiempos de crisis», *Capital Humano*, nº122, 2011. URL: <http://www.ivie.es/downloads/docs/ch/ch122.pdf>
- IVIE, «La población extranjera en el mercado de trabajo español», *Capital Humano*, nº125, 2011.
URL: <http://www.ivie.es/downloads/docs/ch/ch125.pdf>
- IVIE, «El stock de población extranjera cae un 0,3% en 2011 tras el intenso descenso del flujo migratorio producido desde 2009», *in Capital Humano*, nº 132, 2011.
URL: <http://www.ivie.es/downloads/docs/ch/ch132.pdf>
- LEBRANCÓN NIETO, J., Desempleo y ciclo económico en España, 1977-2012. Una aproximación a las causas del alto nivel de desempleo y de su casi total sincronización con el ciclo, Universidad de Santiago de Compostela, 2013.
URL:http://www.uam.es/otros/jaeet13/comunicaciones/14_Macroeconomia_y_MT1/Lebrancon_Nieto.pdf
- MORENO MÍNGUEZ, A. et RODRÍGUEZ SAN JULIÁN, E. *Informe Juventud en España 2012*, Edición Injuve, junio 2013.
URL:http://www.injuve.es/sites/default/files/2013/26/publicaciones/IJE2012_0.pdf
- OERAXE (Observatorio Español del Racismo y la Xenofobia), *Inmigración, racismo y xenofobia en la España del nuevo contexto europeo*, Madrid, 2004.
- RTVE, *Principios básicos de la programación de RTVE*.
URL:http://www.rtve.es/contenidos/documentos/Principios_basicos_de_la_programacion_de_RTVE.pdf

- RTVE, «Acuerdo del consejo de administración del 29 de noviembre de 2007 por el que se aprueba el estatuto del defensor del espectador, oyente y usuario de medios interactivos», 29 noviembre 2007.

URL: <http://teledetodos.es/index.php/documentacion/rtve/224-estatuto-defensor-del-espectador-rtve/file>

- SOS Racismo, *Sobre el racismo en el estado español*, Donostia, 2013.

URL:http://www.sosracismomadrid.es/web/Documentos/2013_Informe_Anual.pdf

Lois (ordre chronologique)

- *Constitución Española.*

URL: <http://www.boe.es/boe/dias/1978/12/29/pdfs/A29313-29424.pdf>

- Ley Orgánica de Extranjería 7/1985. Sobre los derechos y deberes de los extranjeros en España.

URL: <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1985-12767>

- Ley 10/1988. Televisión privada.

URL: <http://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1988-11073>

- Ley Orgánica 4/2000. Sobre los derechos y deberes de los extranjeros en España y su integración social.

URL: <http://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2000-544>

- Ley 8/2000. Reforma de la Ley Orgánica 4/2000.

URL: <http://www.boe.es/boe/dias/2000/12/23/pdfs/A45508-45522.pdf>

- Ley General de Subvenciones 38/2003.

URL: https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2003-20977

- Ley Orgánica de Educación, 2/2006.

URL: <http://www.boe.es/boe/dias/2006/05/04/pdfs/A17158-17207.pdf>

- Ley de la radio y la televisión de titularidad estatal, 17/2006

URL: <http://www.boe.es/boe/dias/2006/06/06/pdfs/A21207-21218.pdf>

- Ley de Promoción de la Autonomía Personal y de Protección de las Personas en Situación de Dependencia 39/2006.

URL: <http://www.boe.es/boe/dias/2006/12/15/pdfs/A44142-44156.pdf>

- Orden TAS/1043/07.

URL: <http://www.empleo.gob.es/es/Guia/leyes/OTAS104307.html>

- Ley de la Memoria Histórica. Solicitud de la nacionalidad.
URL:<http://leymemoria.mjusticia.gob.es/cs/Satellite/LeyMemoria/es/concesion-de-la-nacionalidad-/a-descendientes-de-espanoles->
- Ley General de la Comunicación Audiovisual 7/2010.
URL: <http://www.boe.es/boe/dias/2010/04/01/pdfs/BOE-A-2010-5292.pdf>
- Proposición de Reforma del artículo 135 de la Constitución Española, *BOCG, Congreso de los Diputados*, serie B, núm. 329-7. 28/09/2011.
URL: http://www.congreso.es/public_oficiales/L9/CONG/BOCG/B/B_329-07.PDF
- Ley Orgánica para la Mejora de la Calidad Educativa, 8/2013.
URL: <https://www.boe.es/boe/dias/2013/12/10/pdfs/BOE-A-2013-12886.pdf>
- Anteproyecto de Ley Orgánica para la protección de la vida del concebido y de los derechos de la mujer embarazada, 20 diciembre 2013.
URL:<http://www.mjusticia.gob.es/cs/Satellite/es/1215197775106/Medios/1288787886864/Detalle.html>

Oeuvres littéraires

- CHIRBES, R., *Crematorio*, Anagrama, Madrid, 2007.
- GIBSON, W., *Neuromante*, Kronos, Barcelone, 1984.
- HUSTON, N., *L'espèce fabulatrice*, Actes Sud, Paris, 2008.
- HUXLEY, A., *Le meilleur des mondes*, Presses Pocket, Paris, 1993.
- MUÑOZ MOLINA, A., *Todo lo que era sólido*, Seix Barral, Madrid, 2013.
- ORWELL, G., *1984*, Gallimard, Barcelone, 1972.
- SEPRÚN, J., *Adieu, vive clarté*, Gallimard, Mesnil-sur-l'Estrée, 1998.
- UMBRAL, F., *Leyenda del César Visionario*, Bibliotex, Madrid, 1991.

Articles de presse

- ABELLÁN, L., «La falta de vivienda y el paro son un fracaso para la democracia», in *elpais.com*, 25 mars 2013.

URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2013/03/24/actualidad/1364145815_084033.html

- Agencia, «España tiene que dejar de ser el paraíso de la inmigración ilegal», in *elpais.com*, 7 août 2012.

URL:http://politica.elpais.com/politica/2012/08/07/actualidad/1344354676_754658.html

- Agencia, «La economía española creció un 3,8% en 2006», in *elpais.com*, 13 février 2007.

URL:http://economia.elpais.com/economia/2007/02/13/actualidad/1171355573_850215.html

- Agencia, «Ignacio González equipara las Marchas de la Dignidad con los neonazis griegos», in *elpais.com*, 20 mars 2014.

URL:http://politica.elpais.com/politica/2014/03/20/actualidad/1395337102_227273.html

- AZNAR, J. M., «¿Qué le pasa a España», in *ABC.es*, 14 décembre 2010.

URL: <http://www.abc.es/20101214/opinion-colaboraciones/pasa-espana-20101214.html>

- BILBAO, O., «Manuel Castells: «La sociabilidad real se da hoy en Internet»», in *Revista Ñ*, 2 août 2013.

URL: http://www.revistaenie.clarin.com/ideas/Manuel-Castells-sociabilidad-real-hoy-Internet_0_967703232.html

- BIRNBAUM, J., «François Furet, sentinelle mélancolique», in *lemonde.fr*, 11 avril 2013.

URL: <http://abonnes.lemonde.fr/livres/article/2013/04/11/francois-furet-575>

sentinelle-melancolique_3157758_3260.html

- BORASTEROS, D., «Yo no me siento español», *in elpais.com*, 3 mars 2009.
URL: http://elpais.com/diario/2009/03/03/madrid/1236083055_850215.html
- BRUNO, I. et DIDIER, E., «Evaluation, arme de destruction», *in Le Monde Diplomatique*, mai 2013, p. 3.
- CAÑAS, G., «Cómo interpretar a la "mayoría silenciosa"», *in elpais.com*, 1 octubre 2012.
URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/10/01/actualidad/1349118911_488847.html
- CASTILLO, M., «Uno de cada cinco españoles aprueba la expulsión de los "sin papeles"», *in elpais.com*, 30 octubre 2012.
URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/10/30/actualidad/1351614840_042142.html
- CENTENO, M., «El 15-M no se está dispersando con el tema de los CIE», *in elpais.com*, 12 août 2011.
URL: http://elpais.com/diario/2011/08/12/andalucia/1313101332_850215.html
- CUÉ, C., «Urkullu se distancia ante Rajoy de la deriva catalana», *in elpais.com*, 31 janvier 2013.
URL: http://politica.elpais.com/politica/2013/01/30/actualidad/1359575483_951555.html
- DE BENITO, E., «Hay más de 10.000 ecuatorianos en riesgo», *in elpais.com*, 29 septembre 2012.
URL: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/29/actualidad/1348948562_491293.html
- DE TORO, S., «La nación española», *in elpais.com*, 23 septiembre 2005.
URL: http://elpais.com/diario/2005/09/23/opinion/1127426408_850215.html
- DONCEL, L., «El Consejo de Europa preocupado por la ingerencias políticas en RTVE», *in elpais.com*, 30 janvier 2013.
URL: <http://sociedad.elpais.com/sociedad/2013/01/29/actualidad/1359491498>

_883641.html

- DUQUE, J., «15M, 29M y los inmigrantes españoles», in *The Prisma*, 8 abril 2012.

URL: <http://www.theprisma.co.uk/es/2012/04/08/15m-29m-y-los-inmigrantes-espanoles/>

- DUVA, J., «Un antídoto contra el veneno racista», in *elpais.com*, 10 novembre 2012.

URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/11/10/actualidad/1352578252_476699.html

- EFE, «Cospedal felicita a la policía y cree que el 25-S da una imagen irreal de España», in *elpais.com*, 27 septembre 2012.

URL:http://politica.elpais.com/politica/2012/09/27/actualidad/1348735501_400963.html

- EFE, «El gobierno creará un órgano censor para contenidos televisivos», in *Libertad Digital*, 17 janvier 2011.

URL: <http://www.libertaddigital.com/sociedad/jauregui-anuncia-la-creacion-un-organo-censor-para-contenidos-televisivos-1276412068/>

- EFE, «Montoro niega la existencia de la "burbuja inmobiliaria"», in *El Mundo*, 2 octubre 2003.

URL:<http://www.elmundo.es/mundodinero/2003/10/01/Noti20031001124756.html>

- EFE/SERVIMEDIA, «El portavoz del PP dice que la sanidad no puede ser un "coladero" de inmigrantes», in *elpais.com*, 24 abril 2012.

URL:http://politica.elpais.com/politica/2012/04/24/actualidad/1335258991_986098.html

- ELORZA, A., «El "lehendakari" defiende que Euskadi crezca como nación en Europa», in *elpais.com*, 22 février 2013.

URL:http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/02/22/paisvasco/1361532308_535362.html

- EL PAÍS, «El Constitucional admite el primer recurso contra los recortes de Rajoy», *in elpais.com*, 24 juillet 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/07/24/actualidad/1343116677_022579.html
- EL PAÍS, «La familia se agota como recurso de subsistencia económica», *in elpais.com*, 7 novembre 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/11/07/actualidad/1352321271_197680.html
- EL PAÍS, «La información en Radio y Televisión no es objetiva», *in elpais.com*, 11 juin 1976.
URL: http://elpais.com/diario/1976/06/11/sociedad/203292004_850215.html
- EL PAÍS, «País vasco y Cataluña arrancan el año redoblando la apuesta soberanista», *in elpais.com*, 2 janvier 2013.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2013/01/01/actualidad/1357042955_906296.html
- EL PAÍS, «Seis años que cambiaron la televisión pública», *in elpais.com*, 4 juin 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/06/04/actualidad/1338841994_666376.html
- EL PAÍS, «Urkullu: «tiene que ser normal dialogar entre ideologías opuestas»», *in elpais.com*, 30 janvier 2013.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2013/01/30/actualidad/1359556085_712227.html
- ESTEFANÍA, J., «Las dos tormentas», *in elpais.com*, 27 janvier 2013.
URL: http://elpais.com/elpais/2013/01/25/opinion/1359110855_022653.html
- ESTEFANÍA, J., «Vivir por debajo de nuestras posibilidades», *in elpais.com*, 10 mars 2010.
URL:http://economia.elpais.com/economia/2013/03/10/actualidad/1362936094_575134.html

- EUROPA PRESS, «Asociaciones y ONG llaman a manifestarse contra la exclusión sanitaria de inmigrantes», *in epsocial*, 28 août 2012.
URL:<http://www.europapress.es/epsocial/inmigracion-00329/noticia-asociaciones-ong-llaman-manifestarse-sabado-madrid-contra-exclusion-sanitaria-inmigrantes-20120828113007.html>
- EUROPA PRESS, «Las bandas latinas se expanden», *in El Mundo*, 15 juin 2010.
URL: <http://www.elmundo.es/elmundo/2010/06/14/espana/1276532704.html>
- EUROPA PRESS, «Los inmigrantes viven "al límite de la subsistencia" para mantener las remesas, que remontan un 1,8%, según expertos», Madrid, 7 mai 2010.
URL: <http://www.europapress.es/epsocial/inmigracion-00329/noticia-inmigrantes-viven-limite-subsistencia-mantener-remesas-remontan-18-expertos-20100507125608.html>
- FABRA, M., «El TC admite los recursos de Cataluña, Canarias y País Vasco contra los recortes», *in elpais.com*, 23 février 2013.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2013/02/22/actualidad/1361528215_623151.html
- FABRA, M., «El tribunal dirimirá sobre la legitimidad del tijeretazo en sanidad y educación», *in elpais.com*, 22 février 2013.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2013/02/22/actualidad/1361528215_623151.html
- GALLO, I., «Acelerón en el consumo televisivo», *in elpais.com*, 3 novembre 2011.
URL: http://elpais.com/diario/2011/11/03/radiotv/1320274803_850215.html
- GARCÍA MATILLA, A., «Informe Semanal», *in elpais.com*, 28 mars 2013.
URL:http://cultura.elpais.com/cultura/2013/03/28/television/1364489355_436604.html

- GAREA, F., «El gobierno elimina hoy 910.342 tarjetas sanitarias de extranjeros», *in elpais.com*, 31 août 2012.

URL:http://politica.elpais.com/politica/2012/08/31/actualidad/1346438706_297231.html
- GAREA, F., «El 77% comparte los motivos del 25-S », *in elpais.com*, 6 octobre 2012.

URL:http://politica.elpais.com/politica/2012/10/06/actualidad/1349540108_595750.html
- GÓMEZ, M., V., «En compañía de Grecia y Sudáfrica», *in elpais.com*, 26 octobre 2012.

URL:http://economia.elpais.com/economia/2012/10/26/actualidad/1351233547_951003.htm
- GÓMEZ, R., G., «Aguirre adjudicó las licencias de televisión digital sin pedir un informe preceptivo», *in elpais.com*, 10 août 2005.

URL:http://elpais.com/elpais/2005/08/10/actualidad/1123661823_850215.htm
- GÓMEZ, R., G., «Cuatro horas ante la pantalla», *in elpais.com*, 3 janvier 2012.

URL: http://elpais.com/diario/2012/01/03/radiotv/1325545202_850215.html
- GÓMEZ, R., G., «Echenique afirma que los ataques a "Entre todos" carecen de fundamento», *in elpais.com*, 26 novembre 2013.

URL:http://cultura.elpais.com/cultura/2013/11/26/television/1385497312_655242.html
- GÓMEZ, R., G., «El PP podrá elegir en solitario al nuevo presidente de RTVE», *in elpais.com*, 20 avril 2012.

URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/04/20/actualidad/1334923490_322624.html

- GÓMEZ. R., G., «El PP toma el control total de RTVE», *in elpais.com*, 4 juin 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/06/04/actualidad/1338803115_534063.html
- GÓMEZ, R., G., «Esperanza Aguirre adjudica las televisiones de Madrid a la Iglesia y a grupos afines al PP», *in elpais.com*, 6 août 2005.
URL: http://elpais.com/diario/2005/08/06/sociedad/1123279211_850215.html
- GÓMEZ. R., G., «Hubiera querido hacer una serie más beligerante, pero había que llegar a todos», *in elpais.com*, 4 mars 2014.
URL:http://cultura.elpais.com/cultura/2014/03/01/television/1393703032_266819.html
- GÓMEZ. R., G., «RTVE teme los "efectos devastadores" en la audiencia por los recortes», *in elpais.com*, 25 janvier 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/01/25/actualidad/1327513098_044582.html
- GONZÁLEZ, M., «El Rey pide ayuda a Iberoamérica para superar la crisis económica», *in elpais.com*, 16 novembre 2012.
URL:http://internacional.elpais.com/internacional/2012/11/16/actualidad/1353097474_670865.html
- GONZÁLEZ, M., «El Rey visita el *New York Times* para explicar la situación económica española», *in elpais.com*, 24 septembre 2012.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2012/09/24/actualidad/1348503975_214339.html
- GONZÁLEZ, M., «Hipotético Estado de Necesidad», *in elpais.com*, 1 mars 2013.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2013/03/01/actualidad/1362092412_715970.html

- GONZÁLEZ, M., «La patria vale más que la democracia», *in elpais.com*, 27 février 2013.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2013/02/27/actualidad/1361994938_586044.html
- GONZÁLEZ, M., «Queremos facilitar la emigración de jóvenes españoles a Iberoamérica», *in elpais.com*, 12 novembre 2012.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2012/11/12/actualidad/1352747877_861431.html
- GORDIMER, N., «Hacia una sociedad con valor añadido», *in elpais.com*, 21 février 1999.
URL: http://elpais.com/diario/1999/02/21/opinion/919551608_850215.html
- GUEDE, A., «Más del 70% de los ecuatorianos que viven en España quieren volver a su país», *in elpais.com*, 24 octubre 2012.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2012/10/24/actualidad/1351079750_081442.html
- GUTIÉRREZ CALVO, V., «Los extranjeros que pidan la nacionalidad pasarán un test de español y de "integración"» *in elpais.com*, 29 mars 2013.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2013/03/28/actualidad/1364498021_107921.html
- GUTIÉRREZ CALVO, V., et MUÑOZ, R., «Reforma exprés y sin referéndum», *in elpais.com*, 23 août 2011.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2011/08/23/actualidad/1314128715_080054.html
- HALIMI, S., «Inégalités, démocratie, souveraineté. Etat des lieux pour préparer une reconquête», *in Le Monde Diplomatique*, mai 2013.
- HALIMI, S., «L'information gratuite n'existe pas», *in Le Monde Diplomatique*, 13 octobre 2010.
URL: <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2010-10-07-information>

- HERMOSO, B., «Fuego real en el "crematorio" de Chirbes», *in elpais.com*, 7 mars 2011.
URL: http://elpais.com/diario/2011/03/07/cultura/1299452402_850215.html
- HERVÁS, M., «Campamento Sanidad en La Paz. Decenas de sanitarios y miembros del 15M acampan frente al hospital público», *in elpais.com*, 13 septembre 2012.
URL: http://ccaa.elpais.com/ccaa/2012/09/13/madrid/1347529358_402871.html
- HUFFINGTON POST, «Así recibe la Marcha de la Dignidad a TVE», *in huffingtonpost.es*, 23 mars 2014.
URL: http://www.huffingtonpost.es/2014/03/22/marcha-dignidad-tve-_n_5013330.html?utm_hp_ref=spain
- JUNQUERA, N., «¿Cómo iba a dejar al niño en la calle?», *in elpais.com*, 11 juin 2011.
URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/06/11/actualidad/1339434048_316234.html
- JUNQUERA, N., «Los Príncipes viajan a Panamá a vender la marca España», *in elpais.com*, 3 octobre 2012.
URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/10/03/actualidad/1349238512_633768.html
- JUNQUERA, N., «Para vivir mal aquí vivo mal en mi país», *in elpais.com*, 10 juin 2011.
URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/06/10/actualidad/1339345173_164363.html
- JUNQUERA, N., «Se acabó mi sueño español», *in elpais.com*, 13 juin 2011.
URL: http://politica.elpais.com/politica/2012/06/11/actualidad/1339436223_416187.htm

- JUNQUERA, N., «Vuelvo sin nada pero no es un fracaso, he ayudado mucho a mi familia», *in elpais.com*, 12 juin 2011.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2012/06/12/actualidad/1339527443_144473.html
- LAGOA, M., «Enero fue el mes de mayor consumo televisivo de la historia. Los Españoles dedicaron casi cuatro horas y media a seguir la programación. La 1 fue la cadena más vista (14,2%), seguida de Telecinco (13,8%) y Antena 3 (12,4%)», *in elpais.com*, 1 février 2012.
URL:http://cultura.elpais.com/cultura/2012/02/01/television/1328104395_849799.html
- LA HEMEROTECA DEL BUITRE, «Altos cargos para jóvenes falangistas: Adolfo Suárez será director de RTVE y Martín Villa secretario de la Organización Sindical», *in lahemerotecadelbuitre.com*.
URL: <http://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/el-falangista-adolfo-suarez-nombrado-nuevo-director-de-radio-television-espanola-rtve/>
- LINDO, E., «Fue un espejismo», *in elpais.com*, 22 juillet 2012.
URL: http://elpais.com/elpais/2012/07/20/opinion/1342801675_052335.html
- LLEDÓ, E., «"Aterrorismar"», *in elpais.com*, 6 septembre 2005.
URL: http://elpais.com/diario/2005/09/06/opinion/1125957607_850215.html
- LÓPEZ, J., L., «RTVE: poca información y demasiada propaganda», *in elpais.com*, 15 août 1976, p. 30-31.
URL: http://elpais.com/diario/1976/08/15/radiotv/208908008_850215.html
- MARÍN, P., «"Yo sí sanidad universal": una iniciativa por la desobediencia civil ante la ley sanitaria», *in elpais.com*, 6 septembre 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/06/actualidad/1346952989_429000.html

- MARS, A., «Las remesas de dinero de emigrantes hacia España baten otro récord en 2012», *in elpais.com*, 28 mars 2013.
URL:http://economia.elpais.com/economia/2013/03/28/actualidad/1364498588_480919.html
- MORALES, F. et SILIÓ, A., «TVE relega "Informe Semanal" a medianoche», *in elpais.com*, 2 octubre 2013.
URL:http://cultura.elpais.com/cultura/2013/10/02/television/1380726676_352385.html?rel=rosEP
- MORÁN, C., «El 42% de los gitanos siente rechazo al entrar en algunos lugares públicos», *in elpais.com*, 13 avril 2007.
URL: http://elpais.com/diario/2007/04/13/sociedad/1176415204_850215.html
- MORÁN, C., «RTVE afrontará un recorte adicional de 50 millones de euros en 2013», *in elpais.com*, 25 septembre 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/25/actualidad/1348567674_371722.html
- N. M. S., «Se cumplen tres años de políticas de austeridad en España: más pobre, endeudada y en recesión», *in 20minutos.es*, 7 mai 2013.
URL: <http://www.20minutos.es/noticia/1806327/0/tercer-aniversario/politica-austeridad/europa/>
- NOGUEIRA, C., «La crisis acelera la emigración de españoles a Europa y América», *in elpais.com*, 16 avril 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/04/16/actualidad/1334595551_993723.html
- NOGUEIRA, C., «La ultraderecha y en nacionalcatolicismo han ganado la batalla», *in elpais.com*, 20 décembre 2013.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2013/12/20/actualidad/1387573574_707635.html

- NOGUEIRA C., «Kenia Carvajal, hija de Lucrecia Pérez, habla del asesinato racista hace 20 años», *in elpais.com*, 10 novembre 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/11/10/actualidad/1352560928_581520.html
- NOGUEIRA, C. et SAHUQUILLO, M., «El 27% de los españoles estaban en riesgo de pobreza o exclusión social en 2011», *in elpais.com*, 3 décembre 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/12/03/actualidad/1354532324_131240.html
- ORTEGA, D., «El regreso de la lucha de clases», *in elpais.com*, 21 février 2008.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/02/20/vidayartes/1329766843_742941.html
- PALOMO, M. A., «40 años de información semanal», *in elpais.com*, 28 mars 2013.
URL:http://cultura.elpais.com/cultura/2013/03/28/television/1364494192_803375.html
- PEREJIL, F., «Sudamérica ve una Europa paralizada por el miedo», *in elpais.com*, 17 octobre 2012.
URL:http://internacional.elpais.com/internacional/2012/10/11/actualidad/1349974883_506596.html
- PÉREZ, C., «España tendrá diez años más de crisis y una devaluación interna del 30%», *in elpais.com*, 2 mars 2013.
URL:http://economia.elpais.com/economia/2013/03/02/actualidad/1362257899_219022.html
- PRATS, J., «El caos de la exclusión sanitaria», *in elpais.com*, 29 septembre 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/29/actualidad/1348947377_530769.html

- PRATS, J., «Los profesionales de los servicios sociales cargan contra "Entre todos"», *in elpais.com*, 5 octubre 2013.
URL:http://cultura.elpais.com/cultura/2013/10/04/television/1380909950_627855.html
- PUBLICO.ES/AGENCIAS, «Mato: "la tarjeta corresponde a los españoles"», *in Pùblico.es*, 24 abril 2012.
URL: <http://www.publico.es/espana/430731/mato-la-tarjeta-corresponde-a-los-espanoles>
- RAMONET, I., «Age d'or», *in Le Monde Diplomatique*, décembre 2006.
- RODRÍGUEZ-PINA, G., «Esto es un robo con corbata», *in elpais.com*, 12 juillet 2011.
URL:http://politica.elpais.com/politica/2011/07/12/actualidad/1310457610_294637.html
- ROMERO, A., «España pierde 15.700 millones al año por los jóvenes que ni estudian ni tabajan», *in elpais.com*, 22 octubre 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/10/22/actualidad/1350900210_066533.html
- SALGADO, M., «A los inmigrantes nos dan un trato inhumano, pero luego van a misa todos los domingos», *in www.20minutos.es*, 5 septembre 2012.
URL: <http://www.20minutos.es/noticia/1577809/0/inmigrantes-sanidad/trato-inhumano/salud-tarjeta-sanitaria/>
- SERVIMEDIA, «El consejero de Cospedal critica el pago de la sanidad a los rumanos retornados», *in elmundo.es*, 24 abril 2012.
URL: <http://www.elmundo.es/elmundo/2012/04/24/espana/1335255485.html>
- SOS RACISMO, «Sobre la eliminación de 67 millones de la dotación al Fondo de Integración de Inmigrantes», *in sosracismomadrid.es*, 2 abril 2012.
URL: <http://www.sosracismomadrid.es/web/blog/2012/04/02/sobre-la-eliminacion-de-67-millones-de-la-dotacion-al-fondo-de-integracion-de-inmigrantes/>

- STANDING, G., «¿Quién servirá de voz al precariado que está surgiendo?», *in sinpermiso.info*, 6 mai 2011.
URL: <http://www.sinpermiso.info/textos/index.php?id=4212>
- TETU, J.-F., «L'émotion dans les médias : dispositifs, formes et figures», *in Mots. Les langages du politique*, 75/2004, mis en ligne le 22 avril 2008.
URL : <http://mots.revues.org/2843>
- TERUEL, A. et AUNIÓN, J., A., «España es el país de Europa con más jóvenes que ni estudian ni trabajan», *in elpais.com*, 12 septembre 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/11/actualidad/1347351489_459628.html
- TORRES LÓPEZ, J, «Economía de la televisión. Nuevos horizontes de la industria audiovisual», *Revista de Economía*, nº 10, 1991.
URL: <http://juantorreslopez.com/publicaciones/articulos-en-revistas-cientificas/economia-de-la-television-nuevos-horizontes-de-la-industria-audiovisual/>
- TRIAS SAGNIER, M., «Buscar legitimidad histórica en el aniversario de 1714 para un proyecto independentista es poco riguroso desde una perspectiva histórica», *in elpais.com*, 26 février 2013.
URL: http://elpais.com/elpais/2013/01/30/opinion/1359557165_416932.html
- VALENZUELA, J., «Nos miran mal», *in elpais.com*, 26 septembre 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/09/26/actualidad/1348685485_115305.html
- VIANA, I., «TVE, para servir a Dios y a la política española», *in ABC.es*, 28 octubre 2009.
URL: <http://www.abc.es/20091028/medios-redes-radio-tv/para-servir-dios-politica-200910281019.html>
- VIDALES, R., «¿Fobia a la comunidad china?», *in elpais.com*, 12 décembre 2012.
URL:http://sociedad.elpais.com/sociedad/2012/12/12/actualidad/1355341888_480611.html

Emissions de télévision

- *A fondo, zona cero*. Antena3.

URL: <http://www.antena3.com/programas/afondozonacero/>

- *Cuéntame cómo pasó*. La 1, RTVE.

URL: <http://www.rtve.es/television/cuentame/la-serie/>

- *Entre todos*. La 1, RTVE.

URL: <http://www.rtve.es/television/entre-todos/>

- *Gran Hermano*, Telecinco.

URL: <http://www.telecinco.es/granhermano/>

- *Hay una cosa que te quiero decir*, Telecinco.

URL: <http://www.telecinco.es/hayunacosaquetequierodecir/>

- *Hombres, mujeres y viceversa*, Telecinco.

URL: <http://www.telecinco.es/mujeresyhombres/>

- *Increíbles. El gran desafío*, Antena3.

URL: <http://www.antena3.com/programas/increibles/>

- *Informe Semanal*, La 1, RTVE.

URL: <http://www.rtve.es/noticias/informe-semanal/>

- *Salvados*, La Sexta.

URL: <http://www.lasexta.com/programas/salvados/>

- *Sálvame*, Telecinco.

URL: <http://www.telecinco.es/salvame/>

- *Sálvame Deluxe*, Telecinco.

URL: <http://www.telecinco.es/salvamedeluxe/>

– *Splash. Famosos al agua*, Antena3.

URL: <http://www.antena3.com/programas/splash-famosos-agua/>

– *Uno de los nuestros*, La 1, RTVE.

URL: <http://www.rtve.es/television/uno-de-los-nuestros/>

Vidéos

- ABAD, E. et GARCÍA CABRERA, P., *Marinaleda. El sueño de la tierra*, Espagne, 2007.
URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=364>
- ANGUITA, J., discours février 2014.
URL: <http://www.youtube.com/watch?v=dssDNdf8hNQ>
- «Atrapados en el gueto», *A fondo, zona cero*. Antena3.
URL: http://www.antena3.com/programas/afondozonacero/noticias/atrapados-gueto_2009110300004.html
- CIRUGEDA, S. et CRUZ, G., *€panish Dr€am*, Espagne, 2009.
URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=11967>
- COLUCCI, M., dit Coluche, «L'étudiant», 1989.
URL: <http://www.youtube.com/watch?v=nZRZAzpYPPQ>
- «Cuando éramos ricos», *Salvados*, La Sexta.
URL: http://www.lasexta.com/programas/salvados/mejores-momentos/cuando-eramos-ricos-este-domingo-salvados_2011100600272.html
- GÜELL FLECK, L. et ORIOLA FOLCH, J., *El despertar de las plazas. Un año de 15-M*, Barcelone, 2012.
URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=11442>
- MAYOL I RIERA, M., *Apaga y vámonos*, Espagne, 2005.
URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=7849>
- PIN, «*La Plataforma*, un documental de sitcom.tv sobre la PAH», *in afectadosporlahipoteca.com*, 30 août 2013.
URL: <http://afectadosporlahipoteca.com/2013/08/30/la-plataforma-un-documental-de-sicom-tv-sobre-la-pah/>

- SALÓ, A., *Españistán. De la burbuja inmobiliaria a la crisis*, Espagne, 2011.

URL: <http://www.youtube.com/watch?v=N7P2ExRF3GQ>

- Toma la tele, *12 de octubre, nada que festejar todo por reconocer*, Espagne, 2011.

URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=6773>

- Toma la Tele et Amnistie Internationale, *Madrid, poblado Puerta de Hierro. Acoso y resistencia*, España, 2012.

URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=4463>

Internet: sites, pages web et blogs

- A.D.A. (Asociación de deudores argentinos)
URL: www.adanacional.com.ar
- ADAHA Chile (Agrupación Nacional de Derechos Habitacionales de Chile)
URL: <http://www.elblogdelaandha.blogspot.com/>
- América Latina Indignada
URL: <http://americalatinaindignada.wordpress.com/quienes-somos/>
- Assemblée du Millénaire, New York, septembre 2000.
URL: <http://www.un.org/french/millenaire/>
- Casa Real
URL: <http://www.casareal.es/ES/Paginas/home.aspx>
- CEXT (ciudadanía exterior), El portal de los jóvenes españoles en el exterior
URL: <http://www.cext.es/>
- Coordinadora 25-S
URL: <http://coordinadora25s.wordpress.com/>
- Cumbres Iberoamericanas de Jefes de Estado y de Gobierno
URL: <http://cumbresiberoamerica.cip.cu/>
- Cumbre Mundial de Indignados, disidentes e insurgentes
URL: <http://cumbreidi.org/>
- Ecuatorianos por el mundo
URL: http://www.ecuatorianosporelmundo.com/home/index.php?option=com_content&view=article&id=69:11440-inmigrantes-se-acogen-al-plan-de-retorno-a-su-pais&catid=35:ecuatorianos-en-espana&Itemid=54

- Exiliados.org
URL: <http://exiliados.org/>
- Marchas de la Dignidad
URL: <http://marchasdeladignidad.org/>
- Movimiento15M
URL: <http://www.movimiento15m.org/>
- ParaInmigrantes.tv
URL: <http://www.parainmigrantes.tv/>
- Plataforma de Afectados por la Hipoteca
URL: <http://afectadosporlahipoteca.com/>
- Plataforma 2015 y Más
URL: <http://www.2015ymas.org/>
- Pepas y Pepes
URL: <http://www.pepasypepes.blogspot.com/>
- Red CUNDECON (Red de colombianos unidos por nuestros derechos constitucionales)
URL: <http://deudoreshipotecarios.tripod.com/>
- Remesas.org
URL: <http://remesas.org/>
- Social Watch
URL: <http://www.socialwatch.org/es>
- Sommet Mondial pour de Développement Social, Copenhague, février 1995.
URL: http://europa.eu/legislation_summaries/employment_and_social_policy/international_dimension_and_enlargement/c11902_fr.htm

- Télévisions espagnoles (pages web officielles):
 - Chaînes «grand public»:
 - Antena3
URL: <http://www.antena3.com/>
 - La 1
URL: <http://www.rtve.es/alcarta/tve/la1/>
 - La 2
URL: <http://www.rtve.es/alcarta/tve/la2/>
 - La Sexta
URL: <http://www.lasexta.com/>
 - Telecinco
URL: <http://www.telecinco.es/>
 - Chaînes «alternatives»:
 - EMARTV
URL: <http://www.emartv.es/>
 - Latele
URL: <http://latele.cat/>
 - Tele K
URL: <http://www.telekdigital.es/>
- Toma la tele
URL: <http://www.tomalatele.tv/web/?p=7849>
- Yo SÍ, por una sanidad universal
URL: <http://yosisanidaduniversal.net/portada.php>
- #Yo soy132
URL: <http://www.yosoy132media.org/>

RÉSUMÉ

L'Espagne, dont on a abondamment salué la Transition est loin d'avoir réglé tous ses comptes avec le passé. Les premiers temps de la démocratie furent à la prudence sur le terrain politique et social. Les années 90 déferlèrent ensuite, inondant le pays de leur libéralisme triomphant. L'Espagne postmoderne connut, en même temps que la croissance effrénée et la «spectacularisation» servie par une télévision dotée d'ubiquité, l'inversion des flux migratoires. L'ancienne métropole attira principalement des Sud-américains et, alors que rien n'avait préparé la société espagnole à l'interculturalité et que les écrans, voués au divertissement, rendaient les étrangers invisibles, les préjugés racistes et xénophobes sentant encore l'ethnocentrisme colonialiste, ressurgirent. 2008 marqua le début de la crise économique en Espagne et de la dégradation des conditions de vie de ses habitants qui donne naissance à une nouvelle classe sociale, le «précariat». Locaux et étrangers se retrouvent dans la contestation et dans l'exigence d'un autre modèle de société pour l'ère méta-postmoderne. Internet est le lieu de rencontre de ceux qui s'indignent et qui accusent les media traditionnels de complicité avec le système qu'ils rejettent.

MOTS CLÉ

Espagne, Amérique Latine, immigration, racisme, xénophobie, interculturalité, media, télévision, Internet, mouvement social, Indignés.

SUMMARY

KEYWORDS

LABORATOIRE CRLHOI, CCLC, EQUIPE D'ACCUEIL 4078

15, AVENUE RENÉ CASSIN, BP 7151, 97715 SAINT-DENIS MESSAG CEDEX 9